



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

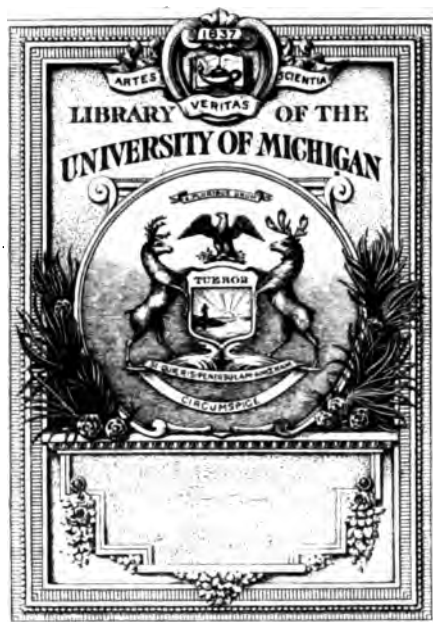
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 491264



AS
142
AS2

MÉMOIRES
DE
L'ACADÉMIE D'AMIENS

Les opinions émises par les auteurs des
Mémoires leur sont personnelles et l'Académie
n'en est pas responsable.

MÉMOIRES

DE

L'ACADÉMIE

des Sciences, des Lettres et des Arts
D'AMIENS



Tome L

ANNÉE 1903



AMIENS — IMPRIMERIE YVERT & TELLIER

—
1904



Lib. Com.
Hijhoff
103 11-28
16253

A propos des Ballons dirigeables

MESSIEURS,

Il y a quelques années, une société de Lille, l'Emulation Aérostatique, m'a nommé président d'honneur. C'était beaucoup d'honneur pour moi, et je dois ajouter : honneur immérité. Je ne me suis jamais élevé bien haut, et nos jeunes aéronautes du Nord, ainsi que leur président actif, M. Portet, premier prix du concours de Bruxelles, ne m'ont, d'ailleurs, pas demandé une coopération que je n'aurais pu leur donner, mon incompetence m'attachant au sol.

Mes fonctions honoraires m'ont cependant intéressé à la navigation aérienne, et j'ai été amené à faire des conférences sur un sujet assez éloigné de mes occupations habituelles.

Dans ces conférences, j'ai parlé de l'aérostation à un point de vue spécial, au point de vue patriotique. J'avais ainsi le double avantage de restreindre un sujet évidemment trop vaste et de le traiter de la façon qui pouvait le mieux me concilier la bienveillance de l'auditoire. Comme le disait un Picard, le général Foy, il y a toujours de l'écho en France lorsqu'on y prononce les mots d'honneur et de patrie.

L'aérostation, cette invention plus que séculaire, est une invention française. Nous pouvons espérer

que les nouvelles conquêtes du génie humain sur l'empire des airs appartiendront à la France. Les noms des inventeurs, des martyrs, des victorieux de l'aérostation, sont pour la plupart des noms français : Montgolfier, Charles, Blanchard, Pilâtre de Rozier. Crocé Spinelli et Sivel, Giffard, Dupuy de Lôme, Tissandier, Renard, et tant d'autres.

Un enthousiaste de l'aérostation a dit que les descendants de ces fiers Gaulois qui étaient prêts à recevoir le ciel sur la pointe de leurs piques sont les mieux faits par leur génie entreprenant et leur intrépidité pour conquérir les espaces inexplorés.

Les frères Montgolfier, papetiers à Annonay, firent l'invention du ballon à air chaud, le 28 novembre 1782. On raconte que l'idée première de cette invention fut suggérée à l'un des Montgolfier par un phénomène dû à la dilatation des gaz par la chaleur, phénomène d'une grande trivialité domestique, auquel le hasard lui donna d'assister. Du linge séchait au coin du feu ; tout à coup une chemise vint à se gonfler, à se *ballonner*, sous l'action de la chaleur et à s'élever vers le plafond. Ce serait la première montgolfière.

Quoiqu'il en soit, la première expérience publique de l'enlèvement d'un aérostat eut lieu devant un public nombreux, sur la place d'Annonay, il y a un peu plus de cent vingt ans, le 5 juin 1783.

La montgolfière était en toile doublée de papier. On la gonfla en la plaçant au-dessus d'un foyer où l'on faisait brûler de la paille et de la laine.

Cinq ans auparavant, l'anglais Cavendish avait découvert le gaz hydrogène. Un jeune physicien

français, Charles, substitua ce gaz à celui qui avait servi à gonfler la montgolfière. Le gaz hydrogène étant beaucoup plus léger, la force ascensionnelle était plus considérable ; elle était en même temps plus durable.

Cette invention provoqua un enthousiasme général, un de ces engouements auxquels nous ne savons pas résister. La mode s'en mêla, et tout fut « au ballon », comme nous avons vu, il y a quelques années, tout à la Russie. Ces mouvements universels d'un peuple sont plus à admirer qu'à blâmer. Ils témoignent d'une jeunesse toujours nouvelle et d'une confiance qui naît de l'union des cœurs dans une grande pensée et une même espérance.

Depuis la découverte de l'Amérique on n'avait pas vu un pareil mouvement. Où s'arrêterait le génie de l'homme ? Sur quel point la nature resterait indomptable ?

Relisons, dans cette pensée, les beaux vers de Victor Hugo :

Où donc s'arrêtera l'homme séditieux ?
L'espace voit, d'un œil par moment soucieux,
L'empreinte du talon de l'homme dans les nues ;
Le voilà maintenant marcheur de l'infini.
Où s'arrêtera-t-il, le puissant réfractaire ?
Jusqu'à quelle distance ira-t-il de la terre ?
Jusqu'à quelle distance ira-t-il du destin ?
Toute l'antique histoire affreuse et déformée,
Sur l'horizon nouveau fuit comme une fumée.

La terre était conquise, et l'océan. C'était le tour de l'atmosphère.

Le poète latin avait dit que le premier navigateur

avait possédé contre la peur une triple cuirasse. L'entreprise des premiers navigateurs aériens ne parut pas moins audacieuse. Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes en eurent l'honneur, le 20 novembre 1783. Quant à Charles, il fit avec Robert le second voyage aérien, le 1^{er} décembre de la même année.

C'est lors de l'une de ces expériences de Charles que la vieille maréchale de Villeroi fit un mot bien joli : « C'est certain, ils trouveront le secret de ne plus mourir, et c'est quand je serai morte ».

Ces longs espoirs et ces vastes pensées ont été bien déçus. L'aéronautique est restée longtemps stationnaire et on a pu parler de sa faillite. Elle fut, en attendant de nouvelles découvertes et de nouvelles applications, un grand attrait de curiosité et le couronnement de nos fêtes publiques. Elle permit de nobles tentatives, des entreprises qui nécessitent une rare intrépidité.

Blanchard et le docteur anglais Jeffries firent la première traversée de la Manche. Ils coururent les plus grands périls. On rapporte que Jeffries offrit à son compagnon de se jeter à la mer pour alléger l'aérostat. Ils purent atterrir heureusement tous deux dans la forêt de Guines. Les Calaisiens firent aux hardis voyageurs une réception merveilleuse. On présenta à Blanchard dans une boîte d'or les lettres le nommant citoyen de Calais. Le corps municipal demanda l'autorisation d'acquérir le ballon et de le déposer dans une église. On promit d'élever un monument en marbre à l'endroit où avait eu lieu la descente.

Pilâtre de Rozier et Romain ont inauguré la nécrologie de l'aérostation. Pilâtre de Rozier avait voulu réunir les inventions de Montgolfier et de Charles. Il avait placé une montgolfière sous son aérostat, ce qu'il appelait une aéro-montgolfière. Selon le mot de Biot : « C'était placer un fourneau sous une poudrière ».

Les deux aéronautes périrent à cinq quarts de lieues de Boulogne, au bord de la mer, non loin du monument élevé à Blanchard.

Pilâtre de Rozier, né à Metz, est mort à l'âge de vingt-huit ans.

Quant à Blanchard, il fit de nombreuses ascensions, notamment à Londres avec M^{me} Simonnet, la première femme qui soit montée en ballon, une française.

Blanchard fut frappé d'apoplexie au cours de sa sixantième ascension, près de La Haye. Il mourut en 1809. Il laissait peu de fortune. Sa veuve n'hésita pas à suivre la même carrière et périt dans sa soixante-septième ascension, le 6 juillet 1819, à Paris.

Les catastrophes les plus modernes sont nombreuses. Rappelons celle qui fut fatale à Crocé Spinelli et Sivel, qui faisaient servir l'aérostation à des expériences scientifiques. Au cours de 1874 et de 1875, ils ont fait des observations très remarquables. Le 22 mars 1874, ils se sont élevés à une hauteur de 7,300 mètres. Le 23 mars de l'année suivante, ils se livrèrent à des expériences dans les airs pendant près de vingt-quatre heures. C'est le 15 avril qu'ils périrent victimes de leur dévouement à la science. Ils étaient dans le ballon le *Zénith*,

avec M. Gaston Tissandier, à une hauteur de 8,600 mètres, deux heures à peine après leur départ. Ils tombèrent asphyxiés dans la nacelle; M. Gaston Tissandier s'évanouit et n'échappa à la mort que par une sorte de miracle.

Je désire maintenant vous parler de mon sujet affectionné, l'aérostation militaire.

En l'an II de la République, la patrie était en danger, et on imagina de se servir des ballons pour éclairer la marche des armées. Une commission fut créée pour étudier ce projet. Elle était présidée par Monge et comprenait les plus grands noms de la science française : Berthollet, Fourcroy, Guyton-Morveau. Le Comité de salut public nomma l'aéronaute Coutelle capitaine des aérostiers.

Le ballon militaire, à cette époque, était gonflé d'hydrogène produit par la décomposition de l'eau. Les manœuvres du ballon captif se faisaient de terre et les conducteurs étaient dirigés de l'aérostat au moyen de petits pavillons de différentes couleurs. L'observateur envoyait des billets attachés à de petits sacs de sable.

Le premier essai eut lieu à la bataille de Fleurus et le même ballon fut employé à Cambrai et à Mayence. A Fleurus, il resta neuf heures en observation. Voici un passage de la relation de Coutelle : « Certainement, ce n'est pas l'aérostat qui nous a fait gagner la bataille; cependant je dois dire qu'il gênait beaucoup les Autrichiens qui croyaient ne pouvoir faire un pas sans être aperçus, et que, de notre côté, l'armée voyait avec plaisir cette arme inconnue qui lui donnait confiance et gaité ».

Le ballon destiné à l'expédition d'Egypte fut capturé par les Anglais sur le vaisseau qui le portait.

Bonaparte n'employa pas les ballons. Sous le second Empire, on y revint, lors de la campagne d'Italie.

« M. Eugène Godard prétend qu'avec son aérostat il a pu non-seulement signaler le retour offensif de l'avant-garde autrichienne à Castiglione, *la veille de la bataille de Solférino*, mais encore lever le plan du fort n° 8 de Peschiéra. De même, en Amérique, pendant la guerre de sécession, en 1861, un aéronaute militaire fournit par son ascension des renseignements très précis au général Mac Clellan. Le ballon, parti des bords du Potomac, où était alors campée l'armée fédérale, passa au-dessus de Washington. Arrivé à une certaine hauteur, l'aéronaute coupa la corde qui mettait son ballon en communication avec le sol, et fut porté directement sur les lignes ennemies. Il put observer à son aise la position de l'armée confédérée. Il opéra sa descente dans l'Etat de Maryland, et fit parvenir immédiatement au général en chef les observations qu'il avait recueillies..... »

En France, nous avons repris les traditions des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, et le ballon captif est un des attrait de nos revues militaires. Pour cet engin, on s'est servi des principales inventions du xix^e siècle : vapeur, lumière électrique, téléphone, photographie. Le type adopté est un aérostat cubant cinq à six cents mètres, manœuvré à l'aide d'un câble enroulé sur un treuil.

Presque toutes les nations européennes ont depuis longtemps adopté le ballon captif militaire et se sont

efforcées de perfectionner le type qu'elles avaient choisi. En Allemagne, on a pris un très gros ballon capable d'enlever, non pas deux, mais huit personnes. Le câble de retenue est attaché aux deux extrémités d'une barre de fer fixée horizontalement à l'extrémité des cordages et à laquelle est suspendue la nacelle.

Quel que soit l'intérêt qui s'attache aux ballons captifs, il cède à celui que nous portons aux ballons libres et aux divers appareils de la navigation aérienne.

Pendant l'année terrible, lorsque Paris était investi, les ballons rendirent d'éminents services. Ce fut une chose merveilleuse et l'une de nos plus grandes consolations dans nos désastres que le maintien des relations postales entre Paris et la province, grâce aux ballons qui traversaient les lignes prussiennes, emportant des dépêches et des pigeons voyageurs qui, fidèlement, revenaient au colombier. Avec quelle angoisse on suivait, avec quelle joie on recevait ces messagers du ciel, l'immense globe, le gracieux oiseau. Comme la colombe de l'arche, le pigeon voyageur portait le rameau de l'espérance, les nouvelles des êtres chers; elles soutenaient les courages de ceux qui restaient et leur rendaient la force nécessaire pour vivre, souffrir et lutter.

C'est par le ballon l'*Armand-Barbès* que Gambetta, le grand orateur et le grand patriote, vint au milieu de nous relever les courages et organiser une résistance qui, si elle n'aboutit pas à la victoire, sauva du moins l'honneur du pays. C'est la pensée éloquemment exprimée par notre si distingué et si re-

gretté confrère, M. le premier président Daussy, dans son bel ouvrage, *La Ligne de la Somme* :

« Les Allemands s'étonnent de la formation des armées nouvelles qui se lèvent contre eux. Ils croyaient en avoir fini des forces militaires de la France. En annonçant à ses soldats la capitulation de Metz, Frédéric-Charles leur disait que « la portée de cet événement était incalculable, et que *la puissance de la France était brisée* ». Non, la France n'était pas aussi épuisée que le croyait le prince prussien.

Elle devait donner au monde le spectacle surprenant en effet et non sans grandeur d'une nation qui trouve, dans l'énergie suprême du désespoir, des forces inattendues, mal ordonnées sans doute, mais redoutables encore, et qui, malgré les coups accablants de la fortune contraire, sait, d'un épouvantable naufrage, sauver au moins le plus précieux des biens, l'honneur ».

C'est Gambetta qui donne à l'Armée du Nord son chef véritable, le glorieux Faidherbe, le héros de Pont-Noyelles, de Bapaume et de Saint-Quentin.

L'*Armand-Barbès* faillit tomber aux mains des Prussiens, qui ne se doutèrent pas de l'importance de la proie qui leur échappait. Le ballon qui portait Gambetta et Spuller vint heureusement atterrir, dans la forêt d'Épineuse, à Tricaut, dans l'Oise. Les voyageurs se rendirent à Montdidier dans un chariot de paysan et arrivèrent à Amiens, au milieu de la nuit. A cette même date, 8 octobre, Anatole de La Forge venait de s'illustrer par la défense de Saint-Quentin.

La poste aérienne était dirigée par M. Rampont avec le concours de MM. Godard, Yon et d'Artois. Les ballons-poste cubaient 2,000 mètres ; ils portèrent 64 aéronautes, 91 passagers, 363 pigeons, 9,000 kilogs de correspondances et 3,000,000 de lettres.

Sur les cinquante-deux ballons partis de la capitale investie, cinq furent pris par l'ennemi et deux perdus en mer. Le *Jacquard*, monté par Prince, se perdit dans la Manche, le 30 novembre 1870. Le *Richard-Wallace*, avec Lacaze, eut un sort semblable, le 27 janvier 1871. Ce jour-là, le ballon passe en vue de Niort ; au lieu de s'arrêter, il jette du lest et repart dans les hautes régions de l'air, traverse à 2,000 mètres de hauteur la ville de La Rochelle. Les spectateurs s'attendent à le voir revenir vers le sol ; mais l'aérostat va se perdre à l'horizon, dans les profondeurs de l'océan.

Avant de parler des appareils dirigeables, nous pouvons indiquer d'une façon générale quel pourra être le rôle des vaisseaux aériens, dans les guerres futures, en dehors des combats avec les vaisseaux de la flotte aérienne ennemie et du jet de projectiles ou d'engins incendiaires. Ils pourront servir à l'échange de signaux. C'est ainsi qu'en 1890, MM. Jovis et Mallet, montant le *Figaro*, échangèrent des signaux pendant plusieurs heures. Le ballon avait à son bord une lampe à incandescence, système du commandant Renard ; il recevait les feux des projecteurs de la plate-forme de la tour Eiffel.

Au point de vue des observations et de la correspondance avec les armées, il est bon de marquer dans quelles limites peut s'étendre la vue à mesure

qu'on s'élève dans l'atmosphère. Du haut de la tour Eiffel, on voit jusqu'à 60 kilomètres. On nous donne ensuite le tableau suivant :

à 500 mètres.	80 kilomètres
785 »	100 »
1.000 »	113 »
2.000 »	159 »
3.000 »	196 »

Pendant le siège de Paris, on tenta la construction d'un ballon dirigeable. C'est un problème encore à l'heure qu'il est incomplètement résolu, mais que l'on doit se garder de déclarer insoluble.

L'ouvrage le plus récent sur la matière : *La Navigation aérienne*, de M. Leconin, cite, dans sa conclusion, l'opinion de M. Janssen, l'éminent directeur de l'Observatoire de Paris, membre de l'Académie des Sciences, qui disait dans le discours d'inauguration du Congrès d'aéronautique, en 1900 : « Je n'hésite pas à dire que le xx^e siècle, auquel nous touchons et dont nous pouvons dès maintenant saluer l'aurore, verra réalisées les grandes applications de la navigation aérienne et l'atmosphère terrestre sillonnée par des appareils qui en prendront définitivement possession, soit pour en faire l'étude journalière et systématique, soit pour établir entre les nations des communications et des rapports qui se joueront des continents, des mers et des océans, et deux siècles à peine auront suffi pour obtenir ce résultat prodigieux ».

Le concours s'est établi entre l'aérostation et l'aviation, entre le plus léger et le plus lourd que l'air.

Il y a bien longtemps que Nadar, publiant *Le Droit au vol*, a soutenu qu'on ne pouvait réussir qu'avec un appareil plus lourd que l'air. La bulle de savon est le jouet du moindre souffle, l'oiseau se dirige à sa fantaisie.

Parmi les partisans de l'aérostation il en est qui sont convaincus qu'on ne peut aboutir qu'en abandonnant l'hélice. Un photographe connu à Amiens, M. Zarski, a inventé un dispositif des plus ingénieux, s'inspirant du mouvement des ailes de l'oiseau, un moteur que l'on peut croire des plus puissants. Il a offert au ministre de la guerre de communiquer son invention, mais dans des conditions qui n'étaient pas conformes, paraît-il, aux sacro-saintes prescriptions des règlements administratifs. Il s'est contenté de prendre des brevets et a retiré ses offres.

Il faut bien poser les conditions du problème. Il ne s'agit pas de pouvoir se diriger par un temps calme. Il ne s'agit pas non plus d'affronter la tempête. Quand l'ouragan menacera, il faudra rester au port. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, qu'un vent sensible a une vitesse d'un mètre à la seconde, 3 kilomètres 1/2 à l'heure; qu'un vent très fort possède une vitesse vingt fois plus grande, 72 kilomètres à l'heure; qu'un vent d'ouragan fait le double, 144 kilomètres à l'heure; que le cyclône de Walmfort, par exemple, avait une vitesse de 115 mètres à la seconde. Pendant le siège de Paris, *La Ville d'Orléans*, ballon monté par M. Rollier, le 24 novembre, fut enlevé par un courant et porté le lendemain à Drammen, en Norvège. Nous pouvons rappeler aussi qu'en 1804, aux fêtes du couronnement de Napoléon, le ballon

lancé à Paris alla s'accrocher au tombeau de Néron, à Rome. C'est du 60 kilomètres à l'heure.

La Navigation aérienne nous dit, dans son chapitre XXVIII, que « les progrès incontestablement réalisés dans le domaine de l'aérostation ont tellement captivé l'attention publique qu'il pouvait sembler que les partisans du plus lourd que l'air se soient inclinés devant l'école rivale et aient renoncé à chercher dans la voie qui leur était chère la solution du grand problème. Il n'en est rien ; jamais, au contraire, les efforts n'ont été aussi grands, les résultats aussi encourageants, les études théoriques aussi variées et aussi savantes ; jamais la confiance des aviateurs n'a été aussi ferme dans le succès final, et le moteur léger à essence, auquel sont dus les derniers progrès des ballons dirigeables, semble bien le moteur rêvé par l'aviation ».

Pour ne pas citer les noms les plus récents, l'aviation peut invoquer les travaux de Ponton d'Amécourt, de La Landelle, les théories de savants illustres, et notamment de M. Babinet. Voici comment il s'exprimait :

« Je pourrais produire tous les calculs mathématiquement infaillibles qui garantissent le succès de la navigation aérienne par l'hélice. Ces calculs sont analogues pour ne pas dire identiques à ceux que l'on a faits pour l'aile du moulin à vent, pour les vannes de la turbine, pour les ventilateurs, et enfin pour l'hélice maritime. De petits modèles pourvus de ressorts bandés par une force médiocre s'élèvent et se soutiennent en l'air pendant tout le temps de l'action du ressort. Or, si un petit appareil à vapeur,

facile à imaginer, rendait au ressort moteur la tension qu'il perd en mettant l'hélice en mouvement, le mécanisme pourrait indéfiniment s'élever, se soutenir et se diriger dans l'atmosphère.

Un modèle en grand est toujours bien plus avantageux qu'un appareil de faible capacité et dès qu'on aura enlevé une souris, il sera prouvé *a fortiori* qu'on enlèvera un éléphant : ce sera une question de technologie et d'argent, et non de science ».

Hiram Maxim, ingénieur américain que l'invention d'une mitrailleuse a rendu célèbre, est partisan du plus lourd que l'air. Il propose l'aéroplane :

« Un plan légèrement concave au-dessous, convexe au-dessus; l'avant très effilé, s'élevant de un pouce plus haut que l'arrière; une petite chaudière tubulaire chauffée au pétrole et produisant un cheval-vapeur; l'air employé comme agent réfrigérant pour le condenseur, formé d'un grand nombre de petits tubes en acier et en aluminium, ne pesant qu'une demi-livre par cheval-vapeur, constituant d'ailleurs eux-mêmes une partie de l'aéroplane; deux hélices de large diamètre, très légères et éloignées l'une de l'autre.

« Le poids du moteur, de l'eau et du pétrole (deux livres de combustible par heure et par cheval-vapeur) est de vingt-cinq livres pour cinq heures ».

Quant à l'aérostation, ses principes nouveaux ont été posés, dès 1852, par Giffard. Un aérostat allongé peut acquérir, au moyen d'un moteur approprié, une vitesse propre, au milieu de l'air qui l'environne. Si donc cette vitesse propre est plus grande que celle du vent, l'aérostat s'avancera contre le vent

d'une vitesse égale à la différence entre la vitesse propre et la vitesse du vent.

Le moteur approprié dont nous venons de parler doit être léger, puissant et non dangereux. Giffard avait une machine à vapeur qui actionnait une hélice. C'était lourd et dangereux. M. Dupuy de Lôme préféra actionner l'hélice avec une équipe de huit hommes. C'était lourd et insuffisant.

Il est incontestable toutefois que Dupuy de Lôme a fait faire des progrès à la navigation aérienne : « La suspension de la nacelle au moyen du filet à balancine assurait sans brancard la solidarité complète de la nacelle et du ballon. C'était absolument nouveau et parfait comme solution de ce point du problème ».

L'ascension de l'aérostat eut lieu le 2 février 1872.

Voici comment Dupuy de Lôme en a parlé lui-même :

« M. Zédé, ingénieur de la marine, mon collaborateur, traça sur la carte d'état-major notre point de départ ; je lui dictai successivement les directions que je relevais. Au moment d'atterrir, je lui demandai quel était le village au-dessus duquel nous allions passer. Il me répondit : Ce doit être Mondécourt, sur les confins des départements de l'Oise et de l'Aisne. Un instant après, des paysans auxquels nous adressions la même question, en passant au-dessus de leurs têtes : Où sommes-nous ? répondirent : A Mondécourt ».

La Navigation aérienne nous dit que si Dupuy de Lôme avait disposé d'un hangar lui permettant de conserver son ballon prêt à partir à tout instant et

de choisir un jour de calme absolu, il eût pu, même avec la faible vitesse de 2^m 80 par seconde, évoluer en tout sens et rentrer à son point de départ. Son expérience aurait eu alors un énorme retentissement et l'on eût proclamé, dans toute la presse, que Dupuy de Lôme avait trouvé la direction des ballons ! En réalité, il n'aurait rien fait de plus que ce qu'il a fait le 2 février 1872 : il a obtenu par l'effet de l'hélice actionnée par huit hommes une vitesse propre de 2^m 80.

Plus tard, MM. Tissandier, et, après lui, les capitaines Renard et Krebs, du parc militaire de Chalais-Meudon, ont adopté un moteur électrique. Le 26 septembre 1884, M. Gaston Tissandier obtint une vitesse de 4 mètres à la seconde. L'aérostat s'éleva, de l'atelier d'Auteuil, à 500 mètres de hauteur et put se maintenir quelque temps contre un vent de 3 mètres par seconde. Il atterrit sans accident à Croissy-sur-Seine après avoir plané pendant une heure un quart.

Le décret du 19 mai 1886, article 3, avait officiellement consacré l'établissement de Chalais. « Des parcs aérostatiques sont installés dans chacune des écoles régimentaires du génie et dans certaines places déterminées par le Ministre de la Guerre; une compagnie de chacun des quatre régiments du génie est affectée au service de l'aérostation militaire ».

Nous ne connaissons bien que les résultats obtenus avec l'aérostat *La France*. C'était un ballon d'une forme ovoïde très allongée; on l'a comparé à un gros cigare. Sa longueur était de 50 mètres et le

diamètre de sa plus grande section, 8^m 40 ; sa capacité, 1.866 mètres cubes ; son poids, 1.850 kilogs, dont 435 pour la pile.

La France est revenue cinq fois sur sept à son point de départ :

9 août 1884	avec une vitesse de	4 ^m 58
8 novembre 1884	—	6 ^m
22 septembre 1885	—	6 ^m
23	—	6 ^m 22

La cinquième ascension (du 8 novembre 1884) n'avait donné qu'une vitesse de 3^m 82. Nous pensons qu'il aurait fallu une force de 31 chevaux, et *La France* n'en avait que huit et demi.

Je ne vous parlerai pas des inventions et des expériences les plus récentes. C'est de l'actualité et les journaux se chargent de la porter à la connaissance de tous. Ils sont remplis des récits et des ascensions de M. le comte Henry de la Vaulx et du brésilien Santos-Dumont. On sait également tout ce qui se rapporte au dirigeable *Lebaudy*.

L'aérostation a eu de nouveaux martyrs depuis quelques années. La ville de Boulogne a élevé un monument à un de ses glorieux enfants, François Lhoste, qui fit plusieurs fois la traversée de la Manche en ballon et périt avec son ami Mangot, le 13 novembre 1887, dans le naufrage du ballon *Arago*. Lorsque le vapeur *Prince-Léopold* put l'atteindre, la nacelle était vide ; Lhoste et Mangot, arrachés par la violence des lames, étaient engloutis dans les flots, à douze milles seulement des côtes anglaises.

Tout le monde se rappelle les dernières catas-

trophes : celle du dirigeable *Pax* qui, le 12 mai 1902, s'enflamma, cet incendie causant la mort de l'aéronaute Severo et du mécanicien Sachet; celle du 13 octobre de la même année, où périrent MM. de Bradsky et Morin, qui expérimentaient pour la première fois un nouveau dirigeable.

Ces malheurs si déplorables servent eux-mêmes aux progrès de l'art aéronautique. Ainsi, la perte du *Pax* a éclairé les aéroliers sur le danger de rapprocher trop la nacelle du ballon lorsque le moteur est à essence.

J'ai dit que la lutte s'était établie entre l'aérostation et l'aviation. Il existe cependant un troisième système, qui est proprement de la navigation aérienne, et qui consiste à louvoyer, à s'abaisser ou à monter de façon à profiter de la diversité des courants.

Dans un article publié dans le *Matin* du 11 août 1901, M. Charles Laurent sous le titre : *Le Ludion*, déclarait : « Je crois que j'ai trouvé la direction des ballons ». Ces journalistes ne doutent de rien !

Mais voyons la partie principale de l'exposé de M. Charles Laurent :

« Voici ce que je me suis dit :

« Si vous jetez une pierre dans la mer, elle tombera au fond. Si vous poussez un morceau de bois jusqu'au fond, il remontera à la surface. Pourquoi ? Parce que ceci est plus léger que l'eau et cela plus lourd. Il est sans exemple que l'on ait vu un objet inerte se tenir en équilibre dans la masse liquide, ou du moins cela était sans exemple avant le ludion.

« Mais le ludion est venu ! C'est un petit appareil

de physique qui flotte au milieu d'un bocal, parce que le doigt de l'opérateur, en pressant plus ou moins sur la membrane souple qui recouvre le vase, comprime plus ou moins l'air contenu dans la petite vessie qui le supporte et le rend alternativement plus lourd ou plus léger que l'eau. Il descend, puis remonte à petits coups. En somme, il ne bouge pas.

« C'est sur le même principe que l'on a construit des sous-marins, qui emmagasinent, pour plonger, de l'eau dans leurs cloisons étanches, et qui l'expulsent pour remonter. Ces ingénieux navires *respirent* du liquide comme nous respirons de l'air. Grâce à quoi, ils peuvent flotter entre la surface et le fond, évoluer et se diriger en tous sens, apparaître quand il leur plaît, se reposer quand bon leur semble et frapper quand il le faut.

« Eh bien ! je pense qu'on pourrait faire des ballons ludions, c'est-à-dire alternativement plus lourds et plus légers que l'air, dès qu'ils seraient parvenus, grâce à leur force ascensionnelle initiale, dans la couche atmosphérique où existe le courant dont ils ont besoin pour se diriger où ils veulent. »

J'ai répondu dans un autre journal, en émettant quelques idées personnelles, et faisant remarquer surtout que l'idée de mon confrère était du vieux neuf.

Le capitaine anglais Templer a affirmé une méthode fondée sur la diversité des courants aériens. Il a fait construire des parachutes dirigeables.

Les ascensions ont lieu généralement avec du gaz hydrogène et apporté dans des tubes d'acier préparés à Birmingham.

C'est à propos de la fabrication de ces tubes qu'a eu lieu le procès du capitaine Templer, que les directeurs de l'établissement de Woolwich accusaient d'avoir vendu leur secret. Le capitaine a été acquitté après avoir subi une longue détention préventive. Les tubes incriminés avaient été envoyés au comte Pecori Geraldini, commandant des aéronautes italiens. Ils ont servi à exécuter des ascensions captives à Massaouah.

Le capitaine Templer est du xix^{e} siècle. Il y a mieux. Je connais un inventeur du siècle précédent. C'est le baron Scott, capitaine de dragons, attaché au régiment de Guyenne. J'ai trouvé son ouvrage à la bibliothèque du Sénat. C'est une brochure de 154 pages avec deux plans. Elle est dédiée aux frères Montgolfier. En parlant des poissons, voici ce qu'écrit l'ingénieux capitaine :

« Quant à leurs agents, on sait que ces poissons ont une queue très mobile, d'environ un sixième de leur longueur ; laquelle est leur agent de direction ; et vers le centre de gravité, des nageoires, d'à peu près un septième de leur grand diamètre, qui sont leurs agents de vitesse ; et encore intérieurement une vessie qui doit être nommée agent d'ascendance et de descendance, puisqu'on sait qu'ils la dilatent ou contractent, pour obtenir ces résultats : ces trois sortes d'agents seront donc aussi donnés à l'aérostat ».

Se servira-t-on des inventions modernes pour appliquer les idées du baron Scott et donner toute son importance à « l'agent d'ascendance et de descendance ? » Quelques-uns y verront l'avenir de l'aéronautique.

Le 15 août 1868, MM. G. Tissandier et Duruof se sont élevés en ballon de la place de Calais, malgré le dangereux voisinage de la mer. Un courant rapide les saisit et les entraîna loin du port. Bientôt la mer immense s'étend sous leur nacelle; mais je laisse complètement la parole à M. Tissandier. (*Le Présent et l'Avenir de l'aéro-nautique*, 1889) :

« Nous étions perdus *sans l'alternance des courants aériens superposés*. Après avoir laissé flotter notre aérostat à 1.800 mètres de haut jusqu'à 8 kilomètres environ en pleine mer, Duruof laissa le ballon descendre à des niveaux inférieurs. Nous traversâmes de haut en bas les couches de nuages que nous avions gravies de bas en haut; nous nous rapprochons de la surface de la mer, décidés à y laisser flotter notre esquif dans l'espoir d'être sauvés par un navire. Mais tandis que le vent supérieur se dirigeait vers le Nord-Est, le courant atmosphérique inférieur marchait vers le Sud-Ouest. Nous revenons littéralement sur nos pas, et la ville de Calais grossit à vue d'œil, comme l'image de ces projections fantastiques qui semblent se précipiter vers les spectateurs. Le vent soufflait avec rapidité. C'était la vraie « bonne brise » des marins; il nous ramène au-dessus de Calais où nous entendons avec une légitime émotion les acclamations de la foule.

« Enthousiasmés de ce succès, nous ne descendons pas encore; nous jetons du lest et bientôt nous remontons dans le courant supérieur, nous revoyons les flots de la mer au-dessus desquels nous contemplons, muets d'admiration, le sublime spectacle du coucher du soleil.

« Après cette deuxième excursion en mer, le vent superficiel où nous redescendons nous lance à la pointe même du cap Gris-Nez ; nous y atterrissons enfin, à quelques centaines de mètres du lieu où, moins heureux que nous, l'infortuné Pilâtre de Rozier avait trouvé la mort en 1785 ».

Qui arrivera le plus vite du ballon gonflé de gaz ou de l'aéroplane ou du *sur-marin* ? Arrivera-t-on ? Et quand ? Ou bien n'arrivera-t-on qu'avec une idée que nous ne connaissons pas encore ?

Ces discussions ne sont pas vaines, d'ailleurs. Les projets les plus surannés, comme les plus neufs, fussent-ils en apparence insuffisants ou irréalisables, peuvent avoir, à un moment donné, pour résultat de surexciter le génie d'un inventeur, de faire naître un hasard heureux, de provoquer des expériences concluantes.

Il ne faut décourager personne, et personne ne peut dire à l'heure qu'il est avec un dogmatisme que les faits n'autorisent pas : *Sic itur ad astra*.

MAXIME LECOMTE.



Séance publique du 20 décembre 1903

ROBERT DE LUZARCHES

DISCOURS DE M. L'ABBÉ ÉDOUARD BOUCHER

Directeur

PRÉFACETTE

Les uns penseront que ce discours académique est œuvre de pure imagination ; ils se tromperont. D'autres (ceux qui ont lu Durand (1), Viollet-le-Duc, Anthyme Saint-Paul, Male, Gonse, Enlart) qu'il est œuvre de pure érudition ; ils se tromperont également. La vérité ici, comme souvent, se trouve dans le juste milieu.

Ceux qui me liront avec une âme vingtième siècle, se tromperont encore plus. Pour comprendre et goûter le treizième siècle, il faut une âme moyenâgeuse. Tite-Live n'a-t-il pas écrit : Mihi vetustas res scribenti nescio quo pacto antiquus fit animus ? Qu'il en soit de même en lisant de vieilles gestes.

13 octobre 1903.

(1) Tout ce qui, n'étant pas pure imagination, appartient à l'histoire de la Cathédrale a été emprunté à l'impérissable ouvrage de M. Georges Durand.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Cathédrale... c'est une fête à nos yeux!

Quel bonheur de la retrouver partout! partout, en effet, on a des échappées de cathédrales, on a des cathédrales à chaque tournant du vieil Amiens.

Au-dessus des vieilles places, au-dessus des vieux pignons anguleux, au-dessus de Saint-Germain qui incline sa tour avec révérence : la sublime face de la Cathédrale qui a tout l'air de vous regarder — impassible.

Au fond des rues, plus haut que Saint-Leu : la masse entière de l'édifice colossal. Au-dessus de la rue des Huchers, elle apparaît toute illuminée. On franchit le pont Piperesse, on gravit la pente de Saint-Firmin-le-Confesseur, elle apparaît encore : ses hautes tours surplombent, et l'œil se joue dans les dentelures du grand portail.

La Cathédrale, elle est la toile de fond de l'admirable décor du port du Don.

Au pont de Beauvillé, elle mire sa gloire aux eaux sombres de la Somme.

On dévale de la rue Saint-Fuscien, et elle barre l'horizon de toute sa largeur.

• Quel vide, si elle disparaissait jamais! Non vraiment, Amiens alors ne serait plus Amiens!

Et encore, nous ne la connaissons que vieillie, ses pierres ont perdu la blancheur de leur prime

jeunesse. Elle a souffert durant nos longs hivers, elle a souffert dans l'humidité de nos maussades climats. Elle a souffert et la souffrance vieillit.

Comme à un vieux manteau, on lui a cousu des morceaux tout neufs; on a éventré sa façade qui n'a plus de consistance; on a étendu à ses pieds des trottoirs en asphalte avec des lanternes à gaz.

Heureux ceux qui l'ont vue dans sa beauté native ! Elle était vêtue de blanc, parée comme une communicante et comme une épousée qui marche vers l'autel. Blanches ses statues, blancs ses meneaux, blanches ses balustrades; un reliquaire d'ivoire que l'on tire de son écrin.

En ce temps-là, le ciel aussi était plus bleu. Car le ciel lui aussi a vieilli. Comme les vieilles gens, il porte aujourd'hui des vêtements plus sombres. Mais alors c'était la Cathédrale blanche sous le ciel bleu; « blanc et bleu, c'est la couleur des vierges (1) » — la couleur de la Vierge.

Et rêvant devant cette montagne de pierres, ces contre-forts si puissants, ces arcs-boutants si étreignants, ces nefs immenses, ces ogives priantes, je me demandai : quel dieu, quel génie, quelle fée, est venue, un jour, de sa baguette magique, faire monter du sol tourbeux cette œuvre haute, large, longue et profonde ?

Mais les dieux ne construisent pas de temples, on les dresse pour eux.

Mélusine et Viviane ne sont pas architectes ;

(1) Taine.

Obéron et Titania bâtissent des palais enchantés, en l'air, mais ils ne bâtissent pas de cathédrales.

Qui donc a élevé ces pierres, croisé ces ogives, étendu ces voûtes ?

Un homme.

Oui, un homme dans lequel il devait y avoir du divin, du féerique, du génial.

Mais cet homme, quel était-il ? Que je voudrais le voir ; le retrouver dans la mêlée des humaines générations ! Qui me dira : Regardez, le voici ? Voyez sa stature, sa physionomie, son regard ; écoutez, c'est le son de sa voix..... Mieux encore : qui me révélera son berceau, sa vie, ses travaux, sa mort, son développement personnel, ses hésitations, ses recherches, ses acquisitions, toutes les influences qui l'ont modifié, en un mot, l'indestructible fond de son individualité ?

J'ai ouï, au fond de mon cœur, d'étranges voix ; j'ai clos les paupières, et j'ai vu d'étranges visions.

Je marchais tout vivant dans mon rêve étoilé (1).

Et c'est toutes ces voix, toutes ces visions, tous ces rêves, que je vais vous narrer,... vous chanter, si vous voulez. Ce sera un poème, les poètes seuls ont le pouvoir de tout oser :

Quidlibet audendi semper fuit æqua potestas (2).

Luzarches ! nom prédestiné !

Luzarches ! pays vallonné, tout vert, plantureux

(1) Victor Hugo.

2) Horace, *Art poétique*.

comme un coin de pays normand, un délice à contempler.

Luzarches ! toute petite ville, à cheval sur la grand'route qui mène de Paris à Amiens ; vieilles petites maisons, basses et sans étages, solitude de petite ville enceinte de la grande solitude des bois.

Deux saints remplissent le pays : saint Côme et saint Damien, les deux frères médecins et martyrs.

Saint-Damien, la vieille église, aux trois absides romanes.

Saint-Côme, un prieuré, dont il reste deux fenêtres gothiques, élégamment dessinées, œuvres peut-être d'un enfant du pays. Tout près sur la hauteur, un château-fort en ruines ; une porte féodale, comme la porte de Nevers à Saint-Valery, avec sa herse qui menace de s'abattre (1).

Dans ce pays très doux, très vert, très silencieux, vers la fin du douzième siècle, un petit berceau,

(1) C'est à Luzarches que Bossuet vint annoncer à Louis XIV et à la Reine la mort du petit duc d'Anjou (11 juillet 1671).

Le roi et la reine revenaient de Flandre, le 10 juillet ils avaient couché à Luzarches, comptant arriver le lendemain à St-Germain. Le roi, le lendemain, fut étonné à son lever de voir entrer Bossuet qu'il sut être accouru de Saint-Germain en toute hâte et qui avait voyagé la nuit ; averti d'ailleurs par la tristesse empreinte sur le visage d'ordinaire si ouvert du grand évêque. « Triste messenger d'un événement si funeste (devait dire Bossuet dans l'oraison funèbre de Marie-Thérèse), je vis, des deux côtés, une affliction sans mesure ; je vis le sacrifice agréable de l'âme humiliée sous la main de Dieu, et deux victimes royales immolant, d'un commun accord, leur propre cœur. — Floquet. *Bossuet, précepteur du Dauphin*, p. 455.

comme ceux du temps, une ogive renversée, une humble nef, qui commence à voguer sur l'océan des siècles.

Dans le petit berceau, un petit enfant.

On vient de le porter sous la voûte de l'antique église. On l'a baptisé.

— Quel nom voulez-vous donner à cet enfant, dit le vieux prêtre.

Et les parrain et marraine ont répondu : Robert.

Le petit Robert a grandi, il marche, il s'en vient à l'église, il est le petit clerc du vieux curé. Il chante l'*In manus* dans cette même église où chantent aujourd'hui les hirondelles.

Un jour le vieux curé lui a dit :

— Robert, je t'enseignerai le latin et plus tard tu me remplaceras à l'autel.

Mais Robert n'a point répondu, il a fixé à terre ses beaux yeux, et ses lèvres se sont allongées en une moue significative.

C'est que le petit Robert a sa vocation : la vocation seule créant les grands artistes.

Comme Giotto, le petit pâtre, dessinait sur le sable avec une pierre pointue, Robert, en suivant le troupeau de son père, dessine aussi, sur le sable, des églises, des cathédrales.

Durant les offices de la paroisse, il tient souvent les yeux en l'air ; il est monté souvent — privilège d'un enfant de chœur — au-dessus des voûtes de Saint-Damien — il connaît son église, comme pas un paroissien de Luzarches.

Et dans la naïve ferveur de ses douze ans, il

redit : Quand je bâtirai une église, elle ne sera pas comme celle-ci : basse, petite, sans élégance ; je ferai une église grande, je ferai monter les colonnes, j'élargirai les fenêtres, je ferai une église joyeuse et belle, comme une *chambre du Paradis* (1).

Sur les murs, si l'on voyait des clochers, des portails, dessinés à la craie, tout le monde savait, tout le monde disait que c'était là l'œuvre de Robert.

Il y avait, cachés chez lui, quelques lambeaux de vélin, sur lesquels s'épanouissaient de fières façades, de merveilleuses rosaces, des cathédrales colossales.

Robert était devenu un beau jeune homme, au regard profond, à la lèvre mélancolique ; il était triste — il manquait quelque chose au milieu de sa vie, il y restait un vide, il portait au cœur un amour sans objet.

C'était le temps où le monde, *secouant ses vieux haillons, se couvrait partout de la robe blanche des églises* (2).

Les voyageurs de la grand'route parlaient de Noyon aux transepts arrondis, de Senlis au clocher pyramidal, de Laon aux tours ajourées.

Un fleuve humain coulait, sur le chemin, vers Paris, où l'on achevait — disait-on — la plus merveilleuse des cathédrales. Comme Robert eût voulu s'y envoler !

Il en avait ouvert son cœur à sa mère. Mais sa

(1) *De laudibus Paris*. Edition Leroux de Lincy. Paris, 1856-1860.

(2) Raoul Glaber.

mère maintenant veuve, âgée et infirme, le lui défendait avec instance. « Que deviendrait-elle toute seule ? qui prendrait soin des aumailles et des champs ? Le départ du fils serait sûrement la mort de la mère, et Robert emporterait au cours de sa vie cette pesante malédiction ».

Robert hésitait ; deux amours partageaient sa vie, lequel des deux l'emporterait ? Il n'eût pas été artiste, si l'art ne l'avait subjugué, enchaîné, entraîné.

Une nuit, Robert disparut, attiré par l'aimant de la grande ville et de la merveilleuse cathédrale.

Il arriva devant Notre-Dame ; il en devint amoureux : cette blanche église fut pour lui une révélation. Il en faisait le tour, sans se lasser jamais, y découvrant toujours quelque nouvelle beauté. Il errait longtemps sous les bas-côtés au long profil, la grande nef le ravissait d'admiration, on en achevait les voûtes. Il montait sur les échafauds tremblants, il en redescendait, il dormait dans la cathédrale, il s'éveillait pour la voir au clair de la lune, transfigurée sous la douce lumière qui entrait par toutes les fenêtres encore sans vitres.

Il fit mieux que contempler, bientôt il entra dans la fourmilière du chantier, il y apprit son métier.

On commençait alors les fondations des tours, il piocha. Il n'y avait rien d'humiliant pour ces *logeurs du Bon Dieu*, qui travaillaient à une cathédrale, comme un moine travaille à sa sanctification, comme une moniale brode une chasuble.

Puis, il fut maçon. Il apprit la qualité des maté-

riaux, leur prix, la nature des carrières, les transports, la manière de préparer les mortiers, de dresser les échafaudages. Il recueillit certains secrets religieusement gardés et transmis seulement par la parole, et jamais par écrit. Il s'éprit de ce noble élément qu'on appelle la pierre.

Enfin, il fut sculpteur. Tel pampre, telle fougère est son œuvre, telle gargouille grimaçante, ce renard, ce corbeau, sont sortis de son ciseau imaginaire. Il a même entaillé des saints. Montant ainsi sans cesse : de terrassier devenant maçon, et de maçon, *entaillleur d'ymages*.

Bien des années, il vécut ainsi, suspendu dans les échafaudages, au-dessus de Paris qui bruissait, qui chantait, qui carillonnait, collé à la muraille qu'il faisait plus belle en la sculptant. Vraiment au-dessus des petites affaires de ce monde, rêvant, contemplant, aimant, au point de s'étonner lui-même qu'on pût ressentir au cœur quelque chose de semblable pour un amas de pierres (1).

En face de Notre-Dame, tout belle qu'elle fût, il redit la phrase de son enfance, la phrase éclosée devant la petite église de Luzarches : Je construirai une église plus grande, plus haute, les nefs secondaires ne seront pas des cryptes ou des cloîtres,

(1) Augustin Cochin aimait les tours de Notre-Dame comme le paysan aime le clocher de son village, lui-même s'étonnait « qu'on pût sentir au cœur quelque chose de semblable pour *un amas de pierres* ». Il se trompait, ce n'est pas un amas de pierres que l'on aime ainsi, c'est tout ce que ces pierres disent et rappellent.

mon église sera plus joyeuse et plus belle, belle comme une *belle chambre du Paradis*.

Rentré dans son logis, penché sur le vélin, il traçait le plan d'une plus grande cathédrale, il en dessinait l'élévation et les coupes. Peu à peu son cœur se déprenait de Notre-Dame pour s'éprendre de sa cathédrale, la sienne, sa cathédrale à lui !

En fermant les yeux, il la voyait — l'idéal se voit mieux les yeux fermés. La nuit il en rêvait — il assistait au premier coup de pioche, à la première pierre, à l'achèvement des voûtes, au couronnement des tours, à la croix du clocher — à la procession qui y entraît pour une première fois, au premier psaume troublant des échos tout neufs.

Au réveil, il était las : il avait tant travaillé la nuit. Et il s'en allait vers la cathédrale, lui faire encore l'aumône d'un peu de son génie, mais froidement, elle avait perdu ses sympathies, il ne l'aimait plus, une autre avait sa foi et ses amours.

En l'an 1218, une nouvelle vola d'Amiens jusqu'à Paris. Notre cathédrale venait de brûler ; *pour le châtiment des péchés du peuple et pour l'avancement spirituel des bons* (1). La nouvelle était grave pour un chantier : Paris s'achevait, et il faudrait là-bas, un maître de l'œuvre et des ouvriers.

Robert n'eut plus de pensée que pour Amiens. Il alla visiter Chartres et Reims, qui eut ses préférences. Il recommença, une fois encore, les plans et les élévations de sa cathédrale : il connut les douleurs de l'enfantement.

(1) Charte de l'évêque Geoffroy de 1236.

Après s'être épris de son œuvre, il en douta, comme tout artiste qui va se produire en public. Il fut tenté de déchirer son ouvrage qui ne lui semblait plus qu'imperfection et de le recommencer tout entier.

Au printemps de l'année 1219, le bruit courut que la reconstruction de la cathédrale était chose décidée ; Robert se mit en route pour Amiens.

C'étaient les premiers beaux jours, tout chantait dans la nature, comme en son cœur.

Il revit la vieille église de Saint-Denis, il la scruta en architecte.

Il traversa Luzarches, où personne ne le reconnaissait. Il alla frapper à la porte de sa vieille mère, il lui demanda le pardon de sa faute et l'obtint, il emporta de plus une précieuse bénédiction pour son voyage et son succès.

Il reprit son bâton de pèlerin et la route d'Amiens.

En traversant la vallée de l'Oise, il vit à l'horizon une belle église, il se détourna pour l'admirer : c'était Saint-Leu d'Esserent.

Enfin il vit Amiens.

La ville lui parut triste dans ce pays plat : Il lui manque une cathédrale — pensa-t-il — elle sera le centre de cette immense vallée, elle sera l'énorme joyau de la cité.

Et il vint en ville.

Or les architectes comparaissaient devant l'Evêque et le Chapitre.

Évrard de Fouilloy (1) était là, dans sa chaire épiscopale, digne, froid, doux... *mitibus agnus* (2).

Jean d'Abbeville, le doyen, était à ses côtés : exubérant et loquace ; avec Richard de Fournival, chancelier du chapitre, poète populaire, disciple d'Ovide bien que chanoine, et qui sera chargé plus tard de l'admirable iconographie des portails que Viollet-le-Duc proclame toute faite « de foi, de poésie et de science ».

Les architectes exposaient leurs plans ; c'étaient les pastiches des cathédrales de la région. C'étaient Arras, Laon, Soissons, Senlis et Rouen. Quelques maîtres avaient par avance leurs partisans qui criaient fort et ne gagnaient rien.

Le jour vint où Robert devait comparaître à son tour : pauvrement vêtu, un peu poudreux, il se présenta devant le sénat de l'église cathédrale. Il tira de sa sacoche ses vélins précieux. On regarda, on examina, on critiqua, on critiqua surtout.

(1) Nos seigneurs les évêques, vers le milieu du xiii^e siècle, étaient gens de grand sens, paraît-il, de bonnes maisons, doctes en lettres et passablement libéraux pour le temps, comme il convient à des personnages instruits et auxquels incombe une responsabilité. Seigneurs féodaux, ils se piquaient la plupart d'être moins durs pour le pauvre peuple que n'étaient leurs pairs, les barons laïques. Leur juridiction, établie sur le droit canonique, était moins arbitraire que n'était celle des barons, lesquels n'écoutaient que leur bon plaisir. — *Viollet-le-Duc*.

(2) Voir son épitaphe.

Les dimensions parurent exagérées :

415 pieds de profondeur,

182 pieds de largeur au transept,

133 pieds de hauteur ! (1)

Quelle dépense ! dirent les uns.

Quelle témérité ! dirent les autres.

Quand on vit ces piliers qui fuselaient, ces fenêtres énormes, ces voûtes larges de 44 pieds ; on lui dit que c'était une cathédrale imaginée par un enfant, et qu'elle ne tiendrait pas debout : « Vous n'avez fait grand qu'aux dépens de la solidité. Nous ne voulons pas d'une cathédrale qui nous tombe sur la tête ».

Robert était timide, il avait grandi solitaire, s'était rarement produit en public, il parlait mal, il parlait peu.

Il défendit cependant son œuvre ; et l'amour le rendit éloquent.

« Solide — dit-il — elle le sera. J'ai des piles qui pourraient porter cent fois plus ; j'ai des murs, mais je les retourne, et j'en fais des contre-forts ; entre mes piles et mes contre-forts j'ai des vides, j'y ferai monter des meneaux ; tout sera fenêtre dans mon église, elle ne sera que verre, une verrière sans interruption, elle sera lumineuse, elle sera la cathédrale du Verbe, *lumière de lumière*.

« Par dessus, je pose des voûtes ; elles ne pèseront pas, elles pousseront, mais je les enserrerai dans

(1) *Description de la Cathédrale*, par Baron, publiée par M. Edmond Soyez.

l'étau de solides arcs-boutants, elles ne bougeront pas ».

Et s'exaltant soi-même, il ajoutait :

« Je suis si sûr de moi, qu'au lieu de me traiter de téméraire, vous me demanderiez une cathédrale une fois plus grande et une fois plus haute, que je vous la bâtirais encore. Pour des piles en hauteur il ne faut que de bonnes fondations, après, on peut les monter jusqu'aux astres ; pour des voûtes, il ne faut que de solides arcs-boutants, après, on pourrait les étendre comme les cieux.... ».

Il est fou ! dit un vieux chanoine, maigre et grand, en se levant, et les autres en firent autant.

La salle était vide, que Robert se tenait encore là debout, ayant perdu conscience de tout ce qui se passait autour de lui.

Sa cathédrale rêvée, adorée — on n'en voulait pas !

Mais sa cathédrale, il l'avait vouée à Notre-Dame, c'était à Notre-Dame de la choisir, de la préférer et de la faire se réaliser.

Il sortit enfin du palais épiscopal et entra dans la vieille église de Saint-Firmin-le-Confesseur, qui servait alors de cathédrale. Elle était basse et obscure, elle lui rappela l'église de Luzarches.

C'était le soir, les chanoines chantaient les complies, ces voix picardes éclataient à soulever les voûtes. Pour de telles voix — se dit Robert — il faut une grande cathédrale.

Il trouva ce qu'il cherchait : au rond-point d'un bas-côté, dans un angle ténébreux, au-dessus d'un

autel, une statue de la Sainte-Vierge — archaïque et assez grossière — et devant quelques lampes et quelques cierges plus lumineux, dont la cire se rongeait et bavait. C'est là qu'il s'agenouilla ou plutôt qu'il s'écroula dans l'écroulement de ses rêves, mais son âme, en même temps, se relevait dans la prière. Les voix s'étaient tues, il ne s'en aperçut pas ; la nuit était venue, il ne le remarqua point : les portes de l'église s'étaient fermées, il n'y prit point garde.

Durant cette nuit, il vit soudain un azur pur et lumineux, comme ses yeux n'en avaient jamais vu — c'était un abîme, une immensité —. Au milieu de cet azur, il vit la Vierge, il la reconnut, et elle tenait en mains une merveilleuse cathédrale, c'était la sienne, il la reconnut aussi. Il voulut parler, il ne le put ; la « dame du ciel » ne lui parla pas non plus, elle lui souriait. Bientôt, peu à peu, doucement tout se fondit ; il aurait voulu tendre les mains, prendre sa cathédrale, la contempler de près, il ne le put... tout avait disparu, il ne voyait plus que le noir et le néant.

Un murmure étrange le réveilla ; on commençait le chant des matines ; le jour nouveau bleuissait les vitraux.

A cette même heure, Evrard de Fouilloy appelait, auprès de lui, Jean d'Abbeville et Richard de Four-nival.

« Nous voulons — leur dit-il — nous voulons, n'est-il pas vrai ? une grande, une belle cathédrale. Le clergé

et le peuple la veulent comme nous (1). Avouons-le, nous n'en avons jamais vu une aussi belle, une aussi grande que celle que Maître Robert nous montrait hier. Elle coûtera beaucoup; mais tous les cœurs sont à la générosité. N'abandonnons-nous pas nos rentes et nos revenus durant trois ans? (2) Elle est audacieuse, c'est vrai; que trois maîtres des cathédrales voisines nous certifient qu'elle est bien étudiée, qu'elle sera solide, et nous lui donnerons la préférence. Qu'il parte à Laon, à Noyon et à Senlis qu'il nous rapporte des lettres lui rendant ce témoignage. Que l'on coure après lui, qu'on le retrouve et qu'on lui porte notre réponse ».

Robert priait encore dans le coin de l'obscur chapelle, quand on vint lui transmettre la réponse de l'évêque.

Il partit sur le chemin de l'épreuve, il lui fallait, à lui aussi, gravir son Calvaire.

A Laon, le maître de l'œuvre ne comprit pas sa cathédrale, vrai Zoïle, il la traita d'absurde. Au bout de quelques jours, cependant — chose étrange — il lui donna le témoignage demandé.

A Noyon, le maître de l'œuvre admira les plans, au fond de son cœur. « Je ne veux pas, se dit-il, qu'on élève une cathédrale plus belle que la mienne ». Les artistes du XIII^e siècle se jalousaient, mais de-

(1) *Accedente consensu Ambianensis cleri et populi.* — Cart. de Saint-Firmin-le-Confesseur.

(2) Ce qui s'est fait à Chartres et à Beauvais.

puis..... Et cependant, le lendemain, il signa le témoignage demandé.

A Senlis, ce fut du mauvais vouloir; les jours se passaient, les semaines, et le maître se refusait toujours. Enfin, lui aussi chanta la palinodie et approuva les projets de maître Robert.

Je vous laisse à penser en quelle hâte il revint vers Amiens : il lui fallait voir l'évêque, les chanoines; il les vit et sa cathédrale devint LA CATHÉDRALE D'AMIENS !

C'était au printemps de l'an 1220, le chantier s'organisait. Le premier coup de pioche du travail gigantesque fut donné sous le sourire du soleil. Creuser les fondations, c'était enlever, transporter un cube énorme de terre, c'était déjà un effort colossal.

Pendant Robert ne demeurait pas oisif : les carrières de Croissy, de Fontaine-Bonneleau, de Domeliers comme celles de Beaumetz, il les visite lui-même.

Pour les échafauds et les futures charpentes, il visite en personne les forêts, comme il a visité les carrières. Il désigne aux bûcherons les chênes qu'il fait mesurer sous ses yeux et qu'il fait abattre.

Bientôt les pierres, taillées à la carrière, arrivent à Amiens; la route de Beauvais est couverte de longs convois, les travailleurs bénévoles tiennent lieu de bêtes de somme, les criminels accomplissent là leur pénitence canonique, les chrétiens innocents et fervents travaillent pour gagner des indulgences (1).

(1) Voir en particulier le discours prononcé dans la cathédrale d'Amiens pendant sa construction, vers 1260, et qui se trouve,

On franchit la porte Longue-Maisière, dont la voûte s'ébranle sous les cahots des chars robustes. Les pierres s'accumulent au chantier, elles font monceau. Elles sont entaillées dans la loge ou maison de l'œuvre. Au milieu du chantier, le puits de l'œuvre et à côté une pierre, la plus populaire de toutes les pierres, celle sur laquelle, chaque semaine, on paie les ouvriers (1).

Impossible de trouver ailleurs un chantier plus actif et mieux conduit. Robert est vraiment le maître de l'œuvre. Il est partout, il est infatigable, il trace de ses mains les épures, il explique à ses ouvriers qui le révèrent, l'origine et la raison de tous ses procédés.

Souvent aussi, il se retire, dans son atelier, au fond du chantier, tout à l'orient de Notre-Dame. Il s'y enferme, nul n'a le droit d'y pénétrer, on peut aller l'y quérir, il ne répond pas, en sortant il ferme

original et copie, à la Bibliothèque Nationale, au tome CLVIII, folio 131, de Dom Grenier.

L'orateur y rappelle avec insistance les biens spirituels accordés à tous les bienfaiteurs de la cathédrale : « Belle et douce gent, dit-il, de sept vingts journées vous pouvez approcher aujourd'hui plus près du Paradis que vous n'étiez hier, si le péché, l'envie ou la convoitise ne vous fait perdre cette indulgence, et d'autant en pouvez rapprocher les âmes de vos pères, de vos mères, et toutes celles que vous vous associez ».

(Voir, pour ce sermon, mon *Histoire littéraire et de la Prédication*, page 243.)

(1) Le prix moyen des journées s'était successivement élevé jusqu'à la somme de six sous et plus ; environ cinq francs cinquante de notre monnaie, d'après les prix du blé à cette époque. — *Viollette-Duc*.



avec soin la serrure, il y passe les nuits. Il y travaille, on y a entendu des coups de maillet. Les imaginations s'exaltent, le moyen-âge est crédule, et l'on prétend, que c'est là qu'il a des entrevues mystérieuses avec des esprits qui l'inspirent et qui l'aident. On le murmure tout bas, mais dès qu'il paraît, tout se tait, le silence se fait devant son prestige et l'amour qu'on lui porte.

Les pierres ont commencé par descendre aux fondations, puis, après quelques années de labeur, elles affleurent le sol, elles émergent. Les échafaudages se dressent dans le ciel ; les pierres taillées, sculptées, sont amenées à pied d'œuvre, et montent lentement soulevés par les treuils de chêne. Les portails se dessinent, vices et vertus, signes du zodiaque ont pris place pour l'éternité ; apôtres et prophètes se rangent sous le regard des siècles. Les plus importantes statues sont confiées aux plus grands artistes ; l'un entaille saint Firmin ; l'autre, la Vierge du trumeau. Les piliers montent avec les contre-forts, les doubleaux des bas-côtés s'avancent et se croisent, les tirants de bois sont là pour maintenir l'écartement aussi longtemps que les piliers ne seront pas chargés. Les pierres ont monté, il faut encore hausser les échafaudages, il faut des cintres pour le triforium et pour les arcs-boutants. Les bois dominant toute la ville, ils forment une forêt. Les pierres arrivent toujours, elles poudroient les chemins et les rues, elles quittent le chantier pour monter dans les airs prendre la place que le génie leur assigne ; encore un dernier effort et l'on atteint la suprême hauteur des voûtes majeures.

A ce moment, un changement s'opère dans l'âme du chantier : l'entrain et l'enthousiasme sont tombés, une certaine lassitude, une certaine langueur se sont emparées des énergies, la jalousie mordait de son venin ces ouvriers autrefois si dociles. « On n'a jamais vu une église ni si grande, ni si haute. . . . On a déjà dépensé pour les échafauds plus de bois qu'en aucune autre cathédrale. . . . Ce n'est vraiment plus un travail sensé, ce n'est plus que de la témérité et du vertige. . . . ». Tels étaient les propos qui s'échangeaient sans cesse.

Robert était devenu triste et l'œuvre se ralentissait.

Il lui fallait, chaque jour, monter là haut sur les planches branlantes et ranimer les courages refroidis.

— Plus haut, encore plus haut, disait Robert.

— Plus haut, encore plus haut, tel était son cri chaque matin.

Et l'échafaudage montait léger, énorme, téméraire : les câbles liaient les poutres, les tenons entraient dans les mortaises, les échelles se profilaient dans le vide.

— Assez, assez, disaient les charpentiers.

— Non, non, plus haut, encore plus haut, répondait Robert.

Un matin, Robert mesurant la hauteur, cria à ses aides : « Nous sommes à cent cinquante pieds du sol, notre travail est fini ; je suis tout à la joie ; allez me chercher le bouquet, que j'attacherai moi-même ; le reste du jour, nous le passerons à nous gaudir ».

Là haut, il a sous ses pieds toute la ville, avec ses

toits rouges et ses canaux luisants; il voit la route grise qui part vers Luzarches et Paris; il regarde surtout, et avec plus de complaisance, sa cathédrale qui s'achève, cette merveilleuse église, que nulle autre ne dépassera en beauté !

Mais le bouquet arrive, fleurs amiénoises, premier tribut des hortillonnages à Notre-Dame d'Amiens, il le prend, le porte au haut de cette poutre qui pointe vers les nues, il monte, il escalade, il attache dans les airs ce victorieux trophée, mais, en ce moment même, un cri retentit, cri d'angoisse et d'appel, il a tout lâché, il a disparu dans le vide béant, un son mat..... Le chantier a tout vu, il accourt, on veut relever le maître aimé, mais on ne le peut, ses os sont disjoints, de son flanc suinte le sang, qui empourpre la blanche poussière du chantier, on se contente de lui relever la tête sur des sacs poudreux, et il est là, au milieu de la nef, là où l'on placera plus tard la grande dalle du labyrinthe, il est là tourné vers l'orient. Il est pâle, et il pâlit encore, il ne souffre pas, il ne sait ce qui s'est passé, ou plutôt, il sait bien qu'il est monté vers Dieu avec orgueil, en voyant son chef-d'œuvre à ses pieds, et Dieu l'a foudroyé, Dieu l'a terrassé, mais aussi Dieu l'a pardonné. Un sourire semble alors illuminer sa face, il voit non plus les réalités qui l'entourent, mais quelque chose de plus beau, sa cathédrale achevée, il la voit : oh ! qu'elle est belle ! ce rond-point avec ses colonnettes si menues, ces larges avenues autour du chœur, cette abside sertie de ses précieuses chapelles; ces vitraux rutilants, ces voûtes aériennes et suppliantes. Oh ! quelle est belle ! comme elle réalise pleinement son rêve adoré !

Mais voici que ces nefs s'exhaussent encore, elles se multiplient dans d'ineffables perspectives, et tout est baigné d'une lumière comme la terre n'en voit pas, tout est rempli d'une harmonie comme la terre n'en entend pas, tout s'ébrase dans l'infini : Robert est entré dans l'éternelle cathédrale du Paradis !

On veille son corps dans le grand silence du chantier, dans la longue obscurité de la nuit.

La cathédrale est en deuil, la cité avec elle : Robert est trépassé ! Dieu ait son âme !

Le chapitre chantera pour lui les vigiles, on l'inhumera dans sa cathédrale ; non pas à l'intérieur, c'est la place des évêques et des chanoines, mais dans le soubassement du portail du midi, qui lève de terre ; on placera devant lui une longue dalle avec la truelle qui a été la passion de sa vie ; et plus tard, au-dessus du portail, sur un bandeau de pierre, on gravera son épitaphe.

Le clergé était là, avec les ouvriers et le peuple, devant cette cathédrale éplorée, tendant aux ciel ses contreforts et ses piliers inachevés, comme autant de bras suppliants. Et là haut, le bouquet rubanté, secoué par le vent, s'effeuilla sur sa tombe.

Le travail a repris au chantier, le silence est rompu, le bruit de la vie circule à nouveau. Robert est mort, mais son œuvre n'est pas morte avec lui. Thomas de Cormont, son élève préféré, est chargé de continuer son œuvre.

Il lui faut les plans, les dessins du maître, et l'on s'en va vers la loge au fond du chantier. Mais la

porte en est fermée soigneusement, il faut l'enfoncer, il le faut. C'est triste : c'est comme la violation d'un secret, la profanation d'un sanctuaire, mais il le faut.

On pèse sur la porte, on la brise à coups de hache, on pénètre le mystère.

Debout, au milieu, s'avancant devant la pénombre de l'atelier, une blanche statue : le Christ bénissant et enseignant.

On le regarde, on l'admire, on l'adore, on se met comme forcément à genoux devant lui, et l'on murmure : Oh ! le beau Dieu !

Une voix — on n'a jamais su laquelle — ajoute : On n'a jamais vu d'aussi beau Dieu !

— Nous le placerons au grand portail — déclare Thomas de Cormont — c'est elle qu'attend le trumeau. — Devant elle, quand vous passerez, vous saluerez le Christ et vous prierez pour celui qui a travaillé et qui est mort pour lui !

Un poème, une symphonie, un tableau, une statue, nous disent ce que fut leur auteur. Ce que nous produisons avec sincérité et liberté revêt l'empreinte de notre personnalité.

La cathédrale d'Amiens nous dit ce que fut Robert de Luzarches.

« Un avorton peut écrire — a-t-on dit — et un cul-de-jatte solfier, mais pour la rude besogne d'un Michel-Ange ou d'un Tintoret, il faut non-seulement une âme forte, mais un corps vigoureux. Tout

l'homme se donne. La tête, le cœur, la main vont de compagnie (1) ».

Pour la rude besogne d'un Robert de Luzarches — peut-on dire aussi — il faut un corps robuste, un corps de géant. La cathédrale était plus petite pour lui que pour nous, pygmées en redingote.

Il eut aussi une grande âme qu'il versa tout entière dans sa cathédrale. Il savait avec ce philosophe, que la joie ne nous satisfait pas, elle ne remplit pas notre cœur, elle l'enivre, le dissipe quelques instants ; mais l'homme n'y trouve pas son bonheur. Il préféra la tristesse des grandes âmes, surtout de celles pétries de christianisme. Il avait connu d'ailleurs la beauté des larmes, il pressentait peut-être la mort d'un martyr, il savait que sa cathédrale, comme sa vie, serait couronnée d'une croix.

Il fit donc une église où l'on pourrait prier et pleurer, pleurer et prier. Il n'y mit pas tant de joie que de mélancolie ; pas de frivolité, mais une sévère austérité. Elle sourira bien, mais d'un sourire grave — un sourire de reine — qui produit une impression profonde et qui attache toute âme qui s'avance avec peine au chemin de la vie. Elle n'est pas un berceau, c'est un cimetière, elle s'élève sur des tombeaux, et d'elle aussi on peut dire que *ses pieds touchent à l'empire des morts*.

Il eut un vaste génie, et ce génie il l'a versé aussi tout entier dans sa cathédrale. Cette œuvre géante, altière et cependant si simple et si sage c'est son œuvre. Cette œuvre, c'est un chef-d'œuvre incomparable.

(1) Ruskin, page 269.

Que sont, à côté de la cathédrale d'Amiens, ces temples grecs tant vantés qui ne se composent que de péristyles et d'auvents, où la force des colonnes et des entablements est absolument hors de proportion avec les masses qu'ils portent, tout le toit étant déjà soutenu par les murs intérieurs ; ces temples qui, aussi bien, ne sont que des chambres dont toute la beauté est extérieure ? Il a mis vingt Parthénons dans sa cathédrale, il a donné aux piliers de son transept trois fois la hauteur des colonnes de ce temple le plus admiré de l'antiquité.

Il a élevé l'un de ces édifices religieux qui — comme l'a écrit Auguste Comte, « constituent la plus parfaite expression monumentale des idées et des sentiments de notre nature morale et qui inspirent toujours à tous les vrais philosophes une délicieuse émotion de sympathie sociale (1) ».

Il a donc été grand, supérieur, excellent dans l'art de la pierre « *petrarum summus in arte* (2) », lui qui qui a enfanté et construit « la maison de la Vierge glorieuse d'Amiens qui — comme l'a dit Philippe de Mézières — l'emporte merveilleusement sur toutes les autres ».

C'est ainsi que j'ai retrouvé Robert de Luzarches dans la mêlée des siècles, je l'ai vu, je l'ai entendu, je le connais, j'ai été son compagnon et son contemporain ; je l'ai retrouvé tout entier dans sa cathédrale — la cathédrale d'Amiens, c'est Robert de Luzarches. Comme elle, il fut fort, vaillant, auda-

(1) *La Philosophie positive*. — A. Comte, t. II, p. 335.

(2) Epitaphe à Saint-Etienne de Caen.

cieux, il fut illuminé des rayons d'en haut. Il fut une intelligence servie par une volonté, mais une intelligence merveilleuse et une volonté robuste, en un artiste sublime, en un génie dominateur.

O Robert, ô mon maître, *ô maître si maître*, pardonne à l'un de ceux qui ont le plus aimé ton œuvre depuis qu'elle est debout, à l'un de ceux qui se plaisent à redire avec notre vieux poète :

Mon Eglise, ma Calliope,
Ma toute belle au front doré, (1)

pardonne d'avoir troublé le repos de ta tombe, d'avoir évoqué si souvent ton nom harmonieux, d'avoir été te prendre dans ton berceau, d'avoir suivi tes pas sur la route de ton existence, d'avoir, mais avec respect, comme soulevé le couvercle de ton sépulcre.

Tu as bu le calice amer de la vie, tu en as goûté les tristesses, toutefois tu as vécu heureux. Epris du beau, tu as savouré les joies de l'idéal, tu t'es enivré de visions éclatantes.

Tu n'as connu — il est vrai — ni les progrès modernes, ni les acquisitions triomphantes de la science, mais tu n'as pas connu non plus les haines qui divisent, ni les convoitises que rien n'assouvirait jamais.

Et tu as connu Philippe-Auguste et saint Louis, le siècle où la France était grande dans l'unité de sa foi et la sainteté de ses amours, le siècle où « rien n'était français qui ne fût chrétien et rien excel-

(1) La Morlière.

lemment chrétien qui ne fût en même temps français (1) », le siècle qui fit lever de notre sol les tours de Notre-Dame, les clochers de Chartres, le portail de Reims et la nef d'Amiens.

Pour vrai, tu as été heureux !

Heureux tu as été, car tu n'es pas mort tout entier.

C'est toi qui, dans la succession des siècles, as inspiré les Cormont et les Largent, les Cardon et les Tanneau, les Boulin et les Trupin.

Quand la foudre gronde au-dessus de l'édifice sacré, tu détournes les sombres nuages vers d'autres horizons ; quand les rafales font rage durant les longues nuits de l'hiver, tu étends le bras pour soutenir les arcs prêts à se déverser. Tu clames dans les tempêtes, tu chantes dans les échos du chœur, tu jubiles dans les hymnes du grand orgue. Tu souffres avec ta cathédrale, tu jouis avec elle, tu te plains, tu souris, tu es toujours là, ta vie frémit en elle, tu en es l'âme (2) inséparable et immortelle à jamais !

(1) Anthyme Saint Paul.

(2) Huysmans prétend que la cathédrale d'Amiens n'a pas d'âme. Il ne l'a pas rencontrée. C'est bien possible. Mais à qui la faute ?





Séance publique du 20 Décembre 1903.

LA MORTE EAU

I

La marée montait, dans l'estuaire de la Somme.

Venue du fond de l'horizon, la procession noire des barques de pêche suivait le chenal entre les bouées et ralliait Saint-Valery. Tour à tour elles atterrisaient, laissant tomber leur voileure, comme des oiseaux qui se posent.

Jean, sur la digue, regardait l'arrivée du flot.

Spectacle toujours captivant des mouvements de la mer ! Elle était absente tantôt, retirée au bout des grèves, solitudes arides qui gardent les traces d'un déluge. Dans son exode, elle avait entraîné barques, poissons et goëlands, n'abandonnant que les crabes amphibies et des mollusques, une petite provision d'eau salée dans leur coquille.

Et voici que le désert des sables se ranimait avec la marée, brusque irruption qu'annonce un remuement des lointains, le troupeau blanc des vagues qui se bousculent sur les bancs, moutons de la mer rentrant au bercail tranquille de la baie, devancés par les grandes volées des mauves.

Sous une poussée continue l'eau gagnait, lumi-

neuse et sans rides. Un beau jour d'automne se levait et dans le sourire de l'année à son déclin il y avait de la tendresse répandue.

Elle influait sur l'âme de Jean sensible encore plus depuis un projet de mariage, depuis l'intrusion de l'amour dans sa vie, à l'heure tardive de la quarantaine, dérangeant des manies, chassant des préjugés, troublant le tête-à-tête qu'on eût cru définitif d'un vieux garçon et d'une vieille fille, Claire, sa sœur aînée.

Dans un isolement qui concentrait leur affection, ils habitaient, à la Ville haute, l'antique maison qu'ils tenaient de leurs parents morts autrefois.

Souvent remanié, le logis avait conservé de ses origines un toit aigu et l'arc surbaissé d'une grand' porte en ogive. Des traditions de parcimonie y avaient maintenu des meubles dépareillés, héritage de successives époques. Jean plus tard vouait un culte à ces vieilleries.

Un non moins vif sentiment l'attachait à la Ville natale. Elle répondait à son goût pour les petites villes stationnaires, où il semble que la marche du Temps se soit arrêtée.

Parmi les clichés vides ou voilés de souvenirs de voyage, c'est leur image qui avait échappé aux coups d'éponge de l'oubli : petites villes du Midi, dont le soleil calcine les pierrailles et fait flamber les toits rouges, de Hollande, vernissées par les pluies et propres comme des jouets neufs, de Bretagne surtout aux sombres ruelles de granit que traversent des vols blancs de coiffes.

D'où vient leur charme profond, pensait-il, curieux

comme on l'est à notre époque d'une psychologie des choses.

Peut-être du mélange bien dosé de ce qui séparément nous attire à la campagne et dans les capitales. Au milieu des grandes villes, l'homme n'est plus en contact avec la nature. Insuffisamment représentée autour de lui dans la flore artificielle des jardins, elle se trouve encore reléguée au delà des banlieues, une zone malade de quartiers en croissance, terrains vacants d'où la marée des blés se retire et que jonchent des scories et des gravats.

Ici, nous avons le phénomène contraire et la revanche de la nature sur la Ville. Partout elle tend les hautes tapisseries de ses arbres, jette sur les murs ses manteaux de lierre, se faufile en flammes vertes dans les interstices du pavé ; partout l'exubérance de la plante et le dépérissement des bâtisses.

Individuellement ces dernières n'offrent qu'un intérêt médiocre, mais combien supérieur dans l'ensemble, n'étant point disséminées dans une masse de constructions odieuses, se complétant l'une l'autre en un tout d'essence pittoresque.

Et tandis que de florissantes cités ont, il y a longtemps, fait éclater leur enceinte de murailles, déchiré même la ceinture plus large de Vauban, Saint-Valery a gardé une armure du moyen-âge. Beaucoup de pièces manquent, pas assez toutefois pour nous empêcher de reconstituer la silhouette gothique d'une forteresse dont la mer battait l'escarpe. Dans cette enveloppe rigide s'est conservée une anatomie ancienne, le tracé de rues et de places désignées encore sous les vocables de l'époque.

De même le paysage n'a pas été saccagé par les ordinaires méfaits de l'industrie. Les grandes lignes en ont été respectées, depuis la fondation de la Ville, quand la légende, naïve comme un tableau de Primitif, nous montre un religieux gravissant le mont Leucône où il se construit un ermitage sous les grands arbres du Cap. Il frappe le sol avec son bâton de voyage qui deviendra la crosse en or d'une longue suite d'abbés, et fait jaillir une fontaine, et près de la chapelle restaurée du saint, l'eau du miracle n'est point tarie, encore qu'elle soit rare et trouble comme est la foi, de nos jours.

La Ferté, la Ville d'en bas, quartier de pêcheurs et de marchands, n'apparaît point jeune non plus, bien que, gâtée par la digue, elle ait perdu le charme unique de ses maisons sur pilotis.

Jean, ayant pénétré dans la Cité par le chemin qui monte entre les tours et sous la porte écussonnée de Nevers, vint s'accouder au rempart près de l'église.

Elle dressait derrière lui la masse grise de son beffroi, du gris des pierres qu'ont trempées tous les brouillards du Nord, et ses pignons latéraux avec les yeux à facettes de leur ogive flamboyante. A ses pieds se déroulait le panorama de la baie, que la pointe du Hourdel ferme sur la mer, et que successivement bordent au fond une ligne pâle de dunes, le profil désarmé du Crotoy, le moutonnement des verdure du Ponthieu jusqu'à Crécy.

Les derniers bateaux venaient d'atterrir. L'eau maintenant plaquait les sables et les molières d'une large coulée d'étain, miroir sans rides où plus une embarcation ne se reflétait.

Jean évoquait le négoce d'antan, les trois-mâts aux voiles bombantes, aux cordages compliqués, remontant l'estuaire jusque sous les murs d'Abbeville. Saint-Valery était un port fameux à la bouche du fleuve. Depuis, les marées ont reculé devant les moissons, les navires devant les charrues.

Ainsi la décadence du pays provient moins des agissements de l'homme en fuite vers les capitales, la nature étant la vraie coupable. C'est elle qui manque au contrat et trahit l'instinct des fondateurs de bourgades établies dans le temps sur le passage du flot.

Le spectacle n'en est que plus saisissant d'aptitudes sans emploi qu'avaient enracinées les siècles, chez un peuple inactif entre la terre qui est trop basse et l'Océan qui est trop loin ; cependant que rapiécant avec des murs neufs sa robe de courtines et de tours, sous la haute coiffe de son église, la Ville qui jadis a tenu les clés de la mer, ancêtre déchue, se paralyse !

II

Un silence, dans le salon aux boiserries blanches, aux meubles fanés, aux rideaux immaculés de tulle, où Jean se tient avec sa sœur ; nul bruit du dehors que le tic-tac de la grande horloge du vestibule qui bat comme le pouls régulier de la maison ; un silence lourd, plein de pensées qu'on ne formule pas, telles ces pluies d'orage qui pèsent sur la campagne sans vouloir tomber !

Jean contemple les débris de son amour, son mariage compromis, tout son beau rêve en miettes. Une exigence l'a révolté, le refus brutal d'habiter la province, bien qu'il eût été entendu que, pour ne pas gêner le bonheur qui allait entrer, Claire ferait place nette.

Celle-ci a tâché de le calmer. Non qu'elle tienne grand cas de la Parisienne rencontrée par hasard, si vite aimée ; mais elle le voit qui souffre, et tellement elle a peur d'être l'obstacle. Lui ne s'est pas rendu.

A son tour, une défiance amère lui vient de la trop jeune et trop jolie personne en qui s'incarne l'éternelle énigme de la femme.

Quand elle avait franchi le seuil de leur vieille maison, il avait eu la vision d'une créature adorablement disparate, un bibelot moderne égaré dans un réduit d'antiquaire. Alors il n'avait saisi que le côté artistique du contraste et la mise en valeur par la sévérité du fond de la fraîche jeunesse et de l'un peu mièvre élégance.

Tout autre avait été l'épreuve subie chez elle, à Paris, quand lui-même s'était trouvé en désaccord avec le cadre neuf, à l'or brillant et légèrement suspect, où il était entré.

Aussi quels efforts pour hâter le mariage, emporter au plus vite la délicate figurine avec laquelle il se voyait déjà dans le logis d'autrefois, gravissant le large escalier de pierre à rampe forgée ! Toujours il s'était heurté à d'équivoques atermoiements.

Il sait maintenant et la condition formelle, et l'inutilité de toute visite avant une réponse que par diplomatie on n'exige pas immédiate. Assurément

elle ne l'aime pas, puisque connaissant ses goûts elle court le risque de la rupture, ou que sûre de sa puissance elle escompte la résignation.

Quant à lui, il ne saurait se résoudre à quitter la Ville où le maintiennent ses premiers souvenirs, la force des habitudes, une prédilection d'artiste, aussi d'autres influences plus mystérieuses qui font les tempéraments de sédentaires, l'appel venu du fond de la race, les instincts transmis par ceux qui l'ont précédé et qui peuplent le cimetière.

Claire elle-même s'effaçait, n'était plus qu'une figure de second plan. Un sentiment qu'on n'eût pas dû toucher s'irritait, parlait haut et ferme dans son cœur, où le culte de la femme semblait moins profond que l'amour du pays.

III

Jean, les jours qui suivirent, s'ancra dans sa résolution, mais ébranlé par la secousse il demanda le calme de son esprit à de longues et lentes promenades.

Il erra par la Ville haute ; les moindres recoins lui en étaient familiers. Des rues montantes, sans voitures, avec de rares passants, pleines d'herbe entre des murs de jardins, ailleurs pavées de galets et bordées de silencieuses maisons, des carrefours solitaires, une grand' place inactive, veuve de son commerce, privée même de l'aubaine des marchés qui l'emplissaient de sacs de grains et d'une houle de blouses bleues.... C'est bien la Ville qui meurt,

confinée dans ses remparts et dans son passé et de qui se sont déjà retirés le mouvement et le bruit.

Morte, elle depuis longtemps, l'Abbaye dont se montrent les vestiges quand on a franchi la porte de l'Ouest ! Toutefois, dans un faubourg qui l'avoisine, une vie agricole a persisté depuis l'époque où des moines apprirent aux paysans à défricher la terre. Hommes et femmes, le visage couleur de la glèbe qu'ils retournent, cultivent des jardins, sur les pentes du promontoire, à l'abri de grands arbres entre lesquels on voit luire la mer.

La mer, ici elle ne vous obsède pas de ses éternels aspects. Invisible durant des heures, elle renouvelle l'intérêt du paysage par sa venue dans le continent où elle s'enferme comme un lac. Tout autour règne une campagne étoffée de verdure fraîche et tranquilles. Car la baie n'est pas en butte aux déprédations qui font le vide sur les côtes. C'est la région vague des sables qui commencent et de la terre qui finit, une frontière neutre, où des gazons amers de leurs taches vert-de-gris rongent le bord cuivré des grèves, où se croisent les pêcheurs de flets et les faneurs dans les parages tour à tour fréquentés par des poissons et des troupeaux.

Jean, parfois, gagnait la pointe du Cap et longtemps demeurait à rêver, dans le décor celtique, sur le tertre de gazon ombragé d'ormes trapus, qui, plus exposés à la brise, esquissent des attitudes effarées. Obsédé par des analogies il cherchait autour de lui la pierre debout ou la table de dolmen rencontrées parmi les sites bretons.

En sens opposé, il suivait le Romerel, la route,

qui, empruntant les grèves abolies, fait communiquer la Ville avec la Ferté. Ici, dans une rue parallèle au chenal, se manifeste une dernière activité : étalages de magasins sans prétentions, va-et-vient tapageur d'omnibus d'hôtels, piaillage d'une marmaille qui descend du Courgain par de transversales ruelles. Oh ! ces ruelles, successions de rampes abruptes et d'escaliers, étroites souvent au point de n'être plus qu'une fissure entre les maisons, mais très anciennes, perpétuant la topographie des sentiers de la primitive bourgade, chemin séculaire de la cabane à la barque, par lequel une race de marins plus vieille que l'histoire dévale vers la mer.

Ensuite vient le port, le quai oisif, le bassin désert, attendant vainement une flotte qui n'entre plus, et parfois un bateau solitaire qui, devant les façades grises de maisons et les murs noirs d'un entrepôt, profile la croix de ses vergues sous l'œil morose d'un gabelou.

Et bientôt Jean sentit qu'il n'avait plus la même vision des choses. Le pays, qui naguère le séduisait par sa mélancolie, l'accablait de sa tristesse, et de la vieillesse de la Ville il ne voyait plus que la désolante décrépitude.

L'époque était venue de la morte eau. Un flot rare hantait la baie, ayant peine à refouler le fleuve, impuissant à couvrir les molières, épargnant des bancs de sable qui formaient des îles à marée haute. Et que l'eau justifiait son nom, paraissait morte, encombrée des immondices que lui charrie la Somme, grasse de la boue inhérente aux estuaires quand ne viennent plus les vivifier les grands courants du

large ! Tout au plus les barques pouvaient-elles franchir les sinuosités du chenal, s'attardant les voiles flasques, sans un souffle de la brise qui était morte avec la mer.

Que sera-ce dans dix ans et n'est-ce pas la fin du paysage aussi qui s'annonce ? Par surcroît il bruinnait, de la buée grise enveloppait les choses dont ne restait plus qu'un décalque aux tons éteints, aux valeurs noyées.

Sur la digue, un groupe de marins se lamentaient. N'ayant de gagne-pain que la pêche, pour fortune que leurs filets, ils disaient les passes impraticables, le leurre d'un métier qui ne les nourrit plus. Et tous racontaient, avec la voix forte de gens habitués à se héler au loin, les captures merveilleuses d'autrefois. Leurs conciliabules duraient des heures sous la pluie, à l'angle de la Place-des-Pilotes qu'on surnomme le Coin-Menteur. Oui, menteur comme leurs propos, comme la mer qui fait faillite et les rejette ainsi que des épaves, menteur comme les illusions et comme la vie !

Un canot accosta dans la vase et des chasseurs en débarquèrent des paquets de mouettes au manteau cendré, au capuchon noir, les unes mortes, d'autres seulement démontées qui poussaient des cris d'enfant. Fins voiliers, traverseurs d'espaces, venus des solitudes du Nord, ils s'étaient trop approchés de l'homme qu'ils ignoraient. Jean n'avait jamais aimé la chasse, ses agonies lui répugnaient, la poursuite surtout de bêtes qu'on achève et qui se traînent sur des membres brisés ; aujourd'hui, c'était de la colère contre la brutalité des instincts et leurs inutiles massacres.

La digue aussi l'exaspérait ! C'est elle qui a causé l'enlizement de la baie, et par son remblai géométrique affreusement abimé le tableau. Et il se figurait l'estuaire d'il y a cent ans, quand la mer épousait l'harmonie des collinès et baignait le pied des murailles.

Il fit un retour sur lui-même. Pourquoi cette rancœur qui l'assaillait à chacune de ses courses ? Quel malentendu avait surgi entre son âme et l'horizon natal ? Sans doute des tares existaient, de tout temps il les avait déplorées, jamais elles ne l'avaient rendu injuste.

Il dut plier sous l'évidence, avouer la plaie qu'il voulait se cacher à lui-même, mais qu'il ne pouvait empêcher de saigner, il aimait. Il aimait, et ses efforts étaient vains pour desserrer la main-mise de la passion sur sa volonté !

Alors, n'étant point mûr pour la défaite, la perspective de son avenir le désespéra. Son mal était incurable, et parce qu'une femme avait traversé sa vie, il n'aurait plus devant les yeux que le néant d'un cadre vide.

Une chose, pourtant, n'avait point sombré dans la tourmente, son affection pour Claire ; encore que ce sentiment ne fût pas exempt d'égoïsme, et que l'amour honteux qu'il hébergeait vit en elle l'alliée future de sa revanche.

Un soir qu'il rentrait plus courbatu de la lutte, l'impossible changea de face. Ce fut une rénovation de son être... Aimer : vivre, cri d'amoureux et de malade, résignés à tout fût-ce au martyre de l'amputation, pourvu que s'éloigne le fantôme odieux de l'absence ou de la mort !...

Claire, qui guettait le moment, vient à son aide, arguant de palliatifs comme on sert des tisanes à un convalescent, lui montrant les tempéraments apportés après le mariage à la dure condition d'exil et qu'une épouse sera la première à consentir. Angèle, la vieille bonne qui l'a élevé et qu'on traite en parente, est appelée ; et ce fut un conseil de famille où deux femmes âgées prirent la défense de l'amour, qu'elles n'avaient pas connu. « Que risquez-vous, Monsieur, dit Angèle ? Peut bien obéir avant, qui sera le maître après. »

Cette paysannerie le fit sourire et il paraissait que le mariage dût se faire, si au bout de nos décisions il n'y avait pas toujours un « peut-être ! ».

IV

Le lendemain, coïncidence ou réaction de la lutte contre son frère et avec elle-même, Claire s'alitait. Sa faiblesse n'alarmait point Jean demeuré de son côté dans l'engourdissement que procure le bonheur. Il eut un réveil terrible, quand le médecin signala le danger, parla d'usure de l'organisme.

Usée, grand Dieu ! cela est-il possible d'elle qui a si peu vécu, dépensée en gestes menus, en démarches lentes, dans l'étroitesse de son intérieur et de ses amitiés et sans cesse arrêtée aux haltes reposantes de la dévotion !

Bientôt tout espoir était banni et doucement elle s'endormait, si doucement que Jean qui la veillait ne comprit pas d'abord de quel sommeil.

Il connut la stupeur des brusques séparations.

Quelqu'un de cher, avec qui nous vivons dans un échange incessant de gestes et de paroles, pour toujours s'immobilise et se tait.

Autrement il y a des étapes, des degrés intermédiaires de décrépitude et de maladie qui préparent au dénouement, créent à la mort une atmosphère où elle paraîtra naturelle. Mais qu'on a de mal à la recevoir quand elle ne prévient pas, et comme les habitudes tranchées d'un seul coup, les œuvres laissées en suspens, les projets formés sans prévision d'elle protestent contre sa venue. Et l'instinct, plus réfractaire encore que la raison, s'obstine à perpétuer une illusoire survivance, pour nous heurter ensuite à la réalité dans un brisement de notre être

Ce fut le jour des funérailles que Jean souffrit le plus.

C'est qu'alors s'affirme l'absolue dépossession du défunt. Jusque-là il semble qu'il n'ait point complètement abdiqué les prérogatives humaines, dans le lit qui fut le sien, au milieu d'objets qu'il associait à sa vie. Ces apparences s'évanouissent au seuil de la chapelle ardente.

Et la douleur atteint son paroxysme au sortir de la maison mortuaire. Eblouissement pareil des yeux et du cœur ! Au moins, dans le logis, régnait une pénombre discrète, se groupait une communauté de sympathies, tandis qu'il faut traverser l'indifférence de la rue, sous l'ironie du soleil, se faire un masque et croiser en chemin la Vie qui circule, impatiente souvent d'être retardée dans ses courses.

L'église le reconforta, désencombrée de l'affluence de monde réduite à quelques hommes et à des femmes à genoux, sélection sous le lien de la foi, moisson

dont la gerbe s'amincit mais dont le froment est plus pur.

Puis la vieille bâtisse était si accueillante, avec ses sculptures effeuillées par le temps, son odeur de siècles, ses dalles usées au pas des foules qui depuis le moyen-âge sont venues conduire des trépassés, étendus eux aussi dans l'espoir de la grande aurore, sous la flamme fumeuse des cierges... Il y eut une pause dans sa souffrance, station sur le chemin d'un calvaire au milieu d'un cortège en noir de saintes femmes, Religieuses et Enfants de Marie qui compatissaient.

Ce répit dura jusqu'à la crise aigüe dans le cimetière, quand il sentit les lourdes pelletées tomber une à une sur son cœur.

Seul, il s'en revint chez lui, il pensait encore chez nous. Là, tout n'était que néant et que cendre, et la solitude lui apparut de la maison trop vaste, devant la place inoccupée, parmi les objets désaffectés de la morte. Il lui sembla que sa vie fût cassée en deux, qu'il y eût joie d'un côté, désolation de l'autre, et il s'en prit à regretter comme un bonheur les moments où Claire lui tenait encore compagnie, derrière les planches d'un cercueil.

Longtemps il erra de pièce en pièce, cherchant l'introuvable, inattentif à l'heure qui si lentement passait, refusa de toucher aux mets qu'Angèle lui avait préparés, finit par échouer dans la cuisine.

C'était une grande pièce carrelée avec une cheminée monumentale. Ils avaient coutume de s'y rendre durant les veillées d'hiver, quand les grillons chantent dans l'âtre et que le vent se plaint au dehors. La servante s'occupait, ouvrant et fermant des armoi-

res. Lui, étranger à tout ce qui n'était pas son chagrin, demeurait les yeux fixés sur un fauteuil vide.

Elle crut bon de lui adresser la parole. Sans doute, c'était le plus grand des malheurs, mais Monsieur était encore jeune, il arrangerait sa vie.

Ces mots le tirèrent de la torpeur qui l'absorbait. Il se souvint d'une lettre ouverte la veille et dont se révélait toute l'audace déguisée. Triomphe de l'amour ! sa sœur n'existant plus, rien ne le retiendrait à un foyer désert, au fond de la province triste.

Une flamme brûla dans ses yeux, reflet de la joie encore possible, éteinte aussitôt.

Fidèle à sa douleur, scrupuleux dans la peine, il s'indignait du sacrilège de l'oubli, trouvait coupable de recommencer à vivre ; et l'événement, qui eût décidé un autre au mariage, le fixait plus solidement au sol natal, sur la terre où dormaient ses morts. Les morts, il avait pu leur résister quand leur voix ne lui arrivait que lointaine, du fond du souvenir, à travers la nuit des générations ; il ne le pouvait plus maintenant que le présent avait rejoint le passé et qu'un nouvel anneau ressoudait la chaîne affaiblie.

Aussi, comme Angèle l'observait, honteuse un peu d'avoir parlé trop tôt, il lui jura que c'était bien fini, avec la hâte que les irrésolus montrent parfois pour engager l'avenir et fermer la porte entrebâillée de l'espoir.

V

Quotidiennement il se rendait au cimetière ; toutefois il le déplorait trop dénudé et hostile au recueil

lement des pieux rendez-vous, ouvrant une éclaircie dans le milieu boisé du pays, une carrière de pierres blanches sous une fausse végétation de perles. Après il dirigeait ses pas vers le canal, derrière les écluses.

Toujours sensible aux ambiances, il rencontrait une tristesse assortie à la sienne dans ce coin de Hollande, mais d'une Hollande moins active et qui dépérirait, le long d'un fleuve inutile, avec la seule animation d'une vie pastorale, le cheminement de troupeaux qui, des villages, s'en vont aux prés salés et franchissent un pont suspendu.

Un jour, il reçut la bague des fiançailles qu'on lui rendait. Il mit l'écrin dans sa poche et sortit.

Le paysage accoutumé s'affligeait encore d'une brumeuse après-midi d'automne, et l'onde était plus morne du canal fuyant à perte de vue dans ses rives droites, entre de hauts rideaux de peupliers.

Déclin de l'année ! Vieillesse de l'eau, obscure et chargée de fange, une surface terne aux dessous inquiétants d'abîme.

Et ce furent des ruisseaux d'argent neuf, des bassins transparents montrant leur flore aquatique comme les vitres d'une serre, un miroir en marche où se sont reflétés des matins bleus, des couchants de pourpre, des vergers en fleurs, des hameaux et des villes, des cathédrales violettes, et des pignons d'anciennes maisons qui tous les ans se penchent un peu plus vers leur image. Mais toutes les couleurs, à la longue se sont délayées, fondues en une chose grise, la boue monochrome que le peintre racle sur la palette après la toile finie, tandis que, symbole de la décadence d'un port, contre la berge une griбанne abandonnée achève de pourrir.

Et Jean songe à l'état de sa vie : encore une eau trouble où ne descend plus le moindre rayon de soleil.

L'écluse l'attira par son bruit ; il vint se pencher au-dessus des portes.

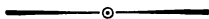
En bas c'était un tumulte et une furie contrastant avec la placidité du canal. Il y avait par les vannes une fuite désordonnée de l'eau, une course du fleuve dont le destin est accompli et qui se hâte vers la mer. Des masses profondes se précipitaient, tombaient dans un gouffre, remontaient en cabochons glauques, en agglomérations compactes de bulles soudain éparpillées.

Jean prit l'écrin et en le prenant ne put s'empêcher de penser à une bouche qui avait souri ! Il le jeta dans l'eau furieuse.....

La nuit était close comme il s'en revenait par la digue, l'ombre impénétrable, l'horizon fermé comme un mur que brutalement trouait l'éclat rouge du feu de marée dont le reflet ensanglantait le port. Des pas lourds résonnaient dans les ténèbres sur des escaliers de bois, les grosses bottes de marins appareillant pour regagner la mer sombre qui grondait au loin sur les bancs.

Lui aussi s'en allait dans du noir, vers la Ville haute, à sa maison où l'attendait une vieille bonne.

MAURICE PERCHIEVAL



VICTOR HUGO

ESQUISSE BIOGRAPHIQUE ET LITTÉRAIRE

PAR M. A. BLANCHARD

1802-1827

Victor-Marie Hugo est né à Besançon, le 26 février 1802. Il était le troisième enfant (les aînés étaient Abel et Eugène) de Joseph-Léopold-Sigisbert Hugo, chef de bataillon à la 20^e demi-brigade — il commandait le 4^e bataillon — fils lui-même de Joseph Hugo, menuisier à Nancy. La mère du futur poète était Sophie-Françoise Trébuchet, fille d'un capitaine de navire marchand de Nantes. V. Hugo était très fier de son origine, et croyait fermement appartenir à une vieille famille dont le nom apparaît en Lorraine vers le xv^e siècle, mais il semble bien prouvé que ses prétentions ne reposaient sur aucun fondement solide.

Six semaines après la naissance de l'enfant, le 4^e bataillon de la 20^e demi-brigade fut envoyé à Marseille, puis en Corse et à l'île d'Elbe. La famille du commandant suivit son chef, et se promena pendant trois ans d'une île à l'autre, résidant tantôt à Porto-Ferraio, tantôt à Bastia.

En septembre 1805, le père ayant été désigné pour l'armée d'Italie, M^{me} Hugo se retira à Paris

avec ses enfants. Mais deux ans plus tard, dans l'automne de 1807, le commandant passait au service de Joseph Bonaparte, devenu roi de Naples, était nommé gouverneur de la province d'Avellino, et appelait sa famille auprès de lui. Les voyageurs traversèrent le mont Cenis, virent Turin, Florence, Rome, Naples. Victor fut inscrit sur les contrôles du régiment de Royal-Corse, dont son père avait été fait colonel : ce qui lui a permis de dire plus tard, dans l'*Ode à la Colonne de la place Vendôme (Odes et Ballades)* :

Moi qui fus un soldat quand j'étais un enfant !

En juin 1808, Joseph était choisi par Napoléon pour le trône d'Espagne, et invitait le colonel à le suivre à Madrid. Celui-ci accepta la nouvelle situation qu'on lui proposait, mais renvoya à Paris M^{me} Hugo et ses enfants. La mère s'installa près du Val-de-Grâce, au rez-de-chaussée d'une vaste maison qui avait été, avant la Révolution, le couvent des Feuillantines (1). Ce sont ces « vertes Feuillantines » que le poète a maintes fois décrites et chantées avec tant de pittoresque et de chaleur de cœur (2).

(1) Ces religieuses, de l'ordre des Feuillants, s'étaient établies à Paris, et dans cette maison, en 1622.

(2) Victor avait pour parrain le général Lahorie. Proscrit depuis la conspiration de Moreau (1804), dans laquelle il était compromis, le général vécut caché aux Feuillantines pendant dix-huit mois. Il apprenait le latin à son filleul (en compagnie de l'abbé de la Rivière, ancien oratorien sorti de l'Ordre pendant la Révolution, et qui tenait une école dans la rue Saint-Jacques). Plus tard Lahorie prit part à la conspiration Malet (1812) et fut fusillé dans la plaine de Grenelle.

Au printemps de 1811, M^{me} Hugo et les enfants se mirent en route pour l'Espagne, le colonel étant devenu général du roi Joseph. On partit avec un convoi de 1500 fantassins, de 500 chevaux et de 4 canons. On traversa Bayonne (on y séjourna même), Irun, Ernani, Tolosa, Burgos, Valladolid, Ségovie. Ainsi, dit quelque part J.-J. Weiss, le bon critique, fils lui-même d'un musicien dans un régiment de ligne au temps de la Restauration : « sa belle enfance de fils de soldat, la plus heureuse qu'on puisse rêver, la plus féconde pour un poète, l'a promené, de sa naissance à sa douzième année, à travers la France, l'Italie et l'Espagne, parmi les gestes grandioses de l'épopée impériale (1). » La famille arriva ainsi à Madrid, où le général occupait l'emploi de « premier majordome du palais » ; elle s'installa dans ce palais Masserano, où le poète devait plus tard nous faire pénétrer :

Les soldats buvaient des pintes
Et jouaient au domino
Dans les grandes chambres peintes
Du palais Masserano (2).

Abel devient page du roi ; Eugène et Victor entrent comme pensionnaires au « Collège des Nobles ».

Au commencement de l'année 1812, les affaires se gâtant en Espagne, le général renvoie à Paris sa femme et ses deux plus jeunes enfants. On rentre aux Feuillantines. Les enfants sont d'abord instruits dans la maison de leur mère. Le 21 juin 1813, la

(1) J.-J. Weiss, *Le Théâtre et les Mœurs*. Paris, Calmann-Lévy. 1889.

(2) *L'Art d'être Grand-Père ; Pépita*.

défaite de Vittoria entraîne l'évacuation de l'Espagne et la chute du roi Joseph. Le général revient à Paris avec son fils Abel. Mais les événements se précipitent : les armées alliées envahissent la France. Le général Hugo, ramené au grade de major, est chargé de défendre Thionville. Il s'acquitta de sa tâche avec une si belle énergie que le roi Louis XVIII rendit ou plutôt confirma au défenseur de Thionville le grade de général, qu'il tenait du roi d'Espagne Joseph.

Après la seconde Restauration (1815), la famille se trouva réunie à Paris. Eugène et Victor furent mis en qualité d'internes à la pension Cordier-Decotte, qui envoyait ses élèves au Collège Royal Louis-le-Grand, comme on disait alors. Le père destinait ses fils à l'Ecole Polytechnique : Victor obtint même le cinquième accessit de physique au concours général de 1818. Cependant il ne se présenta pas à l'Ecole : il avait pris le goût des vers pendant les trois années qu'il avait passées à la pension Cordier (1815-1818). En 1817, l'Académie Française avait accordé une *mention* à un premier poème : *Le Bonheur que procure l'Etude dans toutes les situations de la vie* ; le jeune auteur avait été classé le neuvième sur dix concurrents nommés. Ce modeste succès le mit en rapport avec l'académicien François de Neufchâteau (1) qui le chargea de faire des recherches sur les origines et les sources du *Gil Blas* de Lesage, dont il préparait alors une édition.

Dès 1817, les trois frères entraient résolument et

(1) François de Neufchâteau, 1750-1828 ; ministre de l'Intérieur sous le Directoire, sénateur et comte de l'Empire. Il eut le premier l'idée des expositions publiques des produits de l'industrie.

de front dans la carrière littéraire (1). Victor avait pris ses inscriptions à l'Ecole de Droit, mais la poésie l'occupait plus que le Code ; il continuait à travailler pour l'Académie ; en même temps il adressait des pièces de poésie à l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse : il y fut couronné en 1819, en 1820, et fut proclamé maître ès-jeux floraux cette même année (2).

Il commençait à faire parler de lui : il avait fondé avec ses frères — Abel, l'aîné, avait pris l'initiative — le *Conservateur littéraire* (on sait que le *Conservateur*, sans épithète, était le journal ultra-monarchique dirigé par Châteaubriand); il y insérait des odes, des ballades, des pièces diverses (3). C'est en 1822, au mois de juin, que parut le premier recueil de V. Hugo : *Odes et Poésies diverses*, par Victor-M. Hugo, avec cette épigraphe : *Vox clamabat in deserto*. A Paris, chez Pelicier, libraire, place du Palais-Royal, n° 243; 1822. Un exemplaire de l'édition est pieusement exposé à Paris, place des Vosges, dans la « Maison de Victor Hugo ». Le poète ne faisait pas autre chose dans ce livre que ce qu'avaient tenté avant lui, avec des succès divers, les maîtres de la poésie lyrique en France, au XVIII^e et au XVII^e siècle. Il essayait, disait-

(1) Abel Hugo, polygraphe estimable, mourut en 1855; Eugène mourut en 1837, dans la maison de Saint-Maurice, à Charenton, après avoir survécu quinze ans à sa raison.

(2) M^{me} Hugo mourut le 27 juin 1821.

(3) Une partie des articles, prose et vers, publiés dans le *Conservateur littéraire* ont été réunis par l'auteur dans *Littérature et Philosophie mêlées*. On prétend qu'après avoir lu certaine ode insérée dans cette Revue, Châteaubriand qualifia le poète d'« enfant sublime », mais la chose n'est pas prouvée.

il dans la préface, « de solenniser quelques-uns de ceux des principaux souvenirs de notre époque qui peuvent être des leçons pour les sociétés futures ». Ainsi avaient fait Ecouchard-Lebrun, méditant « sur la ruine de Lisbonne », « sur l'état de décadence de la monarchie française durant la dernière moitié du règne de Louis XV », sur le vaisseau « *le Vengeur* » ; et J.-B. Rousseau, célébrant la « bataille de Péterwaradin » et la « paix de Passarowitz » ; et Boileau célébrant la prise de Namur ; et Malherbe, présentant son compliment « à la reine Marie de Médicis, sur sa Bienvenue en France », ou accompagnant de ses vœux « le roi Louis XIII, allant châtier la rébellion des Rochellois ». Toutefois le poète se flattait d'éviter les défauts « de froideur et de monotonie » reprochés à l'Ode française, en renonçant à certaines figures de rhétorique démodées comme aussi à la « mythologie païenne ». Telle était l'intention littéraire du livre. Quant à l'intention politique, l'auteur déclarait sans ambages que « l'histoire des hommes ne présente de poésie que jugée du haut des idées monarchiques et des croyances religieuses ». En somme, V. Hugo apparaissait dans ce volume comme un élève avisé de nos lyriques classiques — et comme un royaliste. Louis XVIII récompensa le jeune homme de vingt ans par une pension de mille francs qui fut portée bientôt après à deux mille (1).

Pendant V. Hugo collaborait à différents journaux : la *Muse française*, la *Revue française*, les

(1) V. Hugo se maria (octobre 1822) avec Adèle Foucher, fille d'un ami de sa famille.

Tablettes Romantiques, les *Annales Romantiques*. La brillante jeunesse du *Cénacle*, société littéraire d'un caractère royaliste et religieux, commençait à se grouper autour de lui. En 1823, il publia *Han d'Islande*, « livre de jeune homme et de très jeune homme », a-t-il dit lui-même, « dont l'auteur n'avait encore aucune expérience des choses, aucune expérience des hommes, aucune expérience des idées ». Le poète n'a pas toujours été si sévère pour lui-même. *Han d'Islande* est le récit d'une aventure d'amour assez banale, il est vrai, dont les personnages sont les uns historiques, les autres imaginaires, dans un paysage d'un pittoresque excessif. Il y a là de la bonne humeur, et même de l'esprit. C'est une amusante imitation des romans descriptifs de Walter Scott, alors fort à la mode. Han d'Islande est un « petit homme vêtu de peaux de bêtes... Quelquefois, il porte à ses lèvres une sorte de coupe, dont la forme paraît être celle d'un crâne humain, pleine d'une liqueur fumante dont on ne peut voir la couleur ». Il a pour compagnon un ours, « énorme masse blanche velue ». L'auteur a rempli un gros livre d'inventions de ce genre. Remarquons en passant que nous retrouverons toutes ces images dans les œuvres à venir : les enfants de Caïn « vêtus de peaux de bêtes » (*Légende des siècles, la Conscience*); l'archevêque, dont le ciboire^(?) n'est pas rouge de vin (*Châtiments*); Ursus, le bateleur-philosophe de l'*Homme qui rit* avec le loup Homo, son digne compagnon.

En 1825, V. Hugo était nommé Chevalier de la Légion d'Honneur par Charles X, et il allait être invité au sacre du roi.

En 1826, il donna *Bug-Jargal*, ouvrage ébauché quelques années plus tôt. C'est un dramatique épisode de la révolte des noirs de Saint-Domingue en 1791, raconté dans une langue dont l'abondance et le mouvement sont les moindres qualités.

1827-1845

A l'époque où nous sommes arrivés, V. Hugo était royaliste comme il était classique. Sa prose témoignait d'une imagination forte, mais aussi de l'imitation des auteurs en vogue : Walter Scott et Ch. Nodier par exemple ; ses poésies étaient dignes d'un brillant élève de nos classiques, particulièrement remarquables toutefois par l'énergie de l'expression et un sens étendu et personnel des ressources de la versification française. Cependant il allait publier dans le *Journal des Débats* (février 1827) la fameuse *Ode à la Colonne de la place Vendôme*, et, quelques mois plus tard, devait paraître le drame de *Cromwell*, avec la fameuse préface (décembre 1827). L'*Ode à la Colonne*, qui prit place dans une dernière et définitive édition des *Odes et Ballades*, celle de 1828, pouvait faire pressentir l'évolution de V. Hugo vers une nouvelle intelligence de la situation et de l'avenir politique de la France, et aussi vers une pensée poétique plus personnelle, vers un art plus indépendant. Rappelons dans quelles circonstances l'ode fut composée. A un bal donné par l'ambassadeur d'Autriche, les maréchaux et les généraux invités avaient été annoncés par leurs noms de famille, et non par les titres qu'ils

avaient gagnés sur les champs de bataille : du moins on avait supprimé ceux qui eussent laissé croire que ces hommes de guerre possédaient des fiefs dans les domaines de l'Autriche. La fibre patriotique du poète, fils de soldat, avait vibré ; il s'était senti insulté dans ces braves compagnons d'armes de Sigisbert Hugo. Il s'écriait :

C'est moi qui me tairais ! Moi qu'enivrait naguère
Mon nom saxon, mêlé parmi des cris de guerre !
Moi, qui suivais le vol d'un drapeau triomphant !
Qui, joignant aux clairons ma voix entrecoupée,
Eus pour premier hochet le nœud d'or d'une épée !
Moi qui fus un soldat quand j'étais un enfant !

Non, frères, non, Français *de cet âge d'attente*,
Nous avons tous grandi sur le seuil de la tente ;
Condamnés à la paix, aiglons bannis des cieux,
Sachons du moins, veillant aux gloires paternelles,
Garder de tout affront, jalouses sentinelles,
Les armures de nos aïeux !

C'étaient là des vers que n'aurait point *pensés*, que n'aurait point *écrits* l'auteur des *Vierges de Verdun* (1818), et du *Rétablissement de la Statue de Henri IV* (1819).

Le drame de *Cromwell* parut en décembre 1827. C'est une vaste composition de plus de six mille vers, qu'il ne paraît pas que le poète ait jamais songé à faire représenter, du moins dans l'état où la pièce a été imprimée, sorte de panorama historique dont *le Protecteur* est le personnage principal, moins remarquable par l'invention et l'intérêt que par la fermeté toute classique du style et la solidité de la forme métrique. Cromwell veut être

roi ; mais les Royalistes et les Républicains réunis conspirent contre lui ; un quiproquo plus digne du vaudeville que de la tragédie, voire du drame, lui révèle le complot : éclairé par le danger qu'il a couru, il repousse la couronne que l'orateur du Parlement lui offre dans Westminster-Hall. Des épisodes variés, tragiques ou comiques, coupent l'action très simple d'ailleurs. *Cromwell* est l'œuvre d'un écrivain en vers de grand talent, élève manifeste de Corneille et de nos écrivains tragiques et comiques (la pièce débute par une imitation indéniable de la première scène du *Barbier de Séville*) ; ce n'était pas l'œuvre d'un poète dramatique original.

Mais il y avait la *Préface* ; et cette préface est aussi remarquable par la verve entraînant, par les images et les expressions heureuses que déconcertante par les paradoxes qu'elle développe. Le poète-critique voit trois âges dans le monde : l'âge primitif et lyrique, qui produit la *Genèse* ; l'âge antique et épique qui produit *Homère* ; l'âge moderne et dramatique qui produit *Shakespeare*. Le drame, dit-il, comporte le mélange du terrible et du grotesque, que n'a pas connu l'antiquité. L'auteur repousse le dogme des trois unités ; il supprime les longs récits de la tragédie classique et met toujours les faits sur la scène ; il recommande la « couleur locale », proteste contre l'imitation des anciens, se réclame de la nature et de la vérité, dans l'invention comme dans le style (1). Il faut savoir gré à V. Hugo d'avoir agité tant

(1) Cette rapide analyse ne peut donner l'idée de la *Préface* : il faut la lire pour en sentir toute la chaleur, et pour en apprécier toute la fantaisie.

d'idées, propres à exercer pendant longtemps la critique littéraire. On passerait d'ailleurs sur des erreurs historiques, sur des paradoxes et des discussions sans conclusion possible, si V. Hugo nous avait donné une œuvre qu'on pût égaler à *Hamlet* sinon à *Polyeucte*. Mais *Cromwell* est loin d'atteindre à ces chefs-d'œuvre, et V. Hugo ne deviendra jamais un poète proprement dramatique ; nous essaierons tout-à-l'heure de dire pourquoi (1).

Mais V. Hugo allait révéler décidément son originalité dans les *Orientales*. Le livre n'est pourtant pas son chef-d'œuvre : le poète s'amuse, fait jouer des couleurs, imite, traduit même l'Espagnol et l'Arabe, s'exerce en des phraséologies, en des rythmes variés et capricieux. On peut s'enchanter de teintes chaudes et éclatantes, de strophes savantes, d'un style qui joint la précision à la force, mais on n'est pas ému ; il manque au livre le sentiment profond, qui est au moins la moitié de la poésie. Toutefois quelques pièces de la fin du recueil, *Lui*, *Novembre*, expriment des passions que le poète traduira plus amplement dans le reste de son œuvre.

C'est en janvier 1829 qu'avaient paru les *Orientales*. Presqu'en même temps V. Hugo donnait le *Dernier jour d'un condamné*, éloquent plaidoyer, sous une forme romanesque, en faveur de l'abolition de la peine de mort.

(1) Sigisbert Hugo mourait en janvier 1828. Le général avait été fait *comte* par le roi Joseph ; à sa mort, et selon un usage plus ou moins conforme à la loi française (car il y a contestation sur ce point), le titre de *baron* échut à Victor, qui l'échangea contre celui de *vicomte* à la mort d'Eugène Hugo (1837).

Mais V. Hugo ambitionnait avant tout les succès de théâtre, moins sans doute à cause des profits pécuniaires qu'il espérait y trouver que pour faire triompher les idées de ce qu'on appela l'Ecole Romantique. Il ne put faire jouer *Marion Delorme* (1829, : Charles X interdit la pièce, à cause du rôle misérable qu'y joue le roi Louis XIII. Mais *Hernani* (le 25 février 1830) fut l'occasion d'une bataille célèbre entre les *Classiques* et les *Romantiques*, et, en somme, un triomphe. La *Gazette de France*, purement classique dans ses opinions littéraires, signala dans la pièce « des lueurs de génie, des pensées fortes et profondes ». Avouons d'ailleurs que V. Hugo n'a jamais réussi parfaitement dans le genre dramatique. Il faut dans une pièce de théâtre des personnages, des passions, du style, quand l'auteur peut en mettre (et encore le style n'est pas nécessaire), mais avant tout une action. C'est un paradoxe de soutenir que le théâtre peut se passer d'action, car l'art dramatique est fondé sur l'instinct de notre nature qui nous porte à nous intéresser à la vie de nos semblables. Mais la vie est une harmonie, et s'il n'existe pas une juste proportion dans les données d'un sujet dramatique, la pièce ne peut pas se tenir debout. V. Hugo n'avait pas le don (1) des habiles combinaisons dramatiques.

Il finit par le comprendre si bien, sans se l'avouer

(1) Il changeait, sans trop de souci de la logique, le dénouement de ses pièces ; il changea le dénouement de *Marion Delorme*, modifia profondément celui d'*Hernani*, transforma entièrement celui de *Marie Tudor* (Cf. l'essai critique sur le théâtre de V. Hugo, de Paul et Victor Glachant).

peut-être à lui-même, qu'il se tourna vers un théâtre purement épique et oratoire dont peuvent donner une idée les *Burgraves* d'abord, mais surtout *Welf, castellan d'Osbor*, dans la *Légende des siècles* ; *Torquemada* ; les *Deux Trouvailles de Gallus*, dans les *Quatre vents de l'Esprit* ; *Mangeront-ils ?* et l'*Epée*, dans le *Théâtre en liberté*. On ne laisse pas d'admirer d'ailleurs dans les drames de V. Hugo, quelle qu'en soit la date, de belles situations, traitées avec beaucoup d'éloquence et de poésie. Ajoutons encore que si l'on peut souvent contester la vraisemblance des inventions de l'auteur, rien n'empêche de trouver dans ces scènes irréelles une philosophie de la vie humaine et des symboles magnifiquement exprimés.

Charles X renversé, *Marion Delorme* fut représentée (le 11 août 1831). Six mois auparavant avait paru le roman : *Notre-Dame de Paris*. C'est un chef-d'œuvre du style descriptif, mais la composition manque, et la plupart des caractères sont exagérés ou peu consistants. L'archidiacre Claude Frollo est horrible ; le falot poète Pierre Gringoire n'est qu'une ombre impalpable ; la Esmeralda est une aquarelle aux teintes variées et délicates, mais véritablement sans vie ; le capitaine Phœbus est insignifiant ; seul, Quasimodo a quelque chose d'humain. Mais il y a des descriptions admirables et qui saisissent et retiennent comme des chefs-d'œuvre d'eau-forte.

A la fin de 1831, le poète donna les *Feuilles d'Automne*, un de ses recueils lyriques les plus éminents. Et pendant une longue suite d'années, il va produire en abondance — floraison magnifique et vraiment prestigieuse — prose et vers, drames et poèmes

de toute espèce et de toute étendue, depuis le quatrain par lequel il obtint de Louis-Philippe la grâce du conspirateur Armand Barbès jusqu'aux développements pindariques de l'ode à *l'Arc de Triomphe*, en passant par la confession superbe d'*Olympio*. Ce seront : *Le Roi s'amuse* (drame) 1832 ; *Lucrèce Borgia* (drame) 1833 ; *Marie Tudor* (drame) 1833. *Claude Gueux*, en 1834, émut les cœurs du même sentiment qu'avait fait éprouver quelques années plus tôt le *Dernier jour d'un condamné*. Dans *Littérature et philosophie mêlées* (1834), il réunit en les modifiant de façon plus ou moins capricieuse les articles parus dans les journaux littéraires de sa jeunesse, et des études détachées, telles que l'Essai sur *Mirabeau*, d'ailleurs tout oratoire et subjectif. En 1835, c'est le drame d'*Angelo* et les *Chants du Crépuscule* ; en 1836, la *Esméralda*, opéra dont M^{lle} Bertin composa la musique ; en 1837, *les Voix intérieures* ; en 1838, le drame de *Ruy-Blas* ; en 1840, *les Rayons et les Ombres*. Et dans toutes ces œuvres il y a lieu d'admirer la variété, la profondeur des pensées qu'il agite, et des ressources inépuisables de style et de versification. C'est la lyre vibrant de toutes ses voix, pourrait-on dire, si la lyre n'était pas un instrument trop imparfait pour donner une idée de ces puissantes symphonies.

V. Hugo fut reçu à l'Académie en 1841. Son discours, d'un style somptueux et sonore, dérouta les auditeurs. Népomucène Lemercier parut matière infertile et petite. On attendait un poète apportant les mémoires de vingt années consacrées aux lettres : ce fut un politique, et un politique guindé, qu'on entendit.

Parisien sédentaire, homme de cabinet jusqu'alors, très soucieux de sa fortune littéraire et politique, et même de ses intérêts pécuniaires, écrivain discutant et discuté, V. Hugo voyageait peu. Toujours à sa table de travail, il eût pu dire, comme son admirateur fidèle, Théophile Gautier (*Poésies, La bonne Journée*) :

Ce jour, je l'ai passé ployé sur mon pupitre...
Et ma journée ajoute un feuillet à mon livre.

Cependant, en 1838 et 1839, il visita les bords du Rhin et la Suisse. Il rapporta de ces excursions les *Lettres sur le Rhin*, 1842-1845. Il y abuse d'une érudition qui ne va pas sans pédantisme, mais qui — tel est l'agrément d'un style toujours singulier — ne devient jamais fastidieuse. On y trouve d'ailleurs des descriptions faites pour frapper l'imagination, bien qu'elles ne soient pas toujours fidèles, et par cela même, peut-être, et un conte de fées qui est un chef-d'œuvre, nonobstant quelques traits d'un goût rabelaisien : *La Légende du Beau Pécopin*. L'ouvrage est couronné par des considérations politiques qui n'ont qu'un défaut, c'est de n'avoir pas été justifiées par les événements ultérieurs. Déterminer la futurition en géographie politique est toujours une tâche scabreuse, et le poète n'était rien moins qu'un Richelieu.

En 1843, le Théâtre Français joua les *Burgraves*, tragédie dont le sujet repose sur un épisode à demi légendaire de l'histoire de Frédéric Barberousse ; la pièce n'obtint pas alors le succès dont elle est digne. Si la fable en est bizarre et invraisemblable, si l'épisode d'amour est fade et sans intérêt, la pen-

sée est généreuse et belle qui domine l'œuvre, et que résume le vers final :

Heureux qui peut bénir ! Grand qui sait pardonner !

Les Burgraves valent surtout par le style et les beaux développements oratoires et poétiques.

La même année, un grand malheur frappa V. Hugo. Sa fille Léopoldine (1) avait épousé en février 1843 Charles Vacquerie, le frère du poète Auguste Vacquerie. Au mois de septembre de la même année, les deux époux, au cours d'une promenade en bateau sur la Seine, trouvèrent une mort tragique. Le jeune homme s'était sacrifié pour essayer de sauver sa femme :

Leurs âmes se parlaient sous les vagues rumeurs.
« Que fais-tu ? » disait-elle. Et lui disait : « Tu meurs,
Il faut bien aussi que je meure ! »
Et, les bras enlacés, doux couple frissonnant,
Ils se sont en allés dans l'ombre, et maintenant
On entend le fleuve qui pleure.

1845-1870

Nous atteignons ici à un tournant de la carrière de V. Hugo. Familier du duc et de la duchesse d'Orléans, il avait conquis les attentions, sinon la confiance complète du prudent roi Louis-Philippe. Il avait été promu officier de la Légion d'Honneur dès 1837 ; devenu membre titulaire de l'Institut, il se

(1) V. Hugo eut quatre enfants : Léopoldine, Adèle, Charles et François-Victor.

trouvait dans une des catégories où le roi recrutait les Pairs de France. Il reçut la pairie le 13 avril 1845.

Il parla six fois à la Chambre des Pairs. Il aime à le rappeler. Ses discours, laborieusement médités et écrits, n'influèrent pas sur la chose publique. Il n'était pas un orateur parlementaire, n'ayant ni l'esprit de repartie ni le sens des contingences.

Voici venir la Révolution de Février : V. Hugo est envahi d'ambitions politiques. Après un échec aux élections du 23 avril 1848, la ville de Paris, ou plutôt le Comité électoral réactionnaire de la rue de Poitiers l'envoya à l'Assemblée constituante aux élections complémentaires du 4 juin. Le caractère de ses actes et de ses discours est un peu indécis. Il reste attaché au « parti de l'ordre », en tendant au socialisme d'Etat. Son fils Charles et ses amis Auguste Vacquerie et Paul Meurice fondèrent pour défendre sa politique le journal *l'Événement*, et prirent la tête du mouvement qui tendait à faire nommer président de la République le prince Louis-Napoléon Bonaparte. Celui-ci est élu le 10 décembre 1848. L'assemblée constituante dissoute, V. Hugo fut envoyé en mai 1849 — toujours par la Ville de Paris — à l'Assemblée législative. Il n'a pas à cette époque d'opinions bien arrêtées, ou plutôt il ne sait pas se connaître, probablement aveuglé par ses prétentions personnelles au pouvoir : il croit trouver dans Louis-Napoléon l'homme qui joindra « à une haine vigoureuse de l'anarchie un tendre et profond amour du peuple. » C'est l'épigraphe du 1^{er} numéro de *l'Événement*, 31 juillet 1848.

Comment se fait-il que V. Hugo, qui s'était tou-

jours tenu plutôt du côté des modérés. ait passé à la *Montagne*, après la formation du cabinet du 31 octobre ? On a peine à saisir les motifs de ce changement. Les ennemis de l'homme l'expliquent par le dépit qu'il aurait ressenti de n'avoir pas été pris au nombre des ministres par le Prince-Président. Croyons-en plutôt V. Hugo (ce n'est que justice), quand il déclare à Montalembert, dans la séance du 23 mai 1850, qu'il a toujours été foncièrement républicain et socialiste ; que « depuis l'année 1827, époque où il avait atteint l'âge d'homme, » il n'avait pas changé ; « que ses opinions, dans quelque question de principe que ce fût, n'avaient jamais varié. » (1) Si cette affirmation est sérieuse, il reste à demander à V. Hugo pourquoi sa conduite a été pendant plus de vingt ans en contradiction avec ses principes ; et l'on peut soupçonner que le souci de ses intérêts de toutes sortes l'avait conduit à cacher jusque-là son drapeau. Il faut bien le reconnaître, le grand poète n'avait pas le désintéressement d'un Fabricius.

Lors du coup d'Etat du 2 Décembre 1851, V. Hugo, qui s'était prononcé avec une violence toujours accrue contre la politique et les visées du Prince-Président, et qui avait essayé d'organiser la résistance avec Baudin, Schoelcher et d'autres députés républicains, dut quitter Paris et la France. Le 9 janvier 1852, un décret l'expulsait du territoire, en compagnie de soixante-cinq anciens représentants de l'Assemblée législative. Il se rendit d'abord à Bruxelles, où, sans reprendre haleine, il commença les *Châtiments* et

(1) V. Edm. Biré, Victor Hugo après 1830.

l'Histoire d'un crime (cette dernière, récit faible, diffus et sans sincérité du coup d'Etat, qu'il garda longtemps en portefeuille, et qu'il n'abandonna à la publicité qu'en 1877, comme arme de guerre contre l'« ordre moral »). Quelques mois lui suffirent à composer le pamphlet virulent intitulé : *Napoléon le Petit* (1852).

Le 1^{er} août 1852, il quittait la Belgique, où il était devenu embarrassant, gagnait l'île de Jersey, et allait s'installer à Saint-Hélier, dans une maison isolée appelée Marine-Terrasse. C'est là qu'il acheva la composition des *Châtiments*, qui parurent vers la fin de 1853. Il va sans dire qu'ils furent interdits en France. D'énormes fautes de goût y gâtent d'admirables qualités lyriques.

Vers la fin de février 1855, V. Hugo, qui inquiétait le gouvernement anglais par l'action violente qu'il ne cessait d'exercer contre le régime impérial, se vit interdire le séjour de Jersey. C'est alors qu'il se retira à Guernesey, suprême asile, qu'il ne devait quitter qu'en septembre 1870. Il prit sa résidence à Saint-Pierre-Port, capitale de l'île, où il acquit la propriété de Hauteville-House.

C'est là qu'il demeurait, quand il publia les *Contemplations*, le plus parfait probablement de tous ses recueils lyriques par l'étendue de la pensée philosophique, la profondeur du sentiment, l'éloquence et la beauté unique du style, la perfection technique de la versification. On n'analyse pas un recueil lyrique. Ce sont les « Mémoires d'une âme », a dit V. Hugo lui-même, « ce sont toutes les impressions, tous les souvenirs, toutes les réalités, tous les fantômes

vagues, rians ou funèbres, que peut contenir une conscience, revenus et rappelés rayon à rayon, soupir à soupir, et mêlés dans la même nuée sombre. C'est l'existence humaine sortant de l'énigme du berceau et aboutissant à l'énigme du cercueil ; c'est un esprit qui marche de lueur en lueur en laissant derrière lui la jeunesse, l'amour, l'illusion, le combat, le désespoir, et qui s'arrête éperdu « au bord de l'infini ». Préface des *Contemplations*.

En 1859, parut la première partie de la *Légende des Siècles*. Une seconde partie devait être publiée en 1877, une troisième et dernière en 1883. L'œuvre est formée d'une suite immense de narrations épiques de toute étendue, de tableaux, de méditations, de chants lyriques, de contes symboliques, de scènes dramatiques, même d'idylles. On peut dire que tout ce que la rhétorique classique appelait « les genres poétiques » y est représenté. Le plan du livre suit plus ou moins fidèlement l'histoire de l'humanité depuis l'origine du monde jusqu'à nos temps les plus voisins. Que dis-je ? Elle déborde sur l'avenir et nous amène à la fin des temps, à la « Trompette du Jugement ». L'œuvre n'a d'unité que celle de l'inspiration générale. Mais que dire à propos de cette œuvre unique que nous n'ayons pas déjà dit ? On y trouve réunies toutes les qualités de pensée et d'expression du songeur et du poète, tout ce que l'art des vers a de prestigieux, la profondeur, l'inspiration sincère, une diction d'une opulence inépuisable, le métricien le plus expert. Cependant les esprits classiques, ceux qui veulent *choisir* dans l'œuvre du poète et dans les fruits de la forêt, ceux

qui ne disent pas comme V. Hugo lui-même à propos de Shakespeare : J'admire tout comme une brute, ces critiques timorés protestent (ils ont tort, osons le dire) contre des idées en contradiction avec leurs habitudes de pensée, des conceptions puériles. des antithèses criantes, des prétentions démesurées. Mais ne craignons pas de le déclarer : il n'est pas de balance de la critique assez forte pour peser un pareil monument ; les lois de la rhétorique ne sont pas applicables en un cas pareil ; il faut se récuser et dire avec La Bruyère : « Il n'y a point d'ouvrage si accompli qui ne fonde tout entier au milieu de la critique, si son auteur voulait en croire tous les censeurs qui ôtent chacun l'endroit qui leur plaît le moins. » La Bruyère dit aussi : « Quand une lecture vous élève l'esprit et qu'elle vous inspire des sentiments nobles et courageux, ne cherchez pas une autre règle pour juger de l'ouvrage ; il est bon, et fait de main d'ouvrier. » Or l'inspiration de V. Hugo est toujours noble et courageuse ; l'esprit s'élève, quand on le lit ; on se sent pénétré devant son œuvre des sentiments qu'il éprouvait lui-même quand il invitait une amie à le suivre dans un voyage imaginaire en Grèce, et l'on est tenté de s'écrier :

Viens ; devant la splendeur de cet horizon bleu,
Nous sentirons en nous croître dans l'ombre un Dieu ! (1)

En 1863, paraissent les *Misérables*, vaste récit en prose — assemblage de récits, plutôt — dont l'action se développe dans les quarante premières années du xix^e siècle. La fable de la vie et de la mort du forçat

(1) *Légende des Siècles*, XXXIX, En Grèce.

Jean Valjean, s'élevant de la faute à la plus haute vertu, encadre des épisodes historiques ou romanesques qui sont eux-mêmes des livres qu'on pourrait détacher du livre. L'auteur a créé des caractères du plus haut intérêt, l'évêque Myriel, Jean Valjean lui-même, le policier Javert, le grand bourgeois Gillenormand, Gavroche, le gamin de Paris idéalisé. Pour le style, on peut dire que tout V. Hugo est là, avec toute la langue, on pourrait dire toutes les langues françaises, y compris l'argot (1).

François-Victor, le plus jeune des enfants du poète, avait employé les loisirs de l'exil à traduire Shakespeare, « travail énorme, disait-il lui-même, trente-six drames, cent vingt mille vers à traduire, trente-six préfaces à faire ! » Alfred Asseline, *V. Hugo intime*. V. Hugo voulut présenter le livre de son fils au public ; il le fit dans un gros volume dont le titre est *William Shakespeare* (1864), où « à l'occasion de Shakespeare, toutes les questions qui touchent à l'art se sont présentées à son esprit. » Préface de l'ouvrage. On peut deviner avec quelle indépendance le poète-critique aborde les problèmes littéraires, avec quel dédain il traite les principes classiques, les classifications admises, avec quelle verve et quelle impétuosité il bouleverse à sa manière l'histoire et la rhétorique : c'est le Titan Phtos pénétrant sur l'Olympe dans le palais des Dieux,

Et leur criant, terrible : O Dieux ! il est un Dieu ! (2)

(1) En 1863 également parut le livre de M^{me} V. Hugo intitulé : *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, livre d'une lecture très agréable, nonobstant les erreurs de détail.

(2) *Légende des Siècles, le Titan*.

En 1865, V. Hugo avait soixante-trois ans ; il avait accumulé les œuvres sur les œuvres ; il semblait que la veine dût être tarie, et voilà qu'il faisait paraître les *Chansons des Rues et des Bois*, chef-d'œuvre du plus parfait ouvrier en vers que la France ait eu depuis Ronsard : « L'auteur, disait Veuillot — *Odeurs de Paris* — n'a pas donné de pièce de métier où paraissent autant la force et la dextérité de la main. Cela est plein, sonore, d'une sûreté, d'un relief admirable... C'est de la chair vivante et ferme, qui bondit de la seule vigueur des muscles, et palpite de la seule chaleur du sang ». Et, réprouvant, selon son droit, le caractère souvent matérialiste de l'inspiration, il ajoutait malicieusement : « Je voudrais oser dire que ce recueil est le plus bel animal qui existe en langue française ».

Les *Travailleurs de la mer* furent donnés en 1866. La fable des amours de Gilliatt et de Déruchette est touchante dans sa simplicité. Le *sieur Clubin* est un caractère d'un relief sinistre. Mais l'épisode domestique est peu de chose à côté de la description des phénomènes de l'Océan. V. Hugo a voulu décrire le monde de la mer, et il est difficile d'imaginer qu'on puisse le faire en traits plus multipliés et plus pénétrants. Comment donner une idée d'une science technique illimitée, exposée dans une langue d'une précision et d'une ductilité incomparables ? C'est de la vision, de l'hallucination même (1).

Ce don de percevoir des sensations exceptionnelles en présence des phénomènes de la nature et

(1) M^{me} Hugo mourut en 1868.

des gestes de la vie humaine, c'est la faculté qu'on reconnaît dans ce singulier livre sur la société aristocratique de l'Angleterre qui a pour titre *l'Homme qui Rit*, œuvre passionnée, et, paraît-il, souvent inexacte historiquement parlant, mais pleine d'analyses morales pénétrantes, de descriptions admirables, d'inventions étonnantes et de choses sublimes (1869).

1870-1885

Le 4 septembre 1870, l'Empire tombait.

V. Hugo n'avait jamais voulu profiter, pour rentrer en France, des amnisties accordées à plusieurs reprises par l'Empereur. Son orgueil se révoltait à l'idée d'accepter une grâce, même déguisée, de celui qu'il avait vilipendé avec un acharnement sans exemple, sans craindre que les éclats de sa haine et de sa colère n'atteignissent quelquefois la France elle-même, personnifiée dans celui qu'elle s'était donné pour chef et pour maître. Le soir du 5 septembre, V. Hugo était à Paris (1). Il fit pendant le

(1) Je lis dans *le Temps* du 24 mai 1885, sous la signature de Jules Claretie :

« Je n'oublierai jamais l'impression profonde et sublime que causa au grand poète, alors âgé de soixante-huit ans et blanchi dans l'exil, la vue du premier soldat français aperçu du fond du wagon. C'était à Landrecies. Des troupes de ce corps de Vinoy qui battait en retraite de Mézières sur Paris, pauvres gens harassés, poudreux, boueux, blêmes, découragés, se tenaient assis ou couchés le long de la voie. Ils fuyaient les uhlands qui étaient proches. Ils se repliaient sur la grande ville pour n'être pas engloutis dans le désastre qui venait de faire devant Sedan, de la dernière armée

siège œuvre de bon citoyen, cela va sans dire. Il avait déclaré qu'il ne voulait aucune part au pouvoir, mais qu'il voulait part entière au danger.

Et mon ambition, quand vient sur la frontière
L'étranger,
La voici : part aucune au pouvoir, part entière
Au danger. (1)

Ces mots laissent deviner qu'il était homme à se laisser faire violence, si on l'eût mis du gouvernement. On ne songea pas à lui, et l'on fit bien, car ce qu'il était le moins, malgré ses prétentions, c'est un homme d'action politique. Sa grande voix retentit à plusieurs reprises dans la tempête de l'année terrible, mais son action sur les événements fut nulle. La guerre finie, il fit partie de l'Assemblée nationale, mais donna bientôt sa démission, choqué par l'esprit timoré et réactionnaire de cette fameuse Assemblée « élue dans un jour de malheur » (2).

française, une proie pour les citadelles prussiennes. On lisait la défaite dans leurs regards, l'affaiblissement moral dans leur attitude physique ; ils étaient mornes, sordides, roulés par la déroute comme des cailloux par l'orage. Mais quoi ? ils étaient des soldats de notre France, ils en avaient l'uniforme aimé, la capote bleue, le pantalon rouge. Ils emportaient, dans la débâcle, sains et saufs, leurs drapeaux aux trois couleurs.

De grosses larmes emplirent soudain les yeux de V. Hugo, et se dressant, puis se penchant à la portière, d'une voix claire, vibrante, éperdue : « Vive la France ! cria le vieillard ; vive l'armée ! Vive l'armée française ! Vive la patrie !

Les soldats, écrasés de fatigue, regardaient vaguement et d'un air morne, sans comprendre..... »

(1) *Châtiments* : *Au moment de rentrer en France.*

(2) Charles Hugo, son fils aîné, mourut le 13 mars 1871.

En 1872, il donna l'*Année Terrible*, recueil de pièces composées pendant le siège de Paris et pendant la « Commune », écho des passions qui agitèrent la France pendant cette douloureuse période. Ces vers politiques, souvent d'un style massif et lourd, n'ont pas la beauté formelle, la grâce altière des *Châtiments* (1).

Dans le courant de 1874 parut *Quatre-Vingt-Treize*, roman épique en prose, dont l'action s'encadre dans l'époque révolutionnaire. Il y évoque les grandes figures de Danton, de Robespierre, de Marat, en des scènes d'une sinistre réalité. Cimourdain incarne l'âme même de la Révolution, telle que le poète l'a comprise, et l'on ne peut nier que sa conception ne soit haute et généreuse.

V. Hugo fut élu sénateur par la Ville de Paris aux premières élections sénatoriales, en janvier 1876 (2).

Il fait paraître successivement en 1877 : la seconde série de la *Légende des Siècles*, l'*Art d'être Grand' Père*, l'*Histoire d'un Crime* ; en 1878 : *Le Pape* ; en 1879 : *La Pitié suprême* ; en 1880 : *Religions et Religion* et l'*Ane* ; en 1881 (3) : les *Quatre vents de l'Esprit*, recueil de vers satiriques, dramatiques, lyriques et épiques dans lequel on trouve des pages au moins

(1) Il perdit son second fils, François-Victor, le 26 décembre 1873.

(2) Il avait échoué en 1872, comme candidat radical à la députation dans le département de la Seine, contre M. Vautrain.

(3) Le 27 février 1881, la ville de Paris fêta officiellement l'entrée du poète dans sa quatre-vingtième année. Le Conseil municipal, suivi d'une foule immense, vint le saluer dans la maison qu'il habitait, Avenue d'Eylau, aujourd'hui Avenue Victor-Hugo.

égales à ce qu'il a fait de plus profond, de plus brillant dans sa longue carrière. Je songe aux *Deux Trouvailles de Gallus* et au récit épique intitulé : *La Révolution*.

1882 vit paraître le drame philosophique de *Torquemada* ; 1883, la dernière partie de la *Légende des siècles*.

J'omets certaines publications de circonstance. Depuis la mort du poète, ses exécuteurs testamentaires ont donné au public un certain nombre de volumes de prose et de vers qu'il avait gardés en portefeuille. En poésie : *Dieu, la fin de Satan, Toute la lyre, les Années funestes, le Théâtre en liberté, les Jumeaux, Dernière gerbe* ; en prose, *Amy Robsart, les Actes et Paroles : Avant l'exil ; Pendant l'exil ; Depuis l'exil ; des Récits de voyage ; les Choses vues* ; une partie de la *Correspondance*. Ces publications ne pouvaient rien ajouter à l'idée qu'on se faisait de V. Hugo, longtemps même avant qu'il eût achevé sa longue carrière ; n'est-ce pas quelque chose de dire qu'elles sont loin de la diminuer ? On nous promet encore, paraît-il, un volume de fragments de toute espèce dont le titre serait *Océan...* Qu'un astronome découvre une nouvelle étoile, sa découverte n'ajoute rien à la merveille de l'univers, et nos faibles regards peuvent ne pas distinguer la nouvelle lumière

Sans que rien manque au monde immense et radieux ! (1)

Au mois de mai 1885, V. Hugo, qui souffrait d'une lésion au cœur, fut atteint d'une congestion pulmo-

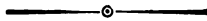
(1) *Feuilles d'Automne, Soleils couchants.*

naire. Le poète sentit venir la mort. « Elle sera la très bien venue », dit-il à son ami Paul Meurice. Le vendredi 22 mai, l'agonie commença : à une heure vingt-sept minutes de l'après-midi, V. Hugo rendit le dernier soupir. Il avait quatre-vingt-trois ans trois mois moins quatre jours. Des funérailles nationales lui furent faites, et son corps fut porté au Panthéon, le lundi 1^{er} juin 1885, suivi d'une foule immense acclamant le grand écrivain, le porte parole de la patrie, et — ne craignons pas de le dire — l'apôtre de la fraternité humaine.

La *terrible* personnalité de V. Hugo, non-seulement comme poète, mais comme homme politique et comme homme privé, ont excité contre lui d'ardentes hostilités. Mais je remarque que ces attaques ont perdu de leur violence au fur et à mesure qu'il avançait dans la carrière, et que les plus acharnés détracteurs ont fini par s'incliner un jour ou l'autre devant celui qu'on avait fini par appeler *le Père*. Que conclure de cette résipiscence de la critique, sinon que les faiblesses de l'homme, les inconséquences du citoyen, les défauts de l'écrivain ne peuvent prévaloir contre sa bonté foncière, son amour de la France et enfin son génie poétique ? La postérité ne connaîtra plus ces querelles, et quand même la plus grande partie de ses œuvres finirait par rester lettre close au grand public, la France se souviendra toujours de V. Hugo, comme elle se souvient d'un Rabelais, d'un Corneille, d'un Jean-Jacques Rousseau, de tous ces grands hommes qui, à travers leurs défaillances, ont contribué à l'édification de leurs concitoyens, à la gloire de leur patrie.

Ch. Renouvier (1) a analysé le génie littéraire et la philosophie de V. Hugo dans des livres aussi remarquables par la connaissance approfondie de l'œuvre que par l'intelligence et la pénétration. Qu'il me soit permis, sans autre artifice de composition, de terminer cette notice en citant la conclusion du volume intitulé : *Victor Hugo — Le Poète*. Après avoir expliqué ce qu'il peut y avoir de contingent, de subjectif et d'illusoire dans les théories sociales ou religieuses de V. Hugo, Renouvier achève en ces termes : « Sa grandeur, quoi qu'on pense de ce qu'il a cru, imaginé ou chanté, est, comme celle des Dante, des Milton, et de quelques anciens, indépendante des idées dont il s'est inspiré. Nous pouvons déjà contempler sa statue idéale, dressée dans la mémoire des hommes de l'avenir à côté des statues de ces génies et bien au-dessus de celles des autres poètes de notre langue, parce qu'il a remué des idées plus profondes, donné une forme admirable à de plus grands sentiments, et créé une langue poétique nouvelle ».

(1) Mort en 1903.



Séance du 13 Novembre 1903

LE THÉÂTRE DE VICTOR HUGO

ET LA

PARODIE

PAR M. A. BLANCHARD

Sans prétendre esquisser, même à grands traits, une théorie ou une histoire de la *Parodie* en littérature, travail qui dépasserait singulièrement le plan que je me suis tracé, je commencerai cet essai en citant les parodies des drames de V. Hugo qui sont parvenues à ma connaissance, parodies assez nombreuses sous diverses formes, pièces de théâtre, pots-pourris, chansons, etc. Cette bibliographie sera, je le crains, fort incomplète : en effet, toutes les fois que V. Hugo faisait représenter un nouveau drame, il n'était pas de petit journal de l'époque qui ne commit une facétie quelconque, tenant plus ou moins de la parodie (1), et dont la pièce nouvelle était le prétexte. Je suis l'ordre chronologique

(1) On peut consulter sur cette question l'*Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux*, t. XIX, année 1886, pp. 329, 484, 569, 694, 633 et 683.

autant que possible, et je donne les titres complets, quand la chose en vaut la peine.

Parodies de *Hernani* :

N, i, ni ou le Danger des castilles (1), amphigouri romantique en cinq actes et en vers sublimes mêlés de prose ridicule, par MM. Carmouche, de Courcy et Dupeuty (Th. de la Porte Saint-Martin, 12 mars 1830 ; Paris, 1830, Bezou, éditeur).

Oh! qu'nenni, ou le Mirliton fatal, parodie d'*Hernani* en cinq tableaux, par MM. Brazier et Carmouche (Th. de la Gaîté, 16 mars 1830 ; Paris, chez R. Riga, faubourg Poissonnière, 1, 1830).

Harnali, ou la Contrainte par Cor, par Auguste de Lauzanne (en collaboration avec Duvert), Vaudeville, 23 mars 1830).

Fanfan le Troubadour à la représentation de Hernani, pot-pourri en cinq actes, sans nom d'auteur ; Paris, Levavasseur éditeur, 1830.

Lettre trouvée par Benjamin Sacrobille, chiffonnier (1830). In-8°.

Réflexions d'un infirmier de l'hospice de la Pitié (1830). In-8°.

Parodies de *Marion de Lorme* :

Gothon du passage Delorme, imitation en cinq endroits et en vers, de *Marion de Lorme*, burlesque, avec des notes grammaticales, par MM. Dumersan,

(1) *Des castilles*, c'est-à-dire des différends, des démêlés, des querelles. « Les Castillans n'auront plus de castille », dit quelque part La Fontaine. *Castille*, dans le sens de querelle vient de *catillare*, lécher les plats, qui se dit des parasites. Une castille est une dispute entre pique-assiettes.

Brunswick et Céran (L.-J. Vidal); Paris, Variétés, 29 août 1831. — Barba éditeur, 1831.

Marionnette, parodie en cinq actes et en vers, de *Marion de Lorme*, par Duvert et Dupeuty, avec cette épigraphe : « Allez votre chemin ! » (*Marion de Lorme*, act. I, sc. III); Vaudeville, 29 août 1831. — Barba, éditeur, 1831.

Une Nuit de Marion de Lorme (Barba éd., 1831).

Parodies de *Le Roi s'amuse* :

Romantorgo ou la Cause perdue, rêve en vers libres, dédié aux amis d'un grand poète, par M. Picard.

Le Chirurgien du Roi s'amuse, par Arnold Mortier, souvent débité par M. Coquelin Cadet.

Parodies de *Lucrèce Borgia* :

Tigresse-Mort-aux-Rats, ou Poison et Contre-Poison, médecine en quatre doses et en vers, par MM. Dupin et Jules; Paris, Variétés, 22 février 1833. — Paris, Barba éditeur, 1833.

Une répétition générale, à-propos vaudeville en deux actes précédés d'un prologue, par Scribe, Desvergers et Varin, représenté pour la première fois sur le théâtre du Gymnase, le 16 février 1833.

L'Ogresse Borgia, gros cauchemar en cinq petites parties en vers, vaudeville précédé de *La Queue du Diable*, prologue en vile prose et suivi du *couplet au public*, épilogue.

Parodies de *Marie Tudor* :

Marie-crie-Fort, pièce en quatre endroits et en cinq quarts d'heure, 1833, in-12. Chez Gallet, à Paris. Imprimerie Setier.

Marie Tudor, racontée par Madame Pochet; Paris, chez l'éditeur, Galerie Véro-Dodat, 1833.

Marie, tu dors encore, dame presque historique en deux actes et trois quarts-d'heure, mêlés de chant par Armand Chaulieu et Battaille (pièce représentée en 1873; éditée à Paris, chez Barbré, boulevard Saint-Martin, 12).

Parodies d'*Angelo, tyran de Padoue* :

Cornaro, tyran pas doux, traduction en quatre actes et en vers d'*Angelo*, de Dupeuty et Duvert (Paris, Vaudeville, 18 mai 1835); Paris, Marchant, 1835.

Angelo, tyran de Padoue, raconté par Dumanet, caporal de la 1^{re} du 3^e du 22^e régiment de ligne. Paris, Laisné, 1835, in-8°.

Poltrono, tyran on ne sait pas d'où, par A. Jouaud; Bruxelles, 1835, in-32.

Parodies de *Ruy-Blas* :

Ruy-Brac, tourte en cinq boulettes, avec assaisonnement de gros sel, de vers et de couplets, par Maxime de Redon (pièce représentée pour la première fois à Paris le 28 novembre 1838). Ed. Barba.

Ruy-Blag, parodie en prose rimée, par Carmouche, Varin et Huart (insérée dans *Le Puff*, revue en trois tableaux, Paris, Variétés, 31 décembre 1838). Ed. Marchant.

Rude Blague (je ne connais cette pièce que par le titre).

Ruy-Black ou les Noirceurs de l'Amour, Cabet, 1873.

Parodies des *Burgraves* :

Les Hures-Graves, trifouillis en vers.... et contre Les Burgraves, par MM. Dumanoir, Siraudin et Clairville :

Le Tricentenaire.	1 ^{er} fouillis.
Un des Quatre Mendiants. . . .	2 ^e fouillis.
La Cave égarée	3 ^e fouillis.

Total. Trifouillis,

représentée pour la première fois à Paris sur le théâtre du Palais-Royal, le 21 mars 1843, avec cette épigraphe :

« Rien n'est beau que le vieux, le vieux seul est aimable. »

Ed. Tresse, 1843.

Les Buses Graves, de Dupeuty et Lenglé, trois actes en vers (Variétés, 22 mars 1843).

Les Buses Graves, trilogie, par Tortu-Goth, d'Arnoult, 1843 (dans l'*Omnibus*, livraisons 3 et 4, conducteur Ildefonse Rousset, rue Richelieu, 76). Imprimerie Schneider.

Les Barbus Graves, de Paul Zéro, Ed. Garnier, in-8°. 1843 (1).

Les Bûches Graves, de Clercy (1843, in-12).

Réflexions d'un anti-trilogiste sur Les Burgraves, par Pierre Ledru, 1843 (Devèze, in-8°).

Les Burgs infiniment trop graves, Tartinologie découpée en trois morceaux (dans le *Musée Philippon*, 43^e et 44^e livraisons ; Aubert, place de la Bourse).

Torquemada a inspiré deux parodies : *Torquemada Ose-Trop-Goth*, et *Toqué Malade* (in-8° sans date).

..

Je n'ai pas l'intention d'analyser toutes ces productions (il en est quelques-unes, d'ailleurs, sur

(1) Voir, à l'appendice, l'analyse de cette pièce, par M. Ad. Aderer.

lesquelles je n'ai pu mettre la main) ; elles sont, on le devine facilement, de valeur inégale, et certaines méritent à peine une simple mention. D'autre part, je n'évitais pas l'ennui résultant de la monotonie. C'est qu'en effet le procédé de la plupart des parodistes est sensiblement toujours le même. Le plus souvent, sans se mettre en frais d'invention ni de disposition nouvelle, ils prennent au poète la donnée et le plan de sa pièce. Ils se contentent d'abaisser la condition des personnages, et de leur faire parler un langage conforme à l'humilité, sinon à la trivialité du rôle nouveau qu'ils leur ont donné. Le drame ainsi dépouillé de sa haute spiritualité, nous sommes à l'aise pour en voir les défauts : c'est le plus souvent (au dire des parodistes) l'indigence ou l'étrangeté de l'invention, c'est la banalité des caractères, c'est le style déclamatoire ou même incorrect.

*
* *

Donnons tout de suite quelques exemples de ce genre de travestissement en analysant parallèlement quelques scènes de la parodie de *Hernani* qui a pour titre *N, i, ni, ou le Danger des castilles*, et les scènes correspondantes de *Harnali ou la Contrainte par Cor*.

C'est à peine si j'ai besoin de rappeler comment, dans la pièce de V. Hugo, Don Carlos, roi d'Espagne, est amoureux de doña Sol, fiancée au vieux Ruy-Gomez, dont elle est la pupille. Le roi, surpris, avec Hernani son rival, dans la chambre de la jeune fille, explique ainsi sa présence : il est venu pour faire

part au duc de la mort de l'empereur d'Allemagne Maximilien, son aïeul ; il revendique sa couronne ; mais il a deux concurrents, un duc de Saxe, et François 1^{er}, roi de France.

Voici comment cette exposition est travestie dans *Le Danger des castilles*. Don Carlos devient Don Pathos, marchand de blanc d'Espagne ; Hernani, le poétique proscrit, dont le père est mort sur l'échafaud en défendant ses droits historiques et héréditaires, devient le vagabond N, i, ni ; Ruy-Gomez, le vieux seigneur, devient Dégommé, traiteur ; doña Sol devient Parasol, etc., etc. Don Pathos explique qu'une ligue se prépare contre lui près de La Chapelle. C'est la Ligue des Dévorants (1). Le chef des Dévorants vient de mourir :

Par malheur, l'autre jour, en mangeant un oison,
Le chef des Dévorants est mort d'indigestion.
Je suis son petit-fils, si j'en crois ma grand-mère,
Et si maman n'a pas changé mon baptistaire.

— Le défunt n'a-t-il point laissé quelques neveux ?

demande Dégommé. — Et don Pathos :

Le seul que je redoute est François-les-Bas-Bleus.
Mais tous les Dévorants se trouvent à la Diète :
J'ai fait aux plus goulus payer de la piquette ;
Au moment du scrutin, ils seront sur le flanc,
Et François-les-Bas-Bleus n'en sortira pas blanc.

Parasol dit sans façon ce qu'elle pense de cet entretien :

Dieux ! qu'ils sont embêtants avec leur politique !

(1) On sait qu'au temps du *compagnonnage*, il y a eu en réalité des associations d'ouvriers qui se nommaient les *compagnons du devoir*, d'où les *dévoirants*, devenus les *dévorants*.

D'autre part, dans *Harnali*, Charlot, chef d'un contrôle de théâtre, s'introduit chez Dégommé Comilva, vieil actionnaire de théâtre, oncle de Quasifol, qu'il prétend épouser; celle-ci aime un ancien contrôleur, devenu marchand de billets à la suite de mésaventures, et dont le nom est *Harnali* (le rôle était tenu par le célèbre Arnal).

Voici en quels termes Charlot s'adresse à la vieille domestique, M^e Joseph :

N'as-tu pas quelque horloge,
Où, quand vient un rival, prudemment on se loge ?
— Ces tours-là sont bien vieux !

— N'importe : employez-les.

— Mais on l'a déjà fait dans *Douvres et Calais*... (1)

— Ah ! la vieille a raison, moi, je suis un tragique,

Je ne dois pas agir ainsi qu'un bas comique... .

Si j'allais me blottir au fond de ce buffet,

Cela pourrait produire un excellent effet....

Mais non ! il vaut bien mieux me cacher dans l'armoire ;

Le moyen est plus neuf, si j'en crois ma mémoire,

Jamais on n'y songea..... oui, c'est un nouveau tour.....

— Renouvelé des Grecs et de *Monsieur Vautour* (2).

Le parodiste critique en passant l'arrivée de Quasifol et de Harnali :

C'est comme un fait exprès, ils arrivent tous deux... .

Il travestit assez spirituellement le couplet dans lequel Hernani (le vrai) se fait connaître à doña Sol :

Apprenez tout ! Le nom du métier que j'exerce

Ne décora jamais l'*Almanach du Commerce*.

Avant que ma famille ait eu tant de malheur,

D'un théâtre chantant j'étais sous-contrôleur ;

(1) *Douvres et Calais*, je n'ai pas d'autre renseignement sur cette pièce.

(2) *Monsieur Vautour*, vaudeville de Désaugiers.

Mais un nouveau commis, un scélérat, un drôle
Me fit, en arrivant, renvoyer du contrôle.
Au théâtre, jadis, me tenant sur le seuil,
Je faisais au public un rigoureux accueil ;
Et ma main, des marchands confondant la cohorte,
Déchirait les billets qu'on vendait à la porte :
Ne les déchirant plus, je les vends à présent ;
Quand l'homme public tombe, il devient opposant.....

Citons encore l'entrée de Comilva (Cf. *Hernani* :
Deux hommes chez ma nièce à cette heure de
nuit, etc.).

..... Que vois-je ici ? Deux hommes chez ma nièce !
Voilà, sur mon honneur, une plaisante pièce !
Qu'est-ce à dire ? En ces lieux vous introduire ainsi !.....
Pour un vieux Lustucru me prenez-vous ici ?
Suis-je donc un jouet, un homme en pain d'épice,
Que l'on donne aux enfants qui viennent de nourrice ?
Suis-je un polichinelle, ou suis-je un chien barbet
Que l'on fait aboyer en pressant le soufflet ?
Eh bien ! il était temps !... Je vois qu'en ma demeure,
Pour savoir du nouveau j'arrive à la bonne heure !
Vous êtes des gaillards qui montrez du toupet ;
Ainsi donc, pour vous deux, ma nièce me trompait !
C'est du propre ! Et c'est vous, ma nièce ! vous ma femme !
(Vous l'alliez devenir !) Quelle conduite infâme !
Lorsque de notre hymen j'arrange les apprêts,
Je me trouve être avant... ce que l'on n'est qu'après !
C'est du propre ! et vraiment, dans cette circonstance,
C'est bien aimable à vous de me faire une avance !
Et toi, fille modeste !... Ah ! mon amour craintif
N'ose plus à ton nom joindre cet adjectif !
Ah ! je me sens rougir de fureur et de honte !
Je sens à mon vieux nez la moutarde qui monte !
Si je n'étais pas chauve, en ce moment affreux,
Je voudrais par paquets m'arracher les cheveux ;
Mais par bonheur encor j'ai la poigne assez forte....
Il faut nous expliquer tous trois devant la porte.
Arrière, jeunes gens ! descendez les premiers ;
Nous allons nous taper comme trois chiffonniers !

Plus loin, une allusion à un grammairien de l'époque. Je ne sais pas un mot de latin, dit Charlot. Mais n'importe :

Il suffit que je parle
Le français, aussi bien que l'écrit Monsieur *Marle* (1).

Quelques jolis vers parodient le fameux : De ta suite, j'en suis !

Je m'attache à tes pas. et jamais chien de race
N'aura su, mieux que moi, suivre un lièvre à la trace ;
Oui, même en ton sommeil, nouveau sujet d'effroi,
Ainsi qu'un cauchemar je pèserai sur toi.
Dans l'ombre tu verras mes prunelles ardentes,
Comme ces vers luisants, émeraudes vivantes,
Que souvent les gamins mettent à leurs chapeaux...

Mais déjà les auteurs relèvent la pauvreté du sujet :

Je sors (dit Harnali)... Je ne sais trop ni pourquoi ni comment.
Dans la passe où je suis, il serait mieux peut-être
D'attendre mon rival, de me faire connaître,...
Oui, mais nos démêlés s'éclairciraient trop tôt ;
Allonger la courroie est peut-être un défaut ;
Mais il nous faut aller jusqu'à la catastrophe,
Et pour arriver là, nous avons peu d'étoffe.
Jamais tailleur adroit, quelques efforts qu'il fit,
Avec un quart de drap n'a pu faire un habit ;
Et jamais pâtissier, quelque soin qu'il y mette,
Ne fait d'un peu de pâte une énorme galette !

Passons à d'autres scènes. On sait qu'au second acte d'*Hernani*, don Carlos essaye d'enlever doña Sol. Il est contrecarré dans son projet par l'arrivée d'Hernani : celui-ci le provoque, mais le roi refuse de croiser son épée contre celle d'un séditeux. On

(1) Marle, grammairien à qui ses fantaisies orthographiques firent une heure de célébrité.

se rappelle cette belle scène, où vibre un accent tout cornélien :

Nous ! des duels avec vous ! Arrière ! Assassinez !

s'écrie don Carlos, méprisant et moqueur.

Hernani riposte :

..... Quand un roi m'insulte et par surcroît me raille,
Ma colère va haut et me monte à sa taille.....
Savez-vous quelle main vous étreint à cette heure ?
Ecoutez : votre père a fait mourir le mien,
Je vous hais. Vous avez pris mon titre et mon bien,
Je vous hais. Nous aimons tous deux la même femme,
Je vous hais, je vous hais — oh ! je te hais dans l'âme !

Dans *N, i, ni*, don Pathos, surpris par *N, i, ni*, dans la guinguette de Dégommé, refuse de se battre avec lui :

..... Un marchand patenté ne peut point
Avec un vagabond faire le coup de poing !

L'autre répond :

Quand un homme bien mis prétend me faire honte,
Aussi haut que son nez la moutarde me monte ;
Du fin fond de mon cœur je t'hais, je t'hais,
Je t'hais, je t'hais !

— C'est bon, je t'ai compris,

répond don Pathos, peu sensible à la rhétorique enflammée de son rival.

Un peu plus loin, la scène d'amour entre Hernani et doña Sol, si belle d'éloquence et de mouvement lyrique :

Viens ! oh ! viens dans mes bras !
Je reste, et resterai tant que tu le voudras....
Chante-moi quelque chant, comme parfois le soir
Tu m'en chantaïs, avec des pleurs dans ton œil noir !
Soyons heureux ! buvons ! car la coupe est remplie,
Car cette heure est à nous, et le reste est folie !

ces beaux accents, ce beau désordre (car s'il y a dans tout cela quelque confusion, quelque faiblesse d'expression même, le mouvement, la passion corrigent ces défauts) mettent en gaité les parodistes :

Il faut que je te dise encore une tirade....
Me voici, me voilà !... serre moi dans tes bras ;
Je parle et parlerai plus que tu ne voudras.
Ne pensons plus à rien. Viens, sur ce banc de pierre,
Des ruisseaux de tes yeux rafraîchir ma paupière.
Chante-moi quelques chants, comme parfois, l'hiver,
Tu m'en chantaïs, avec des pleurs dans ton œil vert !.. ..

Comparons *Harnali*. Harnali déclare à Charlot la haine qu'il lui porte :

Eh bien, oui, j'en conviens, oui, je vends des billets,
Je t'haïs ! chaque soir tu nous donnes la chasse ;
Je t'haïs, tu perçois cinq sous par chaque place ;
Je t'haïs ! je t'haïs ! Je ne veux pas te voir,
Je t'haïs le matin et je t'haïs le soir,
Soit que je reste assis, soit que je me promène ;
Je t'haïs le dimanche, et toute la semaine.

Comme d'usage, on relève ce qu'on estime être des invraisemblances, les choses mal expliquées. Harnali laisse partir Charlot :

Il me laisse partir, c'est un trait généreux,

dit celui-ci :

Quel est en ce moment le plus niais des deux ?

Et Harnali :

J'éprouve un embarras aussi grand que le vôtre :
Nous sommes, franchement, aussi sots l'un que l'autre.

Après Charlot, Harnali sort, laissant seul Quasifol.

..... Quoi! c'est ainsi qu'il prouve sa tendresse!
Avec tous ses discours, en plein vent il me laisse....
Ce garçon-là m'a l'air d'un faiseur de projets
Qui parle, parle encore, et qui n'agit jamais!.....

Le troisième acte de *Hernani* nous transporte au manoir de Ruy-Gomez. Le vieux seigneur donne l'hospitalité à Hernani, déguisé sous le costume d'un pèlerin, et cachant son nom. Il le laisse en compagnie de doña Sol; et quand le roi vient réclamer le bandit caché dans sa maison, il refuse de livrer son hôte, et prend à témoin ses ancêtres, dont les portraits décorent les murs de la salle; puis, détrompé sur le caractère de celui qu'il a sauvé, et qui n'est plus à ses yeux qu'un larron d'honneur, il le provoque; mais Hernani refuse de se battre; il veut avant tout se venger du roi; sa vie appartient néanmoins à Ruy-Gomez; — quand celui-ci le voudra, Hernani sera prêt à payer sa dette : il mourra; il lui donne en gage de sa parole le cor qu'il porte à la ceinture.

Certains détails de ce troisième acte ont paru invraisemblables à nos auteurs. Voici d'abord *N, i, ni* : la scène se passe dans une grande chambre de l'auberge tenue par le vieux traiteur Dégommé, déjà nommé, chambre ornée de portraits de famille grotesques, cela va de soi. Dégommé va se marier. *N, i, ni* paraît :

..... Que veux-tu ? — Qu'on m'héberge !
Je veux boire et manger gratis dans cette auberge !
— Montre-moi ton livret ! — Je m'en garderai bien !
— Au moins, dis-moi ton nom ! — Non ! vous n'en saurez rien !
— Alors, n'en parlons plus.

Il le laisse en compagnie de Parasol :

..... Tiens compagnie à ce jeune étranger,
dit-il à sa nièce,

Et qu'on ne vienne pas surtout les déranger.

Don Pathos survient, mais Dégommé ne supporte pas qu'on arrête chez lui un vagabond « sept fois condamné par défaut », c'est vrai, mais qui est « sa pratique ». Que diraient ses ancêtres, dont les nobles visages le contemplent ?

Vous y voyez d'abord Gaspard, grand cuisinier,
Cordon bleu, s'il en fut, puis le père Jérôme,
Pâtissier ambulant, puis ma tante Guillaume,
Matrone, sage-femme et revendeuse, — enfin
Mon aïeul, professeur d'escrime et de latin.
— Mon prisonnier!

— Mon oncle, ancien apothicaire ;
L'autre, de Charenton fut bibliothécaire...
Ce portrait qui n'est pas ressemblant, c'est le mien,
Tu dois le reconnaître!.... Et dans chaque boutique,
On dirait qu'aux mouchards j'ai livré ma pratique!

Il refuse de livrer son hôte. Mais celui-ci l'a outragé en osant lever les yeux sur sa pupille ; un tel affront ne peut être vengé que dans le sang. Il le provoque :
Allons !

Et l'amoureux :

.... Mais vous êtes trop vieux,
Ou moi je suis trop jeune ! Attendez, je m'engage
A me battre avec vous dès que j'aurai votre âge.

En garantie de cette promesse, il lui donne un petit cor de chasse : Le jour où tu voudras ma mort,

Viens à ma porte!... Sonne!
On dira que j'y suis — il n'y aura plus personne!

Passons au troisième tableau d'*Harnali*.

Harnali se présente chez Comilva, vêtu d'un mauvais manteau, tout déguenillé :

Mon cher, que voulez-vous ?

— Je suis dans la débîne ;

On m'a mis à la porte, hier, de mon garni.

Je viens loger chez vous.

Comilva, *d'un air satisfait* :

Très bien ! restez ici.

Et Jacquot, « le neveu du portier de Comilva », fait la réflexion suivante :

Au moins c'est un beau trait ; s'il n'est point raisonnable,
On ne saurait nier qu'il ne soit charitable.

Plus loin, Harnali, qui vient d'apprendre le mariage prochain de Comilva et de Quasifol, veut se faire arrêter. Comilva s'étonne :

Ah ça ! mon bon ami, tâchons de nous entendre ;

Si vous désirez tant de vous voir arrêté,

A quoi bon implorer mon hospitalité !

Il valait mieux aller au premier corps-de-garde.....

Plus loin, Comilva cache Harnali derrière un panneau mobile : mais le moyen n'est pas de l'invention de Hugo :

Entrez dans ce panneau.

— Ah ! bon ! merci ! je vois.....

C'est un panneau mouvant, comme dans *Henri Trois*. (1)

On critique la langue du poète : parmi les portraits que Comilva montre à Charlot se trouve celui d'une grand'tante :

(1) *Henri III*, la pièce bien connue de Dumas père.

Ici vous y voyez ma grand'tante Desloges ;
Elle exerça vingt ans comme ouvreuse de loges
Au Théâtre-Français, et laissa trois enfants
Qu'elle avait élevés avec les petits bancs :
On y jouait souvent et Corneille et Racine ;
On y parlait français (du moins je l'imagine).
Et le théâtre alors gagnait gros, Dieu merci !
Les temps sont bien changés..... et les pièces aussi !

Au quatrième acte de *Hernani*, nous sommes à Aix-la-Chapelle, dans les caveaux qui renferment le tombeau de Charlemagne. C'est là que don Carlos est venu attendre le résultat des délibérations du Collège électoral qui va faire de lui l'empereur d'Allemagne, ou le réduire à la royauté espagnole ; et c'est là aussi que sont réunis les conjurés de la Ligue sacro-sainte. On se rappelle l'éloquent monologue de don Carlos, les considérations politiques et morales que le lieu et sa propre situation lui inspirent. Il sera élu empereur, et dans l'enivrement du triomphe pardonnera à tous les conspirateurs, à Hernani, et lui cèdera doña Sol.

Auguste a tout appris, et veut tout oublier !

(Corneille, *Cinna*, V, 3.)

La parodie, elle (*N, i, ni*), commence par se demander si le changement de lieu ajoute à l'intérêt de l'action. Elle ne le pense pas.

Pour le décorateur, et sans que rien m'appelle,
Je viens à Saint-Denis, auprès de la Chapelle,

dit don Pathos (la scène se passe dans ce qu'on appelait les Carrières Saint-Denis). Le sort de don Pathos va se décider ; l'élection du chef des Dévotants est proche. C'est ce que nous apprend dans les

vers suivants un affidé du marchand de blanc d'Espagne :

Ton sort sera connu dans une heure au plus tard.
Si François est vainqueur, nous tirons un pétard.

Don Pathos répond :

Et trois pétards pour moi, je comprends l'artifice (1).
Travaillez l'élection, rendez-vous à l'office ;
Là-bas sont assemblés tous les corps de métiers,
Charpentiers, menuisiers, plâtriers, vitriers,
Payez un bon repas, à quinze sous par homme ;
L'argent ne tient à rien, pourvu que l'on me nomme.

Don Pathos reste seul. C'est le moment pour lui de tromper les longueurs de l'attente en méditant sur le sort de Carmagnole, ancien chef des Dévorants, dont il va prendre, il l'espère du moins, la place :

(1) Il va sans dire que les jeux de mots abondent dans les parodies. Dans *Tigresse-Mort-aux-Rats*, le personnage principal, Leduc (travestissant le duc de Ferrare de *Lucrèce*) est « marchand-épicier-droguiste-apothicaire » à Bagnolet, à l'enseigne « Au Grand Salomon ». Les amis de Cascaro (Gennaro) font sauter les trois dernières lettres, sur l'enseigne. Il reste : Au Grand Salo, Leduc, épicier, etc. Dans *Une répétition générale*, il est question d'un commerçant en papiers peints, marchand de *Bordures*. Un personnage de la pièce enlève le B. On voit ce qui reste.

A propos du « trèfle de fer rouge » dont le vieux Job, dans *Les Burgraves*, a marqué Barberousse, je lis dans *Les Hures Graves* de Dumanoir :

Jeté sur le carreau (il s'agit de Barberousse), sans lui percer le cœur
Au moyen d'une pique, on le marqua d'un trèfle.

Puisqu'on te nomme Alto, je vais t'arracher l'âme, s'écrie un personnage des *Hures Graves*. Et quand Asinus (Magnus) reconnaît la marque sur le bras de Vieille-Frimousse (Barberousse), écoutez-le :

Juste ciel ! Qu'ai-je vu ? Le trèfle ! Quel atout !

On pourrait multiplier ces exemples.

On se rappelle les vers célèbres de don Carlos :

Oh ! c'est un beau spectacle à ravir la pensée,
Que l'Europe ainsi faite et comme il l'a laissée !
(Charlemagne)
Un édifice, avec deux hommes au sommet,
Deux chefs élus, auxquels tout roi né se soumet !

Et plus bas :

L'univers ébloui contemple avec terreur
Ces deux moitiés de Dieu, le pape et l'empereur.
L'empereur ! l'empereur ! être empereur ! — O rage !
Ne pas l'être, et sentir son cœur plein de courage !

Citons quelques-uns des vers amphigouriques de
la première des deux parodies que nous sommes en
train de feuilleter :

Ah ! c'est un beau coup-d'œil à vous rendre insensé
Que le compagnonnage ainsi qu'il l'a laissé (1) :
Un grand échafaudage, une grande machine,
Avec un homme en haut qui commande et domine ;
Le peuple des gavots, en bas, crie et s'émeut,
Les autres sont de là, le chef veut ce qu'il veut !.....
Dévorant ! Dévorant ! Etre Dévorant ! Peste !
Ne pas l'être, et sentir un cœur dessous sa veste !.....
Par lui, tout au monde est, et sans lui rien n'est rien !.....
Comment sortir de là ! Nous n'en finirons pas !..... Etc., etc.

Don Pathos est élu chef des Dévorants ; *N, i, ni*
révèle sa condition. Ce n'est plus le

Grand maître d'Avis, né
Dans l'exil, fils proscrit d'un père assassiné,

C'est un ancien cocher, prévôt de salle d'armes,
etc., etc.

(1) *Il* désigne Carmagnole.

Don Pathos lui pardonne :

Ecoutez mon discours :

Je n'ai pas plus de fiel qu'un enfant de deux jours.
De tout ce que j'ai dit je ferai le contraire
Pour mieux prouver que j'ai le plus grand caractère !

Et il le reçoit *compagnon*.

Certains critiques, que la poésie et le symbole ne désarment point, ont fait semblant de croire que le cinquième acte de *Hernani* était superflu, et que le pardon accordé par l'empereur, à la fin du quatrième acte, dénouait suffisamment la situation. Ils voudraient nous priver de la délicieuse scène d'amour du cinquième acte, et des vers enchanteurs de doña Sol :

Tout s'est éteint, flambeaux et musique de fête !
Rien que la nuit et nous ! Félicité parfaite !
Dis, ne le crois-tu pas ? Sur nous, tout en dormant,
La nature à demi veille amoureusement.
La lune est seule aux cieux qui comme nous repose
Et respire avec nous l'air embaumé de rose !

Ils ne veulent pas reconnaître, ces cruels critiques, que la logique, d'accord ici avec l'esthétique dramatique, exige que les amoureux tombent soudain de leur rêve au moment même où ils touchaient au bonheur, et que la mort se présente à eux, sous la forme du vieillard animé de sa jalousie implacable.

Naturellement, le parodiste désapprouve le poète. A la fin du quatrième acte de *N, i, ni, un régisseur*, vêtu de noir, entre en scène, fait les trois saluts d'usage et prie les spectateurs qui se préparaient à sortir de vouloir bien rester à leur place : « Messieurs, l'administration vous supplie de rester ; vous avez

peut-être cru que la pièce était terminée, tout le monde l'aurait pensé comme vous, mais il y a encore un acte, pour le second et le vrai dénouement de l'ouvrage. »

Nous nous retrouvons à l'acte V, dans la salle de guinguette qu'on nous a déjà montrée : *N, i, ni* se marie. Le langage de Parasol, que charme la beauté du ciel, étonne le mari :

Nous allons donc, ma mie,
Faire toute la nuit un cours d'astronomie ?

Le vieux traître, Dégommé, survient ; Parasol lui dérobe les *pilules mortifères* qu'il a apportées pour son jeune rival. Celui-ci remarque que la pièce va finir comme un drame de Shakespeare :

Mourons comme Juliette et comme Roméo !

Il expire. L'action du poison est plus lente sur Parasol, ce qui suggère à Dégommé la remarque suivante :

La femme plus que l'homme est toujours coriace !

Passons aux deux derniers actes de *Harnali* : Et d'abord, le lieu de la scène :

Nous sommes hors barrières,
Sur la butte Montmartre, assez près des carrières,
Et dans l'un des caveaux d'un hospice vanté
Où les fous quelquefois vont chercher la santé.

C'est là que Charlot attend le moment d'être nommé *régisseur*.

C'est une belle place !..... Oh ! qui me dit tout bas :
Tu l'auras ! Je l'aurais ? Non, je ne l'aurai pas.
Tu l'auras, je te dis.... Laissez-moi donc tranquille ;
Non, je ne l'aurai pas ; mais pourtant, c'est facile. ...
Si je l'avais ! Crois-tu que je l'aie ?..... Il faut voir.

Et son compagnon Ricard :

Quand donc finira-t-il avec son verbe avoir !

Plus loin, Charlot rend à Harnali sa place de contrôleur, et l'invite à épouser Quasifol : alors, Harnali « galement et d'un air surpris » :

Tiens ! c'est particulier, ma haine qui s'en va !

QUASIFOL

Quoi ! ton affreux courroux, ta colère funeste !

HARNALI

Je viens de les quitter comme on quitte une veste !

Citons encore quelques vers du dénouement, où les auteurs nous disent leur sentiment sur la pièce qu'ils ont travestie : Quasifol va mourir.....

Il faut absolument que j'éprouve un accès
De délire..... il le faut..... c'est là qu'est mon succès.

HARNALI

Eh bien, dépêche-toi, fais vite ta folie.

QUASIFOL

Voilà que cela vient. Quelle étrange harmonie !
J'entends chez le voisin un bruit confus de voix !
Que de cris différents s'élèvent à la fois !
Admirable ! mauvais ! superbe ! ridicule !
Elevons des autels !.... donnons-lui la fêrle !
Son œuvre est un prodige !.... un long amphigouri
Qui semble procéder de Pindare..... et d'Odry..... (1)
Jamais de pareils vers, jamais les cors de chasse
Ne pourront sur la scène..... Ah ! messieurs, grâce ! grâce !
Et prions pour l'auteur ; avec quelques efforts,
La raison reviendra.. ..

(Elle tombe.)

HARNALI

Pour extirper les cors.

(1) Odry, acteur comique des *Variétés*, mort en 1853.

Ainsi finit la pièce, qui fut célèbre en son temps. Cette rapide analyse peut suffire à nous donner une idée des moyens employés par les parodistes : ils suivent pas à pas l'auteur qu'ils travestissent, et mettent toute leur application à faire ressortir ce qu'ils estiment être des défauts. C'est le seul intérêt de leurs productions qui, sans cela, pourraient paraître quelquefois d'une platitude écœurante, ou de simples folies. Mais, soit qu'ils touchent juste, soit qu'ils se trompent, leurs inventions burlesques recouvrent des jugements littéraires dont on peut toujours profiter, soit qu'on y souscrive, soit qu'on en appelle. Voyons donc ce que les auteurs de parodies trouvaient à reprendre dans les pièces de V. Hugo.



Et d'abord, on lui reprochait le peu de fertilité de son invention. Hugo, dit-on, imagine peu ; le plus souvent, il copie, emprunte à autrui les ressorts de l'action. Nous venons de voir que l'auteur d'*Harnali* contestait la nouveauté du moyen employé par don Carlos pour cacher sa présence dans la maison de Ruy-Gomez.

On va jusqu'à contester à l'écrivain la paternité de mots devenus plus ou moins célèbres. Dans la pièce de Dumersan qui a pour titre *Gothon du passage Delorme*, parodie de *Marion de Lorme*, on relève le mot du bouffon l'Angely : « Je vis par curiosité ».

Cette idée est jolie ; est-ce qu'elle est nouvelle ?

— Non, elle est de Mercier (1) et je me pare d'elle.

(1) Mercier (Louis-Sébastien), l'auteur du *Tableau de Paris*. 1740-1814. « Mercier, dans je ne sais quelle épître de sa vieillesse,

Et les auteurs d'ajouter en note : « Mercier disait : Je vis par curiosité, pour voir ce que deviendra Bonaparte ».

On sait que, dans *Marion de Lorme*, Didier, le héros du drame, pour échapper aux suites de son duel avec Saverny, s'engage dans une troupe de comédiens. C'est encore une invention bien ancienne, disent les auteurs de *Marionnette* :

.... C'est un incident de vieille comédie,
Qui n'est point assez neuf pour une parodie.

Un peu plus loin, dans la même pièce, Idiot (le Didier de la vraie *Marion*), trahi par sa maîtresse, veut à toute force se faire arrêter. On veut le détourner d'un parti si dangereux :

Vous n'avez donc jamais vu jouer *Hernani* ?
Malheureux ignorant !

— Attendez donc ; mais si !... .

Eh bien ? ne dit-il pas : Je veux que l'on m'arrête !
Il criait à tue-tête, et je crie à tue-tête.

Comme on le voit, on reproche ici au dramaturge le peu de variété de ses procédés. Même critique dans les *Buses Graves*, de Dupeuty et Lenglé, une des nombreuses parodies des *Burgraves*.

Dans le manoir du vieux Job, Magnus, le fils du Burgrave, a retourné, la face contre le mur, les portraits des ancêtres :

Je les ai retournés tous contre la muraille
Pour qu'ils ne puissent voir la honte de leurs fils !

Dans les *Buses Graves*, c'est le vieux *Lagobe* qui

a trouvé ce vers qu'il adressait à la nature ou à la Providence :

Laisse-moi vivre au moins par curiosité ! »

(Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, vol. XIV, l'abbé de Marolles.)

a commis cette impolitesse à l'égard de ses enfants. Les auteurs nous le montrent coiffé d'un bourrelet et vêtu comme un enfant en sevrage, sans oublier la bavette, le hochet et la crécelle ; on le blâme :

Et puis, dans *Hernani*, c'était le même effet !
— J'ai pensé, vu de dos, que l'on s'y méprendrait.



Ainsi donc V. Hugo imite les autres, invente peu, se répète. Mais quand il imagine, quelles invraisemblances ! quelles maladresses ! Comme les personnages, d'ailleurs peu naturels, sont peu conséquents avec eux-mêmes ! Quels artifices maladroits ! Pourquoi, se demande le parodiste des *Hures Graves*, Frédéric Barberousse, après avoir assiégé, pris et démoli un à un, pendant vingt ans, les châteaux du Rhin, n'a-t-il pas attaqué le burg qui lui avait donné asile pendant sa jeunesse ?

..... Parce qu'ici se trouvait sa maîtresse,
Et que, s'il fût venu, nous n'avions plus de pièce !

Critique injuste, d'ailleurs, car V. Hugo nous a prévenus, dans l'exposition du drame, que le père de Barberousse avait enjoint à son fils de ne se venger de son frère

« Que le jour où ce frère atteindrait ses cent ans, »

Dans un pot-pourri sans nom d'auteur qui a pour titre : *Fanfan le Troubadour à la représentation de Hernani*, je trouve les critiques suivantes, qui portent sur les principales situations du drame. Pourquoi,

au second acte d'*Hernani*, doña Sol s'échappe-t-elle si facilement de la maison de son oncle ?

Au portier-z-il faut croire
Qu'elle aura donné pourboire.

Pourquoi Hernani n'a-t-il pas tué le roi, quand il pouvait le faire ?

Hernani, qui sur le roi
Brûlait d'assouvir sa haine,
Maint'nant qu'il le peut sans peine,
Ne l' veut plus, je n' sais pourquoi.

Ruy-Gomez laisse seuls doña Sol et Hernani :

Il court, dans l' zèle qui l'enflamme,
Fermer les portes du donjon,
Laissant l' bandit avec sa femme.
Faut-il qu'un homm' soit cornichon !

Pourquoi la pièce ne finit-elle pas après le quatrième acte ?

L' rideau tombé, j' quittais ma place,
Quand j'entends dire à mon voisin :
Ceci, messieurs, n'est qu' la préface,
C'est le commenc'ment de la fin.
L'auteur s'est dit dans sa sagesse :
Tout doit s' compenser ici bas ;
Gnia deux dénouements dans ma pièce ;
C'est pour celles qui n'en ont pas.

Cette dernière critique se retrouve dans *N, i, ni*, nous l'avons vu plus haut, et dans *Oh! qu'nenni, ou le Mirliton fatal* :

Mais c'est là le plus beau, c'est là l'indéfini,
Lorsque tout est fini, que rien ne soit fini.

Voici qui est peut-être plus fin. On a pu penser que le second acte de *Marion de Lorme* était à peu près superflu, et que la discussion qui s'élève entre les officiers du régiment d'Anjou sur le mérite de Corneille, discussion si creuse au fond, nonobstant quelques vers amusants, était d'ailleurs purement oiseuse. C'est ce que nous font sentir les auteurs de *Gothon du passage Delorme*. Et voici comme :

Le rideau se lève sur le second acte, et l'on s'attend à voir paraître les acteurs ; mais non, c'est le lampiste qui s'avance sur la scène. Il annonce qu'il ne brûlera pas son huile pour si peu de chose :

Ma parole d'honneur, cet acte est inutile ;
Je ne crois pas pour lui devoir brûler mon huile.

Il analyse rapidement le second acte de *Marion de Lorme*, se moque en passant du personnage de Didier, *tristis Orestes*, type cher au poète, comme il l'était d'ailleurs à sa génération, raille les « enfants trouvés, les enfants de hasard » :

Le genre romantique est le genre bâtard....
De *Cromwell*, d'*Hernani*, que reste-t-il ? Molière !...
L'auteur aurait dû vivre au temps des grands auteurs ;
Il en aurait pris trois pour collaborateurs.
A son drame, je crois, c'eût été fort utile ;
Corneille eût fait le plan, Racine eût mis son style ;
Boileau se fût chargé d'épurer le français.

Il part, en annonçant qu'il va éclairer la scène pour le troisième acte. Une scène de ce troisième acte (j'entends du drame original) nous montre le vieux marquis de Nangis abimé dans la douleur que lui cause la mort de son neveu Saverny, tué en duel par Didier (du moins on le lui a fait croire). Il vient

s'asseoir sur un banc, reçoit les condoléances du lieutenant-criminel Laffemas, se lève et quitte la scène sans avoir prononcé une parole. Les auteurs de *Gothon* trouvent que son entrée et sa sortie ne sont pas suffisamment motivées :

Monsieur *De Profundis* (de Nangis) n'est pas très amusant,
Il vient pour ne rien dire.

— Eh ! c'est là le talent !

Arriver sans motif et sortir — dramatique,
Voilà de la douleur !

— J'ai trouvé ça comique.

— Sachez que le vieillard d'*Hernani* parlait trop.

— J'en conviens, mais l'excès en tout est un défaut.

Sentence banale, mais vraie, ajoutent les auteurs dans une note (car l'ouvrage, nous l'avons dit, est illustré de notes et remarques grammaticales et littéraires).

Plus sévères encore sont les auteurs de *Marionnette*. Et d'abord, la conversation littéraire des officiers : c'est un pur hors-d'œuvre :

Et je vous le prédis, vous verrez aux Français
Que quelque jour en scène on fera des beignets (1).
— De cet usage-là je craindrais fort les suites,
Car le public pourrait fournir les pommes cuites.

Mais que d'autres invraisemblances ! que d'outrages à la vérité !

L'auteur dans cette circonstance
Semble avoir un peu trop compté sur l'ignorance
De ce pauvre public. A chaque scène, il ment.
Quand, avec de l'histoire, on veut faire un roman,
Il faut tâcher au moins que chaque personnage
Ait un peu de lui-même, et parle son langage.

(1) On a bien fait quelque chose d'analogue depuis. On s'est complu à voir, dans l'*Ami Fritz*, d'Erckmann-Chatrian, M. Coque-
lin-Cadet savourer un potage de bisque authentique.

Mais Marion de Lorme, en femme à sentiment,
Suivant un va-nu-pieds qu'elle a pris pour amant !
Mais, du fils de Henri faire un royal Jocrisse !
Compter, pour être absous, sur les pleurs d'une actrice !

On reprochait ici à Hugo, comme on voit, de violer le bon sens et l'histoire pour procurer des *effets* à M^e Dorval. Mais n'est-il pas permis, n'a-t-il pas été permis de tout temps aux poètes dramatiques de ne viser qu'à frapper les sens et les esprits, et, pour atteindre ce but, de négliger l'ordinaire vérité ? Et le public, émerveillé et attendri, ne leur a-t-il pas toujours donné raison ? Cette critique, en vérité, passe les bornes. Le jour où l'histoire et la psychologie seront des sciences exactes, on aura le droit de reprocher à V. Hugo d'avoir peint Marion naïvement amoureuse, et Louis XIII faible et mélancolique.

Ces réserves faites, continuons à relever, dans la suite des parodies, les invraisemblances reprochées au poète.

On se rappelle la scène d'exposition de *Lucrèce Borgia*, la longue narration qui s'y trouve, narration nécessaire pour l'intelligence des scènes qui suivent. On s'en moque assez plaisamment dans *Tigresse-Mort-aux-Rats* :

Il n'y fait pas bien clair ;
C'est le cas de crier nos secrets en plein air.
Le bon sens trouvera cette idée un peu folle,
Mais le bon sens n'est pas de la nouvelle école. ...
..... C'était un soir, un soir qu'il faisait nuit ;
Au milieu de la mare, on entendit un bruit —
Un bruit — le bruit d'un corps qui tombe dans la boue,
Au sein de ces ruisseaux où le canard se joue.
On y trouve un ivrogne, on le retire en vain ;
Il avait pour jamais mis de l'eau dans son vin.

Ce vieux soulard était Jean-Mort-aux-Rats, le frère
De Tigresse, la femme à cet apothicaire,
Célèbre à Bagnolet par ses médicaments,
Comme sa femme l'est par ses nombreux amants.

Au second acte de *Lucrèce Borgia*, don Alphonse, mari de Lucrèce, a résolu de faire prendre du poison à Gennaro, qu'il croit l'amant de sa femme, alors qu'il est en réalité le fils de Lucrèce. Il donne ses ordres à son affidé Rustighello, entre dans des explications minutieuses. Il y a là trop de complications et de mystères, abus du style pittoresque, trop de tintamarre et de brouillamini, dirait *M. Jourdain*. C'est du moins ce que pensent les auteurs de la parodie. L'apothicaire Leduc donne ses instructions à Morphine, son domestique :

Dans la deuxième chambre, à l'étage second
Du troisième escalier du bâtiment du fond,
Tu trouveras d'abord une porte — petite —
Qui ne s'ouvre jamais. Tu presseras bien vite
Un bouton invisible ; un buffet paraîtra.
Sur la première planche — écoute bien cela —
Tu ne trouveras rien, et rien sur la deuxième,
Sur la troisième rien, rien sur la quatrième,
Mais, tout en haut, derrière une peau de lapin,
J'ai caché certain coffre..... apporte-le soudain.
Apprends que ce coffret vraiment extraordinaire
Renferme trois objets : deux flacons, un mystère.
Dedans le flacon blanc, c'est du kirch, ma foi, qui
N'est pas chien. Le second, c'est du jalap, et si
Tu veux perdre tes yeux, ton nez ou ton oreille,
Tu peux, homme bouché, déboucher la bouteille !



Non seulement les événements sont invraisemblables, mais les personnages ne sont pas d'accord

avec eux-mêmes. Au premier acte des *Burgraves*, le duc Job tient devant l'empereur le langage le plus noble et le plus fier. Puis, au second acte, il s'humilie devant lui : les auteurs des *Hues Graves* s'étonnent de ce changement :

Lui, fier au premier acte et grand comme Alexandre,
Il parle maintenant comme un père Cassandre.



Que faut-il conclure de ces emprunts, de ces hors-d'œuvre, de ces invraisemblances, de cette inconsistency des personnages ? Que l'auteur manquait d'invention dramatique. C'est ce que nous fait entendre un passage des *Buses Graves*. On sait que la deuxième partie des *Burgraves* débute par un monologue de Frédéric Barberousse. C'est un de ces grands tableaux d'histoire, tels que V. Hugo aime à les peindre ; mais le morceau est-il nécessaire à la pièce ? Les auteurs de la parodie ne le pensent pas :

J'ai bien envie
De vous parler d'histoire et de géographie :
Londre est sur la Tamise et Francfort sur le Mein ;
Anvers est sur l'Escaut, Cologne sur le Rhin ;
La Marne passe à Meaux, sans compter que Pontoise,
Comme le dit son nom, doit se trouver sur l'Oise.
La Méditerranée est assez loin de Pau ;
Lyon est sur le Rhône, et Turin sur le Pô, etc., etc.
..... D'avance on aurait pu couper ces fariboles,
Mais, manquant d'action, il fallait des paroles.

La longueur des tirades historiques est d'ailleurs souvent critiquée :

J'éprouve le besoin de parler très-longtemps,

dit un personnage des *Hures Graves*. Et, sur le modèle du tableau de l'Empire d'Allemagne, démembré, écartelé, il nous trace un tableau de Montmartre, tel que M. Thiers l'avait arrangé en 1843 :

Montmartre est fricassé, Montmartre est démembré;
Les ingénieurs civils l'ont bien défiguré;
Tiré des quatre coins comme une peau de martre,
Je vois avec douleur écarteler Montmartre.
Oui, Montmartre est sapé dans ses fondations.
Tout ça — pour bâtir les — fortifications ! (1)



C'est ensuite l'immoralité qu'on signale dans les pièces de V. Hugo. L'immoralité ! accusation contre laquelle le poète a toujours protesté avec la plus grande énergie !

Doña Sol aime un séditieux, un bandit, presque un assassin. Est-ce qu'il n'y a pas dans cette invention une injure à la morale, se demandent les auteurs d'*Oh ! Qu'Nenni !* Belle-Sole aime Oh ! Qu'Nenni ! dont le père contrebandier est mort au bagne de Toulon : « Un voleur ! (s'écrie la noble enfant, quand elle apprend la condition sociale de son amoureux.) Je t'aime !..... » Oh ! Qu'Nenni répond : « L'honneur est bien rococo..... la vertu est bien rococote..... au lieu qu'avec moi tu diras : J'ai pour amant un

(1) A propos d'allusions historiques, citons ces vers des *Buses Graves*, qui visent la guerre que l'Angleterre faisait alors au Céleste-Empire (guerre de l'opium) : Aubergine (Régina) a pris un narcotique que lui a administré Galimaфра (Guanhumara) :

Aurait-elle donc pris l'affreuse médecine
Que l'Angleterre a fait avaler à la Chine ?

monstre..... — Quel heureux avenir se prépare pour moi ! » murmure la timide Belle-Sole (1).

On connaît le rôle du lieutenant-criminel Laffemas dans *Marion de Lorme*. Il laissera échapper Didier, condamné à mort pour un duel, et aimé de Marion, si celle-ci consent à l'en récompenser. Faveurs pour faveur ! Voici comment s'exprime la *Gothon* de Dumersan, répondant au mouchard Chauchat, qui la poursuit et l'obsède :

Les hommes d'autrefois étaient plus délicats,
Car on était honnête en se rendant coupable,
Et le vice élégant peut encore être aimable.
Mais tu ne mets point d'art dans ta séduction,
Et ton langage est plat comme ton action.

Même satire dans la *Marionnette* de Duvert. Marionnette est une « jolie femme, vivant de son bien ». On la félicite sur la nouveauté de son personnage :

Eh bien ! j'en suis ravi ! C'est un état, ma reine,
Que nos anciens auteurs n'avaient pas mis en scène.
Je vois avec plaisir les immenses progrès
Que depuis l'an dernier l'art dramatique a faits.

Dans la même parodie, au cinquième acte, *Lavernas, commissaire de police sans aucune retenue avec*

(1) C'est ainsi que, dans une parodie, ou pour mieux dire une « édition tintamarresque » de *l'Homme qui rit*, par Touchatout (Paris, 1869), la duchesse Josiane, fille naturelle de Jacques II, exprime en ces termes son amour pour Gwynplaine, l'Homme qui rit :

« Mon Gwynplaine, que je te t'aime !..... comme c'est gentil d'être venu !..... quel bonheur !..... Je ne te croyais pas encore si repoussant ! Sais-tu, trésor, que tu es beaucoup plus affreux que Veuillot !..... Oh ! je t'en prie..... dis-moi que tu as commis quelque crime abominable !..... ça me fera plaisir !..... Je veux un amant horrible !..... Dis-moi que tu as collaboré au *Figaro* ! » etc.....

le sexe, dit l'auteur, courtise Marionnette : « Voulez vous ? veux-tu ? »

Voilà comme l'on dit au Théâtre-Français.

Marionnette répond :

Eh bien ! au Vaudeville,
Je ne veux pas, Monsieur, être plus difficile.
Venez donc, j'y consens, que tout soit pour le mieux !

Et Lavernas, en s'en allant :

Les mœurs font des progrès qui sont prodigieux !

On se moquait dans la même pièce de la mimique trop expressive de M^{me} Dorval, qui jouait Marion. Elle se jetait avec furie sur Didier (Bocage) :

Prenez donc garde à vous, vous me déshabillez !

dit à Marionnette le pauvre *Idiot (imbécile sans le sou, bavard et grand marcheur)*. Celle-ci s'exalte :

Ton âme est toute à moi ; me l'as-tu pas promise ?
— Ce n'est pas un motif pour me mettre en chemise !

Et l'on appréciait en ces termes la pantomime du Théâtre-Français :

Tout ce que je puis dire,
C'est que l'on croirait voir une femme en délire,
Qui tombe après six mois d'eau claire et de pain sec,
Sur les mains de Didier comme sur un beefsteack.

Si certaines scènes de *Marion de Lorme* ne sont pas morales, que dire des mœurs des personnages de *Lucrèce Borgia* ? On les apprécie en ces termes dans *Tigresse-Mort-aux-Rats* :

...Cet heureux chaos d'incestes, d'adultère,
Forme un piquant gâchis où le fils est le père,
Où le père est le fils, où grâce à ces exploits
La mère est fille et sœur, mère et tante à la fois !
— Voilà du neuf, du beau, comme je l'imagine ;
Tu n'en aurais pas fait, polisson de Racine !

Et plus bas, cette réflexion sur les poètes romantiques :

A croire ces messieurs, on ne voit dans les rues
Que des enfants trouvés et des filles perdues !

On sait le dénouement de *Lucrèce Borgia* : Gennaro poignarde Lucrèce, malgré ses éloquents prières. Celle-ci tombe en disant : Gennaro ! Je suis ta mère !

A la fin de *Tigresse-Mort-aux-Rats*, Cascaro va empoisonner Tigresse. Il pourrait la tuer d'un coup de poignard, mais c'est un moyen de vieille pièce. Il s'écrie :

Même avec tes enfants, tu ferais des bêtises,
Si les monstres avaient des enfants.....

(Cf. *Lucrèce Borgia*, act. I, part. I, sc. 7 : OLOFERNO : Inceste avec ses enfants si elle en avait ; mais le ciel en refuse aux monstres).

A ce moment, un personnage *qui est dans la salle*, M. Gigomard, bourgeois de Paris, fait entendre un violent coup de sifflet, et déclare que la scène est scandaleuse. Un autre personnage, un *dandy* (c'est le mot du temps) s'écrie : Assommez donc cette ganache-là. A quoi M. Gigomard répond très judicieusement que ce n'est point en les assommant qu'on dissuade les gens. Faut-il raconter la fin de la joyeuse satire ? C'est pure folie : M^{me} Gigomard

se trouve mal ; deux spectateurs la transportent de la salle sur la scène et la font asseoir dans le fauteuil que Tigresse occupait avant l'incident. Cascaro rentre à ce moment en scène, et prenant pour Tigresse l'honnête bourgeoise, il lui dit « en détournant la tête » :

Allons ! Madame ! Allons ! Avez ce breuvage !

M^{me} Gigomard le remercie et prend le poison. En même temps elle aperçoit Cascaro. A sa vue, elle se croit déjà morte ; mais on la rassure : elle n'a bu que de la limonade : « Les drogues de Messieurs les auteurs ne tuent que d'ennui ».

Dans une scène populaire amusante, à la manière d'Henri Monnier, *Marie Tudor racontée par M^{me} Pochet*, Victor Hugo est encore représenté comme une sorte d'anthropophage, ennemi de toutes les institutions.

La violence, dans les sentiments comme dans le langage, qu'il prête à la reine d'Angleterre peut d'ailleurs justifier cette appréciation des auteurs de *Marie, tu dors encore* et cette strophe, modelée sur un couplet de *La Fille de M^{me} Angot* :

Pas jolie,
Pas polie,
Avec sa voix de stentor,
Pas bégueule,
Forte en gueule.
V'là comme est Mari' Tudor !



Après le fond, c'est la forme qu'on attaque, c'est la langue et le style. La dureté, l'obscurité, l'incor-

rection sont les moindres défauts qu'on relève chez lui. Dans *Oh ! Qu' Nenni*, Belle-Sole interrompt son amoureux, en train d'exhaler sa haine contre Blaguinos, « neveu du greffier de M. le Maire, le scélérat qui fit mettre son père au violon ». Blaguinos l'avait pris sur le ton de Hernani, menaçant don Carlos :

Oui, de ta suite ! ô roi ! de ta suite !

Mais Belle-Sole :

... Assez ! assez ! c'est bien !

Voilà des chiens de vers auxquels on n'entend rien !

La force du style, son relief, son éclat laissent insensibles les parodistes, que dis-je ? excitent leur verve irrévérencieuse. La sombre Guanhumara des *Burgraves*, celle qui dit si énergiquement :

J'ai vécu soixante ans de ce qui fait mourir,

devenue Galimafrà dans *Les Buses Graves* de Dupeuty, raconte qu'elle a trainé bien longtemps,

Mangeant de la filasse, avalant des serpents,
Dévorant ma douleur et des lames de sabre !

Les grandes images dont s'émaille le style du poète sont travesties avec une verve impétueuse. Hugo dit du vieux Barberousse :

Sa barbe, d'or jadis, de neige maintenant,
Faisait trois fois le tour de la table de pierre.

Ces vers deviennent dans *Les Buses graves* :

Sa barbe, longue autant que les branches d'un arbre,
Faisait trois fois le tour d'un guéridon sans marbre.

Les auteurs de parodies vont plus loin : à les entendre, V. Hugo ignore la langue ! Un des cou-

plets du pot-pourri intitulé : *Fanfan le Troubadour*
à la représentation de *Hernani* est ainsi conçu :

Parbleu ! messieurs de la critique,
S'écrie alors un élégant,
Convenez qu' cet ouvrage unique
Pour le styl' n'a pas son pendant ;
Qu'il peint bien l'esprit, l' caractère
D' ces Espagnols fiers à l'excès.
Il est vrai, répond un gros père,
Qu'on n'y trouve rien de français.

Et les enjambements ! les hardiesses de coupe !
Dans *Harnali*, au cinquième *tableau*, au moment si
longtemps attendu où l'ex-contrôleur, marchand de
billets et Quasifol, nièce de Dégommé-Comilva, enfin
mariés, vont rester seuls après la noce, Comilva,
qui corne depuis une heure (aussi l'auteur a-t-il mis
pour sous-titre à la pièce : *La Contrainte par Cor*),
se présente devant *Harnali*, et le somme de tenir
son serment de mourir au premier ordre. Celui-ci
proteste :

Harnali, me voilà !

— Que voulez-vous ?

— Eh bien !

Tu ne m'entends donc pas corner depuis une heure ?

— Si fait, j'entendais bien.

(à part) Faut-il donc que je meure

Par procédé pour lui ?

(haut) Le jour de mon hymen?... .

Vous êtes bien pressé, remettez à demain.

— Quoi ! remettre à demain ! Tu voudrais donc que j'eusse

Trompette pour sa ma—jesté le roi de Prusse ?

Evidemment Auguste de Lauzanne, à moins que ce
soit Duvert, n'appréciait pas les délices du vers ter-
naire.

On trouve d'amusantes réflexions de ce genre

dans la *Gothon* de Dumersan et dans la *Marionnette* de Duvert, souvent nommé, parodies d'un goût un peu étroit, mais où abondent les vers francs et faciles à la manière de Regnard. On relève, dès les premières scènes de *Gothon*, les façons de parler de Didier :

Je vais mêler ma brume et ma nuit à son jour.

M^{lle} Gothon l'interrompt :

Je ne vous comprends pas ; seriez-vous romantique ?

Le nébuleux Crédier (Didier) multiplie les fautes de français et les fautes de prosodie, et les auteurs mettent ces incorrections, cela va de soi, sur le compte de la nouvelle école :

Je veux vous épouser !

— Cela ne se peut guère !

— Quoi ! tu refuses !

— Oui ! soyez plutôt mon frère.

— Ça n' fait pas l' même effet.....

L'hémistiche a deux syllabes de trop. Les auteurs nous avertissent, par une note, que ces élisions « proviennent de la passion. » Ils se moquent des archaïsmes, *seyez-vous* pour *asseyez-vous*, signalent l'omission du pronom personnel :

Père, mère, cousin, n'ai jamais rien connu, ,

dit Crédier (Didier) ; ils définissent M^{lle} Gothon :

C'est une demoiselle

Qui ne s'appartient pas et qui n'a rien à elle,

et ajoutent en note : Expression consacrée qui justifie le hiatus.

Le Didier de Hugo donne à Saverny son nom
roturier :

— Le nom dont on vous nomme,
Monsieur ?
— Didier,
— Didier de quoi ?
— Didier de rien.

Ce mot met nos auteurs en liesse :

Je suis Crédier.
— Après ?
— Non ; Crédier, sans après,

imitation (nous disent-ils dans une note) de *l'inimitable mot* : *Didier de rien*.

Ils raillent le : *Je suis vôtre, vieux style ronsardisé*, soulignent les sons durs, le style haché. Dans *Marion de Lorme*, Marion tente de fléchir Louis XIII et d'obtenir le pardon de Didier. La scène est pathétique, Marion est éloquente, et son style impétueux et désordonné marque bien le tumulte de ses sentiments. Dans la parodie, Gothon veut attendrir Vingt-quatre-francs, maire de Gisors, et fait le récit de la querelle que celui qu'elle nomme son cousin (comme Marion nommait Didier son frère) a eue avec « le Marquis. » La tirade bouffonne fait penser à certains vers du *Souper ridicule* de Régnier.

Ce garçon
Est doux, très caressant et surtout de bon ton.
Mais quelqu'un l'asticote ; on tire la savate ;
Il ne peut pas souffrir non plus que l'on le batte ;
Il reçoit la torgnole, il en rend deux ; alors
Tout naturellement il prend son homme au corps :
On lui casse le nez ; tout à coup son œil flambe,
A son maudit gamin il donne un croc-en-jambe ;
L'autre, perdant l'aplomb, tombe dans le ruisseau ;
Il appelle la garde et beugle comme un veau ;
Pour le faire cesser et finir son histoire,
Mon cousin, de son poing, lui casse la mâchoire.....

— Je ne suis qu'une femme ignorante en ceci,
Et je ne sais pas bien si ça se fait ainsi..... (1)

Le maire, Vingt-quatre-francs, ne se laisse pas toucher par ces harmonieux alexandrins; toutefois il répond galamment et dans le même style :

Ton rôle est bien joué, ton âme est dans ta bouche :
En toi tout est tentant, et dans ton ton tout touche !

Duvert n'est pas moins malicieux que Dumersan.
Idiot se présente devant Marionnette :

Je me disais, avant que d'achever ce pas
— Vous acheviez un pas ? Vous dansiez sur la porte ?

Elle n'est pas romantique, décidément ! L' amoureux lui raconte son histoire en empruntant les vers de V. Hugo :

Une femme
Vieille, et du peuple, ayant quelque pitié dans l'âme,
Me prit, fut ma nourrice et ma mère, en chrétien
M'éleva, puis mourut, me laissant tout son bien,
Neuf cents livres de rente à peu près, dont j'existe.

Marionnette pourpense :

Ce garçon a vraiment des mots qui sont à lui :
Dont j'existe !

Didier dit à Saverny (act. I, sc. 3) : Vous voilà hors d'affaire, allez votre chemin. La parodie fait la

(1) Cf. *Régnier* :

Quelle incongruité ! Vous mentez par les dents.
Mais vous ?..... Ainsi ces gens, à se picquer ardents,
S'en vindrent du parler à tic tac, torche, lorgne ;
Qui casse le museau ; qui son rival esborgne ;
Qui jette un pain, un plat, une assiette, un couteau ;
Qui pour une rondache empoigne un escabeau ;
L'un fait plus qu'il ne peut ; et l'autre plus qu'il n'ose.
(*Le Souper ridicule*, 376 sqq.).

remarque suivante (tout-à-fait injustifiée d'ailleurs) :

Aller étant un verbe neutre,
On ne dit pas : aller un chemin....



Tenons-nous en à ces quelques exemples. Après s'être moqué de la syntaxe du poète, on se moque de son style. V. Hugo est lyrique par dessus tout, et le lyrique vise au sublime. Or, le sublime est voisin du ridicule. Les parodistes ne l'ignorent pas, et, en suivant le poète dans sa voie, en poussant un peu plus loin que lui, en exagérant ses images, quelquefois en usant de rimes trop riches pour ne pas faire l'effet de calembours, ils aboutissent facilement au burlesque. Donnons quelques spécimens de leurs procédés. Voici comment *Fanfan le Troubadour* apprécie le monologue de don Carlos, méditant devant le tombeau de Charlemagne :

Dans un' tirade oùs qu'il dév'loppe
Tout un pompeux galimatias,
La bell' chos', dit-il, que l'Europe !
Deux homm's en haut ! les aut'... en bas !
Pati pata,
Enfin voilà !
C'est d'un tragique à fair' pouffer de rire.
Quel grand morceau !
Comme çà s'rait beau
Si l'on pouvait d'viner c' que çà veut dire !

Dans *Marion de Lorme*, le roi Louis XIII, confiant ses ennuis au duc de Bellegarde, se plaint d'être dominé par le Cardinal :

Moi, le premier de France, en être le dernier !
Je changerais mon sort au sort d'un braconnier !.....
Dérision ! cet homme au peuple me dérobe !
Comme on fait d'un enfant, il me met dans sa robe,
Et quand un passant dit : « Qu'est-ce donc que je voi
Dessous le cardinal ? » on répond : « C'est le roi ! »
— Puis, ce sont tous les jours quelques nouvelles listes,
Hier, des huguenots, aujourd'hui, des duellistes
Dont il lui faut la tête ! — Un duel ! le grand forfait !
Mais des têtes toujours ! — Qu'est-ce donc qu'il en fait ?

Que devient la tirade, dans *Gothon* ? Le maire de
Gisors se plaint d'être sous la domination de l'ad-
joint :

Je changerais mon sort au sort d'un savetier !
Et quand on dit : « Quelle est cette borne de pierre
Sur quoi l'adjoint s'assied ? » on répond : « C'est le maire ! »
S'il prend quelqu'un chez moi pour causer en secret,
C'est ma femme toujours ! Qu'est-ce donc qu'il en fait ?

Autre exemple, tiré de *Marionnette*. Dans la pièce
de Hugo, Didier déclare à Marion que le spectacle
du monde l'a rendu misanthrope :

Me voici, jeune encore, et pourtant
Vieux, et du monde las comme on l'est en sortant ;
Ne me heurtant à rien où je ne me déchire....

La métaphore excite une douce gaité chez les
auteurs de la parodie :

Je ne me heurte à rien où je ne me déchire !
Regardez mon habit, dans quel état il est.
Mon pauvre pantalon, et même mon gilet !

A quoi répond Marionnette, qui n'y va pas par
quatre chemins :

Un amoureux transi m'ennuie à l'infini,
Et vous êtes encor plus dindon qu'Hernani !

On connaît, dans *Ruy Blas*, le billet que le roi Charles II envoie à sa jeune femme, Maria de Neubourg :

Madame, il fait grand vent, et j'ai tué six loups.

Dans une des parodies inspirées par ce drame, celle qui est intitulée *Ruy Brac*, une jeune boulangère, *Reine* de son nom, a pour fiancé un certain *Leroy*, qui ne sait pas lire, et qui passe son temps à pêcher à la ligne. Il envoie à la jeune fille le billet doux suivant :

Le vent trouble les eaux, et je ne puis rien prendre.

Ruy Brac, qui a servi de secrétaire à Leroy, exprime en ces termes son amour à la jeune « Reine » :

Mon âme est une enclume

Où retentit sans cesse avec un bruit nouveau

L'espoir de m'élever jusqu'à votre niveau,

Et de pouvoir, ornant de roses votre vie,

Supplanter ce Leroy que je hais, que j'envie,

Car je pense, et ce mot ne peut paraître dur,

Que rien n'est imparfait comme votre futur !

Le passé, le présent se heurtent dans sa tête

Comme font les autans au fort d'une tempête, etc.

Le lyrisme de V. Hugo excite la verve des parodistes : ils s'en donnent à cœur joie ! *Les Burgraves* ont été pour eux une riche matière à exploiter. On se rappelle cette scène où Régina et Othert, l'ingénue et le jeune premier du drame, se confient mutuellement leurs peines. Régina est fiancée à Hatto, qu'elle hait. Mais ses jours sont comptés, et la mort va la soustraire à cette union, dont l'idée lui fait horreur. Othert l'oubliera. Celui-ci proteste éloquemment :

Mais pour vous je mourrais et je me damnerais !
Je ne vous aime pas !..... Régina, dis au prêtre
Qu'il n'aime pas son Dieu, dis au Toscan sans maître
Qu'il n'aime pas sa ville, au marin sur la mer
Qu'il n'aime pas l'aurore après les nuits d'hiver ;
Va trouver sur son banc le forçat las de vivre ;
Dis-lui qu'il n'aime pas la main qui le délivre,
Mais ne me dis jamais que je ne t'aime pas !

Comparons *Les Hures Graves*, pièce que les auteurs, Dumanoir, Siraudin et Clairville, appellent un trifouillis en vers... et contre *Les Burgraves*. Barberousse devient Vieille-Frimousse, âgé de deux cent cinquante ans ; Job est âgé de trois cents ans ; Magnus, son fils, se transforme en Asinus, âgé de cent sept ans ; Alto, fils d'Asinus, n'a que soixante ans. Régina, nièce du vieux Job, prend le nom de Loulou ; Guanhumara, la tragique bohémienne, la fille Corse qu'aimèrent autrefois, dans leur jeunesse, les deux frères, Barberousse et Job, devient Coinavieura, tireuse de cartes, âgée de deux cents ans seulement ; Othert, l'amoureux de Régina, et le fils du vieux Job, se voit défiguré en Gobelair, etc., etc. Or donc, Loulou doit épouser Alto, alors qu'elle aime Gobelair. Mais celui-ci proteste qu'il saura la défendre et la protéger :

Tant qu'Alto t'aimera, je serai contre Alto.
Ah ! dis au va-nu-pieds qu'il n'aime pas des bottes,
Au pochard endurci qu'il a peur des ribottes,
Au petit ramoneur qu'il n'aime pas un sou,
Au chien, qu'il craint les os, au chat, qu'il craint le mou,
Mais cesse de douter de mon amour extrême !

Guanhumara, nous le savons, a aimé, dans sa jeunesse, Barberousse ; victime de la jalousie du bur-

grave Job, elle a juré de se venger; ce serment, elle le tiendra, après quatre-vingts ans d'attente :

... Je suis le meurtre et je suis la vengeance;
Je vais, fantôme aveugle, au but marqué d'avance....

Dans la parodie, Coinavieura révèle ce noir secret au jeune homme (Gobelair) dont elle a fait l'instrument de sa haine :

Tiens! vois cette chemise,
Voilà quatre-vingts ans que blanche je l'ai mise;
Eh bien! j'ai fait serment de ne point en changer
Avant que sonne l'heure où je dois me venger.

— Je plains le blanchisseur, répond l'amoureux.
Coinavieura prétend sauver la fiancée de Gobelair, à l'aide d'un remède à elle :

COINAVIEURA.

Ce remède était sûr, je l'ai trouvé dans l'Inde.
Telle que tu me vois, mon ami, je suis d'Inde.
J'ai longtemps parcouru le monde.... j'ai longtemps,
Pour donner la colique à tous ses habitants,
De remèdes sacrés rempli mes catalogues;
Partout j'ai rencontré des simples et des drogues.
Mais tu sais que pour prix de mon médicament
J'ai reçu de ta bouche un horrible serment!
Viens, viens dans une cave à trois cents pieds sous terre!
C'est là qu'au clair de lune un grand coup doit se faire.

GOBELAIR.

La lune à trois cents pieds sous terre — c'est mentir!

COINAVIEURA.

La lune est une esclave et ne doit qu'obéir!
Dans cette cave enfin se trouve un vieux bonhomme,
C'est un vieux Fiasco que je veux qu'on assomme.
J'ai juré son trépas par l'enfer déchainé,
Par Satan, par ces murs, par mes yeux, par ton nez!
Je l'ai juré dessus ma vieille jarretière!

GOBELAIR.

Veux-tu me la montrer ?

COINAVIEURA.

Grand polisson, arrière !

Je l'ai juré, te dis-je, et je me vengerai !

GOBELAIR.

Quel est ce Fiasco ?

COINAVIEURA.

Je ne te le dirai

Que lorsque nous aurons accompli notre pacte.

GOBELAIR.

Pourquoi donc ce secret ?

COINAVIEURA.

C'est pour le dernier acte.

Les exemples de ce genre de parodie se pressent sous la plume. Le vieux Magnus se plaint que les nouvelles générations ne tiennent plus leurs serments. Les vers de Hugo sont magnifiques et comme coulés en bronze :

Jadis il en était

Des serments qu'on faisait dans la vieille Allemagne

Comme de nos habits de guerre et de campagne ;

Ils étaient en acier. — J'y songe avec orgueil. —

C'était chose solide et reluisante à l'œil,

Que l'on n'entamait point sans lutte et sans bataille,

A laquelle d'un homme on mesurait la taille,

Qu'un noble avait toujours présente à son chevet,

Et qui, même rouillée, était bonne et servait. Etc... .

L'image paraît excentrique aux parodistes :

Autrefois on croyait ce que disaient nos bouches ;

Nos paroles d'honneur ne paraissaient pas louches ;

Et nos anciens serments comme nos vieux habits

Duraient à tout jamais. Oui, le même mépris

Eût couvert le tailleur livrant une culotte
Fait de mauvais drap, de pure camelotte,
Et les Judas qui pour renier leurs serments
Eussent levé la main — à l'instar des Normands !
Aussi serments, habits chez nous duraient sans cesse ;
Jamais une reprise, un accroc, une pièce,
Et l'on n'entendait point crier à tous moments :
Marchands de vieux habits, marchands de faux serments !

Les Buses Graves, dont nous avons déjà parlé,
parodient comme il suit la belle scène finale des
Burgravès. Le vieux Lagobe (Job) va mourir, victime
de la haine de Galimafra (Guanhumara). La scène
est aux Buttes-Chaumont, dans une cave :

LAGOBE seul, assis.

J'ai peur de tout. J'ai peur de ce lumignon terne,
Qui, comme un champignon, brille dans ma lanterne.
Murs noirs, que cachez-vous sous vos sombres arceaux ?

GALIMAFRA passant sa tête à l'œil-de-bœuf.

Sots !

LAGOBE.

J'ai cru qu'on répondait..... Est-ce que je m'abuse ?

GALIMAFRA.

Buse !

LAGOBE.

Est-ce l'oiseau des nuits aux voûtes suspendu ?

GALIMAFRA

Pendu !

LAGOBE.

Est-ce la voix d'en haut qui, dans un temps profane....

GALIMAFRA.

Ane !

LAGOBE.

Vient effrayer César, Brutus et Tamerlan !

GALIMAFRA

Merlan !

LAGOBE.

Es-tu l'écho du Ciel ? Es-tu l'écho des Halles ?
Au lieu de m'agonir en phrases triviales,
Dis-moi comme aux Français le romantisme va !

GALIMAFRA.

Cahin ! cahin ! cahin ! cahin ! cahin ! caha !

On craint de fatiguer, à reproduire toutes ces folies.

Les parodistes eux-mêmes ont quelquefois honte de leurs inventions burlesques. Voici comment finissent ces *Hures Graves*, dont j'ai cité plus haut quelques vers :

N'avons-nous point agi comme des mécréants ?
Devions-nous, faibles nains, attaquer les géants ?
Et devions-nous enfin par une perfidie
De ces grands et beaux vers tenter la parodie ?
Et pourtant nul de nous, certes, ne s'en repent !
Si nous avons ici, semblables au serpent,
Brisé toutes nos dents à mordre sur la lime,
C'est que le ridicule est voisin du sublime,
Et le Palais-Royal du Théâtre-Français.

La pièce était représentée, en effet, sur le théâtre du Palais-Royal.

Citons encore, dans le même esprit, la fin des *Buses Graves*, jouées, celles-là, aux Variétés :

Nos vers sont un peu sans façon,
Mais cette critique indiscrete
N'enlève pas un seul fleuron
A la couronne du poète.

Faites en juges bienveillants
La part de notre parodie.
On travestit les grands talents,
Mais la France, dans tous les temps,
Sait faire la part du génie.

Pour un irrévérencieux parodiste, on ne saurait mieux finir, et ces derniers vers rachètent bien des impertinences et bien des injustices.



Toutes ces critiques de fond et de forme se trouvent assez plaisamment présentées dans la parodie qu'a inspirée *Angelo, tyran de Padoue*. Dupeuty et Duvert en sont les auteurs. Titre : *Cornaro, tyran pas doux*, traduction en quatre actes et en vers d'*Angelo*.

Les principaux personnages de cette pièce burlesque sont Cornaro (*Angelo*); Molleffo, poëlier-fumiste (*Rodolfo*); Psalmodi (*Homodéï*); Castorine, « vertueuse et adultère » (*Catarina*); Malaga, danseuse de corde (*la Tisbe*); Polichinella (*Reginella*); Cachné (*Dafne*), etc. La scène se passe à Paris, au jardin de Tivoli, puis chez Cornaro, puis chez Malaga.

Il est indispensable de se rappeler, pour goûter le sel plus ou moins attique de la parodie, les principaux évènements qui font le sujet d'*Angelo*. Le podestat de Padoue aime une comédienne, la Tisbe, et il est jaloux. Il a raison de l'être, car Tisbe aime un jeune capitaine, Rodolfo. Mais, si la Tisbe n'aime pas Angelo, Rodolfo n'aime pas la Tisbe. Il aime — en tout bien et tout honneur ! — une femme dont il ne connaît

pas la condition. Cette femme inconnue n'est autre que l'épouse du podestat, Catarina. Celle-ci, trahie par le sbire Homodéï, dont elle a autrefois repoussé l'amour, est surprise avec Rodolfo par son mari. Celui-ci veut faire mourir la femme qu'il croit coupable, mais il arrive au dernier moment que la Tisbe se dévoue pour elle, et meurt frappée de la main du jeune Rodolfo, qu'elle aimait. Pourquoi s'est-elle sacrifiée à Catarina ? C'est parce que la femme du podestat a sauvé, du temps qu'elle était jeune fille, la mère de la comédienne, pauvre chanteuse des rues, condamnée à la potence pour propos séditeux tenus contre la seigneurie de Venise. La pauvre bohémienne avait donné à la jeune fille un crucifix de cuivre, et Tisbe a trouvé ce crucifix dans la chambre de Catarina, devenue l'épouse du podestat de Padoue. Et c'est pourquoi, déçue dans l'amour qu'elle portait à Rodolfo, elle a sauvé Catarina au prix de sa vie.

Il y a beaucoup d'éloquence dans ce drame, comme aussi beaucoup de complications, de mystères. Les parodistes l'ont belle à en railler les machinations ténébreuses, et à tourner en déclamation la chaleur et la verve du poète. Voici ce que devient le drame, vu à travers les verres déformants de nos vaudevillistes.

Cornaro, homme farouche et crédule (comme ils le désignent), est amoureux d'une danseuse de corde du nom de Malaga ; il vient, pour la voir, au jardin de Tivoli. Malaga blâme cette conduite d'un homme marié ; elle le raille en même temps sur sa jalousie, et, de propos en propos, elle est amenée à lui racon-

ter son histoire, dans un style impétueux et décousu qui travestit la scène d'exposition du drame de Hugo. Sa mère, dit-elle, était une chanteuse des rues, munie de la plaque de la préfecture ; elle fut arrêtée par un gendarme, pour avoir chanté une chanson politique, et sauvée par une jeune fille,

Angé échappé du ciel,
Et tombé tout exprès sur le pont Saint-Michel,

La pauvre femme a donné à la jeune fille la plaque qu'elle portait, en témoignage de reconnaissance. Comme il faut que, dans le cours de l'action, Malaga soit de moitié dans la vengeance que Cornaro voudra tirer de sa femme infidèle, et qu'elle lui fournisse la liqueur que le malencontreux époux voudra faire prendre à Castorine, elle explique qu'elle possède deux élixirs, cadeau « d'un de ses anciens, de Dijon (Côte-d'Or), moutardier du Pape » :

L'un extrait de *Lucrèce*, et l'autre, de *Tudor* :
Le premier asphyxie, et l'autre vous endort...
— Donne-les moi !

— Pourquoi ?

— Pour tuer !! Je suis un

Tyran pas doux.

Quelques traits de cette comédie burlesque peuvent être des leçons littéraires. Il est question, dans *Angelo*, d'une clef, clef fameuse, bijou ciselé par Benvenuto Cellini, que le podestat porte suspendu à sa chaîne de cou, et qu'il cède à la Tisbe. C'est la clef de la chambre à coucher de Catarina. Cette petite clef, qui devient énorme dans la parodie (ainsi le veut l'esthétique du genre), Malaga s'en

empare, et, comme c'est une fille experte en procédés de théâtre, et qui connaît ses auteurs, elle s'écrie :

O Raoul Barbe-Bleue ! O *Gageure imprévue* (1)
Qu'au Théâtre-Français depuis longtemps j'ai vue !

On est frappé, quand on lit *Angelo*, des airs mystérieux qu'affectent les personnages, des complications superflues de l'intrigue, de cette horreur du naturel qui caractérise la dramaturgie du poète. Le mystère nous fait rire et nous moquer, dès qu'il ne nous effraie plus. Il y a là une limite que V. Hugo a trop souvent franchie pour ne pas nous mettre en défiance contre notre propre émotion. Trop d'issues cachées, trop de couloirs secrets ! Un personnage de *Cornaro* fait la remarque suivante :

Si les fenêtres
(Il s'agit des fenêtres du palais)
sont en nombre égal aux portes,
Les impositions doivent être bien fortes !

Nous voyons, au second acte de la parodie, la chambre à coucher de Castorine ; les murs sont partout percés de trappes imperceptibles, qui se referment d'elles-mêmes. Au moment où Cachné et Polichinella, qui viennent de faire le lit de leur maîtresse, se disent, pour se rassurer, qu'elles ont fermé toutes les issues, l'énigmatique Psalmodi descend du cintre, assis sur un banc sur lequel on lit : *Porte secrète !* Pourquoi cette singularité, ces allures extraordinaires ? Il répond (on reconnaîtra ici, sous le burlesque, les gestes et le langage du traître Homodéï) :

(1) *La Gageure imprévue* est une comédie en un acte de Sedaine, 1768.

Les chemins usités ne sont pas de mon goût :
Moi, je suis un lézard, un vrai passe-partout !
(d'un ton solennel)
Et le chat joue avec la souris. C'est sensible !

CACHNÉ, avec crainte.

Pardon ! votre langage est peu compréhensible !

PSALMODI, brusquement.

La souris et le chat ! Vous n'avez pas compris !
Je vous dis que le chat joue avec la souris,
Et que même parfois il la tue, il la croque.....

POLICHINELLA.

C'est peut-être fort beau, mais c'est un peu baroque.....
Que venez-vous parler de souris et de chats ?

PSALMODI.

Je comprends qu'en effet vous ne compreniez pas :
Je suis un sphinx vivant, un homme hiéroglyphe,
Et quand je ne dors pas, je fais du logogriphe ;
J'ai même l'habitude, et jamais je n'en ris,
De prendre pour sujet les chats et les souris,
C'est une idée. Allons, laissez-moi, mes commères ;
J'ai besoin d'être seul ; je veux parler d'affaires ;
Déalez promptement sans bruit et sans éclat,
Ainsi que deux souris fuyant devant un chat.

POLICHINELLA.

Allons-nous-en, Cachné, sa manie est fort triste.
Peut-être c'est un fou....

CACHNÉ bas à Polichinella.

C'est un naturaliste !

Dans *Angelo*, le shire Homodéï dénonce au podes-tat la présence de Rodolfo chez sa femme. Catarina s'aperçoit qu'elle est trahie ; elle enferme le jeune homme dans son oratoire, éteint le flambeau qui éclaire la pièce, quitte « sa robe de surtout », et, nouvelle Desdémone, se jette sur son lit. A ce mo-

ment, la porte s'ouvre; mais ce n'est pas le mari qui entre, c'est la Tisbe, une lampe à la main, pâle de jalousie et de haine. On se rappelle la scène entre les deux rivales, la diatribe contre « mesdames les grandes dames », dans le style du temps ! La comédienne appelle à grands cris Angelo. C'est à ce moment qu'elle aperçoit, fixé au mur au-dessus d'un prie-Dieu, le crucifix que sa mère a donné autrefois à Catarina jeune fille. On sait aussi le reste : Angelo survient; Tisbe l'amuse d'une histoire de voleurs, et tout finit bien pour le moment.

Ces scènes romanesques, pleines de mouvement et de tumulte, écrites d'un style qui, parmi ses qualités, compte surtout le pittoresque et l'éclat, ont assez plaisamment inspiré nos parodistes. Castorine et Molleffo sont ensemble; Castorine apprend qu'on l'a dénoncée; elle veut éteindre la chandelle qui éclaire la pièce; mais elle n'a pas d'éteignoir. Molleffo, de son côté, n'a pas de souffle (Malaga l'appelle quelque part un amant problématique), et se livre à d'inutiles efforts. Qui donc va éteindre la gênante chandelle ! Eh ! parbleu ! Le souffleur du théâtre ! Sur ces entrefaites, Malaga se présente, une chandelle à la main. Elle dit son fait à la vertueuse et malheureuse Castorine ; son style violent et vulgaire révolte la jeune femme :

Avez-vous donc vendu des harengs à la halle ?

Ici, Malaga reconnaît la plaque que Castorine tient de la mère de la danseuse. Elle est dès lors décidée à la sauver.

Cornaro survient. Il est coiffé d'un bonnet de

coton, porte un sabre de cavalerie, et, on l'a déjà deviné, tient, lui aussi, une chandelle à la main. Le voilà entre les deux femmes. Mais Malaga veut maintenant sauver Castorine ; il faut qu'elle explique sa présence à Cornaro. Elle est venue l'avertir d'un danger qu'il court :

Demain

Contre vous le parquet doit faire un coup de main !

— Ah bah !

— L'on doit saisir, et j'en suis consternée,

Ceux qui vont découvrir la Méditerranée !

En êtes-vous ?

— Qui ? Moi ? du tout ! Pas si gascon !

Pendant ce temps, Castorine a fait sortir Molleffo. On entend le bruit d'une porte cochère qui se ferme. Cornaro n'est pas tranquille :

Je suis floué,

Comme dit Frédéric (1) : ma femme est infidèle,

Je ne tiens pas l'amant, mais je tiens

Et il montre avec indignation la chandelle qu'il porte à la main (2).

Passons sur d'autres scènes plus ou moins bouffonnes. A l'acte suivant, Cornaro, enfin convaincu,

(1) Frédéric Lemaître, auteur, avec Saint-Amand et Antier, de *Robert Macaire*, pièce représentée en 1834 aux Folies-Dramatiques, et plusieurs fois reprise depuis cette époque. Frédéric Lemaître jouait le rôle de Robert Macaire. Ce n'est pas lui, c'est le faux baron de Wormspire qui prononce ces mots (acte III, 4^e tableau, sc. XVIII) au cours d'une partie d'écarté avec Robert Macaire. — *Robert Macaire* tient de la parodie aristophanesque.

(2) Dans *Tigresse-Mort-aux-Rats*, Leduc surprend Tigresse, qui contemple Cascaro endormi ; il sort en disant :

Je me doutais du coup ; j'ai voulu voir, j'ai vu.....

Partons ! Je suis content ! Me voilà convaincu !

veut faire prendre du poison à Castorine. Celle-ci ayant le mauvais goût de refuser, Cornaro sort et revient, une pièce de canon sur le dos et une mèche allumée à la main. Malaga de s'écrier :

Pour venger vos affronts prendre l'artillerie !

Et Cornaro :

C'est l'arme que je crois le plus près du génie !

Au dernier acte Molleffo, qui a perdu ses mollets par l'effet de la tristesse, car Castorine est morte, empoisonnée par un verre de champagne (elle doit ressusciter à la fin de la pièce), Molleffo, dis-je, vient tuer Malaga. Ici, nos auteurs se révoltent contre tant d'inventions pénibles et macabres, renouvelées des dramaturges anglais et allemands :

Eh ! qui donc m'a bâti les drames actuels,
Où les gens innocents sont toujours criminels,
Où l'absurde renaît, où le bon sens expire ;
Vous retournez Schiller, vous retapez Shakspeare !
S'ils pouvaient revenir, hélas ! des sombres bords,
Ils crieraient au voleur ! Vous détroussez les morts,
Malheureux ! et pour mieux déguiser leur dépouille,
Vous mettez hardiment du vernis sur la rouille !.....

Et plus bas :

Le meurtre et l'affreux suicide
Nous poursuivent partout de leur face livide :
Chatterton (1) s'empoisonne au lieu de travailler,
Et quelle est la morale, enfin ? Un escalier !
Escalier curieux, espèce de symbole.
Qui semble nous montrer comment l'art dégringole !

Racontons brièvement le dénouement de la comédie.

(1) *Chatterton*, d'Alf. de Vigny, a été représenté pour la première fois à la Comédie-Française le 12 février 1835.

Au moment où Molleffo va frapper Malaga de son poinçon d'ouvrier poëlier-fumiste, Castorine, que le verre de champagne qu'elle a pris a simplement grisée, se réveille; Malaga explique qu'elle a voulu sauver celle qui s'est un jour montrée bonne et charitable envers sa mère, et qu'à la drogue qui asphyxie, elle a substitué celle qui endort :

C'est moi qui l'ai grisée!

Moi-même, moi pour toi!

dit-elle à Molleffo.

— Toi pour moi!

— Vous pour lui!

— Moi! toi! vous! De pronoms quel déluge inoui! (1)

Cornaro revient; les parodistes se moquent par la bouche de Castorine et de Malaga de ce vieillard jaloux, parent « du vieux de *Marion* et du vieux d'*Hernani*. » Puis enfin, ce même Cornaro, qui se dédouble ici, demande aux commères leur opinion sur le drame du poète :

Enfin, résumons-nous, et, malgré vos malices,

Faut-il le voir, ce drame?

— Allez voir les actrices!

répond Malaga. On sait que ces actrices étaient M^{lle} Mars et M^{me} Dorval. Cornaro s'adresse alors au public :

Et vous aussi! Pourtant revenez dans ces lieux :

Parodistes hardis de talents gracieux,

Heureux si nous pouvons, effeuillant leur couronne,

Recueillir quelques-uns des braves qu'on leur donne!



(1) Cf. *Angelo* : *Rodolfo*. Catarina! tu vis, grand Dieu! par qui as-tu été sauvée? — *La Tisbe*. Par moi, pour toi! (*in fine*).

Résumons-nous aussi, comme dit Cornaro.

J'ai voulu faire connaître quelques-uns des parodistes de V. Hugo, un peu oubliés aujourd'hui, et ma tâche n'est pas de le défendre contre eux. D'ailleurs tant d'éloquence, un art pourvu de ressources variées, souvent merveilleuses, n'ont pas besoin d'avocat.

S'il me fallait pourtant donner mon opinion sur les théories dramatiques de V. Hugo. et sur les œuvres dans lesquelles il a essayé de les appliquer, sur sa prétention de mêler tous les genres, le tragique, le comique, le drame ; de faire entrer dans ses pièces, avec le lyrique et l'épique, la philosophie et l'histoire, je dirais que cette conception vaut bien, après tout, celle de la séparation des genres, qu'elle est peut-être plus conforme à la nature de l'esprit humain qui ne passe par l'analyse que pour arriver à la synthèse, et qu'en somme, c'est affaire au génie de réaliser cet idéal.

Mais les drames de V. Hugo sont loin, dira-t-on, d'offrir l'exemple du théâtre qu'il rêvait ! Ce ne sont tantôt que des mélodrames d'une rédaction supérieure ; tantôt que des tragédies classiques manquées, tantôt que des narrations épiques dialoguées. Eh bien ! voyons chacune de ses pièces comme des essais incomplets, des esquisses souvent admirables, d'œuvres impossibles à réaliser. Ses personnages historiques sont des portraits de convention : qu'importe, s'ils incarnent un sentiment vrai ? Il peint toujours le même homme, sensible à l'excès et misanthrope : mais il n'est pas le seul que l'existence du mal ait rendu pessimiste ! Je veux bien

que ses fictions ne soient pas toujours conformes à la réalité banale, que les intrigues qu'il invente soient peu naturelles; mais l'important n'est-il pas que notre imagination soit charmée, que nos cœurs soient émus?

Ce qu'on pourrait plutôt, si j'ose dire, reprocher à V. Hugo, c'est de s'être laissé entraver par l'histoire et par une psychologie plus ou moins sûre, c'est de ne pas s'être abandonné à l'unique fantaisie.

Telles qu'elles se présentent, ses œuvres de théâtre vivront par l'éloquence, par le merveilleux lyrisme du style, et on les lira, je pense, tant qu'on lira le français.

APPENDICE

J'ajoute ici, dans toute sa saveur, l'analyse des *Barbus Graves* donnée par M. A. Aderer dans *Le Temps*, du 23 février 1902.

Les « Barbus Graves »

Duvert et Lauzanne avaient parodié *Hernani* dans *Harnali* ou *La Contrainte par cor*. Cette fantaisie est restée célèbre. *Les Burgraves* furent parodiés également sous ce titre : *Les Barbus Graves*. Auteur, M. Paul Zéro, pseudonyme d'un jeune poète mort à l'âge de vingt ans, dont le nom est tout à fait ou-

blié (1). La brochure, vendue en 1843 aux bureaux de la *Revue de la Province*, est devenue presque introuvable.

Un exemplaire est tombé dans nos mains. Nous allons le feuilleter rapidement :

Dans une préface, qui vise à l'humour (2), l'auteur pose ces prémisses : « Il y a pour le moment trois générations littéraires vivant de front : 1° les vieux qui ont écrit autrefois, chacun selon son génie et à propos de qui leurs imitateurs ont commencé la lutte ; 2° les imitateurs encore vaillants, mais déjà moins sincères, car ils n'ont pas eu tout à créer ; 3° les écoliers qui n'ont eu qu'à récolter et qui sont pour cela sans foi et sans force. Puis enfin, — car il y a toujours une aurore en train partout, — la nouvelle génération qui se fraye, et que la lutte avec les jeunes aujourd'hui fixés obligera à se faire originale et à recommencer le cercle. »

Cela dit, voici le sujet qu'il se propose : « saisir dans une tranche du présent le nœud où se rencontrent juxtaposées les trois générations littéraires ; les transporter dans un drame avec leur vie parallèle et conséquente à l'âge de chacun ; montrer vivants et confrontés veilles et lendemains, élans et chutes ; personnifier en l'aïeul l'usurpation, qui a dû être violente, mais qui pour cela est restée sincère ; en son fils, la transition d'une génération à l'autre, déjà un peu gâtée par sa position plus héritée que

(1) J'ai lu quelque part qu'il s'appelait Paul Garnier, et qu'il était un grand ami d'Auguste Vacquerie.

(2) Et qui travestit par endroits certaines préfaces ambitieuses de V. Hugo et en particulier la préface des *Burgraves*.

conquise ; en ses petits-fils enfin, la complète démoralisation des gens *arrivés*, leur palinodie envers les doctrines qui les ont assis, leur mépris de la jeunesse accueillie autrefois avec transport par ceux qui installaient le principe, l'indifférence aux systèmes qui étaient la foi de l'aïeul ; la répression même et l'expulsion des jeunes aventuriers qui voudraient marcher sur leurs traces et monter l'échelle après eux. En un mot, les *barbus* devenus *graves*. »

Voilà le sujet, que la liste des personnages éclaircit :

PERSONNAGES

		MM.
Job.....	Vieux	{ Victor Hugo.
Magnus.....		
Un jeune homme ...		Alexandre Dumas
Hatto.....		
Gorlois.....		Ponsard
Gerhard de Thuringe		P. Foucher
Gilissa.....	Jeunes	{ Vacquerie
Platon.....		
Giannilaro.....	Burgraves	{ Th. Gautier
Lupus.....		
Cadwalla... ..		
Darius.....		
Othert.....		
Régina.....		{ George Sand
Guanhumara.....		
		{ Sainte-Beuve
		{ Jules Janin
		{ Méry
		{ Thomas Corneille.
		{ Flourens
		{ Luc
		{ Virginie, tragédie
		{ en 5 actes.
		{ Mlle Maxime

Esclaves malcontents

Le premier acte se passe au n° 6 de la place Royale.
Les barbus festoient, pendant que les imberbes
« maronnent », et que le père et l'aïeul

Contemplant, seuls et loin d'ès rires triomphants,
Leurs écrits, moins hideux encor que leurs enfants.

Les imberbes prétendent que Racine va ressusciter. Barbus et imberbes s'éloignent. Luc, jeune poète, s'entretient tendrement avec Virginie, tragédie en cinq actes : tel, dans *Les Burgraves*, Othert avec Regina. La terrible M^{lle} Maxime (1), l'actrice au fameux procès, intervient, comme la farouche Guanhumara : elle promet la vie à Virginie. Les jeunes barbus apparaissent. Méry chante :

Racine est froid, ma barbe est forte.
Tous les lecteurs sont des goujons !
Çà, qu'on apporte
Du veau, mangeons !

Tout à coup, la porte s'ouvre. « On voit, sur les degrés d'un escalier, apparaître deux vieillards, l'un âgé d'un peu plus de trente-six ans, cheveux crépus, face de mulâtre, vêtu d'un paletot de peau d'ours et appuyé sur un énorme bâton de pèlerin ; l'autre, beaucoup plus vieux, presque tout à fait chauve, en habit à la française brodé de vert. On porte sur des coussins leurs plumes qui sont grandes comme des plumes de paon ou d'autruche. »

Ces deux vieillards ne sont autres que Victor Hugo et Alexandre Dumas, qui gourmandent les jeunes barbus.

FOUCHER bas à Gautier

L'âge leur a troublé l'esprit.

VACQUERIE bas à Méry et lui montrant Foucher

Un jour mon père

Sera comme eux et moi je serai comme lui.

(1) M^{lle} Maxime, pensionnaire du Théâtre-Français, avait été chargée du rôle de Guanhumara. Puis V. Hugo la pria de se dessaisir du rôle. Elle refusa ; il y eut un procès, qu'elle perdit.

On annonce un jeune homme. Les jeunes barbus veulent le chasser. Victor Hugo ordonne à Vacquerie d'aller quérir l'écolier, qui est bientôt amené.

HUGO

Soyez le bien venu, maître. C'est moi qu'on nomme
Victor Hugo.

montrant Dumas

Voici mon fils à mes genoux.

montrant Foucher, Vacquerie et les autres

Et les fils de mon fils, tous plus bêtes que nous.

Le jeune homme remercie les « vieux » de leur accueil : il ne se fait point connaître.

Au deuxième acte, le jeune homme, qui n'est autre que Ponsard, médite un grand coup.

Oui, je veux dans leur style implanter jusqu'au cou
Ma tragédie, ainsi qu'en leurs murs ma personne.
Viens bondir en plein drame, ô classique amazone ;
Assez et trop longtemps le Victor nous traqua ;
Il a même à Racine osé dire Raca !

Tandis qu'il songe à sa machination, quelques scènes se déroulent entre Luc, Virginie, M^{lle} Maxime et Victor Hugo. Le jeune homme réapparaît au milieu des jeunes barbus, qui le questionnent. Ils croient reconnaître en lui Racine ; c'est Racine en effet, qui ressuscite selon la prophétie dévoilée par les imberbes et qui les invective tous : tel Barberousse dans le burg.

Il leur dit :

Ah ! vous osez parler des pères ! Mais les vôtres,
Les vôtres, s'ils n'étaient pas des cygnes en arts,
Étaient aigles au moins ; vous êtes des canards.

Les jeunes barbus se révoltent. Victor Hugo les

calme. « Les tragiques, leur dit-il à peu près, reviennent. Il est temps de dormir. Dormons ! » Tout le monde s'endort : le jeune homme avoue à Hugo qu'il n'est point Racine, mais seulement... Ponsard.

Le troisième et dernier acte se passe dans une cave. Victor Hugo, seul, se montre inquiet. Racine et Ponsard l'ont troublé. M^{lle} Maxime vient retrouver Hugo. Elle le menace de faire siffler et éreinter *Virginie*, la pièce en cinq actes de son petit-fils bien aimé, le poète Luc. Elle le laisse ensuite avec ce même Luc. Hugo supplie le jeune homme de le noyer dans son encrier. Au moment où Luc va commettre ce crime, Racine (ou Ponsard) se montre de nouveau. Hugo tombe à ses pieds.

HUGO

Je suis à tes genoux !

Punis-moi ! Venge-toi !

RACINE

Mon frère, embrassons-nous !

Qu'a-t on de mieux à faire aux portes de la tombe ?

Voilà la parodie, toute littéraire, peu gaie, en somme, et qui ne vaut guère que par les noms des personnages qu'elle met en scène.

Cependant, de-ci de-là, quelques vers bien frappés se remarquent. Tel le récit imité de celui qui ouvre *Les Burgraves* et que vous vous rappelez :

Un lieu lugubre, Hermann, un endroit redouté....

Etc. . . .

Le récit de la parodie, fait par un imberbe, nous dit l'aventure de Joseph Delorme (Sainte-Beuve) dans l'Académie française :

Un lieu lugubre, amis, un lieu de morts peuplé.
Un essaim de Barbus, tragique, échevelé,
Tourne éternellement autour du vieux Parnasse.
Leurs bâillements affreux, quand l'ennui les menace,
Font tuir jusqu'au zénith l'air tremblant d'être bu !
De l'eau claire, du bec d'un lion non barbu
Qui devant ce palais éternellement pose,
Tombait comme un discours d'académique prose.
Un dôme à nos dormeurs servait de couvre-chef.
C'est là que sans frémir s'aventura Joseph
Delorme. Il marchait donc, parmi ces morts célèbres,
Tandis qu'un jour funèbre éclairait les ténèbres.
Soudain sur une estrade au fond de ce dortoir,
Il vit dans l'ombre assis dans un grand fauteuil noir
Laissant trainer — perdu dans des rêves honnêtes, —
Son Montyon à droite, à gauche ses lunettes.
Un vieillard imposant, d'habit vert accoutré,
Ceint du glaive, vêtu de perruque et poudré.
Sur un bureau que lave et creuse sa roupie
Ce vieux s'accoudait.. ..

Joseph Delorme, qui pâlit devant le vieillard,
reconnait bientôt en lui l'académicien de Jouy.

Il portait gravement la main à sa perruque.
Le rêve qui troublait cette boule caduque,
Dieu le sait.

UN IMBERBE

Est-ce tout ?

UN IMBERBE

Non écoutez encor.

Aux pas du preux Joseph dans ce séjour de mort,
Le vieux s'est réveillé ; sa bouche blanche et hâve
S'est dressée, et fixant sur Delorme un œil cave,
Il a dit, en toussant à coups réitérés :
— Ecolier, les Barbus se sont-ils retirés ?
Le preux Joseph Delorme a répondu : « Non, maître. »
A ce mot, le vieillard a, sans autre hexamètre,
Repenché son front, et, Joseph, grattant le sien,
A vu se rendormir l'Académicien.

Ce morceau est le mieux venu, peut-être, de la parodie. Il est plaisant de le comparer au récit original des *Burgraves*. On y retrouve comme un écho — bien affaibli — des batailles des classiques, des romantiques et de l'école du bon sens.

Je suis loin d'avoir épuisé l'analyse de tous ces pastiches comiques. Je rappelle, pour terminer, l'amusant *Carlos s'amuse*, de M. E. P. Lafargue, illustré par M. L. Métivet, paru dans *Le Rire* du 1^{er} mars 1902. En voici quelques vers ; Charlemagne trouve que Carlos parle trop :

CARLOS

Versez-moi dans le cœur du fond de ce tombeau
Quelque chose de grand, de sublime et de beau.

CHARLEMAGNE

Verser du grand, du beau ! De vrai tu me renverses !
Quand pourrais-je verser, c'est toi seul qui converses !
Ah ! ferme, pour Dieu, ferme et laisse les discours ;
Ce métier-là ne va qu'aux bêtes à concours.
Songe que le premier de chaque rhétorique,
Tous les ans, vient m'offrir en un toast historique,
Un monologue très fâcheux, mais bien senti.
Que veux-tu ? J'ai fini par prendre mon parti ;
Ma réputation est faite : « Charlemagne,
Le patron des laïus et du mauvais champagne ! »

FIN

EN PREMIÈRE CLASSE

Après les conteurs d'autrefois,
Faire un conte est chose hardie.
Tout aussitôt je m'aperçois
Que j'ai promis, à l'étourdie.
Un conte. Mais c'est évoquer
Tant de récits légers, de riantes pensées,
Que nos pères, gaiement, et sans alambiquer,
Savaient aux époques passées
Assaisonner de sel gaulois ;
C'est ressusciter tant d'exploits,
Qu'en ces jours de chanteurs félibres,
On n'ose guère, en vers très libres,
S'exprimer,
Ni rimer.

Quitte à faire triste figure,
J'ai promis, il me faut tenir ;
Mais il fallait vous prémunir.

De Messire Claude en sa cure,
Grassement prébendé, voire presque doyen,
Et de Gros-Jean, son paroissien,
Voici l'histoire : sous silence,
Je passe le nom du canton,
Où vivait avec opulence
En dépit du qu'en dira-t-on,
Et confit dans sa somnolence,
Notre curé du bon vieux temps ;
Le nom ne fait rien à l'affaire,
C'était un des plus importants.
Et notre homme était, dans sa sphère,

Un personnage ; grand et fort,
Il représentait. Sans effort,
Malgré son amour du bien-être,
Il eût pu, pendant quinze jours,
Jeûner sans qu'on y vit paraître ;
Bon vivant du reste et bon prêtre,
Fort aimé dans les alentours,
Il était assez populaire,
Ne s'occupant de son prochain
Que ce qu'il en faut pour lui plaire ;
N'est-ce pas la pierre angulaire
Où l'on juge son chapelain ?
Enfin, de France et de Navarre,
C'eût été le roi des pasteurs,
Si de malveillants rapporteurs
N'eussent dit qu'il était avare.
Point ne citerai mes auteurs ;
Il cotait haut ses patenôtres,
Et thésaurisait ses gros sous . . .
Était-ce pour lui, pour les autres ?
Je ne sais, mais je l'en absous,
(Car ce n'était point un vampire)
Si de son temps, comme aujourd'hui,
Le paysan aimait à rire
De celui qui rend « à autrui »

Le bien pour le pire.

Notre abbé s'en riait, rions-en comme lui.

Quant à Gros-Jean, c'est autre affaire :
Bien portant et haut en couleur,
Fort à son aise et beau parleur,
Un luron plein de savoir-faire,
Bon garçon et pas querelleur :
Aussi les filles du village,
Quant il passait, baissaient les yeux,

Mais glissaient sous leurs cils soyeux
De longs regards dans son sillage,
Murmurant en catimini :
N . . i . . ni — c'est égal, après lui, c'est fini,
C'est un drille !

Le matin en passant l'étrille
Sur son bidet au poil luisant,
Jean riait en montrant sa croupe,
Et disait : de toute la troupe
Des filles qu'on trouve à présent,
Malgré tous leurs paniers, je gage
Qu'il n'en est pas, friponne ou sage,
Capable d'en montrer autant !
Je ne me marierai pourtant,
Que si je trouve un jour, brune, blonde ou vermeille
Culotte pareille,
Pour mettre en paire avec, et atteler à deux !
Bien que rester garçon soit toujours hasardeux,
Je veux que le diable m'emporte
Si jamais un sauret me prend en ses réseaux.
Lors un dimanche, sur sa porte,
Que Gros-Jean baillait aux oiseaux
La tête lourde et le cœur inquiet,
Au râtelier vide sa bête,
Mise à l'attache s'ennuyait.
(Pardon, un cheval, lui, s'embête,
Quand l'ennui le ronge en secret).
Aussi la bête en son retrait
D'un coup de collier rompt sa longe
Et s'enfuit tout en gambadant ;
Elle galope, elle s'allonge !
Et patatant, et patatant . . .
Son lourd sabot frappe, étincelle.
Jean, tu peux courir après elle,

L'aura ! pas L'aura ! L'aura pas !
Criaient tout le village assemblé sur le pas
Des maisons d'alentour. Et Gros-Jean riait jaune,
Après avoir couru, d'être resté béjaune

Comme devant,
Vexé, lui le faraud, qui se moquait des autres,
De les voir à leur tour, en amis bons apôtres,
S'esclaffer en l'apercevant ;
Si bien que Gros-Jean en colère,
Pour faire cesser les lazzis,
Laissant là tous les gens saisis
Les envoya faire lanlaire
Et s'en revint vers la maison
Tout grognant : mais mieux vaut taire l'oraison,
Qu'en passant près de la fontaine
Jean murmurait entre ses dents.

Soudain une clameur lointaine
De rires et de cris stridents
Vint frapper son oreille.
Il se pose... il attend...
Eh ! fit-il à merveille.
Je veux être pendu, si le trot qu'on entend
N'est pas celui de la Cocotte,
Tiens ! La voilà, parbleu ! Mais qui donc est dessus ?
J'aperçois une cotte
Qui se trémousse, doux Jésus,
Comme si c'était son affaire !
Ce n'est pas notre maréchal,
Il est sec comme un fil d'archal.
C'est une fille, arrête ! Oh ! Oh ! Quel hémisphère !
Avec ce poids au dos, Cocotte a bien raison
De ne pas trop muser en route ;
Vite ! . ils seront tous deux, bien avant moi, sans doute,
Arrivés devant la maison :

Suivons-les. Mais quelle carrure
A ce cavalier d'aventure.
Au concours, soit dit sans mépris,
Cocotte n'aurait pas le prix.
Ouais ! c'est peut-être une imposture ?
Non. Ça colle à plat, c'est nature !
Avec des reins pareils, on doit travailler dur
Si l'on n'est pas feignante. . . au bal, comme à l'ouvrage !
Pour sûr,
On la mettrait au labourage
Avec un harnais bien propre.
Qu'elle ferait rude besogne
Sans manger autant qu'un bidet !
Mais en approchant. . . l'on dirait
Que c'est la fille au vieux Jasogne
Le métayer du Val-Percy,
C'est la Margot, qu'on dit si brave,
Elle a du bien. . . ça devient grave !
— Damoiselle, bien des merci
Pour tenir à bidet, la belle, à vous la pomme
Car, sans vous faire compliment,
● Vous allez au trot comme un homme ;
Entrez reposer un moment.
Descendez. Là, c'est fait. Et dites-moi comment
Vous avez rattrapé Cocotte ?
Mais avant, faut que je tricote
Un peu les reins à l'animal.
— Ah ! sieur Jean, dit Margot, ne lui faites pas mal,
Ou bien j'appelle à la rescousse ;
Fi ! battre une bête si douce :
Elle a tout trotinant
Enfilé notre cour de ferme.
Je l'ai flattée en la prenant,
J'ai sauté dessus tenant ferme,
Elle m'a conduit jusqu'ici,

Car je ne savais, Dieu merci,
A qui je ramenait la bête . .
Entrer chez vous! . . . non, non, ce serait déshonnête,
En dirait-on, mon Dieu! Mais je veux pour loyer
Que vous me promettiez de la laisser tranquille.
— Suffit, la Demoiselle, je m'en vais la loyer
Dans son étable, c'est facile!
Je veux même la festoyer
S'il n'en faut pas plus pour vous plaire ;
Et je vais lui quérir au tronc,
Un picotin supplémentaire
Pour vos beaux yeux . . . mais entrez donc?
— Il ne sert d'en dire plus long,
Riposta Margot, jamais fille
Gentille,
N'entre au logis comme cettuy
Sans avoir passé par l'église,
A moins de faire grand'sottise ;
Et ce n'est pas pour aujourd'hui,
Ne vous défrise.
— Alors, dit Jean, voulez-vous pour demain?
— Eh! fit Margot, devenant toute rose,
Puisque j'ai dit, vous savez le chemin!
Mais je glose
Et vous allez me croire une tête à l'évent,
Bien le bonjour, sieur Jean . . . et servante à Cocotte.

Le lendemain, le jour suivant,
Gros-Jean n'est plus gai comme avant ;
Car un doux penser l'asticote :
Si bien qu'à quelque temps de là,
Avec Margot il s'en alla
Frapper à l'huis du presbytère.
Comme à la porte de Cythère :
L'optique du désir embellit les contours.

Rien qu'à les voir, messire Claude
N'eut pas besoin de longs discours ;
— On vient demander mon concours,
Dit-il, je vois Margot, les yeux bas, qui ravaude
De ses doigts sous son tablier,
Il n'est pas besoin qu'on caquette !
Et Gros-Jean qui cherche à plier
La visière de sa casquette,
C'est un signe de conjungo ;
Te voilà donc, célibataire
Endurci, pris du vertigo ?
Apprends qu'il faut savoir se taire,
Et qu'il ne faut jamais jurer
De ne pas boire à la fontaine ;
Mais cela vaut mieux que virer
A gauche, et courir pretentaine ;
C'est hymen à mon gré, nous le ferons pimpant,
Lorsque je suis content, il faut que rien ne cloche.
Ça, quel jour ? vous faut-il la cloche,
Le Poêle, le Chœur, le Serpent ?
— Monsieur notre Curé, vous savez mieux que nous,
Mais, pour certain, il faut qu'on sonne,
Autrement, nous n'aurions personne,
Et l'on dirait tout bas que je suis un jaloux ;
Faites le reste à votre idée,
Mais pas trop cher pourtant. — C'est chose décidée,
L'on sonnera, dit le Curé.

Au jour dit, le chœur décoré
De ses parures les plus riches,
Attendait nos époux ravis
Reçus par le suisse au parvis ;
Chantre et serpent ne furent chiches
De faire du bruit comme cent ;
Le bedeau fut étourdissant

En sonnant à toute volée,
On eût dit sa banclocque ailée !
Sire Claude fit un discours,
Ni des plus longs, ni des plus courts.
Ni des plus exquis, ni des pires,
Car, dans le meilleur des empires,
La plus belle fille du monde
Ne peut donner que ce qu'elle a :
Un curé l'imite en cela.

Puis la noce vint à la ronde
S'attabler jusques à nuit close ;
On dansa jusqu'au lendemain,
Et ce fut un cousin germain
Qui prit la jarretière rose ;
J'ignore si pendant la nuit
L'on prit encor quelque'autre chose :
Je me tais car trop parler nuit,
Je n'en dis pas plus et pour cause ;
Mais quant au vin, je suis instruit
Qu'on en but en propriétaire.

Huit jours après, nos épousés
Déniaisés,
Car ils n'y mettaient plus mystère,
S'en revenaient au presbytère.
— Donne des verres, du vin doux,
Et reviens trinquer avec nous,
Dit messire Claude à sa bonne :
Tire à la petite bonbonne,
Le doux vin rosé des époux,
(En effet, c'est habituel
Pour discuter le casuel ;
Il faut en ce moment de légères malices,
Honni soit qui mal y verrait !)

Lors, Gros-Jean anxieux, en voyant ces prémisses,
 Resta quelque instant en arrêt,
Puis dit en grimaçant : — Vous êtes trop honnête,
Ça, Monsieur le Curé, nous venons pour payer ;
 Bien pardon de vous ennuyer.
— M'ennuyer ? Que nenni ! L'argent gagné, c'est fête !
Payer son dû c'est bien, le recevoir est mieux :
 Pour vous, c'est vingt écus tout juste.
— Vingt écus ! dit Margot, y pensez-vous, grands Dieux !

— A t'entendre, la foi ne paraît pas robuste :
 Et ta réponse est un peu fruste,
 Lui riposta notre aumônier ;
 Je ne surrais pas d'un denier
 Le prix de la première classe,
 Et pour n'avoir pas de disgrâce,
 De chicane et de tintouin,
Je vous ai demandé s'il vous fallait le chantre
Et tout le tremblement. — Nous, n'avions, nous, que diantre !
Parlé que de la cloche, et vous avez eu soin
De commander le reste ; en avions-nous besoin ?
 — Certes ! l'un ne va pas sans l'autre,
 Sans quoi nous y serions du nôtre,
 Reprit notre homme, un peu moqueur :
Si vous vouliez la cloche, il fallait la musique,
 Les fauteuils, le suisse, le chœur ;
On doit avec le Poêle entonner un cantique,
Quand on aime le son, il faut avoir à cœur,
 De mettre tout à l'avenant ;
 N'allez pas, en récriminant,
 Quand vous feriez le diable à quatre,
 Pour moi je n'en puis rien rabattre :
 Tant pour ceci, tant pour cela,
 Voyez le tarif de gala.
... Vous n'avez pas l'argent ? Bon, bon, l'on peut attendre.
 Je suis d'ordinaire assez tendre

A qui veut commencer son nid ;
Vous paierez plus tard, et j'écourte
Mon discours ; je vous fais crédit.
... Tu marchandes encor ! que ta mémoire est courte !
As-tu donc oublié l'illumination
Du nouvel autel de la Vierge ?
Le tapis sur le sol, la croix, l'aspersion ?
La cloche ne va pas sans cierge
Et l'on en avait mis partout ;
Il en faut quarante en première,
Sans compter deux en cire au pied de la bannière ;
C'est bien à noter pour le coût. . .
— Ah ! pardon, dit Margot, pardon si je vous coupe,
Vous parlez comme « un Vatican »,
Mais vous alliez, sans moi, faire une fausse coupe !
Alors, rentrés chez nous, pourquoi n'as-tu, Gros-Jean,
Puisqu'il faut soigner l'éclairage,
Allumé qu'un seul lumignon ?
Tu n'es qu'un mauvais compagnon !
Allez donc croire au verbiage
Des amoureux, c'est engageant !
Je n'en ai pas pour mon argent :
C'est d'un triste dévot, puisqu'en un mariage,
Sous peine d'être inconvenant,
Le tout doit être à l'avenant ;
C'était auparavant qu'il fallait me l'apprendre,
Je ne m'y serais pas, quant à moi laissé prendre.
Vous voyez, monsieur le Curé,
Vingt écus c'est exagéré,
Car tout n'a pas, hélas, été de prime classe !
Partant, il serait surprenant
Que de ce prix, incontinent,
Vous-même ne nous fissiez grâce
D'un tantet !

— Holà, Margot, ta langue est vraiment bien perdue,
Mais moi, je n'ai pas d'un motet
Fait tort à notre prétendue,
Ni frustré d'un pater ou d'un simple oremus ;
Parlant, vingt écus c'est la taxe
Qu'il te faut payer rasibus
Sans m'assourdir de la syntaxe ;
Et si Jean a fauté... *non licet omnibus*...
C'est de fort bon latin, qui dit ce qu'il veut dire,
Entr'autres, sans traduire en français ma satire :
Que les contes ne sont pour rien dans mon loyer,
Et que ce n'est pas mon affaire ;
Restons chacun dans notre sphère.
N'espérez pas m'apitoyer,
Vous êtes à votre aise, et vous pouvez payer,
Là ! vous me prenez pour un autre !
Allons ! donne ton verre et trinquons... A la vôtre !

Il fallut bien s'exécuter,
Quand le vin est tiré, ne faut-il pas le boire,
Sans résister ?
Mais, rentrant au logis, Margot murmurait : voire !

Six ans après, le cher Pasteur
Attendait encor l'honoraire.
Mais notre bon cultivateur,
Qui conservait son numéraire,
Avait su doubler son avoir,
Et sa femme pour lui complaire
Avait bien rempli son devoir :
Deux enfants jouaient sur la porte
L'un de cinq, l'autre de quatre ans,
Quand messire Claude céans,
Se trouva passer ; l'on rapporte
Que ce n'était point pur hasard :
Qu'il guettait notre campagnard.

Bref, le feu couvait sous la cendre,
Mais il ne voulait pas d'esclandre
En courant après son argent;
Comme il avait de l'entregent
Il cherchait de quelle manière
Il pourrait rattraper un morceau de son dû,
Qui risquait fort d'être perdu.
Jean, il me faut des bras : tu sais, ma sapinière
A mi-côte du Val-fondu,
Que l'on a coupée à l'automne ?
Si tu veux m'obliger, c'est le moment, je crois,
De procéder à ses charrois;
Car je pense qu'il se mitonne
Là-haut du mauvais temps, qui pourrait bien mouiller
Mon sapin et mon cornouiller.
Ils feraient de mauvaise flamme.
Autrefois, c'était Gaux, qui menait ces débris,
Nous nous entendions pour le prix;
Mais il est mort... Paix à son âme.
Oublions, en chrétiens, qu'il était souvent gris.
— Bah! Monsieur le Curé, je ferai bien l'affaire,
Je désire vous satisfaire;
Quel jour faut-il partir, et combien de chevaux ?
Avant de s'enfiler par plaines et par vaux
En chemins perdus, il importe,
D'en connaître la quantité.
— Va comme tu voudras, cependant fais en sorte
D'agir avec rapidité.
Quant à moi, peu me chaut, si nombreuse est l'escorte,
Mais bien que ce ne soit, à coup sûr, bois de teck,
Je tiens à ce qu'il reste sec.

Le lendemain brillait le soleil. Ce fut fête
Dans le pays,
Quand on vit passer Jean, chapeau gibus en tête,
Devant tous les gens ébahis,

Et conduisant son attelage
 Dans le village !
Le cousin, clarinette au bec,
Tenait les canards en échec,
En faisant des couacs avec rage.
Jeannot, l'ainé, tout fier, hochait un clocqueton,
Un genêt à la main s'ensuivait Jeanneton ;
 La Margot marchait par derrière
 Tout en entonnant des chansons ;
 Cocotte faisait les répons.
 En débuchant de la clairière,
On avait, sur le bois, jeté le grand prélar,
 Pour le préserver du brouillard
 En trinqueballant dans la lande ;
Margot l'avait couvert de draps blancs par dessus,
Et paré tout autour de bouquets en guirlande :
 Des lierres s'enlaçant, moussus,
Aux grâciles filets pris à la houblonnière,
 S'enroulaient partout en festons.
 Puis aux coins de leurs hocquetons,
 De la têtère
 A la croupière,
Les trois chevaux portaient, en guise de pompons,
De petits artichauts enfilés par la queue.
 Tous ils avaient des airs fripons ;
 Bien endimanchés, robe bleue,
 Chaine et croix d'or, souliers claqués.
 Bonnet blanc . . . gilet, redingote,
 Harnais propres, bien astiqués,
 Les deux enfants tout requinqués !
 Enfin l'on avait à Cocotte
Fiché dans son collier un cierge qui brûlait.
— Voyez Jean, criait-on, des rubans à son fouet,
 Et brillant comme Jérémie !
S'il part pour Charenton, il n'en reviendra pas !

— Et comme il ne répondait mie,
Souriant avec bonhomie,
Tout le monde emboîta le pas ;
Si bien que quand nos gens arrivèrent auprès
Du presbytère, ils étaient mille.

Notre Curé sortit : Qu'est-ce à dire, imbécile,
Et que me veut tout ce congrès !
Tais-toi, Margot, tais-toi ! Silence à ta sonnette
Jeannot, que l'on s'entende un peu !
Et toi, bouche ta clarinette,
On n'entendrait crier au feu.

— Sire Claude, dit Jean, c'est pour vous faire fête,
C'est un honneur pour nous de mener votre bois :
Le plaisir en monte à la tête !

Vous avez bien voulu, pour la première fois,
Me demander mon ministère,
J'ai mis mes beaux habits, voilà tout le mystère ;
Tâtez votre sapin : . . . sec comme du sarment !
Sous sa vêtüre pavoisée,
Pas même trace de rosée ;

Nous l'allons décharger en musique, et gaiement.
Voyez comme chacun s'y prête ;
C'est qu'à vous obliger, on devient tout joyeux !
La réponse parut honnête
Au Curé, qui reprit : faites, et moi j'apprête
Une bouteille de vin vieux.

On remise le bois, on vide la bouteille,
Riant à se désopiler
La rate, que c'était merveille !
Quand, sur le point de s'en aller,
Notre Curé dit : Jean, l'on pourrait sur ta note
Décompter ce petit travail ?

— Entendu, fit Gros-Jean : quant à moi, ça me botte,
Et je vais de ce pas rentrer mon attirail ;

Partant, me voilà quitte. . .

Merci bien, bonsoir, je vous quitte.

— Ouais ! dit Claude, es-tu fou ? depuis six ans tu dois
Vingt écus ; tu voudrais t'en tirer à bon compte !

A combien tes charrois ?

— A vingt écus tout ronds, comme je vous raconte.

— Vingt écus pour un jour de peine ?

— Certes, fit Jean. Margot a sa robe en futaine,

Vous ne l'aviez pas remarqué ?

— Tu te gausses... cessons. — Pas du tout, Monsieur Claude ;

Vous avez l'air interloqué ;

Moi, je suis venu chantant Laude,

J'ai fait tout de mon mieux, je ne suis pas un Grec !

Vous m'avez commandé que le bois fût bien sec,

Je l'ai couvert du plus beau linge.

(Ce sont nos draps de noce) et tout paré de fleurs.

Musique, enfants de chœur, et rubans de couleurs !

Pouvait-on plus, à moins de s'habiller en singe

Et jouer du tambour comme des bateleurs ?

Il fallait du bois sec, l'un ne va pas sans l'autre ;

Le tout doit être à l'avenant ;

Nous n'y pouvons être du nôtre ;

Regardez le tarif quand on s'en va sonnante.

Pour finir, votre charriage

C'est comme notre mariage,

Par réciproque honnête, et pour être civil,

Je l'ai fait en première classe.

— J'en tiens, dit le Curé, va, quitte ! Ainsi soit-il !

Mais là, voyons Margot, dis-le de bonne grâce,

Il est de toi ce coup subtil ?

C'est toi qui m'as tendu la nasse ;

Ton Jean-Jean n'aurait pas, seul, inventé ce tour,

Pour toi, gros malin, prends un conseil en retour,

J'aurai fait en une seconde :

Porte bretelle, et tiens tes chausses, mon garçon,
Ou bien serviteur à ta blonde !
Car ceci prouve à sa façon :
Qu'il n'est que deux êtres au monde,
(Retenez tous cette leçon)

La femme et le Curé, pour porter la culotte !
C'est l'éternelle vérité.

Il était bon d'en prendre note.
En guise de moralité.

GEORGE TATTEGRAIN.



UTILITÉ DE LA DOULEUR PHYSIQUE

PAR

le D^r C. FOURNIER

Chirurgien à Amiens.

M. le Secrétaire Perpétuel de l'Académie m'ayant demandé quelque travail scientifique d'ordre médical, je lui ai répondu que ces travaux sont tellement techniques qu'ils n'intéressent guère que les professionnels ou tellement vulgaires qu'ils ne méritent pas d'être lus devant vous. C'est la condamnation même de la courte étude que voici : Elle est tout à fait médico-physiologique, si je puis dire, et en conséquence très ennuyeuse. C'est souffrir que de l'entendre ; mais, comme il y a quelques notions à retenir, la douleur d'ouïr ces choses peut-être utile ; et c'est de l'Utilité de la Douleur que je vais traiter précisément.

Définition. — Division. — Littré définit la Douleur : « Une impression anormale et pénible reçue par une partie vivante et perçue par le cerveau ». Cette définition exclut la Douleur morale. Je me hâte de dire que je laisserai tout à fait de côté l'Etude de la Douleur morale et de l'affectivité, je laisserai même

de côté les diverses modalités que la douleur affecte chez les animaux et ne m'occuperai que de la *Douleur physique* chez l'homme. En un pareil sujet, tout est difficile à comprendre de prime abord ; les divers auteurs qui ont abordé la question avaient des points de vue différents. Les théoriciens me paraissent inférieurs ici aux cliniciens pour l'exacte appréciation de ce phénomène. Après avoir fait une part suffisante, je crois, à la théorie quant au mécanisme, aux variétés, à la nature de la Douleur, j'en étudierai plus volontiers la valeur clinique pour vous en montrer l'importance, les modalités nombreuses, les inconvénients, les avantages et même ses relations avec le travail et la fatigue, afin de mettre en relief sa valeur réelle.

I

VALEUR TECHNIQUE DE LA DOULEUR

Mécanisme. — La Douleur est une espèce particulière de sensation, la sensation devenue pénible et transformée, devenue morbide : Il y a la même différence entre la sensibilité et la douleur qu'entre l'état de santé et l'état de maladie. La douleur, comme la sensation, suppose pour se produire que trois éléments sont intéressés, à savoir : l'extrémité sensitive d'un nerf impressionnée, la conduction le long du nerf sensitif ou centripète et l'ébranlement du centre nerveux. Un seul de ces trois éléments, le cerveau, peut lui suffire. Par exemple, la douleur

ressentie dans le segment amputé d'un membre est une douleur représentative pour laquelle manquent deux éléments, le nerf et son extrémité excitée, et à laquelle il suffit du centre pour exister. Ayant pris cet exemple, je m'empresse de le critiquer pour faire remarquer qu'il s'agit en ce cas plutôt d'un souvenir de la douleur que d'une douleur primitive. La vraie douleur exige probablement toujours la coexistence des trois éléments précités. L'extrémité nerveuse est toujours celle d'un nerf sensitif, une papille, et ces papilles sont surtout nombreuses dans la peau. Le nerf est toujours un nerf sensitif, conduisant la sensibilité de la périphérie vers le centre. Le centre est dans la moëlle épinière pour les impressions sensitives (tact, piqure, etc.), dans le cerveau pour les impressions sensorielles (œil, ouïe, etc.) le centre est double, parce qu'il y a la douleur inconsciente et la douleur consciente : la moëlle et le bulbe sont le siège de la douleur inconsciente; certaine région mal limitée de la couche corticale du cerveau est seule capable d'apprécier la douleur et de la rendre consciente. Dans l'anesthésie chloroformique cette conscience disparaît, parce que ce centre supérieur est annihilé. C'est le cerveau qui analyse les impressions douloureuses, comme les autres impressions.

Diverses impressions. — L'augmentation ou la perversion des diverses sensibilités connues peut conduire à la douleur. Au-delà de l'état physiologique ou normal, il y a un état, intermédiaire entre le précédent et l'état pathologique, auquel appartient vraiment la douleur. Cet état intermédiaire est la

sensation devenue exquise, c'est l'hyperesthésie, une sorte de malaise, de gêne. d'énervement local ou général impossible à formuler. Encore un degré et c'est la douleur. Celle-ci, nous pouvons en suivre les variétés à travers l'organisme. A la surface du corps sont les organes les plus sensibles, peau et organe des sens, tout en admettant, comme il convient, que les muscles, le tissu graisseux, tous les organes de la vie de relation contiennent des terminaisons sensibles et peuvent faire souffrir. Il est facile de démontrer que la douleur est due à la modification des sensations. La peau nous donne le tact, la sensibilité à la piqure, à la température et à la pression. On peut se demander si le tact, sensation spéciale, organe d'un sens particulier, peut devenir douloureux. En effet le toucher ne s'accompagne guère de douleurs vives qu'en cas d'hyperesthésie préalable; ou bien il faut qu'il s'exerce par exemple sur un objet répugnant, tel qu'un limaçon. Dans ce cas il s'agit d'une synalgie ou douleur associée, car ce toucher a réveillé immédiatement l'aspect du limaçon et la vue s'est associée au toucher. C'est bien rarement le toucher qui est douloureux, — il n'en est pas de même des autres sensibilités de la peau : la piqure, le froid, la chaleur excessive, une pression brutale déterminent de vraies douleurs, cela n'a pas besoin d'être démontré. Pareillement encore un muscle froissé, un os enflammé, un estomac, une vessie malades, sont douloureux, et cela paraît rendre évidente notre proposition, à savoir que la douleur est l'augmentation ou la perversion de la sensation. Mais pour les organes des sens cette douleur est

bien différente et plus exceptionnelle. Pour le tact, nous le savons. Pour l'ouïe le bruit strident d'un sifflet entendu de très près, pour la vue une étincelle électrique trop puissante, regardée bien en face, pour l'odorat la valériane, pour le goût la quinine donnent des impressions très voisines de la douleur, si elles ne sont pas la douleur. De sorte qu'en résumé on peut dire que toutes les sensibilités peuvent devenir douloureuses, mais que ce phénomène est plus exceptionnel pour les nerfs sensoriels que pour les sensitifs.

Nature de la douleur. — Or, quand on cherche quelle est la nature de ce phénomène morbide, la douleur, on entrevoit aisément ses causes lointaines, mais l'état anatomique ou fonctionnel de l'élément nerveux échappe à l'investigation. Le centre apprécie davantage quand il est prévenu, le nerf conduit mieux sans doute quand il en a l'habitude, mais la cause initiale est au niveau de l'extrémité sensitive. C'est sur cette extrémité que porte l'impression. Cette impression dépasse en intensité celle qui produirait une simple sensation. Ce n'est plus un simple contact entre la papille nerveuse et le corps étranger qui la touche; c'est davantage, une modification anatomique ou fonctionnelle de la papille. Cette modification dans l'état anatomique est d'ordre pathologique certainement : une piqure, une dilacération, un écrasement, une inflammation, une congestion trop vive, bref une lésion. Tout le démontre en clinique, car la douleur est un symptôme de la maladie, quelque chose de pathologique, et ne peut avoir par suite qu'une cause pathologique. Une

piqûre de la papille nerveuse en dissocie les tubes nerveux, une brûlure en fait fondre la myéline ou le protoplasme, une pression exagérée écrase les cellules, une congestion des *vaso-nervorum* agit de même : ce sont là des lésions. La modification fonctionnelle et passagère, la névralgie même ne peut guère reconnaître d'autre cause qu'une lésion, même passagère. Ce qui le démontre encore, c'est que les organes insensibles en temps ordinaire, comme l'estomac, l'utérus, la vessie, le foie, deviennent douloureux quand ils sont malades, c'est-à-dire lésés. Si bien que j'écrirai volontiers cette formule : « Douleur : égale lésion de la papille ».

Nous sommes loin de cette opinion ancienne, d'après laquelle il existait un sens de la douleur. Ce sens spécial n'existe pas. La douleur est l'ensemble des douleurs auxquelles donnent lieu les extrémités irritées des différents nerfs, de même qu'elles donnent lieu, à l'état normal, à des sensations diverses. Le centre reçoit, prend connaissance, analyse l'impression douloureuse ; il en garde même le souvenir. Il refait peut-être de la douleur, comme d'autres centres sont susceptibles de conserver les images visuelles ou auditives, mais il paraît impossible qu'il fabrique à lui tout seul et spontanément de la douleur. De même le nerf conducteur est comparable à une tige métallique ou au fil de laiton qui transmet indifféremment l'électricité, la chaleur ou le son. Les vibrations varient suivant l'agent physique qui les provoque, ou, pour mieux dire encore, suivant la manière dont l'extrémité nerveuse a été lésée, passagèrement ou définitivement. Et plus nous connais-

sances s'accroissent, plus nous avons tendance à localiser l'origine de la douleur au niveau de la partie périphérique des nerfs. Ainsi doit être envisagée la douleur au point de vue théorique. Voyons maintenant si nous allons la comprendre différemment dans la pratique médico-chirurgicale et quelle est sa valeur clinique.

II.

VALEUR CLINIQUE DE LA DOULEUR

Modalités. — On ne peut se livrer à la pratique de la médecine ou de la chirurgie sans rencontrer à chaque pas la douleur, car il n'y a pour ainsi dire pas un malade qui ne souffre. Souvent confondue avec la maladie, la douleur n'en est pourtant qu'un symptôme révélateur. Il arrive aux rhumatisants de dire qu'ils ont une douleur, au lieu de dire que le rhumatisme de leurs jointures s'accompagne de douleurs. Les femmes qui accouchent disent aussi qu'elles ont des douleurs, et cela signifie que les contractions de leur utérus sont douloureuses. D'ailleurs les modalités de ce phénomène sont extrêmement nombreuses et on ne saurait les citer toutes. Dans le rhumatisme les douleurs sont erratiques, elles sont pulsatives dans les inflammations, compressives au voisinage des tumeurs, lancinantes, fulgurantes dans nombre de névralgies ou névrites.

obtuses, pénétrantes, contuses, symétriques, etc., etc. On les appelle céphalalgie, pleurodynie, gastralgie, coccygodynie, etc., suivant leur siège. Qu'importe ?

Symptôme utile. — La douleur est un symptôme fonctionnel précieux, par ce fait qu'elle est pénible et tient aux yeux du malade l'importance capitale ; elle attire son attention et, par suite, celle du médecin. La précision que l'homme est capable de lui attribuer, démontre, à elle seule, sa supériorité sur les animaux. C'est le symptôme le plus précieux en clinique, parce qu'il amène à rechercher la maladie et ne permet de croire à la guérison qu'après qu'il est disparu. Il est nécessaire, depuis le début jusqu'à la fin de la maladie, sous les formes les plus diverses, continue, intermittente, paroxystique, et surtout lorsqu'il se localise dans une région bien déterminée de l'organisme humain. Rien n'est gênant pour le médecin comme lorsque le malade accuse une douleur généralisée, un état de malaise général : la fièvre typhoïde n'est pas la seule affection grave qui possède un symptôme aussi important. Rien n'est dangereux comme une fièvre intense que n'accompagne aucune souffrance : la septicémie puerpérale n'est pas la seule affection grave qui soit aussi indolore. Il y a des maladies chroniques comme la syphilis, très souvent indolores. S'il est permis d'avoir des préférences en pathologie, il faut aimer à rencontrer la douleur localisée nettement, dans un organe, nous le verrons bientôt.

Malades spéciaux. — Malheureusement, il existe des cas dans lesquels la douleur est difficile ou im-

possible à circonscrire. Quelques malades ne veulent pas comprendre l'importance que ce signe peut acquérir, s'il est bien précisé, les uns par inintelligence, d'autres parce qu'ils ne savent pas et n'ont pas l'habitude de s'interroger : une sorte d'éducation préalable est parfois nécessaire pour les amener à fournir des données rigoureuses parmi la foule des troubles morbides. Quelques-uns hésitent par crainte de découvrir ce qu'ils croient être une imperfection, quelques autres par une sorte de pudeur fâcheuse. Mais il en est chez qui le raisonnement et l'éducation n'ont rien à faire à cet égard : ce sont les *nerveux* et les prédisposés. Ils forment la classe des hyperesthésiés et celle des hypoesthésiés. Les hyperesthésiés, ayant une sensibilité plus vive que les individus normaux, sont plus sujets aux névralgies, aux formes douloureuses des maladies, à la neurasthénie : une dyspepsie est chez eux insupportable, une cystite extrêmement douloureuse, un traumatisme détermine des troubles imprévus. Ce sont ceux qui ont hérité de tares nerveuses, hystérie, névropathie, pour citer les moins graves, ceux aussi qui sont intoxiqués par les essences, absinthe et apéritifs : leurs réflexes sont excessifs, et il faut tenir compte de cet état préalable. A l'inverse des précédents, les hypoesthésiés sont ceux qui ne ressentent pas la douleur aussi vivement qu'en temps normal, lorsque par exemple une paralysie hystérique, l'ataxie locomotrice, l'alcoolisme ont diminué leur pouvoir sensitif : ce sont encore des *nerveux* ou des intoxiqués. Ceci nous amène à rappeler qu'il existe des substances capables de diminuer et même

d'abolir la sensibilité sous toutes ses formes, soit localement comme la cocaïne et l'eucaine, soit en agissant sur tout l'organisme comme l'opium et ses dérivés, l'alcool, l'éther et le chloroforme. J'ai amputé un individu atteint de délire alcoolique qui brandissait sans douleur un avant-bras complètement écrasé, et proférait des menaces incohérentes. Vous savez quel parti merveilleux on a retiré des anesthésiques et les ressources que nous fournissent ces médicaments. L'alcool est, comme eux, susceptible de diminuer la douleur, mais d'une manière assez incomplète. Il faut, dans l'appréciation clinique de la douleur, tenir compte encore de l'âge du patient, car un enfant supporte moins bien la douleur, faute d'accoutumance et de raisonnement ; du climat, car les pays froids rendent les hommes moins sensibles et les aguerrissent un peu. La situation sociale a son importance, car les personnes habituées à de gros travaux manuels ne souffrent pas autant que ceux qui exercent des professions délicates et intellectuelles : j'ai entendu des ouvriers très travailleurs affirmer qu'à l'occasion d'une blessure ils n'étaient pas fâchés de souffrir de temps à autre, parce que cela leur procurait l'occasion, venue pour la première fois de leur vie, de prendre enfin quelque repos : la douleur passait chez eux au second plan.

Inconvénients. — Et pourtant la douleur a parfois de graves inconvénients. A côté de ses formes utiles il y a des formes terribles dont le moindre défaut est de n'être pas adaptées à la lésion. Il y a des névralgies ou névrites telles que celles du trijumeau, rebelles, violentes, persistantes, capables de rendre

fous ceux qui les ont ; des céphalalgies répétées qui peuvent assombrir pour longtemps des esprits remarquables ; des coliques hépatiques, néphrétiques, etc., qui ne cessent qu'à de courts intervalles, bref des formes douloureuses qu'aucun médicament ne peut guérir. C'est alors qu'il faut bien utiliser l'opium et ses dérivés, la morphine, l'héroïne, les applications des courants électriques, il faut bien se contenter parfois d'un traitement palliatif, qui calme sans guérir. Comme je le dirai tantôt, la médecine moderne a changé ces vieilles méthodes thérapeutiques et au lieu de s'attaquer à la douleur qui n'est qu'un symptôme, elle a fait un immense progrès en s'attaquant à la maladie, cause de la douleur ; si bien que les calmants et les narcotiques doivent être aujourd'hui exclusivement réservés aux cancéreux, aux cachectiques, aux incurables, dont la triste fin de vie doit être améliorée par ces moyens artificiels.

Il existe des douleurs rebelles à tout traitement ; on vient de le voir ; mais en outre il y a, d'après Potain, des douleurs tellement vives qu'elles sont susceptibles de déterminer la mort subite : un coup sur le scrotum, au creux de l'estomac, ont pu produire des syncopes mortelles. Avant l'emploi de l'anesthésie, vous rendez-vous compte dans quel état d'affaissement nerveux et même de collapsus une opération, telle que l'amputation d'un membre, devait plonger le malade : les chirurgiens d'alors opéraient avec une rapidité tellement surprenante qu'on cite toujours le cas de ce chirurgien anglais désarticulant la hanche en 1 minute et devenant fou à la suite de cet exploit : l'amputé y risquait éga-

lement sa raison, tant le choc devait être terrible. Tout cela nous prouve qu'il y a des douleurs qu'il faut combattre ou supprimer. Et on ne saurait trop être reconnaissant des progrès accomplis dans ce domaine de la pathologie au cours du siècle dernier : en découvrant les remèdes palliatifs de la douleur et les moyens d'agir sur les organes en les sectionnant, les réséquant ou les restaurant sans la moindre douleur, pendant le sommeil chloroformique ou l'éthérisation, nos prédécesseurs ont permis à la chirurgie de s'appliquer à nombre de cas qu'eux-mêmes considéraient comme au-dessus des ressources de leur art. Le bénéfice en est tel que je puis dire hautement qu'il vaut beaucoup mieux aujourd'hui être atteint d'une affection chirurgicale que d'une affection médicale : la mortalité chirurgicale est en effet infime comparativement à la mortalité médicale : j'entends évidemment ne comparer ici que les maladies assez sérieuses pour mériter ce nom.

Avantages. — Puisqu'il est bien entendu que, sous certaines de ses formes, la douleur doit être supprimée ou diminuée, qu'elle peut avoir de véritables inconvénients dans quelques circonstances, qu'il me soit permis maintenant de dire qu'elle a de grands avantages et que nous serions bien malheureux si elle n'existait pas. Combien graves sont les maladies indolores, comme le diabète, la septicémie, certaines tuberculoses et même quelques cancers ! On n'y prend pas garde, on n'est pas averti et, quand on s'en aperçoit, il est trop tard, la mort est fatale. Pareillement il y a de ces fièvres, comme les

fièvres éruptives, de ces intoxications, comme l'urémie, qui n'entraînent qu'un malaise très vague, une sorte de souffrance générale de l'organisme, et, quand le cortège des symptômes révélateurs ne se manifeste pas avec une suffisante netteté, le diagnostic tarde, la thérapeutique est incertaine, et le danger est d'autant plus menaçant que les plaintes du malade ne peuvent se préciser. Heureusement c'est l'exception. Les coliques hépatiques ont leur siège précis au creux de l'estomac, au niveau de la vésicule biliaire, dans la région du foie et derrière l'épaule droite ; je dis à l'épaule droite, parce qu'on a appris par l'expérience qu'il y a de ces douleurs réflexes assez caractéristiques, quoique situées à distance de l'organe qui se plaint. Néanmoins la plupart des maladies ont un point de départ assez précis qu'une douleur initiale a pu révéler : l'estomac souffre s'il est lésé matériellement ou même fonctionnellement ; ainsi pour les autres organes.

Douleur provoquée. — Les viscères malades deviennent sensibles, alors que normalement on les ignore ; l'utérus est douloureux dans les métrites, la vessie dans la cystite : leurs fonctions deviennent pénibles, elles sont troublées. La peau, les muscles, les os, tout est douloureux, quand il y a lésion et les anciens disaient. « Ubi dolor, ibi fluxus, » parce qu'ils supposaient que tout tissu douloureux était toujours congestionné ou enflammé, ce qui est en grande partie exact. Le malade attire donc l'attention sur le point où il souffre : cette première notion est fort importante. Mais, comme il peut arriver qu'il se plaigne d'une douleur réflexe, c'est au médecin

de chercher si cette douleur correspond bien à l'endroit malade. Par exemple, les douleurs du genou sont ressenties spontanément dans la coxalgie, et cependant c'est la hanche qui est malade. La douleur spontanée ne nous suffit donc pas et nous cherchons ce que nous appelons la douleur provoquée, parce qu'elle a plus de valeur, étant plus précise. Pour cela, au moyen du palper et du toucher, on exerce des pressions régulières sur la région qu'on suppose malade : sur le tibia, rien de plus facile que de déceler ainsi l'ostéomyélite et même d'arriver à en évaluer l'importance ; une arthrite, une synovite sont reconnues de la même façon. Et lors même que manquent certains signes comme la rougeur, la tuméfaction, la chaleur locale, la suppuration, il est possible au chirurgien de deviner le pus avec quelques signes dont fait partie la douleur provoquée en un point précis. Qu'est-ce le plus souvent qu'une douleur bien nette dans la fosse iliaque droite, accompagnée de fièvre, sinon une appendicite ? Non toujours, certes ; mais souvent.

Vous comprenez que la douleur est le symptôme qui va nous mener au diagnostic, et vous ne demanderez pas à un médecin de vous traiter, s'il n'a pas fait son diagnostic. Je me hâte de dire que, même en l'absence de la douleur, un diagnostic est parfois possible ; mais c'est l'exception, et ce symptôme est le plus souvent de toute nécessité pour mettre sur la voie de la maladie, pour la préciser, la localiser, l'étiqueter enfin. Désormais le traitement devient possible, logique et efficace, parce qu'on sait de quoi il s'agit.

La douleur en chirurgie. — Voilà à quoi sert la douleur, à reconnaître la maladie et à la soigner : elle n'est pas le symptôme indispensable, mais elle est le symptôme principal, le plus révélateur. Aussi n'auriez-vous que du mépris pour ces médecins d'autrefois qui traitaient la douleur sans en chercher la cause. Il vous paraîtra absurde de donner des potions calmantes à un malade qui a de l'ostéite; sans s'attaquer à cette ostéite même, et je suis convaincu que pour vous, comme pour nous, médecins ou chirurgiens, le traitement palliatif de la douleur doit passer au second plan dans la plupart des circonstances, car vous comprenez que le seul traitement curatif est celui qui attaque la lésion. De là est née la chirurgie : De cet avantage de pouvoir, en face d'une douleur ressentie ou provoquée chez le malade, remonter à la cause et la préciser. Désormais ne sentez-vous pas que nous tenons la clef de la maladie ? Elle est là sous nos yeux, dans cette zone douloureuse, c'est là qu'il faut la combattre : la douleur nous l'indique. Certes, comme il nous est moins pénible d'ingérer des médicaments qui guérissent en traversant tout l'organisme avant de venir influencer la région malade, nous pourrions employer ces moyens d'ordre médical. Mais le plus ordinairement ces moyens généraux sont insuffisants ou mal connus dans leurs effets et il faut agir localement. La lésion est là : nous la touchons du doigt, c'est là qu'il faut intervenir. Et quand je disais qu'il vaut mieux être malade chirurgicalement que médicalement, c'est la même chose que quand je disais : une lésion locale vaut mieux qu'une maladie

générale, elle est plus accessible. Réservons donc notre admiration pour quelques sérums comme celui de la diphtérie, qui, injecté dans l'organisme, peut triompher d'une angine couenneuse, mais remarquons que, pour l'instant et pour un avenir encore assez lointain, le traitement est d'autant plus curatif qu'il attaque plus directement la lésion.

Nécessité de la douleur. — Parce que la douleur indique la lésion, elle est utile; parce qu'elle nous aide à la combattre, elle est nécessaire. C'est une maladie de la sensibilité qui annonce une maladie de l'organisme. Elle n'est pas, hélas ! toujours bien dosée : trop grande où il ne faut pas, elle peut manquer où il faudrait. Elle n'est pas plus parfaite que l'homme qui la ressent, elle a des lacunes et des erreurs, comme lui. Mais elle est indispensable, augmente avec la maladie, diminue avec elle, la suit souvent pas à pas; elle oblige enfin à mettre au repos les organes atteints; en sorte qu'elle installe à elle toute seule la première partie du traitement. On dit communément qu'il faut souffrir pour guérir: quoi de plus exact? Il serait très heureux qu'on pût régler la souffrance, lui donner une sorte de parallélisme parfait avec les lésions qu'elle indique; c'est trop demander. Il faut la subir comme elle est. Sans elle l'humanité se défendrait mal contre ses ennemis; bien souvent elle les ignorerait. On mourrait inconsciemment, ce qui ne serait pas plus pénible, mais on mourrait trop nombreux et avant l'heure: le moindre choc méconnu pourrait entraîner les suites les plus mortelles. Nous ne serions avertis d'aucun des phénomènes hostiles

à l'être vivant qui s'accomplissent autour de nous : nous irions, tête baissée, nous heurter aux obstacles dont le chemin de la vie est parsemé. La douleur est révélatrice de tout ce qui peut nous blesser : les infiniments petits eux-mêmes, les micro-organismes, ne peuvent nous envahir sans rendre douloureux nos organes et nous avertir ainsi de leur présence. Inutile de rechercher ce qui adviendrait sans la souffrance, nous serions mangés ou tués à tout instant.

Le stoïcisme. — Cette supposition de la complète disparition de la douleur hors de l'humanité ne supporte pas un examen vraiment sérieux. Nous avons vu comment elle est nécessaire pour la conservation de notre espèce, et nous concevons pourquoi les stoïciens ont pu dire que c'est un bienfait des dieux. Sans aller jusqu'à cette admiration pour un phénomène qu'il nous est toujours pénible de subir, sans en faire cet éloge excessif, il nous faut pourtant lui rendre justice, car la souffrance, quand elle n'est ni trop fréquente, ni trop violente, élève plutôt l'esprit de l'homme ; la douleur physique même est susceptible d'élever le niveau moral. Elle fait paraître meilleures les impressions agréables par simple opposition. La joie de vivre qui est en nous ne peut se comprendre que par une suite d'oppositions successives dans lesquelles les peines sont inférieures aux plaisirs comme fréquence, comme intensité, ou comme durée. Si la souffrance n'existait pas, la joie serait inconnue, les impressions agréables supposent au préalable des impressions pénibles. Musset a dit, avec ce sens des choses humaines qui est un don chez les poètes :

L'homme est un apprenti, la douleur est son maître,
Et nul ne se connaît tant qu'il n'a pas souffert.
C'est une dure loi, mais une loi suprême
Vieille comme le monde et la fatalité,
Qu'il nous faut du malheur recevoir le baptême,
Et qu'à ce triste prix tout doit être acheté.
Les moissons pour mûrir ont besoin de rosée;
Pour vivre et pour sentir, l'homme a besoin des pleurs,
La joie a pour symbole une plante brisée,
Humide encore de pluie et couverte de fleurs.

Ce que le poète conte de la souffrance morale est vrai de la souffrance physique. Les stoïciens étaient admirables quand ils disaient : la douleur n'est pas un mal. Nous disons, nous : c'est une nécessité. Et dans toute l'échelle des êtres nous la rencontrons, chez tous les hommes, à tous les âges nous la constatons, à ce point que la vie ne se conçoit point sans elle et qu'elle apparaît dès la naissance : L'enfant qui naît doit même souffrir plus que le vieillard qui meurt : le premier apprend la douleur, le second l'oublie.

Le travail. — Dans l'activité humaine, à l'état normal, la douleur existe, peu accusée, à peine consciente, réelle pourtant. Des connexions intimes existent entre l'activité de l'homme et les impressions qu'il reçoit à chaque instant. Par l'intermédiaire des organes sensibles, ces impressions matérielles amènent le fonctionnement réflexe de l'organisme et le dirigent. Nous savons que le mouvement procède de la sensation et varie suivant les multiples variétés de ces impressions sensibles, nous savons qu'ainsi s'accomplissent quelques actes instinctifs très analogues à ceux des animaux. Mais, grâce à l'intelligence et à la raison, l'activité humaine peut fournir

une forme véritablement noble de mouvements combinés pour un but, qu'on appelle le bonheur : cette forme est le travail. Son origine montre bien qu'il procède de la combinaison des impressions agréables et pénibles. Et pour qui s'y adonne quelque peu il est évident qu'il renferme en lui-même des doses variables de plaisirs et de peines. Le travail matériel exige de laborieux efforts et ne s'accomplit jamais sans ces douleurs légères qu'on appelle l'effort, l'entraînement, les contusions, la fatigue surtout, ce malaise qui semble si pénible à qui ne le ressent que par exception, et qui devient presque agréable à qui en a pris l'habitude.

La fatigue. — Or la fatigue matérielle est plus utile encore que la fatigue intellectuelle et elle présente plus d'avantages, car elle repose souvent le cerveau surmené. Elle n'est pas une vraie douleur ; c'est un état intermédiaire entre l'état normal et l'état pathologique, c'est le commencement d'une douleur qui souvent ne continue pas et s'apaise. Elle est, dans le travail, aussi nécessaire que la satisfaction de l'effort réalisé, elle prépare le contentement de soi-même. Et, comme dans les sociétés futures, le travail sera peut-être plus indispensable encore que par le passé, la fatigue sera toujours nécessaire parce qu'elle fait partie intégrante du travail. Cela encore démontre l'utilité de la douleur. Mais il faut aller plus loin, et, renversant les termes du problème, montrer à ceux qui mènent une existence trop oisive et dont l'inaction est le but recherché, que pour eux la douleur est plus difficile à supporter que pour les hommes actifs, que le travail

est le véritable entraînement qui permet de supporter plus aisément la souffrance, que les travailleurs sont ceux qui sont les plus capables de résister à ce qu'on appelle couramment les nécessités de la vie.

Aguerrissement. — Le travail est la meilleure méthode d'aguerrissement contre la douleur. Les jeux corporels et les sports lui sont comparables et agissent de même; mais ils lui sont inférieurs, parce qu'ils manquent d'un but aussi utilitaire et ne sont applicables qu'à une petite partie de la société. Le meilleur travail corporel n'est pas celui qui consiste à répéter constamment le même exercice, mais au contraire à varier les exercices. Les travaux des champs sont préférables à tous les autres à cause de leur variété, par ce fait qu'ils nécessitent l'action de tous les muscles et se pratiquent au grand air : ils aboutissent au maximum d'endurance par suite des conditions dans lesquelles ils s'exercent. Ces travaux corporels ont une action favorable sur l'esprit qu'ils ne laissent pas s'égarer. Ils donnent à l'organisme une vigueur et une résistance considérables, parce qu'ils ne s'accomplissent qu'avec la fatigue sans cesse renouvelée et sans cesse combattue. Les qualités d'endurance qu'ils donnent aux divers organes prouvent qu'il y a dans la fatigue et dans la douleur les éléments les plus puissants de conservation et de régénération de la race humaine. Imaginer que dans l'avenir l'humanité jouira d'une douce oisiveté et d'un bonheur sans mélange, c'est donc faire un beau rêve. Mais la réalité est brutale et forgée de douloureuses exigences qu'il faut accepter dans la vie. L'aguerrissement contre la dou-

leur, c'est donc le travail, et on est tenté de dire à ceux qui souffrent par suite de l'inaction : Travaillez, vous souffrirez moins : là seulement vous rencontrerez ce qu'on appelle le bonheur.

Conclusions. — Pour conclure, nous pouvons nous résumer ainsi : La douleur, inutile et même dange-reuse en quelques cas exceptionnels, est pratiquement un phénomène morbide indispensable pour chacun de nous. C'est un symptôme de première nécessité dans un grand nombre de maladies qui nous atteignent, parce qu'elle indique la lésion et permet ainsi de la guérir. Lutter pour la supprimer de l'humanité est une utopie ; il faut lutter pour l'amoindrir toutes les fois que la raison l'indique, et surtout fortifier contre elle les organismes qu'elle doit atteindre fatalement au cours de leurs existences. Plus brièvement encore on peut dire : chez les incurables, il faut la calmer, chez les malades ordinaires, on la supprime en s'attaquant à sa cause, chez tout le monde enfin, le traitement préventif est le travail corporel, qui constitue la meilleure méthode d'aguerrissement contre la douleur.

Traversée de la Manche à la nage



La dernière tentative d'Holbein



Holbein a repris cette année, pour la quatrième fois, sa téméraire entreprise. Il a essayé de traverser la Manche à la nage.

C'est la tentative sportive la plus extraordinaire qu'un athlète puisse réaliser. L'homme paraît si faible, quand il doit lutter contre les forces de la nature : seul, sans machine, sans engins, avec la seule puissance de ses muscles, de son énergie, de sa volonté ! Quel sport exige, pour y réussir, des qualités aussi strictement personnelles ?

Cette fois encore, les puissances de la mer ont été les plus fortes ; et les flots, sans colère, sans fureur, sous la calme et morne caresse de leur nappe en apparence tranquille, ont doucement rejeté au large l'intrépide nageur qu'ils avaient laissé, peu à peu, approcher jusqu'à quelques milles à peine de la terre promise.

J'ai voulu suivre, pas à pas, la lutte de cette volonté aux prises avec la marée, le vent et les courants, et j'ai noté toutes les phases de cette étrange épopée. Mon admiration reste entière pour le glorieux vaincu ; et son insuccès me paraît imputable à des

14

fautes qu'il n'a pas commises. On a trop oublié autour de lui ce que valait l'athlète, les prodiges d'énergie dont il était capable, les ressources dont disposait un homme de sa valeur. Ses entraîneurs et ses amis ont arrêté la lutte alors qu'il ne présentait encore aucune de ces tares fonctionnelles graves que la fatigue amène, momentanément, au cours d'une épreuve de fond et qui peuvent faire craindre un accident subit. Le fait en lui-même, présente son intérêt.

J'ai pensé qu'il pouvait être curieux de faire un peu la psychologie de cet échec, qui vaut bien des victoires, et de discuter les causes de cette défaillance qui, par une extraordinaire anomalie, a frappé non pas le nageur lui-même, mais ceux en qui il avait placé sa confiance, aux mains desquels il avait remis son sort et sa volonté, leur donnant la délicate et difficile mission de le conduire au succès.

Exposons d'abord les faits :

Il est 5 h. 30. Nous partons d'Esplanade Hôtel, où était le rendez-vous : nous gagnons le paquebot qui doit suivre Holbein : « le Grandville », capitaine Sharpe.

Sur le quai d'embarquement, quelques habitants de la ville : ouvriers du port, enfants, soldats, policemen ; peu ou pas d'étrangers à la ville : quelques amis venus pour souhaiter la réussite et serrer les mains au dernier moment.

A l'instant où Holbein s'engage sur la passerelle d'embarquement, un triple hourrah retentit, les casquettes se lèvent, les mains s'agitent. Holbein salue

la foule, sourit à quelques amis aux fenêtres de l'Esplanade Hôtel. Les amarres sont larguées Nous partons. Un dernier sourire de Madame Holbein, sur la passerelle, vers la ville qui acclame l'athlète debout à côté d'elle. Nous voici en mer.

J'examine Holbein. C'est un homme de haute taille, admirablement proportionné, au visage régulier, mais aux traits très énergiques. Le teint est basané. La voix mâle : la carrure puissante. Il donne l'impression de la force, unie à une volonté que la difficulté raidit. Poids : 184 livres anglaises.

Mer très belle, temps calme.

Construction et application du masque.—C'est une pièce de diachylon dans laquelle sont enchâssés deux verres concaves pour les yeux. On le taille, on l'ajuste sur le visage d'Holbein : il embrasse le front, les joues, laisse dépasser le lobule du nez : les paupières, abritées par les verres, battront dans une cavité close protégeant les conjonctives du contact irritant de l'eau salée. Ses bords, qu'on entaille pour en permettre l'application parfaite sur la peau des joues et du front, sont fixés au collodion.

Pendant ces préparatifs, je note :

Pouls	84	
Respiration	20	
Température	98°, 6 Fahrenheit.	
» de l'eau.	62°	»
» de l'air	70°	»

A la partie supérieure du masque brille une breloque en or, attachée en haut du front, mystérieuse amulette sur laquelle est gravée : « Good lack to you »,

donnée, pour lui porter la chance, par une dame irlandaise.

Il est 6 h. 1/2. Holbein gobe un œuf et descend dans la chaloupe qui doit l'amener vers la plage d'où il va se mettre à l'eau. A 4 h. 30, il a pris deux tasses de thé, trois sandwiches, un œuf (1).

Il se déshabille sur le sable, au pied des falaises de Douvres, sur la plage de Langdon Stairs, à quelques cents mètres de nous. Il s'enduit toute la surface du corps d'un mélange d'huile et de graisse de marsouin, destiné à empêcher la déperdition trop grande de chaleur dans l'eau.

Le voici, des pieds à la tête, d'une teinte uniforme jaune safran ; un léger caleçon lui ceint les reins. Il s'avance vers la mer dans laquelle il entre en marchant. Il est 6 h. 50. Les vapeurs qui font partie de l'expédition déchirent l'air de coups de sifflets stridents. Devant nous, les falaises dressent leur masse immobile et majestueuse, grises avec quelques taches vertes s'enlevant en valeur sombre, au-dessous des dernières lueurs du soleil couchant qui lèche leurs crêtes.

La mer, calme comme un beau lac, semble sourire à celui qui l'affronte, et promettre à ceux qui l'acclament. A gauche, Douvres s'estompe dans la noire fumée des machines, accrochées sur les crêtes de ses digues en construction, . . . et là-bas, derrière nous, voilée dans les gazes légères qui flottent à l'horizon, mystérieuse et invisible dans la nuit qui monte, la côte française, le but, la terre promise !...

(1) Ces renseignements sont dûs à la bienveillance de M. Murphy de Dower.

En attendant que le nageur soit près de nous, j'examine les dispositions prises pour le surveiller et le ravitailler.

Un panier en fil de fer, couvert de drap, est emmanché au bout d'une longue perche. Il recevra les provisions pour le nageur, qui les prendra au travers d'une fente laissée dans son milieu. On le nourrira toutes les heures. Aux épreuves précédentes, il prenait quelque chose toutes les demi-heures. De nombreux essais ont montré que la digestion était mieux faite en espaçant les prises, d'heure en heure. On tient à sa disposition du thé et du lait chaud, du chocolat et des sandwiches à la cassonade.

A l'arrière, installé sur des caisses, un ami, un ancien rival de sport, M. Shorland, va le suivre des yeux, surveiller sa marche, régler l'allure du bateau. A portée de sa bouche, un énorme porte-voix déborde le bastingage auquel il est fixé. Une cloche est attachée à portée de sa main.

Dès qu'Holbein, qui nage le long du bord, atteint la hauteur des tambours, un coup de cloche retentit : le bateau se met en marche, dépasse un peu le nageur. Nouveau coup de cloche : le bateau s'arrête, bientôt rejoint peu à peu. A ce moment, nouvelle marche en avant. Une seule aube tourne : celle du côté opposé au nageur, et, dès qu'elle entre en mouvement, l'homme de barre corrige l'obliquité que prendrait, par rapport à la route qu'il doit suivre, le bateau qui évite, grâce à ce dispositif, les remous qui gêneraient la progression régulière du nageur.

Celui-ci est sur le côté, nageant par le procédé du « over arm stroke », sur lequel il est nécessaire de donner quelques explications.

Le nageur est tantôt sur le côté gauche, tantôt sur le droit.

Dans ce dernier cas, le membre inférieur, restant presque dans la rectitude, exécute, par rapport à l'axe général du corps, un mouvement de circumduction. L'autre se meut d'une façon analogue avec moins d'amplitude, et ses derniers segments se fléchissent les uns sur les autres. C'est une sorte de mouvement de ciseaux, avec une branche se déplaçant beaucoup plus que l'autre, l'ensemble n'évoluant pas dans un seul plan.

En même temps le bras droit s'étend, puis se fléchit, ramené devant la poitrine, pour s'étendre de nouveau : la tête s'incline sur lui, la joue venant à son contact au moment de l'extension complète.

Quant au bras gauche, il court à la surface de l'eau que sa main empaume : elle y pénètre, et s'appuyant sur elle, la paume tournée en arrière, elle permet au bras correspondant de chasser le corps en avant comme s'il était armé d'une rame.

La tête est très immergée : le corps tout entier file fréquemment sous l'eau pendant les premiers temps de cette nage. A la fin, la tête émerge largement : le nageur respire profondément, et pique de nouveau dans les eaux.

Nous sommes à 1.000 ou 1.200 mètres de la côte. Les détails de la falaise se détachent encore très précis à nos yeux. M^{me} Holbein se penche vers moi : « C'est à cette distance qu'il a dû abandonner l'année dernière, me dit-elle. Si près du but nous avions escompté le succès. La marée a été la plus forte. . . . ».

Et je songe au cri d'angoisse, au geste de révolte qui durent lui échapper à l'instant où la victoire de la mer s'affirma définitive, inexorable !

Mais aujourd'hui, tout semble concourir au succès....., et je lis l'espoir du triomphe et de la revanche dans ses yeux.

Actuellement, il est 7 h. 15. Holbein nage sur le côté gauche, à bâbord de notre remorqueur. Par dessus le murmure de l'eau qui bouillonne, agitée par sa marche, on entend à intervalles réguliers le souffle puissant de sa respiration. Dans le remous qui l'enveloppe, il apparaît sous la transparence de l'eau, forme imprécise, tache d'un jaune atténué par la lame vert d'eau sous laquelle il glisse, rejetant par la bouche l'eau qui s'élève en un long jet, vite éparpillé.

Avec ses gros yeux ronds, brillants et sans regards, et son masque lui noyant les traits....., on dirait quelque étrange cétacé affleurant tout à coup la surface, projetant l'eau par ses événements, dévoilant pour un instant à notre curiosité quelque chose des mystères infinis que la mer recèle dans ses plus intimes profondeurs.

Et l'on songe que c'est un homme qui lutte patiemment contre cet élément pour lequel il est si mal organisé ; que, pendant plus de vingt heures, il va battre, de ce rythme régulier comme un mouvement d'horloge, ces flots qui n'opposent ce soir à son indomptable énergie que la masse paisible de leur immensité.

7 h. 15. — Le bruit d'un corps qui plonge à l'eau.

C'est un ami, M. Fez, qui se met à la nage pour accompagner Holbein. Deux petites barques le suivent. Dans l'une ont pris place les compagnons chargés de ravitailler Holbein. Dans l'autre, des sportsmens, des amis, camarades ou rivaux de lutte d'autrefois, s'occupent à diriger sa marche lorsqu'il nage sur le dos, le veillent, le soignent, le distraient, lui tiennent compagnie, l'encouragent de leur présence muette. — Quelle parole vaudrait la dépense d'énergie qu'elle coûterait ? Les mots sont vains quand toute l'activité est concentrée sur un immense effort physique ; et le silence plane, imposant, entre les deux nageurs et le groupe des amis : une dizaine d'hommes penchés anxieusement sur le bastingage, les yeux fixés sur le même point de l'immensité, émus par la même pensée, formulant le même vœu, unis dans le même espoir !

A 7 h. 50, en une heure, Holbein a parcouru deux milles, et s'est éloigné de la côte, vers Calais, de un mille et demi.

L'obscurité descend sur la flottille qui s'avance doucement dans la nuit. Derrière nous, les deux yeux de Douvres clignotent déjà dans le lointain. Un projecteur fouille la zone où glissent les nageurs qu'on voit briller sous l'éclat blanc de l'acétylène. (Lors de la dernière tentative, Holbein avait été perdu pendant près de dix minutes dans les ténèbres). Presque au zénith, la lune baigne la mer de sa molle clarté et, reflétée dans l'eau, scintille en mille paillettes brillantes qui s'allument, miroitent et meurent, illuminant jusqu'aux confins de l'horizon une large bande de flots.

Premier repas à 8 heures : un peu de lait chaud.

Deux feux rouges, à l'avant du mât de misaine, signalent aux autres navires notre marche anormale à la direction de laquelle les courants vont seuls commander désormais... les courants et la marée !

A 8 h. 20, les feux de Calais et de Gris-Nez brillent à l'horizon.

Et nous dérivons lentement, le cap sur Gris-Nez, l'axe du bateau orienté sur la ligne S., E, mais entraînés peu à peu, et presque à notre insu vers le Nord, par cette puissance insidieuse et irrésistible recélée mystérieusement dans la profondeur de cette masse infinie, dont les légères et capricieuses ondulations nous bercent du mirage de son apparente et trompeuse immobilité.

La marée !

En quatre heures, elle l'a rejeté à huit milles au Nord-Est de Douvres.

Une lumière apparaît dans la nuit. Il est 10 h. 50. Elle grandit, nous éclaire bientôt de son feu à éclats variables qui éblouit un instant, puis s'affaiblit, point traversant à peine l'obscurité, pour de nouveau s'irradier au loin. C'est le bateau-phare du « Soug-liht-ship » qui veille sur ces parages dangereux. Nous le laissons à l'Ouest.

Une voix étrange déchire l'horizon et résonne. C'est le gardien du phare dont nous traversons la solitude et qui nous salue d'une voix amie.

— « Tout va bien, la marée vous aide ! »

— « Et chez vous ? »

— « Tout va bien. Bonne chance ! »

Et sur ce vœu suprême, envoyé comme un dernier

adieu par la terre anglaise à son enfant, sous la clarté tutélaire du vaisseau-feu, qui, quelque temps encore veille sur nous, la flottille d'ombres, sur les flots calmes, accompagne et guide dans la nuit cette volonté que nous sentons là, palpiter tout près de nous, aux prises avec la mer !

Holbein a gagné un mille et demi dans la première heure, un mille et demi dans la deuxième. En réalité, avec les sinuosités du courant, il a nagé quatre milles dans les deux premières heures. A 9 h. 40, il avait gagné quatre milles et demi sur la ligne de traversée, toujours repoussé vers le Nord-Est par la marée.

Il nage tantôt sur le dos, tantôt sur le côté gauche, absorbant de temps à autre quelques fragments de chocolat, de sucre, un peu de thé, ou de bouillon chaud, d'une main, tout en continuant à nager de l'autre.

Depuis que nous avons doublé le bateau-phare, nous dérivons presque directement dans l'axe du détroit, vers Calais et Gris-Nez. La marée est finie. Le jusant commence.

Et c'est désormais, pour le reste de la nuit, la même marche monotone. La lune est couchée, ... un à un les bruits s'éteignent. Seul, le murmure de l'eau chassée par le nageur, le souffle rythmique de sa respiration montent vers nous.

Je gagne la passerelle. Etendue sur une chaise longue, drapée dans des châles de laine, M^{me} Holbein, souriante et tranquille, cause doucement avec P. Hamel. Dans l'apaisement de la mer et du vent, sous le calme profond qui nous entoure et nous berce, comment ne pas rêver le succès, la victoire ??

La monotonie de la nuit ne sera plus traversée que par le passage de quelque navire, piquant de son feu rouge ou vert l'obscurité au sein de laquelle nous glissons.

A 10 h. 15, je note :

Température de l'air : 64° Fahrenheit.

Température de l'eau : 63° »

A 11 h. 45, le grondement lointain d'un vapeur en marche rompt peu à peu la tranquillité. Ses fanaux apparaissent d'abord, puis les mille feux de son spardeck, brillamment éclairé, scintillent dans la nuit comme les facettes d'un énorme joyau. Il glisse, passe devant nous. C'est la malle Douvres-Ostende qui nous croise, s'éteint, s'enfonce dans les ténèbres, disparaît...

Nous sommes à sept milles et demi de la côte anglaise ; plus du tiers de la route a été fait en cinq heures !

Et de nouveau les heures passent. Qu'elles sont longues ! L'homme nage toujours. Le voici sur le dos, allant très loin derrière sa tête chercher le flot qu'il empaume et sur lequel il prend point d'appui pour avancer.

Il s'alimente quelque peu et se remet à nager sur le côté gauche. C'est la position qu'il reprend chaque fois qu'il a mangé, la digestion se faisant difficilement sur le dos et des vomissements étant survenus dans les épreuves précédentes, toutes les fois qu'il nageait ainsi après l'un de ses légers repas.

Nous avançons d'une façon méthodique sans qu'Holbein accuse le moindre malaise, donne le

moindre signe de fatigue. La cadence de ses mouvements a la précision, la régularité d'une machine travaillant sans efforts. Autour de lui, silencieux, mais se succédant sans relâche, ses amis nagent, lui montrent la route... Et la confiance grandit à voir ces volontés luttant avec cette énergie tranquille et muette, malgré la formidable puissance à laquelle ils n'ont pas craint de s'attaquer, petits points sombres perdus à la surface de l'abîme que la moindre défaillance peut entr'ouvrir sous eux !

A 1 h. 30, Calais est juste en face de nous. Les feux anglais et français paraissent à peu près à égale distance de notre bateau.

A 2 heures, Holbein demande où il est.

« A neuf milles de la côte », lui répond-on.

Enchanté de ce résultat, il se remet vigoureusement à nager.

Température de l'eau : 62°.

Température de l'air : 62°.

Calais est maintenant un peu au Sud-Est de nous, Gris-Nez au Sud-Sud-Ouest.

4 heures du matin. — Il nage... il nage toujours l'homme fantastique !

Le jour se lève. La direction du bateau est S., E, c'est-à-dire qu'il est venu un peu dans le sud pour compenser la déviation vers l'est que lui a fait subir la marée pendant les premières heures. C'est presque la ligne que nous suivons, poussés par le jusant, car nous ne dévions guère de l'alignement de Gris-Nez au bateau-phare, dont nous sommes éloignés de dix milles et demi.

Holbein depuis son départ a couvert dix-neuf milles. Il se sent toujours aussi dispos. Aux questions qu'on lui pose, il répond qu'il n'a pas froid, qu'il n'est pas fatigué, que tout va bien.

L'aube blanchit autour de nous. L'horizon se fait plus lointain. De légers brouillards flottent sur la mer qui commence à scintiller dans la lumière ; et, dans la fraîcheur du matin, nous secouons peu à peu l'engourdissement de la nuit.

A 5 h. 30, le soleil perce la brume argentée qui, traîne encore à l'horizon. Son disque d'un rouge mat émerge et monte dans l'azur du ciel ; et, sous ses premiers rayons, les crêtes des petites vagues, par la brise légère d'Est qui vient de s'élever, se couronnent d'écume, étincellent et miroitent.

Avec l'aurore s'est levé l'espoir qui, comme elle, rayonne et grandit. Nous avançons. Dans le clapotis qui s'agite sur les flancs du bateau, sous la transparence des eaux bleues, deux nageurs sont toujours là, deux taches, l'une rosée, l'autre jaunâtre avec des places plus claires : c'est Holbein dont l'enduit commence à s'écailler sous le battement continu des lames. Les bras et les jambes ont presque repris leur coloration normale, mais le masque tient toujours bien et la respiration régulière (22 par minute) indique la résistance parfaite et l'absence de fatigue. Au-dessus de lui, toujours étendue sur la passerelle, à tribord, M^{me} Holbein cause gaiement et nous l'entendons rire... Oui, oui, décidément, c'est là le succès, le triomphe, ... Il semble qu'on en soit sûr, qu'on en jouisse déjà !

« — Il fait jour, lui crie joyeusement Holbein ; tout va bien ».

6 h. 45. — La côte française apparaît, bande blafarde de falaises à moitié cachée dans les derniers voiles que lève peu à peu le soleil. A l'heure qu'il est, Holbein a parcouru vingt-cinq milles en ligne droite de Douvres à Calais.

A 7 h. 40, un des nageurs qui l'accompagnent vient de remonter. Il a la peau rougie par l'action irritante de l'eau salée. Il claque des dents et grelotte. Il y a deux heures à peine qu'il est dans l'eau et c'est un nageur entraîné. Nous-mêmes, sur le pont, sommes tous enveloppés dans de lourds pardessus ou de chaudes couvertures ; et l'autre, le héros d'aujourd'hui, lutte depuis treize heures, toujours aussi calme, aussi maître de lui, sans que les éléments ni le froid semblent avoir prise sur cet extraordinaire organisme d'athlète, sans que sa volonté ait eu, depuis treize heures, la plus petite défaillance !

8 heures. — Nous avons encore gagné sur la mer. Holbein est maintenant à quatre milles de Calais. Le paquebot Calais-Douvres nous croise et nous salue de sa sirène. Holbein tout joyeux regarde les falaises qui grandissent.

« — J'y serai dans six heures, si j'ai de la chance », dit-il.

Et c'est presque aussitôt le bateau de la princesse de Galles qui, lui aussi, nous souhaite, en passant, le succès.

Température de l'eau : 62° Fahrenheit.

A 8 h. 40, je note les premières modifications dans les allures du nageur. Il paraît difficile de le mainte-

nir dans sa direction. Ses amis, chargés de ce soin, sont obligés de le solliciter incessamment. Tantôt il s'écarte au large, tantôt il est comme attiré par le bateau sur lequel il menace d'être jeté. Les avertissements se croisent, se multiplient. Ces modifications continuelles d'orientation ne vont pas sans quelque fatigue qu'on perçoit aux brassées qui ont moins d'amplitude, aux changements de position du nageur qui se répètent à chaque instant.

9 heures. — L'attention qu'Holbein est obligé de prêter à ses entraîneurs l'énerve visiblement. On s'aperçoit aussi qu'il avance moins. Les coups de cloche commandant au bateau la marche en avant se font plus rares, et à peine ont-ils tinté que le cri de « Stop » retentit. Le nageur est déjà dépassé. Cependant la respiration est toujours ample et régulière, à 18 par minutes.

9 h. 10. — Mærbs qui s'est mis à l'eau et moi, constatons de plus en plus les signes de fatigue d'Holbein. Il change à chaque instant sa position de nage. Sa direction a sans cesse besoin d'être corrigée. Il semble désorienté et peu maître de ses facultés cérébrales. Fréquemment, les ordres qu'on lui donne doivent être répétés, quelquefois à plusieurs reprises.

C'est la lutte qui commence avec l'adversaire qui, lui aussi, vient de s'éveiller, gronde et monte jusqu'à la surface de ces flots en apparence tranquilles. Le « Flood tide », la Marée ! C'est elle qui le ballote, le jette dans toutes les directions, le force à s'employer davantage, sans qu'il s'en soit rendu compte au début, pour vaincre cette puissance invisible

dont il commence à deviner la sournoise activité, l'antagonisme calme mais inexorable, comme la Fatalité !

C'est le propre des grands caractères de hausser la volonté à la hauteur des difficultés. Quand elles grandissent, la volonté s'exalte, intervient, commande, maîtrise les nerfs, ramène le sangfroid, discipline l'effort. Holbein a compris le danger, l'a mesuré, l'a reconnu. Il a accepté la lutte, et l'entame.

Peu à peu les mouvements reprennent leur amplitude et leur coordination. Leur direction s'affirme une fois pour toutes : elle va rester immuable. Voici de nouveau le nageur d'hier, de cette nuit.

Nous dérivons maintenant vers Calais. Blanc-Nez est presque devant nous, avec des falaises dont les détails commencent à se préciser.

A 10 heures, toute trace de fatigue a disparu. Quelques vomissements surviennent à 10 h. 35, mais il est facile de voir que l'athlète a complètement repris possession de lui-même. La respiration se fait toujours à 20 par minutes : les mouvements sont souples et faciles ; l'orientation invariable.

11 heures. — Nous sommes par le travers du cap Blanc-Nez avec Gris-Nez au Sud-Ouest et au Sud-Est Calais qu'on entrevoit à l'horizon.

Midi. — Les progrès de notre marche sont évidemment d'une extrême lenteur. Le cap Blanc-Nez est toujours devant nous. Aucun incident n'est venu interrompre la monotonie de ces heures.

J'interroge à cet instant l'entraîneur d'Holbein, actuellement le premier maître nageur de l'Angleterre.

« — Holbein va bien, mais la marée nous repousse ».

La côte est en effet toujours là, fixant nos regards et notre attention. Nous la voyons, toujours imprécise et voilée, décevante image qui semble un peu plus s'évanouir à chaque heure, et, comme le rivage d'Ithaque aux yeux d'Ulysse, apparaît toujours plus lointaine à l'horizon.

Tout à coup, une interpellation émue de Shorland vers Holbein... Nous voici penchés au bastingage. Les deux barques qui portent les amis se rapprochent du nageur ; et, dans le grand silence solennel qui s'est fait tout à coup, Shorland, couché sur l'avant d'une embarcation, le visage grave, la voix vibrante, commence avec Holbein un dialogue que je transcris ici dans sa simplicité tragique !

« — Holbein, mon vieux, j'ai quelque chose à te dire ! Il y a quatre heures, tu étais à quatre milles de la côte. Maintenant, quatre heures se sont écoulées, et tu es à huit milles. Dans une heure et demie, la marée tournera ; et peut-être, alors, auras-tu la chance d'atteindre Gris-Nez en trois ou quatre heures.

« — Que veux-tu dire ?

« — Cela veut dire qu'il faut compter rester encore près de six heures dans l'eau. Réfléchis bien.

« — Que veux-tu dire ?

« — Je dis que le courant t'entraîne vers la mer du Nord au lieu de te pousser vers Calais ».

Un long silence.... et Shorland reprend :

« — Ce n'est pas la peine de lutter contre la fatalité. Remonte !

« — Qui a pris cette décision ?

« — Moi, dit Shorland, et le capitaine.

« — C'est dur quand même.

Et s'adressant à sa femme :

« — Vous entendez, Constance ?

« — Oui, j'entends, mon ami.

« — Le courant est contre moi.

« — Allez donc, vous réussirez, crie une voix.

« — Il n'y a qu'une bien faible chance, répond Shorland.

« — J'étais à quatre milles tout à l'heure, termine Holbein, je suis à huit mille. Je remonte ».

Et, d'un geste brusque, sans plainte et sans révolte, il gagne l'échelle et monte à bord.

Nous sommes tous autour de lui, muets d'angoisse, pris de stupeur devant ce dénouement. Instinctivement, chacun de nous s'est découvert comme devant un grand deuil ; et, tout à coup, des hurrahs étranglés par l'émotion saluent cette glorieuse défaite.

Avec un triste et douloureux sourire que je verrai toujours, Holbein salue, remercie, et gagne la cabine où je le suis aussitôt.

Il est midi vingt.

Il a vingt-quatre respirations par minutes. La température est de 96° Fahrenheit (prise dans la bouche). Pouls : 120. — A l'auscultation, aucun bruit anormal du cœur, qui est régulier.

Les jambes sont un peu raides. Mais le nageur n'a aucun frisson. Il ne claque pas des dents. La main appliquée sur la peau ne perçoit pas une sensation très nette de froid. L'un des yeux, le gauche, est légèrement injecté, un des côtés du masque s'étant décollé dans les dernières heures.

En résumé, aucun signe de fatigue, aucune lésion organique ni fonctionnelle.

Et c'est tout. Et cet homme est dans l'eau depuis dix-sept heures et demie. Il a fait trente-six milles à la nage !

De l'ensemble des constatations matérielles faites pendant ces dix-sept heures, deux conclusions se dégagent nettement. Holbein a soutenu victorieusement la lutte d'un bout à l'autre contre l'eau. Il n'a pu triompher des courants.

Les seuls moments de défaillance ont coïncidé avec l'apparition de la marée, succédant au jusant vers 8 h. 30. Entraîné par elle, sans cesse dévié de sa direction, obligé de prêter aux renseignements de ceux qui le dirigeaient une attention soutenue, il a donné des signes d'épuisement physique et cérébral.

Les mouvements moins souples, moins étendus, plus précipités, mal coordonnés, attestaient la fatigue musculaire. Le cerveau, sans cesse sollicité par les appels des entraîneurs, s'épuisait en commandements aux groupes musculaires, en appels à l'énergie; et bientôt, une sorte d'hébétude faisait place à la conscience restée jusqu'alors si nette. Les indications qui s'adressaient à lui devaient être répétées souvent, se faire pressantes, impératives, pour être perçues par l'intelligence et recevoir la consécration de la volonté du nageur. Il a été un instant comme une épave flottant au gré des flots.

Mais l'énergie constitutionnelle de l'homme, sa volonté disciplinée par l'entraînement aux efforts de

longue durée, ont triomphé de cette ataxie momentanée des muscles et de l'intelligence. Au bout d'une heure; toute trace de fatigue avait disparu. L'homme était redevenu la machine docile obéissant presque sans efforts aux sollicitations de l'instinct seul.

Quelle était la situation?

Le triomphe sur l'eau était dès cet instant manifeste. Holbein nageait désormais comme il avait nagé toute la nuit, sans fatigue, sans essoufflement, sans que le froid ait sur lui la moindre prise. Il était de la dernière évidence qu'il se soutenait aisément sur l'eau et pouvait encore s'y maintenir de longues heures.

C'était l'impression de son maître, M. Newmann, qui disait, à midi, quelques minutes à peine avant qu'on le fit remonter :

« — Holbein va bien ».

En revanche, l'issue de la lutte contre la marée n'était pas douteuse. Le nageur était drossé par elle : non seulement il ne se maintenait pas dans la performance conquise, mais il perdait à chaque instant du terrain. En quatre heures, il avait dérivé de quatre milles.

La question se posait donc de la façon suivante :

Combien de temps la marée va-t-elle encore l'entraîner? De combien aura-t-il dérivé et que lui restera-t-il à faire lorsque le courant commencera à le rejeter vers la côte?

La réponse était facile. La marée devait durer encore 1 h. 30; c'est-à-dire qu'il aurait, au moment où elle se renverserait, perdu un mille et demi à l'allure où il se maintenait à midi.

A 1 h. 30, il serait donc à cinq milles et demi plus à l'Est qu'à 8 heures du matin.

Il serait à neuf milles de Calais. Avec le courant pour lui, c'était 6 heures encore à nager.

A l'heure où commençait le dialogue entre Shorland et lui, c'était donc, en tout, 7 h. 30 d'efforts qu'on devait lui demander encore.

Ce sont là des faits, des calculs d'une précision toute mathématique, un raisonnement inattaquable que tout le monde pouvait et devait faire, que tout le monde avait fait, puisque Shorland disait à ce moment à Holbein :

« — Cela veut dire que tu as encore sept heures à rester dans l'eau ».

Restait une dernière question qui n'était en quelque sorte que l'interprétation des données précises que nous venons de dégager.

Holbein était-il capable de fournir encore un effort de 7 h. 30 ?

J'en suis convaincu, et je l'affirme, en m'appuyant sur les résultats physiologiques de l'examen auquel je l'ai soumis lorsqu'il est remonté.

Mais ces résultats nous étaient inconnus au moment même où la discussion s'est engagée entre ses entraîneurs et lui.

En tous cas, rien, dans son attitude, dans sa nage, dans ses réponses même, n'indiquait la présence d'un danger, ne justifiait la crainte d'une syncope, d'une défaillance, d'un de ces accidents dont l'imminence eût pu commander impérieusement le sacrifice douloureux qu'on lui a tout à coup demandé : la faillite d'un travail opiniâtre mené pendant 17 h. 30.

Des nageurs étaient là, autour de lui; deux barques l'entouraient, pleines d'amis suivant avec sollicitude le progrès de sa marche, prêts à lui porter secours à la moindre menace d'alerte. De péril, aucun.

Si l'on eût dressé de sang-froid, en cet instant, le bilan des forces du nageur, d'une part, en s'appuyant sur ses affirmations et sur les observations recueillies depuis le début, et totalisé, d'autre part, les résistances qui lui restaient à vaincre et les avantages dont il pouvait bénéficier 1 h. 30 plus tard, je doute qu'on eut déclaré la désastreuse banqueroute qu'Holbein acceptait si péniblement.

A quel mobile ont obéi ses amis, si désireux de le voir réussir, si dévoués, si empressés à le secourir, à l'aider, à le porter jusqu'au succès ?

Je crois qu'il y a là une question de psychologie qui ne s'est point posée ici à titre exceptionnel, mais domine la plupart des résultats des grandes épreuves sportives.

L'exercice des sports demande un double effort : du travail aux muscles ; un effort, au cerveau, sous forme d'attention, d'application s'il s'agit d'un exercice difficile : de volonté, si le mouvement est simple mais doit être répété longtemps et souvent. L'effort est donc supporté par la fibre musculaire, et par la cellule cérébrale, qui envoie aux muscles qui vont faiblir tout l'influx nerveux possible, afin de leur permettre d'accomplir, jusqu'au bout, le travail qui va atteindre la limite de leurs forces.

C'est un fait d'observation qui décida l'emploi des entraîneurs dans les courses de fond. Pour venir en aide à la volonté, pour ménager les dépenses de

force nerveuse, retarder autant que possible l'énervement de la cellule cérébrale, pallier la défaillance inévitable, le sujet remet à des activités, qui se relaieront aux premiers signes de fatigue, le soin de le guider, de le conduire, de le suggestionner. Toute tension d'esprit, toute préoccupation, toute dépense intellectuelle lui est ainsi évitée, autant qu'il est possible. Et cette part d'activité, que prennent pour eux les entraîneurs et qu'ils lui transmettront au moment opportun, reste disponible pour lui dans l'équilibre de ce budget organique, de ce capital individuel qu'est l'énergie vitale.

Encore faut-il que ces entraîneurs dispensent avec discernement ces réserves d'énergie cérébrale, sous peine de succomber eux-mêmes à la fatigue, et d'être épuisés au moment où il serait nécessaire d'en transmettre la bienfaisante et salutaire action à l'athlète.

Or, la sympathie qui entourait la tentative d'Holbein était telle, le désir de le voir arriver si intense chez tous ses amis, que les volontés semblent avoir été, dès le début, exaltées à leur paroxysme. Certes, le concours de ses entraîneurs, leur dévouement ne lui ont fait à aucun moment défaut : ils se sont manifestés au contraire avec une constance si parfaite, une sollicitude si inquiète, le jour et la nuit, sans trêve ni repos pour aucun d'eux, qu'à leur insu, ils ont tous en même temps, peu à peu, heure par heure, épuisé le capital d'énergie, de sang-froid, de volonté auquel ils auraient dû faire appel à la fin de l'épreuve.

Et, lorsqu'à la joie des premières heures, aux

facilités du début, aux espoirs, escomptés peut-être un peu vite, de la veille ont fait place les difficultés, les lenteurs, les moments difficiles du lendemain, énervés par les longues heures d'insomnie, par la tension d'esprit à laquelle aucun d'eux n'avait accordé un instant de trêve, ils étaient, sans s'en rendre compte, dans l'impossibilité d'envisager avec le sang-froid nécessaire les sévères réalités qui se dressaient devant eux.

C'est en cet instant que le capitaine leur communiquait le résultat de ses observations : Holbein repoussé à quatre milles plus au large qu'à huit heures du matin ! C'est le moment de discuter froidement les chances qui lui restent, d'apprécier l'état de ses forces, de l'encourager, de faire passer en lui la confiance dans le succès, de lui susciter un peu de cette énergie dont ils ont dû faire provision pour la lui transmettre au moment opportun. Hélas ! les dernières constatations les ont accablés. Au travers de l'effroi que leur donne leur inconsciente fatigue, ils envisagent l'immense effort qu'il faut demander encore : il leur paraît au-dessus des forces humaines.

Ils oublient qu'ils s'adressent à un être dont la puissance extraordinaire déjoue toutes les prévisions ; ils ont oublié tout ce qu'on pouvait attendre de lui, et, sans s'arrêter aux conditions merveilleuses dans lesquelles il se trouve encore, impuissants à lui suggestionner un espoir qu'ils ne partagent plus, incapables de concevoir la possibilité d'un nouvel effort que leur imagination grossit sans doute, ils concluent de leur abattement à la défaillance de leur

ami, et Shorland est chargé de prononcer les mots qui doivent tout perdre !

Holbein, aux premières paroles, reste interdit. Mais dès qu'il a compris, il accepte. Il ne discute pas. Il obéit sans protester. Sa volonté, les destinées de cette terrible épreuve, sa vie même, il a tout remis avec confiance entre les mains de ses amis.

Il est la machine qu'ils meuvent, dirigent, actionnent, modèrent, arrêtent suivant les nécessités qu'ils ont seuls mission d'apprécier.

Responsabilités terribles qui leur confèrent le droit de prendre des arrêts qui sont sans appel!!!...

La lutte était terminée : et l'athlète encore en pleine vigueur abandonnait, victime de la sollicitude un peu inconsidérée de ceux qui, trop ardents peut-être à la poursuite du triomphe, dépensèrent trop tôt les trésors d'énergie et de volonté dans lesquels ils auraient dû puiser aux dernières heures, celles où les défaillances demandent à être entourées, les forces et l'énergie galvanisées, les désespoirs puissamment soutenus et relevés.

Le lendemain de son échec, Holbein, que le repos de la nuit avait rendu aussi dispos que le jour de son départ, discutait avec ses amis les causes de la défaite. Quelques-unes méritent d'être dégagées au cours de cette discussion.

Holbein avait choisi, pour son essai, l'époque de la Morte-Eau où les marées sont presque nulles. Or, celles de la nuit du 2 au 3 septembre firent sentir violemment leur action. De plus, le jusant qui l'eût porté vers le Varne, au milieu du détroit, s'est à

peine fait sentir cette nuit là, de sorte qu'au moment où le « Flood-Tide », la deuxième marée, l'a repris, elle l'a rejeté non plus sur la côte française, mais au nord de celle-ci.

Un de ses entraîneurs, M. Holmes, qui a nagé souvent dans le détroit, a toujours été porté par l'« Ebb Tide » vers le Varne, et tous escomptaient cette direction et en avaient déduit les heures de départ et l'heure probable d'arrivée.

L'opinion d'Holbein est qu'il faudrait finir sur une marée ou sur le commencement de la seconde. C'est le système qu'avait employé le capitaine Webb en 1875 lors de la traversée qu'il réussit.

Holbein renouvellera sa tentative.

« — Je n'aime pas beaucoup à être battu, dit-il.
« Et je trouve pénible de rester sur un échec quand
« on s'est approché si près du but. Quand je pense
« que j'ai dérivé pendant quatre heures !!! Avec un
« peu de chance, on doit pouvoir mieux utiliser les
« marées en vingt ou vingt-quatre heures. Or, j'ai
« prouvé, en nageant l'année dernière vingt-deux
« heures et demie, que j'ai toutes chances pour me
« maintenir sur l'eau le temps nécessaire, pourvu
« que les courants m'aident un peu ».

Ce sont là des espérances qui paraissent des plus légitimes.

Il ne faut pas oublier que les performances antérieures de l'extraordinaire athlète qu'est Holbein les justifient pleinement.

Il a quarante-deux ans. Est né dans le Middlesex. Il a d'abord fait de la bicyclette vers 1885 ou 1886, et aussitôt s'est classé comme un coureur de fond hors

ligne. Coup sur coup, il établit le record des 300 milles dans les vingt-quatre heures, puis des 400 milles. Il détient, le premier, le record des vingt-quatre heures surpiste, à Herne-Hill (environ 600 kilom.) et presque sans entraîneurs.

Il établit, le premier, le record des vingt-quatre heures en tandem. Il arrive second en 1890 dans la course Bordeaux-Paris, gagnée par Mille.

Deux accidents consécutifs à la jambe, deux fractures, lui font abandonner le cyclisme.

Il s'adonne depuis 1897 ou 1898 à la natation.

Son entraînement consiste à faire deux ou trois fois par semaine des séances de natation de trois à quatre heures. Ces séances alternent avec des marches à pied de 25 à 30 kilomètres.

Il fait de la bicyclette, mais peu, et jamais les mêmes jours que la natation, les deux exercices lui paraissant se nuire l'un à l'autre : le premier exigeant de la puissance et amenant assez rapidement de la raideur des jambes, le second demandant surtout de la souplesse.

Son régime alimentaire n'a rien d'exclusif. Mais il évite soigneusement le surmenage et les excès, ne fume pas, dort huit à neuf heures, ne prend jamais d'alcool et le considère comme un aliment très dangereux au cours des épreuves de fond.

Je pense qu'Holbein peut recommencer et doit réussir.

Et pourquoi, demandera-t-on peut-être, ces prodigieuses et inutiles dépenses de force et d'énergie ?

Inutiles, qu'en sait-on ? Il n'est rien d'inutile dans

l'effort, et le progrès est fait de toutes ces inutilités. Celui qui porte en soi un idéal, dont la réalisation paraît impossible à la foule et qui, pour l'atteindre, est prêt aux suprêmes abnégations, est un être supérieur qui mérite le respect, et prépare peut-être aux générations de l'avenir l'avènement de réalités que les nôtres appellent des utopies. Il nous donne en tous cas, l'exemple de ce que peuvent la volonté et l'énergie méthodiquement disciplinées pour reculer les limites des possibilités humaines.

Saluons-le avec admiration.

DOCTEUR PEUGNIEZ.



HISTOIRE DU COLLÈGE D'AMIENS

Par S. LENEL

INTRODUCTION

Nous n'aurions jamais eu la pensée d'entreprendre l'histoire de l'ancien Collège d'Amiens, depuis ses origines, dont la date précise est inconnue, jusqu'à sa disparition à la fin du XVIII^e siècle, si les excellents *Inventaires des Archives de la Somme et des Archives de la ville d'Amiens*, dressés avec tant de soin et de zèle par M. Georges Durand, Archiviste du Département, ne nous y avaient pour ainsi dire invité. Sans ce guide précieux, qui non seulement indique toutes les sources où il faut puiser, mais encore cite en grande partie les passages les plus intéressants et vous engage par là même à lire le reste, nous n'aurions pu mener à bonne fin ce travail. Nous n'avons pas du reste la prétention d'être complet, car, pour être bref, il faut se résigner à choisir parmi la grande quantité des documents ; nous avons seulement voulu être aussi exact que possible, et n'avons eu recours à des rensei-

gnements de seconde main que lorsqu'il nous a été impossible de faire autrement.

Mais ce n'est pas assez pour nous de rendre justice au labeur éclairé et scrupuleux de M. Durand, qui a mis au service de tous les chercheurs un incomparable instrument de travail. Nous devons aussi le remercier particulièrement des bons conseils qu'il nous a donnés et des indications qu'il nous a fournies de vive voix. Il nous a même plus d'une fois aidé à déchiffrer des textes dont la lecture nous était pénible et même impossible. M. Henri Michel, Conservateur de la Bibliothèque Communale, où sont maintenant déposées les Archives de la Ville, nous a, lui aussi, avec sa bonne grâce habituelle, grandement facilité cette tâche, et, sans leur secours à tous deux, nous n'aurions pu certainement présenter les textes dans leur intégrité, comme nous avons cru devoir le faire, toutes les fois que cela nous a paru nécessaire.

En dehors des Archives Départementales et Communales, c'est-à-dire des pièces presque toutes manuscrites qu'elles renferment, nous avons consulté, comme on pourra s'en rendre compte, quelques pièces imprimées ayant trait à l'histoire du Collège aux xvii^e et xviii^e siècles, et aussi des ouvrages d'un intérêt général, relatifs à l'histoire des collèges sous l'ancien régime.

Nous devons signaler à part le tome II des *Répertoire et Appendice des Histoires locales de la Picardie*, par F.-I. Darsy, paru en 1881. Une bonne moitié de ce volume est consacrée aux Ecoles et Collèges du diocèse d'Amiens, et plus de cent pages, sans parler

de plusieurs pièces justificatives, traitent du Collège de notre ville. L'auteur a rassemblé les documents et renseignements qu'il a pu se procurer. Mais ils étaient forcément très incomplets, puisque l'absence d'Inventaires, au moment où il a composé son livre, l'empêchait de dépouiller, comme on peut le faire aujourd'hui, le fonds si riche de nos Archives.

M. Darsy, membre résidant de la Société des Antiquaires de Picardie, semble d'ailleurs avoir poursuivi son étude avec des préoccupations assez particulières : ce qui l'intéresse surtout, c'est le sort des Capettes ou boursiers, c'est aussi la description des locaux avec leurs modifications successives, et la question des biens du Collège. De ces trois points, le premier ne nous paraît pas, dans une histoire où l'on embrasse l'ensemble, mériter une attention spéciale ; le second a été, ou peu s'en faut, traité suffisamment par le consciencieux érudit ; le troisième n'a pu l'être qu'en partie, mais avec force détails auxquels nous renverrons le lecteur désireux de connaître, sans consulter les Archives, l'état des finances du Collège sous l'administration des Jésuites (1).

(1) Nous devons mentionner aussi l'ouvrage récent de M. l'abbé Dubourguet, *Grandes Ecoles et Gens d'Eglise au Diocèse d'Amiens sous l'Ancien Régime* (Amiens, 1904, chez Yvert et Tellier). M. l'abbé Dubourguet a bien voulu recourir à notre travail antérieur, *De Collegio Ambianensi, 1762-1793* (Ambiani, ex typis Piteux frères, 1902), et nous a cité maintes fois avec une grande bienveillance. Nous l'en remercions bien sincèrement, et, quoique notre travail actuel, dont le précédent n'était qu'une partie détachée, fût terminé avant la publication des *Grandes Ecoles*, nous nous ferons un plaisir de le citer à notre tour, le cas échéant.

Notre dessein n'a pas été du reste d'insister sur ce point particulier, mais d'écrire l'histoire du Collège, en nous plaçant à un point de vue plus général, et, qu'on nous permette de le dire, plus élevé. Elle peut, ainsi considérée, se diviser en trois parties ou époques. Dans la première, qui s'étend de la naissance de la Grande Ecole ou Collège séculier à l'introduction des Jésuites, on assiste à la lutte qui se livre entre le pouvoir civil, c'est-à-dire les maire et échevins, et le pouvoir religieux, représenté par l'évêque, le chapitre et l'écolâtre, l'un voulant prendre part à la direction du Collège, et l'autre la garder exclusivement pour lui. Dans la seconde, le Collège est aux mains des Jésuites qui en sont à peu près les maîtres absolus, mais qui ont néanmoins parfois des différends avec la ville, l'évêque, le chapitre et les curés. Dans la troisième, le Collège, redevenu séculier, après la suppression des Jésuites en 1762, et soumis à un régime tout nouveau, nous a paru intéressant surtout au point de vue des études et de la discipline intérieure, sur lesquelles nous n'avions rencontré jusqu'à cette date que de rares documents.

On trouvera à leur place naturelle dans le corps de l'ouvrage des renseignements plus ou moins détaillés sur les revenus et les locaux du Collège, mais il nous a paru indispensable de les résumer ici pour qu'on puisse embrasser d'un coup d'œil la situation financière et mieux comprendre le plan et les vues que contient ce volume.

Deux comptes seulement nous sont parvenus pour

la première époque : l'un, de 1457, l'autre, de 1606, à la veille même de l'introduction des Jésuites, accusent, le premier, une recette totale de 478 livres tournois, 17 sols, 3 deniers et 1 obole, le second, 442 livres, 6 sols, 6 deniers (1).

Pour ne pas s'étonner de la modestie de ces sommes, qui valaient d'ailleurs plus que de nos jours (2), il est bon de savoir que l'instruction était

(1) *Arch. Dép. D. 6.* (Liasse). Extrait d'un registre du Chapitre, intitulé *Pro Collegio pauperum clericorum sancti Nicolai Ambianensis*.

(2) Sur la question si controversée de la valeur de la livre tournois comparée au franc qui l'a remplacée, voici quelques renseignements que nous nous sommes procurés dans le dessein d'estimer, au moins approximativement, ce qu'elle représentait en monnaie d'aujourd'hui aux environs des années 1457, 1606 et 1762 :

D'après *La France Economique*, par de Foville, 1887, p. 302, la livre tournois valait, en 1286, 20 fr. 11 c. ; en 1386, 10 fr. 39 ; en 1486, 6 fr. 02 ; en 1586, 3 fr. 15 ; en 1686, 1 fr. 85 ; en 1786, 0 fr. 99.

Mais, selon les appréciations de Leber, rectifiées par les observations du même M. de Foville dans l'*Economiste Français*, la valeur approximative de la livre tournois, en 1450, était de 48 fr. 88 c. ; en 1600, de 7 fr. 18 ; en 1760, de 2 fr. 69. (Communication de M. Boudon, membre résidant de la Société des Antiquaires de Picardie).

L'écart énorme qui sépare ces évaluations pour le xv^e siècle nous inspira des inquiétudes, et nous fîmes appel aux lumières de M. Demargeon, professeur d'histoire, notre ancien collègue au Lycée d'Amiens. Il voulut bien nous répondre que, dans l'état actuel de la science, il faut absolument renoncer à estimer avec précision la valeur de la livre tournois comme monnaie, et nous engagea à nous reporter à l'*Histoire de France* de Lavissee (Hachette). A la fin du iv^e volume, 1^{re} partie, nous trouvâmes en effet un tableau, établi par M. Coville, * donnant, dans la mesure

gratuite, que les quatre ou cinq régents étaient fort mal payés et le Collège toujours endetté.

Il n'existe aux Archives aucun compte du temps des Jésuites qui n'en rendirent à personne. Obligé par là même de passer brusquement de l'année 1606 à l'année 1762 (1), c'est-à-dire au moment du départ des Jésuites, entrés au Collège en 1608, nous voyons que les biens de la fondation primitive, (Maison de Saint-Nicolas aux pauvres clercs), étaient alors évalués à la somme de 1746 livres. Il faudrait y joindre la prébende préceptoriale fondée en 1565, estimée 400 livres en 1583, mais qui ne fut payée qu'à partir de 1608. Elle valait en 1764 un peu plus de 2000 livres, et le chiffre en fut assez variable, même au XVIII^e siècle.

Nous ne parlons bien entendu que des revenus, laissant de côté les bâtiments, accins et jardins du

du possible, la valeur intrinsèque des monnaies, de 1332 à 1421, surtout sur les calculs de N. de Wailly ». La livre tournois aurait valu en 1330, 10 fr. 32 c.; en 1349, 10 fr. 46; en 1359, 5 fr. 09; en 1374, 10 fr. 83; en 1382, 8 fr. 47; en 1400, 3 fr.

Désireux de trouver les évaluations pour les époques qui nous intéressent, nous nous sommes reporté au travail de N. de Wailly, *Mémoire sur les variations de la livre tournois, depuis le règne de saint Louis...* (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, XXI, 2^e partie, 1857). La livre tournois aurait flotté, sous Charles VII (1422-1461), entre 12 fr. 05 et 6 fr. 14, sous Henri IV (1589-1610), entre 3 fr. 52 et 3 fr. 39, sous Louis XV (1715-1774), entre 1 fr. 83 et 0 fr. 42.

(1) Les rentes du Collège en 1637 (v. Darsy, *op. cit.*, p. 231), s'élevaient à la somme de 674 l. 16 s., provenant de deux donations particulières et de rentes créées par la Ville depuis l'introduction des Jésuites. Mais elles furent remboursées à différentes dates et ne figurent plus dans le procès-verbal de 1762.

Collège, qui étaient plutôt une charge qu'une source de profits, et aussi, pour la même raison, les meubles et effets garnissant les appartements des maîtres et les classes, l'argenterie et la bibliothèque, composée, d'après le procès-verbal, de 3643 volumes.

Aux biens de la fondation primitive (1), évalués en 1762 à 1746 livres de revenus, vinrent se joindre les biens propres de la fondation des Jésuites et surtout des bénéfices unis au Collège, qui s'accrurent sans cesse sous leur administration et devinrent très considérables. Mais l'estimation n'en peut être qu'approximative, puisqu'une partie des redevances était payée en nature, sans indication de leur valeur. Nous pouvons seulement constater que le Collège touchait en argent, à la veille du départ des Jésuites, outre les 1746 livres indiquées ci-dessus, et la prébende préceptoriale, d'environ 2000 livres, près de 18000 livres, ce qui fait en chiffres ronds de 21 à 22000 livres (2). Aussi les Jésuites avaient-ils pu, de

(1) Sur les biens du Collège en 1762, il faut consulter les *Arch. Dép.* D. 16. (Registre), et D. 5. (Liasse) : 1^o Procès-verbal fait au Collège d'Amiens occupé par les soi-disants jésuites et description des titres et papiers du Collège, commencé le 30 avril 1762, clos le 11 juin ; 2^o Etat pour renseigner les biens de l'ancien Collège et les acquisitions faites au profit du Collège, ainsi que les biens du séminaire ou maison des Capettes, le tout suivant les cotes de l'inventaire commencé le 30 avril, clos le 11 juin 1762. — Pour plus de commodité on peut voir Darsy (*op. cit.*, p. 233-244), qui s'est servi du procès-verbal et l'a abrégé, en donnant l'essentiel, et l'Arrêt de la Cour du Parlement, du 5 septembre 1780, qui indique, ce que ne fait pas Darsy, la date des donations faites au Collège (Paris, Simon, 1781).

(2) *Arch. Com.* AA. 25. Dans une lettre adressée au maire de Dijon, le maire d'Amiens, en 1763, parle de plus de 24000 livres de rente

1608 à 1762, grâce à cette augmentation des revenus et à différents secours fournis par la ville ou les particuliers, restaurer ou agrandir à plusieurs reprises les locaux et instruire gratuitement beaucoup plus d'écoliers que par le passé.

Les Jésuites partis, le Collège fut dirigé par un Bureau d'administration, à qui des comptes furent rendus très exactement. Ils vont (1) de 1764 à 1791, sauf les années 1788 et 1789. Quant à ceux de 1792, 1793, 1794, nous ne les possédons pas. Nous savons cependant qu'en 1793 la recette excéda la dépense de 20909 l. 7. s. 4 d., et il est possible que le compte de 1794 n'ait pas été rendu (V. notre dernier chapitre). Nous croyons devoir reproduire ici le résumé très instructif de ces comptes, en plaçant sur la première ligne la Recette, avec la valeur de la prébende, qui en fait partie, et sur la seconde la Dépense. Le compte de 1763 comprend, par exception, plus d'une année et demie, du 12 mai 1762 au 31 décembre 1763 :

COMPTES ADMINISTRATIFS DU COLLÈGE

1763. Recette,	40726 l. 13 s. 1 d.	Prébende,	» » »
Dépense,	38040 » 9 » 4 »		
1764. R.	15492 » 6 » 9 »	P.	2006 l. 1 s. 7 d.
D.	15492 » 11 » 9 »		
1765. R.	14428 » 16 » 6 »	P.	1519 » 3 » 6 »
D.	17048 » 10 » » »		
1766. R.	17740 » 17 » 6 »	P.	2228 » 12 » 5 »
D.	16262 » 13 » 9 »		
1767. R.	30727 » 12 » 7 »	P.	2492 » 2 » 9 »
D.	24848 » 8 » 4 »		
1768. R.	44209 » 11 » » »	P.	2824 » 8 » 7 »
D.	31365 » 8 » » »		

(1) *Arch. Dép.* D. 13, 14. (Registres). 15. (Liasse).

1769. R.	45067 l. 3 s. 8 d. Prébende, 2466 l. 14 s. 8 d	
D.	33062 » 6 » » »	
1770. R.	44490 » 4 » 2 » P.	2802 » 1 » 2 »
D.	34980 » 2 » » »	
1771. R.	47513 » 6 » 3 » P.	2546 » 10 » 9 »
D.	35733 » 8 » 1 »	
1772. R.	70119 » 12 » 9 » P.	3087 » 18 » » »
D.	66593 » 17 » 8 »	
1773. R.	49004 » 3 » 1 » P.	2702 » 11 » » »
D.	41854 » 9 » 10 »	
1774. R.	51114 » 11 » 3 » P.	2915 » 11 » 6 »
D.	50337 » 8 » 1 »	
1775. R.	46081 » 1 » 10 » P.	3052 » 15 » 3 »
D.	41687 » 15 » 7 »	
1776. R.	42753 » 9 » 10 » P.	3093 » 7 » » »
D.	37969 » 3 » 8 »	
1777. R.	44388 » 13 » » » P.	3130 » 13 » 9 »
D.	41659 » 3 » » » (1)	
1778. R.	43454 » 10 » 6 » P.	2716 » 16 » 6 »
D.	40504 » 14 » 6 »	
1779. R.	55481 » 3 » 3 » P.	2912 » 1 » » »
D.	50820 » 6 » 10 »	
1780. R.	62089 » 5 » 6 » P.	3230 » 15 » 2 »
D.	46734 » 13 » 4 »	
1781. R.	56023 » 18 » 7 » P.	3100 » 12 » 9 »
D.	52763 » 11 » 6 »	
1782. R.	57470 » 3 » 6 » P.	2984 » 16 » » »
D.	46582 » 6 » 6 »	
1783. R.	60120 » 9 » 2 » P.	3292 » 6 » 6 »
D.	44510 » 12 » » » (2)	

(1) D'après l'Etat des biens et revenus du Collège en 1777, les revenus étaient de 40022 l. 1 s., et les dépenses de 35388 l. 16 s. 6 d. (*Arch. Dép.*, D. 8. Liasse).

(2) En 1783, les revenus prévus au mois de mai étaient de 46843 l. 13 s. 3 d., et les dépenses de 24550 l. 6 s. 3 d. V. *Arch. Dép.* D. 8. (Liasse) : Premier mémoire pour le Collège d'Amiens, contenant l'Etat des Revenus et charges des biens dudit Collège,

1784. R.	65689 l. 3 s. 4 d.	Prébende, 3750 l. 11 s. 9 d.
D.	44255 » 3 » 9 »	
1785. R.	70992 » 1 » 7 » P.	3480 » 3 » 6 »
D.	40077 » 1 » 8 »	
1786. R.	85668 » 12 » 6 » P.	4089 » 15 » 6 »
D.	39528 » 19 » 6 »	
1787. R.	95402 » 5 » 9 » P.	3087 » 10 » 6 »
D.	40340 » 6 » » » (1)	
.		
1790. R.	93147 » 9 » 8 » P.	54 (2) » » » »
D.	48000 » 2 » 9 »	
1791. R.	74168 » 14 » 3 » P.	» » » » » »
D.	30488 » » » 5 »	

pour répondre au n° 1^{er} de la lettre (imprimée) de Joly de Fleury, du 17 avril 1783. — On voit quel écart, dans les recettes comme dans les dépenses, se produisit entre ces prévisions budgétaires et le compte d'ordre.

(1) Les comptes de 1788 et 1789 manquent, mais il nous est parvenu deux documents, l'un de 1789, l'autre de 1790, qui nous renseignent sur la situation financière de ces deux années, puisque l'évaluation des recettes et des dépenses dut être basée sur les comptes précédents :

1^o D'après l'Etat des biens et revenus du Collège en 1789 (*Arch. Dép. D. 8.* (Liasse), les revenus étaient de 47829 l. 12 s. et les dépenses de 38041 l. 8 s. Mais l'excédant de 9788 l. 4 s. fut diminué par quatre pensions émérités à payer aux professeurs, trois de 700 l. à Fournier, Lefebvre et Reynard, une de 800 à Bayard. De plus les professeurs en fonction demandèrent une augmentation de 3200 l., ce qui réduisit le reliquat à 3688 l. 4 s.

2^o La Déclaration des biens mobiliers, immobiliers et revenus du Collège d'Amiens, faite en exécution des lettres patentes du Roi du 18 novembre 1789, sur le décret de l'Assemblée Nationale du 13, par M. Gorin, principal du Collège, autorisé à cet effet par décision du Bureau d'administration du 5 février 1790, nous apprend que les revenus étaient estimés à 47984 l. 2 s. 3 d., et les charges à 44228 l. 16 s. (*Arch. Dép. D. 8.* Liasse).

(2) La prébende fut réduite cette année-là aux distributions

D'après ce tableau la situation pécuniaire du Collège, de 1762 à 1791, fut excellente : en effet les recettes augmentent presque régulièrement d'année en année, les excédants deviennent de plus en plus forts, ils atteignent et dépassent même les recettes ordinaires dans les dernières années. Si les recettes et les dépenses sont moins élevées entre 1763 et 1768, c'est que cette année-là pour la première fois le Collège toucha une partie des revenus des bénéfices unis, provenant des prieurés de Saint-Denis, Flixecourt, Fresmontier, et de la chapelle de Notre-Dame en la Collégiale de Vignacourt. Or, le produit en fut de 22940 livres, dont 13000 pour le seul prieuré de Saint-Denis, qui fournit plus tard chaque année plus de 20000 livres, c'est-à-dire environ la moitié de la recette, si on décompte les excédants. En 1769 le Collège entra en jouissance des autres bénéfices, d'ailleurs beaucoup moins importants (1). L'envoi en possession n'eut lieu officiellement qu'en 1780 (2), mais les comptes administratifs nous prouvent qu'en fait le Collège put disposer de tous ces biens à partir de 1769. En résumé les dépenses flottèrent de 1773 à 1790 entre 40 et 50000 livres, et les recettes demeurèrent à peu près les mêmes. Il y eut néanmoins toujours, à dater de 1767, un reliquat plus ou moins considérable, qui alla croissant de 1780 à 1791.

manuelles et disparut l'année suivante. La diminution de la recette en 1791 provint surtout de la suppression des dîmes. (V. Darsy, *op. cit.*, p. 311).

(1) Voir pour le détail les Comptes, qui contiennent les plus curieux renseignements.

(2) V. l'Arrêt du Parlement, déjà cité.

Cette prospérité ne doit pas faire illusion sur l'état du Collège à cette époque. En effet, si l'argent afflua, sinon au début, du moins plus tard, dans la caisse de la maison, l'établissement était assez mal administré : la discipline et les études n'étaient pas des plus florissantes, et l'on ne parvint même pas à installer sérieusement un pensionnat, qui eût été fort utile aux écoliers du dehors, bien que les locaux ne fissent pas défaut pour cela.

On ne sait presque rien sur l'emplacement (1) du Collège à son origine. La Grande Ecole, — c'était alors son nom, — était située primitivement sur la paroisse de Saint-Firmin-en-Castillon, dans la rue dite de la Vieille-Ecole (2). On fonda ensuite, sans doute vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, vis-à-vis du prieuré de Saint-Denis, à l'entrée de la rue des Jacobins, une maison pour loger et nourrir les pauvres écoliers : ce fut l'hôpital, au sens littéral du mot, de Saint-Nicolas aux pauvres clercs, et la Grande Ecole y fut

(1) Sur cette question des locaux, voir Darsy, *op. cit.*, *passim*. Nous indiquons les sources pour ce que nous y avons ajouté.

(2) M. Boudon a eu l'obligeance de nous faire la communication suivante :

On lit dans le cœuilleir de l'Hôtel-Dieu de 1293-1296 : « Dans la première ruelle des Vergiaus », impasse des Jeunes-Mâtins actuelle, qui s'est appelée en 1416 rue des Piaus, « Colars Leureus qui maint sur le markié au Pisson pour se maison de Vergiaus qui est en le ruelle derrière l'escole qui fu Engerran le Tartier deles le maison Colars as Tabours ». L'école de la paroisse Saint-Firmin-en-Castillon était donc construite dans le massif de maisons qui s'élève entre l'impasse des Jeunes-Mâtins et la rue des Verts-Aulnois.

transférée. Elle se trouvait alors en dehors des murailles de la ville (1), et fut brûlée en 1350 par les Navarrais et reconstruite en 1361. En 1452 les clercs de la Grande Ecole demandèrent l'autorisation d'élever un mur devant l'église des Jacobins (2). La maison, ainsi que la chapelle, furent probablement reconstruites en partie et restaurées au commencement du xvi^e siècle. C'est, en tout cas, le bâtiment antérieur aux Jésuites, dont nous donnons une vue.

En 1610, deux ans après leur introduction au Collège, les Jésuites obtinrent du gouverneur de Picardie, de la ville et des autres autorités, la permission d'occuper l'Eglise du prieuré de Saint-Denis, située de l'autre côté de la rue, aujourd'hui rue Porte-Paris, en face de la porte principale du Collège. Ils demandèrent alors, pour aller commodément de l'un à l'autre, à construire un passage couvert « en forme d'arcade » à travers la rue. Ils y furent autorisés (3), mais ce fut un pont fort disgracieux, avec galerie couverte, qu'ils bâtirent, et non une arcade, comme on peut le voir dans une des vues que nous avons reproduites. Après leur départ du Collège, le Conseil

(1) Cf. *Arch. Dép.* D. 6. (Liasse) : « Mémoire (1763) concernant les droits du Chapitre de l'Eglise cathédrale d'Amiens sur le Collège de la même ville : « La Grande Ecole était alors dans l'un des faubourgs d'Amiens, *in suburbio urbis*. C'est le Collège d'à présent, qui depuis l'agrandissement de cette ville se trouve dans l'enceinte d'ycelle ». V. aussi *Arch. Com.* AA. 8. 24 décembre 1378.

(2) *Arch. Com.* Registres aux Délibérations, BB. 7. f. 113 v^o, 19 mars 1452.

(3) *Arch. Dép.*, D. 111. (Liasse).

de ville consentit à sa démolition, et le procureur du Roi en fit la demande au bureau des finances : « Cette arcade, dit-il, qui a subsisté . . . au désavantage de la chose publique, et qui menace ruine, devient actuellement de toute inutilité, au moyen de l'arrêt du Parlement du 7 mai dernier, qui a procuré aux professeurs du nouveau collège établi sous l'autorité de la cour dudit Parlement, leur logement dans la totalité des bâtimens dudit collège, et qui a nécessité les Jésuites à se retirer dans les bâtimens de la Retraite scis du côté de l'ancienne église de Saint-Denis(1). » Le pont fut en conséquence supprimé le 11 juin 1763, par ordre du Parlement. Mais un nouvel arrêt du Parlement, du 7 septembre 1776, ordonna de le rétablir. Il ne fut pourtant pas reconstruit. Le Bureau d'administration du Collège déclara en effet, le 20 décembre, qu'il n'était « point nécessaire à la bonne tenue du pensionnat et au succès de cet établissement, qu'il pourroit même entraîner des inconvénients, soit pour le public, soit pour les personnes mêmes qui habiteroient le collège ». Les échevins furent du même avis, et demandèrent, le 8 février 1777, que le mur soutenant la galerie, qui avait été démoli « comme nuisible à la liberté de la voie publique », ne fût pas immédiatement rétabli, car la ville voulait procéder à la levée d'un plan général des alignemens de toutes les rues. Le Bureau du Collège examina de nouveau la question à plusieurs reprises, on choisit des ouvriers, on

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f° 135 v°, 15 juin 1762.

dressa le plan du nouveau pont. En fin de compte, l'affaire fut enterrée (1).

En 1613, le prieur et chanoine Leroy fit bâtir à ses frais dans le prieuré, pour le logement des Capettes, un bâtiment qui fut reconstruit en 1754 par les Jésuites. Ceux-ci avaient dans l'intervalle fait bâtir en 1744, également dans l'enceinte du prieuré, « sur un terrain de leur dépendance », une maison de retraite, grâce aux « libéralités du public et pour le seul usage de ce public » (2). La maison des Capettes et celle de la Retraite, dont il sera question plus d'une fois dans la dernière partie de ce travail, sont figurées dans le plan ci-joint et marquées de la lettre A. Mais rien ne nous permet de les distinguer l'une de l'autre.

Bien avant de construire ou de reconstruire ces deux bâtiments, les Jésuites, dès 1619, avaient acheté le fief de la Caud aux village et terroir de Boutillerie (3), consistant en une maison avec ses dépendances, et quatre-vingt journaux de terres et de prés. C'est là qu'ils se retirèrent provisoirement, en 1762, quand ils quittèrent le Collège, espérant y rentrer presque aussitôt.

En 1619 aussi ils commencèrent à rebâtir l'aile gauche de leur bâtiment, mais cette construction

(1) *Arch. Dép. D. 3.* (Registre). f° 106 v°, 20 décembre 1776 ; *Arch. Com. BB. 94*, f° 27 v°, 8 février 1777 ; *Arch. Dép. D. 3.* f° 109 et 110. 7, 14, 21 mars, 18 avril 1777.

(2) *Arch. Dép. D. 2.* (Liasse). Copie d'une ordonnance de l'intendant de Picardie, Chauvelin, qui décharge les Jésuites des droits d'amortissement à eux réclamés pour ce bâtiment.

(3) V. l'Arrêt du Parlement de 1780.

ne fut achevée qu'au bout de dix ans, et la ville fut sollicitée à plusieurs reprises d'avoir à aider les Pères (1). L'aide droite ne fut bâtie qu'en 1699 (2). « Le bâtiment central, dit M. Darsy, fut rétabli en 1704, avec les mêmes proportions que les autres ». Il est facile de constater, en comparant notre vue de l'ancien Collège et celle qui représente le Collège sous les Jésuites, que le mot rétablir signifie ici restaurer (3).

Nous devons ces deux vues, pour ainsi dire intérieures, puisqu'on voit le Collège comme si on était dans la cour de l'établissement, à l'extrême obligeance de M. Pinsard, membre résidant de la Société des Antiquaires de Picardie. Elles sont d'ailleurs inédites. C'est encore M. Pinsard qui nous a procuré les dessins des deux vues extérieures du Collège et de celle de l'Eglise du prieuré de Saint-Denis, devenue la chapelle des Jésuites, exécutées d'après MM. Duthoit frères (4). Il a de plus fait dresser à notre intention le plan qui permet de se guider dans la lecture de ce

(1) *Arch. Com.* BB. 61. f° 164, 12 décembre 1624; BB. 62. f° 35 10 septembre 1626, f° 131, 5 juillet 1629.

(2) *Arch. Dép. D.* 2. (Liasse).

(3) C'est ce que prouve aussi le second Mémoire pour le Collège, écrit en 1783 : « Le bâtiment du Collège dans le fond de la cour est de la plus ancienne création, il menace ruine ; il sera nécessaire de le rétablir, même reconstruire à neuf, s'il est possible, lorsque les finances du Collège le permettront ». *Arch. Dép. D.* 8. (Liasse).

(4) Duthoit frères, *Monuments anciens et modernes de la Ville d'Amiens*, Eglise des Jésuites. — *Le Vieil Amiens*, Caserne du Collège (Rue des Jacobins et rue du Collège, 1853); id. (Rue des Jacobins, 1859).

travail. Nous ne saurions trop le remercier du service qu'il nous a rendu ainsi qu'à tous les amis de l'histoire locale, en nous autorisant à puiser à volonté dans les documents de toute nature qu'il possède sur Amiens.

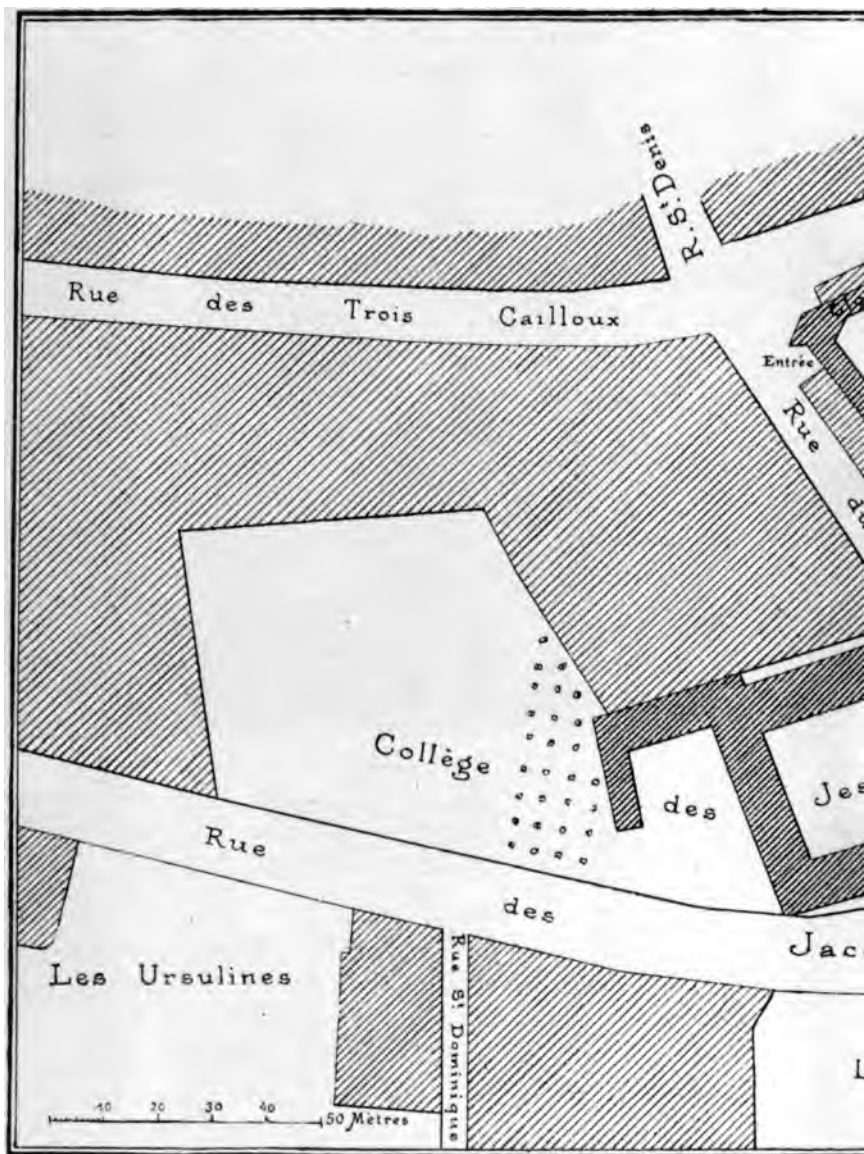
Pour compléter cet aperçu des locaux du Collège au XVIII^e siècle, nous empruntons à M. Darsy les détails suivants qu'il a pu contrôler lui-même, au moins en partie, puisque les bâtiments, servant de caserne, existaient encore en 1859 :

« L'entrée principale, dit-il, est sur la rue du Collège ». — C'était son nom à la fin du XVIII^e siècle ; elle s'appelait rue des Jésuites, quand ils dirigeaient le Collège, et c'est aujourd'hui le prolongement de la rue Porte-Paris, qui n'allait à cette époque que de la porte même jusqu'au coin de la rue des Jacobins (1). — « Entre deux cours il existe un corps de bâtiment de 24 pieds de profondeur. De chaque côté, des ailes s'étendent jusqu'à la rue, sur une longueur de 116 pieds ; l'une d'elles longe la rue des Jacobins. Ces édifices renferment au rez-de-chaussée toutes les classes. Au premier étage sont les chambres des professeurs et la bibliothèque, au-dessus règnent les greniers. La cour circonscrite par ces bâtiments a 78 pieds de largeur. La seconde cour a 52 pieds de longueur sur 76 de largeur ; elle ouvre sur la rue

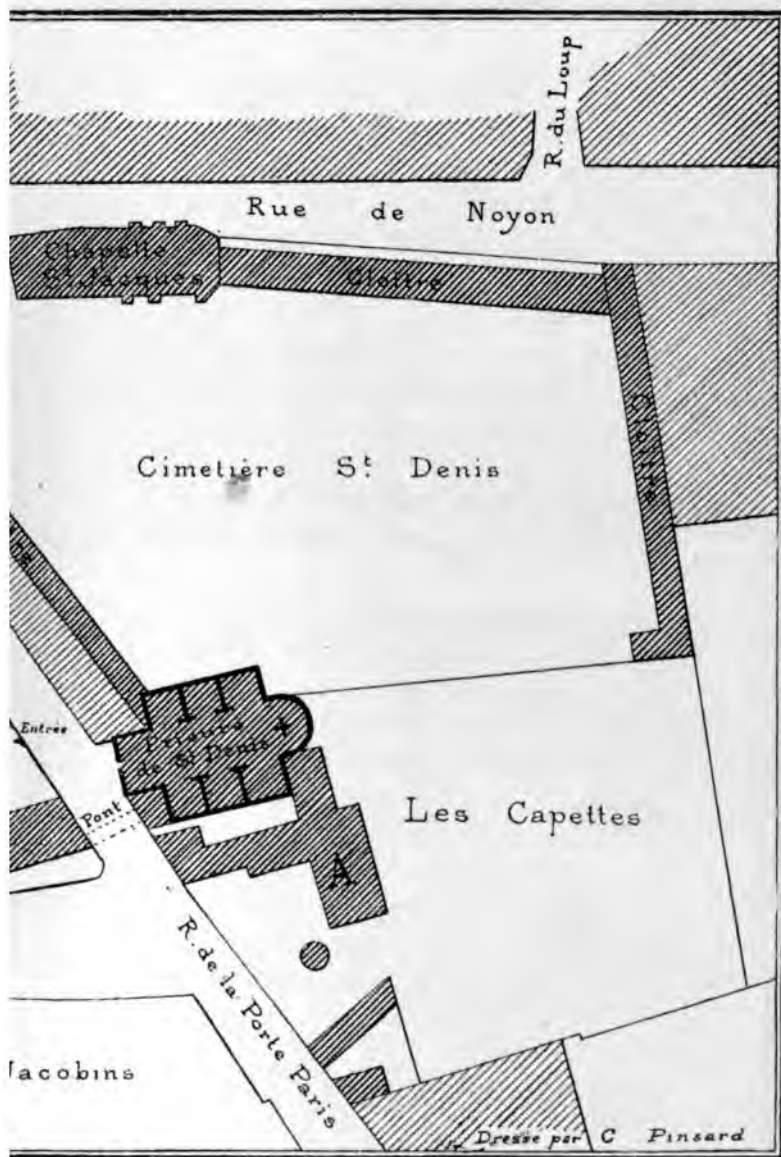
(1) Nous avons complété les indications de M. Darsy sur ce point, et nous croyons devoir ajouter que la rue des Capettes, dont on a mal à propos changé le nom, avait été percée, pour continuer la rue des Jacobins, sur l'ancien terrain désigné sous ce nom dans le plan.

des Jacobins. Dans son pourtour se trouvent plusieurs petits bâtiments. Le jardin a 220 pieds de long et 174 de large. Le terrain occupé par le jardin et les cours contient en superficie 1424 toises, et l'emplacement des bâtiments 333 toises; ce qui donne un total de 1757 toises, ou 150 verges environ ».





Plan du Collège



siècle.



CHAPITRE PREMIER

La Grande École ou Collège avant l'édit d'Orléans (1560)

On ne peut fixer à une date certaine l'origine de la Grande Ecole d'Amiens, qui ne s'appellera Collège qu'au xvi^e siècle. « Son premier établissement, dit le maire d'Amiens en 1763, se perd au-delà du xiii^e siècle. C'était d'abord un hôpital où de pauvres écoliers vivaient uniquement d'aumônes sous l'inspection de l'écolâtre que son bénéfice obligeait alors de les instruire ou faire instruire gratuitement; nous ne voyons pas qu'ils aient joui d'aucun bien avant 1237. » (1) De son côté M. Darsy indique, comme premier don fait aux pauvres clercs, la dime de Seux, en 1237, puis la dime d'Auchonvillers en 1281 et celle de Vadicourt en 1289 (2). Les donations faites à l'hôpital Saint-Nicolas prouvent donc l'existence de la Grande Ecole à cette date. Mais il est probable que ces clercs étaient seulement ce que l'on appellera plus tard les Capettes ou boursiers, sans qu'il y eût à côté d'eux d'autres écoliers.

(1) *Arch. Com.* AA. 23, p. 26-27. Lettre à M. Rousselot, vicomte et mayor de Dijon, 15 septembre 1763.

(2) Cf. l'Arrêt du Parlement de 1780, qui confirme ces renseignements, et cite comme étant de la plus ancienne dotation du Collège la dime des grand et petit Souie, ou Souich (Pas-de-Calais), mais sans donner de date précise.

En 1214, le bailli d'Amiens, Geoffroy de Milly, « fit emprisonner dix-sept clercs ou écoliers, accusés d'avoir insulté sa fille (1) », et en fit ensuite pendre cinq. A part le motif indiqué, la chose est vraie. Mais, comme le dit à bon droit M. de Calonne (2), « on ignore à quelle occasion » le fait se produisit. Le *Cartulaire du Chapitre* est muet sur ce point (3). Ce qu'il importerait d'ailleurs de connaître, c'est la qualité de ces clercs. Or, le *Cartulaire* les appelle tantôt *clerici*, tantôt *scolares*. Nous ne pouvons donc pas affirmer qu'il y ait eu à ce moment une Grande Ecole à Amiens au sens que nous donnons aujourd'hui au mot Collège, c'est-à-dire une Ecole qui ne fût pas seulement un séminaire et qui admit d'autres élèves que les enfants ou jeunes gens qui se destinaient à l'Eglise (4).

Mais nous savons par un document authentique que la charge d'écolâtre fut créée à Amiens par Evrard de Fouilloy en l'an 1219. La charte de l'évêque, relative aux dignités de préchantre, d'écolâtre, et de pénitencier, attribuée à l'écolâtre, entre autres prérogatives, celle de nommer les maîtres des écoles : « *Magister scholarum regimen scholarum conferet de*

(1) Darsy, *op. cit.*, p. 200.

(2) Voir le récit de M. de Calonne, très exact et très précis (*Histoire de la Ville d'Amiens*, t. II, p. 252-254).

(3) *Cartulaire du Chapitre*, t. II (manuscrit), p. 294 et sq. De emendatione pro quinque clericis suspensis a Ballivo.

(4) Voir plus loin le Mémoire de l'écolâtre de 1763, où il est dit que « l'évêque était par son état chargé de l'éducation de la jeunesse et particulièrement des jeunes clercs ». Mais ce n'est qu'une affirmation de principe, qui ne prouve rien en fait.

anno in annum. » (1) Ce texte semble indiquer que les maîtres devaient recevoir chaque année une investiture nouvelle de l'écolâtre. Il est cependant possible que l'école épiscopale ou cathédrale d'Amiens, qui plus tard, comme ailleurs, prit le nom de Grande Ecole, ait existé avant 1219, sans qu'il y eût encore d'écolâtre en titre.

Qu'était-ce au juste qu'une école épiscopale ? On ne saurait en donner une définition absolument exacte, puisque les évêques instituaient ces écoles chacun à leur guise et suivant les besoins de leur diocèse. D'une façon générale, les Grandes Ecoles furent d'abord destinées uniquement au recrutement du clergé, et la preuve en est qu'en plein ^{xviii}^e siècle l'évêque et le chapitre d'Amiens songent encore, après l'expulsion des Jésuites, à faire du Collège, redevenu séculier, une pépinière de clercs. Cependant ces écoles reçurent bientôt aussi des élèves qui ne se destinaient pas à l'Eglise et qui furent surtout des externes, demeurant chez eux ou chez des pédagogues. Ils n'auraient pu trouver ailleurs que dans les Grandes Ecoles l'instruction que nous n'osons appeler secondaire, bien que par l'étude du latin elle s'élevât au-dessus de l'enseignement élémentaire des Petites Ecoles.

Quant à l'écolâtre, le plus souvent membre du chapitre, le texte de la charte d'Evrard de Fouilloy est trop concis pour satisfaire notre curiosité. Un

(1) *Archives Départementales*, D. 6. (Liasse). « Extrait des livres cartulaires du Chapitre de l'église cathédrale d'Amiens, tome I, n° 186 ». Veille de Pâques 1218 (6 avril 1219). Expédition du 8 février 1763.

document emprunté à un pays voisin du nôtre nous renseignera beaucoup mieux :

« Ledit écolâtre doit aussi, en dehors de l'église, chaque année prendre ses mesures pour l'année suivante en vue de fournir aux écoles de Noyon un régent capable qui à Paris ait exercé dans la Faculté des Arts.....

« L'écolâtre susdit ne doit souffrir que personne de quelque Faculté que ce soit lise ou tienne école dans toute la cité ou quelque localité du comté de Noyon à moins d'avoir une permission spéciale de sa part (1) ».

Cette pièce, antérieure à 1237, est assez explicite et prouve qu'en dehors de ses fonctions de lecteur du chapitre, l'écolâtre, nommé par l'évêque, avait seul la direction des écoles de la ville et du comté de Noyon. Il en fut de même à Amiens, comme nous l'apprennent des documents qui, pour être datés la plupart du XVIII^e siècle, n'en sont pas moins généralement exacts.

En 1763, l'écolâtre, le chapitre et l'évêque essayèrent de faire valoir leurs droits respectifs sur le Collège, droits auxquels ils avaient renoncé en

(1) *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, t. XX (1889), p. 267. — *L'Ecolâtre de Noyon et les Ecoles de cette ville jusqu'au milieu du XIII^e siècle*, par M. Caüard-Luys :

« Debet etiam dictus scolasticus extra ecclesiam singulis annis scolis Noviomensibus de rectore sufficiente qui Parisius rexit in artibus, ad annum futurum providere.....

« Insuper dictus scolasticus non debet sustinere quod aliquis de aliqua Facultate legat vel scholas teneat in tota civitate vel in aliqua villa infra comitatum Noviomensem nisi de ejus licentia speciali ».

fait pendant que les Jésuites le dirigeaient. C'est grâce à ces mémoires originaux et aux copies de plusieurs pièces du moyen-âge, du xvi^e et du xvii^e siècles, fournies à l'appui de prétentions diverses et opposées, que nous avons pu reconstituer en partie l'histoire administrative de la Grande Ecole, avant que la ville tentât de s'immiscer dans une affaire que le clergé tout entier considérait comme ne relevant que de lui.

Voici comment l'écolâtre de 1763 expose, avec une exactitude que rien ne nous donne lieu de suspecter, quel avait été le rôle de ses prédécesseurs au moyen-âge :

« Ce Collège a la même origine que la plupart de ceux des villes épiscopales. Ce n'étoit dans les premiers temps qu'une Ecole qui se tenoit dans la maison de l'Evêque, parce qu'il étoit par son état chargé de l'éducation de la jeunesse et particulièrement des jeunes clercs, mais comme il ne pouvoit pas toujours vaquer par luy même à leur instruction, il en chargeoit un chanoine, qui de là fut nommé *scolastique* ou écolâtre.

« Dans la suite cette Ecole à cause du grand nombre d'Ecoliers essaima de la maison Episcopale et se divisa en une grande et plusieurs petites écoles qui s'établirent en différents quartiers de la ville et même dans la campagne, mais toujours sous la conduite de l'écolâtre, qui en avoit l'intendance.

« Ce Chanoine dans l'église d'Amiens devint une dignité en 1218(1), et cette dignité fut créée et instituée du consentement de l'Evêque et du chapitre par

(1) Ancien style, en réalité 1219.

un titre qui entr'autres prérogatives lui attribue celle de nommer les maîtres des différentes écoles....

« Il y avoit alors dans la ville d'Amiens, outre les petites Ecoles, une grande Ecole sous l'invocation de St Nicolas, c'est le collège d'à présent; elle étoit située à l'une des extrémités de cette ville (1) et bâtie sur un terrain qui étoit de la juridiction spirituelle et temporelle du chapitre de la cathédrale, on y enseignoit les humanités aux jeunes clercs, tant à ceux qui y demeuroient qu'aux externes.

« C'étoit le chanoine écolâtre qui en avoit l'administration, il choisissoit un procureur ou principal qu'il présentoit au chapitre pour y être approuvé ou confirmé; ce procureur recevoit les revenus de cette école, consistant la plupart en casuels, faisoit la dépense et tous les ans rendoit compte à l'écolâtre en présence de deux chanoines députés par le chapitre, et ce compte étoit ensuite apporté dans l'assemblée capitulaire, où par un acte de délibération il étoit agréé et reçu.

« C'étoit encore l'écolâtre qui choisissoit et nommoit les cinq régens de cette école, il les prenoit ordinairement d'entre les prêtres ou autres ecclésiastiques du Diocèse et le plus souvent d'entre les maîtres ez arts de l'Université.

« Cette école dès le quatorzième siècle étoit florissante et très nombreuse en écoliers qui venoient d'Arras, d'Abbeville, de Montreuil, de Roye, de Mondidier et autres villes, villages et bourgs circonvoisins pour y étudier.

(1) Le chapitre, dans son Mémoire de 1763, dit la même chose. V. l'Introduction.

« Le chapitre y exerçoit sa juridiction spirituelle et temporelle, en sorte qu'il y faisoit annuellement la visite et prenoit seul connaissance de tous les délits et désordres qui s'y pouvoient commettre, soit par les Régens, soit par les écoliers (1) ».

De l'exposé qui précède il résulte que l'écolâtre gouvernait en réalité la Grande Ecole d'accord avec le chapitre. Celui-ci d'ailleurs prétendait encore en 1763 en en avoir été le seul propriétaire.

« Cette école, dit-il, s'apeloit de Saint Nicolas aux pauvres cleres, à cause d'un hôpital de ce nom qui étoit fort spacieux ; le chapitre, de l'entière dépendance duquel il étoit, l'avoit gratuitement cédé pour l'établissement de cette même école (2). »

Nous ne suivrons pas le chapitre et l'évêque dans leurs démêlés que nous ne connaissons du reste que par leurs récriminations rétrospectives, si une pièce de l'époque ne nous était parvenue sous forme de copie. Il suffira de résumer succinctement leurs prétentions, car elles ne nous apprennent rien de précis sur l'histoire de la Grande Ecole.

Le chapitre affirme que le terrain sur lequel est bâti le Collège lui appartenant, il a toujours été et est encore soumis à sa juridiction spirituelle et temporelle, « distincte de celle de l'évêque, de laquelle il est exempt ». Le chapitre est donc entré,

(1) *Arch. Dép. D. 6. (Liasse).* — Mémoire présenté par Pingré, écolâtre et chanoine de la cathédrale d'Amiens sur les droits de l'écolâtre et le Collège de la même ville (12 juin 1763).

(2) *Arch. Dép. D. 6. (Liasse).* — Mémoire sur les Droits du chapitre de l'Eglise Cathédrale d'Amiens sur le Collège de la même ville (1763).

« en droit, comme fondateur supérieur, dans l'administration de cette grande école, ou collège, avec l'écolâtre.

« Car si d'un côté l'écolâtre nommoit seul, conformément à son titre, les régens et le recteur, ou principal du collège, quoique ce dernier ait été quelquefois présenté au chapitre pour être confirmé dans sa nomination; de l'autre côté le chapitre conjointement avec l'écolâtre, à l'exclusion de tous autres, même de l'évêque, des officiers du Bailliage et de l'hôtel de ville, se faisoit rendre compte tous les ans des revenus du Collège, et ce compte, après avoir été ouï et examiné dans la maison du collège, étoit apporté dans le lieu capitulaire, dans lequel par un acte de délibération il étoit admis et reçu. »

Si ces droits du chapitre furent contestés, il n'en reste pas moins établi qu'il étoit en fait, plutôt que l'évêque, le maître du Collège. Une pièce, qu'il produisit en 1763 à l'appui de son dire, prouve qu'en 1457 les comptes du Collège étoient rendus à l'écolâtre et au chapitre seuls (1), et que le procureur étoit un prêtre et non un laïc, comme le demanderont en vain les échevins au xvi^e siècle.

(1) *Arch. Dép. D. 6.* (Liasse). — Extrait d'un registre du chapitre intitulé : *Pro Collegio pauperum clericorum sancti Nicolai Ambianensis* (Copie du 24 décembre 1762). — Nous traduisons le texte latin. — « Compte fait et rendu par Pierre Deglisy, prêtre, maître ès arts, procureur et administrateur de la maison des pauvres clercs Saint-Nicolas d'Amiens, à vénérable et discrète personne Maître Pierre Caignet, chanoine et écolâtre de l'Eglise d'Amiens, en présence des vénérables et discrètes personnes Messieurs les doyen et chapitre de la dicte église d'Amiens... pour une année, du 1^{er} octobre 1456 au 1^{er} octobre 1457. »

Mais en 1538 un différend assez grave s'éleva entre l'évêque Charles Hémart et le chapitre à propos du procureur des Grandes Ecoles retenu prisonnier par l'official. Le chapitre réclama alors la juridiction temporelle et spirituelle sur ces écoles. L'évêque répondit qu'à supposer que les chanoines eussent la juridiction temporelle et le « droit de oyr, clorre et affiner les comptes du revenu et temporel desdites écoles (1) », cela n'entraînait pas la juridiction spirituelle qu'ils revendiquaient. Une transaction fut conclue, et le chapitre consentit à ce que l'évêque pût déléguer son vicaire pour assister, avec l'écolâtre et deux chanoines, à la reddition des comptes du procureur receveur. Si l'écolâtre est chanoine de l'église cathédrale d'Amiens, et veut y donner empêchement, il sera procédé contre lui de l'autorité des doyen et chapitre seulement ; s'il n'est pas chanoine, il sera procédé contre lui de l'autorité de l'évêque seulement.

On voit avec quel soin jaloux les deux parties maintenaient leurs prérogatives. Cette transaction ne fut pas d'ailleurs observée longtemps. L'écolâtre, Jean de Sains, ou était absent en 1538, dit le Mémoire du chapitre, on supporta patiemment que l'évêque participât, en la personne de son vicaire, à l'administration du Collège, « sans autre titre que celui de sa dignité épiscopale ». Mais son successeur, Robert Fournier, « se pourvut au Parlement contre

(1) *Arch. Dép. D. 6. (Liasse)*. — Extrait de l'accord fait entre le cardinal Charles Hémart, évêque, et le chapitre d'Amiens, sur différents objets et notamment sur la juridiction sur les écoles d'Amiens, 4 janvier 1538 (Copie du 8 juillet 1763).

cette clause, et y fit si bien valoir son titre qu'en 1556 il obtint un arrêt qui luy adjugea la superintendance et administration du collège ; aussi depuis cet arrêt les comptes ont été rendus par devant lui seul ».

C'est par une erreur évidente que Robert Fournier, qui fut seulement principal du Collège, est désigné ici (1) sous le titre d'écolâtre : l'écolâtre était en 1556 Ferrand des Forges, abbé de Saint-Fuscien (2). Cependant l'arrêt du Parlement lui adjuge bien la « surintendance et supériorité des Ecoles (3) », privilège ordinaire de l'écolâtre. Sans pouvoir expliquer cette confusion de deux pouvoirs réunis en une seule personne, il nous paraît probable que, à partir de 1556, les comptes du Collège échappèrent à la surveillance de l'évêque. En effet le compte de 1606 fut rendu par le procureur à l'écolâtre seul (4). Peut-être, pour enlever tout prétexte d'ingérence dans l'administration du Collège, d'une part à l'é-

(1) Le Père Daire reproduit cette erreur à la page 38 de son *Histoire littéraire de la Ville d'Amiens*, 1782. A la page 481, il appelle Fournier, non plus écolâtre, mais principal et administrateur des écoles.

(2) V. Darsy, *op. cit.*, p. 332.

(3) *Arch. Dép.* D. 6. (Liasse). Arrêt du Parlement, du 14 mars 1565. Cet arrêt rappelle celui de 1556.

(4) *Arch. Dép.* D. 6. (Liasse). — « Compte que fait et rend maitre Jean Regnault, prêtre chapelain de l'Eglise Notre Dame d'Amiens, procureur sindic de la maison et collège des pauvres clercs de St Nicolas en laditte ville d'Amiens, à vénérable et discret Maitre Antoine Fournier écolâtre et chanoine de laditte église Notre Dame d'Amiens, administrateur d'icelle maison, pour une année commencée au premier jour d'octobre 1605, et finie au dernier jour de septembre de l'an 1606. »

vêque, d'autre part à la ville qui déjà en 1548 et 1554 avait émis à son tour la prétention d'y participer, le chapitre renonça-t-il à dessein à contrôler lui-même les comptes du Collège (1). On pourrait même, d'après ce qui se passa plus tard, soupçonner l'évêque d'avoir été de connivence avec le chapitre et l'écolâtre.

L'évêque d'Amiens en 1763, M^{sr} de la Motte, eut beau, deux siècles plus tard, protester pour la forme contre les prétendus droits du chapitre sur le Collège. Son prédécesseur, Nicolas de Pellevé, avait pu agir tout autrement, pour combattre avec son clergé l'intrusion de la ville dans les affaires du Collège. Nous croyons cependant devoir signaler ce qui touche, dans ce plaidoyer de l'évêque du XVIII^e siècle, aux questions de principe sur lesquelles on transige, au besoin, pour les soulever ensuite au moment opportun.

M^{sr} de la Motte rappelle donc à juste titre que l'évêque est le premier supérieur du Collège, puisque l'écolâtre n'est que son préposé, en vertu même de la charte de 1219. Le droit de juridiction sur le Collège appartient encore à « l'évêque, principe de tout enseignement » ; s'il a consenti à la translation du Collège de sa maison, où était autrefois la Grande Ecole, dans l'endroit où il est aujourd'hui, « il a nécessairement conservé sa juridiction primitive qui est imprescriptible (2) ».

(1) Le Père Daire (*op. cit.*), p. 479-483, affirme, sans en faire la preuve, que les comptes furent rendus sans interruption, depuis les premiers temps jusqu'en 1606, à l'écolâtre et aux délégués du chapitre.

(2) *Arch. Dép. D. 6.* (Liasse).— Réponse de l'évêque au Mémoire

Il convient de remarquer que M^{sr} de la Motte donne de plus raison à l'hôtel de ville contre le chapitre, à propos du premier différend qui s'était élevé entre eux en 1378. Il ne s'agissait pas encore alors d'une contestation au sujet de l'administration du Collège, mais d'une simple question de justice et seigneurie du tènement des Grandes Ecoles. Une composition entre les parties eut lieu à ce sujet. Il y est fait « mention des maisons Saint Nicolay ès pources clers tant de l'ancienne maison séant avant l'église et chimetière Saint Denis comme des nouvelles qui souloient être devant les Jacobins et en le rue des quevaux, lesquelles sont à présent à usage de gardin et laquelle ancienne maison est assise en le rue Saint Denis entre le maison des Religieux Saint Fussien d'une part et la mesure qui fu Manessier le verrier d'autre part..... (1) ».

En résumé, le Collège, qui était originairement de la mouvance du chapitre, s'était agrandi d'acquisitions faites en la mouvance du Roy au XIII^e siècle par Hugues de Courcelles, chanoine écolâtre. Il fallait donc distinguer ce qui était de la directe du Roy de ce qui relevait du chapitre. Mais, si les nouvelles acquisitions étaient de la justice et seigneurie

du chapitre, sans date (1763), brouillon sur deux colonnes, à gauche le résumé du Mémoire, à droite les observations. Nous ignorons si cette réponse resta à l'état de projet ou fut adressée à qui de droit.

(1) *Arch. Dép. D. 6. (Liasse)*. — Extrait de la composition faite entre le chapitre et les maire et échevins d'Amiens sur 19 articles contestés, en date du 24 octobre 1378, et homologuée par le roy Charles V en son Parlement, le 10 janvier de la même année (Copie du 8 février 1763).

des maire et échevins, c'était, dit le chapitre, bien entendu pour le Roy et non pour l'hôtel de ville, que ce fait n'autorise pas à se qualifier du titre d'*ancien fondateur du Collège d'Amiens*.

A quoi l'évêque réplique que « le traité fait par l'hôtel de ville à cause de sa seigneurie est un traité en son nom, comme fait dans le temps qu'il étoit seigneur; tout ce qui résulte de la réunion de l'hôtel de ville au domaine, c'est que le traité profite au Roy ».

D'ailleurs la qualité de principal fondateur du Collège, revendiquée par l'hôtel de ville, est fondée sur d'autres titres, tandis que le chapitre « ne peut prouver avoir jamais donné un sol au collège ». Si quelques anciens écolâtres ont fait des acquisitions pour le Collège, ce n'était pas de leurs deniers, mais grâce à la libéralité envers le Collège de différents citoyens de la ville. « Il est même prouvé que la direction des écolâtres a été plus nuisible au collège que profitable. »

Sans insister sur ces chicanes, il est permis de supposer que l'animosité de M^{sr} de la Motte contre le chapitre est due en grande partie à son amour extrême pour les Jésuites, dont le départ l'affligeait au plus haut point (1), tandis que les chanoines s'en réjouissaient peut-être (2) et en tout cas semblaient vouloir l'exploiter à leur profit, en essayant de remettre la main sur le Collège.

Quoi qu'il en soit, la ville au xiv^e siècle n'avait encore élevé de prétentions que pour réclamer un droit de

(1) V. Soyez, *Notices sur les Evêques d'Amiens*, p. 285.

(2) Voir notre chapitre IV.

propriété, soit en son nom, soit au nom du Roi, sur une partie, « la plus considérable » (1), il est vrai, du terrain et des bâtiments de la Grande Ecole. Il faut cependant reconnaître que les délibérations de l'échevinage ne nous sont parvenues que depuis l'année 1406, et l'on pourrait supposer qu'avant cette époque il avait pu revendiquer d'autres droits. Mais le silence même des registres pendant près de cinquante ans sur toute question d'enseignement ou d'administration, soit des Petites, soit des Grandes Ecoles d'Amiens, permet de croire que jusqu'au milieu du xv^e siècle les maire et échevins se désintéressèrent à peu près de la direction de ces établissements.

Le 19 mars 1453, ils autorisèrent « les clers de le grant école » à élever un mur devant l'église des Jacobins. Mais ce n'était là qu'un acte de propriétaire, et non d'administrateur (2). Ce fut seulement en 1459 que la ville manifesta l'intention de s'ingérer dans les affaires des écoles. On n'a pas oublié que l'écolâtre avait pour mission de les diriger toutes, et d'en nommer les maîtres, aussi bien ceux des Petites Ecoles que ceux de la Grande ou des Grandes Ecoles (les deux termes sont employés indifféremment). La ville protesta d'abord timidement contre cette espèce de monopole consacré par un long usage. Les maîtres intéressés à s'y soustraire lui demandèrent son appui. Il nous paraît utile de citer ces premiers documents dans le texte même : on jugera mieux ainsi de leur importance. Ce fut en effet le point de départ d'une lutte entre

(1) Réponse de l'évêque.

(2) *Arch. Com.* BB. 7. 1^o 113 v^o.

le pouvoir civil et le pouvoir religieux qui devait se terminer par la défaite du premier. Il faudra que le Collège, qui pendant le moyen-âge et le xvi^e siècle demeura sous l'entière dépendance de l'Eglise, qui au xvii^e et pendant la première moitié du xviii^e, fut dans la main du clergé régulier, redevienne, après l'expulsion des Jésuites en 1762, un collège séculier, pour qu'on puisse introduire alors dans son administration et son enseignement l'élément laïque, et cela dans de très faibles proportions.

Les échevins furent donc appelés pour la première fois à délibérer sur un sujet de cette nature le 5 février 1459 :

« Sur ce que plainte et doléance estoit venue à Messeigneurs, — c'est ainsi que s'appelaient alors les échevins, — pour ce que aucuns grans maistres de l'escole d'Amiens estoient venus en la juridicion de Messeigneurs dedens la ville, en aucunes petites escoles que les clers des paroisses et autres prestres tenoient en pluseurs places en icelle ville, et ès-dites petites escoles avoient lesdis grans maistres justichié et prins de fait, sans auctorité de justice, les livres des enfans estans èsdites petites escoles, emporté iceuls livres, pour aucunes sommes qu'ils disoient que lesdis enfans desdites petites escoles leur devoient et leur demandoient à chacun enfant III s. pour an, à III termes, à chacun terme XII d., sur quoy avoit été parlé à l'escolatre, adfin d'y pour veoir, lequel avoit dit et respondu que, toutesfois qu'il plairoit à Messeigneurs le mander, il y venroit volontierz par deverz eulz, pour monstrier le droit desdites escoles, et pour ce ont ordonné de le man-

der et, lui oy, pourveoir par conseil en ce, comme il appartendra (1) ».

Les clercs qui tenaient seuls les Petites Ecoles, s'insurgeant contre les procédés arbitraires des maîtres de la Grande Ecole, et n'espérant sans doute pas obtenir justice de l'écolâtre, leur supérieur commun, s'adressaient aux échevins. Leur unique argument était bien fait pour attirer l'attention. La Grande Ecole était encore à cette époque située hors de l'enceinte, et par conséquent sous la juridiction temporelle et spirituelle du chapitre, tandis que les Petites Ecoles, situées au contraire « dedens la ville », se trouvaient soumises à la juridiction des échevins. C'était une belle occasion pour eux de s'immiscer dans des affaires qui leur étaient demeurées jusque-là étrangères. Mais, si l'écolâtre consentit, — ce que nous ignorons, — à s'expliquer devant eux, comme il s'y était engagé, il ne semble pas leur avoir donné satisfaction. En effet, deux mois après la première plainte, les maîtres, qui se croyaient lésés, renouvelèrent en personne leurs doléances :

« Jehan Pauquet, Fremin Lecaron, Pierre Lecambier et Jehan Le Rique, qui sont maistres des petites escoles de ladite ville, sont venus deverz Messieurs, disans que le praichrante, chantre et escolatre (2), chanoines de l'église d'Amiens, les empes-

(1) *Arch. Com.* BB. 8. 1^o 152 v^o, 5 février 1459.

(2) Bien que l'écolâtre, d'après la charte d'Evrard de Fouilloy (1219), paraisse avoir été seul investi à Amiens du droit de diriger les écoles, grandes et petites, et d'en nommer les maîtres, ce passage prouve que, comme en d'autres villes, le préchantre et le chantre avaient aussi certains droits, au moins sur les petites

choient à tenir lesdites écoles, et disoient qu'ilz ne les povoient tenir sans leur congié et licence; et pour ce les avoient fait ammonester, à paine d'excommunication, qu'ilz ne les teinssent plus sans leurdit congié et licence, à quoy lesdis maistres s'étoient opposez, et sur ce leur avoit esté donné jour par-devant l'official (1) ».

La ville prit fait et cause pour les défenseurs, mais on ne sait pas quel fut le résultat de son intervention. Des conflits de même nature s'élevèrent dans la suite à plusieurs reprises au sujet de maitres qui prétendaient enseigner sans l'aveu de l'écolâtre. La ville, sans doute battue dans ce premier procès, se borna le plus souvent à faire des tentatives d'accommodement ou à soutenir indirectement les maitres.

Par exemple, elle envoie une députation au chapitre relativement à un procès pendant en la cour spirituelle « entre mesdis seigneurs et ung escripvain nagaires venu du dehors tenir escolle de escripture et d'arismetique en cette ville, deffendeurs, à l'encontre dudit escolatre demandeur, et sçavoir se ils vœullent traicter et pacifier dudit procès (2) ».

Soixante ans plus tard les échevins décident que le procureur de la ville se joindra à M^e Grégoire du Fresnoy dans le procès que lui a intenté en cour spirituelle M^e Jean Desmarqués, chanoine écolâtre

écoles, et se faisaient payer certaines redevances (V. la citation précédente), quoique l'instruction fût censée gratuite. — V. à ce sujet Drevon, *Histoire d'un Collège municipal* (Bayonne), Agen, 1889, p. 10-17.

(1) *Arch. Com.* BB. 8, f^o 158, 12 mars 1459.

(2) *Arch. Com.* BB. 15, f^o 131 v^o, 3 décembre 1487.

d'Amiens, « pour raison qu'il se entremet d'enseigner les enffans d'aucuns notables personnaiges et bourgeois de ceste ville (1) ».

Au bout de quelques mois, la ville recule devant son adversaire. Les échevins sentent pourtant bien, — chose remarquable pour l'époque, — qu'un grave intérêt est en jeu, car, disent-ils, l'écolâtre veut empêcher d'enseigner les enfans des bourgeois et notables marchands de la ville « contre la liberté de tous les habitans ». Il ne s'agissait de rien moins en effet que du droit par les pères de famille de faire instruire leurs enfans par qui bon leur semble. La ville, tout en refusant désormais de se joindre au procès de Gr. du Fresnoy, lui donne, vu sa pauvreté, 8 livres pour l'aider à le soutenir (2).

Elle accorde aussi 12 livres à M^r François Lenglès pour son procès avec l'écolâtre, « lequel vœult empêcher icelluy Lenglès de endoctriner les enffans de plusieurs notables bourgeois » (3), ce qui, dit ailleurs Du Fresnoy, « seroit au préjudice de la chose publique (4) ».

Ce Lenglès, dont il sera question une fois encore, quand il n'aura plus d'écoliers à cause de la peste, et à qui la ville accordera pour ce motif un don de 100 sols (5), ce Du Fresnoy surtout qui, devenu aveugle, « enseignoit la grammaire aux enfans », malgré l'opposition de l'écolâtre, soutenait contre lui

(1) *Arch. Com.* BB. 25. f^o 279 v^o, 14 juillet 1547.

(2) *Arch. Com.* BB. 25. f^o 315, 9 février 1548.

(3) *Arch. Com.* BB. 25. f^o 336 v^o, 26 juillet 1548.

(4) *Arch. Com.* BB. 27. f^o 15, 14 mai 1551.

(5) *Arch. Com.* BB. 36. f^o 166, 5 octobre 1564.

un interminable procès (1), et reçut, dans sa vieillesse misérable, de fréquentes aumônes de la ville, pour avoir travaillé trente ans à instruire la jeunesse (2), semblent tous deux avoir continué longtemps à tenir école, grâce aux ressources de la chicane qui prolongeait le conflit entre eux et l'écolâtre. Lenglès enseignait déjà en 1551, et les écoliers lui manquent seulement en 1564, et cela pour un motif accidentel. Quant à Du Fresnoy, il est parlé de lui pour la première fois en 1547, et pour la dernière en 1567.

Ces maîtres, qui d'une part ne dirigeaient pas les Petites Ecoles soumises à l'autorité de l'écolâtre, et qui d'autre part ne faisaient point partie du personnel de la Grande Ecole, nommé exclusivement par lui, paraissent avoir ouvert, dès le xvi^e siècle, des écoles privées, comme il y en eut tant à Amiens au xviii^e siècle. Ces écoles, où l'on n'enseignait pas seulement à lire, écrire, et quelquefois compter, comme dans les Petites Ecoles, — nous dirions aujourd'hui primaires ou plutôt élémentaires, — étaient en quelque sorte intermédiaires entre les petites et les grandes. Du Fresnoy enseigne la grammaire, il instruit ainsi que Langlès les enfants des notables personnages et bourgeois de la ville. On peut présumer que la reconnaissance des parents leur valut, de la part des échevins, l'appui durable qui les soutint dans leurs procès et les aida dans la détresse à laquelle les réduisirent de malheureuses circonstances ou une

(1) *Arch. Com.* BB. 25. f^o 279 v^o, 14 juillet; f^o 281, 21 juillet; f^o 313 v^o, 7 décembre 1547; f^o 315, 9 février 1548. BB. 27. f^o 15, 14 mai 1551, BB. 28. f^o 66 v^o, 15 juin 1553.

(2) *Arch. Com.* BB. 38. f^o 73, 20 mars 1567.

vieillesse accablée d'infirmités. Du Fresnoy était en effet, à la fin de sa vie, à la fois aveugle et paralytique.

Mais d'où vient que ces écoles eurent du succès ? C'est que la Grande Ecole était mal dirigée et pourvue de maîtres dont on avait à se plaindre. Il faut remarquer en effet que, dans la même séance où les échevins accordent un don de 12 livres à Lengès pour soutenir son procès, ils nomment une commission pour s'entendre avec l'écolâtre afin « d'adviser les moyens de faire bonnes les grandes écoles » de la ville (1).

Nous n'avons aucun renseignement précis sur le genre d'instruction donné à cette époque dans la Grande Ecole d'Amiens. Mais nous savons que l'indiscipline était grande parmi les externes. C'était du reste l'habitude générale dans les collèges, aussi bien de la province que de Paris, et toutes les histoires qui y sont relatives en font foi. Ces écoliers, appelés souvent martinets ou galoches, donnaient l'exemple à leurs camarades logés chez les pédagogues ou régents, en dehors du collège, ou même dans le collège, avec une certaine liberté d'en sortir à jour fixe. En y joignant les boursiers, appelés à Amiens Capettes, et les pensionnaires proprement dits, qui existaient peut-être déjà au xv^e siècle dans notre ville (2), on trouve trois catégories d'écoliers, dont la plus nombreuse était certainement celle des

(1) *Arch. Com.* BB. 25, f^o 336 v^o, 26 juillet 1548.

(2) V. à ce sujet, *Arch. Dép. D.* 1. (Liasse) : Règlement pour le Collège d'Amiens (1582). Nous le citons d'ailleurs en grande partie à la fin du chapitre II.

externes. Leur conduite au dehors excita maintes fois des plaintes. Si elles furent adressées à leurs maîtres, ceux-ci ne voulurent ou ne purent en faire cesser la cause. Aussi, pour ne citer qu'un exemple, la chose fut portée devant les échevins, qui se chargèrent d'intervenir avec vigueur.

Sur ce que « les enfans de le grant escole d'Amiens font de grants ordures, immondices et leurs nécessitez sur la forteresse de la ville, à l'un et à l'autre costé de la porte de Paris, meismes ostent et arrachent les pierres de ladite forteresse, et y a de grans bresques,.... Messeigneurs ont ordonné que ilz manderont les maistres desdites escoles, parleront à euls et leur diront qu'ils facent cesser leursdis enfans,.... et se ils ne s'en abstiennent, on fera très bien fermer les alées à l'un costé et à l'autre de ladite porte, et se depuis on trouve aucun desdis enfans faisans leurs nécessitez sur ladite forteresse, ils seront prins et menés prisonniers au Beffroy et pugniz (1) ».

La ville qui croyait, à juste titre, devoir intervenir contre les écoliers pour faire la police de la rue, s'occupait-elle de la Grande Ecole pour exercer les droits qu'elle pouvait revendiquer sur son administration, au point de vue financier ou même pédagogique ? Si elle avait, au milieu du xv^e siècle, donné son appui aux maîtres des Petites Ecoles, si elle avait, au milieu du xvi^e, pris fait et cause pour les maîtres privés que l'écolâtre voulait, en vertu de son privilège, empêcher d'instruire les enfans, ne devait-elle pas être bien plus tentée encore de réclamer

(1) *Arch. Com.* BB. 8. f^o 173, 20 août 1459.

sa part dans la direction de la Grande Ecole, jalousement défendue par le pouvoir religieux contre toute ingérence du pouvoir civil ?

Ce fut seulement en 1554 que les échevins, après avoir en 1548 demandé à s'entendre avec l'écolâtre, qui ne répondit sans doute pas à leur attente, pour la réforme de la Grande Ecole, posèrent nettement la question et entamèrent avec l'évêque et le chapitre une querelle qui devait durer trente ans. Nous en indiquerons seulement les principales péripéties, car il faudrait un volume pour en faire connaître tous les détails.

Maitre François de Saisseval, avocat au bailliage d'Amiens, seigneur des Marconnelles, présenta le 2 août une requête à Messieurs, « contenant que, depuis la mémoire des hommes vivans, la grande escole d'Amiens seroit tombée en grande décadence et ruïne, principalement pour la doctrine et institution des escoliers, et aussy pour le regard du revenu ». Pour restaurer l'école il s'était adressé à l'évêque, aux doyen et chapitre de l'église Notre-Dame et à l'écolâtre, qui tous auraient été d'avis « que tel ordre fust donné et mis en ladicte escole d'Amiens qu'il y a aux escoles de Paris ». Pour y réussir, on aurait persuadé à « maistre Robert Fournier, docteur en théologie, homme très docte et très sçavant, de venir demourer en ladicte école, comme principal et gouverneur ». Mais il exigeait pour cela 500 livres de gages, et, comme le revenu de l'école est insuffisant, M^e de Saisseval demande à Messieurs de les accorder, ce « qui seroit, oultre le bien des bonnes lettres, ung grand prouffit et commodité pour

ladicte ville d'Amiens et les habitants d'icelle ».

L'avocat était évidemment d'accord avec l'évêque, le chapitre et l'écolâtre, pour faire payer les frais de la réforme par la ville, qui n'avait jusque-là exercé aucun contrôle sur la Grande Ecole. Les échevins ne furent pas assez naïfs pour tomber dans le piège. On avait besoin d'eux : ils saisirent l'occasion, et avant de prendre une décision demandèrent à M^e de Saisseval de leur indiquer par écrit le revenu de l'école, et de leur dire « quel droit, juridicion et auctorité entendent avoir en ladicte école ledict seigneur évesque et iceux du chappitle (1) ».

Le 30 août les échevins Jean des Essars et Jean du Bois, qui ont examiné les comptes de la Grande Ecole, pour les années 1533, 1534, 1535 et 1549, déclarent à leurs collègues que, pour les trois premières années, le revenu est monté à 500 ou 600 livres et que l'écolâtre a dû en tirer profit, car il y avait alors plus d'écoliers que maintenant, où le revenu est d'environ 200 livres. En conséquence les échevins demandent de nouveau, ce à quoi l'on n'a pas répondu, « quel droit et auctorité Mons. l'évesque d'Amiens, doyen et chappitle et escolattre dudit lieu prétendent en ladicte escole ». Ils ajoutent que si ces Messieurs font une offre raisonnable pour contribuer à la dépense, ils feront de même de leur côté, pourvu qu'ils aient en commun avec les susdits l'administration de l'école, et soient appelés à la reddition des comptes.

Il s'agissait d'amener leurs adversaires à parta-

(1) *Arch. Com. BB.* 28. f^o 177 v^o, 2 août 1554.

ger avec eux l'administration de l'école, aussi bien pour les finances que pour tout le reste. Ils dirent même, ce qui pouvait passer pour une ironie, que, si on voulait leur concéder « l'administration totale » de l'école, ils fourniraient seuls une pension suffisante à M^e Fournier, « pour estre principal sa vie durant, en faisant son debvoir comme un principal est tenu faire (1) ».

La Grande Ecole était certainement en danger pour que l'on agit si précipitamment des deux côtés, malgré les habitudes de lenteur de ces procéduriers retors. Les vacances avaient lieu en août et septembre, et la rentrée devait se faire le 1^{er} octobre, jour de la Saint-Remy. Or, la question avait été soulevée le 2 août, et l'accord, qui dura d'ailleurs peu de temps, s'établit dès le 20 septembre.

Le 6 du même mois sire Fremin Le Cat, tenant lieu de maître, dit aux échevins « qu'il y assez longtemps que M^e François de Saisseval, seigneur des Marconnelles, poursuit la réformation de la grande escole d'Amiens, qui est de présent mal administrée et en laquelle il y a peu d'escoliers par faute de bons régens et de bon règlement », et désire, comme l'évêque, voir nommer M^e Robert Fournier principal du Collège. — C'est la première fois que nous rencontrons ce mot, employé comme synonyme de Grande Ecole. — L'évêque lui en a parlé depuis trois ou quatre jours, et lui a dit que, si Messieurs veulent donner la somme de 500 livres ou une autre somme raisonnable à M^e Fournier ou à tout autre homme

(1) *Arch. Com. BB. 29. f° 1, 30 août 1554.*

savant pour être principal, il fera de son côté du bien au Collège, ainsi que le doyen et le chapitre, et que l'écolâtre renoncera au profit qu'il en tirait; de plus l'évêque et le chapitre consentaient à ce que « mesdicts seigneurs feussent appelez à la reddition des comptes (1) ».

Les échevins discutèrent ces propositions, et le 20 l'accord fut conclu aux conditions suivantes : Jean de Louvencourt, alors écolâtre, renonçait à profiter du revenu des Grandes Ecoles, il emploierait même à la réfection et réparation du Collège une somme qui lui restait entre les mains; Mons. l'évêque, « zélateur du bien de laditte escole, avoit délibéré de y faire du bien et adhecquer ung ou plusieurs bénéfices montans en revenu annuel de sept à huit cens livres, pour l'entretènement dudit colège et y avoir de bons régens »; les doyen, chanoines et chapitre mettraient au Collège pour le régir M^e Robert Fournier; en considération de quoi, les maieur, prévôt et échevins donneraient à Fournier 200 livres tournois par an, à condition qu'eux ou leurs députés seraient appelés avec l'évêque et le chapitre à la reddition des comptes, et que tous les deniers qui resteraient libres fussent employés aux réparations et réfections qui seraient jugées nécessaires par les évêque, maieur, prévôt, échevins, et « autres prétendans droit audict collège », sans que l'évêque, l'écolâtre ou autre en pussent profiter, ni les « employer à leurs propres négoces et affaires (2) ».

(1) *Arch. Com. BB. 29. f^o 3, 6 septembre 1554.*

(2) *Arch. Com. BB. 29. f^o 5, 20 septembre 1554.*

La transaction conclue avec un pareil luxe de précautions allait-elle être observée et pouvait-elle durer ? Les deux parties étaient-elles également de bonne foi ? L'une avait dû céder sur un point, la reddition des comptes qui serait faite désormais en commun, l'autre avait pris pied dans la maison et devait être satisfaite. Cependant des difficultés financières d'abord, d'autres plus graves ensuite, vinrent entraver l'exécution de ce contrat bilatéral.

Trois mois s'étaient à peine écoulés que le nouveau principal, qui avait fait venir de Paris trois régents, avec lesquels il avait traité moyennant 25 écus de gages chacun, et qui avait nommé M^e Jacques Bocquet, chapelain de la cathédrale, procureur et receveur du Collège, demandait verbalement, vu l'insuffisance des revenus, une subvention de 300 l. t. La ville lui répondit qu'on s'en tiendrait pour le moment aux 200 l. par an précédemment accordées (1). Le Collège semble cependant avoir prospéré sous la nouvelle direction, puisque le principal demanda bientôt aux échevins, sans l'obtenir, un cinquième régent, vu la multitude des enfants qui s'accroissait chaque jour (2) : pour ce motif, la ville lui promit 300 l. t., mais se vit presque aussitôt dans l'impossibilité de les payer, attendu que l'on devait à l'administrateur de la Madeleine environ 1000 livres, sur lesquelles on s'était proposé de prendre cette somme (3). A part cette difficulté, les choses sem-

(1) *Arch. Com.* BB. 29. f^o 30, 3 janvier 1555.

(2) *Arch. Com.* BB. 29. f^o 134 v^o, 7 mai 1556.

(3) *Arch. Com.* BB. 30 f^o 1, 28 octobre 1556.— En 1555 la ville avait maintenu la somme de 200 l.

blent avoir marché assez régulièrement, et le 6 novembre 1556, c'est-à-dire deux ans après l'accord avec l'évêque, les échevins nommaient une commission pour l'audition des comptes du Collège. Mais elle ne dut pas se réunir, puisque cette année-là même le principal Fournier obtint, par arrêt du Parlement, comme nous l'avons déjà dit, que la superintendance et administration du Collège lui fût adjugée, et qu'en conséquence les comptes fussent rendus à lui seul. Le fait est que dans les délibérations de l'échevinage il n'est plus désormais question de délégués nommés pour l'audition de ces comptes.

Le Collège, qui avait recouvré une certaine prospérité depuis la nomination de Fournier et la venue des nouveaux régents appelés de Paris, la vit bientôt compromise par le manque d'argent et la peste qui diminua le nombre des élèves. En 1558 les quatre régents furent obligés de demander un secours à la ville :

« M^e François Routier, Nicole Vignon, Guillaume Sulpice et Anthoine Thuillier, régens du Collège de ceste ville d'Amyens, ont présenté certaine requeste par escript soubz leurs signatures, contenant que, depuis la restauration dudict collège, ilz ont continuellement et songneusement vacqué à l'institution des jœunes enfants et escoliers estans en icelluy, au grand bien, commun proufict, honneur et commodité de la républicque, en quoi faisant, ils auroyent esté nourris et entretenuz jusques à présent de quelques deniers receuz des escoliers allans et venans audict collège, nommez communément marti

netz, lesquelz avoyent depuis peu de temps laissé et habandonné ledict collège, par le moyen de l'importunité du temps de peste, pour raison de quoy, lesdicts supplians n'avoyent aucun moyen de eulx entretenir audict collège, et seroyent contrainctz et nécessitez le quitter et délaisser, n'estoit qu'il pleust à Messieurs les secourir et ayder en telle extrémité (1). »

La ville ne put secourir les supplians, parce que la caisse de Saint-Ladre était vide et qu'on lui devait même de grandes sommes. Quarante ans plus tard les malheureux régents du Collège, et même le principal, non payés, abandonnèrent réellement leur poste. Le manque d'argent influa sans cesse de la façon la plus fâcheuse sur la conduite de la ville vis-à-vis du Collège, avant qu'il fût remis aux mains des Jésuites et au moment même où il leur fut retiré. Elle ne put jamais soutenir comme il l'eût fallu ses droits réels ou prétendus, parce que la pénurie de ressources l'obligeait toujours à transiger ou à céder la place à ses adversaires.

Les quatre régents qui avaient demandé un subside pour vivre, s'ils n'avaient pas quitté le Collège, devaient être bien misérables et découragés, car on voit deux ans après formuler de nouveau contre eux et contre l'écolâtre des plaintes qui méritent d'attirer l'attention :

« Maistre Pierre du Gard, eschevin, a remonstré que de présent les grandes escolles de ceste ville estoyent mal pollicées et entretenues, et que les

(1) *Arch. Com. BB. 31. f° 90, 12 mai 1558.*

enfans n'y apprenoyent comme rien, faulte d'avoir de bons et doctes régens ; davantaige les aulmosnes qui, par le passé, ont esté données par les bonnes gens aux pauvres Cappettes qui doibvent estre entretenuz ès dictes escolles, ne tombent ès mains ny au prouffict desdicts Capettes, ains au prouffict de l'escollastre ou d'autres ayans maniement des affaires desdictes escolles,... et à quoy Messieurs, qui ont entre les mains le gouvernement et pollice de toute la ville, debveroyent donner ordre, pour le bien de la communauté de ceste ville et de toute la patrie, lesquelz, si bon ordre y estoit gardé, ne seroyent contrainctz envoyer leurs enfans si tost aux études à Paris et ailleurs à grandz fraiz et au hazard d'apprendre quelque mauvaise doctrine ou d'eulx débaucher (1) ».

Sans insister sur les reproches adressés aux régents, que nous verrons reparaitre à satiété, l'écolâtre, qui a promis de ne plus tirer aucun profit du Collège, est accusé, ce qui est plus grave, de détourner les aumônes faites aux Capettes, ou de mal surveiller ses subordonnés. Aussi les échevins ont le droit d'y mettre bon ordre Il en résultera tout bénéfice pour la ville et les familles qui garderont chez elles leurs enfants. Maître du Gard demande donc que l'on nomme une commission pour aviser. Il est probable que c'était déjà alors une façon d'enterrer la question. En fait la situation ne s'était guère améliorée pour la ville. Après avoir obtenu le droit de s'occuper des comptes du Collège, elle n'avait pu l'exercer. Elle avait sans doute

(1) *Arch. Com. BB. 33. l^o 45, 18 janvier 1560.*

été jouée par l'accord secret de l'évêque, du chapitre, de l'écolâtre et de Fournier. Toutes ses réclamations devaient se heurter indéfiniment à cet obstacle insurmontable. Mais à cette date se produisit un fait d'une importance capitale, dont les conséquences, si elles ne se firent pas sentir sur-le-champ, devaient par la suite produire tout leur effet.



CHAPITRE DEUXIÈME

Le Collège depuis l'édit d'Orléans (1560) jusqu'à l'introduction des Jésuites

L'instruction était à cette époque aux mains des Universités et du clergé régulier ou séculier : Amiens se trouvait dans ce dernier cas. Or, le roi Charles IX, à l'instigation du chancelier de L'Hôpital, rendit en janvier 1560, sur les plaintes, doléances et remontrances des Etats assemblés à Orléans, un édit ou ordonnance générale, dont l'article IX disait formellement :

« Outre ladite prébende théologique (1), une autre prébende ou le revenu d'icelle demeurera destiné pour l'entretien d'un précepteur, qui sera tenu, moyennant ce, instruire les jeunes enfans de la ville gratuitement et sans salaire : lequel précepteur sera élu par l'archevêque, ou évêque du lieu, appelez les chanoines de leur église, et les maire, échevins, conseillers ou capitouls de la ville, et desti-

(1) L'article VIII dit : « En chacune église cathédrale ou collégiale sera réservé une prébende affectée à un docteur en théologie, de laquelle il sera pourvû par l'archevêque, évêque ou chapitre, à la charge qu'il prêchera et annoncera la parole de Dieu chacun jour de dimanche et festes solennelles. Et es autres jours il fera et continuera trois fois la semaine une leçon publique de l'écriture sainte. »

tuable par ledit archevêque ou évêque, par l'avis des dessusdits (1). »

Ce texte, malgré sa précision apparente, avait le tort de n'être pas assez clair. La prébende préceptoriale, ainsi créée pour instruire « les *jeunes enfans* de la ville *gratuitement* et sans salaire », devait-elle être attribuée aux Petites ou aux Grandes Ecoles ? était-ce au contraire une institution nouvelle et distincte ? Ce fut l'occasion de débats et de procès nombreux, d'autant plus que l'arrêt ne fixait aucune date pour le délai d'exécution. Les chapitres de la plupart des grandes villes, prétendant que, là où il y avait des Petites et des Grandes Ecoles, le nouveau précepteur ferait double emploi, refusèrent de donner la prébende. A Paris même, il n'y avait encore rien de fait en 1563 (2). Devant ces résistances le Roi Charles IX faiblit, et par un édit du 16 février 1571 ordonna qu'on sursit à l'exécution de l'article IX. Mais, après sa mort, le Tiers revint sur la question aux Etats de Blois, en 1576. L'édit de Blois restreignit cependant la portée de l'ordonnance d'Orléans, en décidant que, pour appliquer aux chapitres l'article IX, il fallait qu'ils comptassent au moins onze membres, y compris le doyen (article XXIII). Ce ne fut pas une solution, car la date d'exécution n'était pas encore indiquée. Enfin il fut décidé aux Etats de Melun, en 1580, « que la Prébende ou le revenu d'icelle destinée à

(1) Isambert, *Anciennes Loix françaises*, t. XIV, p. 67 : Ordonnance générale rendue sur les plaintes, doléances et remontrances des Etats assemblés à Orléans (janvier 1560).

(2) V. Drevon, *op. cit.*, p. 64-73.

l'entretien du Précepteur serait prise sur le nombre ordinaire des Prébendiers, mais vacation avenant seulement et sans que le salaire dudit Précepteur puisse être pris sur les fruits et revenus de l'Evêque et du Chapitre, auparavant ladite vacation » (art. XIII). La première prébende vacante devait donc désormais être affectée à l'entretien du précepteur institué par l'édit d'Orléans en 1560, et l'on n'eut plus à demander aux membres des chapitres un sacrifice que, naturellement, aucun des chanoines en exercice ne consentait à faire.

Telle fut la situation générale résultant des édits successifs du Roi interprétant l'ordonnance d'Orléans, mais les choses ne se passèrent pas partout de la même façon. A Amiens en effet, pour ne citer qu'un exemple, le Parlement obligea dès 1565 à réserver la première prébende vacante au salaire du précepteur. Mais, si l'évêque et le chapitre n'employèrent pas la même tactique qu'en d'autres villes pour ne pas exécuter l'article IX de l'édit d'Orléans, s'ils n'invoquèrent pas les raisons qui furent données ailleurs, leur résistance ne fut ni moins longue ni moins tenace, et leur habileté finit par triompher, puisqu'ils ne fournirent pas la prébende, tant que le Collège ne fut pas aux mains des Jésuites.

La ville essaya cependant bientôt de tirer parti du nouvel édit. Le 24 septembre 1562, comparut devant les échevins M^e Robert Fournier, principal du Collège depuis sept ans, probablement envoyé pour négocier avec eux. Il rappela d'abord que les échevins lui avaient fait don de 300 livres pour une année, mais qu'une chose les avait empêchés de

continuer, — il ne semble pas croire à la pénurie de leurs finances, — c'est que, selon eux, comme il l'a entendu dire, il n'était pas raisonnable de contribuer à la dépense de cette école, s'ils n'avaient aucune autorité sur elle, « s'ilz ne congnoissoient comment le tout se gouvernoit et en quoy les deniers estoyent employés, ce qu'il avoit trouvé tousjours fort raisonnable ». Or, depuis deux mois, M^{sr} le cardinal de Bourbon, lieutenant général du Roi en Picardie, se trouvant à Amiens, assisté de Mons. le président Bergot, celui-ci s'était transporté au Collège avec Mons. le maieur et quelques échevins qui lui donnèrent à entendre qu'il était « raisonnable que, suivant l'édict d'Orléans, ilz eussent le gouvernement et administration d'icelle escolle avec Mons. l'évesque d'Amiens, chappitle dudict lieu et l'escollatre ». On lut alors l'édit, et l'on trouva que les maieur et échevins « devoient être associez audict gouvernement, ce qui fut contredit et empesché par lesdicts du chappitle et escollatre ». Mais depuis ces derniers ont mis l'affaire en délibération, en ont parlé à l'évêque, pour aviser ensemble. Enfin, avec leur consentement, le président a ordonné que les maieur et échevins seront associés au gouvernement du Collège, et de plus que, suivant l'édit d'Orléans, « la première pleine prébende qui vacquera sera délaissée à ladite escolle, pour l'entretienement des régens ». Mais, comme cette prébende « estoit fort à l'arrière », le négociateur pria Messieurs de vouloir lui faire du bien en attendant. Le principal s'étant retiré, l'assemblée conclut qu'on s'informerait des revenus du Collège, du nombre des

régents, de leurs gages, et des subventions que l'évêque et le chapitre comptaient accorder (1).

Il était sage en effet de prendre quelques précautions contre les arrière-pensées possibles de l'évêque, du chapitre, de l'écolâtre, et même du chanoine et principal Fournier, qui, forcés de se soumettre en apparence à la volonté du pouvoir royal, pouvaient avoir le dessein de n'en rien faire dans la réalité. C'est bien ainsi que les choses allaient se passer. La question de la prébende fut trainée en longueur par l'évêque et n'eut pas de solution, malgré l'intervention réitérée du Parlement.

En conséquence de l'accord conclu le 24 septembre, le procureur du Roi au bailliage, M^e Loys Moucquet, vint à l'échevinage et demanda qu'en vertu de l'édit d'Orléans, qui voulait qu'une prébende ou son revenu fût destiné à entretenir un précepteur pour instruire les jeunes enfants de la ville gratuitement, la prébende du chanoine Lebeau, décédé depuis huit jours, fût réunie aux Grandes Ecoles d'Amiens (2).

Il importe de remarquer que, d'après l'arrangement conclu, la prébende devait servir à l'entretien des régents, sans désignation spéciale, tandis que le procureur, conformément au texte de l'édit, lui assignait une affectation précise. Il avait interprété ce texte un peu vague comme il devait l'être en 1580 par l'édit de Melun. Ce fut la source des difficultés qui suivirent.

(1) *Arch. Com. BB. 35. f^o 118, 24 septembre 1562.*

(2) *Arch. Com. BB. 35. f^o 121 v^o, 8 octobre 1562.*

L'évêque alors en charge, Nicolas de Pellevé (1), refusant d'abandonner la prébende au Collège, la ville demande immédiatement au procureur de la faire saisir (2). Dix mois plus tard, l'évêque propose de fournir 300 livres de rente en chapelles, au lieu d'une prébende. La ville refuse, en s'appuyant sur l'édit d'Orléans (3). Puis la prébende est saisie au profit du Collège. L'évêque offre 400 livres de rente. Nouveau refus de la ville (4).

En 1564, le chapitre, qui administre l'évêché depuis trois ans, à la place de l'évêque démissionnaire et absent, se décide à envoyer une députation à l'échevinage relativement à l'affaire du précepteur gratuit pour le Collège. L'affaire revient sans cesse devant les échevins. On songe enfin à transiger avec le nouvel évêque, cardinal de Créquy, qui propose, le 19 octobre 1564 (5), un concordat à établir sur les bases suivantes :

Les quatre régents, Nicole Vignon, Anthoine Thuillier, Jehan Talbot, Nicole Buteaulx, en exercice, et un cinquième précepteur qui sache bien écrire et apprendre à lire, recevraient chacun 60 liv.

(1) En réalité ce n'était pas lui, puisqu'il s'était démis de ses fonctions en 1561, en faveur d'Antoine de Créquy et avait quitté Amiens, mais le chapitre ne déclara le siège vacant qu'en 1564, et c'est alors seulement que son successeur en prit possession. — V. Soyez, *op. cit.*, p. 176.

(2) *Arch. Com.* BB. 35. f° 128 v°, 15 octobre 1562.

(3) *Arch. Com.* BB. 36. f° 35, 19 août 1563.

(4) *Arch. Com.* BB. 36. f° 117 v°, 3 avril, f° 122 v°, 27 avril, f° 125 v°, 26 mai, f° 129, 8 juin 1564.

(5) *Arch. Com.* BB. 36. f° 133 v°, 15 juin, f° 137 v°, 22 juin, f° 168 v°, 12 octobre, f° 171 v°, 19 octobre 1564.

par an ; les régents diraient les messes au jour où les chapelains de l'école ne sont pas tenus de le faire ; l'enseignement serait gratuit ; mais Fournier, principal, serait tenu de présenter à l'évêque les régents pour qu'il connaisse « leur doctrine, bonne vye, bonnes meurs, conversation et religion » ; le receveur serait choisi par le principal et présenté à l'évêque, « pour congnoistre de ses capacités et bonne vye, meurs et facultez » ; tous les mois l'évêque ou ses vicaire et commis visiteraient le Collège, après l'avoir signifié au chapitre, à l'écolâtre, « et à ceulx de la ville », afin qu'ils s'y trouvent, si bon leur semble.

Ce droit, accordé dédaigneusement « à ceulx de la ville », de sejoindre au clergé pour visiter le Collège, était la seule concession faite aux échevins. On comprend qu'ils ne s'en soient pas contentés. Mais ils avaient affaire à forte partie et ne furent peut-être pas habiles en demandant plus qu'ils n'étaient en mesure d'exiger ou tout au moins d'espérer. Après avoir assez longtemps réfléchi et délibéré, les échevins présentent enfin leurs observations sur le concordat proposé par l'évêque et font à leur tour connaître leurs conditions, le 15 février 1565 (1) :

Sans préjudice, disent-ils, des procès et appellation qui concernent le revenu de la prébende et ses arrérages, — les procès en effet avaient eu pour résultat, malgré la saisie, d'empêcher le Collège de toucher l'argent, — ils demandent, d'après le pou-

(1) *Arch. Comm.* BB. 36. f° 175, 26 octobre 1561. BB. 37. f° 4, 9 novembre, f° 7 v°, 16 novembre, f° 11, 23 novembre, f° 15, 7 décembre, f° 21, 19 décembre 1564, f° 33 v°, 8 février, f° 38, 15 février 1565.

voir que leur ont conféré les édits du Roi, à donner avec l'évêque et le chapitre leur avis sur l'institution et démission de tous les régents du collège, car il n'est pas raisonnable que l'évêque seul nomme les quatre régents indiqués dans son écrit.

Les échevins oublient volontairement que l'édit d'Orléans ne leur confère que le droit de contribuer à la nomination d'un précepteur à qui sera allouée la prébende. Ils élèvent donc, à propos des autres régents, une prétention qui ne repose sur rien.

Quant au cinquième régent, que l'évêque entend mettre au Collège pour enseigner l'alphabet et apprendre à la jeunesse à lire et à écrire, c'est-à-dire au vrai précepteur prévu par l'édit, ils ne trouvent pas bon « que ledict précepteur soit audict collège avec les aultres qui enseigneroient le latin, parce que les escolliers se poulroyent meller l'un parmy l'autre, et que l'un parleroit latin, l'autre françois, meismement ceux quy debveroyent parler latin parleroyent françois avec les aultres ». Aussi ils estiment meilleur que le précepteur enseigne ailleurs qu'au Collège.

Cette proposition imprudente allait se retourner contre eux et tout embrouiller. Mais dans leur désir, d'ailleurs naturel, de participer au gouvernement du Collège, ils se montrent plus exigeants encore.

C'est sans leur assentiment, disent-ils, que l'évêque a nommé comme principal Mons. Fournier, car ils n'ont jamais été d'avis d'y mettre « aucun principal quy ne régente avec les aultres, ains ung quy auroyt nom de grand maistre, ainsy qu'il s'est fait de tout temps audict collège, lequel grand

maistre feroit chacun jour leçon ainsy que les aultres régentz, sur lesquelz toutesfois..... il auroit l'œil et regard ad ce que les choses fussent bien conduictes et gouvernées ».

Or, les échevins avaient, quoi qu'ils en disent, accepté Fournier, qui avait semblé prendre à cœur les intérêts de la ville. Mais ils se sont aperçus qu'ils ont été dupés, et maintenant, pour plusieurs causes et raisons qu'ils desduiront en temps et lieu, ils ne veulent plus de lui comme principal ni grand maître, et demandent à l'évêque de le remplacer, sur leur avis et celui du chapitre, d'autant plus qu'il a bien d'autres charges et empêchements.

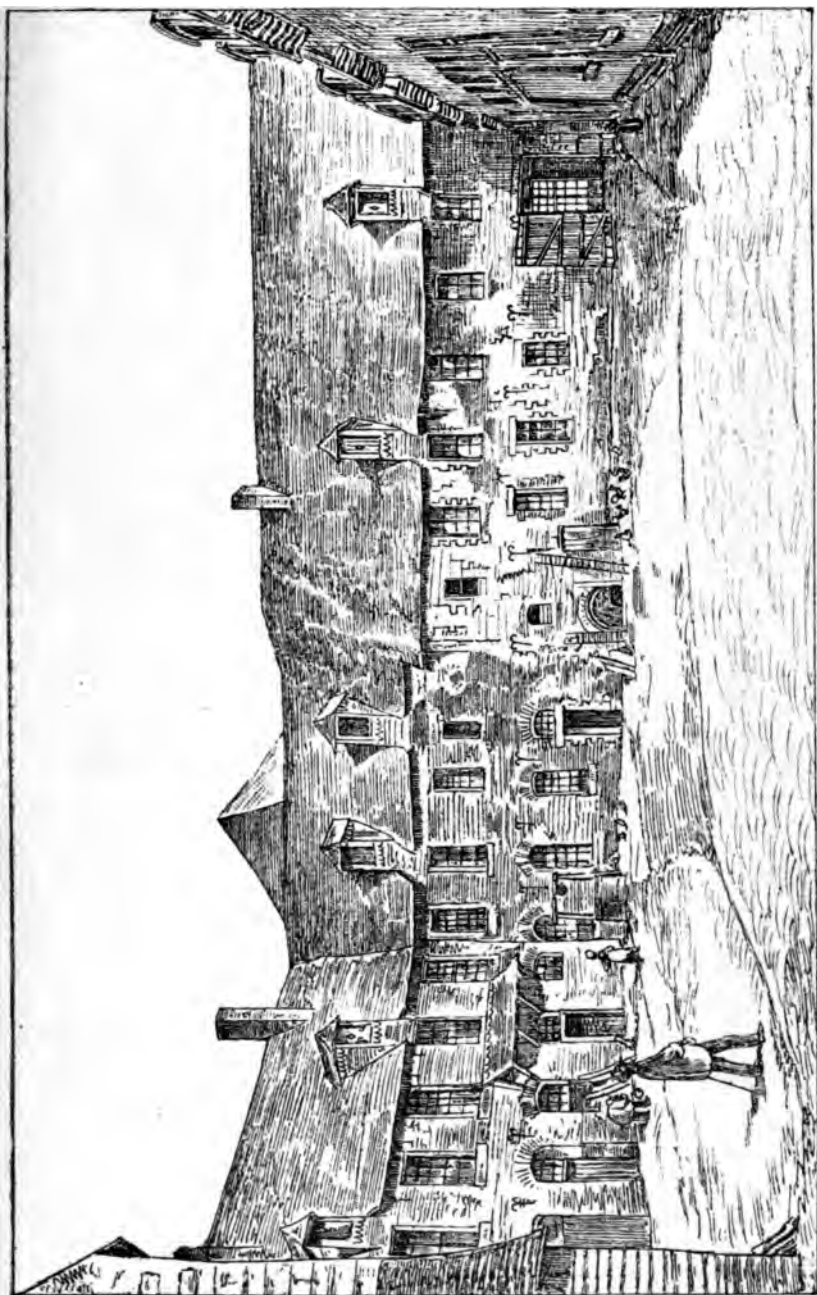
Quant au receveur du Collège, ils désirent que ce soit un homme « lay », — notez ce point, — nommé comme les régents, qui donnera bonne et sûre caution et rendra ses comptes tous les ans.

Si les conditions des échevins avaient été acceptées, c'était la main de la ville mise sur le Collège. Sur le refus de l'évêque d'y acquiescer, l'affaire de la prébende fut portée devant le Parlement de Paris par les maieur, prévot et échevins de la ville, en appelant contre Messire Antoine de Créquy, évêque d'Amiens, qui, « sans recevoir l'opinion et avis des appellans a nommé M^r Robert Fournier, docteur en théologie, homme antien et de grande érudition et dottrine pour estre précepteur et instruire la jeunesse ». De son côté l'évêque prétend n'avoir rien fait contre l'édit du Roi, mais offre néanmoins de bailler au précepteur 200 ou 300 livres par année, prises sur le revenu de son évêché, plutôt que de diminuer le nombre de ses chanoines. Quant à

Fournier, « homme à dire vray docte et très suffisant, attendu son âge et profession de la théologie et des saintes lettres », il ne persiste pas pour être précepteur. Par conséquent, la Cour ordonne que « l'évesque d'Amiens, diocésain, par l'avis des doien, chanoines et chappitre dudict Amiens, et des maieur, eschevins et gouverneur de la ville, choisira ung personnage aultre que Fournier, qui... instruira la jeunesse suivant l'édict, et ce, en autre lieu que le colège ja fondé et institué audict Amiens, lequel personnage soit homme de bonne vye et mœurs et de littérature et sçavoir, auquel sera baillé pour ce faire le revenu d'une prébende entièrement, tant en gros que distributions manuelles et ordinaires, au paiement de quoy sera l'esvêque tenu obliger le revenu de son évesché, si mieulx ledict évesque et chappitre n'ayment bailler une prébende, pour estre le revenu entier baillé audict précepteur, franchement, et à la charge de loger par les appellants et leurs successeurs ledict précepteur ou précepteurs, à leurs despens, demourant néantmoins la superintendance du dict colège audict Fournier, supérieur, suivant l'arrest par lui obtenu » (en 1556).

Si l'évêque était tenu par l'arrêt de la Cour de fournir la prébende au précepteur, les échevins et le gouverneur de la ville étaient obligés de le loger à leurs frais, comme l'avait demandé le procureur général du Roi en des termes qu'il est utile de citer, pour la clarté du récit :

« Estant le colège de la ville à l'un des bouts, auquel il y a cinq régentz, sera bon que celui pour instruire la jeunesse en premières lettres soit mis



Le Collège avant les Jésuites, au xvi^e siècle.



en l'autre bout de la ville, où il y ait ung ou deux précepteurs, autre que Fournier, à la charge de bailler le revenu entier d'une prébende : et quant au logis dudict précepteur ou plusieurs, s'il y en fault davantaige, que les échevins et gouverneur de la ville soient tenus les loger aux dépens de la ville (1) ».

En réalité la Cour donne tort à l'évêque pour la nomination du précepteur, qu'il ne pourra plus faire conjointement avec le chapitre, sans l'avis des maire et échevins, et pour la prébende qu'il devra cependant fournir, et raison à la ville, qui avait imprudemment témoigné le désir que le nouveau précepteur enseignât ailleurs qu'au Collège. C'est devant la dépense nécessitée par la création d'un nouvel établissement que la ville sera forcée de reculer, sans pouvoir obtenir satisfaction de l'évêque.

Celui-ci, pour se venger, cessa bientôt de payer la pension des régents (2). La ville ne voulant pas en faire les frais, et les revenus du Collège étant fort minces, c'est lui qui naturellement se chargeait de la dépense, puisqu'il gardait seul l'autorité. Le résultat de cette mesure ne se fit pas attendre. Bientôt après les régents, pour la seconde fois, menacèrent de quitter leur poste, parce que M^{gr} le cardinal de Créquy, évêque d'Amiens, ne voulait plus payer la pension qu'il leur avait « ordonnée pour leur vivre (3) ». Les échevins, inquiets, chargent alors Messieurs Vaquette et Martin de Miraumont de voir

(1) *Arch. Com.* Registres aux Chartes. AA. 15. f^o 49, 14 mars 1565.

(2) *Arch. Com.* BB. 37. f^o 181 v^o, 18 juillet 1566.

(3) *Arch. Com.* BB. 38. f^o 4 v^o, 12 septembre 1566.

M. le doyen du chapitre pour lui demander la raison de cette mesure, « luy faire entendre le grand mal et incommodité qui adviendrait en ladite ville, sy lesdicts régens délaissent d'enseigner la jeunesse; sur leur rapport, on pourvoira à la situation ». On nomme un peu plus tard des députés pour s'entendre avec l'évêque au sujet du Collège (1), et une transaction est sur le point d'être conclue entre les deux parties (2).

L'évêque accorde en effet qu'il ne soit pas fait d'autre collège que celui qui existe pour les précepteurs qui enseigneront les enfants gratis. Il admet aussi que le principal précepteur soit élu à la fois par les échevins et le chapitre, suivant l'édit d'Orléans. Les échevins pourront de plus assister tous, ou deux d'entre eux, à la reddition des comptes. Chaque mois ils pourront aussi visiter le Collège, mais à condition que les délégués soient de la religion catholique et romaine. Cette restriction prouve que l'Eglise redoutait l'immixtion possible dans ses affaires des protestants, alors assez nombreux et remuants à Amiens et en Picardie (3). A part cela, les concessions faites à la ville : nomination en commun des précepteurs, droit d'assister à la reddition des comptes, et, ce qui peut paraître plus important

(1) *Arch. Com.* BB. 38. f° 44 v° (sans date).

(2) *Arch. Com.* BB. 38. f° 45, 19 décembre 1566.

(3) D'après M. de Calonne (*Histoire de la Ville d'Amiens*, t. II, p. 17-33), il y avait à Amiens, en 1561, sur 25 échevins, 17 huguenots et 8 catholiques ; de plus, Firmin le Cat et Pierre du Gard, dont nous avons déjà parlé, qui furent tous deux maîtres, étaient en apparence catholiques, mais favorables aux huguenots.

encore, droit de visite au Collège, n'étaient certes pas à dédaigner.

Mais l'évêque était bien décidé à ne pas céder sur le point qui lui tenait le plus à cœur, la question de la prébende. Était-ce avarice de sa part ? n'était-ce pas plutôt le désir de ne rien abandonner des biens de l'Eglise sur l'ordre du pouvoir civil ? Il offre donc, au lieu du revenu de la prébende fixée par l'édit du Roi et réclamée par la ville, 300 livres pour les régents et y ajoute même les chapelles et sanctuaires « fondés en le collège », dont le revenu atteint 100 ou 120 livres.

Les échevins, satisfaits ou à peu près sur tout le reste, décident qu'ils supplieront l'évêque de bailler 400 livres et de réunir le chapitre pour en finir. Mais l'affaire s'éternise sans trouver de solution.

Un second arrêt du Parlement est rendu le 8 janvier 1572, qui prouve que l'évêque n'a pas encore payé la prébende (1). Aussi, le 12 juin de la même année, l'affaire revient-elle, pour la vingtième fois peut-être, devant l'échevinage :

« Sire Anthoine Dardre, sire Estienne Cardon et Robert Delattre, eschevins, ont été commis audict eschevinage pour communiquer avec Messieurs du chappitre pour le faict de l'arrest donné au mois de janvier dernier pour la prébende ou le revenu d'icelle, estimé chacun an à quatre cents livres, adhæqué au collège de ceste ville, pour l'entretènement des précepteurs suivant l'édit d'Orléans, et pour avoir le consentement desdicts sires du chap-

(1) *Arch. Com.* — Registres aux Chartes. AA. 15. f° 60 v°, 8 janvier 1572.

pitre ou de l'escolattre, si faire se pœult, à ce qu'il n'y ait aultre collège et escole en ceste ville que celluy de Saint-Nicolas, quy est plus que suffisant, et que Messieurs de la ville ne soient contraintz achepter aultre bien pour y faire nouvelles escoles (1). »

C'est par là que l'évêque, le chapitre et l'écolâtre tenaient la ville. Un mois plus tard, les échevins avertissent l'évêque qu'ils ont acheté la maison et cour de Matifas séant rue des Jacobins pour y faire un autre collège. Ils peuvent ainsi le contraindre à payer les arrérages de la prébende depuis 1565, et lui proposent une transaction qui consisterait en ce qu'ils n'achèteraient pas, — leur achat n'était donc pas ferme, — s'il y consent, une nouvelle maison et qu'on ferait un accord avec lui (2).

Il est probable que cette proposition ne fut pas acceptée, car en 1574 Jean Descaures, précepteur principal du Collège, se plaint que le cardinal de Créquy qui vient de mourir lui devait beaucoup d'argent : ils ne peuvent donc plus, ni lui ni ses collègues, continuer leurs fonctions sans être payés pour le passé et dans l'avenir. Les échevins demandent alors « que la jœunèsse soit instituée gratis et qu'il y ait des régens cappables ». Ils réclament aussi à propos de la reddition des comptes et du paiement de la prébende (3). Leur requête fut sans doute repoussée, puisqu'en 1579 un troisième arrêt du Parlement ordonna de nouveau que les fruits de la

(1) *Arch. Com.* BB. 40. f^o 111 v^o, 12 juin 1572.

(2) *Arch. Com.* BB. 40. f^o 120 v^o, 24 juillet 1572.

(3) *Arch. Com.* BB. 41. f^o 104 v^o, 1^{er} juillet 1574.

prébende fussent affectés au précepteur du Collège, et ce sous menace de contrainte (1). Menace inutile d'ailleurs.

En effet l'année suivante le maieur et les anciens maieurs et échevins se transportent devant l'évêque pour « le mauvais ordre qu'il y a audit collège, la paresse et la négligence dudit Descaures et des autres régens qu'il y a commis », et disent qu'il est nécessaire de lui donner de bons gages pris sur les revenus de la prébende (2).

De guerre lasse la ville, tout en réitérant en 1582 ses plaintes sur l'institution de la jeunesse, le peu de zèle des précepteurs, le règlement du Collège, semble avoir reconnu en fait l'évêque, les doyen et chapitre, comme les véritables supérieurs du Collège, puisqu'elle les prie instamment de vouloir bien « tous ensemble par main commune y établir tel nombre de classes et régens qu'en l'un des meilleurs collèges de la ville de Paris, avec semblable ordre et règlement, tant pour les livres qu'ils enseigneront que pour les heures des leçons et répétitions ». Cependant elle réclame encore, aussi inutilement du reste que par le passé, un homme « lay » pour recevoir le revenu du Collège et en rendre compte devant l'évêque, le chapitre et la ville (3).

L'année suivante, l'évêque Geoffroy de la Marthonie, probablement pour en finir avec tous ces

(1) *Arch. Com.* Registres aux Chartes. AA. 15. f° 98, 14 avril 1579.

(2) *Arch. Com.* BB. 45 f° 3, du... septembre 1580 (70 premiers feuillets plus ou moins mangés par les rats).

(3) *Arch. Comm.* BB. 45. f° 131, 17 mai 1582.

démêlés et se délivrer des prétentions de l'échevinage, tenta d'introduire les Jésuites au Collège, ce qui aurait mis les deux parties d'accord, car les Pères seraient vite devenus les seuls maîtres, comme l'événement le prouva quelque vingt-cinq ans plus tard. Pour le moment cette tentative échoua, après des négociations qui durèrent environ dix ans.

Avant de les raconter, nous devons dire en peu de mots que le Collège continua à mener sa vie habituelle, de 1583 à 1607, sans incidents notables. En 1587, l'échevinage et le chapitre nommèrent principal, en remplacement de Jean Descaures, décédé, Louis Andrieu, qui avait été deux fois recteur de l'Université de Paris et qui depuis avait fait la première classe au collège de Calvy, dont il était en même temps principal. Il y eut donc entente au moins sur ce point. Le chapitre accorda au nouveau précepteur (ou principal : on disait l'un et l'autre indifféremment) 233 écus 20 sols au lieu de la prébende, et la ville s'engagea de son côté à lui fournir 200 écus par an, à condition qu'il promit d'instruire la jeunesse gratuitement, suivant l'édit, de « faire lui-même la première classe, et avoir trois autres régens de bonne vie, mœurs et religion catholique, capables et suffisanz de telle charge, les stipendier à ses dépens et loger audict collège commodément, sans pour ce prendre d'eulx aucune chose (1) ».

Il n'était plus question depuis 1572 d'obliger

(1) *Arch. Com.* BB. 48. f° 27, 21 avril, f° 57, 13 août, f° 61, 14 août 1587.

la ville à fonder un nouvel établissement. Cependant en 1588 le prieuré de Saint-Denis, situé en face du Collège, fut offert aux échevins par le bénéficiaire, pour y faire un « second colège ou ung séminaire pour l'institution de la jeunesse », ou en disposer autrement. L'offre fut acceptée comme avantageuse et profitable à la ville et au public, une commission fut nommée pour examiner les conditions onéreuses du legs, car il fallait faire des frais pour obtenir la permission du pape et des supérieurs, et assurer au sieur de Lannoy le revenu de son bénéfice jusqu'à son décès. L'affaire n'eut pas, pour le moment du moins, d'autres suites. Mais les Jésuites, se rappelant sans doute la première intention du donateur, auront soin plus tard d'annexer au Collège, remis entre leurs mains, le prieuré de Saint-Denis.

Sous l'administration du principal Andrieu le Collège ne semble pas avoir été plus prospère que sous celle de Jean Descaures. Les plaintes recommencèrent, peut-être à l'instigation des partisans des Jésuites (1). D'autre part les régents durent réclamer à plusieurs reprises, à l'effet d'être payés de leur pension sur la Madeleine (2). Il s'agit ici de l'argent à fournir par la ville, et non de la somme promise par le chapitre, qui semble avoir été payée. Les choses en vinrent à ce point que le principal quitta la ville pour se retirer à Paris et ne fut pas remplacé. Les régents abandonnèrent aussi le Collège, au grand préjudice de la ville, des villes, bourgs et villages cir

(1) *Arch. Com.* BB. 53, f° 40, 18 février 1593.

(2) *Arch. Com.* BB. 55, f° 81 v°, 20 décembre 1596; BB. 56, f° 48, 5 novembre 1598.

convoisins. Les habitants aisés étaient par là même obligés d'envoyer, à grands frais, leurs enfants aux écoles éloignées d'Amiens. Le premier échevin, après avoir été mandé par l'évêque à ce sujet, demanda en conséquence à la compagnie de trouver, malgré la pénurie des finances, à défaut de 200 écus, au moins 60 ou 80 écus, et de s'entendre pour choisir un principal. Le gouverneur se mêla aussi de l'affaire, et, après une longue délibération, les échevins décidèrent d'offrir à M^e Le Roy, archidiacre d'Amiens (1), 66 écus 2/3 de pension annuelle, pour les trois premières années, et pour les suivantes 100 écus, à prendre sur le revenu de la Madeleine.

Le Collège était ainsi reconstitué, sans doute avec les anciens maîtres, mais les embarras d'argent se firent sentir de nouveau. En 1601, nouvelle requête des régents pour être payés de ce qui leur est dû de la pension accordée au principal. Enfin, de 1602 à 1607, on voit reparaitre sans cesse la question d'argent sous la forme plus humiliante pour la ville. Il s'agit toujours de la rescission du contrat passé entre le principal et la ville pour la pension du Collège. On lui offre tantôt 10 ou 9 muids de blé, suivant le prix du muid, tantôt 60 écus, au choix de la ville. En 1604, sur la requête du principal et des régents, il leur est accordé 10 muids qui ne valent pas plus de 200 livres (2).

(1) *Arch. Com.* BB. 56. f^o 55 v^o, 4 novembre, f^o 88 et 89 v^o, 18 et 19 novembre 1599.

(2) *Arch. Com.* BB. 56. f^o 143, 16 août 1601; BB. 57. f^o 41 v^o, 42, 49, 52 v^o, 78, 20 avril, 2 mai, 23 mai, 28 juin, 5 décembre 1602, f^o 111 v^o, 7 novembre 1603, f^o 161 v^o, 4 novembre 1604; BE. 58. f^o 25 v^o, 15 décembre 1605, f^o 29, 57 v^o, 26 janvier, 7 décembre 1606.

En résumé, le Collège, déjà peu prospère avant 1583 (1), végéta misérablement à partir de cette époque jusqu'à l'introduction des Jésuites. Le malheur des temps, les désordres qui affligèrent la France, et dont la ville d'Amiens eut fort à souffrir dans cette triste période (2), expliquent d'ailleurs la pénurie des finances et l'état déplorable où se trouva réduit le Collège. Il n'eût pas été plus heureux sans doute, si les Jésuites, comme ils en avaient eu l'intention, y étaient entrés plus tôt. Leur expulsion momentanée du royaume l'aurait laissé sans maîtres, au moins pendant un certain temps. Ils y furent admis au moment le plus favorable pour eux, quand Henri IV eut rétabli le calme dans le pays, et ils eurent le bonheur de succéder à des maîtres sans capacité réelle, sans ressources, sans cohésion entre eux. Leur succès, motivé de plus par leurs qualités d'éducateurs, fut donc tout naturel. Grâce à leur solide discipline, à leurs traditions déjà bien établies, ils mirent l'ordre à la place du désordre et organisèrent une véritable maison d'enseignement.

Malgré les plaintes sans cesse répétées que nous

(1) Si l'on en croit cependant un témoignage qui n'est pas appuyé de preuves, il y aurait eu sous Louis XI, qui lui avait accordé en 1476 des lettres patentes, de 500 à 600 élèves, « pensionnaires, étudiants, demeurants, couchans, buvant et mangeant ordinairement » dans la Grande Ecole, sans compter les autres enfants et écoliers demeurant dans la ville. — *Pièces* (imprimées) *pour l'histoire d'Amiens*, t. I, p. 113 et sq. : Compte rendu aux Chambres assemblées (Parlement de Paris), par M. de L'Averdy, concernant le Collège que les ci-devant soi-disans Jésuites occupaient dans la ville d'Amiens, du 15 mai 1763.

(2) V. de Calonne, *op. cit.*, t. II.

avons vu diriger contre le Collège par les échevins, interprètes des familles, nous ignorons à peu près — et cela est fâcheux — ce qu'était l'instruction, sinon la discipline au Collège d'Amiens avant les Jésuites. Le seul document qui nous soit parvenu à ce sujet mérite donc d'être analysé et cité en grande partie. On a vu précédemment qu'en 1582 la ville demanda à l'évêque et au chapitre d'établir, pour remédier à la situation fâcheuse du Collège, un règlement analogue à celui des meilleurs collèges de Paris. Il lui fut donné aussitôt satisfaction avec un empressement qui ne fut probablement pas tout à fait désintéressé, car, dans le titre même, les autorités ecclésiastiques eurent bien soin d'affirmer leur suprématie sur cet établissement. Il est vrai que les échevins n'étaient pas encore en état, comme ils le feront au XVIII^e siècle, de s'occuper de ces questions pédagogiques, et devaient s'en remettre à la discrétion du clergé, plus compétent en ces matières. Il faudra que les philosophes anglais et français du XVII^e et du XVIII^e siècles, poussés par l'esprit de libre examen, éclairent les esprits, pour que les laïques puissent songer à disputer aux ecclésiastiques, réguliers ou séculiers, la direction, d'abord purement théorique, puis effective, de l'enseignement de la jeunesse. On n'en était pas encore arrivé là à la fin du XVI^e siècle, comme le prouve le document ci-joint :

« RÈGLEMENT POUR LE COLLÈGE D'AMIENS

fait par Révérend Père en Dieu Monseigneur
Geoffroy (de la Marthonie), Evêque d'Amiens,

et Messieurs Vénérables les doyen, chanoynes, chapitre et escolastre de ladicte église, supérieurs dudict collège.

1582.

1. — « Les enfans en général seront appris à avoir Dieu en singulier honneur et révérence, et, avec la discipline et doctrine des lettres humaines, à s'abreuer de pure et catholique religion ».

2-7. — Détails minutieux sur les obligations religieuses des élèves : par exemple, les externes sont tenus d'assister à la messe, sous peine de « punition exemplaire ».

8-13. — Détails peu précis sur la préparation de la classe, l'entrée en classe, la sortie, le temps réservé aux « *disputes* » hors de la classe. A tous ces exercices sont astreints également les pensionnaires, les « caméristes » (écoliers vivant en chambre et ayant des serviteurs à leurs ordres), appelés aussi, les uns comme les autres, « domestiques », par opposition à ceux de la ville, désignés aussi sous le nom d'« urbains », ce qui fait trois catégories d'écoliers.

14. — « ... Trois fois la semaine les régents seront tenus de bailler thèmes aux enfans pour les faire composer. »

15. — « A l'issue du collège tant le matin que le soir ceux de la ville s'abstiendront de faire insolences par les rues ; à quoi quelqu'un commis prendra garde, et escrira les insolens pour estre punis. »

16. — « Les Caméristes ne sortiront du collège pour acheter leurs nécessités que deux fois la

semaine, sçavoir le mercredy et samedy à dix heures et demye, et retourneront pour assister aux répétitions, qui se font à une heure. »

17. — « Les Capettes du collège, comme explorateurs, observeront et feront rapport tous les jours au Principal, ou son commis, de ceux qui n'auront assisté au divin service, et exhortations, qui ne porteront ne diront leurs heures, et parleront langage françois, tant en la chappelle, classes, salle, chambres qu'en la cour. Esquelles chambres les Capettes iront librement sans qu'ils puissent être empeschés des régens ou maistres »..... Ce privilège accordé aux Capettes, sans doute en raison de leur qualité d'espions de leurs camarades, n'existait pas pour les pensionnaires et caméristes qui étaient surveillés dans leurs chambres par leurs précepteurs (art. 5) pour faire leurs prières ou tout au moins contraints (art. 8, de s'y rendre pour étudier. Quant aux externes, ils se retiraient dans leurs classes pour se préparer à la leçon (art. 9 et 13).

18. — Confession obligatoire.

19. — Catéchisme du dimanche obligatoire pour tous, ainsi que les processions générales et ordinaires.

20. — « Et pour le regard des régens ils auront en recommandation l'honneur qu'ils doivent au Principal, et le devoir qui les oblige envers les disciples, lesquels ils instruiront (et principalement leurs domestiques) en la crainte de Dieu, en l'avancement de leurs estudes et en tout honneur et modestie. Dequoy eux-mêmes serviront de miroir et exemple. »

21-22. — Suite des mêmes idées. Devoirs religieux des régens.

23. — « Après le second coup sonné de la leçon du matin, qui sera à huit heures, ils entreront en classe avec habits séants à leur estat, et liront et feront répéter à leurs disciples les leçons préluës avec un diligent examen des parties, selon la capacité de leurs disciples, jusques à dix heures, après lesquelles ils les feront disputer jusques à onze. »

24-26. — Continuation des devoirs pédagogiques et religieux des régents. Répétitions « sur les leçons préluës sans lire autre auteur » et disputes.

27. — « Ils ne permettront en leur présence leurs disciples tant domestiques que de la ville parler françois, ni aussi irrévéremment. »

28-30. — Suite des devoirs des régents.

31. — « Les régents ne pourront commencer livres nouveaux en leurs classes ni introduire nouvelles coutumes sans le communiquer au Principal et en avoir son avis et consentement. Et sur tout que les livres qui seront leus et interprétez ne soient réprovez ne censurez, et seront aliénés de lasciveté et de chose qui puisse corrompre les mœurs de la jeunesse. »

32. — « Ils n'admettront point en leurs classes autres enfans que ceux qui auront esté mis à la S. Remy, qu'ils n'ayent esté vus et approuvez par le Principal. »

33. — « A la mutation des régents le Principal disposera des enfans qui seront par les chambres et les distribuera là où il verra estre meilleur, tant pour l'avancement desdits enfans, que pour le contentement des maistres et des parens. »

34. — (Supprimé).

35. — « Le Principal visitera quand bon luy plaira les chambres, estudes et livres tant des régents que des escholiers demourans au Collège, pour voir et sçavoir s'il y aura armes, livres réprouvez, ou autres choses n'appartenants à la discipline scholastique. »

36. — Obligations du portier.

37. — « Quelque temps auparavant la feste saint Remy (1^{er} octobre), le Principal fera bon examen des escholiers, pour les envoyer et distribuer ès classes selon la capacité desdits escholiers : et ceux qui surviendront par après, les examinera pour en disposer comme dessus, selon qu'il s'observe à Paris, et par toute la France, à quoy seront tenus tous régents obéir, à peine d'être privez de leurs classes. »

38. — « Le Principal du collège sera tenu d'avoir quatre régents et quatre classes, lesquels régents seront capables d'enseigner la jeunesse et de bonne vie ; ausquels le principal baillera gages honnestes et suffisants et auquel ils obéiront. »

39. — « Ledit Principal sera tenu, pour contenir les régents et escholiers en leur devoir pendant les leçons, se pourmener en la cour, oyr et escouter les régents, pour sçavoir s'ils feront leur devoir, et pour aussi interroger et examiner les escholiers de leurs leçons. »

40. — « Les escholiers ne paieront aucune chose pour les chandelles et lendy, si ce n'est à la volonté et libéralité des parens. »

41. — « Le procureur du collège sera institué par l'escolatre, qui (le procureur) sera homme d'église, et non régent du collège, qui baillera caution et

rendra compte du revenu par chacun an, *le premier lundy de caresme par devant Mons^r d'Amyens et les depputés et commis de chapitre et l'escolatre.* »

42. — Suite du précédent. Devoirs du procureur

43. — Id.

44. — « Ledit seigneur évesque visitera, *ou ses officiers et les commis et depputés de messieurs du chapitre, appelé l'escolatre, visiteront* (1) le collège toutes les fois qu'il se trouvera nécessaire, pour informer si le règlement cy-dessus sera gardé et observé (2). »

Ce qui doit nous frapper, c'est que l'évêque affirme ici son droit d'assister à la reddition des comptes du Collège et de le visiter, en personne ou par ses délégués, quand bon lui semblera. Quant à la ville, elle ne peut même obtenir que l'on nomme un procureur « lay ».

(1) Les mots soulignés aux articles 41 et 44 sont ajoutés et écrits d'une autre encre que le reste.

(2) *Arch. Dép. D. 1.* (Liasse).

CHAPITRE TROISIÈME

Introduction des Jésuites au Collège

L'évêque Geoffroy de la Marthonie avait, dans le règlement du Collège, que nous venons de citer en grande partie, maintenu toutes ses prérogatives, et celles du chapitre et de l'écolâtre, contre les prétentions de la ville. Il fit mieux l'année suivante, et, poussé à la fois par son zèle dévot et son désir de se délivrer de tout contrôle à ce sujet, il essaya de livrer le Collège aux Jésuites. Le chapitre et l'écolâtre le suivirent, à regret, semble-t-il, dans cette voie ; cependant la tentative n'échoua que par la fermeté des échevins, qui se reprirent à temps après avoir adhéré en principe au projet. Ces négociations ont une réelle importance, non seulement au point de vue de l'histoire locale, mais parce qu'elles jettent quelque lumière sur la lutte d'intérêts et de passions qui agitait tout le pays ; aussi croyons-nous devoir y insister et reproduisons nous en grande partie les textes eux-mêmes.

Le 7 novembre 1583, l'évêque tint au chapitre assemblé le discours suivant (1) :

« Messieurs, vous savez les plaintes que nous avons eu par les habitants de ceste ville du peu de

(1) *Arch. Dép. D. 111. (Liasse)*. Le commencement du procès-verbal, sans intérêt d'ailleurs, est rédigé en latin.

fruit que leurs enfans et parentz font au collège de ceste ville, où, aprez avoir estudié trois et quatre ans, en sortent aussy peu sçavants comme quand ils y sont entrez, à quoy je pensois que nous eussions remédié par le bon *reiglement* et ordonnance que nous y avons faicte il y a ung an, laquelle nous fismes lire en nostre présence audict collège; néantmoings l'on ne void réussir le prouffict et utilité que nous espérions que tout le publicq en recepvroit, et les plainctes et crieries du pœuple continuent et s'augment tous les jours, quy est l'occasion pour laquelle je suis venu vous veoir, pour vous dire que y fault remédier promptement, à quoy je ne voids de meilleur ne plus expédient remède que d'appeller et faire venir quelques ungs de la compagnie de Jhésus, lesquelz enseignent la jeunesse en toutes bonnes lettres humaines et en la piété et religion chrestienne, quy est le principal que nous devons désirer en ce temps, pour la grande dépravation des bonnes meurs que nous voions estre parmi tous les estatz ; et n'avons lieu en ceste ville plus propre et plus commode pour les recepvroir, que le lieu du collège et grand escole, auquel je n'ay pas voulu mettre lesditz Jhésuistes, sans en avoir premièrement vostre bon advis et consentement, lequel je m'assure que vous ne desnierés pour ung œuvre tant bon, saint et profitable à tout le publicq, tant pour ceste ville que pour tout le diocèse, pour lequel j'espère qu'à l'advenir nous aurons des curez et des gens d'Eglise plus sçavans que nous n'en avons maintenant ; vous sçavez que ceulx de ladite compagnie sont approuvez par tous les papes qui ont esté depuis leur introduc-

tion, et encores par le saint concil général de Trente, et voiant le fruit, profit et utilité quy provient de leurs collèges, toutes les principales villes de ce roiaulme les ont receuz, comme à Paris, Thoulouze, Bordeaux, Lyon, Dijon, Bourges, et maintenant à Rouen. A ceste cause, il me semble que nous ne pouvons mieulx faire que de les establir et mettre dans le collège de ceste ville, sur quoy je vous prie délibérer et embrasser ce faict comme estant très nécessaire et utile à ce païs, et pour lequel il se présente maintenant de grandes commoditez, lesquelles nous perdriens, sy nous attendions davantage; en quoy ne sera rien préjuditié à vos droictz ».

Cette courte allocution, plaidoyer habile et prudent, où l'évêque ne parlait que des avantages de l'introduction des Jésuites au Collège, surtout pour un meilleur recrutement du clergé, et ne faisait pas même allusion aux objections que pouvait soulever le projet, était de nature à persuader les chanoines, dont on promettait de respecter les droits. C'était là pour eux le point capital; ils éprouvèrent cependant quelque défiance, car, après une délibération très brièvement résumée en latin, le chapitre décida, mais seulement à la pluralité des voix, d'admettre les Jésuites au Collège. On délibérera d'ailleurs plus amplement sur les moyens et conditions avec l'évêque. Quant à l'écolâtre, plus directement menacé, après avoir paru d'abord d'un avis contraire, il acquiesça au projet, mais (en français) « sans préjudice aux droictz, prééminences, prérogatives et privilèges appartenans à sa dignité, dont ses prédécesseurs escolattres ont jouy de tout temps immé-

morial, et dont aussy il prétend jouir suivant ses tiltres et arrestz, dont il fera apparoir en temps et lieu ». Il se ravisa bientôt, car le procès-verbal ajoute (en latin) : « et ensuite, le même jour, ledit écolâtre s'opposa à ladite conclusion. »

Cela n'empêcha pas l'évêque d'envoyer trois jours après (1) « M^e Jacques Lestourneau, chanoine et pénitancier de l'église Nostre-Dame d'Amiens et M^e Nicolas de la Voipière, chanoine de ladite église et secrétaire de M^{sr} l'évesque », pour traiter cette affaire avec les échevins. Les négociateurs, dûment stylés et sachant bien d'avance qu'il serait difficile de persuader aux représentants de la ville, qui prétendaient depuis si longtemps participer au gouvernement du Collège, qu'il serait bon de le livrer aux Jésuites, dont l'esprit de domination était déjà connu, avaient préparé un long et artificieux discours dont nous allons donner la substance, en supprimant ce que l'évêque avait déjà dit au chapitre, à moins qu'ils ne développent utilement ce qu'il n'avait fait qu'indiquer.

Après avoir rappelé d'abord que l'évêque a fait tout son devoir en ce qui concerne l'église « et mesmes pour l'institution de la jœunesse, pour laquelle les anciens avaient érigé un beau collège en ceste ville », M^e Lestourneau mentionne à son tour les « plainctes des habitans, quy sont contraintz envoyer leurs enfans aux escolles à Abbeville, Péronne, Corbeye et autres petites villes ou directement à Paris ». En conséquence l'évêque a excité

(1) *Arch. Com. BB. 46. f^o 77, 10 novembre 1583.*

certains Jésuites à venir résider à Amiens, les Jésuites étant d'ailleurs approuvés par le concile de Trente, le pape, le Roi et les cours de Parlement. Ce sont tous des gens âgés et savants, qui, avant leur réception dans la compagnie, « font preuve suffisante de leur capacité, vie, meurs, doctrine, dévotion et religion catholique ». Leur profession est d'instruire la jeunesse, d'ouïr le peuple en confession, de visiter et consoler les prisonniers et pestiférés, — la peste était endémique à Amiens, — et de faire autres œuvres de charité. Ils ont toujours audessous d'eux des précepteurs doctes, propres à instruire la jeunesse tant aux bonnes mœurs qu'aux bonnes lettres, et lisent aux écoliers de bons livres, sans qu'il soit permis chez eux de lire beaucoup de livres lascifs et de plaisir comme dans les autres collèges. A la fin de l'année chaque régent rend compte de ce qu'il a enseigné, des livres qu'il a lus avec les enfants, indique les livres à lire (expliquer) l'année suivante. Les régents prennent des enfants en pension et reçoivent sans payer tous ceux de la ville au collège. Bref tout leur « exercice » ne tend qu'à édifier le peuple en la religion catholique, à l'aider et « subvenir en ses nécessités ». Aussi ont-ils des collèges à Rouen, Lyon, etc.

Cette apologie des Jésuites, exacte du reste en ce qui concerne la défense de la foi et l'instruction de la jeunesse, était de nature à séduire les échevins. Il fallait cependant prévoir des objections. Les délégués de l'évêque n'y manquèrent pas, mais ils ne parlèrent que de celles qui intéressaient l'Eglise ; les représentants de la ville, après mûres réflexions,

en découvrirent d'autres que les délégués avaient peut-être volontairement passées sous silence.

Les desseins ambitieux des Jésuites, l'extension rapide de leur ordre, leur influence sans cesse grandissante, avaient suscité par toute la France la jalousie du clergé séculier et même de certains ordres religieux, enseignants ou autres. M^e Lestourneau est donc obligé d'avouer que les « mendiants » ont essayé d'abord d'empêcher les Jésuites d'établir un collège à Paris ; mais depuis qu'on l'a institué malgré eux, ils s'en sont loués. On a fait de même à Rome, à Rouen, en d'autres villes. Aussi l'évêque et le chapitre désirent fort les introduire à Amiens ; l'évêque a cherché un autre lieu que le collège pour les y loger, il a même offert à cet effet 1500 livres de la maison du prieuré de Saint-Denis, mais en vain. Il prie donc Messieurs de permettre de prendre le Collège, sur lequel ils ont « quelque superintendance », ce qui sera fort utile au peuple de la ville.

Mais, dira-t-on, les curés et mendiants, sont intéressés dans la question, car les Jésuites ont de grands privilèges : ils peuvent en effet « prescher et anoncer la parolle de Dieu sans l'auctorité des évesques, communier les habitans sans congez de leurs curez et oyr le peuple en confession ». Pourtant cela n'est pas arrivé aux endroits où on les a laissés s'établir, car ils ont toujours été si modestes qu'ils n'ont jamais prêché nulle part sans la permission de l'évêque, et les jours fériés, où le peuple a l'habitude de communier, ils ferment leurs collèges, pour ne pas fournir aux curés l'occasion de se plaindre, et ne donnent pas la communion sans leur

permission. Quant aux « mendiants », ils ne peuvent leur faire tort, car les Jésuites « ne vivent de la besache, ains sont fondez d'un bon revenu », dont les échevins, ne paieront rien. Le dernier argument, qui insinuait que le Collège ne coûterait plus rien à la ville, était assurément le plus fort : on l'avait donc gardé pour la fin.

Le maieur répondit que Messieurs louaient Dieu de leur avoir donné un si bon prélat, si soucieux de la ville, et ajouta qu'ils aviseraient ensemble à cette affaire. Puis, les délégués partis, on résolut de remettre la chose à huitaine, « pour la conséquence du fait ». Avant la sortie, quelques échevins furent même d'avis qu'il serait bon d'« en communiquer à Messieurs les anciens maieurs et à quelques autres des principaulx habitants ». Mais on ne recueillit pas les suffrages sur ce point, et l'on ne prit aucune résolution. Le scrupule de ces échevins, qui voulaient faire une sorte de *referendum* restreint, prouve néanmoins qu'ils comprenaient toute la gravité de la décision à prendre.

Quinze jours plus tard (1) l'affaire fut mise en délibération, et souleva une discussion qui fait honneur à l'esprit de réflexion et d'indépendance d'une partie au moins des échevins d'Amiens. Dans l'intervalle l'évêque, dit le maieur, avait fait entendre de bouche à plusieurs échevins et à lui-même qu'il désirerait grandement voir introduire les Jésuites au Collège, dont il avait rappelé le mauvais état ; il n'avait pas non plus négligé d'insister sur l'intérêt du

(1) *Arch. Com.* BB. 1^o. 79 v^o, 24 novembre 1583.

diocèse : le Collège deviendrait ainsi une pépinière, un séminaire de gens doctes et savants auxquels il donnerait les cures et autres bénéfices vacants. Il avait aussi repris pour son compte ce qu'avaient dit ses délégués à propos des curés et des ordres mendiants. Les droits des curés en ce qui concerne la confession et la communion seraient respectés, et les mendiants conserveraient « leurs stations ordinaires où ilz ont accoutumé d'aller prescher ». Puis il avait insisté sur la question d'argent et fait sur ce point des offres précises. Il se présente maintenant, avait-il dit, « une occasion de joindre et unir quelques prieurez avec le revenu dudict collège et prébende y adhecquée par l'éedit d'Orléans, le tout montant à 800 écus par an, ou environ, qui sera ung revenu suffisant pour entretenir audict collège douze desdicts religieux, ce qui ne se poulroit faire sans ledict colège et revenu d'icellui ».

Qu'on veuille bien ici se rappeler que l'évêque avait toujours refusé le revenu entier de la prébende, qu'il n'avait jamais songé à unir de prieurés au Collège, dont le budget était des plus minces et très précaire (400 à 500 livres au meilleur moment), et l'on comprendra que les Jésuites avaient dû, par des menées secrètes, s'insinuer dans les bonnes grâces du prélat. L'évêque ajoute que les Jésuites sont prêts à passer sur tous les points contrat et convention avec lui, le chapitre et la ville.

Tout cela était fort séduisant pour une municipalité à court d'argent. Mais, après les promesses alléchantes, apparaît, de peur qu'elles ne fussent pas, la menace déguisée. En termes à la fois polis et

hautains, le prélat n'oublie pas de dire que les échevins ne doivent pas faire difficulté de lui accorder sa requête, d'autant plus que le Collège a été institué et fondé par ses prédécesseurs, que l'évêque et le chapitre y ont de tout temps supériorité et intendance, et non Messieurs, qui n'ont d'autre puissance, de par l'édit d'Orléans, que celle de contribuer à « l'institution et démission du précepteur » ; que même, pour prouver qu'ils n'ont aucun droit sur le Collège, il suffit de se rappeler que, lorsqu'ils ont réclamé la prébende attribuée au précepteur, les divers arrêts du Parlement de Paris ont ordonné que la ville le logerait à ses dépens ailleurs qu'au Collège. On voit que la question de la prébende n'avait pas fait un pas, que l'évêque n'avait rien cédé, qu'il se considérait comme le maître du Collège, et qu'il ne voulait pas même reconnaître, comme l'avaient fait ses délégués, *quelque superintendance* à Messieurs sur le Collège.

Là-dessus on se met à délibérer.

Sire Antoine Dardre est d'avis d'accepter la proposition de l'évêque, à condition que les Jésuites ne prendront rien aux écoliers pour leur instruction, le lendit, les chandelles, ni autrement, « que l'on ne recevra aucuns religieux estrangers à présent ni pour l'avenir, pour la sûreté de la ville qui est frontière ». Les Capettes y demeureront et jouiront des fondations faites à leur profit. De plus il serait bon de consulter les curés et les religieux intéressés.

Jean de Collemont (1) partage cet avis sur les

(1) Jean de Collemont adhéra plus tard à la Ligue, le 28 mai 1588. V. de Calonne, *op. cit.* t. II, p. 74.

curés, ne veut pas non plus de religieux étrangers, et demande qu'on loge les Jésuites ailleurs qu'au Collège, « lequel doit demeurer ainsi qu'il est à présent », et qu'on fasse, s'il le faut, un bon règlement.

Sire Gaspard Fouache veut bien admettre les Jésuites dans la ville, mais sans leur céder le Collège ni son revenu : deux collèges vaudront mieux qu'un, et il ne faut pas frustrer l'intention des fondateurs ; car « il n'est permis selon Dieu de faire aumosne du bien d'autrui » ; on pourrait même montrer la grammaire et les lettres humaines aux écoliers en un collège, et la philosophie et la théologie en un autre.

Dubois veut entendre aussi les curés et mendiants, admet les Jésuites, sauf s'ils sont étrangers, et plaide pour les Capettes.

Martin de Berny « n'est point d'avis de recevoir ny admettre en ceste ville, qui est frontière, lesdicts religieux, qui sont la pluspart étrangers, Italiens et Espaignolz ; quoyque soit, tous les chefs qui ont commandement sur les autres sont de la nation d'Espagne ou d'Italie et sont gens factieux et de menée, lesquels, soubz umbre de piété, se meslent des armes et de faire entreprises militaires ; toutesfois, si l'on est d'avis de les y recevoir, ils ne doivent estre logez dans ledict collège, qui doit demeurer aux précepteurs qui y sont, que l'on congnoit et lesquelz sont nos compatriottes ».

Baudoin est d'avis de les recevoir, mais s'ils sont Français, et les Capettes demeurant au Collège.

Raincheval ne veut pas les admettre au Collège,

qui doit demeurer tel qu'il est ; il veut de plus entendre les curés.

Ledieu accepte la demande de l'évêque, sans entendre les curés, mais les Jésuites étant tous Français et les Capettes, demeurant au Collège.

Cinq échevins sont du même avis.

Cinq autres veulent bien les recevoir, mais sans leur céder le Collège.

Martin veut communiquer l'affaire à un grand nombre des anciens habitants et demande qu'on les reçoive ailleurs qu'au Collège.

De Hollandes partage cet avis.

En résumé, sur les vingt échevins présents outre le maieur, qui tous expriment leur avis dans la discussion, onze demandent que parmi les Jésuites il n'y ait pas d'étrangers, et neuf que les Capettes demeurent au Collège ; onze ne veulent pas leur céder le Collège ; six désirent que l'on consulte les curés, deux y ajoutent les mendiants, deux autres enfin vont plus loin et voudraient voir consulter un grand nombre d'anciens habitants. Le premier opinant seul réclame pour les écoliers le maintien de la gratuité qui avait existé de tout temps, mais cette pensée est si bien dans l'esprit de tous que les autres ne croient pas devoir en parler. La conclusion du débat ne permet pas le moindre doute à cet égard.

Il est en effet arrêté « que mesdicts sieurs remercieront bien humblement mondict sieur l'évesque de la bonne vollunté et dévotion qu'il a d'establir et admettre en ceste ville lesdicts religieux de la Compaignie de Jésus, et que, suivant sa requeste,

mesdicts sieurs, en ce qu'il leur touche, donnent consentement à l'introduction et réception desdicts religieux, mesmes que, pour les loger et accommoder, l'on puisse prendre ledict colège des grandes escoles et le revenu d'icelluy, à condition qu'ils ne prendront aucune chose pour instituer la jœunesse audict colège, ny pour le lendit ny pour les chandelles ny par quelque autre moien que ce soit, et encores à la charge que lesdicts religieux seront tous naturelz françois, et que aucun estranger n'y sera admis pour le présent ny pour l'advenir, et aussy que les pauvres cappettes instituez de longtemps audict colège y demeureront et joyront à tousjours des fondations à eulx cy-devant faictes et qui pourront estre faictes cy-après à leur proufict ».

Les Jésuites étaient donc admis au Collège à trois conditions : enseigner gratuitement, respecter les droits des Capettes, ne jamais compter d'étrangers parmi eux. Quant aux intérêts des curés et mendiants, en ce qui concerne la prédication et la confession, il n'en était pas fait mention, malgré les craintes exprimées indirectement à ce sujet par plusieurs échevins. C'était chose, il est vrai, qui regardait plus spécialement l'évêque et le chapitre. On verra ce qui en advint par la suite, quand les Jésuites seront devenus les maîtres du Collège. Pour le moment, bien qu'ils semblent à la veille d'y prendre pied, ils n'ont pas encore gain de cause. De; difficultés surgiront d'abord du fait de la ville elle même; ce seront ensuite des obstacles insurmontables, résultant de la situation politique de la France et de leur expulsion momentanée de notre pays.

A peine avait-on décidé de les admettre au Collège que des protestations, plus ou moins fondées en droit, se produisirent. Le jour même M^e Jean des Essars, avocat de la ville, fit à ce sujet « à Messieurs quelques remontrances de bouche en la chambre du conseil de l'hôtel commun ». L'assemblée, disait-il, n'avait pas été faite en l'échevinage, « auquel lieu l'on a accoustumé de faire résolution des affaires de conséquence ». Il serait donc raisonnable, vu l'importance du fait, d'en communiquer à M^{sr} de Crèvecœur, lieutenant général pour Sa Majesté au pays de Picardie, à M. le bailli d'Amiens et à ses lieutenants, ainsi qu'à MM. les gens du Roi. Cette plainte, écrite ensuite et signée de Jean des Essars, fut portée devant l'échevinage, qui y répondit dans son assemblée du 1^{er} décembre (1). Les échevins déclarèrent qu'ils avaient décidé d'en communiquer à M^{sr} de Crèvecœur, « encores que le fait concerne plus le spirituel que le temporel ». Quant au bailli et à ses lieutenants, ce n'était pas l'habitude en pareil cas, à moins qu'on ne le fit aussi pour les principaux habitants de la ville, ce qu'on n'a pas trouvé bon de faire, vu que les échevins représentent le corps et communauté de la ville, et que l'évêque n'a adressé qu'à eux sa requête. Des Essars, invité à comparaître en vue d'indiquer les raisons et moyens valables pour empêcher l'exécution de la délibération, prit copie de ce qui avait été fait et délibéré, pour en communiquer au procureur fiscal et au conseil de ville que l'on eût dû, disait-il, ouïr avant de rien décider.

(1) *Arch. Com. BB.* 46. f^o 83, 1^{er} décembre 1583.

L'affaire resta par là même quelques mois en suspens. Le 24 mai 1584 (1) elle fut agitée de nouveau devant l'échevinage. Jean Martin, échevin, déclare que, si l'on peut révoquer les ordonnances et délibérations des échevinages, il demande de révoquer celle qui a été faite pour l'introduction des Jésuites en cette ville. Il émet l'idée que l'on devrait prendre l'avis des échevins qui n'étaient pas présents alors, et joindre leurs opinions à celles des membres qui assistaient à l'assemblée, pour prendre une résolution à la pluralité des voix. Le maieur répond, à juste titre, que, si l'on procédait ainsi, ce ne serait jamais fait, et qu'il n'y aurait jamais rien de stable; « au surplus, quand les Jésuites se présenteront et qu'il sera besoing contracter, tous Messieurs seront oys, où chacun sera libre de donner advis, et n'y sera rien fait ni conclud que à la pluralité d'iceulx ». Si les Jésuites ne s'étaient pas encore présentés pour passer contrat avec la ville, c'est sans doute parce qu'ils ne sentaient pas le terrain bien solide. Il est probable que l'opinion publique ne leur était pas très favorable et qu'ils le savaient. Ce retard faisait le jeu de leurs adversaires, et le maieur proposait en réalité un ajournement sans date fixe. Les échevins, après avoir réfléchi, se défiant de ces étrangers, inconnus dans la ville, préoccupés peut-être aussi des prétention arrogantes de l'évêque, qui réclamait comme lui appartenant le Collège « institué et fondé par ses prédécesseurs », n'étaient plus pressés d'en finir, malgré l'état misérable du Collège.

(1) *Ach. Com. BB.* 46. 1^o 125, 24 mai 1584.

En tout cas, pendant six années pleines la question paraît enterrée. Les Jésuites n'avaient pas cependant renoncé à leur dessein. En 1590 l'affaire revient sur l'eau et des ouvertures sont faites à la ville pour l'établissement d'un collège de Jésuites. Il est ordonné que le maieur assisté des échevins entendra d'abord le procureur fiscal. Quand ils l'ont vu, il est décidé que le maire, quelques échevins, et le procureur, en communiqueront avec l'évêque « pour ensemble en adviser (1) ». La consultation ne produisit pas d'effet, puisque la question revint devant l'échevinage en 1592 et 1593. L'abbé de Molome ayant écrit, le 13 novembre 1592, à Messieurs « qn'il y a ung personnage qui désire fonder en ceste ville un collège de Jhésuites, pourveu que Messieurs le consentent, a esté dit qu'il sera cômunicqué avec M. l'évesque d'Amiens et MM. du chappitre, auxquelz sera fait entendre que la compagnie trouve bon et aura pour aggréable en ceste ville ledict collège (2) ». Les négociations traînaient visiblement en longueur. Mais si les échevins ne paraissaient pas vouloir s'engager, les Jésuites s'obstinaient à poursuivre leur entreprise.

En effet, peu de temps après, le procureur fiscal vient se plaindre aux échevins du désordre qui règne au Collège depuis si longtemps, et du peu d'instruction qu'y reçoivent les enfants. Aussi l'on est contraint, « au grand deshonneur et intérêt de ceste ville et du païs », de les envoyer à Douai, où il y a un collège de Jésuites. D'ailleurs il se présente en

(1) *Arch. Com.* BB. 51. f^o 149 et 152, 8 et 15 novembre 1590.

(2) *Arch. Com.* BB. 53. f^o 12, 19 novembre 1592.

ce moment des Jésuites pour établir un collège, « qui sera bientôt fondé, si Messieurs de leur part y veulent apporter ce qu'il pourront, comme il le requiert pour le bien de la ville ». Après cette remontrance du procureur, est introduit Piquet, Jésuite, qui dit à son tour qu'il y a bon commencement pour le collège des Jésuites (1).

Il est vraisemblable que, malgré l'intérêt que portait la ville à son Collège en décadence, l'obligation de donner la même subvention aux Jésuites, alors qu'elle n'arrivait pas à payer régulièrement la pension qu'elle avait accordée au principal et aux régents, l'empêchait de conclure. D'ailleurs une question de préséance ou plutôt d'amour-propre mal entendu vint interrompre les nouvelles négociations à peine commencées. Le maieur, averti par le doyen, grand vicaire de l'évêque, qu'il espérait assembler « en sa maison » ceux qui avaient intérêt à l'établissement du collège des Jésuites et qu'il priait les échevins d'y envoyer des députés, afin de continuer les pourparlers commencés par l'évêque, pria Messieurs d'aviser là-dessus. Il fut immédiatement décidé d'envoyer l'avocat de la ville au doyen, pour lui dire que, s'il plaît au doyen de faire l'assemblée dans le chapitre, Messieurs y enverront leurs députés, mais que s'il veut la faire « en sa maison privée », ils n'enverront personne, « parce que ce seroit contre leur autorité ». Le doyen répondit qu'étant grand vicaire de M. d'Amiens, il entendait faire l'assemblée en sa maison, et que, « attendu son auctorité »,

(1) *Arch. Com.* BB. 53. f° 40, 1593 (le f° 40 est en morceaux, ce qui ne permet pas de reconstituer le texte complet).

il ne la ferait pas autre part. Messieurs décident alors de n'y point aller, et de réunir à l'hôtel de ville MM. du clergé et MM. les gens du Roy pour aviser à l'établissement des Jésuites (1).

Cette misérable querelle n'eut sans doute pas pour résultat d'empêcher l'introduction des Jésuites au Collège. En effet les échevins, qui n'étaient pas en principe absolument hostiles aux Jésuites et qui espéraient peut-être trouver en eux, à peu de frais, de bons professeurs pour leur Collège, n'abandonnèrent pas encore la partie. Ils décident en effet quelques jours plus tard « qu'il sera escript de rechef à Messeigneurs le cardinal de Pellevé et à l'évesque d'Amiens pour le faict des Jésuites, comme aussy il sera escript à sire François Castelet, ancien maieur et eschevin, député aux Estats à Paris, affin d'en faire les sollicitudes (2) ». Ce fut la dernière démarche tentée par la ville pour faire aboutir cette question, qui ne sera reprise qu'à la fin de 1606.

Si l'évêque d'Amiens, Geoffroy de la Marthonie, fougueux ligueur, si le cardinal de Pellevé, ancien évêque d'Amiens, ligueur non moins obstiné et ardent défenseur des Jésuites (3), s'occupèrent de cette affaire, les événements politiques rendirent

(1) *Arch. Com.* BB. 53. f° 44, 11 mars 1593.

(2) *Arch. Com.* BB. 53. f° 47, 1^{er} avril 1593.

(3) Sur G. de la Marthonie, v. l'*Histoire d'Amiens*, t. II, par M. de Calonne, et sur ces deux évêques de notre ville, les *Notices sur les Evêques d'Amiens*, de Ed. Soyez. Quant au rôle très important du cardinal de Pellevé sous la Ligue et particulièrement aux Etats de 1593, v. la *Satire Ménippée*.

leurs efforts impuissants. En 1593 la Ligue était sur le point d'être vaincue, et les Jésuites allaient être chassés de France. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait plus été question à ce moment de les introduire au Collège. Il est possible cependant, mais fort peu probable, que les Pères, obligés tout au moins de se cacher, malgré leurs ruses pour échapper au bannissement (1), aient continué leurs intrigues dans la ville d'Amiens (2).

Deux jours après la tentative d'assassinat de Henri IV, par Jean Châtel, le Parlement de Paris avait, le 29 décembre 1594, décrété que « tous les membres de la Société de Jésus sortiroient dans trois jours de Paris et de toutes les villes où ils avoient des collèges, et dans quinze jours du royaume, comme corrupteurs de la jeunesse, perturbateurs du repos public, ennemis du Roi et de l'Etat ». Mais Henri IV, malgré cet arrêt qui l'intéressait particulièrement, eut soin de les ménager, et, par peur (3), suivant certains historiens, les rappela par son édit du mois de septembre 1603, enregistré par le Parlement le 2 janvier 1604. Ils étaient à peine rentrés officiellement en France qu'ils déployaient tout leur zèle pour conquérir de nouveaux collèges et étendre leur influence. Ils s'occupèrent tout naturellement de la ville d'Amiens, où ils avaient essayé vainement de s'installer à un moment moins favorable à leurs des-

(1) V. Douarche, *L'Université de Paris et les Jésuites*, p. 132 et sq.

(2) V. Badts de Cugnac, *Le Siècle d'Amiens en 1597 et les Jésuites*. L'auteur essaie de prouver que le fait est invraisemblable.

(3) V. Douarche, *op. cit.*, p. 170.

seins, et où ils avaient dû garder des intelligences.

Si l'on en croit M. Darsy, ils y furent appelés en 1604 par le vœu des habitants, de *l'échevinage* (1), du comte et de la comtesse de Saint-Pol. Aucune pièce authentique ne permet d'admettre cette assertion en ce qui concerne les échevins, qui ne furent pas consultés avant le 11 décembre 1606. D'ailleurs il n'est parlé d'eux ni dans les lettres patentes du 28 février 1604 ni dans le brevet qui les précède. Le Roi y fait seulement mention de la requête qui lui a été adressée par ses « très chers et très amés conte et contesse de Saint-Pol et. les nobles, bourgeois, manans et habitans de notre ville d'Amiens ». Les échevins étaient sans doute disposés (2), comme le prouvera leur conduite ultérieure, à admettre les Jésuites au Collège, et cela sans prendre les précautions qu'ils avaient jugées utiles et même nécessaires en 1583. Mais on ne peut leur attribuer une démarche qu'ils n'ont pas cru devoir faire. Il était facile au comte de Saint-Pol, gouverneur et lieutenant général du Roi en Picardie, de parler au nom des nobles,

(1) Darsy, *op. cit.*, p. 214.

(2) Sur le rôle de l'échevinage à cette époque, v. de Calonne, *op. cit.*, t. II, p. 235 : « Henri IV brise l'ancienne constitution municipale avec ses franchises et ses privilèges et organise sur de nouvelles bases l'administration communale, financière et militaire. Le nombre des échevins est réduit de 24 à 7, et le mayeur remplacé par un premier échevin au choix du Roi sur la liste des élus. Quatre conseillers de ville nommés par lui durent défendre et au besoin faire prévaloir les intérêts du pouvoir royal. — Edit du Roi du 18 novembre 1597. » Il ne faut pas oublier que la ville avait pris parti pour la Ligue et que le Roi n'y était entré que le 18 août 1594.

bourgeois, manants et habitants d'Amiens, mais les représentants directs de la ville n'avaient pas manifesté leur sentiment par une délibération qui pût engager leur responsabilité. L'initiative de l'introduction des Jésuites au Collège d'Amiens revient tout entière au gouverneur de la province, à la comtesse de Saint-Pol, et, comme on le verra bientôt, au gouverneur de la ville, qui marcha à leur suite. Les échevins furent seulement sollicités d'adhérer à leurs propositions, près de trois ans après la délivrance des lettres patentes.

Ces lettres, qui ne furent d'ailleurs enregistrées au bailliage que par un ordre du bailli d'Amiens du 20 octobre 1608, au moment de l'ouverture du nouveau Collège par les Jésuites, constataient uniquement la permission accordée à la Compagnie de Jésus, qui n'avait aucun collège dans toute l'étendue du pays de Picardie, d'en établir un à Amiens, « composé de tel nombre de personnes d'icelle société qu'ils verront y estre nécessaire pour le service divin et instruction de la jeunesse aux bonnes lettres tant d'humanités, philosophie, que théologie, aux classes, règles et formes dont ils ont accoustumé user es collèges qu'ils ont auxd. villes de nostre royaume, et pour cet effet de pouvoir accepter les fondations des biens meubles et immeubles qui leur seront fait par nosd. cousin et cousine, et lesd. nobles, bourgeois, manans et habitans en général et particulier et autres pour led. collège, le tout neantmoins soubz les expresses charges et conditions portées par l'esdict du mois de septembre et non aultrement ».

Les Jésuites avaient donc le droit d'établir un collège à Amiens et de recevoir les donations qu'on voudrait bien leur faire. Mais ils désiraient davantage : le plus onéreux était évidemment de se procurer un local pour s'y installer, et le plus simple était de déposséder les principal et régents du Collège séculier pour occuper leur place. Mais il n'appartenait pas à la volonté royale d'en décider. Les bâtiments du Collège étaient, au moins en partie, la propriété de la ville, qui se prétendait principal fondateur et à qui le chapitre reconnaissait « quelque superintendance » sur cet établissement. Il fallait donc sur ce point consulter les échevins. Les lettres patentes n'abordent pas la difficulté de front, mais l'indiquent à mots couverts, en ajoutant : « Et afin que lesd. habitans ayent moyen d'accomoder lesdicts Jésuites, Nous voulons qu'ils puissent et leur soit loisible de leur bailler et délaisser tel lieu qu'ils verront estre à propos pour led. collège, et pour l'aggrandir de prendre des maisons et jardins voisins, en paiant les propriétaires du pris d'icelles de gré à gré (1) ».

Les Jésuites, escomptant d'avance leur succès, songeaient déjà à agrandir le Collège, ce qu'ils furent d'ailleurs obligés et fort aises de faire. Quant à y entrer, c'était l'affaire des officiers du Roi de préparer les voies et de persuader aux échevins, si jaloux autrefois de participer à la direction du Collège, qu'ils avaient intérêt à le remettre complètement en d'autres mains. Ajoutons que le Roi, pour séduire les échevins, très préoccupés de la

(1) Darsy, *op. cit.*, p. 343-345.

situation pécuniaire et de la misère de la ville à cette époque, par suite de la guerre et de la surprise d'Amiens, octroya ensuite au Collège, par lettres patentes du 12 novembre 1604, trois cents livres tournois de pension. Il y eut sans doute des négociations secrètes entre les officiers du Roi et la ville avant que la question fût portée devant l'échevinage. Ce qui tend à le prouver, c'est que celui-ci acquiesça immédiatement aux propositions qui lui furent faites le 11 décembre 1606.

Ce jour-là le sieur de Traignel, gouverneur de la ville, s'est présenté devant les échevins et « a dict qu'il s'est trouvé en cette compaignye, pour faire entendre à icelle que l'on propose d'establir en ceste ville un collège de Jésuites pour le grand bien de la ville, tant pour l'instruction de la jeunesse, que pour l'affluence des escolliers qui y viendront de toutes pars, mais que cest establissement ne se pœult faire sans fons suffisans, quy ne se pœult trouver sans l'ayde du corps de ville, et a prié la compaignye d'adviser ce que le corps de ville pœult faire pour ung sy grand bien, et s'il est possible offrir six cens livres de rente, disant ledict sieur gouverneur que le Roy désire fort cest establissement, et luy a comandé avec affection d'y tenir la main ».

Le même jour, après midi, les échevins, de nouveau réunis en chambre du conseil, voulant d'une part être agréables au Roi, qu'ils tenaient à contenter, à cause de l'opposition que lui avait faite la ville sous la Ligue, ce dont elle avait été punie en se voyant privée d'une grande partie de ses franchises, désireux d'autre part de rendre la prospérité à leur Collège en complète décadence, acceptèrent

les propositions qui leur étaient faites. Il est donc décidé « qu'il sera faict offre ausdits pères Jésuites, pour partye de la fondation d'un collège en ceste ville, selon les conditions que lesdicts pères Jésuites ont proposé, quy est d'enseigner les lettres humaines et le cours entier de la filosofye et d'un lecteur en théologie, la somme de six cens liv. t. de rente, laquelle somme ilz feront paier, sçavoir trois cens l. du revenu de la Malladerye dont ilz sont administrateur, et les autres trois cens l. des deniers communs de la ville, en les deschargeant des dix muidz de blé, mesure d'Amyens, qu'ilz ont promis chacun an à M. Le Roy, principal du collège d'Amyens; ils offrent aussy une maison, en laquelle souloyent loger les filles pénitentes, et dont le corps de ville a l'administration, à présent occupée par les filles Carmélites, attendant l'achèvement de leur couvent,.... et consentent, en tant qu'à eulx touche, que le revenu desdictes filles pénitentes, montant soixante l., soit applicqué pour la fondation dudict collège; comme aussy ils consentent que les trois cens l. qu'il a pleu au Roy donner par an pour l'entretienement des régens du collège d'icelle ville, ensemble le collège et revenu d'icelluy, soient emploiez pour la fondation dudict collège de Jésuites (1) ».

En résumé, outre les six cents livres tournois de rente qu'on leur demandait, les échevins, en veine de générosité, offrent la maison des filles pénitentes, dont le revenu est évalué à soixante livres; ils consentent aussi bénévolement à ce que la pension de

(1) *Arch. Com. BB.* 58. f^o 59 v^o, 11 décembre 1606.

trois cents livres, donnée par le Roi, soit attribuée au Collège, et, ce qui est plus important, car il s'agit d'une propriété qui leur appartient au moins en partie, ils acceptent que les immeubles et meubles qui composent le Collège soient employés pour les Jésuites, ainsi que son revenu. Il faut entendre par là que le Collège proprement dit est cédé seulement en usufruit, comme le prouvent les revendications exercées par la ville en 1763 après l'expulsion des Pères. Quant au revenu, il était à cette date des plus minces. Il faut aussi remarquer que la ville promet six cents livres, à condition de ne plus fournir en nature les dix muids de blé, évalués en 1604 à deux cents livres seulement. Mais sera-t-elle en état de donner cette subvention de deux tiers plus forte que la précédente ? On a vu que les revenus de la Maladrerie manquaient le plus souvent pour payer les régents ; les deniers communs seront-ils une meilleure garantie ? On a le droit d'en douter, car les échevins ajoutent prudemment qu'au cas où les revenus de la ville viendraient par la suite à ne plus pouvoir supporter pareilles charges, il sera loisible à la ville d'y faire des diminutions. Malgré cette sage réserve, la ville se trouvera fort embarrassée devant ses engagements, plaidera même avec les Jésuites, qui sauront bien obtenir d'elle de l'argent sous une forme ou sous une autre. Mais nous n'en sommes pas encore là. Il faut que les négociations à peine commencées se terminent, et les Jésuites, après avoir obtenu le consentement des échevins, doivent s'entendre aussi avec l'écolâtre et le chapitre, qui prétendent avoir sur le Collège des droits bien supérieurs à ceux de la ville. Nous ne parlons pas

de l'évêque, leur partisan tout dévoué ; c'est en effet ce même Geoffroy de la Marthonie qui a presque réussi à les introduire au Collège dès 1583. Le chapitre et l'écolâtre vont se montrer plus accommodants et céderont de meilleure grâce aujourd'hui, tout en faisant quelques réserves, surtout pour la forme, et non sans arrière-pensée, au moins du côté du chapitre, qui se montrera ouvertement ou sourdement hostile aux Jésuites, chaque fois que l'occasion lui permettra de le faire. Le clergé séculier sera en effet atteint dans ses intérêts et son amour-propre en ce qui concerne la confession et la communion, et, si les échevins ne se sont plus, comme en 1583, préoccupés de cette question, les chanoines et curés d'Amiens y songent encore.

La ville avait accepté les Jésuites le 11 décembre ; le 20 du même mois ils adressaient au chapitre la requête suivante :

« Messieurs les doien et chanoines de la
grande église d'Amiens,

Supplie humblement au nom des Pères de la Compagnie de Jésus, Père Jeham de Machault, de la même compagnie, qu'il vous plaise luy faire délivrer acte du transport de vostre collège de St Nicolas en ceste ville, avecq les droictz et revenuz qui y sont jà affectez, quoy fesant, lesdicts Pères s'efforceront de s'acquiter de leur devoir en l'instruction de la junesse et se recongnoistront particulièrement vos obligez, priant Dieu pour vostre prospérité.

Signé Jean DE MACHAULT (1). »

(1). Cette supplique se tronve aussi aux *Archives Départementales*. D. 6. (Liasse), mais sous forme de copie faite le 8 février 1763.

Après mûre délibération, les doyen et chanoines répondirent, en français (1), « qu'ilz continuent la bonne volonté qu'ilz leur ont porté de leur bailler tant le collège que le revenu de la prébende y affectée, en fesant entendre ce à quoy ils se veulent submettre (2) ».

Le chapitre avait en effet en 1583 accepté l'introduction des Jésuites, mais seulement à la pluralité des voix. Les chanoines furent-ils unanimes en 1606 ? Le procès-verbal n'en dit rien. Quant aux engagements que le chapitre attendait d'eux, ainsi que la ville et tous les intéressés, ils furent pris dans une assemblée tenue par l'évêque d'Amiens, en son hôtel épiscopal, le 1^{er} octobre 1607, devant M^{sr} le comte de Saint-Pol, gouverneur et lieutenant général du Roi en Picardie, M. de Traignel, gouverneur de la ville, le chapitre d'Amiens, les trésoriers de France en Picardie, les officiers du Roi au bailliage et les échevins. Là

« Ont esté leuz l'édict faict par le Roy pour le restablisement des Pères Jésuites et les lettres patentes de Sa Majesté obtenues à la supplication de mondict seigneur le comte et de M^{me} la comtesse, pour l'establisement d'un collège de Jésuites en ceste ville, ensemble les offres baillées par le P. Machault, Jésuite, au nom de la société, par lesquelles, moiennant le revenu quy leur est offert, qu'ils estiment trois mil trois cens liv., ils offrent se submettre et obligeir, se conformans à l'édict du Roy, d'enseigner en ceste ville la jeunesse, en cinq classes

(1) Le texte qui précède est en latin.

(2) *Arch. Dép. D. 111. (Liasse).*

d'humanité, y mettant un compendion de logicque, sur la fin de l'année et les escolliers s'en trouvant capables ouvriront les classes de philosophie, soubz l'espérance que leur revenu s'accroistra au-dessus de quatre mil livres de rente, et après avoir oy en ladicte assemblée ledict P. Machault sur plusieurs propositions, a esté trouvé bon d'accepter les offres desdicts pères Jésuites, à la charge que, avec lesdictz cinq classes d'humanité, ilz en mettront aussytost une de théologye pour les cas de conscience ; et arrivant qu'ilz soient fondés de trois cens l. de rente au pardessus quatre mil livres, ils seront tenus en l'instant enseigner le cours entier de la filosofye, et pourront accepter en dons et légatz, soubz le bon plaisir du Roy, jusques à cinq mille l. de rente, pour la fondation de leur collège, duquel revenu ilz joiront, tant qu'ilz feront l'exercice en ceste ville, sans le pouvoir transporter en autre collège de leur société (1). »

L'accord était conclu entre les parties intéressées avec toute la solennité désirable. La présence à cette assemblée des échevins, du chapitre, et par là même de l'écolâtre, qui en faisait partie, indiquait assez leur acquiescement. Cependant le même jour, soit avant, soit après cette réunion, eut lieu une assemblée spéciale du chapitre, qui crut devoir délibérer à part sur la question, pour affirmer ainsi ses prérogatives.

Après lecture des lettres patentes du Roi en faveur des Jésuites, des articles donnés par écrit du vénérable P. J. de Machault et une discussion à ce

(1) *Arch. Com.* BB. 58. f^o 87, 1^{er} octobre 1607.

sujet, il leur a paru qu'il était nécessaire de conserver le droit de visite au collège,..... ils ne seront pas tenus le moins du monde de garantir ce qui a été promis par les particuliers (1).

Le chapitre veut donc maintenir son droit de visite au collège, ce qui semble indiquer une certaine défiance à l'égard des Jésuites, et ne veut pas s'engager à cautionner moralement les dons faits par les particuliers.

L'écolâtre s'exécuta à son tour, non sans quelque regret sans doute, et se résigna à écrire le 15 octobre :

« Je soubsigné escolastre en l'église Cathédrale d'Amiens, consens au transport du Collège de la dite ville, fait aux Pères Jésuites par l'assemblée générale tenue le premier jour de ce mois en la maison de Monseigneur d'Amiens. Fait ce quinziesme d'octobre, mil six cens et sept.

A. FOURNIER ».

« Néanmoins je supplie lesdits sieurs Pères se souvenir de la promesse qu'ils m'ont faict des pauvres dudict collège (2). »

Il entend par là les pauvres Capettes, espoir principal du clergé du diocèse, qu'il lui coûtait certainement de confier à des mains étrangères. Il nous semble qu'il y a dans ce renoncement si simple je ne sais quelle mélancolie d'ailleurs justifiée. Le

(1) *Arch. Dép.* D. 6. (Liasse). « visum fuit illis opus esse retinere visitationem collegii garandire minime tenebuntur (domini) ea quæ a particularibus promissa fuere. »

(2) *Arch. Dép.* D. 111. (Liasse). — Ce qui suit la signature est écrit de la main de Fournier.

Collège allait échapper complètement à la direction et même à la surveillance de l'écolâtre, qui n'abandonna pas pour cela sa juridiction sur les Petites Ecoles (1). Quant au chapitre, s'il maintint en principe son droit de visite, il est fort douteux qu'il l'ait jamais exercé : nous n'en avons en effet trouvé trace nulle part

(1) V. l'*Appendice*, I.

CHAPITRE QUATRIÈME

Les Jésuites maîtres du Collège : leurs rapports avec la ville, les évêques, le chapitre et les curés.

Les Jésuites, avec autant de fermeté que de souplesse, assurèrent bien vite leur domination sur le Collège et leur empire sur les esprits. Nous aurons cependant à signaler les difficultés qu'ils rencontrèrent au dehors dans l'accomplissement de leurs desseins. Au dedans, à part les questions d'argent, ils furent, comme partout, les maîtres absolus de l'établissement confié à leurs soins.

Ils le dirigèrent d'ailleurs avec une grande habileté, et le succès couronna bientôt leurs efforts. Vingt ans après leur entrée en possession du Collège, ils avaient de 1400 à 1500 élèves (1), venus en foule de la ville et de la province. Bien organisés et fort instruits pour l'époque, ils valaient beaucoup mieux que les pauvres régents de la maison de Saint-Nicolas, recrutés de côté et d'autre, sans aucune garantie de savoir, et manquant d'esprit de corps. Les études étaient donc devenues meilleures au Collège d'Amiens. L'instruction donnée par les nouveaux maîtres fut assurément ce qu'elle était partout ailleurs, c'est-à-dire conforme, comme l'ordonnaient les lettres patentes de 1604, aux « règles » dont

(1) *Arch. Com.* BB. 62. f° 131, 5 juillet 1629.

ils avaient l'habitude d'user dans tous leurs collèges, et nous ne pourrions rien dire de nouveau à ce sujet, même si nous possédions les documents nécessaires. Mais les Archives communales et départementales sont naturellement muettes sur ce point, et les quelques renseignements qu'elles renferment ou que nous avons pu recueillir ailleurs, concernant les livres de classe, les exercices publics de fin d'année et les représentations dramatiques, si fort en honneur chez les Pères, seront mieux à leur place quand nous parlerons de la réorganisation du Collège après leur départ : c'est à ce moment surtout que nous aurons à nous occuper des questions pédagogiques qui furent agitées tout spécialement ici à la fin du XVIII^e siècle.

Les Jésuites, dont la ville devait être contente, puisque le Collège prospérait au-delà de toute espérance, surent d'ailleurs, tout en respectant le principe de la gratuité de l'enseignement qui leur avait été imposé, obtenir de la ville des secours fréquents. Il est possible que les revenus du Collège n'aient pu suffire aux dépenses que nécessita plus d'une fois l'extension des bâtiments. En l'absence de comptes qui permettraient de savoir s'ils ont demandé seulement ce qui leur était indispensable ou s'ils ont voulu s'enrichir aux dépens de la ville, nous ne pouvons que relater les faits, qui parleront assez d'eux-mêmes.

Les Jésuites, admis à diriger le Collège dans l'assemblée générale tenue le 1^{er} octobre 1607, demandèrent le 25 aux échevins l'autorisation, qui leur fut accordée, de vendre, pour faire les appropriations

nécessaires dans l'établissement où ils devaient entrer un an plus tard, la maison des filles pénitentes, que la ville leur avait offerte moins d'un an auparavant (1). Le 24 décembre, les échevins, sur l'avis du P. Mesnage, décident de s'occuper de l'union du prieuré de Neufmarché au Collège (2). Le 8 mai 1608, ayant appris que le P. Machault, qui est depuis longtemps dans la ville, pour s'occuper de l'installation du Collège, attend des Jésuites pour l'y aider, et qu'ils n'ont pas de quoi vivre, ayant été jusqu'ici à la charge du principal, ils ordonnent « qu'il leur sera aumonné une barrique de vin sur le revenu de la Malladerye (3) ». Il résulte de cette demande indirecte de secours que les Jésuites vivaient aux dépens du principal qu'ils allaient remplacer, comme s'ils étaient déjà les maîtres de la maison.

A peine entrés au Collège, poussés sans doute par le manque d'argent, ils demandent, par la voix du recteur, à être payés de ce que leur a accordé la ville. Ils ont en effet, comme s'y était engagé leur provincial, commencé leurs leçons « dès la Saint-Luc passé » (18 octobre), quoique le Collège soit encore peu fourni de meubles et de livres, et le bâtiment non achevé ; ils ont nombre de religieux et peu de commodité, et requièrent qu'il plaise à Messieurs de les faire jouir des rentes promises, afin d'avoir le moyen de faire des provisions nécessaires et de con-

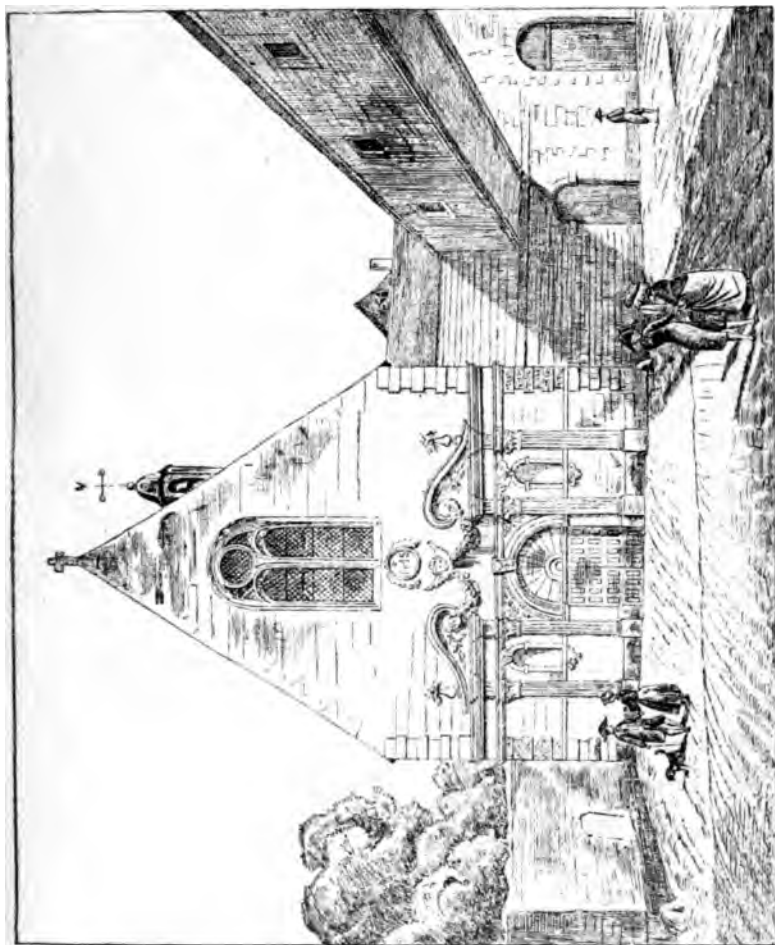
(1) *Arch. Com.* BB. 58, f° 88, 91, 25 octobre, f° 92, 22 novembre, f° 94, 3 décembre 1607.

(2) *Arch. Com.* BB. 58, f° 99 v°, 24 décembre 1607.

(3) *Arch. Com.* BB. 58, f° 109, 8 mai 1608.

tinuer l'ameublement du Collège. En conséquence il est arrêté que le recteur sera payé par avance de la somme de trois cents livres à prendre sur les deniers de la ville et que les autres trois cents livres sur la Madeleine (ou Maladrerie, c'est tout un) lui seront payées de quartier en quartier (1). La ville tenait donc ses promesses largement, puisqu'elle payait d'avance. Les Jésuites tenaient-ils également les leurs ? Dans leur requête à la ville, ils avaient promis « d'enseigner les lettres humaines et le cours entier de la philosophie ». Mais, dans l'assemblée générale, on ne leur avait plus demandé d'enseigner la philosophie que lorsqu'ils auraient « trois cens l. de rente au pardessus quatre mil livres ». Les possédaient-ils, quand la ville réclama à plusieurs reprises, dès la première année, que l'on fit le cours de philosophie ? Rien ne permet de l'affirmer. Cependant on nomme une première fois des députés pour les « admonester de pourveoir d'avoir des régentz pour faire la leçon de dialectique au jour de St-Remy prochain », c'est-à-dire le 1^{er} octobre, jour de la rentrée. Puis, ce qui semble indiquer qu'ils n'avaient pas encore les ressources nécessaires, on propose de faire adresser des lettres royaux à l'évêque pour exhorter les principaux bénéficiaires de son diocèse à doter le Collège des précepteurs pour cet enseignement. Enfin, cette démarche ayant sans doute abouti, M. le premier échevin est prié « de voir les Pères Jésuites, et les importuner de commencer le cours de philosophie ceste année, parce qu'ils

(1) *Arch. Com.* BB. 58, f^o 133 v^o, 20 décembre 1608.



L'Église du Collège sous les Jésuites, au XVIII^e siècle.



ont le revenu pour ce faire (1) ». Mais les Pères font la sourde oreille. Ils nourrissaient en effet le dessein d'obtenir, en échange de la satisfaction donnée à la ville, la concession d'un avantage qui leur tenait fort à cœur, puisqu'il s'agissait de *s'agrandir* (2) dès la seconde année de leur entrée au Collège. C'était le premier pas fait dans cette voie d'envahissement, où ils marchèrent si vite.

Le P. Jean Barthélemy, recteur du Collège, adressa donc au comte de Saint-Pol, gouverneur de Picardie, une requête où il demandait, puisqu'il fallait faire de la chapelle ordinaire du Collège une classe de philosophie, de pouvoir se servir comme chapelle de l'église Saint-Denis : « ce qui ne se peult faire sans que l'on aye ung passage à couvert pour aller du collège en ladite église, tant à cause des incommoditéz du temps que pour la bienséance religieuse, lequel passage se pourra bastir en forme d'arcade sur le travers de la rue S. Denis qui a trente-quatre piedz de Roy en largeur ; de laquelle quand on prendra six piedz... restera... vingt-huict piedz de largeur, pour la rue ordinaire, ce qui sera tousjours suffisant pour le passage (3). » Tout a été prévu et calculé. Le consentement du comte de Saint-Pol n'était pas douteux. Le même jour l'affaire vint devant l'échevinage, qui acquiesça à l'ordonnance du gouverneur, à la condition que le recteur ferait établir au plus

(1) *Arc. Com.* BB. 58. fo 139 v°, 142 v°, 158 v°, 12 février, 19 mars, 25 juin 1609.

(2) V. les lettres patentes de 1604, déjà signalées, qui prévoyaient et autorisaient d'avance leurs agrandissements.

(3) *Arch. Dép.* D. 111. (Liasse).

tôt une classe de philosophie, « comme il est nécessaire pour le bien public (1) ». M. de Traignel, gouverneur de la ville, donna son consentement le 28. L'église Saint-Denis fut aussitôt agrandie et occupée par les Jésuites (2), qui enseignèrent alors la philosophie.

Quelques années plus tard la ville constitue cent livres de rente au capital de seize cents livres en faveur des Jésuites, nous ignorons pour quel motif et à quelle occasion (3). Ils se font ensuite rembourser par la ville de ce qu'ils ont payé pour l'obtention des lettres patentes, et aussi de ce qu'ils ont dépensé pour faire passer à la chambre des comptes la « souffrance » du paiement qui leur a été fait pour la pension qu'ils ont à prendre sur le domaine du Roi (4). La ville, outre la pension promise, payait donc aux Jésuites des sommes plus ou moins considérables et contribuait aussi à la construction ou à l'aménagement des locaux en mauvais état ou devenus trop petits : c'était d'ailleurs, sur ce dernier point, son intérêt bien compris de propriétaire, car elle pouvait à ce moment se considérer comme le seul véritable possesseur du Collège, les Pères n'en ayant que l'usufruit, et l'évêque comme le chapitre n'élevant plus aucune prétention de ce genre depuis l'introduction des Jésuites. Son amour-propre était en outre intéressé à voir prospérer de

(1) *Arch. Com.* BB. 59. f. 15 v°, 23 juin 1610.

(2) *Arch. Com.* BB. 59. f° 31, 12 novembre 1610.

(3) *Arch. Com.* BB. 60. f° 96, 26 octobre 1617.

(4) *Arch. Com.* BB. 60. f° 171, 6 juin 1619; BB. 61, f° 12 v°, 11 octobre 1619.

de plus en plus le Collège, et, quand elle ne pouvait le secourir de ses deniers, elle s'ingéniait à lui venir en aide par des aumônes déguisées qu'elle sollicitait des particuliers. Le procès-verbal suivant en fait foi, et nous le citons en entier comme preuve de l'habileté des Pères, qui savaient s'effacer à propos pour faire agir les échevins à leur place :

Sur la représentation faite par le premier échevin « que, depuis quelques années, le nombre des escoliers estoit tellement augmenté, tant des originaires de ceste ville que de plusieurs aultres de la province, qu'il estoit comme impossible de les recevoir dans les antiens bastiments destinez pour les classes, sy ruyneux et caducqs d'ailleurs, que jamais on ne s'en est servy, sinon par nécessité et attendant une première commodité, pourquoy il y a desjà cinq ou six ans que les R.R. P.P. Jésuites furent contrainctz d'entreprendre un bastiment, lequel ayant esté eslevé par leur moïen et secours d'honnestes bourgeois à dix-huict pieds hors de terre ou environ, estoit demeuré depuis ce temps imparfait et en danger de tomber en ruyne, ainsy que l'on pouvoit voir; que cest affaire regardant non seulement le bien et honneur de la ville, mais aussy la commodité de toutte la province, il estoit très important d'adviser de moiens les plus convenables pour achever le bastiment encommencé, soit par une queste ou cœuillette qui se pourroit faire, tant dans la ville que chez les gentilshommes, particulièrement ceux quy ont des enffans, lesquels estans enseignez gratuitement, ne pourront honnestement refuzer de contribuer quelque chose pour les loger et mettre à

couvert, autrement que l'on ne pourra à l'advenir recevoir les escoliers quy se présenteront, spécialement en la saison de l'esté, ce quy n'est pas mesmes sans grand péril en temps de contagion; et sur ce que l'ung de Messieurs a dit qu'il sçavoit de bonne part que les P.P. Jésuites ne permetteroient jamais que l'on fist une cœuillette chez les pères et mères des enfans quy sont en leurs escolles, nommément soubz prétexte de ce qu'ils enseignent gratuitement, comme estant chose contraire directement à leur règle et institut, toute la compagnie a esté d'avis, attendu la nécessité publique, que, sans en rien communiquer ausdicts P.P. Jésuites, deux notables bourgeois se transporteront ès maisons de tous les particuliers de ceste ville, tant ceux quy ont des enfans qu'autres indiféremment, et sans autre prétexte, sinon de la nécessité d'achever le bastiment encommencé pour y mettre les escoliers à couvert, recevront ce que volontairement leur sera donné à cest effect, et le rapporteront au corps de ville quy ordonnera de l'employ par leur avis, ainsy qu'il sera trouvé plus à propos; et pour le regard de la noblesse, que Messieurs escriront ou enverront à ceux desquels apparamment l'on pourra espérer un notable secours (1) ».

Cette délibération des échevins permet de voir le chemin parcouru par les Jésuites depuis leur arrivée à Amiens. Rien ne manque au tableau, d'ailleurs exact, sauf en un point, ni l'affluence des écoliers, ni les anciens bâtimens presque en ruine, ni le

(1) *Arch. Com.* BB. f° 164, 12 décembre 1624.

nouveau, à peine sorti de terre et qui menace ruine à son tour, élevé du reste sans qu'il en coûte rien à la ville, avec l'argent des Pères et d'honnêtes bourgeois, qu'on avait dû, semble-t-il, solliciter à ce sujet, ni l'honneur de la ville et son intérêt ainsi que celui de la province, ni la menace de contagion pour les élèves, qui doit effrayer les parents. Mais ce qui donne tout son prix à cette séance, c'est l'aveu naïf que les Pères, obligés d'enseigner gratuitement, ne veulent pas entendre parler de quête parmi les pères et mères de leurs élèves, c'est aussi la décision unanime de la compagnie que, sans en rien dire aux Jésuites, qui font mouvoir tous les ressorts de cette intrigue, on fera une quête chez tous les particuliers, qu'ils aient ou non des enfants au Collège.

La cueillette dut produire des fruits suffisants pour continuer le bâtiment, puisque, moins de deux ans plus tard, la ville fit don aux Pères de quinze cents livres pour l'achever (1).

Mais cette somme ne suffit pas, et les Jésuites, endettés de plus de sept mille livres pour les bâtiments déjà faits, vinrent bientôt solliciter de nouveau le secours de la ville. Le premier échevin, que le recteur du Collège était allé plusieurs fois trouver « dans sa maison », exposa l'affaire à ses collègues. Les classes étant insuffisantes pour les quatorze ou quinze cents écoliers et menaçant ruine, ceux-ci n'y étaient plus en sûreté ; une poutre était tombée dans la quatrième classe, un quart d'heure après

(1) *Arch. Com.* BB. 62. f° 35, 10 septembre 1626.

que les élèves en étaient sortis, ce « qui eust infailliblement causé un très grand inconvénient sy cela fut arrivé durant la leçon ». Il était de plus comme nécessaire de faire un second cours de philosophie, vu qu'une partie des écoliers, après deux ans de première, désirant commencer la philosophie, étaient obligés, faute de classe de logique, de quitter le Collège pour aller à Paris ou ailleurs. Un maître de logique est tout prêt à commencer le second cours à la Saint-Remy, mais la classe manque pour le recevoir. Les échevins, qui, à la prière du premier, étaient allés déjà visiter le Collège, décident qu'il est impossible de rien prélever sur les deniers communs de la ville, mais qu'il sera délivré aux Jésuites la somme de mille livres, prise sur le « revenu de la maladrerie de la Magdeleine, destiné à œuvres pies (1) ».

L'année suivante un nouveau don de trois cents livres est accordé, pour cause d'incendie d'un des principaux corps de logis que les Pères font rebâtir avec beaucoup de peine, vu qu'ils avaient fait de grandes dépenses pour en construire un autre, « où sont plusieurs classes de déclamation ». L'évêque leur avait même permis à ce sujet de faire une cueillette dans toutes les paroisses de la ville. « Le général des habitants » a d'ailleurs ses enfants instruits par eux, et en reçoit « plusieurs secours, tant pour les confessions, prédications que autres exercices spirituels (2) ». Les échevins ont l'air ici de vouloir récompenser les services rendus par les Jésuites

(1) *Arch. Com.* BB. 62. f° 131, 5 juillet 1629.

(2) *Arch. Com.* BB. 62. f° 170, 5 septembre 1630.

hors du Collège. N'ont-ils pas dit plus haut qu'instruire les enfants, c'est faire œuvre pie ? Cette invasion des Pères dans un domaine qui n'était pas proprement le leur devait bientôt leur causer des ennuis suscités par la jalousie des curés et prédicateurs ordinaires. Les échevins ne semblent pas avoir voulu prendre part à ces querelles dont il sera parlé plus loin. Ils étaient à ce moment en fort bons rapports avec les Pères. Le Collège ayant été fermé à cause de la peste, ils les avisent très poliment qu'il y a lieu de le rouvrir après Pâques, puis, le mal ayant reparu, ils sollicitent leur aide et les prient de « permettre à quelqu'un de leurs pères de s'employer à l'administration des saintz sacrements aux pestiférés de la maison, attendu que le nombre y accroist de jour en jour (1) ». Enfin, le fléau ayant grandement diminué, après entente avec M^{sr} le duc de Chaulnes, gouverneur de la ville, ils décident que d'eux d'entre eux se transporteront au Collège pour faire savoir aux Pères qu'ils peuvent rouvrir à la chandeleur le Collège qu'il avait fallu fermer de nouveau ; ils les remercient de plus « de l'assistance spirituelle donnée par un père de leur maison aux malades pestiférez, depuis le mois de juin dernier jusques à présent ; en recognoissance de quoy, mesditz sieurs ont arrêté de donner audict père et à son compagnon, chacun un habit composé d'une robe de drap de Berry, une soutane de serge de limeste et un manteau de serge de Beauvais et la

(1) *Arch. Com.* BB. 63. f^o 269, 17 février 1633, f^o 71, 7 juillet 1636.— La maison ici désignée est la maison de santé, lazaret établi en 1634. V. de Calonne, *op. cit.*, t. II, p. 338.

somme de six cens livres, pour la nourriture que les pères Jésuites dudit collège ont fournie durant que le susdict père et son compagnon ont esté audict lieu de santé (1) ».

Il y a lieu de croire, vu le silence des Registres aux délibérations pendant une quinzaine d'années, que le bon accord subsista entre les Jésuites et l'échevinage durant tout ce temps-là. Mais en 1652 s'éleva une grave difficulté due aux embarras financiers de la ville :

« Les R. pères Jésuites se plaignent de ce qu'ils ne sont païés de la solde de treize cens livres à eux deubes pour arrérages des années 1647 et 1648, combien que la plus part de la dicte somme leur soit deube pour les cappettes et pensions destinées à la nourriture des régens qui enseignent la jeunesse de cette ville avec un grand fruict et avantage du publicq et qu'il semble que telle debte soit privilégiée et préférable à tous autres pour l'intérêt et éducation de la dicte jeunesse. Il a été résolu que, pour les considérations susdittes et sans tirer à conséquence pour les autres rentes deubes par la ville », les Jésuites seront payés (2).

Cette délibération prouve, comme bien d'autres, que la ville, avant et après l'introduction des Jésuites au Collège, eut toujours le plus grand souci de l'instruction de la jeunesse : c'est une tradition qu'elle tient à maintenir encore aujourd'hui.

Mais la bonne volonté des échevins se heurtait au manque d'argent. En 1664 se produisit à ce sujet

(1) *Arch. Com.* BB. 63. f° 97 v°, 15 janvier 1637.

(2) *Arch. Com.* BB. 65. f° 96 v°, 22 janvier 1652.

entre eux et les Pères un conflit, sur lequel nous n'avons pu trouver de renseignements bien précis. Les délibérations de l'échevinage n'en disent rien (1), et c'est seulement dans la correspondance qu'il en est fait mention. Il s'agit d'une transaction conclue entre les Jésuites et la ville, qui s'était engagée à leur payer la somme de six mille livres. Les diverses lettres adressées de Paris aux échevins par M. de Bar, gouverneur de la ville, qui, dit M. de Calonne, consumma l'asservissement du pouvoir municipal (2), témoignent de la grande influence (3) des Jésuites à la cour et auprès des ministres.

(1) En revanêhe elles trahissent constamment la pénurie des finances. Nous n'en citons qu'un exemple emprunté à cette année 1664. V. *Arch. Com.* BB. 69. f° 33 v°, 22 février : « La plus part des rues de ceste ville estans entièrement en désordre et le charrois n'y pouvant plus passer qu'avec peine, il estoit de nécessité absolue d'y faire travailler ; et comme la ville, dans l'accablement où elle se trouve à présent, ne pouvant seulement paier ses créanciers, est hors d'estat de fournir le pavé, comme elle a fait par le passé, il falloit adviser aux moiens de remédier à l'incommodité publique, pour laquelle il y avoit plainte de toutes parts. . . . »

(2) V. De Calonne, *op. cit.*, t. II, p. 330. Guy de Bar, gouverneur de 1653 à 1695, avait remplacé le duc de Chaulnes (1622-1653). L'historien d'Amiens ajoute que Colbert centralisa à outrance. Les premiers et échevins ne décident plus rien à cette époque sans la permission du maître. Les Registres municipaux deviennent sans intérêt. — C'est bien ce que nous avons remarqué pour notre part dans cette étude. — La ville, vu sa pauvreté qui, nous l'avons vu, est un mal invétéré, se ménage la protection des gens influents à la cour. L'épisode que nous allons raconter le prouve surabondamment.

(3) Sur l'influence des Jésuites à cette époque, v. *Arch. Com.* AA. 64. (Liasse). Lettre de M. de Bailly, greffier, député à Paris, aux premiers et échevins, sur plusieurs affaires et notamment sur

Dans une première lettre, où il constate que « les personnes de la plus haute société du Royaume » embrasseraient avec chaleur l'occasion d'obliger les révérends Pères, il exprime l'espoir que les échevins feront avec plaisir ce que désirent les Jésuites ; d'ailleurs la jeunesse tire grand profit de leur éducation : il est donc naturel que, par gratitude, ils leur donnent satisfaction, sans qu'il ait besoin de recommander leurs intérêts. Si cependant ils pensent que le lieutenant général de la province n'est pas en mesure de trouver les expédients propres à rendre les révérends Pères contents sans faire à la ville un « préjudice considérable », comme il veut tout le bien possible à « une compagnie aussi célèbre que la leur », il prie les échevins de lui envoyer un mémoire raisonné où seront déduits les intérêts de la ville, afin qu'il connaisse mieux les difficultés qui « se trouvent opposées aux souhaits des révérends pères Jésuites (1) ».

Cette lettre est datée du 5 mars 1664. Une autre, écrite également de Paris, le même jour, et signée Deschiens, nous apprend que son auteur a vu M. Colbert et lui a exposé les raisons des échevins. Il a conféré ensuite avec M. Marin, qui lui a dit que,

les fortifications. Il leur demande « de prier M. le trésorier Lucas d'écrire au dit sieur Le Camus, à ce qu'il lui plaise favoriser ladite ville d'un mot de recommandation, comme aussi le père recteur du collège d'Amiens et quelques-uns des pères jésuites de cette ville : je sçay par expérience ce que valent les recommandations desdits pères. . . . »

(1) Le texte de la première page de cette lettre manque en partie, certains mots ayant été effacés par l'humidité, mais il est très facile de comprendre la pensée.

s'ils ne s'étaient pas engagés à payer six mille livres, ils auraient pu en être quittes à moins de trois mille ; s'ils prétendent revenir sur leur engagement, il faut qu'ils envoient toutes les pièces à leur avocat. Puis vient une nouvelle lettre de M. de Bar, du 19 mars : il y remercie les échevins de faire tous les efforts possibles pour amener un accommodement avec les Pères. « Lorsque d'autres personnes, dit-il, me parlent de leurs prétentions, j'alègue que si la bonté de Sa Majesté vous remet les revenus de la ville, vous les satisferez. » Les revenus, auxquels il est fait allusion, sont, à n'en pas douter, ceux de la Maladrerie. En effet, quinze ans plus tard, en 1679, la ville devait aux Jésuites six années (1671-1676) de la pension de trois cents livres prélevés sur ces revenus qui lui avaient été retirés par Sa Majesté (1) C'est ce qui permet de supposer que les six mille livres, dont il est question en 1664, étaient peut-être dues pour la même cause. La résistance de la ville à payer intégralement la pension promise aux Jésuites s'explique d'ailleurs par ce fait qu'en 1606 les échevins avaient pris la précaution d'indiquer qu'en cas d'insuffisance des revenus, « il serait loisible à la ville d'y faire des diminutions » Or, la ville avait déjà en 1664 perdu les revenus de la Maladrerie, sur lesquels devaient être prélevées trois cents livres pour le Collège.

Si nous avons insisté sur cet incident, c'est parce qu'il jette un jour assez clair sur la grande puissance des Jésuites et des ordres religieux en général à cette époque. Le Roi est devenu le seul maître dans

(1) *Arch. Com. BB. 74. f° 78 v°, 31 juillet 1679.*

l'Etat, et c'est à son entourage qu'il faut s'adresser pour obtenir justice, s'il se peut. De Bar dit en effet dans la même lettre, à propos du différend avec les Jésuites, qu'il y a certaines choses « de petite conséquence qu'il sembleroit à propos de régler ». La ville devait en effet des arrérages aux Carmélites, et la Reine mère et la duchesse d'Aiguillon daignaient s'en occuper. Il invite donc les échevins à s'acquitter de cette dette, qui est d'ailleurs peu importante (1).

A part ces fréquents conflits d'ordre pécuniaire (2), l'entente entre la ville et les Jésuites paraît avoir été complète et continue. A la veille même du jour où éclata celui dont nous venons de parler, les éche-

(1) *Arch. Com.* Correspondance, AA. 101. (Liasse).

(2) Sur les autres difficultés de cette nature, v. *Arch. Dép.* D. 27. (Liasse). On y trouve de nombreuses pièces, la plupart sans grand intérêt. Il y est question des sommes dues par la ville au Collège, à maintes reprises, entre 1646 et 1737. Deux points cependant sont à signaler : 1° Un arrêt du conseil d'Etat ordonne que les Jésuites qui dirigent les collèges aurent la préférence sur les autres créanciers des villes, pour être payés sur les deniers des octrois desdites villes qui ne sont pas réunis aux fermes royales. Paris, 30 juin 1663 (imp., 4 p. in-4°) ; 2° En 1737, la ville d'Amiens ne voulant plus payer aux Jésuites que 300 l. de rente, au lieu des 600 qu'elle leur payait précédemment, l'intendant Chauvelin, sur la requête des Pères, déclare que la pension de 300 l. accordée par lettres patentes de 1604 et de 1618 fait partie des 600 l. d'une part et 300 l. de l'autre, dont l'hôtel-de-ville a été chargé par l'arrêt de 1689, tant pour la fondation du Collège que pour la nourriture et entretien des régents. Amiens, 12 décembre 1738. — Les 300 livres accordées en 1604, avant l'arrivée des Jésuites, concernaient les régents et les 600 livres avaient été attribuées aux Pères pour la fondation de leur Collège.

vins avaient donné aux Pères une preuve significative de leur bon vouloir.

Ceux-ci en effet leur avaient adressé la requête suivante :

A Messieurs les Premier et Eschevins

« Supplient très humblement les Pères de la Compagnie de Jésus, qu'il leur soit permis d'ajouter à leur Eglise du Prieuré de S. Denys, une Chapelle de Nostre-Dame, prise du costé du Cimetière, et respondante à celles qu'ils ont basties sur leur Jardin. Lesd. Pères pour obtenir d'eux ceste grâce leur remontrant,

« 1. Que M^r de Ville estant déjà les Bienfaiteurs insignes du Collège, ce leur sera un surcroist d'honneur, et de bonté, de contribuer à sa conservation et à la décoration de son Eglise, qui se trouve dans une absolue nécessité de cet agrandissement; ne pouvant contenir chaque jour le nombre des Escoliers qui la remplissent au temps qu'ils doivent entendre la Messe; chaque dimanche, la multitude des auditeurs qui se présentent pour assister au sermon; et chaque feste solennelle, la foule du peuple, qui s'y assemblent pour suivre ses dévotions.

« 2. Représentent lesd. Pères, que ce qu'ils demandent, n'est que le bout d'un cloistre commencé depuis cent ans, et qui, selon toute apparence, tombera plus-tot de vieillesse, que les temps ne permettront de l'achever.

« 3. Quand il y auroit quelque espérance de continuer l'ouvrage commencé, lesd. Pères vous prient de considérer, Messieurs, que ce qu'ils demandent

ne déparera point le cloistre ; et qu'au contraire il en augmentera la symétrie, faisant que leur Eglise responde à celle de S. Jacques.

« 4... et pour nous desgager des oppositions qui pourroient estre formées à l'encontre, s'engagent devant vous lesd. Pères de la Compagnie de Jésus, que s'il y avoit quelques particuliers intéressés, ils ne perdront point pour cela le droit de sépulture, promettant de s'accommoder, et transiger avec eux aux conditions les plus avantageuses. » 1664.

Apostille de De Bar.

« Si mon témoignage..... peut servir à procurer à hatter la satisfaction de mes révérends pères, je joints mes pryères auleurs, prennent une sensible part en tout ce qui regarde le contentement d'une Compagnie sy célèbre et si utile èt que j'honore très sincèrement, et j'en aurois escrit séparément ames-dits sieurs premiers et eschevins, si je n'avois cru mes instences plus considérables au but de ce mémoire.

A Paris, ce 21 février 1664 (1).

BAR. »

Le lendemain même du jour où ils avaient reçu

(1) *Arch. Dép.* D. 35. (Liasse). Ces pièces, ainsi que les suivantes concernant la même affaire, sont empruntées à cette source, sauf indication contraire. La supplique des Jésuites est une minute, sans date autre que 1664, l'apostille de De Bar, écrite de sa main, se trouve sur la copie envoyée aux échevins. La date (21 février) est celle de l'arrivée à Amiens, puisque la délibération de l'échevinage est du lendemain. Nous avons cru devoir respecter scrupuleusement l'orthographe du gouverneur de la ville.

cette invitation du gouverneur, les échevins, habitués à ne lui jamais résister, sauf peut-être quand il fallait donner de l'argent, accordèrent aux Jésuites l'autorisation demandée.

« Sur ce quy a esté représenté par les RR. P.P. de la Compagnie de Jésus de ceste ville, s'estans trouvez obligez, depuis la paix, d'agrandir leur église, pour y contenir leur nombre d'escoliers, avoient commencé par la construction de quelques chapelles et employé à cest effect toutte la terre quy leur appartenoit et quy faict l'aisle droicte de ladicte église ; mais comme elle se trouve encore trop petite et qu'ils ne pœuvent l'agrandir que du costé du cloistre de St-Denis, lesdicts Révérents Pères ont présenté leur requeste. » Ils demandaient, pour y établir une nouvelle chapelle, une portion de terre, qui leur est concédée, « à la charge qu'ils feront faire deux portes aux deux bouts de ladicte chapelle, pour le passage des processions quy se font èsdicts cloistres, et de faire mettre sur lesdictes portes en dehors les mesmes armes de la ville quy sont sur les arcades audit cloistre, et encore à la charge que les familles quy ont eu leurs sépultures en cest endroit l'auront de mesme et avecq la mesme liberté dans ladicte chappelle par MM. les curez et les congrégez des paroisses de leur demeure, que le présent acte sera incéré dans une placque de cuivre qui sera attachée à un pillier de ladicte chappelle (1) ».

Les échevins, en concédant un terrain nécessaire,

(1) *Arch. Com.* BB. 69, f° 34 v°, 22 février 1664.

semble-t-il, à l'exercice du culte à cause du grand nombre des écoliers, avaient pris, croyaient-ils sans doute, les précautions indispensables pour sauvegarder les droits de propriété de la ville et les intérêts des familles et des curés. Il s'éleva néanmoins une protestation très-vive contre la mesure qu'ils venaient d'adopter.

Un factum parut bientôt sous ce titre : « *Plainte de la ville d'Amiens contre une entreprise des Jésuites de la même ville* (1). » L'auteur anonyme est probablement un ecclésiastique, curé ou chanoine, car il est bien renseigné et les membres du clergé séculier seuls à cette époque firent opposition aux Pères ; il a lu avec soin les *Provinciales*, et, sur un champ de bataille plus modeste, apporte le même esprit d'animosité dans la lutte. Avant de s'en prendre aux motifs égoïstes qui ont poussé les échevins à accepter la demande des Jésuites, il s'attaque délibérément à la cause première du mal.

« C'est une chose étrange, dit-il, de voir que l'ambition des Pères Jésuites n'a point de bornes, et qu'ils travaillent incessamment à s'étendre et à s'agrandir en toutes manières, soit pour leurs Eglises, soit pour leurs bastiments et leurs Collèges, soit pour acquérir de nouveaux bénéfices et augmenter leurs revenus.

« Mais sans parler de sept ou huit Bénéfices qu'ils

(1) *Recueil de pièces concernant les débats entre les Jésuites, l'évêque et les curés d'Amiens, 1664*. Pièce IV. Nous utilisons les pièces qui concernent directement les Jésuites du Collège (il n'y en avait pas d'autres), en tant que confesseurs, prédicateurs ou professeurs.

ont unis au Collège de cette ville, et dont ils ne sont pas acquitter toutes les Fondations, on se contentera de parler icy de leur Eglise, et ce récit suffira pour faire connoistre leur conduite.

« Les Jésuites sont entrez à Amiens l'année 1608. On leur a donné le Collège, et ils y ont uni le Prieuré de Saint-Denis, qui leur a esté donné par l'un des principaux auteurs de leur établissement.

« La Chappelle de ce Prieuré qui leur sert maintenant d'église, est contiguë au cimetière; mais comme ils l'ont trouvée trop petite, ils l'ont aggrandie d'un tiers en largeur il y a environ cinquante ans; ils ont fermé une des entrées du cimetière et ils ont pris une place publique pour faire cet aggrandissement.

« Les habitants s'y sont opposez jusqu'à faire démolir les murailles que ces Pères faisoient bastir; mais ils se sont maintenus dans cette innovation par des soldats qu'ils ont fait venir, afin de bastir à main armée; c'est par ce moien qu'ils sont venus à bout de leur dessein malgré la résistance de toute la Ville.

« Il y a trente ans qu'ils firent bastir une Chapelle à main droite de l'Eglise; depuis deux ou trois ans ils en ont encore fait bastir deux au-dessous de la première : personne n'a formé de plaintes, parce qu'elles sont basties sur les terres du Prieuré qui leur appartient. On ne diroit encore rien contre eux présentement s'ils se contentoient de cet agrandissement considérable; mais ce qui fait rompre le silence en cette occasion, est le dessein qu'ils ont de bastir trois autres Chappelles à la main gauche,

c'est-à-dire sur le Cloistre du Cimetière de la ville. »

Cela ferait très bien pour la symétrie, ajoute ironiquement l'auteur, qui reprend pour son compte un passage de leur requête. Ils prétendent que leur Eglise n'est pas capable de contenir les écoliers ni le public. C'est « une grande fausseté au regard de leurs Ecoliers ; et à l'égard des peuples qui viennent à Confesse ou au Sermon, une marque qu'ils ont de désert (rendre désertes) entièrement les paroisses, en faisant voir qu'ils n'ont pas encore assez d'étendue ni assez de confessionaux pour soustraire les oüailles de la conduite de leurs Pasteurs ».

Voilà qui trahit bien la main d'un adversaire aigri par la colère. Il va en effet jusqu'à dire : « Ils promettent de faire enterrer chez eux. Cela pourra être, pourvu qu'il leur en revienne de l'argent. Mais autrement il n'y a pas lieu de l'espérer. » Parole imprudente, argument trop facile à rétorquer contre celui qui s'en servait.

Enfin l'affaire a été conduite de manière à faire triompher les Jésuites, sans tenir aucun compte de l'opinion des habitants. Le Premier, qui avait d'abord trainé la chose en longueur, sans pouvoir lasser leur cupidité, mais qui n'osait les désobliger, après avoir convoqué tous les corps à une assemblée générale et publique pour délibérer sur cette question qui intéresse tout le monde, le cimetière étant domaine de la ville, se ravisa, et avant l'arrivée du chapitre, du présidial, des trésoriers, des présidents et élus, de quelques anciens échevins et notables Bourgeois, remit l'affaire et, quelques jours après, la traita dans une assemblée composée seulement des échevins,

avec quatre conseillers de ville, « toutes personnes attachées et vendues aux intérêts des Jésuites, les uns ayant leurs fils ou leurs neveux dans leur société, les autres étant Congréganistes, l'un leur avocat à gage, et les autres ayant leurs enfans au collège, tous enfin les aimant et les honorant ou les craignant », car ils sont fort puissants. On a donc, malgré une seule protestation, accordé aux Jésuites ce qu'ils demandaient.

Cette plainte si vive était l'écho de ressentiments particuliers. Le Premier avait, il faut le reconnaître, agi dans la plénitude de son droit : il n'était obligé en effet de consulter ni le chapitre, ni les autres autorités, encore moins les habitants, comme on le faisait ou proposait de le faire jadis, par exemple en 1583. L'échevinage dépendait maintenant, non plus de l'opinion publique, mais du pouvoir central, qui tenait pour les Jésuites. Cependant ce factum, daté du 8 mars 1664, montre bien que les Pères avaient des ennemis à Amiens dans le clergé séculier, curés des paroisses et chanoines du chapitre, et leur opposition se manifesta par les voies officielles.

L'évêque François Faure donna, il est vrai, le 30 avril l'autorisation de construire la chapelle, sur la supplique de G. Charlot, recteur du Collège, et les présidents trésoriers généraux de France en la généralité de Picardie firent de même le 2 mai. Un arrêt du conseil privé du Roi sanctionna, le 9 du même mois, leur décision. Mais, le 15, le chapitre, qui craignait de se voir fermer le passage pour les processions qui se faisaient dans les cloîtres du prieuré, adressa une requête à nosseigneurs des requêtes du

palais pour empêcher de bâtir cette chapelle de la Vierge : on y rappelait, avec plus de mesure dans les termes, ce qu'avait dit l'auteur du factum de l'assemblée de tous les corps qui n'avait pu avoir lieu par la faute de l'échevinage. Le 17 juin les Jésuites écrivirent au chapitre en lui témoignant leur respect et leur reconnaissance, comme au « premier corps et le plus considérable de la ville. Ils s'offrent de donner passage à Messieurs par leur église au jour de leurs processions, ce qui leur sera plus honorable et plus commode que de passer par un bout de cloistre découvert et ruineux. . . . ils tiendront à honneur de recevoir Messieurs selon leur mérite ». Ces flatteries ne suffirent pas à séduire les chanoines qui ne décidèrent rien, à cause de la division qui régna't entre eux. Enfin un arrêt du conseil privé, du même jour, ordonna l'exécution de l'arrêt du 9 mai, nonobstant l'opposition des chanoines de la cathédrale, de la communauté des curés d'Amiens et des chapelains de Saint-Jacques.

L'hostilité des chanoines et curés contre les Jésuites venait surtout de ce que les Pères, se mêlant de confesser et de prêcher, leur faisaient concurrence, et aussi, ce qui est un motif plus honorable, exposaient en chaire ou même dans les classes du Collège des principes de foi ou de morale sévèrement jugés par les Jansénistes qui durent, comme à Paris en particulier, être assez nombreux à Amiens dans le clergé séculier.

Il est bon de rappeler ici que l'édit de rétablissement des Jésuites, du mois de septembre 1603, les laissait rentrer en France « aux charges entr'autres,

de n'entreprendre ne faire aucune chose, tant au spirituel qu'au temporel, au préjudice des Evêques, et de se conformer au droit commun ». Les lettres patentes pour l'établissement des Jésuites en la ville d'Amiens, délivrées par le Roi au mois de février 1604, mentionnaient aussi ces charges et conditions expresses. Enfin l'acte de réception des Jésuites, fait en l'Hôtel épiscopal, le 1^{er} octobre 1607, contenait leurs offres de *se conformer audit Edit de leur rétablissement* (1). L'édit de 1603 ne faisait d'ailleurs que répéter ce qu'avait décidé l'Assemblée du Clergé de France tenue à Poissy, le 15 septembre 1561, quand elle avait approuvé leur réception en France. Les Jésuites étaient donc en principe soumis à la juridiction des évêques et au droit commun. Ils firent partout et toujours les plus grands efforts pour s'y soustraire et se créer une situation privilégiée. Nous en trouvons plusieurs preuves en ce qui concerne Amiens.

Une querelle s'était élevée au sujet de prédications en 1644 et fut portée devant « l'illustrissime évêque d'Amiens (2) », Lefèvre de Caumartin. Le P. Le Juge, Jésuite, avait dans quelques sermons invectivé, sans les nommer, il est vrai, les sieurs De Labadie, prêtre, chanoine en l'église de Saint-

(1) *Recueil de pièces concernant les débats entre les Jésuites, l'évêque et les curés d'Amiens*. Pièce I.

(2) *Recueil de pièces*. Pièce III. Récit véritable du procédé tenu par M^{re} l'illustrissime évêque d'Amiens, sur quelques sermons du P. le Juge, jésuite, avec les procès-verbaux et autres pièces justificatives, pour servir de défenses aux sieurs de Labadie. . . et Dabillon.

Nicolas d'Amiens, et Dabillon, prêtre et docteur en théologie. Il avait appelé certains « Prédicateurs de la Grâce » — périphrase ironique pour les accuser d'être Jansénistes — apostats, parce qu'ils avaient fait partie autrefois de la Société de Jésus, hérétiques, ignorants, Calvins et Luthers, et avait employé d'autres expressions outrageantes du même genre, parce qu'ils avaient souvent remontré au peuple la nécessité de la grâce de Jésus-Christ. Quant à leurs auditeurs, il les avait traités de canailles, racailles, et les avait déclarés indignes d'entendre les mystères.

L'évêque, qui était à Paris, fut avisé de l'incident et se hâta de revenir, pour faire sentir sa légitime autorité. Mais, avant de passer outre, il voulut user des voies de douceur afin de faire cesser le scandale. Il manda aussitôt le P. Feuquière, recteur du Collège, qui lui refusa d'abord satisfaction. Après plusieurs remontrances de l'évêque devant des personnes notables de la ville, sommé de dire si quelques prédicateurs du diocèse avaient avancé des propositions hérétiques, le recteur répondit que non. Pressé alors d'en faire faire la déclaration par le P. Le Juge, qui n'avait pas voulu comparaitre, il « s'en excusa, et dit qu'il serait blâmé de son Provincial s'il avoit consenti que son Prédicateur eust fait telle déclaration, et que n'ayant point failli il n'en devoit faire aucune : Que cette déclaration publique seroit contre l'honneur de la Société ». Le prédicateur n'avait eu dessein de désigner personne et ne tenait pour apostat ni hérétique aucun des prédicateurs employés par l'évêque, mais « il ne pouvoit faire cette déclaration sans blesser son Ordre ». Il est inutile

d'insister. L'honneur de la Société passe avant tout, et l'on ne désavouera rien en public. Pascal n'a rien inventé.

L'évêque, n'ayant pu tirer autre chose du Père recteur, ni d'un autre Jésuite qui l'avait accompagné, se contenta d'en faire dresser procès-verbal. « Cependant quelques personnes affectionnées aux intérêts de la Société, sachant que les preuves résultantes des Informations suffisoient pour décréter contre le P. Le Juge, firent artificieusement courir dans Paris et par toute la France, quatorze propositions Hérétiques et erronées, avec cette inscription : *Doctrines preschées dans les Eglises d'Amiens, par les sieurs de Labadie et Dabillon, durant le présent Caresme. Et au bas, Monsieur l'Evesque d'Amiens veut interdire les Jésuites, parce qu'ils n'adhèrent pas à cete doctrine.* »

C'était accuser le prélat de tendresse pour le jansénisme, et même le protestantisme. Il était en effet censé approuver des propositions comme celles-ci :

« 2. Toute action faicte en péché mortel est péché, mesme l'acte de Foy.

« 4. Dieu appelle les hommes en deux façons, les uns par la Justice, aux supplices éternels, les autres par la Miséricorde à la Gloire.

« 5. Une marque assurée de la Prédestination, est de s'abstenir de la Communion.

« 6. Il ne faut prier que Dieu seul, et c'est badinerie de dire le Chapelet.

« 7. Les indulgences sont choses de néant.

« 8. Il ne faut pas s'amuser aux images.

« 12. On ne doit permettre aux filles de faire vœu en Religion, avant l'âge de quarante-deux ans.

« 13. Chacun doit lire la Bible.

« 14. Depuis cent ans les Prédicateurs ont celé la vérité. »

L'évêque, directement visé, releva le gant, et fit désavouer en sa présence, devant une foule de peuple, le clergé, les magistrats de judicature, finance et police, les doctrines que de Labadie et Dabillon étaient accusés d'avoir soutenues. Le sieur Dabillon en l'église cathédrale, et le sieur de Labadie en l'église paroissiale de Saint-Leu, les condamnèrent, réprouvèrent, anathémisèrent. Ils ne rétractaient d'ailleurs rien, puisqu'ils affirmaient avoir enseigné formellement le contraire, mais rendaient seulement ainsi témoignage de leur foi et doctrine. Les Jésuites avaient, en refusant une rétractation publique, compromis leur cause devant l'opinion.

On peut se demander d'où vint le conflit. Les motifs en étaient aussi mesquins d'un côté que de l'autre. Les régents du Collège avaient fait défense à leurs écoliers d'assister aux prédications des sieurs de Labadie et Dabillon, qui avaient mal parlé des instructions données aux enfants par les Jésuites. Le P. Le Juge, prédicateur du Collège, avait riposté du ton que l'on sait. Et quelques chanoines, ulcérés d'un arrêt nouvellement rendu au Conseil du Roi contre leur chapitre au profit de M. l'évêque pour maintenir son autorité contre leurs usurpations, avaient pris occasion de cela pour être de la partie. C'est du moins ce que nous apprend le « *Récit véritable* », inspiré évidemment par l'évêque.

Mais ce récit même donna lieu à un nouveau scandale. Les Jésuites ne se tinrent pas en effet pour battus, et firent courir dans le diocèse un libelle diffamatoire, intitulé : *Déclaration des faussetés contenues dans le récit*. . . . L'évêque voulut faire comparaître devant l'official le recteur Feuquièrre et le P. Le Juge, qui plaidèrent l'incompétence de ce tribunal, et un bref du pape Innocent X en faveur des Recteur et Jésuites du Collège d'Amiens finit par leur donner raison.

Aussi l'évêque, trahi par son chapitre, calomnié par les Pères, fit-il allusion, mais en homme de cœur et en bon chrétien, à toutes les tristesses qu'il avait subies, dans son testament daté du 1^{er} avril 1648 (1) :

« Je supplie humblement Nostre Seigneur Jésus Christ me pardonner de m'estre sy mal acquitté de la charge qu'il m'a donné en l'église, y ayant souvent commis de très grandes fautes et déshonoré une dignité si éminente par des actions scandaleuses, encore que je ne recognoisse pas avoir eu aucun sentiment d'aigreur contre mon chapitre, et que les procès que j'ay eu contre luy n'étoient que pour le maintien et l'honneur d'une dignité dont j'estois dépositaire et comtable. Comme nous sommes tous aveugles en nos actions, pouvant avoir commis quelque faute contre mes chanoines, sans la cognoistre, je leur demande pardon, les exhortant de se souvenir de moi en leurs sacrifices. Je demande aussy aux Jésuites, contre lesquels je n'ay eu de différends que pour la deffence de la hiérarchie et la

(1) *Arch. Dép. G. 578. (Liasse).*

protection que je devois à l'innocence de quelques prédicateurs, qu'ils m'assistent de leurs prières, leur remettant de très bon cœur les injures et le mal qu'ils me pœuvent avoir procuré. . . . »

Le successeur de Caumartin, François Faure, prit au contraire le parti des Jésuites dans une affaire qui avait trait, non plus à la prédication, qu'on ne pouvait interdire aux Pères dans leur Collège, mais à la confession pascalle, qui intéressait directement les curés (1). Mais il eut le dessous, malgré le crédit de ceux qu'il avait timidement soutenus.

L'évêque de Paris, Eustache de Bellay, donnant en 1554 son avis sur les bulles obtenues des Papes Paul III et Jules III par les Jésuites, avait déjà signalé le fait :

« Ils entreprennent sur les Curez, à prescher, ouïr les Confessions, et administrer le Saint-Sacrement indifféremment, sans congé et permission desdits Curez : Et combien que pour le regard dudit Sacrement, ils exceptent la feste de Pasques, toutefois pour les Confessions n'y a aucune exception, contre la décrétale, *Omnes utriusque sexus* ».

Le Père Jacques Desmothes, prêchant au Collège des Jésuites le dimanche des Rameaux 1686, fut accusé par les Curés d'avoir dit « que la confession étoit libre, que c'étoit mal à propos que certaines personnes vouloient jeter des scrupules dans les consciences des Fidèles, prétendant les obliger de faire leur Confession annuelle dans leur Paroisse à leur Curé, ou de demander permission de se con-

(1) *Recueil de Pièces*. . . . Pièces VIII-XI.

fesser hors de leur dite Paroisse à d'autre (*sic*) Prêtre approuvé; et à persuader à ses Auditeurs qu'il n'y avoit aucune obligation de faire sa confession annuelle à son curé, ni de demander permission de le faire à d'autre (1) ».

Ce fut un grand scandale. « Les curés de la ville présentèrent à l'évêque une requête où ils exposoient que cette doctrine étoit contraire à différents conciles et aux statuts du diocèse, ainsi qu'à tous les rituels du royaume, et ils concluoient à ce que le prédicateur fût tenu de se rétracter, avec défense de soutenir à l'avenir une pareille doctrine (2). »

Le Jésuite répond, dans une requête à l'évêque, qu'il « n'a dit autre chose, sinon qu'il y avoit obligation pour faire ses Pasques de communier à sa paroisse, et qu'il étoit libre de se confesser à un prêtre approuvé de nous, -- c'est l'évêque qui parle, — selon l'ordre que chacun sçoit (3) ». « Il s'y plaignoit aussi de ce que les pasteurs avoient avancé dans leurs prônes contre lui et sa compagnie, et demandoit qu'ils fussent condamnés à se rétracter et à l'amende (4) ».

L'évêque, assez embarrassé devant les préten-

(1) *Recueil de pièces*..... Pièces VIII-XI. Ordonnance de M^{re} l'évêque d'Amiens sur le différend arrivé entre les Curés et les Jésuites de la ville d'Amiens à l'occasion des Confessions Paschales.—Nous avons pris les *textes* dans ce Recueil, de préférence au récit abrégé du P. Daire (*Histoire littéraire de la Ville d'Amiens*, 1782, p. 286), que nous avons suivi pour le résumé des faits.

(2) Daire, *op. cit.*.....

(3) *Recueil de pièces*..... Ordonnance de M^{re} l'évêque d'Amiens.....

(4) Daire, *op. cit.*

tions des deux parties, déclara en tergiversant :

« 1° Que l'obligation imposée aux paroissiens de se confesser à eux (les curés) ou de leur demander la permission de se confesser hors de leur paroisse au temps de Pasques, ordonnée par le Canon du Concile de Latran, par le Concile de Reims, par notre Rituel, et par nos Statuts, est un ordre de discipline très sagement introduit, auquel les Fidèles de l'un et de l'autre sexe sont soumis ;

« 2° Que cette permission qu'on est obligé de demander à son curé ne détruit pas la liberté de la confession ;

« 3° Qu'elle n'est pas nécessaire pour la validité du Sacrement ;

« 4° Que les confessions faites pendant ce temps-là aux confesseurs approuvés de nous sans avoir demandé cette permission aux curés ne sont pas nulles, et ne le pourroient être qu'au cas que nous en eussions suspendu le pouvoir pendant ladite quinzaine ;

« 5° Que ceux qui les ont faites ainsi ne sont pas excommuniés ni obligés de recommencer leurs confessions (1) ».

C'était, malgré un semblant d'hésitation, laisser toute liberté aux Jésuites de confesser qui ils voudraient, même pendant le temps de Pâques et sans la permission des curés. Ceux-ci le comprirent, et en appelèrent à l'archevêque de Reims, qui leur donna raison. L'évêque se pourvut alors auprès du Saint-Siège, qui commit Bossuet et deux autres

(1) Ordonnance de M^{gr} l'évêque....

prélats pour examiner l'affaire. Ce tribunal « rendit un jugement en faveur des curés, en obligeant les fidèles à demander à leur pasteur la permission de se confesser dans le temps pascal. Ce jugement fut publié aux prônes des paroisses et signifié à tous les supérieurs des maisons religieuses (1) ».

L'évêque et les Jésuites étaient battus pour cette fois. Mais leurs adversaires ne désarmaient pas pour cela. L'attaque la plus vive et la plus motivée se produisit beaucoup plus tard. Ce ne sont plus alors des intérêts privés qui sont en jeu, mais l'intérêt même de la religion qui est en cause, et c'est un Janséniste convaincu qui dénonce et condamne en même temps les doctrines soutenues par les prédicateurs Jésuites et l'enseignement donné au Collège par un de leurs professeurs. Le chanoine Masclef est d'ailleurs soutenu par plusieurs curés de la ville (2).

La première dénonciation, de beaucoup la plus importante, débute ainsi :

« Monseigneur,

« Il est triste de voir depuis un certain nombre d'années enseigner dans votre Diocèse, de vive voix et par écrit, des doctrines pernicieuses, et dont vos peuples sont justement scandalisez.

(1) Daire, *op. cit.*

(2) *Recueil de pièces*. . . . Pièce XII. — *Trois dénonciations à Mgr l'évêque d'Amiens de plusieurs propositions pernicieuses, soutenues et enseignées au Collège des Révérends P.P. Jésuites.*— La première, du 8 septembre 1719, est signée à la main par François Masclef, et accompagnée de cette note manuscrite : « Dans une autre édition, six curés demandent à Mgr l'évêque un jugement sur les propositions du P. de Maingrival. Leur acte est du 23 septembre 1719 ».

« On a vù prêcher dans vôtre Cathédrale le relâchement le plus outré sur la pénitence, et exhorter les Confesseurs *d'adoucir par des tempéramens ingénieux la sévérité de l'Evangile*. Après avoir réduit presque à rien la satisfaction nécessaire pour l'expiation des péchez, on a dit : Que les lâches Chrétiens avoient encore les indulgences pour y suppléer : et que si nonobstant cet adoucissement ils le trouvoient trop pénible, ils pouvoient la renvoyer à l'autre monde et aux peines du Purgatoire. »

Plusieurs Chanoines étoient sur le point de demander justice contre ces prédicateurs. Mais un « respect mal entendu, un amour de la paix poussé hors de ses bornes, les éloges que quelques-uns de ces Prédicateurs se vantoient que vous leur donniez ; tout cela empêcha fort mal-à-propos les Chanoines de vous faire les remontrances juridiques, que par le rang qu'ils tiennent ils sont en droit et obligation de vous faire. Leur ménagement ne servit a rien ».

Masclef traite d'égal à égal avec l'évêque : c'est ainsi que le chapitre en avait toujours usé jusqu'au moment où le pouvoir épiscopal grandit et s'imposa au clergé, comme le pouvoir royal le fit vis-à-vis des provinces et des villes. On a pu le constater pour Amiens. Il faut cependant noter que le chapitre, ici du moins, résista mieux que l'échevinage, qui du reste était réduit à l'impuissance complète, tandis que les chanoines avaient conservé une réelle indépendance, de fait et d'esprit (1). Certains évêques, au XVII^e siècle encore, avaient eu de nombreuses

(1) V. Soyez, *op. cit.*, passim.



difficultés avec leur chapitre. En 1719, Masclef ose seul élever la voix, mais il le fait avec une apreté qui prouve en faveur de son énergie et de sa droiture.

Nous ne saurions entrer dans le détail des propositions soutenues en chaire dit-il, par les prédicateurs Molinistes. Mais il importe d'indiquer la nature de l'enseignement donné aux élèves du Collège. D'ailleurs il s'agit ici de propositions écrites, dont le témoignage ne peut être discuté :

« L'un des Professeurs de Philosophie, le Père de Maingrival, vient de faire soutenir dans le Collège le 11, 12, 13, 14, 16 et 17 aoust une thèse où on lit dans la troisième position sur la morale : *Eatenus leges positivæ obligant, quatenus conscientia nos admonet parendum esse istis legibus*. Les lois positives obligent en tant que la conscience nous avertit qu'il leur faut obéir. »

Or, les lois positives pour lui, sont « non seulement les lois humaines que les puissances séculières et ecclésiastiques ont établies, mais encore celles que Dieu nous a données lui-même, soit dans l'ancienne, soit dans la nouvelle alliance ».

Nous laissons au chanoine la responsabilité de son interprétation. Il reconnaît d'ailleurs que cette proposition, si elle est dans la thèse, n'est pas en propres termes dans les écrits dictés aux écoliers en 1717 et 1719. Mais combien d'autres s'y rencontrent plus pernicieuses encore, par exemple :

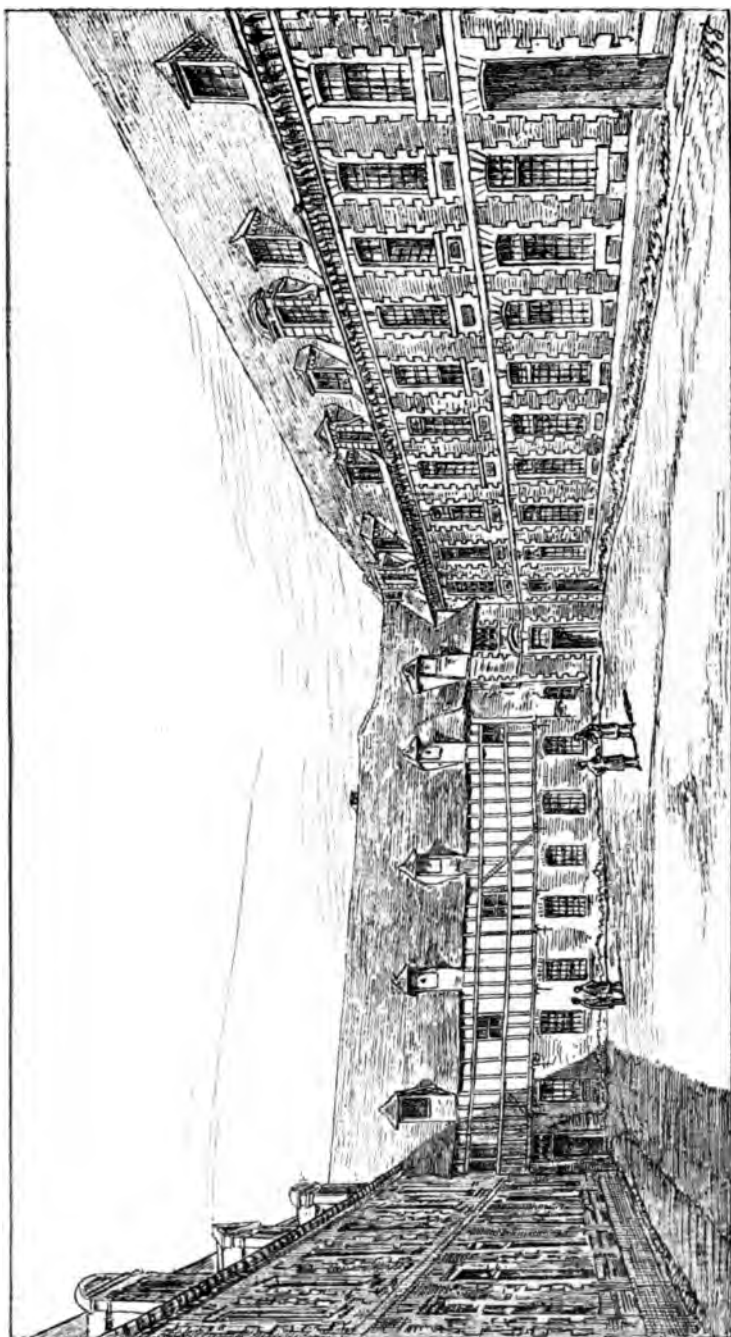
« *Licet agere ex concupiscentiâ propter solam voluptatem, modo licita sit et moderata. Il est permis d'agir pour le seul plaisir en suivant le mouvement de*

la concupiscence, pourvu que le plaisir soit licite et modéré. » Il discute là-dessus et rapproche ce texte de celui d'Escobar : « *Opus conjugii ob solam voluptatem exercitum, caret omni penitus culpâ ac defectu veniali.* » (1) Il trouve fâcheux d'apprendre à la jeunesse du Diocèse, la joie et l'espérance de l'Eglise, « dans l'âge le plus délicat et le plus critique de toute la vie, un Epicurisme d'autant plus dangereux qu'il n'est présenté que sous un voile et sous l'appas frivole du seul plaisir licite ; comme s'il pouvoit y en avoir de permis, dès le moment qu'on se le propose pour l'unique fin de son action ». Sans prendre parti entre Escobar et Masclef sur le fond de la question, on peut penser qu'il était au moins inutile d'enseigner ces choses-là à une centaine de jeunes disciples.

La première dénonciation n'ayant amené ni rétractation du professeur, ni censure de l'évêque, Masclef reprend le même sujet, le 17 octobre suivant, et le Père continuant, « sans avoir fait aucune rétractation, d'enseigner comme auparavant », il revient une troisième fois à la charge, le 9 novembre, sans plus de succès. Il demande en effet qu'on l'assigne devant l'évêque, ainsi que le recteur du Collège. L'évêque d'alors, Pierre Sabatier, membre de l'Assemblée du Clergé en 1714, avait souscrit à la censure du livre du P. Quesnel, *Réflexions morales sur le Nouveau Testament* (2). Adversaire des Jansénistes, il refusa de recevoir « le sieur Masclef » et lui fit dire

(1) L'œuvre conjugale pratiquée en vue du plaisir seul est complètement exempte de toute faute et péché véniel.

(2) V. Soyez, *op cit.*, p. 270.



Le Collège sous les Jésuites, au XVIII^e siècle.



par son secrétaire « qu'il alloit lire ladite requête, l'examiner, et qu'il répondroit, si le cas échéoit, dans la huitaine ». Il est plus que probable que l'affaire en resta là. Le Jansénisme, définitivement battu à cette date, ne comptait plus désormais parmi ses adeptes dans le clergé que quelques évêques et un certain nombre de prêtres disséminés à Paris et dans les provinces, et sans influence réelle sur l'opinion publique. Masclef s'était trouvé seul à Amiens pour le défendre ouvertement. Il est à présumer qu'il n'eut pas d'imitateurs.

Les Jésuites triomphaient, et leur Collège était des plus prospères. D'après Masclef, il y avait en 1719 une centaine d'élèves en logique, première année de la philosophie, la seconde étant consacrée à la physique. Les échevins, satisfaits de cette situation, vivaient en paix avec les Pères, auxquels ils payaient sans doute régulièrement leur pension, puisque de 1679 à 1731, on ne trouve pas trace de la moindre difficulté entre la ville et les Jésuites, ni même d'aucun rapport entre eux. On leur allouait cependant parfois des subventions pour donner des prix à leurs élèves. La première mention qui en soit faite est de 1731. (1)

« Sur ce que mon dit sieur le maire a dit à la Compagnie que, depuis bien des années, il n'avoit pas esté distribué des prix au collège de cette ville, parce que personne n'en avoit voulu faire la dépense, qu'il croioit que, pour donner de l'émulation aux écoliers et les engager à travailler avec assiduité à

(1) *Arch. Comm.*, B. B. 81. f. 45, 9 février 1731.

les rendre savants, la récompense et la gloire étant des motifs pressants pour réveiller même les plus ensevelis dans l'indolence, la ville pourroit cette année donner une somme de deux cents livres aux pères Jésuites de cette ville, pour être employée en livres pour distribuer aux écoliers à la fin de cette année, résolu de donner aux pères Jésuites de cette ville, la somme de trois cents l..... » pour achat de livres, « dont les dits pères Jésuites seront tenus de présenter liste à l'hôtel de ville, quinze avant la distribution d'iceux ».

Il est à remarquer que personne, depuis plusieurs années, n'avait voulu faire la dépense nécessaire pour les prix, ce qui indique que les Jésuites ne la faisaient pas eux mêmes. (1) Les échevins renouvelèrent leurs libéralités en 1752 et 1758. (2).

Un nuage vint cependant assombrir ce ciel serein, mais cette fois encore les Pères finirent par avoir raison de la ville. Les échevins voulurent, en se payant de mots, se donner l'illusion d'être les maîtres chez eux, c'est-à-dire au Collège, et réclamèrent, d'une part, le droit d'intervenir dans la discipline, ce en quoi ils avaient tort, de l'autre, celui d'occuper une place plus honorifique dans une cérémonie ayant lieu au Collège. Sur le premier point, ils n'insistèrent pas trop, mais sur la question de préséance ils se montrèrent plus tenaces.

(1) Cf. J. Delfour, *Les Jésuites à Poitiers*, p. 299 : « Comme il était interdit que le collège fit les frais de ces solennités (Congr. 1^{re}, décret cxxiii), il fallait bien attendre que les dons suffisants eussent assuré des prix assez nombreux et assez beaux. »

(2) *Arch. Com.* B. B. 84. f. 26, 6 mai 1752 ; B. B. 85, f. 138^{ro} (assemblée non datée), mars ou avril 1758.

Le 15 décembre 1753, le Père préfet du Collège étant venu inviter Messieurs, comme principaux fondateurs et insignes bienfaiteurs, à la harangue que le professeur de rhétorique devait prononcer le lundi suivant, quand il se fut retiré, un des échevins représenta « qu'il estoit indécent que, depuis plusieurs années que le chapitre avoit cessé d'assister à cette harangue (1), ses places restassent vides, pendant que la ville se trouvoit placée dans les troisièmes et derrière le fauteuil de M. l'Evêque, que cette conduite étoit contradictoire avec les termes et qualifications avec lesquelles la Compagnie étoit invitée, comme principale fondatrice et insigne bienfaitrice ». A cela s'ajoutait un autre grief : « Ce qui venoit de se passer en dernier lieu à l'occasion de deux écoliers de philosophie, qui avoient esté ignominieusement, et par billet porté dans toutes les

(1) Sur ce différend entre le chapitre et les Jésuites, v. *Arch. Dép.* G. 1108 (Liasse) :

La difficulté fut soulevée en 1749, à propos de l'oraison prononcée par le professeur de rhétorique peu de temps après l'ouverture des classes. Le chapitre, mécontent d'être séparé de l'évêque, et de n'être plus salué depuis quelque temps par l'orateur après le prélat, qui reçoit cet honneur le premier, mais seulement après M. le lieutenant du Roi ou M. l'intendant, adresse à ce sujet une lettre circulaire aux agents généraux du clergé et aux autres chapitres cathédraux, étant donné que les Jésuites ne veulent rien entendre.

A cette circulaire sont jointes les réponses des chapitres d'Arras, d'Orléans, de Saint-Omer. Cette dernière prouve quelle importance on attachait, par esprit de corps, à une question assez puérile.

Les chanoines sont très étonnés de la conduite des Pères Jésuites, d'autant plus que les représentations qu'on leur a faites « sont fondées sur les principes les plus lumineux de la hiérarchie, qui,

classes, chassés de l'autorité seule du recteur et sans le concours de la ville, étoit directement contraire à la condition sous laquelle le collège avoit été concédé aux Jésuites, qui étoit que la ville y auroit la même autorité et la même juridiction de police qu'elle y avoit lorsque le collège étoit tenu par les pauvres clercs de St-Nicolas. » Après avoir laissé, pendant cent cinquante ans, les Jésuites absolument libres de diriger le Collège à leur guise, les échevins songeaient bien tard à revendiquer leurs prérogatives. Y avait-il un motif spécial à leur attitude nouvelle ? Eprouvaient-ils quelque désaffection pour les Jésuites ? Il ne faut pas oublier que l'on est au milieu du xviii^e siècle, que les idées des philosophes commencent à se répandre et à modifier l'esprit public. Bientôt même on verra la ville profiter avec empressement du départ forcé des Jésuites pour essayer de s'emparer du Collège. Quoi

par son essence, est une et indivisible. Il est incontestable que l'Evesque et le corps d'un Chapitre de Cathédrale ne sont qu'un seul tout... »

L'avis des agents généraux du clergé est plus sage : « Il est certain, en général, que les corps ecclésiastiques et principalement les chapitres des églises cathédrales, sont fondez à prétendre, dans les occasions de cérémonie, la préséance sur les corps laïcs... Cependant, comme la décision de ces sortes de prétentions dépend souvent de l'usage et du local, nous ne pouvons rien vous marquer de positif sur le party que votre chapitre doit prendre en cette occasion. Peut-être votre chapitre feroit-il mieux de ne plus se trouver à l'oraison du rhéteur, supposé que les Pères Jésuites persistassent à ne pas luy rendre tous les honneurs qui luy sont dûs, que d'entreprendre un procès à ce sujet. » Paris, 26 décembre 1749.

C'est ce conseil prudent que suivirent les chanoines d'Amiens.

qu'il en soit, la compagnie décida à l'unanimité, qu'elle « iroit encore cette année à la harangue, mais qu'à la sortie d'icelle, M. le maire, après avoir marqué au père recteur le mécontentement de la compagnie sur ce qui s'étoit passé à l'occasion des écoliers, le préviendrait que doresnavant la ville ne se trouveroit plus en corps à la harangue, qu'autant comme il n'y auroit avant elle aucunes places vides, et qu'elles ne se trouveroit derrière personne ». Le maire exécuta les ordres reçus, et le père recteur lui promit que « que doresnavant il ne feroit aucun acte de grande police, sans le concours de la ville, et qu'à l'égard des places, il prendroit les mesures convenables pour que l'hôtel-de-ville fut satisfaite (1) ».

L'année suivante, la question revint sur l'eau. M. de Bécordel étant malade, M. Perdu, faisant fonction de maire, rapporta ce que lui avait dit le R. P. Gosson, recteur du Collège, venu plusieurs fois chez lui : « L'attachement du collège étoit si inviolable pour l'hôtel-de-ville, qu'il n'étoit rien qu'il ne fût disposé à faire pour luy donner la satisfaction désirée. » Aussi avait-il fait tout son possible auprès du chapitre, et, n'ayant pu en tirer réponse, il avait écrit au doyen, qui n'avait pas répondu davantage; il l'étoit même allé voir, sans rien obtenir, et, pour prouver sa bonne volonté, il avait montré la copie de sa lettre au chapitre. La Compagnie, pensant qu'« il n'y avoit rien de plus à exiger pour le présent », décida d'assister à la première harangue de rhétorique. Elle y fut invitée par le pré-

(1) *Arch. Com.* BB. 84. f° 82 et 82 v°, 15 et 18 décembre 1753.

fet des classes en personne, pour entendre ce discours dont le titre était : *Utrum prosit scientiis bellum litterarium*, et s'étant trouvée placée comme devant, quoique les premières places fussent encore restées vides, elle arrêta qu'elle exécuterait ses résolutions précédentes des 15 et 18 décembre 1753 (1). L'affaire recommença en 1756. Les maire et échevins, invités à la harangue par le préfet un peu plus tard que d'habitude, en janvier au lieu de novembre ou décembre, répondirent qu'ils y assisteraient, si le Collège était disposé à lever l'obstacle dont on se plaignait depuis très longtemps. Le préfet répondit le lendemain qu'il n'était pas possible de donner d'assurance positive pour la suite, et la compagnie « arrêta de n'assister à la harangue qu'en la manière indiquée par le cérémonial, suivant l'usage ancien (2) ». Nous ignorons si cette querelle ridicule eut une solution. L'heure approchait où l'on allait d'abord interdire aux Jésuites d'enseigner, puis les expulser de France ; ils eurent, et les échevins aussi, d'autres affaires à régler qu'une misérable question de préséance : l'existence du Collège était en effet remise en cause.

(1) *Arch. Com.* BB. 84, f° 121 v°, 28 novembre, f° 122 v°, 10 décembre, f° 124, 24 décembre 1754.

(2) *Arch. Com.* BB. 85, f° 45, 9 et 10 janvier 1756.

CHAPITRE CINQUIÈME

Départ des Jésuites

Organisation d'un nouveau Collège séculier

Quand l'enseignement eut été interdit aux Jésuites par arrêt de la Cour de Paris, du 6 août 1761, les Parlements et en particulier celui de Paris, dont dépendait la ville d'Amiens, songèrent aussitôt à réorganiser et à diriger les collèges qui allaient être privés de leurs maîtres. Improviser de nouveaux professeurs était chose difficile, pour ne pas dire impossible. Les collèges de province étaient en grande partie aux mains des Jésuites : on ne pouvait les remplacer que par d'autres communautés religieuses, ou des séculiers, prêtres ou laïcs, pris un peu partout, à défaut de maîtres empruntés aux Universités ou tout au moins formés par elles. (1)

(1) V. Compayré, *Histoire critique des Doctrines de l'Éducation en France* (Hachette, 1879, 2 v. in-8), t. II, p. 5 et 271. — La Chalotais, *Essai d'Éducation nationale ou Plan d'études pour la jeunesse*, 1763, p. 13-15. — Rolland, *Recueil des Œuvres* (Paris, 1783), p. 37. — *Nouveau plan d'études*, Essai sur la manière de remplir les places dans les collèges que les Jésuites occupoient ci-devant... (Cologne, 1762, 2 v. in-18), 1^{re} partie, art. I. : « La prudence de la Cour ne permet pas de croire qu'elle confie désormais l'éducation de la jeunesse à aucun ordre religieux... » Art. II. Du choix des maîtres parmi les séculiers. — Guyton de Morveau, *Mémoire sur l'Éducation publique avec Prospectus d'un Collège*, 1764, p. 32 et 105 : « Les premiers instituteurs des Collèges n'a-

La proximité de Paris rendait cette dernière solution assez facile, surtout si la ville voulait affilier son Collège à cette Université, comme le souhaitait le Parlement, sans oser le dire d'une façon bien nette. (1)

La ville, mise en demeure par l'arrêt du 6 août de présenter ses projets au Parlement, en envoya trois au procureur général du Roi. Regrette-t-elle les Jésuites ? va-t-elle, comme à Angoulême (2) par exemple, où la mauvaise volonté de l'évêque et des officiers municipaux, la désunion du Parlement, du Bureau et du corps de ville, désorganisèrent le collège, laisser végéter misérablement le sien, en lui refusant les subsides indispensables et en tracassant les nouveaux professeurs ? Quoi qu'elle puisse penser de la réforme en elle-même, elle a trop d'amour-propre pour agir ainsi : elle tient

voient pour but que de former des pépinières de Novices. Otons-en la direction aux Réguliers, mettons les Ecoles publiques dans une dépendance plus immédiate du gouvernement... Le salut de l'Etat et l'affermissement de sa constitution,... la perfection de l'enseignement et l'intérêt des sciences exigent qu'ils (les séculiers) soient seuls chargés des Ecoles publiques. »

(1) V. l'arrêt de la Cour du Parlement, du 6 août 1761 :

« Et désirant la Cour pourvoir suffisamment à l'éducation de la jeunesse, ordonne que dans les trois mois pour toute préfixion et délai à compter du jour du présent arrêt, les maires et échevins des villes du ressort de la Cour où il n'y auroit point d'autre école ou collège que ceux de la dite société, ... comme aussi les officiers des bailliages et sénéchaussées,... seront tenus d'envoyer au procureur général du Roy, mémoire contenant ce qu'ils estimeront convenable à ce sujet, pour être par la Cour... ordonné le 8 janvier ce qu'il appartiendra... ».

(2) V. Boissonnade, *op. cit.*, p. 138-177.

à son Collège, elle veut qu'il soit bien dirigé, prospère, utile à la population de toute la province, et en eût fait un établissement modèle, si elle en avait eu le pouvoir. De son côté, l'évêque, Louis d'Orléans de la Motte, malgré son amour extrême pour les Jésuites, qui faillit lui faire compromettre sa situation, (1) ne mit pas d'entraves sérieuses à l'instauration du régime nouveau, et son rôle fut, volontairement ou non, effacé dans cette crise. La ville put donc agir à sa guise, mais elle était tenue par la question d'argent.

Après avoir constaté (2) que les revenus de l'ancien collège, dit de St-Nicolas, régi par des prêtres séculiers, ne s'élevaient, y compris la prébende préceptoriale, qu'à cinq mille livres environ, tout-à-fait insuffisantes « pour fournir aux appointements d'un principal et de neuf professeurs nécessaires pour les humanités, pour la philosophie et pour la théologie », elle se déclara impuissante à y suppléer. En conséquence, ignorant encore (3) si les bénéfices réguliers, unis en faveur du Collège du temps des Jésuites (4), lui demeurerait pour l'instruction

(1) V. Soyez, *op cit.*, p. 285-286 Dans un mandement du 1^{er} février 1764, il analysa celui de l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, où étaient défendus ardemment les Jésuites. On parla en haut lieu d'exil et de saisie du temporel. Grâce au prince de Conti, on se contenta de brûler l'instruction pastorale.

(2) *Arch. Com.* BB. 86. f^o 105, 29 octobre 1761.

(3) Ce fut seulement en 1762 qu'un nouvel arrêt du Parlement ordonna, le 23 avril, la saisie des biens des Jésuites, et qu'un autre, du 6 août, fixa les biens qui seraient affectés à l'entretien des collèges des villes où il n'y avait que ceux des Jésuites.

(4) Dans la même délibération on évaluait à 9000 livres la va-

de la jeunesse, ce qui, semblait-il, ne pouvait se faire sans bulle de désunion et de sécularisation, elle adressa trois propositions à la Cour :

1° On pourrait faire appel à cinq communautés choisies parmi celles qui, ayant l'habitude d'enseigner dans les autres villes, auraient des régents toujours prêts à se suppléer, et donner à l'une la cinquième et la quatrième, à l'autre la troisième et la seconde, à une seule la rhétorique, à celle-ci la philosophie et à celle-là la théologie. Ce projet, qui tendait à l'économie, pourrait être essayé et abandonné ensuite, s'il présentait des inconvénients, — ce qui n'était pas douteux. — Dans le cas où les bénéfices réguliers demeureraient acquis au Collège, « on auroit la faculté d'avoir des maîtres de langues allemande, angloise et hollandoise, de mathématique, d'histoire et de géographie, qui seroient d'une grande utilité dans une ville de commerce telle que la capitale de la Picardie (1) ».

2° On pourrait replacer dans l'ancien Collège, qui était devenu celui des Jésuites, un principal et des professeurs séculiers, pour y enseigner les cinq classes d'humanités, la philosophie pouvant être enseignée à la fois chez les P. P. Augustins, Cordeliers

leur de ces bénéfices, et quelques mois plus tard (*Arch. Com.* BB. 86. f. 115, extrait d'une lettre écrite au procureur général, le 18 mars 1762), la ville espérait pouvoir disposer des revenus susdits, ce qui portait le total à 14000 l. Enfin, dans une lettre, déjà citée, à M. Rousselot, maire de Dijon, du 15 septembre 1763, quand la question pécuniaire a été définitivement réglée, elle estime que le Collège jouit présentement de plus de 24000 livres de rente. — V. les Comptes de 1764, 1765, 1766, dans l'Introduction.

(1) V. sur ce point le chapitre VIII

et Minimes, ou dans une ou deux de ces trois maisons, et la théologie continuant à l'être chez les P. P. Jacobins, dont l'école, fondée à cet effet, aurait quelque chance de « reprendre son ancien lustre », et aussi au séminaire chez les P. P. Lazaristes.

3° On pourrait confier toutes les classes à des Bénédictins, « soit parce qu'ils sont très en état de les enseigner toutes avec distinction, soit parce qu'il y auroit plus de facilité pour conserver par eux les trois prieurés et les six bénéfices réguliers qui proviennent tous de la congrégation de St-Maur ». On trouverait de plus chez ces religieux les maîtres nouveaux dont il est question au premier projet, « sans dépense et sans augmentation de revenus ».

De son côté, le bailliage, également consulté, proposa de confier l'enseignement du Collège, sous son inspection, celle de la ville et du chapitre, à des maîtres séculiers qui seraient choisis au concours (1).

Mais les échevins, comme nous l'avons dit, ne sachant pas au juste ce qu'ils pourraient employer des revenus du Collège, hésitaient à se charger de toute la dépense. Ils se préoccupaient aussi de ce que l'arrêt de la Cour, du 27 février 1762, n'avait rien dit du sort des Jésuites, quoiqu'il soit « naturel de croire qu'il faut qu'ils vivent », et se demandaient de plus s'ils pourraient occuper tous leurs bâtiments, le même arrêt ne précisant rien à cet égard. Les arrêts du 23 avril et du 6 août 1762 (2) n'avaient

(1) V. le Compte rendu aux Chambres assemblées par M. de L'Averdy, concernant le Collège que les ci-devant soi-disans Jésuites occupoient dans la ville d'Amiens, 15 mars 1763. — *Recueil de Pièces pour l'Histoire des Jésuites*, t. I.

(2) Cet arrêt « ordonne qu'il sera délivré à chacun des ci-de-

pas encore réglé définitivement ces diverses questions. Aussi, n'ayant pas de ressources assurées pour les professeurs et supplôts nécessaires, les échevins écrivirent au procureur général : « Nous avons balancé à proposer la réduction de quelques classes ; mais cette ville nous a paru trop considérable pour qu'on puisse y désirer quelque retranchement sur une chose aussi essentielle à l'éducation et à l'instruction que les classes le sont. » (1)

Le supérieur général des Lazaristes ayant décliné l'offre qui lui avait été faite, dans l'intervalle, de se charger du Collège, et, sur le bruit d'un édit de surséance aux changements prononcés par les arrêts de la Cour au sujet des collèges, personne n'osant se présenter (2), la ville, sans s'adresser, semble-t-il, à d'autres réguliers, se décida à fonder un collège séculier. « Il n'y sera admis » comme professeurs « que des sujets capables et de bonnes mœurs, gradués de l'Université de Paris, autant qu'il sera possible ». La place de principal fut offerte au sieur Aubry, prêtre, maître ès arts de ladite Université, licencié en droit et conseiller clerc au bailliage présidial d'Amiens. Il l'accepta provisoirement, bien qu'il « ne regardât pas les Jésuites comme perdus (3) ». C'est sans doute aussi ce motif que explique le refus

vant Jésuites ayant atteint l'âge de 33 ans au 6 août 1762... la somme de six cents livres par provision. . » — Darsy, *op. cit.*, p. 247.

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f. 115 et 116. Lettres des 18 et 21 mars 1762.

(2) *Arch. Com.* BB. 86. f. 116. Lettre du 24 mars 1762.

(3) *Arch. Com.* BB. 86. f. 116 v° et 117, 25 et 29 mars 1762

des Lazaristes. La situation en effet n'était pas éclaircie à cette date, et l'on pouvait croire que les Jésuites, qui ne s'avouaient pas encore vaincus, dont les biens n'étaient pas encore saisis, qui n'étaient pas encore expulsés, triompheraient en fin de compte de l'hostilité des Parlements. D'ailleurs le principal nommé et acceptant finit par refuser et fut remplacé par un autre prêtre, M^e Adrien-Alexis Prévost, licencié en théologie de la Faculté de Paris, curé de la paroisse de Sarcus du diocèse d'Amiens. (1)

Entre temps, la ville, sans être encore en possession du Collège, avait choisi une partie des professeurs, arrêté leurs appointements, ajourné le concordat à faire avec le futur principal et les autres gradués qui se présentaient et pourraient se présenter, et fixé l'ouverture des classes au 20 avril 1762 (2). Mais une grosse difficulté se présenta, qui faillit tout retarder. L'arrêt du 27 février 1762 disait seulement « que les professeurs seront mis en possession de tous les lieux nécessaires pour la tenue du collège sans désigner ces lieux, ni sans dire si ce sera les maisons, bâtimens et classes occupées par les Jésuites tant pour les classes que pour le logement des professeurs, et, disent les échevins, il nous est absolument impossible de fournir les lieux nécessaires ailleurs » (3). Or, les officiers du bailliage, s'en

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f. 168 v^o, 169 v^o, 170 v^o, 20, 22, 29 janvier 1763.

(2) *Arch. Com.* BB. 86. f. 117, 118, 120, 122, 123, 29, 31 mars, 5, 10, 17 avril 1762. Cf. le procès-verbal dressé du 30 avril au 11 juin 1762, au Collège d'Amiens, dont il a déjà été parlé dans l'Introduction.

(3) *Arch. Com.* BB. 86. f. 115, 18 mars 1762.

tenant à la lettre de cet arrêt, ou plutôt, l'interprétant d'une façon favorable aux Jésuites, refusèrent de fournir aux nouveaux maîtres le logement dans le Collège pour l'ouverture des classes. Mais ils accédèrent au désir des échevins sur d'autres points. Priés par délibération du 29 mars (1) de pourvoir à la fermeture des classes et à leur ouverture pour le 20 avril, ils constatèrent le 1^{er} du mois que les études étaient cessées et les classes libres (2). Les Jésuites se retirèrent à ce moment ou un peu plus tard en leur château de la Boutillerie, mais ils en revinrent, quand ils surent que le bailliage n'avait pas voulu exécuter les arrêts de la Cour. C'est ce que disent les nouveaux maîtres, qui « seront incessamment contraints d'abandonner leurs chaires » à cause du refus « de les mettre en possession des logements, de la Bibliothèque et des lieux nécessaires pour la tenue des classes », y compris le cabinet de physique. Que ce soit par scrupule de légistes ou par bienveillance pour les R. R. P. P., les officiers du bailliage, qui invoquèrent d'ailleurs pour leur défense l'inutilité pour la tenue exacte des classes de loger les régents au Collège, se virent contraints par un nouvel arrêt du Parlement, du 7 mai 1762, rendu à la requête des professeurs et de la ville, d'ordonner aux anciens maîtres de se retirer dans leur maison de

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f. 117, 29 mars 1762.

(2) Pour cette affaire, v. *Pièces pour l'Histoire d'Amiens*, t. 1, pièce 46 : Requête des Officiers du Bailliage à Nosseigneurs du Parlement, 1762. C'est une réponse à la requête dirigée contre eux par les maire et échevins, qui, disent-ils, la désavouèrent ensuite, et à celle des nouveaux maîtres.

Retraite et la Boutillerie, et de laisser installer les nouveaux dans le Collège. Mais bientôt après, en vertu du premier arrêt du Parlement du 6 août, qui enjoignait aux Jésuites de vider toutes les maisons et autres établissements qu'ils occupaient, et du second arrêt du même jour, qui ordonnait que les villes en prissent possession, les échevins demandèrent aux officiers du bailliage de les mettre aussi en possession des bâtiments de la Retraite et de la maison sise à Boutillerie, « évacuées par les ci-devant soy-disants jésuites », ce qu'ils firent du reste d'assez mauvaise grâce (1).

Les échevins n'avaient pas attendu la solution de cette difficulté pour achever l'organisation du nouveau Collège, afin d'être prêts à la date fixée. Ajournant la question du logement, qui était en réalité secondaire pour l'instant, ils avaient nommé les maîtres qui manquaient encore, fixé leurs honoraires (2), conclu avec eux tous le concordat ajourné, et durent être en mesure de faire commencer les classes au jour dit.

Le choix de quelques-uns de ces maîtres, recrutés à Paris par les soins de M. Morgan, avocat du Parlement, et l'un des échevins, amena un incident pénible qui fit alors grand bruit. Nous n'en voulons signaler ici que ce qui est d'intérêt général. Après avoir rempli avec succès la mission que lui avaient

(1) *Arch. Comm.* BB. 86. f^o 145 et 145 v^o, 21 et 26 août 1762.

(2) V. pour les honoraires et les noms de ces premiers maîtres et de ceux qui vinrent ensuite les chapitres VII et VIII, et l'*Appendice*, III. — On trouvera aussi à l'*Appendice*, II, la liste du personnel des Jésuites, au moment même de leur départ du Collège.

confiée ses collègues, M. Morgan présenta la note à payer. Ne pouvant s'entendre avec eux à ce sujet, il adressa un mémoire à la Cour, toutes chambres assemblées. M. d'Invaux, intendant, ayant à cette occasion manifesté par lettre son mécontentement de ce que, par sa délibération du 5 avril, le conseil de ville avait, malgré lui, maintenu sa résolution d'envoyer M. Morgan à Paris, un échevin fit alors remarquer que dans cette requête celui-ci faisait usage de trois lettres du maire, M. Desachy de Carouges, où il était dit « que le levain jésuitique fermentoit beaucoup, et que la cour ne sauroit y mettre ordre trop tôt : expression qui, ajouta-t-il, ne peut tomber que sur la compagnie ». Il pria ensuite M. le maire de vouloir bien s'expliquer « sur la réalité ou la supposition des trois lettres mentionnées » dans la requête. Le maire déclara que les lettres étaient bien de lui, mais qu'il n'avait pas voulu désigner la compagnie. Une scène de violence s'ensuivit, où M. Morgan fut soupçonné de vouloir emporter le registre aux délibérations, que plusieurs de ses collègues lui arrachèrent, « en le traitant durement et l'accablant d'injures graves, même en levant la main sur lui », au moins l'un d'entre eux (1).

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f° 141 v°, 4 août 1762, assemblée extraordinaire. — Sur cette affaire on peut consulter de nombreuses pièces, entre autres : *Lettre des Échevins d'Amiens à l'Intendant*, lui envoyant un projet de réponse au mémoire du sieur Morgan, relativement à sa députation... 4 septembre 1762 ; le *Mémoire justificatif* de la conduite que les maire et échevins d'Amiens ont tenue envers le sieur Jean Baptiste Morgan, l'un d'eux, et leur député à Paris.... 1763 ; le *Mémoire justificatif de Morgan*, à propos du Collège, 1763.

Il ressort de là que l'intendant, comme le bailliage, regrettait le départ des Jésuites et que quelques échevins craignaient au moins de lui déplaire, si toutefois ils ne partageaient pas ses sentiments. Quant à Morgan, on ne lui pardonna pas d'avoir été chercher à Paris des professeurs pour le nouveau Collège. Onze ans plus tard, l'intendant, M. d'Agay, écrivait au contrôleur général, relativement à un mémoire que l'avocat lui avait adressé pour demander les grâces du Roi, « en considération des dépenses et des pertes que lui avait occasionnées une députation, dont il avait été chargé ». Après s'être éclairé auprès de l'intéressé, l'intendant convaincu crut devoir dire : « Le temps n'a point encore apaisé l'animosité contre lui, surtout parmi le grand nombre des partisans qu'avoient les Jésuites dans la ville d'Amiens..... Les disgrâces qu'il a souffertes ont dérangé absolument sa fortune qui consistoit principalement dans le produit de sa profession qu'il exerçoit avec éclat. » Il nous paraît utile d'ajouter que, d'après l'intendant lui-même, Morgan avait obtenu en 1763 du feu Roi 3300 l. de gratification annuelle, et qu'on lui avait fait espérer une place de 6000 l. au moins de revenu, qu'il attendait toujours (1).

(1) *Arch. Dép. C. 1546. (Liasse). Mémoire du 15 octobre 1774.* — On y trouve aussi la *Lettre des échevins à l'Intendant* et le *Mémoire justificatif* de la conduite que les maire et échevins d'Amiens ont tenue envers le sieur Jean-Baptiste-François Morgan, l'un d'eux et leur député à Paris, sous les conditions par lui promises et avérées, à l'effet principalement de leur envoyer quelques professeurs qui leur manquoient pour la tenue du nouveau collège

Malgré les obstacles que lui suscita l'opposition sournoise du bailliage et les ennuis que lui causa pour la même raison, c'est-à-dire l'influence persistante des Jésuites, la fâcheuse affaire Morgan, où elle dut s'incliner devant la toute-puissance de l'intendant (1), on peut dire que, dans cette période de transition et d'incertitude, la ville fit tout son devoir sans qu'on lui en sût gré. Elle s'arrogea en effet des pouvoirs qui allaient bientôt lui être enlevés par les lettres patentes du Roi et les édits du Parlement qui constituèrent le nouveau Collège. Elle montra de l'initiative et sauva la situation au moment critique : c'est elle seule qui empêcha le Collège de rester sans maîtres et qui le réorganisa momentanément dans la mesure de ses forces.

Cependant elle prévoyait bien les autres difficultés

d'Amiens, et de voir M. le procureur général, pour, sous sa protection, procurer le plus grand bien de ce collège, même l'affiliation à l'Université, pour y acquérir, à l'effet des grades, le temps d'étude dont elle jouit. Ce mémoire, imprimé en 1762, fut supprimé par le Parlement, comme injurieux à l'honneur et réputation des sieurs de Sachy de Carouges et Morgan.

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f^o 147 v^o et 148, 15 septembre 1762. — A la suite du scandale du 4 août, l'intendant avait fait appeler chez lui les maire et échevins, et leur avait dit que le Roi les avait fort désapprouvés de n'avoir pas révoqué les pouvoirs qu'ils avaient donnés au sieur Morgan le 31 mars et que, lui, intendant, avait refusé d'autoriser. La lettre du Roi sera donc transcrite sur le registre aux délibérations. Les échevins, de retour à l'hôtel de ville, « la mortification dans le cœur », pour éviter de paraître peu soumis « à leur supérieur » et au Roi, firent porter sur le registre leur *Mémoire justificatif* et décidèrent que désormais l'échevinage, avant les assemblées, se réunirait avec le procureur du Roi et l'avocat de la ville pour les consulter.

qui pouvaient surgir et qui « méritoient les plus sérieuses réflexions ». L'évêque et le chapitre allaient sans doute faire des oppositions à l'enregistrement des lettres patentes impatiemment attendues ; d'autre part, le projet d'affiliation avec l'Université, dont M. Morgan s'était aussi occupé, excitait ses inquiétudes : elle craignait que celle-ci ne prétendit « une certaine autorité sur le Collège, notamment de nommer à chaque vacance de principal et de professeurs » (1). La vieille cité picarde, toujours jalouse de ses libertés, eût volontiers profité de l'occasion pour s'emparer à peu près seule du Collège, après l'avoir si longtemps abandonné aux Jésuites. Elle ne voulut donc pas accepter trop vite le projet de concordat avec l'Université, qui fut soumis aussi à l'évêque, au chapitre et au lieutenant général du bailliage. Pour gagner du temps, elle en ajourna l'examen, car « il seroit prématuré à présent et avant que le Parlement ait expliqué ses intentions de conclure le projet de concordat d'affiliation du nouveau Collège avec l'Université et de demander des lettres patentes » (2).

MM. du bailliage ayant fait sur le même projet des observations qui furent communiquées aux échevins, mais dont nous ignorons la teneur (3), il fut d'abord résolu que toutes les opérations là-dessus devaient être suspendues, puis les échevins se décidèrent brusquement et à l'unanimité rejetèrent le projet (4).

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f° 120, 5 avril 1762.

(2) *Arch. Com.* BB. 86. f° 124, 21 avril 1762.

(3) Si l'évêque et le chapitre présentèrent aussi leurs observations, nous n'en avons pas trouvé trace.

(4) *Arch. Com.* BB. 86. f° 124 v° à 130, 26 avril et 5 mai 1762.

Ils invoquèrent longuement, pour motiver leur refus, l'intérêt de la jeunesse et des études : « Les deux années et demie exigées dans l'Université pour compléter le bénéfice de la maîtrise ès arts et celui du quinquennium, jointes aux cinq années faites dans notre collège, n'offrent que la perte réelle d'un temps précieux à la jeunesse, le dégoût et l'inutilité de la répétition des mêmes études, et le désagrément pour les étudiants de se voir devancer et primer par l'ancienneté des grades, par ceux de leur âge qui auroient fait leur quinquennium dans l'Université. » En effet, dans ces deux ans et demi, après trois ans de théologie à Amiens, ils devraient reprendre un an la philosophie, puis un an et demi la théologie.

Mais ce n'était là qu'un prétexte ; le principal motif du refus, c'est que l'affiliation réduirait l'échevinage à « un assujettissement servil qui est contre les droits et les privilèges de l'hôtel de ville, qu'on doit maintenir autant qu'il est possible ». L'article 29 du projet allait en effet jusqu'à prévoir « pour reconnaissance de l'affiliation » une somme de..... payée au trésorier de l'Université et fixée par le Bureau d'administration du Collège. Or, « rien ne marqueroit mieux l'asservissement qu'une imposition personnelle sur le collège ».

On ne pouvait forcer les villes, qui auraient pu supprimer ces établissements, à les affilier aux Universités. Cette résistance légitime provoqua l'édit du mois de février 1763 portant règlement pour les collèges qui ne dépendaient pas des Universités.

Mais la ville, redoutant une résistance plus ou moins ouverte à ses desseins de la part de l'évêque

et du chapitre, essayait, pour maintenir avec plus de fermeté ses droits et privilèges vis-à-vis de l'Université, de prouver que le Collège était sa chose, son bien propre et que personne ne pouvait en revendiquer la propriété.

En effet, disait-elle, dans l'ancien Collège, antérieur aux Jésuites, « en toutes autres choses que celles qui touchoient au spirituel, M. l'Evêque et son chapitre n'avoient de part à l'élection du précepteur principal qu'avec l'hôtel de ville et en vertu de l'ordonnance d'Orléans ; et M. l'Evêque, pour tout ce qu'il jugeoit au surplus nécessaire au bien du Collège, présentoit des mémoires ou requêtes à l'Echevinage, sur lesquels l'Echevinage délibéroit, avoisit et statuoit seul ». Les maires et échevins, « ses administrateurs naturels et primitifs », sont donc les anciens possesseurs du Collège. Quant aux soi-disant Jésuites, leur possession est d'une illégitimité devenue notoire et qui n'a pu leur acquérir aucuns droits.

Ces revendications, sauf pour la jouissance temporaire que les Jésuites avaient eue des bâtiments du Collège, auraient eu besoin d'être appuyées par des titres authentiques. Affirmation n'est pas preuve. Il est vrai que les adversaires de la ville étaient dans le même cas. Le chapitre lui répondit dans un mémoire expositif de ses droits, qui n'est pas mieux documenté (1). Il y demande à être « maintenu et gardé dans ses droits de seigneur spirituel et temporel et

(1) *Arch. Départ.* D. 6. (Liasse). Extrait des registres aux délibérations du chapitre de l'église Cathédrale d'Amiens, procès-verbal de la rédaction d'un mémoire expositif des droits du chapitre sur le Collège (14 juin 1763).

de curé de ce collège », mais il « reconnoît sans peine que ces droits qu'il réclame n'emportent pas nécessairement le pouvoir exclusif d'administrer le temporel du Collège, de veiller à la manutention de la discipline, de régler les études et de faire régner la police dans les classes ; il sait qu'à cet égard il a plu à Sa Majesté d'établir un bureau d'administration ». Il demande donc seulement une place dans le Bureau pour un de ses chanoines. L'écolâtre, de son côté (1), fit valoir, pour la forme, ses prétentions. Il administrait autrefois, dit-il, outre les petites écoles, celle dite de Saint-Nicolas, le Collège d'à présent, et ses droits n'ont été que *suspendus* par l'introduction *irrégulière* des Jésuites.

L'écolâtre, interprète de l'évêque, est d'accord avec la ville pour considérer les Jésuites comme des intrus : leur intérêt à tous deux l'exige. Mais il revendique, sans autres preuves que les faits qu'il allègue, des droits que la ville lui dénie. A l'époque où nous sommes parvenus, faute de documents écrits, possession vaut titre. Or, si le Collège primitif a dû appartenir à l'évêque qui l'a fondé sous le nom de Grande Ecole, il résulte de ce qui s'est passé au moment de l'installation des Jésuites qu'à ce moment la ville, tout en négligeant d'exercer ses droits, les maintenait en principe. Les pourparlers avec l'évêque et le chapitre, qui ne font et ne peuvent rien faire sans elle, prouvent au moins qu'elle avait aussi sur lui « quelque superintendance » : c'est elle qui

(1) *Arch. Dép. D. 6.* (Liasse). Mémoire présenté par M. Pingré, écolâtre et chanoine de la Cathédrale d'Amiens sur le Collège de la même ville (12 juin 1763). — V. le chapitre I.

le subventionne, c'est elle encore qui fournit par la suite des subsides aux Jésuites. Il semble bien, en somme, que le chapitre et la ville aient été co-propriétaires, mais qu'elle eut à supporter les plus lourdes charges (1).

C'est ce qui résulte de la lettre déjà citée en partie, écrite par la ville après qu'elle eut reçu le mémoire de l'écolâtre. Le maire de Dijon l'ayant sans doute consulté sur la situation de son collège, elle lui répondit :

« Nos droits sur le Collège reviennent à peu près aux vôtres... C'étoit d'abord un hôpital, où des pauvres-écoliers vivoient uniquement d'aumônes ;... nous ne voions pas qu'ils aient joui d'aucun bien avant 1237, qu'ils commencèrent à recevoir de différents bienfaiteurs des donations trop modiques pour mériter le titre de fondateurs du collège. Ce titre fut *mieux acquis* par la ville, qui, dans la suite, attribua aux maîtres et régents des pensions qu'elle paye encore aujourd'hui, et fournit en différents tems des sommes considérables pour la reconstruction de la maison ; lorsque les ci-devant soi-disans Jésuites y furent introduits en 1607, elle n'avoit encore qu'un revenu très borné. C'est pourquoi dans le concordat fait avec eux on leur permit d'acquérir par dons et legs jusqu'à 5000 livres de rente avec réserve de propriété pour le collège (2). »

(1) Voir au chapitre I le *Mémoire* de l'évêque qui regarde l'Hôtel de Ville comme principal fondateur du Collège, tandis que le chapitre ne peut prouver lui avoir jamais donné un sou.

(2) *Arch. Com. AA.* 25. p. 26. Lettre à M. Rousselot, vicomte et maire de Dijon, 15 septembre 1763. Cf. *Ibid.* p. 3, la lettre à

Les prétentions contradictoires de la ville et du chapitre ne pouvaient d'ailleurs exercer aucune influence sur les décisions du Parlement, qui voulait centraliser en quelque sorte l'instruction ou tout au moins mettre les collèges sous la surveillance de l'Etat. Or, la ville et l'évêque avaient des tendances tout opposées. La ville surtout, qui allait être reconnue comme le successeur naturel des Jésuites et mise en possession de tous les biens du Collège, craignait l'intervention de l'Etat et eût voulu faire du Collège un établissement presque autonome. Dans ce but, s'entendant tacitement avec l'évêque, — et c'est peut-être ce qui explique le rôle effacé de celui-ci en cette circonstance, — elle voulait lui faire la part belle dans le Bureau d'administration qui serait le véritable maître, et en exclure toute ingérence étrangère.

Elle désirait donc composer le Bureau, de l'évêque président-né, de deux députés du chapitre, du maire et d'un échevin, ou du second échevin pour le maire empêché, et d'un conseiller de ville. Il y aurait eu ainsi trois ecclésiastiques et trois députés de la commune pour « égaler les suffrages ». Elle excluait à dessein les représentants du pouvoir central, MM. du bailliage ne pouvant être admis au Bureau, puisqu'ils n'avaient aucun droit sur l'ancien Collège (1).

Le projet de concordat d'affiliation avec l'Université (2), qui fut rejeté par la Ville, proposait de com-

M. de L'Averdy, parlant d'un mémoire qui établit l'hôtel de ville d'Amiens fondateur et dotateur du Collège, 12 mars 1763.

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f^o 126 à 129, 5 mai 1762.

(2) *Arch. Com.* BB. 86. f^o 130 v^o, 5 mai 1702. D'après ce projet, le Collège devait s'appeler le Collège de Louis le Bienaimé.

poser le Bureau comme il suit : l'évêque, l'écolâtre, un chanoine délégué du chapitre, le lieutenant général et le procureur du Roi au bailliage, le maire et un échevin. La ville n'aurait plus eu que deux voix sur sept. C'était assurément inacceptable pour elle, et ce dut être une des causes du rejet de l'affiliation.

Le Roi et le Parlement (1) imposèrent aux collèges ne dépendant pas des Universités un Bureau d'administration mieux organisé qu'il ne l'était par les deux projets précédents, et où se trouvaient représentés, mais inégalement, tous les intérêts. On n'y vit plus figurer qu'un membre du clergé, l'évêque ou son délégué, deux représentants du pouvoir royal, le lieutenant général et le procureur du Roi au bailliage, deux mandataires directs de la ville, le maire et un échevin, deux notables nommés à vie par les précédents, et qui devaient, comme habitants de la ville, être disposés à défendre ses droits (2), enfin le principal du Collège, dont le rôle pouvait être très utile, en ce qui concerne les études.

A première vue, la ville avait donc la majorité ou du moins l'égalité des voix dans le Bureau. L'évêque, isolé, perdait toute autorité, sinon toute influence,

(1) Edit de février 1763, enregistré le 5, portant règlement pour les Collèges qui ne dépendent pas des Universités.

(2) V. l'arrêt du Parlement du 8 mars 1785 : « Les deux notables qui seront à nommer par les Bureaux d'administration seront choisis parmi les nobles, les avocats et les chefs de famille vivant noblement, âgés de trente ans, domiciliés dans la ville depuis trois ans au moins et n'ayant aucune fonction qui exige résidence dans un autre lieu. » *Arch. Dép. D. 3. f° 168. Registre des délibérations de Messieurs composant le Bureau d'administration du Collège de la ville d'Amiens.*

le pouvoir royal se trouvait en minorité, et le principal devait tenir à plaire aux échevins. Le Bureau pouvait beaucoup en apparence : il disposait en effet des biens et revenus du Collège, dont il réglait les dépenses, il fixait les traitements des maîtres, il nommait et pouvait destituer le principal, les professeurs (1) et régents, il avait la haute main sur la discipline et les études, en un mot, le Collège, sous sa direction, jouissait d'une autonomie presque complète.

Mais ce Bureau, et par conséquent la ville, avaient au-dessus d'eux le commissaire du Parlement, dont la surveillance, bien qu'exercée de loin, pouvait être vigilante et même tracassière. La vie des collèges ne dépendant pas des Universités était réglée par des lettres patentes du Roi, et les édits et règlements successifs du Parlement (2) ; tout était prévu, sauf les petits détails, et en particulier pour l'enseignement, c'est-à-dire pour la chose la plus importante, le Bureau ne pouvait rien tenter ni faire de nouveau sans l'approbation d'en haut.

La ville, ainsi enchaînée et réduite en fait, pour

(1) *Arch. Dép. D. 3. 38 vº*, 25 janvier 1768 — Les deux professeurs de théologie furent choisis, quand on établit cette chaire, par l'évêque seul.

(2) V. l'Edit du Roi, de février 1763, l'Arrêt du Parlement, du 29 janvier 1765, portant règlement pour les Collèges qui ne dépendent pas des Universités, les Lettres patentes du Roi, portant confirmation et règlement pour le Collège de la ville d'Amiens, 21 mai 1763, les nouvelles Lettres patentes, portant règlement définitif pour le Collège d'Amiens, 28 novembre 1767. — Cf. le Règlement de discipline du Collège d'Amiens, arrêté les 22 mars et 19 juillet 1763 par le Bureau d'administration. *Arch. Dép. D. 3. fº 6 et sq.*

tout pouvoir, à exercer un contrôle partagé, comprit bien qu'on lui avait donné des satisfactions plus apparentes que réelles, et constata avec regret qu'après avoir, au moment de la crise qui précéda l'établissement du nouveau Collège, joué le rôle prépondérant, et nommé pour la première et dernière fois le principal et les professeurs « en vertu d'arrêt du Parlement qui l'avoit autorisé à le faire par provision », elle avait, quant à l'administration, « subi la loi générale par l'édit du mois de février 1763 » (1).

Elle se résigna à tomber des mains des Jésuites dans celles du Parlement, mais elle avait pourtant gagné réellement au change. Par son maire, son échevin, ses deux notables, ces derniers surtout, qui demeurèrent les mêmes pendant trente ans (2), elle surveillait au moins indirectement son Collège, prenait part à sa vie intérieure, s'y intéressait beaucoup, et ce ne fut pas la faute du Bureau, s'il ne devint pas plus prospère.

Quant au corps municipal, il ne manifesta plus extérieurement son intervention dans les affaires du Collège que de loin en loin, en d'assez rares cir-

(1) Lettre à M. Rousselot, déjà citée.

(2) MM. Houzé et Bultel. M. Houzé fut membre de l'Académie d'Amiens ; M. Bultel était avocat au Parlement et commissaire du bailliage. Tous deux furent choisis dans la première séance du Bureau, 7 mars 1763, par les six autres membres, Monseigneur de la Motte, évêque d'Amiens ; Messire Dufresne, seigneur de Marcelcave, lieutenant général du bailliage ; Messire Florent de Sacy, seigneur de Marcellet, procureur du Roi au bailliage ; Messire Morel, seigneur de Bécordel, conseiller au bailliage et maire en charge ; Maître Démery, avocat au Parlement et au bailliage, échevin ; Maître Alexis Prévost, principal du Collège. *Arch. Dép.* D. 3. f° 1.

constances. Il semble d'ailleurs que le nouveau Collège, à ses débuts, ait été accueilli avec défiance par les autres autorités. En effet, la première année, à la distribution des prix et à l'exercice qui la précédait, la Compagnie se trouva « en la place ordinaire qu'elle occupe en face des répondants, la *seule* de toutes les autres pareillement invitées » (1). Le chapitre, on le sait, s'était déjà abstenu plusieurs années avant le départ des Jésuites. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait continué à tenir la même conduite, après avoir perdu tout espoir de participer efficacement à l'administration du Collège. Mais si les autres corps firent de même, c'est sans doute parce qu'ils avaient vu d'un mauvais œil l'expulsion des Pères.

Un peu plus tard, le corps municipal, qui donnait les prix, réclama le droit de décerner le 1^{er}. Le principal céda, en dépit de « l'arrêt du Parlement, du 29 janvier 1765, portant que les prix seroient décernés aux écoliers par les principaux de Collège ». Il désirait en effet que « les officiers municipaux honoraissent ces exercices de leur présence... Il observa cependant qu'au cas qu'il se trouvât à l'exercice un corps qui eût la préséance sur le corps municipal, il conviendrait que le président du corps ayant la préséance décernât le 1^{er} prix (2) ». L'affaire en resta là : il est donc probable que les autres corps continuèrent à bouder le Collège.

(1) *Arch. Com.* BB. 86. f° 193, 30 juillet 1763. Cf. AA. 25. p. 18. Lettre de la ville, du 5 août 1763 : « De tous les corps invités à l'exercice, elle est le seul que sa complaisance pour les professeurs et son zèle pour exciter l'émulation y ait conduit : c'est ce qu'elle n'a jamais fait en pareil cas pour les ci-devant soi-disans Jésuites. »

(2) *Arch. Com.* BB. 91. f° 62, 24 juillet 1767, f° 116, 26 juillet 1768.

Du reste la ville eut plus d'une fois des attentions délicates pour les professeurs. Si elle refusa de les dispenser de la capitation et des droits d'octroi (1), comme elle l'avait fait pour les Jésuites, elle leur envoya plus d'une fois, comme aux différents corps et communautés ecclésiastiques, le jour de leurs fêtes, le vin de la ville, « les officiers municipaux ne pouvant faire un meilleur usage de l'autorité qui leur étoit confiée qu'en l'employant à encourager ceux qui cherchoient à se rendre utiles à la cité ». Cette générosité fut, au moins une fois, provoquée par le désir de récompenser surtout ceux des professeurs qui « venoient d'établir un nouveau pensionnat, qu'on avoit désiré jusqu'à présent » (2), dans l'intérêt du Collège.

Les rapports furent aussi des plus courtois entre la ville et le Bureau d'administration, et nous en trouvons la preuve dans le seul conflit qui faillit s'élever entre eux. La ville ayant, en 1781, autorisé l'évêque à prélever pour le soulagement des pauvres le produit des troncés d'une chapelle établie dans le cimetière Saint-Denis, le Bureau, de qui elle dépendait, fit entendre ses réclamations, et les officiers municipaux lui répondirent de la façon la plus conciliante, en proposant de s'en rapporter au sentiment de deux jurisconsultes qui étoient en même temps les conseils du Collège et de la ville : « Nous aimons toujours, disaient-ils, à nous rappeler que vous êtes nos coopérateurs et nos associés dans la partie la plus importante de l'administration pu-

(1) *Arch. Com.* AA. 25. p. 18. Lettre à M. de L'Averdy, 5 août 1763.

(2) *Arch. Com.* BB. 91. f° 6, 6 décembre 1765.

blique. C'est avec ces sentiments, et d'après le principe sur lequel ils sont fondés, qu'il convient que vous, et nous, nous conduisions toujours dans tout ce qui regarde le Collège. » Ils ne voudraient donc pas porter préjudice aux droits du Bureau, qui sont aussi les leurs (1).

(1) *Arch. Com. AA.* 29. Lettre du 2 juillet 1781.

CHAPITRE SIXIÈME

Administration du nouveau Collège

La question du pensionnat

Le Collège à peine restauré se heurta d'abord, on l'a vu, à l'hostilité plus ou moins ouverte des Jésuites et de leurs partisans. Les Pères ou leurs amis semblent même avoir excité les écoliers à insulter dans la rue les professeurs nouveaux, avant qu'ils fussent logés au Collège (1). Mais ce sont là des causes passagères d'insuccès. Si, par une bonne et sage administration, le nouvel établissement avait mérité la confiance des familles, il l'eût gagnée assez vite.

Or, ce fut le contraire qui arriva. Nous ignorons quel était le nombre des écoliers, quand le Collège fut enlevé aux Jésuites. On n'en comptait sans doute plus 1400 ou 1500, comme en 1629, mais il devait être encore considérable. Nous savons en revanche combien le Collège en eut entre 1764 et 1787. Leur nombre n'atteignit pas 550 dans les années les plus prospères (2).

(1) « Ils se plaignoient de n'être pas logés dans le Collège, de ce que la trop grande communication des Ecoliers avec les anciens maîtres nuisoit au bien et de ce qu'ils étoient exposés à des insultes en chemin pour se rendre à leurs classes ». *Recueil de Pièces pour l'Histoire des Jésuites*, t. I, p. 113 et suivantes. — *Compte rendu aux Chambres assemblées par M. de l'Averdy...*

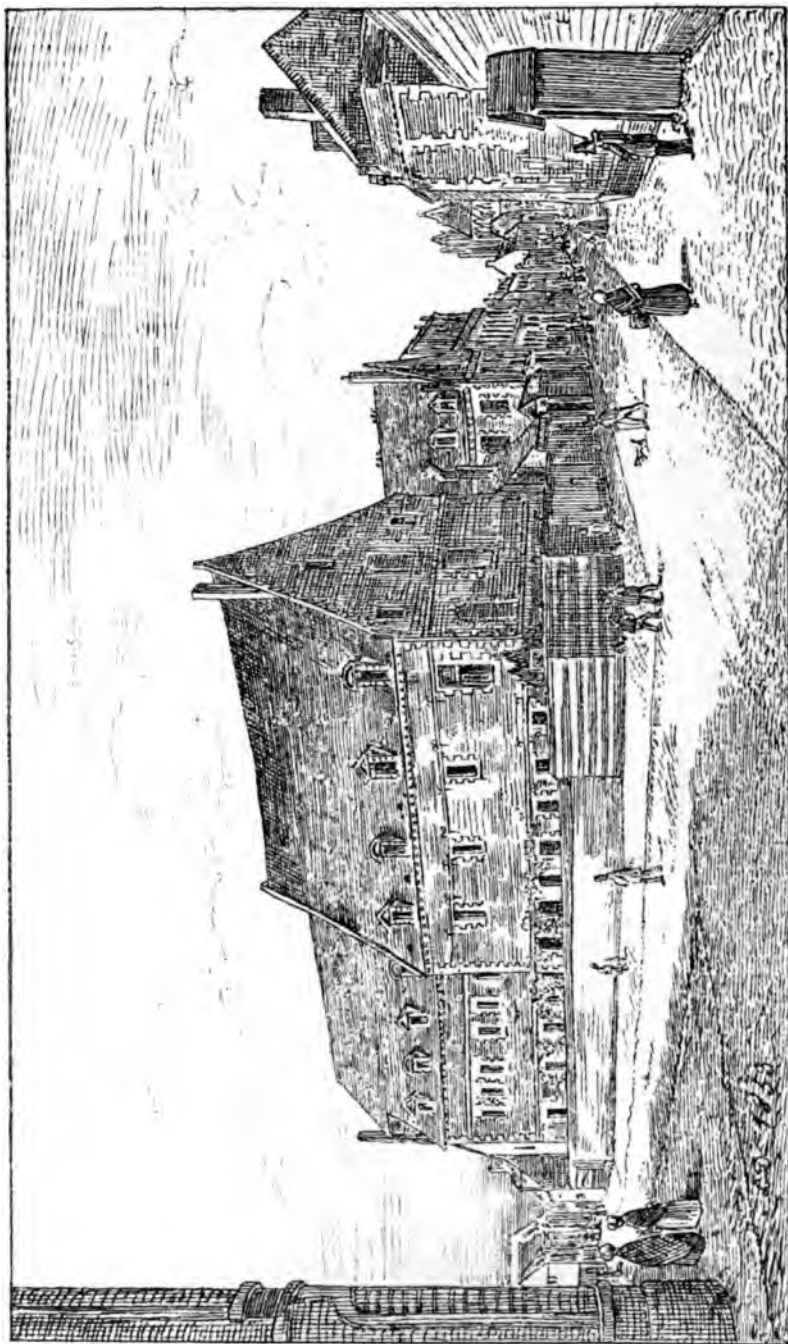
(2) En 1764, le cours de théologie n'étant pas encore institué, il

La ville attribua toujours ce fait à l'absence de pensionnat au Collège, et elle avait en partie raison. Mais les Jésuites n'en avaient pas d'ordinaire dans leurs maisons, et n'en eurent jamais à Amiens, (1) ce qui n'avait pas empêché leur succès. De nombreux maîtres de pension établis dans la ville gardaient en général chez eux les écoliers encore jeunes, les conservaient même parfois jusqu'à la fin des études, mais le plus souvent les envoyaient au Collège, au sortir de l'enfance, pour y faire leurs classes (2). Ce régime subsistait encore il y a une cinquantaine d'années au Lycée d'Amiens. Il donnait satisfaction aux familles qui, pour diverses raisons plus ou moins fondées, ne voulaient pas que leurs enfants fussent pensionnaires au Collège. Cependant la ville

y avait au Collège 315 écoliers ; en 1771, 414 ; en 1774, 525, ainsi répartis : théologie, 47, physique, 27, logique, 62, rhétorique, 53, seconde, 52, troisième, 60, quatrième, 69, cinquième, 81, sixième, 74 ; en 1775, 526 ; en 1776, 446, dont 8 seulement en théologie, 61 en physique et 29 en logique ; en 1777, 449, dont 23 en théologie, 38 en physique et 60 en logique ; en 1778, 430 ; en 1779, 455 ; en 1780, 469 ; en 1781, 448 ; en 1782, 475 ; en 1783, 459 ; en 1784, 409 ; en 1785, 480 ; en 1786, 485 ; en 1787, 447. — Ces chiffres sont empruntés, sauf pour les années 1764 et 1771, aux Comptes du Collège, cités dans l'Introduction. Les deux premiers sont tirés des *Arch. Dép.* D. 8. (Liasse) 6^e mémoire, qui renferme aussi les années 1780 (474), 1781 (491), 1782 (463), 1783 (486). Ces chiffres diffèrent de ceux des Comptes, qui nous ont semblé devoir être plus exacts.

(1) *Documents pour servir à l'histoire des domiciles de la Compagnie de Jesus dans le monde entier, de 1540 à 1773*, collationnés par le P. A. Hamy S. J. (Paris, Al. Picard, s. d.), p. 13.

(2) *V. Annonces Affiches et Avis divers de Picardie*, 19 novembre 1770, 18 avril 1772, 13 mars 1779.



Vue de l'ancien Collège (rue des Jacobins et rue du Collège).



n'avait pas tort de penser qu'un pensionnat bien dirigé eût aidé à la prospérité de cet établissement. Elle le vit s'établir successivement dans les villes voisines d'Artois et de Picardie, Arras, Abbeville, Péronne (1).

Mais d'autres motifs, et des plus graves, nuisirent au succès de son Collège. Il était pourtant institué dans les meilleures conditions possibles, et avait tous ses organes essentiels. C'était un collège de plein exercice : le personnel, au complet, comprenait un principal, deux professeurs de théologie, deux de philosophie, un de rhétorique, un régent (2) de seconde, un de troisième, un de quatrième, un de cinquième, un de sixième (3), lequel n'existait pas partout, même chez les Jésuites. Il est vrai que le sous-principal ne fut nommé qu'au bout de onze ans, mais il était peu nécessaire, vu le petit nombre des pensionnaires (4).

Les professeurs furent, au début, au moins dans les hautes classes, des hommes de mérite, comme Delille, Sélis, Caboché, Gossart. Mais l'abbé Monin, principal, qui de 1763 à 1790, c'est-à-dire pendant

(1) V. *Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 5 novembre 1777, 28 novembre 1778, 20 mai 1780, 31 mars 1781.

(2) Il peut sembler étrange de voir cette double appellation appliquée souvent comme au hasard au personnel enseignant d'un même Collège. Cependant les Lettres patentes du 21 mai 1763 établissent une distinction entre ces deux termes : le mot professeur désigne les maîtres chargés de la philosophie et de la rhétorique, — les classes de théologie n'étaient pas encore instituées à Amiens, — et le mot régent tous les autres. Cf. *Arch. Dép. D. 8.* (Liasse). 5^e mémoire.

(3) *Arch. Dép. D. 3. f^o 1 v^o*, 14 mars 1763.

(4) *Arch. Dép. D. 3. 1^o 86 v^o*, 18 février 1774.

presque toute sa durée, gouverna le Collège, était un esprit étroit et tracassier, un homme égoïste et sans autorité, non seulement sur les professeurs, mais même sur les élèves. Il fut pour sa bonne part le fléau, comme cela arrive parfois, de l'établissement qu'on lui avait confié. Cette mission exige en effet de rares qualités qu'il était loin de posséder. Il se plaisait en toutes circonstances à semer sournoisement la zizanie entre ses professeurs, le Bureau d'administration et les commissaires du Parlement.

Ajoutez à cela les embarras financiers où se débattit d'abord le Collège et qui ne furent pas non plus sans influence, dans les premières années, (1) sur le peu de stabilité du personnel, exposé, pour ce motif et pour d'autres, à de nombreux changements par départ volontaire, démission et même destitution. Les professeurs et régents étaient cependant bien rémunérés pour l'époque (2) et de plus logés gratuitement au Collège. Mais leurs honoraires étaient payés très irrégulièrement. « Le Collège, dit le Bureau d'administration en 1767, manque généralement de tout, les professeurs ne sont point payés depuis un an, il est dû au receveur une somme de 6000 et tant de livres. » 10000 livres sont alors envoyés au Collège pour régler ses dettes (3). Ailleurs,

(1) V. l'Introduction, où il est expliqué que de 1763 à 1767 le Collège ne toucha aucun revenu des bénéfices unis dont avaient joui les Jésuites.

(2) V. le chapitre VII.

(3) *Arch. Dép. D.* 3. f° 30 v°, 32 v°, 14 janvier, 7 avril 1767. Cf. *Arch. Com. BB.* 90. Registre aux délibérations des assemblées de notables, f° 51, 12 octobre 1767 : « Sur ce qu'il a été représenté que le Collège étoit en grand besoin d'argent, qu'il étoit dû plus de

c'est le sous-principal qui n'est pas nommé, faute de fonds, c'est un des deux avocats consultants du Collège qui n'est pas remplacé, par insuffisance des revenus, ce sont les livres de prix qui ne sont pas payés à temps (1). Tout cela empêchait le Collège de bien marcher à ses débuts.

Le mal le plus sérieux et le plus durable vint pourtant des dissensions intestines, des tiraillements perpétuels entre les professeurs eux-mêmes, entre eux et le principal, entre le Bureau d'administration et le Parlement (2). Le principal eût pu tout au moins essayer de vivre en bon accord avec son personnel, et ne pas oublier que toute maison divisée

1000 livres aux ouvriers, plus de 6000 livres au receveur pour avances, et le quartier échu des professeurs, il a été unanimement arrêté qu'il seroit écrit à Mgr le Procureur général et à M. Cochin pour leur représenter les besoins du Collège. » V. aussi *ibid.* Registres de Correspondance, AA. 25. 19 janvier 1767 : « Il est deu cinq quartiers d'appointements aux professeurs, qui eux-mêmes doivent jusqu'à leurs aliments. »

(1) *Arch. Dép. D. 3.* f° 55 v°, 4 août 1769, f° 65 v°, 1^{er} février 1771, f° 25, 19 juillet 1765.

(2) V. à ce sujet *Grandes Ecoles et Gens d'Eglise au Diocèse d'Amiens*, par l'abbé Dubourguet (1904). La citation qu'il fait des paroles de l'évêque de Langres (*Mémoires de l'Assemblée du Clergé, 1780*), confirme ce que nous disions dans notre thèse *De Collegio Ambianensi* (1902), et permet d'appliquer à tous les collèges, qui étaient dans le même cas, ce que nous pensions du nôtre :

« Le principal vice de l'administration actuelle des collèges est le défaut d'ensemble. D'une part, un Bureau composé de citoyens de diverses classes, de l'autre, un Principal, des professeurs qui n'ont presque pas de relations entre eux ; tantôt, c'est le Bureau dont les membres sont divisés entre eux, tantôt, ce sont les professeurs, le plus souvent, les professeurs avec le Principal. »

doit tomber en ruines. De leur côté les professeurs ne paraissent pas y avoir mis de bonne volonté. Recrutés de côté et d'autre, sans esprit de corps, s'attachant peu au Collège, ils semblent n'avoir eu la plupart qu'un désir, celui de le quitter au plus vite.

Le Bureau, qui avait tout pouvoir sur eux, ne les défendit peut-être pas assez contre les tracasseries et les abus de pouvoir du principal. Lui-même d'ailleurs, si on laisse de côté les froissements d'amour-propre, les inimitiés particulières, auxquelles certains de ces membres ne furent pas étrangers, ne put faire tout le bien qu'il voulait.

En apparence tout-puissant pour administrer le Collège à sa guise, il n'était pas libre de ses mouvements, et rencontrait d'un côté comme obstacle la résistance plus ou moins ouverte de certains professeurs, la force d'inertie du principal, de l'autre la surveillance parfois jalouse du Parlement, qui voulait l'enfermer étroitement dans la stricte observation des édits et règlements qu'il avait promulgués.

Une circulaire de Joly de Fleury (17 avril 1783) (1) demandait, par exemple, des éclaircissements pour les comptes à rendre par les commissaires du Parlement de tout ce qui a rapport à l'instruction et aux collèges. On y trouve huit questions auxquelles devaient répondre autant de mémoires. Ici, c'est de la pure comptabilité : il faut indiquer le « montant des charges relatives à l'instruction, honoraires des instituteurs et maîtres payés par le collège et autres dépenses annuelles ». Là, il s'agit au contraire de « la qualité des instituteurs, principaux, professeurs,

(1) *Arch. Dép.* D. 8. (Liasse).

régents ou maitres ». Les lettres patentes de mai 1763 exigent en effet que les maitres soient tous séculiers, et le Parlement tient à être renseigné là-dessus, plus encore que sur les charges pécuniaires. Il n'a pas fait expulser les Jésuites pour livrer la place à d'autres congréganistes.

Cet esprit d'hostilité ou tout au moins de résistance au clergé régulier, et même séculier, se manifeste en chaque occasion. Le Collège d'Amiens possédait un local, nommé la maison de Retraite, d'abord occupée par les Capettes, puis momentanément par un pensionnat, sous la direction du principal. Devenue libre, l'évêque d'Amiens, M. de La Motte, et son coadjuteur, M. de Machault, « voyant que cette maison ne remplissoit pas les vues du Roi par l'établissement d'un pensionnat, crurent devoir y suppléer — charmant euphémisme — en y établissant un hospice pour les écoliers de théologie », avec l'agrément du Bureau (1).

Mais, quand il fut question, un peu plus tard, d'installer dans cette maison un pensionnat pour les pauvres, tandis que les riches seraient logés au Collège, le commissaire du Parlement, M. Roussel de la Tour, rappela aux administrateurs qu'ils avaient outrepassé leurs droits, eux, les *tuteurs* d'un établissement public, en disposant de l'église et d'une partie des bâtiments du Collège. « Je respecte infiniment, leur dit-il, non sans ironie, ainsi que vous,

(1) *Arch. Dép.* D. 3. ¹o 84 v^o, 17 décembre 1773, ¹o 102, 4 octobre 1776, arrêt du Parlement du 7 septembre 1776, au sujet de la maison de Retraite. Cf. *ibid* D. 9. (Liasse). Mémoire à consulter, de Morgan et Duval, 5 octobre 1776.

Messieurs, les intentions pures, les motifs de charité qui ont déterminé de vertueux prélats à accepter cette cession. Mais de la part des cédants peut-on appeler charité celle qui se fait du bien d'autrui?(1). »

Le Parlement avait bien raison de s'opposer aux empiètements de l'évêque qui remettait ainsi en sourdine la main sur le Collège, bien que les droits de la ville eussent été définitivement affirmés lors du départ des Jésuites. Son immixtion dans cette affaire était des mieux justifiées, et son commissaire avait su allier la fermeté sur le fond à la courtoisie dans la forme.

Son successeur dans ces délicates fonctions, homme d'un grand mérite, le président Rolland, se montra moins accommodant et entama avec le Bureau une lutte dont il ne sortit pas vainqueur. La rigidité de ses principes et son caractère entier l'emportaient, il est vrai, un peu loin, même quand il avait raison.

Dans une longue lettre, où il énumère ses différents griefs contre le Bureau, (2) il rappelle aux administrateurs leurs devoirs et leurs droits, et les limites de leurs pouvoirs. Il s'étonne en effet de ne pas recevoir de lettres d'eux « relativement aux difficultés qui peuvent survenir dans leur administration », et qui pourtant ne manquent pas. Il a entendu à ce sujet les plaintes graves de ses confrères, confirmées par celles de leurs concitoyens.

« Vous croyez, Messieurs, leur dit-il, jouir d'une autorité illimitée ; vous expliquez, commentez à votre façon les arrêts et même les édits. Vous voulez con-

(1) *Arch. Dép.* D. 9. (Liasse). — Lettre du 15 octobre 1776.

(2) V. aussi le ch. VII.

centrer dans le Bureau l'autorité personnelle et propre au Principal. »

Rolland mettait ici le doigt sur la plaie. Dans l'organisation des Collèges ne dépendant pas des Universités, le Bureau était tout, et le principal rien. S'il figurait au nombre des administrateurs, il n'avait aucune autorité réelle ; on lui avait même adjoint⁽¹⁾ un des membres du Bureau, sans l'approbation duquel il ne pouvait rien faire. Cette direction à deux têtes était une source de malentendus, de conflits sourds ou éclatants. Il eût fallu, pour que le Collège n'en souffrit pas, un principal en même temps souple et ferme, assez intelligent pour mener le Bureau presque à son insu. Ce ne fut pas le cas à Amiens.

Le président, inspiré par l'abbé Monin, constate que le Collège ne jouit pas de la prospérité qu'il devrait avoir et en fait retomber la responsabilité sur le Bureau. Puis, d'un ton radouci, il ajoute :

« Au surplus, Messieurs, ce n'est ni comme membre du Parlement, ni comme chargé de votre collège que j'ai l'honneur de vous écrire : je dépose volontiers ces qualités pour ne vous parler qu'en citoyen. Communiquez-moi vos idées, vos difficultés, vos craintes et même vos plaintes. Vous me verrez y entrer avec l'intérêt d'un ami et la tendresse d'un père. Ne craignez pas que je veuille diminuer votre autorité. Je sçais les bornes qu'il lui faut prescrire, ou plutôt celles que la loi y met ; mais je sçais aussi que quelquefois, quoique très-rarement, il peut être nécessaire de fermer les yeux sur son extension.

(1) Edit du Roi, portant règlement pour les Collèges qui ne dépendent pas des Universités, art. XX.

J'observerai seulement que, dans ce cas, cette extension ne s'est jamais faite par aucun Bureau que du consentement et avec l'approbation du commissaire qui étoit chargé de ces collèges. »

Malgré cette attitude conciliante, il maintient donc ses droits et signale les faits les plus graves dont on lui a parlé :

« Le premier et le plus important de tous, parce qu'il m'empêche de connoître les abus, de vous rappeler la loi que vous enfrez et de vous mettre à portée de réparer les erreurs où vous tombez à ce sujet », c'est le non envoi de vos délibérations.

Il est certain que par ce fait même le Bureau affectait de vouloir échapper à tout contrôle, Mais Rolland étoit néanmoins renseigné. « On prétend, dit-il, que vous refusez au Principal la nomination, destitution et disposition du sous-principal. J'ai de la peine à le croire ; car ce droit lui est expressément accordé par l'*art. 18 de l'édit de février 1763* ; ainsi que par l'*article 57 de l'arrêt de règlement du 29 janvier 1765*. Le Bureau du Collège de Lille avoit formé la même prétention et se flattoit d'être plus heureux au Conseil qu'au Parlement. Il s'étoit adressé directement à M. le Garde des Sceaux, qui a désapprouvé sa conduite. »

Enfin, en cas de difficulté grave entre le principal et le Bureau, « il faudroit consulter le commissaire chargé de ce Collège. Il y a tout lieu d'espérer que sa modération rétablirait l'harmonie sans laquelle il est impossible de faire aucun bien (1). »

(1) *Arch. Dép.* D. 12. (Liasse). Lettre de Rolland aux administrateurs du Collège, 4 mars 1783. — Rolland, dans une autre lettre du

L'aveu est bon à retenir : les dissensions intestines étaient un obstacle invincible au bien du Collège. Supposons un Bureau moins usurpateur, un principal plus accommodant, un commissaire du Parlement parfait diplomate, comme le fut Le Rebours, successeur de Rolland, les choses n'auraient guère mieux marché. Le vice essentiel qui nuisait à la prospérité du Collège, c'était l'organisation même imposée à ces établissements sans chef unique (1), ayant à la fois le pouvoir d'agir et la res-

27 mai 1783, dit avoir reçu quelques délibérations. Cf. *Archives Nationales*, H. 1659, « deux pièces qui font extrait des délibérations du Bureau d'administration du Collège de la ville d'Amiens, et lettres à M. le Procureur général à lui envoyées en exécution de l'arrêt de la Cour du mois de mars 1783 et par lui déposées. » *Ibid.* Délibérations des trois derniers mois de 1784.

(1) Nous avons pu constater, après avoir écrit ces lignes, que certains contemporains avaient formulé à peu près le même jugement. Dans le *Procès-verbal de l'Assemblée générale du clergé de l'année 1780*, p. 792-793, se trouve l'Avis de la Commission, exposé par M^{sr} l'archevêque d'Arles, sur la situation de l'enseignement dans les Collèges. Le clergé, qui prétendait avoir un droit incontestable sur l'éducation, droit respecté en France depuis l'origine de la monarchie jusqu'à l'édit du mois de février 1763 (Mémoire de l'abbé de Robien), était d'avis qu'il était nécessaire de réformer l'éducation publique, mais que le remède général était difficile à trouver.

Fallait-il « soumettre à la loi de l'unité la police et la direction de tous les Collèges » ? Les uns « pensent que des maîtres particuliers et isolés, mais réunis par les liens de la vie commune sous les yeux et l'inspection d'un principal vigilant, perpétueront la génération des bons instituteurs ». — C'était l'essai que l'on faisait alors à Amiens et ailleurs. — Les autres « estiment que les Ecoles publiques ne fleuriront jamais d'une manière durable, qu'autant que l'enseignement sera confié à des Corps ». Ceux-ci « croient que des Communautés séculières formeroient, avec plus de

ponsabilité de ses actes. La responsabilité collective est un leurre. Aussi le Bureau ne s'émut-il pas outre mesure des griefs longuement énumérés par le président Rolland.

Ses membres lui répondirent en se plaignant respectueusement « des délations particulières » qui leur avaient « ravi sa confiance et son estime », et qu'il eût « presté l'oreille à des dépositions toujours suspectes, quand elles sont clandestines .. et toujours parties de la même source ». C'est le Principal qu'ils désignent, à juste titre, par là. Ils se défendent d'ailleurs d'avoir la prétention « de ne connoître aucune autorité supérieure (1) ».

succès, la jeunesse aux devoirs de Citoyens, que des Religieux morts au monde, et distraits par la pratique des observations monastiques ». Ceux-là « jeteroient volontiers les fondements d'une Congrégation nouvelle, uniquement destinée à ces fonctions utiles ».

Si on laisse de côté ces idées générales, qui nous ont paru mériter d'être signalées, parce qu'elles prouvent que le clergé de France étudiait la question avec assez d'impartialité, on voit par ce qui suit qu'il avait en tous cas très bien compris le vice de la situation nouvelle faite aux Collèges : « A l'égard des Bureaux créés par l'Edit du mois de février 1763, même variété d'opinions : ici l'on regarde leur existence comme le fléau nécessaire de l'administration régulière des Collèges ; administration qui ne sera bien assise que sur la ruine de ces Bureaux : là l'on ne seroit pas éloigné de les conserver, mais en refondant leur composition, en resserrant leurs pouvoirs et en donnant plus d'influence aux Corps Ecclésiastiques ; plus loin l'on forme des vœux pour que les Principaux acquièrent une autorité plus étendue sur les Professeurs, et que la révocation de ces derniers soit indépendante des formes judiciaires, sans pouvoir néanmoins s'en écarter arbitrairement. »

(1) *Arch. Dép. D. 12.* (Liasse). Projet de réponse du Bureau à Rolland (vers le 22 mars 1783). Il recevait les lettres de Rolland contresignées quinze jours après leur date.

Rolland riposta d'un ton sec, et les avertit que, « trop occupé pour pouvoir suivre les détails de leur collège (1) », il tâcherait, à l'occasion de la nouvelle répartition des collèges entre les membres du Parlement, « d'engager quelqu'un de ses confrères à s'en charger ».

Le Bureau répliqua vivement en se plaignant de « la volonté arbitraire d'un supérieur que la science et les mœurs ont pu appeler au gouvernement du collège, mais que le caractère haut, vif et bouillant, y rend très-peu propre, en indisposant successivement tous les membres du Bureau aussi bien que les professeurs et leurs élèves (2) ». C'est d'ailleurs lui qui est l'instigateur de la lettre de Rolland.

Celui-ci, fatigué de cette lutte où il avait le dessous, annonça alors aux administrateurs que le président Le Rebours était chargé de leur Collège, « mais, ajoute-t-il, ce changement n'en apportera aucun aux principes d'après lesquels notre correspondance a été établie, aucun de nous n'agit et n'écrit que conformément à l'avis de tous (3) ».

C'était, en se retirant, lancer la flèche du Parthe à ses adversaires. Le nouveau commissaire, bien accueilli par le Bureau, se montra d'ailleurs plus courtois et moins cassant que son prédécesseur (4). Mais ce changement de personne n'aplanissait pas les difficultés pendantes. Le principal et le Bureau

(1) *Arch. Dép. D. 12.* (Liasse).

(2) *Arch. Dép. D. 12.* (Liasse). Projet de réponse du Bureau (vers le 21 mai 1783).

(3) *Arch. Dép. D. 12.* (Liasse). Lettre de Rolland, du 27 mai 1783.

(4) *Arch. Dép. D. 12.* (Liasse). Lettre du Bureau à Le Rebours, vers le 1^{er} juin 1783, réponse de celui-ci, 3 juillet 1783.

étaient en hostilité ouverte, et une question des plus importantes, depuis longtemps agitée, n'avait pas encore reçu de solution satisfaisante et ne devait pas en recevoir.

La ville et le Bureau, où ses intérêts et ses vues étaient largement représentés, désiraient vivement qu'on établît un pensionnat dans le Collège : c'était, selon eux, la condition indispensable du succès. Un an s'était à peine écoulé depuis leur installation que les administrateurs disaient : « L'unique moyen d'augmenter le nombre des étudiants dans le Collège et lui donner un nouveau lustre seroit d'établir un pensionnat pour le bien de la ville et de la province, — notez ce dernier point, — conformément au projet d'articles envoyé par M. le procureur général (1) ».

Le but à atteindre était clairement indiqué. Aussi l'année suivante, quelques professeurs, habitant le Collège, ayant déjà chez eux plusieurs pensionnaires, il est décidé que le pensionnat sera formé par le principal seul, et que les professeurs pourront transférer leurs pensionnaires dans la maison vulgairement appelée la maison de Retraite (2). C'était un bâtiment, dépendant du Collège, qui servait déjà aux Capettes et qui servira aussi aux écoliers de la campagne, trop pauvres pour payer une véritable pension.

Le principal, jaloux de ses professeurs, voulait

(1) *Arch. Dép. D. 3.* f° 10 v°, 27 mars 1764. Les Oratoriens eurent au XVIII^e siècle un pensionnat à Troyes. V. *L'Enseignement secondaire à Troyes du Moyen-Age à la Révolution*, par G. Carré, (Paris, Hachette, 1888), p. 136 et 142.

(2) *Arch. Dép. D. 3.* f° 12, 4 janvier 1765.

en réalité les empêcher d'avoir chez eux des élèves, et, par une singulière inconséquence, ne fit rien pour établir sérieusement son propre pensionnat, qui subsista d'abord en même temps que celui des professeurs (1). Après avoir chassé leurs pensionnaires du Collège même, il réussit un peu plus tard à leur faire interdire par le Bureau de fonder un pensionnat rival du sien, qui n'existait à peu près que sur le papier, et cela, par ce motif que les « pro-

(1) V. *Almanach de Picardie*, 1765, p. 281, à la suite de l'un de l'autre, les Prospectus de la Pension de M. le Principal, et de la Pension de MM. les Professeurs du Collège. Ce dernier est une véritable réclame opposée à la précédente, qui est beaucoup plus simple.

Pension de Messieurs les Professeurs du Collège. Extrait de l'*Année Littéraire* de M. Fréron, n° 29, 1764 : « De tous nos Collèges de Province celui d'Amiens est, sans contredit, un des mieux composés. Il y a trois Professeurs de ma connaissance, tous trois élèves de l'Université de Paris (*les autres le sont aussi*), tous trois d'un d'un mérite distingué ; M. Gossart..., M. l'abbé de Lille..., M. Sélis. Ces Professeurs se sont réunis avec leurs Confrères... pour former en commun un Pensionnat. » — Ce qui suit est de l'*Almanach* : « Un avantage particulier à cette maison, c'est que les Pensionnaires sont, en classe et hors de classe, sous les yeux des mêmes Maîtres, par conséquent toujours dirigés par les mêmes principes. Les caractères sont mieux connus, les devoirs mieux corrigés par le Professeur qui les a donnés lui-même, et les succès plus assurés par la réunion des lumières et des secours. On sent quelle supériorité cette Maison doit avoir sur celles où les Disciples seroient confiés à des Maîtres subalternes, peu connus, peu expérimentés dans l'art si difficile de gouverner la Jeunesse, et qui souvent même, ayant fait des études médiocres en Province, ne peuvent que donner des mauvais principes de goût, et communiquer une prononciation vicieuse. » La pension était de 330 livres, et celle du principal de 300 seulement, mais avec certaines charges aux frais des parents.

fesseurs se doivent entièrement à leur classe et à l'enseignement des écoliers qui leur sont confiés (1) ».

Grave question soulevée ici en passant. Le système tutorial, pratiqué avec succès en Allemagne et en Angleterre par les professeurs, prouve qu'on n'y a pas éprouvé les mêmes scrupules. Cependant on peut se demander si le professeur, hébergeant, nourrissant des écoliers chez lui, tirant un profit, d'ailleurs légitime, de cette situation, ne peut être amené, sans le vouloir, par ce surcroît de besogne à négliger un peu sa classe et à devenir avant tout un commerçant, comme il arrive aux principaux qui ont un collège à leur compte. On voit bien ce qu'il y peut gagner en aisance, mais n'y perd-il pas en dignité, en autorité sur ses élèves et en considération auprès du public ?

En 1768 on songea à aménager la maison de Retraite « pour y loger des écoliers de campagne », (2) qui y pourraient « vivre comme dans les maisons particulières et recevoir les denrées qu'ils ont coutume de tirer de leurs familles ». C'eût été en réalité une pension tenue par le principal, sous les auspices de l'évêque, en vue de préparer « de bons ministres à l'Eglise ». (3) Enfin, comme au bout de neuf ans, le

(1) *Arch. Dép.* D. 3. 51 v^o, 7 avril 1769.

(2) *Arch. Dép.* D. 3. f^o 48, 2 décembre 1768.

(3) V. *Almanach de Picardie*, 1768, p. 251 et 255. Pension pour les Ecoliers de la Campagne, dans la maison de Retraite, dépendance du Collège d'Amiens : « L'expérience fait tous les jours connoître que grand nombre de sujets de la campagne, nés avec des dispositions heureuses, ne font point dans le Collège les progrès qu'on pourroit en attendre, parce que la plupart sont exposés à des occasions dont le moindre danger est la perte du temps,

pensionnat, « cet établissement si désirable, n'avoit pu se soutenir, quoique tenté à plusieurs reprises », le Bureau décida de louer la maison de Retraite au profit du Collège et de transférer dans celui-ci les Capettes qui s'y trouvaient encore (1). Alors se produisit l'incident auquel nous avons fait allusion plus haut.

L'évêque et son coadjuteur ayant demandé la jouissance de cette maison pour y « faire retirer les écoliers de campagne qui se trouvent épars dans différentes maisons de particuliers de la ville, et ce pour veiller plus exactement sur leurs mœurs (2) », le Bureau y consentit. Aussi arriva-t-il bientôt que, de l'aveu des prélats et du principal, des étudiants en théologie « s'introduisirent dans les bâtiments du pensionnat avec les Capettes — qui y étaient restés avec les écoliers de campagne — sans y avoir été autorisés par aucun titre légal (3) », et le Parlement les en expulsa, afin de laisser les bâtiments libres pour le pensionnat qui devait y être établi.

Le Bureau protesta de ses bonnes intentions. Il avait en effet voulu établir, par la mesure précédente, deux pensionnats, l'un pour les Capettes et les écoliers de la campagne, dans la maison de Retraite, l'autre, pour les écoliers plus riches, au Collège. « Les écoliers de campagne, appartenant à

presque toujours irréparable pour les études... » L'évêque avait envoyé une lettre aux curés en faveur de ce prospectus.

(1) *Arch. Dép. D.* 3. f° 82 v°, 6 août 1773.

(2) *Arch. Dép. D.* 3. f° 84 v°, 17 décembre 1773.

(3) *Arch. Dép. D.* 3. f° 102, 4 octobre 1776. — Arrêt du Parlement, du 7 septembre 1776.

des parens peu fortunés, se trouvoient répandus chez différens petits particuliers de la ville, exposés à tous les dangers de la dissipation et du mauvais exemple. » Il était donc utile de leur ouvrir un asile où ils ne paieraient que 100 livres de pension, « les prélats payant le surplus de la dépense nécessaire(1) ». Cette préoccupation honorable de sauvegarder les mœurs des pauvres écoliers hante l'esprit du Bureau et des officiers municipaux(2). Le Parlement, pour ne pas tolérer l'ingérence de l'évêque dans les affaires du Collège, empêcha ce pensionnat des pauvres de réussir. Alors un échevin, membre du Bureau, proposa de transférer de la maison de Retraite dans le Collège les deux seuls écoliers Capettes qui s'y trouvassent encore, « parce qu'il

(1) *Arch. Dép. D.* 3 ^o 103 v^o, 4 octobre 1774.

(2) Compte rendu par M. de l'Averdy, 15 mars 1763 : « Les officiers municipaux observent que plus de la moitié des écoliers du Collège sont de la campagne, fils de laboureurs assez aisés pour les y envoyer, mais pas assez pour les mettre dans de bonnes pensions. Ils se logent chez les gens du peuple qui les nourrissent grossièrement, et couchent plusieurs dans la même chambre. Ce dernier objet excite la sollicitude des officiers municipaux qui voudroient pourvoir à la conservation de leurs mœurs et de leur éducation. L'unique moyen de remédier à ces inconvénients est, suivant les officiers municipaux, d'achever les bâtimens de retraite pour pouvoir les y loger, les y nourrir frugalement au même prix qu'ils paient à leurs hôtes et y veiller à l'emploi de leur temps. » Cf. Douarche, *l'Université de Paris et les Jésuites*. Au xv^e siècle furent créés des pensionnats ou pédagogies pour réformer les mœurs des externes. Les Collèges reçurent aussi des internes et devinrent des lieux d'études. V. aussi Carré, *l'Enseignement secondaire à Troyes*, p. 177. Les externes recueillis chez les logeurs (*hospites*), mal surveillés, livrés à leurs mauvais penchans, étaient très mal notés. « *Vino dediti cauponam olent.* »

étoit dangereux de laisser ces jeunes gens abandonnés à eux-mêmes dans une maison isolée (1) ».

Toutes les tentatives pour établir un pensionnat, ou même deux, au Collège, avaient donc échoué misérablement jusque-là. On était à la fin de 1776. Neuf années s'écoulèrent encore, sans que la situation se modifiât sensiblement. Le principal, laissé libre d'établir son pensionnat au Collège ou dans la maison de Retraite (2), l'ouvrit seulement en 1781, par crainte de la concurrence, et n'aboutit qu'à avoir, en 1783, 10 pensionnaires et 24 demi-pensionnaires, bien que les bâtiments à trois étages pussent contenir 60 pensionnaires (3). En 1785, « à raison de sa santé », il remit même aux familles leurs enfants, et le Bureau, à bout de patience, décida (4) de donner, gratuitement ou non, la maison de Retraite, restaurée à grands frais, « à un ou deux professeurs du Collège, ou à tels autres

(1) *Arch. Dép.* D. 3. f° 105, 8 novembre 1776.

(2) *Arch. Dép.* D. 3. f° 113, 17 octobre 1777. Cf. D. 9. (Liasse). Boistel, ancien administrateur du Collège, écrivait, le 12 décembre 1776 : « Le Principal trouvera peut être le moyen, dans le cours de l'année, d'avoir quatre ou cinq pensionnaires qu'il ne manquera point d'annoncer comme un pensionnat qui commence à se former. »

(3) *Arch. Dép.* D. 3. f° 138, 1^{er} juin 1781. Extrait de la lettre du président Rolland, du 12 avril : « Il n'est nullement nécessaire que le Principal se joigne aux professeurs pour tenir le pensionnat, ils le peuvent seuls ; s'ils ne sont pas en état d'en faire les avances non plus que le Bureau, je suis persuadé que votre (*sic*) se prêterait volontiers à avancer des fonds, enfin on pourroit faire un emprunt et le Parlement se prêteroit à homologuer votre délibération pour cet emprunt. » Cf. D. 8. (Liasse). 6^e mémoire.

(4) *Arch. Dép.* D. 3. f° 171, 7 octobre 1785.

ecclésiastiques qui seront jugés par l'administration les plus capables de tenir une pension ». Mais il avait compté sans les manœuvres tortueuses du Principal, qui excita le Parlement contre lui et tâcha d'empêcher l'application de cette mesure.

Ce n'est pas que les commissaires du Parlement fussent hostiles en principe au pensionnat. Tous au contraire s'y montraient des plus favorables. Roussel de la Tour avait bien, en 1776, protesté énergiquement contre la cession à l'évêque d'une partie des bâtiments du Collège, mais il aurait voulu le voir prospérer, et croyait à la nécessité d'un pensionnat pour arriver à ce but. « Tandis que les plus petites villes, dit-il, ambitionnent d'avoir un collège et un pensionnat et de les porter à leur perfection, qu'il ne soit pas dit que le collège d'une ville épiscopale, de la capitale d'une province qui fut de tout temps citée pour les dons de l'esprit et l'aptitude aux sciences, enfin qu'un des plus riches collèges demeure dans un état d'imperfection. »

Après ces flatteries adressées à l'amour-propre des administrateurs, il donne de curieuses raisons en faveur du pensionnat :

« L'éducation publique n'est complète qu'autant qu'une sage distribution pourvoit à tout, que tous les enfants rassemblés avec tous les maîtres dans une église qui leur soit propre, où le public ne soit point admis et ne leur offre aucun objet de distraction, de curiosité ou de scandale, assistent aux offices divins et reçoivent les instructions et les exemples d'une piété solide et du recueillement que le lieu exige ; qu'à même réfectoire avec tous leurs maîtres

ils apprennent à vivre avec honnêteté, propreté et tempérance, qu'en tout tems de jour et de nuit, en classes, à la récréation, à l'étude et aux promenades, la vigilance de leurs surveillants protège l'innocence de leurs mœurs, redresse leurs caractères, cultive leurs talents, et que leur nombre et leur concurrence entretiennent également l'émulation et des maîtres et des élèves. C'est ce qui ne se trouve réuni que dans un fort pensionnat (1). »

Evidemment ce janséniste comprend l'éducation comme les Jésuites, le Collège est à ses yeux une espèce de couvent : il ne tient pas à ce que les écoliers fréquentent le monde ni même leurs familles. A-t-il tout à fait tort ? Les enfants gagnent-ils toujours à être élevés par des parents qui négligent leurs devoirs envers eux, et la maison paternelle est-elle toujours un lieu d'édification, de recueillement et d'étude ? (2) La bourgeoisie d'alors avait-elle plus qu'aujourd'hui le loisir ou la volonté de s'occuper de ses fils ? Dans un pensionnat bien tenu, l'éducation et l'instruction sans cesse dirigées et surveillées n'ont rien à perdre.

Le modèle que Roussel de la Tour propose d'ail-

(1) *Arch. Dép. D. 9.* (Liasse). Lettre de Roussel de la Tour aux administrateurs du Collège, 15 octobre 1776.

(2) Un ancien professeur de l'Université a dit : « Le plus dange-reux abus est celui de la dissipation et des rapports trop fréquents que les jeunes gens ont avec la grande société : ils vont trop sou-vent dans la maison paternelle. . On les mène aux bals, aux prome-nades publiques, aux spectacles. . L'enfant qui sort de ce paradis de délices ne trouve plus qu'un enfer dans sa maison d'étude. » — Geoffroy. *Cours de Littérature dramatique*, t. VI, p. 397. Préjugés sur l'Education, 17 fructidor an XII (4 septembre 1804).

leurs d'imiter, au moins pour quelque temps, est le collège de Louis-le-Grand, et il indique, dans le détail, toute une organisation du pensionnat que l'on peut comparer, sauf en ce qui concerne les maîtres, à ce qui se passe encore ou devrait se passer de nos jours :

« Avertissez, dit-il, le public par une petite annonce que vous veillez immédiatement au traitement des pensionnaires, ce qui ne peut manquer d'exciter la confiance des parents. Fixez les pensions à un prix tel qu'il n'y ayt rien à perdre pour le collège et rien d'excessif qui éloigne les père et mère. Fixez même des demies-pensions en faveur des enfants moins aisés qui viendroient passer la journée et dîner, et s'en retourneroient souper et coucher chez eux... Nommez les médecin et chirurgien que vous choisirez et qui ont la confiance publique, avec des appointements convenus pour veiller exactement à l'entretien et réparation des santés de tous ceux qui composeront le pensionat. » Il demande même « une infirmerie spéciale pour les maladies contagieuses telles que la petite vérole et autres (1) ».

Tout cela était très sage. Le pensionnat était en effet indispensable, comme il l'est encore, pour les boursiers et les écoliers de la campagne, qui ne pouvaient payer une pension suffisante chez des particuliers capables de les bien surveiller, à supposer que l'on en eût trouvé, ce qui n'est pas chose facile en France, même aujourd'hui.

Mais tous ces beaux conseils ne servirent de rien.

(1) *Arch. Dép.* D. 9. (Liasse). Lettre de Roussel de la Tour aux administrateurs du Collège, 1^{er} octobre 1777.

La bonne volonté des administrateurs se heurta à la force d'inertie du principal, qui trouvait son avantage à n'avoir pas de pensionnat sérieux et mettait son plaisir à empêcher ses professeurs d'en créer un à sa place. Huit ans s'étaient passés depuis que Roussel de la Tour avait essayé de faire vivre le pensionnat, et il n'avait fait que végéter. Le président Rolland lui avait succédé comme commissaire du Parlement et avait à son tour cédé la place à Le Rebours.

Les officiers municipaux, poussés à bout, et voulant appuyer la délibération prise le 7 octobre 1785 par le Bureau, qui ne pouvait parler aussi librement qu'eux, en vue de l'établissement d'un pensionnat, si utile à la cité et à toute la province, adressèrent leurs plaintes le même jour à Rolland et Le Rebours (1).

« Le principal du Collège, écrivent-ils à Rolland, y apporte seul obstacle : il n'est animé ni de l'amour du bien public, ni du zèle de sa place ; un seul objet est son mobile, c'est de se perpétuer dans la jouissance d'une grande maison et d'un grand jardin appartenant au Collège, qu'il s'étoit fait céder et approprier, sous prétexte d'un établissement d'un pensionnat. »

Mêmes doléances dans la lettre à Le Rebours, où les faits sont repris de loin et racontés par le menu. On y lit, ce que nous savons déjà, que le Collège, qui aurait pu avoir « au moins 200 pensionnaires », n'en eut jamais que 7 ou 8 et « resta fermé pendant près de quatre ans ». Les administrateurs dépensè-

(1) *Arch. Com. AA. 30* (Registres de correspondance) f^o 194, 195.
Lettres du 14 octobre 1785.

rent ensuite plus de 10000 l. pour mettre la maison de Retraite à usage de pensionnat, mais cette seconde tentative fut aussi infructueuse que la première. Et pourquoi ? Par « le défaut de soins dans les détails intérieurs de l'administration domestique du pensionnat », et aussi par « le défaut de cet esprit de gouvernement, si nécessaire pour diriger et former la jeunesse ».

Incapacité et mauvaise volonté, dictée par la cupidité, telle est la double accusation portée contre le Principal : elle semble justifiée.

Rolland répondit-il à la lettre que lui avaient adressée les officiers municipaux ? appuya-t-il au moins leur demande auprès de son successeur Le Rebours ? Nous l'ignorons. Mais celui-ci leur répondit indirectement dans une lettre (1) au Bureau, dont ils s'étaient fait les interprètes.

Prenant d'abord avec mesure la défense du principal, qui l'était allé voir à Paris, comme il le déclare lui-même, il expose son argumentation : « S'il n'a pas mieux réussi, c'est parce qu'il a éprouvé de la part de Messieurs les Professeurs des contradictions, nuisibles au bon ordre dans le collège, et à la subordination des pensionnaires, et même des externes, envers le Principal. » Il rappelle ensuite la délibération de 1769, « prise dans le temps avec une parfaite connoissance de cause, » qui interdisait aux professeurs d'établir un pensionnat, mais consent néanmoins à examiner la nouvelle proposition faite à ce sujet, et y fait des objections qui n'ont pas perdu de leur force : « Si on confie, dit-il, le pen-

(1) *Arch. Dép. D. 12. (Liasse). 3 janvier 1786.*

sionnat à un seul professeur, il est à craindre qu'il ne soit en but à l'envie des autres, qui pourront le croiser ; si on en charge plusieurs, il est difficile qu'un pareil établissement soit gouverné par plusieurs personnes, qui aient toutes une égale autorité. » D'ailleurs une pareille mesure, fût-elle bonne en elle-même, aurait le très grave inconvénient de faire perdre au principal toute considération et toute autorité dans le Collège. Il est bien évident en effet qu'on se figure mal un collège où le Principal serait, pour ses rapports avec les pensionnaires, à la merci de ses professeurs : il n'en est pas de même quand il s'agit de maîtres de pension, avec qui les rapports peuvent être parfois délicats, mais où le principal aura toujours le dernier mot, car après tout ce sont des étrangers et de simples logeurs, qui n'ont pas à s'immiscer dans les questions de discipline et d'enseignement.

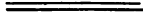
Mais, cette solution écartée, laquelle adopter ? Le Rebours en voit quatre : « l'une, où la dépense et la recette sont pour le Bureau d'administration : ce que, dit-il, je ne vous conseille pas de faire : il lui en coûte toujours plus qu'à un simple particulier ; l'autre, où le Principal, comme actuellement dans votre Collège, est chargé de tout ; la troisième, où c'est le Principal et quelques professeurs qu'il s'est associés ; et la quatrième, où ce sont des professeurs seulement : ce qui ne peut être que du consentement du Principal. Or, dans tous ces cas le Principal, en qualité de chef du collège, a toujours autorité sur le pensionnat. »

Un homme raisonnable ne pouvait, en principe,

conclure autrement. Mais la solution pratique, on ne la trouva pas. Le principal semblait disposé à s'associer avec quelques professeurs : « Il conserveroit ainsi son autorité de chef du Collège, et ils pourroient ensemble concourir au bien commun. » C'était une singulière illusion de penser qu'au point où en étaient les choses, le principal pourrait — ce qui serait presque impossible dans les conditions les plus favorables — s'entendre avec ses professeurs. Aussi le pensionnat ne fut pas organisé de nouveau. Le Rebours en effet interdit, à bon droit, aux professeurs, d'en créer un dans le Collège, et même au dehors : « Si Messsieurs les professeurs, conclut-il, ne veulent pas avoir le pensionnat avec M. le Principal, et qu'ils continuent à le priver de pensionnaires, soit en annonçant leur projet d'avoir des pensions particulières, soit en ayant des répétitions, » — ce qui n'est pourtant pas la même chose, — « ils forceront, pour terminer toute discussion, à leur enjoindre de se conformer aux règlements qui leur défendent de s'occuper de pension, ni de répétitions; si on le tolère, ce n'est que lorsque cela n'a point d'inconvénients. »

Le Principal, quoique incapable, triomphait dans cette lutte et poussait sa victoire jusqu'au bout en suspendant cette dernière menace sur la tête des professeurs. En vain le commissaire du Parlement disait-il, pour finir sa lettre au Bureau : « Je ne puis trop, Messieurs, vous engager à mettre la paix dans votre collège; l'union entre M. le principal et Messieurs les professeurs est une chose essentielle, et pour leur mutuelle satisfaction, et pour le bien

de l'éducation ; personne ne peut sûrement y travailler avec plus de succès que vous. » La discorde avait toujours régné dans le Collège entre principal, professeurs, administrateurs, et ce n'est pas au moment où elle était à l'état le plus aigu que les bons conseils pouvaient produire quelque effet. Du reste les membres du Bureau n'étaient pas non plus exempts des faiblesses humaines, comme on le verra par leur conduite vis-à-vis des professeurs et des élèves.



CHAPITRE SEPTIÈME

Discipline du nouveau Collège : professeurs et écoliers

Même sans avoir de pensionnaires ni de répétitions, la situation des professeurs du nouveau Collège était bonne pour l'époque. Leurs traitements étaient au début, il est vrai, payés irrégulièrement, mais ils étaient assez élevés et finissaient par être soldés.

En 1762 ils avaient été fixés comme il suit : physique, logique, rhétorique, 1500 l., seconde, troisième, quatrième, 1200, cinquième et sixième (réunies), 1400. En 1763 quelques-uns avaient subi une diminution : philosophie (physique et logique séparées), 1400, rhétorique, 1400, seconde, troisième, 1200, quatrième, 1000, cinquième, sixième, 800. En 1768, les deux professeurs de théologie (création nouvelle) touchaient, ainsi que les deux professeurs de philosophie et celui de rhétorique, 1400 l., les professeurs de seconde et de troisième, 1200, de quatrième, 1100, de cinquième et de sixième, 1000 (1). Quant au principal, il recevait 1600 l. en 1768 comme en 1763, et le sous-principal, nommé seulement

(1) Les chiffres de 1768, qu'ils soient nouveaux (théologie), égaux ou supérieurs à ceux de 1763, furent définitivement fixés par les lettres patentes du 28 novembre 1767, portant règlement définitif pour le Collège d'Amiens.

en 1774, fut payé 1000 l. De 1768 à 1787 les traitements ne varièrent plus (1). Mais en 1789 le Bureau, « vu la cherté survenue depuis les lettres patentes du 28 novembre 1767 sur toutes les choses nécessaires à la vie », augmenta les honoraires du principal de 300 l., des professeurs et régents de 250, et du sous-principal de 200 (2).

Il leur avait d'ailleurs assuré depuis longtemps, en exigeant d'eux des services moins longs, des pensions émérites plus élevées que celles d'aujourd'hui, et des secours complémentaires en cas de besoin urgent. Dès l'ouverture du nouveau Collège, outre la pension fixée à 500 l. après 20 ans de services, il avait « statué qu'il seroit pourvû suivant l'exigence des cas à la subsistance des professeurs qui par une longue et notable infirmité deviendroient hors d'état de remplir leurs fonctions, et ce autant et si longtemps que l'infirmité dureroit (3) ». En 1781 il demanda au Parlement d'accorder à M. Bayard, professeur de troisième, « hors d'état de faire cette classe, vu son état de souffrances continuelles depuis plusieurs années,... une gratification annuelle de 300 l. au pardessus de la pension émérite fixée à 400 ou 500 l. », et le droit de garder son appartement au Collège. Rolland répondit que le désir du Bureau était fort juste et que « l'humanité, qui est la première de toutes les vertus, parloit pour le professeur soussigné (4) ». Un peu plus tard, à l'exemple du

(1) *Arch. Dép. D. 13. 14.* (Registres des comptes du Collège). D. 15. (Liasse, id.).

(2) *Arch. Dép. D. 3. f° 189 v°*, 13 février 1789.

(3) *Arch. Dép. D. 3. f° 3*, 22 mars 1763.

(4) *Arch. Dép. D. 3. f° 140 v°*, 3 août 1781.

Collège d'Orléans, et dans les mêmes termes, étant donné « que la pension émérite fixée par les lettres patentes du 29 novembre 1767 est bien insuffisante au moyen de l'augmentation considérable survenue sur toutes les choses nécessaires à la vie », le Bureau, voulant « engager MM. les professeurs à continuer leurs fonctions après les 20 années », décide d'accorder en sus une pension graduée à ceux des professeurs « qui pendant le temps de leur exercice auront rempli leurs fonctions à la satisfaction du bureau et du public et dont la santé leur permettra de les continuer ». En conséquence, après 20 ans les professeurs et régents auront, comme pension, la moitié de leurs honoraires, après 25 ans les cinq huitièmes, après 30 les six huitièmes, après 35 les sept huitièmes, après 40 le total (1). Plusieurs d'entre eux furent appelés à bénéficier de cette faveur, entre autres M. Bellegueule, professeur de philosophie, fixé en logique (2). On leur laissait même, à leur retraite, la jouissance de leurs logements au Collège, si « la situation des bâtiments le permettoit » (3). En effet les professeurs étaient logés au Collège, dans les meilleures conditions possibles (4), mais, par un reste de respect pour la discipline ecclésiastique, s'ils étaient mariés, ils ne pouvaient jamais y avoir avec eux leurs femmes ni

(1) *Arch. Dép. D. 3.* f° 153 v°, 4 juillet 1783, f° 155 v°, 16 janvier 1784. Cf. Tranchau, *Le Collège et le Lycée d'Orléans (1762-1892)*, Orléans, 1893.

(2) *Arch. Dép. D. 3.* f° 160 v°, 21 mai 1784. Cf. f° 182 v°, 3 août 1787.

(3) *Arch. Dép. D. 3.* f° 186, 23 septembre 1788.

(4) *Arch. Dép. D. 3.* f° 4 v°, 2 avril 1763.

leurs filles (1). C'était en réalité les exclure du Collège. Quant aux célibataires, prêtres ou laïcs, le règlement particulier de discipline fait par le Bureau leur interdisait d'introduire « dans l'intérieur du collège soit pendant la nuit, soit pendant le jour, aucunes femmes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, sous peine contre tous contrevenans d'être destitués et congédiés dudit collège, à l'exception des cas de maladie, où il pourra y entrer gardes-malade et proches parentes (2) ». Mais cette mesure draconienne ne paraît pas avoir été régulièrement appliquée, car, dix ans plus tard, le Bureau est obligé de rappeler que « tous ceux qui habitent le collège ne pourront y introduire aucunes femmes sous prétexte de besoins de la vie, mais qu'elles se contenteront de les débiter dans la loge du portier ». Cependant, les mœurs étant plus fortes que le règlement, il décida peu de temps après qu'il « vouloit bien tolérer que les principal et professeurs qui avoient des personnes du sexe pour les servir continuent à s'en faire servir, mais il est expressément défendu à M^{rs} les principal et professeurs de prendre à l'avenir aucune femme pour les servir sous quelques prétextes que ce soit (3) ».

Les lettres patentes de mai 1763 avaient ordonné « que les places de principal, régens et professeurs fussent remplies par des maitres séculiers », ce qui

(1) Règlement pour les Collèges qui ne dépendent pas des Universités, art. XXXIII, 29 janvier 1765.

(2) *Arch. Dép. D. 3.* f^o 6 et sq. Règlement pour la discipline du Collège, art. IV.

(3) *Arch. Dép. D. 3.* f^o 88 et 90 v^o, 6 mars et 7 octobre 1774.

permettait de les choisir parmi le clergé ordinaire ou les laïcs. Comment fut interprété cet ordre dans la pratique ? En fait les prêtres furent toujours en grande majorité à Amiens. Sans compter le principal, l'abbé Monin, et les deux professeurs de théologie, sur les huit autres professeurs, il n'y avait en 1783 que deux laïcs, Denamps, alors veuf, avec enfants, nommé au concours en 1770, et Penot, marié sans enfants (1), tous deux anciens maîtres de pension de la ville. Encore le dernier n'y était-il entré depuis peu que grâce à l'intervention de Rolland, qui l'avait fortement recommandé au choix du Bureau : « Je ne vois contre lui, écrivait-il, qu'une seule difficulté à objecter, sçavoir qu'il est laïc ; car je sçais que plusieurs personnes, notamment dans votre Bureau, désirent concentrer l'éducation entre les mains des ecclésiastiques : mais ce principe d'administration seroit aussi fautif que celui de les exclure. D'ailleurs il est littéralement contraire aux intentions du Roy. et l'article 33 du Règlement du 29 Janvier 1765, qui défend aux professeurs mariés d'avoir dans l'enceinte du collège leurs femmes et leurs filles, leur permet d'avoir leurs enfants mâles (2). »

On est heureux de voir un membre considérable du Parlement de Paris plaider ainsi l'un des premiers la cause de l'enseignement laïc. Son esprit large et libéral éclate d'ailleurs en toute occasion dans ses *Œuvres*. Non seulement il refuse aux réguliers la compétence nécessaire pour bien instruire

(1) *Arch. Dép. D. 8. (Liasse). 5^e mémoire.*

(2) *Arch. Dép. D. 11. (Liasse). Lettre du 29 juillet 1781.*

et élever la jeunesse, parce que « la profession religieuse » lui paraît peu « compatible avec les devoirs qu'impose l'éducation, et qu'un Religieux, nécessairement soumis à un régime particulier » et « en général plus attaché à son ordre qu'à sa patrie », ne « peut être choisi pour donner à ses concitoyens une éducation nationale », mais il n'admet pas « l'exclusion que le clergé veut donner aux maîtres laïcs », et cela pour d'excellentes raisons : « A qui persuadera-t-on que des pères de famille qui éprouvent un sentiment que n'a jamais du connoître un ecclésiastique seront moins capables que lui d'élever des enfants, et d'allier dans leur instruction la tendresse paternelle à la fermeté de l'instituteur ? (1) »

Mais on ne change pas du jour au lendemain les habitudes des familles, et la routine est difficile à déraciner. La lutte entre l'éducation laïque et l'éducation ecclésiastique n'est pas encore terminée : elle ne faisait que commencer au XVIII^e siècle. Aussi Rolland n'avait-il convaincu à peu près personne et se voyait-il obligé d'avouer qu'en 1783 il n'y « avoit pas dans tous les maîtres qui avoient remplacé les Jésuites un dixième qui ne fût pas ecclésiastique ». On vient de voir qu'il s'efforçait néanmoins de faire passer ses idées de la théorie à la pratique, et l'on doit lui en savoir gré.

En fait la présence constante de presque tous les professeurs au Collège, puisque la plupart n'étaient pas mariés et qu'ils y logeaient, coupait court à

(1) *Recueil des Oeuvres du président Rolland*. Paris, 1783, in 4°, p. 34 et 55. Cf. La Chalotais, *Essai d'Education Nationale*, 1763, p. 13 : Les religieux, « qui ne tiennent point à l'Etat, sont incapables d'instruire la jeunesse du royaume ».

l'objection la plus sérieuse que l'on ait faite à la substitution des maîtres vivant en famille, hors du collège, aux maîtres célibataires. Rolland n'eut pas à examiner la question de savoir si les professeurs, qui viennent seulement faire leur classe, « comme des maîtres de danse qui viennent donner une leçon », disait un contemporain (1), puis retournent chez eux, sans plus s'occuper de l'instruction ni surtout de l'éducation morale de leurs élèves, n'est pas une cause de faiblesse et d'infériorité pour les laïcs vis-à-vis des réguliers ou des prêtres séculiers.

Dans ces conditions les maîtres de l'Université, puisqu'il s'agit uniquement d'eux aujourd'hui, l'enseignement libre laïc ayant à peu près disparu, ne peuvent évidemment pétrir les âmes et les façonner à leur image dans un contact continu, comme le font leurs concurrents. Faut-il le regretter ? (2) Ce

(1) *Lettre d'un Professeur émérite de l'Université de Paris*, en réponse au R. P. D. V... , Religieux Bénédictin de Saint-Maur : *sur l'Education publique*, au sujet des Exercices de l'Abbaye royale de Sorèze (Bruxelles-Paris, 1777, in-8°), p. 28 : « Un principal et des professeurs réunis dans une même maison travaillent de concert à l'avancement des jeunes gens..... Qui doutera qu'un collège animé de cet esprit ne réussisse à tous égards bien autrement que celui où le principal restera isolé avec ses pensionnaires, tandis que les professeurs ne paraîtront qu'à l'heure de la classe, comme..... »

(2) V. *Pièces (imprimées) pour l'Histoire d'Amiens*, t. I, pièce 46 : Requête des Officiers du Bailliage à Nosseigneurs du Parlement. « Des logements sont-ils nécessaires pour la tenue d'un Collège ? Qu'importe pour les études que les Régens soient logés dans le Collège ou hors d'icelui, n'a-t-on pas l'exemple qu'à Paris il y a nombre de Collèges de plein exercice où tous les Régens ne demeurent pas ? Cela n'empêche pas que les classes ne soient exactement tenues, etc. ».

sont des âmes libres qu'il leur convient de former, et non des âmes serves. L'enseignement moral sans cesse répandu et semé dans l'esprit des écoliers, surtout dans les hautes classes, n'est-il pas une direction de conscience suffisante et qui porte ses fruits ? Il n'est pas vrai de dire que l'éducation manque dans nos collèges. Plus forte, plus virile, moins attachée à la forme et moins minutieuse, respectueuse de toutes les croyances et même de l'incrédulité, elle est la seule vraiment nationale, celle que souhaitait Rolland, sans prévoir sans doute au juste ce qu'elle pourrait devenir un jour.

Pour le moment, les maîtres devant rester à peu près les mêmes, c'est-à-dire presque tous des ecclésiastiques, on eut à s'occuper, après l'expulsion des Jésuites, d'improviser parmi les clercs des professeurs ou régents. L'embarras, on l'a vu, fut assez grand pour en trouver de vraiment capables. « On a été obligé, avoue Rolland, de choisir quelques gens médiocres ; mais plusieurs Collèges étoient composés de professeurs d'un mérite très distingué », (1) entre autres celui d'Amiens, qu'il cite en exemple. Après avoir pourvu aux premiers besoins, on prit d'ailleurs des précautions pour obtenir des maîtres qui ne fussent pas inférieurs aux Jésuites. On mit au concours la chaire de seconde, en exigeant deux compositions « en chaque faculté de prose et de vers », qui furent « examinées après les questions faites aux concurrents tant sur le grec que sur les différens auteurs, pour que les examinateurs ne puissent pas

(1) *Recueil des OEuvres*, p. 37.

se prévenir en faveur de qui que ce soit ». (1) On eut des gradués de l'Université de Paris, bacheliers, licenciés, docteurs, voire même agrégés, quand l'agrégation fut établie en 1766. Ainsi Roussel de la Tour demande au Bureau de décider « qu'à l'avenir il ne sera choisi pour remplir les places de principal, professeurs et régents qui viendront à vacquer, que dans le nombre de ceux, ou qui sont aggrégés de la Faculté des Arts ou qui auroient exercé des places de Maîtres de quartier dans le Collège de Louis-le-Grand, tous lesquels n'auront pas de peine à se conformer, (ainsy que les règlements l'exigent) aux usages de l'Université, y étant déjà accoutumés ». (2) L'Université de Paris est, dans l'esprit des commissaires du Parlement, le modèle à proposer aux collèges qui n'en dépendent pas. Une vacance s'étant, croit-il à tort, produite en philosophie, Roussel demande

(1) *Arch. Dép. D.* 3 f. 58, 22 décembre 1769, f. 60, 6 avril 1770 : « Le Bureau persiste à demander le concours », nonobstant une lettre de M. Talon, commissaire du Collège, du 15 de ce mois. Il s'appuie en particulier sur ce fait, « que le Parlement a ordonné au Bureau d'administration du Collège de Donquerque de procéder au concours le 12 janvier prochain pour pourvoir aux chaires vacantes ». — C'est ici la seule mention que nous ayons trouvée du rôle de M. Talon, en qualité de commissaire du Collège, d'Amiens. D'autre part, dans sa lettre au Bureau, du 4 mars 1783, (*Arch. Dép. D.* 12.) Rolland se dit chargé, depuis 1774, du Collège « en la place de M. Talon que nous avons eu le malheur de perdre pendant la Révolution de 1771 » (la suppression du Parlement par Louis XV). Or, en 1776 et 1777, des lettres de Roussel de la Tour prouvent que c'est lui qui est commissaire, et la première lettre que nous possédions de Rolland est de 1781.

(2) *Arch. Dép. D.* 9. (Liasse). Lettre de Roussel de la Tour, du 1^{er} octobre 1777.

qu'on « remplace le professeur par quelqu'un des docteurs agrégés des Arts, suivant l'objet et institution de cette aggrégation », et en adresse la liste aux administrateurs pour qu'ils soient « à portée de choisir entre tous,... et comme assurés de n'avoir que des sujets de distinction dont les talents ont été éprouvés par des examens sévères ». (1)

La vigilance du Parlement tendait donc à procurer au Collège d'Amiens de bons professeurs. Il est difficile de savoir au juste ce qu'ils valaient : nous verrons cependant plus loin (2) que l'un d'eux au moins, Reynard, professeur de physique, déploya beaucoup d'activité dans son enseignement et fut accessible aux idées nouvelles.

Mais, dès le début même, le Collège d'Amiens avait eu le bonheur de posséder, dit Rolland, des maîtres qui étaient devenus en 1782, l'un, Delille, professeur au Collège Royal, l'autre, Sélis, professeur d'humanités au Collège Louis-le-Grand, le troisième enfin, Caboché, principal du Collège de la Marche (3). Et pourtant, le Collège ne jouit pas, dit-il ailleurs, (4) « de tous les avantages et de la célébrité qu'il doit avoir. Les maîtres qu'on vous a envoyés en 1762 étaient d'élite. Tous ou presque tous ont été obligés de quitter, et plusieurs ont rempli depuis dans la capitale les premières chaires, et sont de différentes académies, même de l'Académie française ».

(1) *Arch. Dép.* D. 10. (Liasse). Lettre du 15 juin 1778.

(2) Ch. VIII.

(3) *Recueil des Œuvres*, p. 37.

(4) *Arch. Dép.* D. 12. (Liasse). Lettre au Bureau, du 4 mars 1783

Le talent ne manquait pas assurément aux Delille, aux Sélis, aux Caboché, pour bien faire leur classe. D'où vient qu'ils furent obligés de quitter le Collège ? (1) « Ils ont été, dit le Bureau, accueillis ici comme des hommes capables de se distinguer même dans la capitale du royaume. Le Bureau n'a jamais eu à leur reprocher (*sic*) que souvent pour se livrer aux Belles lettres, ils abandonnoient leurs classes, (2) qu'ils faisoient faire par des écoliers ; mais quand le Bureau leur en a parlé, ç'a toujours été avec la plus grande honnêteté, avec toute l'aménité possible. S'ils ont quitté, ce n'a été que parce qu'ils n'avoient accepté des places dans un collège de province que jusqu'à ce que leurs amis leur en eussent trouvé d'autres à Paris. »

Il était difficile de parer ce coup droit. Nous jugeons d'ailleurs tout naturel que Delille, Sélis et autres, qu'on était allé chercher à Paris, aient eu le désir d'y retourner. Mais ont-ils, comme le leur reproche le Bureau, négligé leur classe pour cultiver plus commodément les Belles-lettres ? Ils auraient ainsi manqué gravement à leur devoir professionnel, ce qui arrive parfois aux professeurs pressés de se distinguer et de mériter de l'avancement par l'éclat

(1) *Arch. Dép. D. 12.* (Liasse). Projet de réponse du Bureau (vers le 22 mars 1783).

(2) *Exposition raisonnée des principes de l'Université relativement à l'éducation*, par M. l'abbé Gosse, Professeur de Belles-lettres, (Paris, 1788), p. 104 : « On rencontre trop rarement parmi les professeurs, dit-on, des auteurs célèbres et de grands écrivains..... La Société doit s'en applaudir ; les classes en sont faites plus soigneusement ; c'est la preuve que les professeurs sacrifient leur gloire particulière à l'intérêt des jeunes gens. »

que répandent sur eux leurs travaux particuliers. Ces travaux du reste, pourvu que le professeur ne leur sacrifie pas la besogne courante, sont utiles aux maîtres, qu'ils empêchent de s'endormir dans la routine, et dont ils augmentent les connaissances et les lumières, au grand profit des élèves eux-mêmes. Le tout est de garder la juste mesure. Aucun témoignage précis ne nous apprend de quelle façon Delille et Sélis, par exemple, firent l'un, la seconde, et l'autre, la troisième, la seconde et la rhétorique successivement. Delille ne resta que cinq ans au Collège, mais Sélis y demeura onze années entières. Nous savons seulement que Delille fit en 1766 un discours de distribution de prix, sur *l'Education*, modèle de rhétorique fleurie, amplification dans le goût du temps, (1) qui permet de supposer qu'il était assez peu satisfait de ses élèves. Il ne semble pas avoir eu de difficultés avec le Bureau ni le principal.

Il n'en fut pas de même de Sélis, qui eut plus d'une fois maille à partir avec eux. En 1772, deux membres du Bureau, dont M. Houzé, administrateur-adjoint au principal, « à l'effet de veiller à la police intérieure du Collège » (2), demandent commu-

(1) V. *Œuvres* de Delille, (gr. in-8, Paris, 1834), p. 890. L'orateur, rappelant d'abord « les anciens principes au lieu d'inventer des erreurs nouvelles », en ce temps de paradoxes sur cette importante matière, fait ressortir les avantages d'une éducation mâle et solide, capable de faire des citoyens utiles à la patrie. Il proteste avec vigueur contre l'éducation des villes, qui effémine le corps et l'esprit, qui fait des enfants « d'agréables causeurs », des « poupées parlantes », et attaque vivement la noblesse dégénérée.

(2) *Arch. Dép. D. 3. f° 2*, 22 mars 1763.

nication de l'exercice de rhétorique, avant qu'il ait lieu, car on dit dans le public « que le sujet et l'ensemble dudit exercice, et spécialement quelques endroits où les passions sont analysées, feroient des impressions dangereuses encore plus sur l'esprit et le cœur des écoliers que sur ceux des auditeurs ». Il est alors décidé que l'exercice n'aura pas lieu. Ce passage de la délibération fut bientôt rayé au registre, M. Sélis, professeur d'éloquence, ayant donné plus tard des éclaircissements (1). Mais on comprend que de cette aventure, sans compter la difficulté habituelle de ses rapports avec le Bureau, il ait gardé quelque rancune. Aussi, une fois arrivé à Paris, publia-t-il contre M. Houzé, dans l'*Almanach des Muses*, de 1775, une pièce de vers. (2) Sur la plainte adressée au Garde des Sceaux par les officiers municipaux, il nia ensuite très platement avoir eu l'in-

(1) *Arch. Dép. D. 3.* f^o 76 et 77 v^o, 8 août et 20 novembre 1772.

(2) *Arch. Dép. D. 3.* f^o 92, 13 janvier 1775. *Arch. Com. AA.* 33. f^o 140 v^o. Lettre de M. Sélis aux officiers municipaux, Paris, 18 janvier 1775 : « Je n'ai point eu intention d'offenser M. Houzé, que j'honore, et avec qui je n'ai rien à démêler, de qui enfin je n'ai eu qu'à me louer. Le nom de Houzey est anglois, il a été employé par trois auteurs comiques ; il est devenu banal, proverbial, comme ceux de Pargon (*sic*), de Strabon et de tant d'autres ; il s'est offert à moi le premier, je l'ai écrit sans malignité. Mon unique dessein a été de mettre en vers une pointe, de faire un portrait en l'air. » *Ibid.* f^o 141. Lettre du duc de la Vrillière aux officiers municipaux : Il a interrogé le sieur Sélis, qui a donné directement à M. Houzé des explications dont celui-ci a paru satisfait. V. sur cette affaire les *Mémoires* de l'Académie d'Amiens, 1897, p. 283-297, les *Lettres* de Madame Rolland, publiées par Perroud, (Paris, 1900), t. I, p. 271, 26 août 1783. Cf. J. Delfour. *De Nicolai Josephi Selisii vita et scriptis*, Ambiani, 1901.

tention de désigner M. Houzé, et alla même plus loin, en faisant réparation devant l'Académie d'Amiens, où il lut un conte allégorique, *l'Homme de quarante ans corrigé*, qui n'était autre que lui-même.

Il reconnaissait sans doute, en prenant de l'âge, qu'il avait, comme plusieurs de ses collègues, eu le tort de manquer à la discipline imposée par les règlements. Un professeur accepte en effet, par un contrat tacite, l'obligation de se soumettre aux lois ou habitudes du corps ou de l'établissement auquel il appartient. Ce sont des peccadilles en apparence que ces infractions de détail, mais elles entraînent souvent à leur suite le mépris de devoirs plus sérieux. C'est bien ainsi que les choses se passèrent à Amiens. Plus d'une fois il fallut avertir les professeurs qu'ils devaient porter la robe académique dans l'exercice de leurs fonctions, et même « sous peine de 50 livres de retenue sur leurs honoraires ». Ils n'assistaient pas non plus exactement à la distribution des prix, (1) ce qui est une inconvenance vis-à-vis des élèves et de leurs familles. Des réunions mensuelles avaient été instituées en vue de prendre les mesures nécessaires « pour procurer l'avancement des jeunes gens ». Elles pouvaient être fort utiles, mais on fut obligé de rappeler aux professeurs qu'ils étaient tenus de s'y rendre. (2) Ces réunions ne sont guère plus suivies aujourd'hui, pour bien des raisons. On ne peut que le déplorer.

Malgré ce dédain des professeurs pour des obli-

(1) *Arch. Dép.* D. 3, f° 63 et 72, 20 juillet 1770 et 20 mars 1772.

(2) *Arch. Dép.* D. 3, f° 6, 19 juillet 1763 (Règlement pour la discipline du Collège), f° 88, 6 mars 1774.

gations qu'ils croyaient sans doute de pure forme, il n'y avait pas là de manquement grave à leur devoir essentiel, qui est de s'occuper activement de leur classe. Malheureusement il y en eut parmi eux qui donnèrent l'exemple de l'irrégularité. Ils s'absentaient fréquemment, sans motif et sans prévenir même le principal ni le Bureau.

M. de Virloy, professeur de philosophie, parti pour Paris, et invité à comparaître devant le Bureau, lui répond indécemment, et, comme on ignore même son adresse, on le destitue. M. Caboche, professeur de quatrième, s'est absenté sans justification un mois avant les vacances, du 15 juillet au 15 août, et depuis le 1^{er} octobre, jour de la rentrée, il n'a pas reparu (13 novembre). On le prévient de « venir reprendre ses fonctions, en dedans du 1^{er} décembre, sinon, que sa place sera réputée vacante ». C'était pousser assez loin la longanimité. Il envoie sa démission. Sélis lui-même s'attarde à Paris, après les épreuves du concours d'agrégation : il faut le rappeler. (1) On découvre ici le vice de cette autonomie accordée à des établissements isolés, que rien ne rattache à un pouvoir central. Les professeurs, choisis par le Bureau d'administration, couraient de collège en collège, comme nous l'avons vu faire autrefois par les malheureux à la solde des maîtres de pension : aucune

(1) *Arch. Dép.* D. 3. f° 26, 27, 13 et 20 décembre 1765 ; f° 34 et 34 v°, 13 et 27 novembre 1767 ; f° 54, 22 juin 1769. Cf. f° 70, 7 février 1772 : « Délibéré que M. Bellegueule, professeur de philosophie, seroit mandé au Bureau à l'effet de rendre compte sur ce qu'il a fait sonner la sortie des classes trois quarts d'heure avant l'heure ordinaire un des jours derniers. »

garantie de part ni d'autre, aucune sécurité, aucune dignité pour le maître. Le mal est si profond qu'il faut enfin notifier solennellement aux professeurs « qu'ils ne pourront jamais, sous aucun prétexte, s'absenter les jours de classe, en conséquence par leur absence donner congé à leurs écoliers ; — en fait, c'était presque tous des externes ; — qu'ils ne pourront se faire remplacer qu'en cas de nécessité, dont le principal sera juge ; ... que ledit remplacement n'aura lieu que pour cause de maladie », et à leurs frais, enfin que le Bureau pourra imposer, « suivant l'exigence des cas, une peine pécuniaire plus grave, même celle de destitution » en cas de récidive (1). C'est un mauvais moyen que d'employer la menace pour rappeler à leur devoir le plus élémentaire des hommes faits, et pourtant on en était réduit là.

Ainsi s'expliquent les changements nombreux, volontaires ou non, qui eurent lieu en trente ans dans le personnel du Collège. Le principal n'avait aucune influence sur ses professeurs. Le Bureau, investi du véritable pouvoir, fut peut-être maladroit et vétileux. Mais les professeurs ne paraissent pas, en général, avoir eu le goût de leur métier ni le véritable sentiment de leurs devoirs. Ils méprisaient également l'autorité du principal et celle du Bureau.

L'esprit d'indiscipline des maîtres, et le mauvais exemple qu'ils donnaient à leurs élèves, ne pou-

(1) *Arch. Dép. D. 3. f° 163*, 7 août 1784. La retenue sur les honoraires, « dans tous les cas », était de 30 sols par jour pour les leçons de philosophie et rhétorique, 24 s. en seconde et en troisième, 20 s. dans les autres classes. Cf. *ibid.* f° 80, 22 janvier 1773.

vaient manquer de porter leurs fruits. Il y eut au Collège de nombreuses révoltes qu'ils furent parfois soupçonnés d'encourager, comme l'insinuait le principal. Les écoliers de philosophie ayant affiché un beau jour qu'il était congé et l'ayant pris effectivement, le Bureau décida que les classes de logique et de physique seraient fermées jusqu'à ce qu'on eût découvert les coupables, et que « les honoraires des professeurs de philosophie seroient suspendus pendant tout ce temps (1) ». Une pareille mesure indiquait bien qu'on les rendait responsables de la conduite de leurs élèves. Ce n'est pas sans étonnement d'ailleurs que l'on voit le Bureau interdire au principal et aux professeurs « d'accorder aucune permission aux écoliers, sous tel prétexte que ce soit, de s'absenter avant ou après les grandes et petites vacances », et se réserver le droit exclusif d'examiner « les raisons extraordinaires qui pourroient motiver » ces absences (2). On peut supposer que les professeurs et même le principal abusaient de ces permissions.

Le Bureau s'érigait donc en conseil de discipline sans appel. Mais avait-il les qualités nécessaires pour remplir ce rôle ? Saurait-il garder la juste mesure entre l'excès de complaisance et l'excès de rigueur ? Ne pouvait-il, par sa composition même, manquer parfois d'impartialité dans la distribution des faveurs à accorder ou des punitions à infliger aux écoliers ?

(1) *Arch. Dép. D. 3.* 1^o 50, 24 février 1769. Cf. Douarche, *L'Université de Paris et les Jésuites*, p. 28.

(2) *Arch. Dép. D. 3.* 1^o 118, 5 juin 1778. Cf. *Ibid.* 1^o 47, 2 décembre 1768.

Que deviendrait, en ce cas, l'autorité légitime et nécessaire du principal et des professeurs ? C'était là une source de conflits fâcheux et inévitables.

Il s'en était produit, dès la naissance du Collège. Sélis avait été mandé au Bureau après avoir renvoyé de sa classe un élève pour absence non justifiée, selon lui, et avait dû s'incliner devant la juridiction des administrateurs (1). Ce n'était là qu'une escarmouche. La lutte prit de tout autres proportions, quand elle s'engagea entre le principal et le Bureau. En voici la preuve :

« Sur ce qui a été encore représenté que plusieurs écoliers de cette ville, nommément le fils au sieur Acloque, marchand linge, et un autre au sieur Barbier, marchand au Blocq, s'étant absentés des classes pendant quelque temps de l'année dernière, pourquoi ils auroient été bannis et exclus du collège pour toujours, ce qui paroissoit injuste à quelques uns de Messieurs, attendu que les classes doivent être ouvertes pour tous les écoliers que les parents y présenteront, à moins qu'il y ait quelque cause majeure, dont il convient que le Bureau soit instruit,..... le Bureau a prié M. le principal de recevoir audit collège lesdits sieurs Acloque et Barbier pour y profiter des instructions publiques, à moins qu'ils ne soient coupables de quelques fautes majeures, dont alors Messieurs prient M. le principal de faire part au Bureau, sauf à M. le principal à punir lesdits écoliers selon l'exigence des cas. » (2)

Sur appel du principal, le commissaire du Parle-

(1) *Arch. Dép. D. 3.* f° 4 v° et 5, 3 et 7 mai 1763.

(2) *Arch. Dép. D. 3.* f° 147 v°, 4 octobre 1782.

ment, Rolland, infirma la décision des administrateurs, et cela pour d'excellentes raisons :

« On m'a assuré, dit-il, et je ne peux pas le croire, que le Bureau prétend juger des causes de renvoi des écoliers pensionnaires ou externes : ce point de discipline est totalement de la dépendance des Principaux et des professeurs. *Les articles 46 et 51 de l'arrêt de règlement du 29 janvier 1765* y sont précis. On pourroit tout au plus conclure de *l'article 25 de cet arrêt* qu'en cas de division entre le Principal et les professeurs, le Bureau pourroit les départir, mais s'ils sont tous du même avis, leur délibération doit être exécutée et le Bureau n'a aucune autorité pour réformer leur jugement. Je conviendrais cependant qu'il seroit possible qu'ils eussent tort ; mais le Bureau est-il plus infaillible ? Non, sûrement. D'ailleurs la subordination nécessaire dans un collège, le respect que tous les Ecoliers doivent avoir pour les maîtres, recommandé par l'art. 66 de cet arrêt de règlement, la nécessité de n'avilir ni le Principal ni les professeurs, s'opposent à ce que les écoliers soient autorisés à ne regarder qu'avec peu d'égards l'autorité du Principal et des professeurs. Les parentés, les alliances, les relations des membres du Bureau peuvent faire présumer que les délibérations du Bureau porteroient plutôt à la condescendance qu'à la fermeté ; cependant, si la première est quelquefois utile, la seconde est presque toujours nécessaire. » (1)

Que pourrait-on ajouter à ce plaidoyer en faveur

(1) *Arch. Dép. D. 12.* (Liasse). Lettre de Rolland, du 4 mars 1783

de l'indépendance indispensable du principal et des professeurs vis-à-vis des familles ? Ce serait détruire toute discipline que de donner aux Conseils d'administration de nos lycées, où peuvent siéger des pères de famille intéressés dans ces questions de personnes, les pouvoirs que s'arrogeaient illégalement ceux du XVIII^e siècle.

Du reste, quand le Bureau du Collège n'était pas aveuglé par des considérations particulières, il avait la notion exacte d'une bonne et juste discipline. Il n'accepte en effet une fondation de bourses, de 45 livres chacune, attribuées à deux écoliers « qui seront nommés par le plus proche parent du fondateur, M. Quignon, chanoine de la collégiale du St-Sépulcre à Paris,... qu'à condition qu'il aura le droit de déclarer par délibération les dites bourses vacantes en cas de mauvaise conduite ou incapacité de ceux qui auroient été nommés (1) ». Sage précaution, si la mesure fut appliquée en tout esprit de justice. Si les boursiers ont droit à des égards, à cause de leur dépendance même, ils doivent aussi se rendre dignes de la faveur qui leur est accordée.

Mais les boursiers étaient si peu nombreux au Collège d'Amiens, et les pensionnaires si rares, quand il y en avait, que tout l'effort de la surveillance se portait nécessairement sur les externes, soit à l'intérieur, soit au dehors. Les rébellions et

(1) *Arch. Dép. D. 3.* f^o 66 v^o, 1^{er} mars 1771. Cf. f^o 110 v^o, 2 mai 1777 : « Il ne sera admis aux bourses de capette que les sujets qui auront des attestations de leurs professeurs telles qu'ils sont des premiers de leurs classes ou qui annoncent des dispositions à devenir les premiers de leurs classes. »

les absences étaient fréquentes; on a vu comment on les réprimait (1). Il était plus difficile, plus délicat, et non moins urgent d'empêcher la dissipation des écoliers une fois sortis du Collège. On s'en préoccupa néanmoins un peu plus qu'on ne le fait de nos jours.

« Sur la représentation faite par M. le principal que nombre d'écoliers du collège et de différentes classes fréquentent les spectacles et autres lieux publics, où ils ne peuvent recevoir que des principes incompatibles avec l'éducation chrétienne, le Bureau, pour prévenir la corruption des mœurs dont les suites ne pourroient être que funestes aux jeunes gens et aux familles, a jugé nécessaire de défendre, sous peine d'expulsion du collège, à tout écolier, de quelque classe qu'il puisse être, de se trouver, et en quelque compagnie que ce soit, dans les billards, cafés et salles de comédie de cette ville (2). »

Il en résultait que les parents eux-mêmes ne pouvaient conduire leurs enfants au spectacle : il est vrai qu'ils n'en avaient sans doute pas l'habitude. On ne saurait reprocher aux administrateurs une

(1) *Arch. Dép. D. 3.* f° 122 v°, 2 juillet 1779. — Les écoliers de rhétorique et de seconde ayant fait du bruit dans la cour après la défenſe du principal, durent « lui faire des excuses chez lui de leur émeute ſéditieuſe », et ſe ſoumettre à faire les penſums qu'il leur indiqua ſous peine de n'être point « admis cette année en ſeconde ni en rhétorique, ni l'année ſuivante dans les classes ſupérieures ». On ſupprima auſſi le prix de ſageſſe dans les deux classes.

(2) *Arch. Dép. D. 3.* f° 116, 8 janvier 1778. Cf. Carré, *L'Enſeignement ſecondaire à Troyes*, p. 177 : « Il eſt défendu ſous de grièves peines aux écoliers de fréquenter le billard, le cabaret.... »

rigueur un peu trop passée de mode. La surveillance fut-elle efficace à Amiens pour les externes? Nous l'ignorons. L'intention du moins était fort louable.

D'ailleurs, à part cela, le régime du Collège paraît avoir été assez doux. Les grandes vacances étaient de deux mois pour les élèves de théologie, de philosophie et de rhétorique, à partir du 1^{er} août, et de six semaines pour les autres classes, à dater du 15. Les vacances de Pâques duraient, pour les hautes classes, du mercredi saint au lundi de Quasimodo, et pour les classes inférieures, jusqu'au mardi de Pâques. Les congés ordinaires variaient, suivant les saisons et même les semaines, en nombre et comme jours (1). Ces irrégularités devaient nuire singulièrement à l'organisation des classes. On peut s'en étonner, car, pour tout ce qui concerne les prix, compositions, exercices, examens de passage, choix de

(1) *Arch. Dép.* D. 3. f° 2, 22 mars 1763 ; f° 9 v°, 7 février 1764 ; f° 24 v°, 21 juin 1765. — *Ibid.* D. 12. (Liasse). Tableau pour les congés de l'année 1782. (La première moitié n'est pas de la même année.) Nous citons seulement les deux derniers mois, à titre de spécimen :

Novembre. Congé le Samedi 2 plein. Première semaine ; Congé les Mercredi et Samedi après midi. Deuxième semaine ; Congé le Lundi 11 et Mardi 12 pleins, à cause de la Harangue, et le Samedi 16 après midi. Troisième semaine ; Congé les Mercredi et Samedi après midi. Quatrième semaine ; Congé le Lundi plein, et le Jeudi 28 après midi.

Décembre. Première semaine ; Congé le Mercredi après midi, et le Vendredi 6 plein. Deuxième semaine ; Congé le Jeudi 12 après midi. Troisième semaine ; Congé les Mercredi et Samedi après midi. Quatrième semaine ; Congé le Mardi 24 plein, à cause de l'Instruction le matin pour les Ecoliers, et le Samedi 28 aussi plein.

livres classiques, en un mot, les formes extérieures de l'enseignement, on avait tout prévu, tout réglé de la façon la plus minutieuse, conformément aux habitudes de l'Université de Paris.



CHAPITRE HUITIÈME

L'Enseignement au nouveau Collège Tentatives de réformes

Les détails concernant l'organisation des classes n'offrent rien de bien nouveau au Collège d'Amiens. On peut y relever cependant certaines différences avec les usages courants, ainsi que la constante préoccupation de tout faire dans l'intérêt des études. Ce souci se manifesta plus clairement encore par les tentatives de réformes qui se produisirent dans le fond même de l'enseignement.

Le Bureau d'administration, pénétré de l'idée que l'émulation est la source principale du travail des écoliers et voulant provoquer et récompenser leurs efforts, avait pris l'habitude de multiplier les prix. Outre la distribution solennelle de la fin de l'année scolaire, on en faisait deux autres dans une salle du Collège en présence des administrateurs et de toutes les classes assemblées, l'une après Noël et l'autre après Pâques (1). Cet abus des récompenses pouvait amener leur avilissement, et ne semble pas avoir contribué à rehausser le niveau des études, qui était tombé assez bas (2). Il était bien dans l'esprit du pays d'encourager les écoliers au travail par ce moyen,

(1) *Arch. Dép. D. 8. (Liasse).*

(2) V. Rolland, *Recueil des Œuvres*, p. 126.

car les officiers municipaux en vinrent, eux aussi, à distribuer des prix aux écoles de charité, que nous appellerions aujourd'hui primaires (1).

On prit d'ailleurs au Collège de sages précautions pour ne pas tomber dans l'excès que signala un peu plus tard un ancien et brillant professeur de l'Université de Paris (2). Les compositions étaient faites

(1) *Arch. Com.* BB. 98. f° 61, 4 août 1788 :

« MM. Saladin et Lefebvre, échevins, commissaires aux écoles de charité, ont dit que, pour exciter l'émulation des écoliers qui fréquentent le collège, il se faisoit chaque année une distribution solennelle de prix, que Messieurs assistoient à cette distribution ; qu'il seroit digne de la bienveillance paternelle des officiers municipaux de donner aussi aux enfants des pauvres citoyens, pour lesquels les écoles de charité ont été instituées, le même moyen d'exciter leur émulation en leur faisant distribuer différents prix de livres ;... unanimement arrêté qu'il seroit distribué cette année aux écoles de charité de cette ville différents prix aux écoliers qui auront fait plus de progrès, lesquels dits prix seront réglés par mesdits sieurs les commissaires et n'excéderont pas la somme de ..., que cette distribution n'aura lieu que par forme d'essai pour cette année seulement, et sans tirer à conséquence pour l'année prochaine et encore moins pour les années suivantes. »

(2) V. Geoffroy, *Cours de Littérature dramatique*, t. VI, p. 397 et 411. Préjugés sur l'éducation, 17 fructidor an XII (12 septembre 1804). Exercices publics des maisons d'éducation, 30 fructidor an XIII (17 septembre 1805) :

« On aurait bien voulu, dans ces derniers temps, rejeter toute la peine sur les maîtres, et dispenser les enfants de tout effort : cela n'est pas possible, rien ne s'apprend sans beaucoup de peine. » « Le travail est fort diminué dans les écoles ; mais les récompenses du travail, les prix se sont multipliés ; il s'en distribue une quantité prodigieuse ; les écoliers en regorgent : prix d'encouragement, prix de sagesse, prix d'écriture, prix de dessin, prix de violon, prix de toutes les façons et qui ont cela de commode qu'on peut les remporter sans la moindre contention d'esprit. »

à jour fixe, dans toutes les classes, et en nombre égal pour chaque faculté, comme l'exige la plus simple équité (1), et l'on ne décernait pas de prix, si les compositions étaient jugées insuffisantes. C'est ce que l'on fit une fois pour la poésie et la version grecque en seconde (2). Dans un tout autre esprit, et par mesure disciplinaire, on retirait leurs prix aux élèves qui, « sans raisons légitimes », n'assistaient pas à la distribution, et on les donnait même à ceux qui les suivaient (3). C'était confondre deux idées d'ordre différent, et par le fait commettre une injustice singulière. Comme dans certains établissements ecclésiastiques de nos jours, un prix de sagesse était décerné dans chaque classe par les écoliers eux-mêmes (4), et plus tard, à la veille de la disparition du Collège, fut institué « un prix d'excellence pour celui qui auroit le plus souvent occupé la première ou seconde place dans chaque faculté » (5). C'est le prix qui subsista depuis dans l'Université à peu près dans les mêmes conditions, prix attribué aux succès et au travail des élèves. En le réformant, en y joignant l'appréciation de la

(1) *Arch. Dép. D. 3. f° 74 v°*, 17 juillet 1772 : « Les compositions faites à d'autres jours que ceux convenus entre le Principal et les professeurs ne concoureront point pour les prix... Il ne sera point donné à la fin de l'année de prix pour la faculté de grec, à moins que dans le cours de l'année il ne soit justifié au Bureau par M. le Principal qu'il y aura eû autant de compositions dans cette faculté que dans les autres. »

(2) *Arch. Dép. D. 3. f° 75 et 75 v°*, 7 et 8 août 1772.

(3) *Arch. Dép. D. 3. f° 118*, 5 juin 1778.

(4) *Arch. Dép. D. 3. f° 118*, 5 juin 1778.

(5) *Arch. Dép. D. 3. f° 188 v°*, 13 février 1789.

conduite et le faisant décerner par le vote des professeurs, on a commis, croyons-nous, une faute, car l'attribution en est parfois fort délicate et peut donner lieu aux soupçons, le plus souvent immérités, des familles.

Il était nécessaire aussi de régler le choix des livres de prix ; c'est ce qu'avait fait le Bureau dès le début : « Il ne pourra être donné pour prix aux écoliers que des livres dûment autorisés, capables de leur former l'esprit et les mœurs, et de leur apprendre les principes de la religion et les maximes du royaume (1). » L'application de ce principe donna sans doute lieu à des difficultés entre le principal et les professeurs, car le Bureau décida ensuite que « le choix des livres pour la distribution des prix à la fin de l'année scholastique, — les prix de Noël et de Pâques étaient donnés sans contrôle par le principal aux frais du Collège, — sera fixé par le principal et approuvé par le Bureau ;..... les livres seront assignés à chaque prix par le principal, sans que les professeurs puissent prétendre au choix des livres chacun pour leur classe (2) ». C'était évidemment une manière commode d'éviter les conflits. Mais cette suspicion était injurieuse pour les professeurs. Nous avons vu cette pratique en honneur fort longtemps dans l'Université, au détriment bien souvent des élèves, à qui l'on donnait des prix sans véritable valeur ou qui ne convenaient ni à leur âge ni à leur tournure d'esprit. Le choix éclairé du pro-

(1) *Arch. Dép.* D. 3. f° 3, 22 mars 1763, Règlement pour la discipline du Collège, art. IV.

(2) *Arch. Dép.* D. 3. f° 90, 15 juillet 1774, f° 53, 21 avril 1769.

fesseur, sous la surveillance nécessaire de l'autorité compétente, donne de meilleurs résultats.

Les chefs responsables de l'Université ont en effet le droit et le devoir de se mettre en garde contre les erreurs de jugement ou les intempérances de langage qui rejailliraient sur le corps tout entier. Il est tout naturel par exemple que l'on exerce un contrôle sur les discours de distributions de prix. Il y eut de plus au XVIII^e siècle des harangues, soit latines, soit françaises, prononcées au Collège d'Amiens, vers la fin de l'année, devant l'évêque et le chapitre, le gouverneur ou l'intendant du Roi à la tête du présidial, et les officiers municipaux. Nous en connaissons quelques-unes au moins par leur titre : « *Combien le génie est nécessaire pour la Poésie et l'Eloquence ; Le bon choix des amis ; le Rire.* » (1) Nous avons déjà parlé du discours de distribution des prix, de l'abbé Delille, sur « *l'Education* ». Ces discours, qu'ils aient été, ou non, soumis à une censure préalable, ne paraissent avoir provoqué aucun scandale.

Mais on avait pris certaines précautions au sujet des thèses et exercices publics qui précédaient la distribution des prix. Le principal, les professeurs et régents devront veiller « à ce que dans les thèses et exercices publics ne soit rien inséré ou dit qui puisse exciter le libertinage, les querelles ou le désordre, ou qui puisse offenser aucun corps ou compagnie, ni quelque personne que ce puisse être ». (2) On peut supposer que l'exercice préparé

(1) V. *Almanach de Picardie*, 1764, p. 269, *Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 22 décembre 1781, 16 novembre 1782.

(2) *Arch. Dép. D.* 3, 1^o 6, 19 juillet 1763. Règlement pour la discipline du Collège, art. VIII.

par Sélis, et qui fut jugé contraire aux bonnes mœurs, était un discours ou une dissertation plutôt qu'une explication d'auteurs anciens ou modernes, qui par sa nature même eût échappé à ce danger. (1) Nous ignorons si, comme du temps des Jésuites, on discutait des questions de ce genre : « *Quantum scientiis religio, quantum religioni scientiæ debeant, ostendit orator collegii Ambianensis Societatis Jesu* (1728). » (2).

Il est plus probable que l'exercice avait lieu suivant l'ancienne habitude de l'Université de Paris : « A cet exercice deux ou trois écoliers expliquent les auteurs, soit orateurs, soit poètes, qui ont été vus pendant l'année. Ils répondent aux questions qui leur sont faites, et récitent des morceaux de prose ou de poésie, extraits des meilleurs écrivains, et analogues aux endroits choisis des orateurs, des

(1) V. Geoffroy, *Cours de littérature dramatique*, t. VI, p. 387.
— Exercices publics pour la distribution des Prix, 6 fructidor an XII (24 août 1804) :

« Les exercices qui précèdent la distribution des prix n'étaient dans le principe que des preuves du progrès des élèves dans le cours de l'année. Les jeunes gens expliquaient les auteurs grecs et latins, répondaient aux questions qu'on leur faisait sur les objets de leurs études, et se montraient dignes des prix qu'ils allaient recevoir : c'étaient de véritables exercices scolastiques. On les a dénaturés quand on a voulu en faire des spectacles et des fêtes capables d'amuser les femmes : alors on a fait jouer aux enfants des pièces de théâtre ; on leur a fait réciter des pièces de vers, des morceaux d'éloquence, des dissertations littéraires composées par les professeurs, et qui ne prouvaient que la mémoire de l'écolier... Ces exercices ne peuvent offrir un véritable intérêt qu'autant qu'on les rappellera à leur principe en bannissant tout charlatanisme, tout prestige théâtral ».

(2) V. *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque d'Amiens*, 532.

poètes ou des historiens qui sont l'objet de l'exercice. » (1).

Voici l'unique exemple qui nous en soit parvenu :

« Exercice au Collège sur la Rhétorique et la Poétique. Ode française sur *l'Eloquence* par les Rhétoriciens et analyse de la Péroration du *Pro Milone*, du discours de l'Intimé dans *les Plaideurs*, du *Charlatan* de La Fontaine, de l'*Enéide*, III, entrevue d'Andromaque et d'Enée, de quelques morceaux de l'*Electre* d'un auteur célèbre. » (2).

Ce programme pourrait faire croire que la langue française fut étudiée avec beaucoup de soin au Collège ; mais il est malheureusement permis de supposer qu'on avait ainsi exercé les élèves pour éblouir les auditeurs, car le français était fort négligé partout, et l'on a peine à croire que la langue latine ait, dans l'usage quotidien, cédé si facilement la place à la langue française. Il est bon cependant de noter que les élèves avaient composé une ode en français, et qu'ils expliquèrent en public des auteurs français choisis parmi les meilleurs, Racine, La Fontaine, Voltaire même, encore vivant à cette date : nous pensons en effet que le nom d'auteur célèbre, à propos d'*Electre*, désigne Voltaire, et non Crébillon, mort depuis longtemps et à peu près oublié.

Mais dans la plupart des collèges, à l'imitation des Jésuites, l'exercice public, d'un caractère d'abord sérieux et pratique, avait dégénéré en pure ostentation, pour ne pas dire en véritable baladinage. Au Collège d'Amiens, sous les Jésuites, en dehors des

(1) *Arch. Dép. D.* 8, 7^e mémoire.

(2) *V. Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 12 août 1775.

annonces d'explications d'auteurs, dont voici un échantillon : « *In publicis affixorum disputationibus authores græcos et latinos explicabunt selecti humanistæ* (1728) », on rencontre des dissertations de ce genre : « *Uter videndi an audiendi sensus ad eloquentiam magis conferat* (1657) ». (1) Nous ne parlons pas des plaidoiries en français, (2) des explications d'énigmes, des nombreuses pièces de théâtre, en latin ou en français, tragédies, drames héroïques, drames comiques, comédies et ballets, dont cinq furent jouées le même jour (1733). L'Université interdisait sagement à ses élèves les représentations dramatiques, et le Bureau du Collège, qui succéda aux Jésuites, fit de même (3), bien qu'il ne dépendît pas de l'Université.

Le soin avec lequel était réglé tout ce qui concerne les compositions, les prix, les exercices publics, qui devaient, bien compris, favoriser le développement des études, atteste la vigilance et le bon vouloir des administrateurs. Leur sollicitude crut même devoir imposer aux écoliers, pendant les vacances, des de-

(1) V. *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque d'Amiens*, 442, 532.

(2) « Cause qui sera plaidée par les rhétoriciens du Collège d'Amiens, 1^{er} septembre 1728. Sujet : Ctésiphon, citoyen de Paris, mit, il y a quinze ans, la somme de cent mille écus entre les mains de Dorophilax, son ami, pour être un jour partagée entre ses quatre petits-fils, à raison de l'éducation plus ou moins avantageuse qu'ils auront reçue de leurs pères ou de leurs mères. Plaideront pour l'éducation particulière,... pour l'éducation publique,... pour l'éducation de la Cour,... pour l'éducation des voyages... »

(3) *Arch. Dép. D. 3, 1^o 6 v^o*. Règlement pour la discipline du Collège, art. XIV.

voirs et des parties d'auteurs à apprendre par cœur, faute de quoi, ils ne seraient pas admis dans la classe supérieure (1). Il y avait d'ailleurs, en principe tout au moins, des examens de passage avant les vacances et pour les nouveaux à la rentrée. Les élèves qui s'étaient absentés avant les grandes vacances étaient tenus de subir cette épreuve à leur retour. A l'origine, après l'examen de fin d'année, leur sort à tous était décidé, et on leur appliquait le *maneat*. On se relâcha ensuite de cette sévérité et « ceux qui se trouvoient *maneat* de l'année précédente furent admis à la première composition de la classe supérieure pour juger dans laquelle des deux ils devoient entrer » (2). Ces règlements minutieux ne nous apprennent pas dans quelle mesure on se montra sévère à l'égard des incapables ou des paresseux. Il est probable que l'indulgence l'emporta, comme depuis, le plus souvent, et contribua à l'affaiblissement progressif des études.

Quel fut l'enseignement donné au Collège d'Amiens? De la nature des compositions faites par les écoliers, dont aucune ne concernait les sciences, on peut conclure que le latin occupait la plus grande place dans les devoirs écrits : à partir de la quatrième, en effet, on voit figurer cette langue sous la forme du thème, de la version et des vers, la version grecque n'apparaît qu'en troisième, et le français en rhéto-

(1) *Arch. Dép. D. 3. f° 90*, 15 juillet 1774.

(2) *Arch. Dép. D. 3. f° 3. Règlement pour la discipline du Collège*, art. XII. Cf. f° 47, 74 v°, 119 v°, 2 décembre 1768, 17 juillet 1772, 16 octobre 1768.

rique (1). Les choses se passaient d'ailleurs encore ainsi, ou peu s'en faut, dans les établissements libres et même dans les lycées et collèges de l'Université, il y a moins de quarante ans.

Quant aux auteurs expliqués au Collège, aucun document précis ne nous renseigne d'une façon satisfaisante. Nous savons seulement quelles précautions on prenait pour assurer un bon choix des livres classiques. « Un mois avant le jour de Pâques et avant les vacances, chaque professeur conviendra avec M. le Principal des auteurs qu'ils entendront faire voir à leurs écoliers, après quoy il sera imprimé un tableau de tous les livres et auteurs qui serviront dans chaque classe afin que les écoliers puissent s'en pourvoir, avec pleine liberté de les prendre où ils jugeront à propos (2). » Il n'est pas inutile de constater que le principal ne se chargeait pas de ce commerce lucratif. Il est même dit ailleurs que « pour empêcher la trop grande dépense de livres, — dont se plaignaient sans doute déjà les familles — (3), M. le principal aura soin de convenir avec les professeurs, au moins un mois avant les vacances, des

(1) V. *Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 4 septembre 1784. Distribution des Prix, 3 août :

Rhétorique. — Sagesse, Amplification latine, Amplification française, Version, Vers, Version grecque, Mémoire.

Seconde et Troisième. — Sagesse, Thème, Version, Vers, Version grecque, Mémoire.

Quatrième. — Sagesse, Thème, Version, Vers, Mémoire.

Cinquième et Sixième. — Sagesse, Thème, Version, Mémoire.

(2) *Arch. Dép* D. 3. 1^o 10, 7 février 1764.

(3) Cf. la circulaire du Ministre de l'Instruction publique, du 23 juin 1897.

livres classiques qui seront mis l'année suivante entre les mains des écoliers,.... et pour qu'il ne puisse être fait ni changement ni augmentation à ce qui aura été arrêté, tant pour la quantité et qualité, que pour le prix des livres », la liste en sera lue et affichée dans chaque classe. C'était une sage mesure motivée par les gaspillages qui pouvaient se produire quelquefois.

Mais nous ignorons quels étaient les auteurs complets ou « traités particuliers des auteurs dont on ne faisoit pas voir l'ouvrage complet », et que fournissoit « l'imprimeur du collège ». (1) La liste, qui dut être envoyée au Parlement en 1783, ne nous est pas parvenue. (2) Il est cependant vraisemblable qu'après le départ des Jésuites l'enseignement, du moins en ce qui concerne les langues anciennes, resta à peu près le même. Or, nous sommes renseignés, sinon sur la totalité, du moins sur une grande partie des livres employés par les Pères en 1712, ce qui nous permet de combler jusqu'à un certain point une lacune regrettable.

Les ouvrages cités dans ce document sont, outre des dictionnaires latin-français, français-latin, grecs-latin et français, le *Rudiment nouveau* à l'usage du Collège, le *Rudiment réformé*, les *Nouveaux Rudiments*, de l'impression de Paris, le *Nouveau Despautter*, *Novi Despauterii pars decima*, l'*Abrégé de la Grammaire grecque*, *Nicolai Clenardi grammatica*

(1) *Arch. Dép.* D. 3. f° 53, 21 avril 1769.

(2) *Arch. Dép.* D. 8. (Liasse). — 6^e mémoire, sur les livres de classe. Ce titre n'est suivi que de ces mots barrés : « 1^o L'état des livres dans chaque classe. »

græca, *Faciliores grammaticæ græcæ institutiones latino-gallicæ*, la *Particule de Moselin*, la *Particule de Tours* ou *Nouvelle Méthode*, l'*Abrégé des Particules*, la *Prosodie*, les *feuilles* de rhétorique, de seconde, de troisième, de quatrième et cinquième (c'étaient sans doute des cours imprimés de rhétorique et de grammaire), « toutes sortes de *Virgile* latin-françois, ou latin avec notes », des *Horace*, *Ciceronis epistolarum ad familiares liber IV*, *Lettres choisies de Cicéron*, latines et françaises, *M. Tullii Ciceronis dialogi de amicitia continuatio* (probablement un ouvrage en latin moderne). (1)

Cette liste ne doit pas être complète, puisque l'imprimeur qui vend ces ouvrages annonce qu'il tient « généralement tous les autres livres à l'usage du Collège ». Il convient néanmoins de remarquer que la grammaire y occupe la plus grande place, ce qui était conforme aux habitudes de cette époque, où l'on expliquait fort peu d'auteurs. Virgile, Horace, Cicéron, y figurent seuls. Des auteurs grecs, il n'en est pas même question, non plus que des auteurs français. Rollin proposera un peu plus tard, sans succès, d'introduire nos écrivains dans les classes. Quant au grec, on n'en apprenait chez les Jésuites que les éléments, et dans leurs petits collèges on ne l'enseignait même pas du tout.

Faute de documents plus précis, nous avons consulté le *Catalogue de la Bibliothèque du Collège* (2),

(1) *Arch. Dép. D. 2.* (Manusc.).

(2) *Catalogue de la Bibliothèque du ci-devant Collège d'Amiens.* A Amiens, l'an 4^e de la République française (Bibliothèque communale d'Amiens, Manuscrits, 552).

qui en 1762 contenait 3643 volumes (1). Il n'a été dressé que sous la Révolution, mais les successeurs des Jésuites ne durent pas acheter beaucoup de livres, n'y ayant pas le même intérêt qu'une communauté et se trouvant d'ailleurs dénués de ressources. On y trouve des ouvrages de toute nature, presque tous antérieurs à 1762, et dont un petit nombre pouvaient être à l'usage des élèves comme des professeurs, par exemple l'*Universa grammatica*, de Despautère, les *Progymnasmata græce et latine Franc. Scobariorum interprete*, d'Aphthonius, introduction à l'étude de la rhétorique, le *Candidatus rhetoricæ auctus*, de Jouvency, l'*Appendix de diis et heroibus poeticis*, du même, le *Lexicon manuale græco-latino et latino-græcum*, de Schrevellius, une *Prosodia latina ad usum Collegii Ambianensis Societatis Jesu* (Ambiani, 1750, Vve Godart), un *Ovidius : Sententiæ ex illo decerptæ ad mores informandos* (Ambiani, 1754, Vve Godart), une *Syntaxe française pour l'usage des Ecoliers de la Compagnie de Jésus* (Amiens, Lebel, 1677).

Outre ces ouvrages purement scolaires, la bibliothèque renfermait les auteurs grecs, latins et français les plus connus, sauf Pascal, dont on eût cherché en vain les *Provinciales* et même les *Pensées*. En revanche Fréron y figure en bonne place, avec les *Lettres sur quelques écrits de ce temps* et l'*Année littéraire*, de 1754 à 1771, ce qui prouve qu'on la recevait encore après le départ des Jésuites. Il est bon d'ajouter que les nouveaux professeurs, au

(1) *Arch. Dép. D. 16. Procès-verbal fait au Collège....., avril-juin 1762.*

moment même où le Collège allait cesser de recevoir l'*Année littéraire*, demandaient, inutilement d'ailleurs, qu'on souscrivit pour la bibliothèque à l'*Encyclopédie* (1).

D'autre part les ouvrages de mathématiques et de physique, en latin ou en français, ne manquaient pas (2). Mais un seul semble avoir pu servir à l'instruction des écoliers : *Philosophus in utramque partem ad usum scholæ de rebus logicis et physicis cum disputationibus*, par Duhan, ph. pr. (1694; id. 1730). Encore traite-t-il aussi de la logique et par conséquent est-il destiné aux deux années de philosophie. Les autres conviennent plutôt aux professeurs, qui avaient du reste l'habitude de dicter des cours à leurs élèves ou de les leur remettre imprimés. Un

(1) *Arch. Dép.* D. 64. (Liasse). Au dos d'une affiche du 4 mars 1771, on lit : « Messieurs les professeurs prient instamment Messieurs les administrateurs de mettre dans la bibliothèque pour inscription le *Dictionnaire encyclopédique*, ce qu'y coûteroit 800 l., à payer en deux ans ; et après ce temps, il coûtera 1600 l. »

(2) V. *Catalogue de la Bibliothèque du Collège* :

Keil, *Introductiones ad veram physicam veramque astronomiam*, quibus accedunt trigonometria de viribus centralibus, de legibus attractionis, 1739. — Trabaud, *Principes sur le mouvement et sur l'équilibre*, pour servir d'introduction aux mécaniques et à la physique, 1741. *Le mouvement de la lumière* ou premiers principes d'optique, 1753. *Le mouvement des corps terrestres* considéré dans les machines et les corps naturels, 1753. — Newtonius, *Philosophiæ naturalis principia mathematica*, 1743. — Courtevron, *Traité d'optique*, où l'on donne la théorie de la lumière dans le système Newtonien, 1752. — Nollet (l'abbé), *Leçons de physique expérimentale*, 1759. — Paulian, jésuite, *Dictionnaire de physique*, 1761. — Mussenbrock, *Cours de physique expérimentale et mathématiques*, traduit du latin par Sigaud de la Tour, 1769.

de ces ouvrages de physique est même composé par un Jésuite. Les Pères ne dédaignaient pas complètement l'étude des sciences, bien qu'ils tinssent encore pour Descartes contre Newton. Cependant l'état de leur cabinet de physique est instructif :

« Quatre sphères, une machine pneumatique, sept récipients, un autre récipient pour l'expérience du son dans le vide, une machine électrique, sept cartes anatomiques, trois fontaines mauvaises, des marbres de Magdebourg, une pompe, la vis d'Archimède, une optique, un aimant naturel et un artificiel, et plusieurs fioles pour les expériences des fermentations, plusieurs éolipyles, plusieurs prismes, plusieurs tubes et siphons (1). »

La physique s'enseignait alors théoriquement, et les expériences tenaient fort peu de place dans le cours (2). Grâce à l'initiative d'un professeur à l'esprit large et curieux, l'abbé Reynard, nommé en 1766, cet enseignement fit des progrès qui eussent été plus considérables, si on ne lui avait suscité toutes sortes d'obstacles. Il obtint à plusieurs reprises des crédits pour enrichir le cabinet qui lui avait été légué. Mention est faite d'une somme de 260 livres qui lui est accordée « pour être employée aux objets portés au Mémoire présenté au Bureau ». Il ne peut être question ici que d'instruments de physique. Un peu plus tard, de passage à Paris, il pourra « achepter les deux instruments nécessaires pour la physique avec ses dépendances », mais « ne pourra excéder neuf à dix louis ». Enfin « il pourra

(1) Procès-verbal fait au Collège d'Amiens, etc. 1762.

(2) Cf. Carré, *l'Enseignement secondaire à Troyes*, p. 250.

achepter deux armoires pour y reserrer les instruments de physique....., et il sera fait chaque année un état des instruments de physique appartenant au collège..... (1) ». Deux armoires suffisaient donc à contenir les instruments jugés indispensables. C'était un mince bagage, mais Reynard paraît avoir suppléé à l'insuffisance de ses ressources par l'amour de sa profession et un véritable esprit de progrès, remarquable pour l'époque. L'intendant de Picardie ayant fait venir à Amiens « MM. Parmentier et Cadet pour enseigner les vrais moyens de faire un pain bon et sain, même avec des blés mouillés et germés », Reynard demande au Bureau la permission de « conduire ses écoliers aux leçons publiques qui devoient se faire à ce sujet ». Le Bureau, comprenant l'importance de cet enseignement pratique et moderne, « le prie d'y conduire ses écoliers et même les jours de classe, si besoin est, et de donner tous ses soins pour leur faire retirer de ces instructions tous les avantages que M. Reynard s'en promet, comme faisant partie de la physique expérimentale ». Il se fait aussi autoriser à conduire « ses écoliers après l'heure des classes aux expériences que M. Lapostolle se propose de faire chez lui » (2). On ne procède pas autrement de nos jours

(1) *Arch. Dép.* D. 3. ^o 120 v^o, 149 v^o, 153 v^o, 18 décembre 1778, 10 janvier, 4 juillet 1783.

(2) *Arch. Dép.* D. 3. ^o 147, 149, 4 octobre, 22 novembre 1782.
— Sur Lapostolle, v. *La Défense contre la Grêle*, par H. Duchaussoy, Professeur de physique au Lycée d'Amiens, (Amiens, 1903). Notre collègue y analyse le *Traité des Parafoudres et des Paragrêles en cordes de paille*, du célèbre pharmacien, dont il esquisse aussi la biographie. Sur ce dernier point, on trouvera de

quand on fait visiter aux élèves de l'enseignement moderne les ateliers et usines dont le fonctionnement peut les instruire.

C'est à cette même date (1782) que Rolland écrivait au principal du Collège « pour l'établissement d'une chaire de mathématique et de physique expérimentale ». L'abbé Monin ne lui répondit même pas, et il s'en plaignit au Bureau : « Est-ce qu'il auroit oublié de vous communiquer ma lettre, c'est cependant un objet intéressant pour votre collège (1 . » Reynard suppléa de son mieux au manque de cette chaire, mais ce novateur intelligent avait affaire à un chef routinier et qui n'aimait pas à être dérangé dans sa quiétude. Une lutte s'engagea donc entre ces deux esprits naturellement hostiles l'un à l'autre, et, malgré les sympathies du Bureau pour les tentatives de Reynard, celui-ci fut vaincu sur la question d'enseignement, comme le Bureau sur la question du pensionnat. Le commissaire du Parlement qui précéda Rolland, Roussel de la Tour, et celui qui le suivit, Le Rebours, étaient moins hardis que lui, et secondèrent mal le professeur et le Bureau. Les péripéties de cette lutte sont assez compliquées, car une question de discipline intérieure, de prérogatives du principal, vint embrouiller les choses et tout envenimer.

Dans tous les collèges de l'époque, l'enseignement des sciences se confondait avec celui de la philoso-

plus amples renseignements dans la *Notice Nécrologique* de Lapostolle (1749-1831), qui paraîtra dans le prochain volume des *Mémoires* de l'Académie d'Amiens (1904).

(1) *Arch. Dép. D.* 10. (Liasse). Lettre de Rolland, du 19 juillet 1782.

phie, qui durait deux ans. Mais son organisation était assez variable, et il semble avoir été sacrifié volontiers à la philosophie proprement dite, logique, métaphysique et morale. D'autre part, les deux professeurs de philosophie alternaient d'habitude, enseignant tour à tour la logique, — c'était le terme consacré pour désigner l'ensemble des études philosophiques, — et la physique, qui désignait également les mathématiques, la physique, la chimie, l'anatomie, l'histoire naturelle (1), quand tout cela s'y trouvait représenté, de par la volonté ou la science du maître. Les choses ne se passaient pas ainsi à Amiens à l'origine du Collège, mais, sur la réclamation d'un des deux professeurs, l'alternance y fut établie, suivant l'usage général (2). Cette situation,

(1) V. *Catalogue de la Bibliothèque d'Amiens, Sciences et Arts*, 2049 : « Thèses de mathématiques où seront démontrées les principales vérités théoriques et pratiques du calcul, de la géométrie, des sections coniques, de la sphère, du calendrier, de la gnomonique et de l'astronomie optico-systématique. Ces thèses seront soutenues dans la salle des actes du Collège d'Amiens. » — Amiens, 1769, Vve Godart, in-4° *Ibid.* 1775. Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 1^{er} juillet 1775 : « Il y a eu, le 21 et le 26 de ce mois (juin), dans la salle des Actes du Collège d'Amiens deux Exercices sur les mathématiques. M. L... a ouvert la première séance par un discours sur l'excellence des mathématiques... M. M... a résolu plusieurs problèmes très compliqués d'Algèbre, de Trigonométrie et de Gnomonique... M. J..., déjà très avantageusement connu par la manière, on ne saurait plus brillante, avec laquelle il a soutenu l'année dernière des thèses de Logique, de Métaphysique et de Morale, vient de paraître avec plus de succès encore en Physique. »

(2) *Arch. Dép. D.* 3. n° 25 v° et 27 v°, 2 août 1765, 3 janvier 1766, Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement secondaire*,

qui avait ses inconvénients, car elle supposait que chaque professeur était également capable de bien enseigner les deux parties de la philosophie, dura de 1765 à 1783.

Mais dans l'intervalle se produisirent de graves difficultés, dues à des tentatives de réformes bien autrement importantes que de savoir s'il fallait maintenir l'alternance. Ce fut Reynard qui, dans son zèle pour les sciences, souleva deux questions des plus graves : l'une, déjà agitée par les esprits novateurs, mais encore reléguée dans le domaine de la spéculation, l'autre, plus nouvelle, plus originale, et d'une portée bien plus large. Fallait-il continuer à enseigner la physique en latin, nous ne disons pas la logique, — Rolland lui-même n'allait pas aussi loin dans ses prévisions — (1) ; fallait-il admettre à profiter, dans le Collège même, de l'enseignement des sciences, des auditeurs qui n'avaient pas fait leurs études classiques ? De la première solution dépendait la seconde, c'est-à-dire la création, d'abord furtive et en quelque sorte inconsciente, puis déclarée et voulue avec toutes ses conséquences, d'un enseignement spécial, basé sur l'étude des sciences.

Reynard ne vit sans doute pas lui-même toutes les

t. II, p. 40 : « Certains Collèges, cependant, étaient déjà pourvus de chaires particulières : on citait notamment, à Paris, le Collège Mazarin (1752) et le Collège de Navarre ; pour tous la règle était posée. »

(1) V. Rolland, *Recueil des Œuvres*, p. 143. La philosophie pourrait s'enseigner en latin, dit-il, à cause de l'enseignement des Facultés qui la suivent, bien que cet usage soit nuisible à la perfection de notre langue.

conséquences de ses tentatives ; il ne posa pas de questions de principe, mais procéda par des actes successifs qui devaient porter leurs fruits. Gêné dans son enseignement théorique de la physique, et encore plus dans les expériences, par l'emploi du latin, il commença par essayer de faire soutenir une thèse en français. Le principal refusa de la viser, « parce qu'elle étoit en françois et qu'elle ne contenoit pas les trois premières parties de la philosophie, qui sont la logique, la morale et la métaphysique » (1). On voit par ce détail à quel point la science exacte étoit subordonnée à la routine. Le Bureau décida néanmoins, à cause de la proximité des vacances, que les écoliers, n'ayant été exercés que sur les objets de cette thèse, la soutiendraient telle quelle, mais sans que cela « tirât à conséquence pour l'avenir » (2). Ce fut le premier épisode d'une lutte qui dura dix ans. Le professeur avait triomphé par surprise du principal qui prit bientôt sa revanche. Un an plus tard, à son instigation sans nul doute, le Bureau décide « que les deux professeurs de philosophie dicteront en latin pendant la première année la logique, la métaphysique et la morale, que la seconde année ils commenceront à la rentrée des classes à dicter la physique, ne pourront enseigner les mathématiques et la géométrie que pendant les trois premiers mois, — notez cette part restreinte faite aux mathématiques, — de sorte que les thèses

(1) V. Carré, *l'Enseignement secondaire à Troyes*, p. 226. Chez les Oratoriens de cette ville, les thèses de mathématiques, physique et cosmographie, furent rédigées en français, mais non celles de logique, ni de métaphysique.

(2) *Arch. Dép. D. 3.* n° 95 v°, 7 juillet 1775.

de mathématique soient soutenues avant la fin de janvier. Les deux professeurs dicteront, expliqueront leurs cahiers et exerceront leurs écoliers en latin. Les thèses seront rédigées et soutenues en latin ; celles à la fin du cours de philosophie, également en latin, renfermeront la logique, la métaphysique, la morale et la physique ; ne pourront être expliqués en français que les expériences publiques de physique à la fin du cours de philosophie » (1). On ne pouvait guère faire autrement sur ce dernier point.

Le latin était bel et bien vainqueur sur toute la ligne. Cependant en 1777 Reynard essayait encore de faire soutenir une thèse en français, et, malgré l'intervention de deux pères de famille, MM. de Bussy et Thiérion, venus tout exprès à Paris pour le voir, Roussel de la Tour maintenait la décision du Bureau. Le professeur a, dit-il, « des talents, du zèle et de l'émulation », mais il ne croit pas que « ce genre de connoissance, quoique utile et curieux », c'est-à-dire la thèse en français, « puisse être préféré à la nécessité de continuer pendant le cours entier de philosophie à former les étudiants dans l'art de raisonner juste par la voie de l'argumentation et de les entretenir dans l'habitude de parler latin pour les disposer à entrer dans les Facultés de théologie, de droit et de médecine (2) ». C'était le

(1) *Arch. Dép.* D. 3. f° 100, 7 juin 1776. Cf. Gréard, *op. c.*, t. II, p. 37. Ce fut seulement en 1789 qu'à Paris deux « auditeurs de philosophie » demandèrent que les professeurs fissent leurs leçons, non plus en latin, mais en français.

(2) *Arch. Dép.* D. 10. (Liasse). Lettre de Roussel de la Tour au Bureau, du 28 juillet 1777. Cf. *ibid.* D. 3. f° 112 v° et 115 v°, 1^{er} août et 5 décembre 1777.

grand argument toujours opposé aux partisans du français : il avait sa valeur. La réforme devait en effet partir d'en haut, si on voulait pouvoir l'appliquer dans les collèges.

La question semblait vidée. Elle devait renaître sous une forme plus aiguë, à l'occasion d'une décision beaucoup plus importante qu'elle n'en avait l'air. Le Bureau avait suivi le principal et le Parlement et obéi à la routine pour l'enseignement en latin. Il adopta néanmoins, presque aussitôt après, nous ne savons sous quelle inspiration, une mesure très-large et très libérale, dont il ne prévît pas tous les effets possibles :

« L'instruction, dit-il, étant gratuite et les classes publiques au collège de cette ville, et conformément à l'usage qui se pratique dans les collèges de Paris, on admettra comme auditeurs bénévoles quiconque se présentera et qui sera d'un âge trop avancé pour y être admis comme écolier, aux conditions qu'ils ne troubleront en quoy que ce soit l'ordre des classes dudit collège et que préalablement à leur entrée au collège ils auront fait une visite de politesse à M^r le principal et au professeur de la classe en laquelle ils voudront entrer. »

Il eut beau ajouter ensuite que les auditeurs bénévoles devraient avoir au moins dix-huit ans et n'avoir pas été « antérieurement chassés du collège, pour quelque cause que ce puisse être, soit par M^r le principal, soit par M^{rs} les professeurs » (1). Cette dernière restriction n'aurait pu suffire à empêcher l'encombrement des classes par des élèves incapables de

(1) *Arch. Dép. D. 3. f^o 119, 16 et 19 octobre 1778.*

les suivre, ou dangereux pour la discipline et les mœurs. Le Bureau, dans son zèle aveugle pour le bien public et la diffusion de l'enseignement, ne voyait pas qu'il confondait le Collège avec les Facultés ou les cours publics que la ville avait institués ou allait instituer. Nous ignorons si, comme il l'avait décidé en principe, on admit dans toutes les classes, pêle-mêle et indifféremment, des auditeurs bénévoles qui n'avaient plus l'âge d'être écoliers. Il est probable que le fait ne se produisit qu'en philosophie. Encore avait-on pris la précaution d'exiger de ceux qui désireraient entrer dans cette classe qu'ils eussent « préalablement fait un thème et une version dictés par le professeur de rhétorique,... comme les feroient les écoliers médiocres » (1) de cette classe. C'était une barrière opposée à l'invasion de la philosophie par les jeunes gens n'ayant pas fait leurs études régulières.

Le Parlement s'émut du reste de la situation qui eût été faite aux études par l'admission des bénévoles dans toutes les classes, car Rolland écrivit au Bureau : « Il me semble que votre délibération relative aux bénévoles étoit pour toutes les classes, vous m'assurez qu'elle n'a lieu que pour la philosophie. Dans ce cas elle peut être tolérée (2) . » Tolérer n'est pas approuver.

Mais toute innovation, dont on n'a pas mesuré exactement la portée, entraîne avec elle ses conséquences forcées. Ces auditeurs bénévoles, admis en

(1) *Arch. Dép.* D. 3. f° 120, 19 octobre 1778.

(2) *Arch. Dép.* D. 3. f° 138, 1^{er} juin 1781. Lettre de Rolland, du 12 avril 1781.

philosophie avec un bagage littéraire assez léger, y venaient sans doute plutôt pour étudier les sciences que la logique. Or, les deux professeurs enseignant alternativement, l'un la physique, l'autre la logique, il en devait résulter une grande gêne pour eux par suite du changement de maître. Reynard était d'ailleurs bien supérieur pour les sciences à son collègue Bellegueule. Le Bureau fut bientôt amené à s'en rendre compte, et prit une grave résolution. Il supprima l'alternance des professeurs de philosophie, les fixa, l'un en logique, l'autre en physique, non point par caprice, mais pour des raisons mûrement réfléchies, l'une de principe, l'autre de fait :

« L'enseignement des mathématiques, de la physique et des sciences qui ont avec elle des connexions intimes étant disparate avec l'enseignement de la logique, de la morale et de la métaphysique, qui demande un ordre et une méthode différents, le Bureau, pour éviter les inconvénients de l'alternation des deux professeurs de philosophie, et pour donner aux jeunes gens qui n'auroient point fait d'études les moyens d'étudier les mathématiques et les parties de physique qui leur seroient nécessaires, a délibéré que M. Reynard, actuellement professeur en physique, et M. Bellegueule, actuellement professeur en logique, demeureront chacun fixé à sa classe, ainsi qu'ils le désirent, et qu'il en sera de même dans la suite à l'égard des professeurs qui seront nommés. Le professeur de physique pourra enseigner, soit en latin, soit en français..... Le professeur de philosophie fixé à la logique ne pourra enseigner

qu'en latin la logique, la métaphisique et la morale ; il exercera ses écoliers en latin, et sera aussi en latin soutenu des thèses publiques chaque mois et des thèses générales à la fin de l'année scholastique (1). »

Il résultait forcément de la mesure prise par les administrateurs, comme l'interpréta Reynard (2), que l'on pourrait admettre en physique des auditeurs qui n'auraient point fait d'études. Le Bureau en effet avait bien compris toute l'importance de sa décision, et, dans une lettre explicative à Le Rebours, il la commenta avec une clarté parfaite :

« Il est manifeste, dit-il, que les deux classes de philosophie, telles qu'on les remplit aujourd'hui, (la classe de logique et celle de physique), diffèrent autant et plus entr'elles dans leur objet ainsi que dans la manière de le montrer, que la sixième et la rhétorique ; et conséquemment que les professeurs ne peuvent conduire des classes si disparates avec tout le succès que le public et la cour doivent attendre même des meilleurs maîtres, si ceux-ci ne se res- traignent et ne s'appliquent uniquement chacun à

(1) *Arch. Dép. D. 3.* n° 153 v°, 4 juillet 1783. Cf. Gréard, *op. cit.*, t. II, p. 40. Au même moment, à Paris, Linguat, professeur de philosophie, demanda à la Sorbonne, le 18 juin, que l'alternance fut supprimée, mais elle ne le fut que le 14 août.

(2) V. *Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 25 octobre 1783 : « M, l'abbé Reynard, professeur au Collège d'Amiens, et fixé dorénavant à la classe de physique, (dont l'entrée sera permise à l'avenir aux jeunes gens de la ville ou de la campagne, qui n'auront point fait d'études), distribuera, pour la commodité de ses auditeurs, son enseignement en deux cours distincts et séparés, l'un de mathématiques et l'autre de physique. »

l'object qui lui plaira davantage. Il n'est pas moins évident que les mathématiques, la mécanique, la chymie et la physique expérimentale deviennent depuis 30 ans environ une partie essentielle et notable de l'éducation publique, et qu'il est peu d'états et de conditions qui n'en fasse usage ou qui n'en retire des avantages sans nombre : il suffit d'être au courant de son siècle pour voir de quelle utilité ces sciences, dont les progrès tiennent du prodige, sont par rapport aux besoins de la société, à la perfection des arts et des métiers, surtout chez nous, c'est-à-dire dans une ville de commerce, de manufacture, de teinture, etc..., et qui, si le canal de Picardie a lieu, comme on l'espère, pourroit bien ne point tarder à le disputer aux premières villes du royaume par la population et pour l'étendue du commerce tant intérieur qu'extérieur (1). »

Le Bureau voulait donc améliorer l'enseignement

(1) *Arch. Dép.* D. 12. (Liasse). Lettre du Bureau à Le Rebours, du 29 novembre 1783. Dans cette même lettre, bien que l'instruction fût gratuite au Collège (D. 3. f° 119, 16 octobre 1778), comme l'admission des bénévoles en physique avait sans doute augmenté les dépenses, le Bureau ajoutait : « Il est bon de vous observer, Monsieur, que le Collège n'est déjà point trop riche eu égard aux charges dont il est grevé. C'est pourquoi, pour ne point le grever encore davantage par des dépenses qui, si elles sont indispensables, ne sont pas moins considérables, nous croions qu'il n'y auroit pas d'inconvénient à obliger les écoliers à payer chaque année à la rentrée des classes 48 sols reversibles et applicables à la physique. En entrant dans le Collège nous avons trouvé l'usage établi de faire payer 15 sols pour le luminaire particulier des classes; les jeunes gens ne payeront donc que 33 sols en sus; et par là, quand ils arriveront à la classe de physique, ils n'auront

en spécialisant les professeurs (1), et surtout « mettre la jeunesse de tous les états et de toutes les conditions à portée de cultiver d'une manière utile et suivie les mathématiques et la physique, quelquefois pendant 2 et 3 années consécutives sous le même professeur, suivant le besoin des enfans et le vœu des parens qui sentiront toujours de plus en plus la nécessité et le prix de ces connoissances (2) ». L'in-

payé, et cela même de loin en loin, que 10 à 12 livres pour jouir d'un avantage qui coûte aussi 10 à 12 francs à chaque écolier de physique de l'Université pour suivre en 10 à 12 leçons seulement les expériences de M. Sigaud de La Font ou de son neveu M. Roulaud. »

(1) V. le *Discours* prononcé le 25 août 1784 par Rolland, reçu à l'Académie d'Amiens. Il y remercie les administrateurs du Collège, dont plusieurs sont académiciens : « Je ne puis trop leur témoigner ma reconnaissance de l'encouragement qu'ils ont donné aux Instituteurs, en adoptant ainsi qu'ont fait plusieurs autres Bureaux d'administration, et ce, d'après mon plan d'éducation : 1^o la méthode de fixer les professeurs de philosophie chacun dans leur classe, et de permettre l'enseignement françois de la physique et des mathématiques; 2^o celle de graduer conformément à la délibération du Bureau d'administration du Collège d'Orléans la pension des émérites. » — Flatté sans doute de ces éloges, le Bureau, malgré ses dissentiments antérieurs avec Rolland, décida le 7 mars 1788, de lui demander son manuscrit pour le déposer dans ses archives et le faire imprimer, aux frais du Collège, à 500 exemplaires, dont 200 pour le Président et 100 pour l'Académie. (*Arch. Dép. D. 3. f^o. 184 v^o*).

(2) *Arch. Dép. D. 12. ibid.* Cf. *Arch. Com. BB. 85, f^o 134, 28* mars 1758. Avant la restauration de son Collège, la ville avait autorisé le sieur Scellier à donner à l'hôtel de ville des leçons publiques et gratuites, qui devinrent bientôt une école de mathématiques, arts, manufacture et commerce. « Le plan des leçons à donner paroît ne pouvoir qu'être très avantageux aux habitans de

térêt de la ville lui faisait demander une réforme utile à toute la nation.

Reynard, qui avait dû l'inspirer, triomphait donc. Il pouvait enseigner la physique en français. Mais il abusa de sa victoire, et des difficultés s'élevèrent de nouveau entre lui et le principal. Il eut le tort, assez paardonnable, il est vrai, de considérer les auditeurs bénévoles comme de véritables élèves du Collège,

cette ville et aux ouvriers du plat pays domiciliés à proximité de cette ville, et notamment aux artisans, aux ouvriers et simples apprentis, parce que lesdites leçons publiques et gratuites les mettront en état de s'instruire sans frais et ne manqueront pas de leur donner du goût pour les différentes professions auxquelles ils se destinent. » — V. sur Scellier et son école l'*Appentice*, IV, et son *Eloge*, qui paraîtra dans le prochain volume des *Mémoires* de l'Académie d'Amiens (1904).

Cf. Rolland, *Recueil des Œuvres*, p. 114 : « Il seroit nécessaire de varier les instructions pour que tous les enfants puissent s'appliquer à la science, soit pour laquelle ils ont du goût et de l'aptitude, soit qui leur sera nécessaire pour l'état qu'ils embrasseront dans la suite... Faut-il que celui qui n'a ni goût pour l'étude des langues (anciennes) ni besoin de les cultiver, reste sans instruction ? »

Lettre d'un Professeur émérite de l'Université de Paris, déjà citée (1777), p. 216 et sq. :

Exercices des écoliers qui n'apprennent pas le latin.

« Quoi ! des écoliers dans un collège pour y apprendre toute autre chose que le latin ! Et dans un collège de bénédictins !... La langue Latine est celle de la religion ; ce seroit assez à des religieux pour la recommander.... Sans le Latin, un enfant ne peut entrer dans l'état ecclésiastique, ni aspirer à aucune charge dans la judicature, bien moins encore penser à la médecine ; le roi lui-même, dans le règlement du 28 mars de cette année, concernant les nouvelles écoles royales militaires, Tit. I, Art. 6, veut qu'on enseigne aux élèves les langues Françoise et Latine.... »

Exposition raisonnée des principes de l'Université, relativement

et voulut leur faire soutenir des thèses (1). Le principal, sans doute froissé par l'attitude des bénévoles, y vit une atteinte à ses droits, une sorte d'injure faite aux écoliers proprement dits, et le commissaire du Parlement, Le Rebours, rappela au Bureau la conduite à suivre :

« On ne peut pas, dit-il, assimiler la classe de phisique de votre collège à l'école publique établie dans votre ville pour les mathématiques et les arts (2), ni aux cours de chimie, de botanique et d'histoire naturelle qui y sont ouverts par les particuliers ; chaque maître est dans sa partie indépendant par rapport à sa manière d'enseigner et à la discipline de sa classe : mais dans un collège il faut qu'il y règne une règle uniforme... L'arrêt du 16 février dernier n'a rien changé à la discipline qui devoit être précédemment observée dans la classe de phisique ; il n'a fait que permettre au professeur de cette classe d'enseigner soit en latin, soit

à l'éducation, par M. l'abbé Gosse, Professeur de Belles-Lettres au Collège de la Marche (Paris, 1788), p. 86 et sq. :

« On nous accuse de n'être occupés que de thèmes, de latin et de grec. . . . Vous ne rendez aucun service, dit-on encore, à plusieurs professions de la plus haute importance, telles que celles du commerçant, du financier, de l'ingénieur civil et de l'ingénieur militaire, c'est un abus qui mérite l'attention du ministre... Quoique l'Université ait élevé dans son sein plusieurs ministres et intendants des finances, et un plus grand nombre de négociants avantageusement connus, on ne peut nier que l'enseignement public n'est d'aucune utilité directe pour la finance et le négoce. »

(1) *Arch. Dép.* D. 3. n° 162, 23 juillet 1784. Cf. *ibid.* D. 12. (Liasse). Lettre de Le Rebours au Bureau, du 10 juillet 1784.

(2) L'école Scellier.

en françois ; c'est une facilité accordée en faveur des jeunes gens qui n'ont pas fait d'études pour leur donner les moyens d'étudier les mathématiques et les parties de la physique qui peuvent leur être nécessaires ; on n'a rien innové relativement aux thèses publiques qui, suivant l'usage de l'Université de Paris, ne sont jamais soutenues par des auditeurs bénévoles ; ils n'y sont admis que pour argumenter. »

Le Bureau se conforma aux instructions de Le Rebours. Reynard était battu sur un point. Les difficultés continuèrent entre lui et le principal à propos de l'admission dans sa classe des auditeurs bénévoles et surtout de la manière d'interpréter la délibération du Bureau qui fixait les professeurs de logique et de physique chacun dans sa classe. Il y était bien dit en effet que le professeur de physique pourrait enseigner soit en latin, soit en français, mais, « pour que son enseignement fût méthodique et par conséquent plus profitable », il devait présenter chaque année un programme annonçant les parties, soit de mathématiques, soit de physique, qu'il traiterait l'année suivante. Il est assez probable que Reynard ne se conforma pas à cet arrêt et fournit ainsi des armes à son adversaire. Aussi le Bureau, pour mettre fin au conflit, prit-il une décision qui fit perdre au professeur et au progrès presque tout le terrain conquis :

« Considérant, dit-il, que ce professeur, se livrant trop à son goût pour les mathématiques et la physique, embrasse dans l'espace de l'année scholastique un trop grand nombre d'objets pour que son ensei-

gnement puisse être suivi d'une manière méthodique et analogue au but et à l'état que se propose le plus grand nombre des écoliers de cette classe, que ce professeur prétendant réunir dans sa classe des auditeurs de tout âge et de toute condition, non plus comme cy-devant en qualité d'auditeurs bénévoles, mais en qualité de véritables écoliers, se croiroit par le silence du Bureau autorisé à étendre de plus en plus son enseignement, de manière qu'il ne seroit que vague, superficiel et par conséquent très peu utile au plus grand nombre, d'où il résulteroit que sa classe, au préjudice de ses véritables écoliers, deviendrait une classe de pur amusement pour quelques auditeurs passagers, qui peuvent d'ailleurs profiter des différents cours publics établis dans cette ville, et dont l'institution n'entre point dans le plan d'éducation du collège.

« Considérant en outre que le principal du collège requéroit que l'usage de la langue latine soit conservé dans les deux classes de Philosophie du Collège, où le Roy a confirmé la théologie comme nécessaire,... et qu'aucun Ecolier ne peut être admis dans aucune classe sans la permission par écrit du principal.

« Le Bureau ne s'étant proposé par aucune délibération ni de changer la discipline d'aucune des classes du Collège, ni d'autoriser dans aucune des deux classes de philosophie d'autre enseignement, d'autre usage que ceux de l'Université de Paris...

« A arrêté à la pluralité des deux tiers des suffrages :

« 1^o Que le professeur de philosophie fixé à la phisique pourra enseigner en françois les mathé-

matiques, et ce qui concerne les séances publiques de phisique expérimentale qui doivent avoir lieu à la fin de chaque cours,... mais qu'il enseignera en latin la phisique générale et particulière...

« 2° Qu'il disposera les matières de son enseignement, soit en latin, soit en françois, de manière qu'il emploiera la moitié du tems de chaque classe à expliquer la phisique en latin et à exercer en cette langue les écoliers...

« 3 et 4° Que les jeunes gens qui, sans avoir fait d'études, désireront profiter des leçons de mathématiques ou de phisique », devront être agréés par le Principal et seront admis « en qualité d'auditeurs seulement, sans pouvoir partager avec les Ecoliers ni l'honneur de soutenir les thèses et exercices publics de ladite classe, ni les avantages qui peuvent résulter de la scholarité. »

En conséquence le Bureau fixa l'enseignement en physique, le matin en langue latine, et l'après-midi en langue française (1).

Le principal avait certes raison de ne pas vouloir laisser introduire dans le Collège des élèves de tout âge et de toute condition, au détriment de la discipline et des mœurs, et profita habilement, abusa même des imprudences de l'abbé Reynard pour faire revenir le Bureau sur une décision utile approuvée par le Parlement. Des susceptibilités, des questions de personnes passaient ainsi avant l'intérêt des écoliers. Il est bien vrai cependant que la classe de physique ne devait pas dégénérer en cours public.

(1) *Arch. Dép. D. 3.* f° 167 v° et 171, 4 mars et 30 août 1785. Cf. *Almanach de Picardie*, 1786, p. 23.

Les reproches faits au professeur sont-ils, ou non, justifiés, nous l'ignorons. Mais on pouvait exclure les auditeurs dangereux, régler les programmes et surveiller leur application, sans revenir à cet enseignement en latin qui était, surtout pour la physique, la mort de tout progrès. La routine avait, s'appuyant sur l'exemple de l'Université de Paris, définitivement triomphé. Reynard réussit encore une fois, mais « sans tirer à conséquence », à faire soutenir en français des thèses de mathématiques suivies d'expériences de physique, mais non, comme il le désirait, des thèses de physique. De guerre lasse, il donna sa démission, bien qu'il eût, peu de temps auparavant, demandé à continuer ses fonctions pour cinq ans, et obtint la pension émérite qu'il avait largement gagnée (1).

Avant de supprimer l'alternance des professeurs de philosophie, le Bureau, s'inspirant de Guyton de Morveau et Rolland, (2) avait au contraire fait alterner entre eux les régents, de la sixième à la quatrième. Les raisons qu'il en donna étaient plus spécieuses que solides, et la question est encore controversée aujourd'hui (3). Le maître « pouroit mettre plus

(1) *Arch. Dép. D.* 3. f^o 182, 183, 183 v^o, 13 juillet, 3 août, 12 décembre 1787.

V. sur Reynard, surtout après son départ d'Amiens, la *Biographie des hommes célèbres du département de la Somme*, t. II, p. 297 et sq. Cf. son *Eloge*, qui paraîtra dans le prochain volume des *Mémoires* de l'Académie d'Amiens (1904).

(2) Cf. Guyton de Morveau, *Mémoire sur l'Education publique*, p. 97 et sq. ; Rolland. *Recueil des OEuvres*, p. 134-137.

(3) V. *L'Enseignement Secondaire*, 21^e année, n^o 17, 1^{er} novembre 1900, 22^e année, n^o 10, 15 mai 1901, articles de M. A. Salles.

de suite dans son enseignement, qui seroit plus efficace par la connoissance qu'il auroit du caractère et de la portée de l'esprit de ses disciples ; d'ailleurs les disciples, n'ayant plus à éprouver les changements de méthode et de principe auxquels le changement de maître les expose, leur progrès dans les études seroit plus assuré et plus rapide ;.... l'habitude formeroit nécessairement entre le maître et les disciples une augmentation d'attachement et de confiance qui ne pourroient que contribuer au plus grand bien de l'éducation ». On ne songeait pas à l'inconvénient de garder trois ans un maître incapable ou négligent, sans prestige ni autorité morale. De plus, les élèves paresseux ou faibles, en redoublant, « auroient lieu d'être satisfaits d'y trouver un autre conducteur qui, les recevant sans prévention et sans reproche, leur inspireroit plus de confiance ». C'est supposer le maître malveillant de parti pris et sacrifier la majorité des élèves au plus petit nombre. Les arguments qui concernent les maîtres ne valent pas mieux. On créera entre eux par ce moyen, dit le Bureau, une émulation salubre, disons plutôt une rivalité fâcheuse, une envie de briller aux dépens les uns des autres, une comparaison délicate que feront les familles entre eux. On leur épargnera aussi les dégoûts d'un enseignement toujours le même, « on mettra entre eux une plus grande égalité qui leur fera partager les fonctions rebutantes des premières classes » (1). En réalité les professeurs du Collège d'Amiens, comme ceux de nos collèges il y a trente ans encore, possédant tous à peu près les mêmes

(1) *Arch. Dép. D.* 3. n° 143, 1^{er} février 1782.

titres, étaient fort désireux, par amour-propre (1), de monter de classe en classe ; d'ordinaire les émoluments s'élevaient aussi en même temps, ce qui était un attrait de plus. La séparation bien nette de la grammaire et des lettres (humanités) et la spécialisation des professeurs, même dans les collèges, ont mis fin à ces abus.

Il faut remarquer d'ailleurs que le Bureau eut la sagesse de donner aux trois régents de grammaire le même traitement et qu'il se garda bien d'aller aussi loin que Guyton de Morveau, qui demandait l'alternance de la cinquième à la seconde, la sixième n'existant pas alors en général dans les collèges, ou de la sixième à la troisième, tandis que Rolland la proposait de la sixième à la quatrième, et en troisième et seconde, mais en s'arrêtant là, parce que le maître de grammaire peut faire un mauvais professeur de rhétorique (2). On pourrait ajouter que le contraire est tout aussi vrai.

En résumé, le Bureau avait appliqué, en ce qui concerne l'enseignement, une réforme d'une utilité contestable, et en avait tenté une autre qui eût été des plus fécondes en résultats heureux, mais qu'il n'osa pas mener jusqu'au bout.

La ville, si elle fût demeurée maîtresse de son

(1) *Arch. Dép. D. 3*. f° 31, 20 février 1767. Delille ayant donné sa démission, Sélis passa en seconde, et ainsi de suite, sur la demande des professeurs de 3^e, 4^e, 5^e et 6^e.

(2) V. G. Carré, *l'Enseignement Secondaire à Troyes*, p. 154. Les Oratoriens suivaient d'ordinaire leurs élèves de la sixième à la rhétorique, et cela dans l'intérêt, non des élèves, mais des maîtres, pour leur faire reprendre toutes leurs études.

Collège, comme elle le désirait en 1761, se fût à coup sûr montrée plus hardie, en adaptant franchement les idées de l'*Encyclopédie* (1). Celle-ci en effet réclamait dès 1753 la soutenance des thèses en français, plaidait en faveur de l'histoire et de la géographie, et proposait l'introduction dans les collèges des langues étrangères, « anglois et italien et peut-être l'allemand et l'espagnol », plus utiles que les langues mortes. Poussée de plus par son intérêt personnel bien compris, la ville avait, de sa propre initiative, proposé expressément, dans son troisième projet de reconstitution du Collège, de « confier toutes les classes à des religieux Bénédictins... Par ce projet on se procureroit et l'on trouveroit chez les religieux des maîtres de langue allemande, angloise et hollandoise, de mathématique, d'histoire et de géographie, sans dépense et sans augmentation de revenus ». (2)

Si nous laissons de côté la question d'économie, dont la ville fut toujours vivement préoccupée, nous devons remarquer que c'est bien là le programme vaguement dessiné par l'*Encyclopédie*. En fait, l'étude de l'histoire et de la géographie lui importait sans doute moins que la connaissance des sciences, et surtout des sciences appliquées, qui avait été encouragée à diverses reprises par le Bureau, malgré ses tâtonnements. Les magistrats municipaux d'une ville de commerce et d'industrie y voyaient à bon droit un côté utile pour leur développement. Ce motif les disposa aussi à souhaiter l'enseignement

(1) V. *Encyclopédie*, art. Collège, t. III, 1753.

(2) *Arch. Com.* BB. 86. f° 105 et sq., 29 octobre 1761.

des langues vivantes, abandonné alors à de nombreux professeurs libres, ce qui prouve qu'on en sentait déjà vivement le besoin, non pas au point de vue de l'éducation littéraire, mais au point de vue purement utilitaire (1). Les relations d'Amiens avec l'Allemagne, l'Angleterre et la Hollande expliquent ce désir.

Les négociants de la ville d'Amiens, réclamant dès 1746 la création d'une chambre de commerce, disaient en effet (2) : « Notre commerce avec la *Hollande*, l'*Angleterre*, l'Irlande, Riga, *Hambourg*, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, est assez connu pour ne pas souffrir de contradiction. » Or, c'est justement en 1761 (3) que fut établie la chambre de commerce et que les officiers municipaux songèrent à faire enseigner ces trois langues (4). Ce désir ne fut pas réalisé, et l'enseignement du Collège resta à peu

(1) V. *Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 17 juin 1775. Un maître de pension offre d'enseigner les langues latine, française, anglaise, italienne, espagnole, comme à Paris et dans les principales villes de commerce. Cf. 18 mars 1786.

(2) *Arch. Dép. C.* 412. « Mémoire pour les négociants de la ville d'Amiens. »

(3) *Arch. Dép. C.* 412. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 6 août 1761.

(4) Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 1795, 30 frimaire an IV (21 décembre 1795). Avis du Jury d'instruction près l'Ecole centrale à établir à Amiens : « 4° Un professeur de langues vivantes, lorsque les administrateurs de département le jugeront convenable. » (Décret de la Convention du 3 brumaire, (25 octobre 1795). « La langue vivante la plus appropriée aux relations commerciales d'Amiens est l'espagnol. On désire, s'il est possible, que celui qui s'en chargera puisse, au besoin, donner quelques principes d'allemand et d'anglais. »

près ce qu'il avait été sous les Jésuites. Des changements sérieux de méthode et surtout les innovations entrevues l'auraient peut-être vivifié (1). Nous avons vu au contraire que, grâce aux dissensions intestines dont il souffrait, il pencha de plus en plus vers la décadence. Les dernières années de son existence furent une agonie.

(1) V. Compayré, *op. cit.*, t. II, p. 291 : « Rien de sérieux n'avait été fait depuis 1762. Malgré de louables efforts, la routine triomphante avait repris son train ordinaire. »

CHAPITRE NEUVIÈME

Les dernières années du Collège

La Révolution acheva de désorganiser le Collège. Le 18 juillet 1789, sous l'empire de la nécessité, il fut arrêté par le conseil de ville que, « pour procurer des emplacements pour le logement du régiment de Conty et des corps de garde pour la milice bourgeoise, le Collège seroit fermé ». (1)

Ce ne fut cependant qu'une mesure temporaire, et les classes recommencèrent seulement un peu plus tard que d'habitude. (2) Si la dernière délibération du Bureau institué en 1763 est du 18 décembre 1789, le Collège continua néanmoins à végéter.

Le Conseil municipal se préoccupait d'ailleurs de l'éducation publique, qu'il jugeait nulle dans les collèges : « Les professeurs, disait-il, ne se croient institués que pour enseigner, et ils ne peuvent effectivement s'occuper d'une véritable éducation », parce qu'ils ne sont avec les écoliers qu'aux heures

(1) *Arch. Com.* BB. 98. f° 129, 18 juillet 1789. Cf. *Arch. Dép.* D. 3. f° 191, 18 juillet 1789.

(2) *Arch. Dép.* D. 3. f° 192, 11 septembre 1789 : « Le Bureau a nommé M. Gorin, professeur d'éloquence, pour remplir la place de principal, vacante par le décès de M. Monin. » Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers de Picardie*, 17 octobre 1789 : « On donne avis que l'on fera la rentrée des classes au Collège d'Amiens le jeudi 22 de ce mois. »

de classe. Du reste, « la méthode de l'enseignement n'est elle-même ni nationale ni politique. Les disciples les plus heureusement nés peuvent sçavoir en sortant de classe les noms de tous les dieux de la fable, quelquefois des héros de la Grèce et de Rome, mais ils n'ont nulle notion des loix, du gouvernement, de l'histoire de leur propre nation ; ils en ignorent souvent la langue ». La critique était sévère, quoique assez juste. Mais on n'avait pas sous la main de professeurs mieux préparés à élever et instruire la jeunesse suivant les idées nouvelles. « On trouve quelquefois, dit encore le Conseil, chez les maîtres particuliers des moyens plus efficaces d'éducation, mais il est encore bien à désirer que ceux qui se livrent à cette profession si importante n'y soient admis qu'après des épreuves qui assurent à la Société qu'ils ont les vertus, les talents et les lumières qu'elle exige. » (1) A cette époque de trouble et même d'anarchie dans les esprits, on sentait donc confusément que, si l'éducation publique avait besoin d'être réformée, on ne pouvait cependant sans péril l'abandonner à des mains inexpérimentées. Aussi, après quelques années de confusion, la Convention essaiera-t-elle, sans grand succès, de remplacer les collèges disparus par les écoles centrales.

Le Collège d'Amiens fut, comme les autres, la victime des événements. Fermé pendant un mois en-

(1) *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. II, p. 15. Mémoire sur la situation des objets, affaires, et finances de l'Administration municipale d'Amiens, dressé en exécution de l'arrêté du Conseil municipal du 25 février 1790.

viron, non compris les vacances, en juillet et octobre 1789, il fut privé, à la même date, de son église, devenue « inutile » (1), et, en 1792, le bâtiment de la Retraite fut occupé, mais moyennant loyer, par deux compagnies du premier bataillon des gardes nationales de la Seine-Inférieure. (2) Le Collège aurait pu cependant conserver un assez grand nombre d'élèves, sans faire usage de son église ni de la Retraite, qui n'avait jamais été occupée que momentanément. Des motifs plus graves amenèrent la désertion des écoliers (3) : ce fut d'abord le désordre qui régnait partout, par suite de la tourmente révolutionnaire, ce fut en particulier la prestation du serment civique, que refusèrent presque tous les professeurs, et par là même le changement de maîtres, ce fut aussi l'impuissance du Bureau, ancien ou nouveau, qui n'avait plus de véritable autorité pour administrer le Collège. (4) Un petit fait suffit à le prouver : le maire

(1) *Documents pour servir...*, t. II, p. 275, 28 juillet 1789 : « Il a été arrêté que les blés (de M. Morgan) seroient déposés dans l'église du Collège qui est inutile actuellement ».

(2) *Arch. Dép. Registre aux Délibérations* du Bureau d'Administration du Collège, du 10 octobre 1791 au 14 frimaire an II, (4 décembre 1793), f° 9, 30 janvier 1792. — Ce Registre fait suite, à près de deux ans d'intervalle, au Registre du premier Bureau (1763-1789). Cote provisoire, LT.

(3) Nous ignorons d'ailleurs quel en fut le nombre, de 1789 à 1794.

(4) On peut, sur cette période de 1789 à 1795, outre les *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, et le *Registre aux Délibérations* du nouveau Bureau, déjà indiqués, consulter Darsy, *op. cit.*, p. 302-315. Mais, suivant son habitude, il n'indique pas les sources où il a puisé : il a certainement consulté le *Registre*.

prétend en effet présider de droit le Bureau, qui n'est plus « qu'une délégation de la municipalité » (1). Aussi la commune disposera-t-elle à sa guise des finances du Collège, qui n'étaient pourtant pas sa propriété.

Le 20 mai 1790, les officiers municipaux, pour se procurer « tout présentement » 15000 livres décrétées par l'Assemblée nationale, en vue d'un emprunt pour les pauvres, décident de demander aux administrateurs du Collège, « dans la caisse desquels il se trouve actuellement plus de 40000 l. de fonds inutiles, de prêter à la commune les 15000 l. en constitution de rentes ». Si les administrateurs, « contre toute apparence, refusent », on « aura recours à l'Assemblée nationale pour se faire autoriser à prendre la somme sur les fonds du Collège ». Le même jour, à l'unanimité, on décide de se renseigner pour connaître la véritable situation financière de cet établissement et de proposer aux administrateurs de prêter aux entrepreneurs de la Halle aux grains, que l'on veut achever, 10000 l., « sous la garantie de la commune ». Nous ignorons si ces deux prêts furent consentis ou imposés. Le *Registre aux Délibérations* de l'ancien Bureau n'est plus tenu à cette époque, bien que celui-ci existe encore. Le 2 juin de la même année, il est constaté que les administrateurs du Collège ont prêté « sans intérêt » 3000 l. à la ville, pour subvenir à la continuation des ateliers de charité. Le 16 décembre, le Directoire du département ayant autorisé antérieurement la municipalité à prendre « par emprunt » 6000 l. des fonds

(1) *Documents pour servir...*, t. IV, p. 166, 25 mai 1791.

du Collège pour la dépense de ces ateliers, les administrateurs refusent de le faire. Le 17, la caisse des ateliers n'ayant pas d'argent pour payer les ouvriers le lendemain, le Directoire enjoint au receveur du Collège de verser les 6000 livres, et les administrateurs lui adressent leur démission. Enfin, le 12 novembre 1791, figurent, parmi les « dettes exigibles » de la ville, 16000 livres dues au Collège, à cause des emprunts pour les mêmes ateliers. Il est probable qu'elles ne furent pas payées (1).

En tout cas, le nouveau Bureau, installé le 18 octobre 1791, fut réduit, devant une caisse vide, à réaliser des économies à tout prix. Sans parler pour le moment de la réduction des honoraires des professeurs, qu'il proposa sans succès, il s'ingénia à trouver ailleurs l'argent qui lui manquait. En 1792, le 30 janvier, il loue, comme nous l'avons dit, la maison de Retraite; le 2 mars, il afferme « la maison de plaisance et enclos situés à Boutillerie lès Amiens »; le 30, il fait de même pour la maison prieurale (Saint-Denis), le terrain, le pigeonnier et la grange « dixmeresse »; le 12 août, il décide de donner « requête pour faire autoriser le collège à avoir l'ouverture de la chapelle de Notre-Dame de Bon Secours à l'effet de retirer les offrandes qui se trouvent dans cette chapelle » (2).

Pendant que l'ancien et le nouveau Bureau faisaient face de leur mieux aux difficultés financières, les professeurs, de leur côté, se trouvaient d'abord

(1) *Documents pour servir...*, t. III. (1790), p. 156, 20 mai, p. 179, 2 juin, p. 417-421, 16-17 décembre; t. IV (1791), p. 360, 12 novembre.

(2) *Arch. Dép. — Registre aux Délibérations*, f° 9, 9 v°, 12.

mis en demeure de prendre parti au point de vue politique, et adressaient ensuite des réclamations au sujet de leur malheureuse situation. Ils se prêtèrent assez facilement, prêtres et laïcs, au rôle qu'ils furent appelés à jouer dans les cérémonies publiques, empreintes surtout d'un caractère patriotique, mais la plupart résistèrent, quand il leur fallut faire acte d'adhésion formelle au nouveau régime que l'on venait d'inaugurer.

Le 14 juillet 1790, sur les dix heures du matin, les troupes de la garnison firent, au champ de fédération à la Hotoie, le serment « de rester fidèles à la Nation, à la Loi, au Roi, et à la Constitution. Les professeurs et tous les écoliers du Collège, qui avoient demandé à participer à cet acte solennel et qui y avoient été admis, s'y étoient aussi rendus ». A midi, au même endroit, le serment d'union au pacte de fédération générale des gardes nationales et des troupes du royaume fut prononcé par le maire, l'Assemblée électorale du département, le Conseil général de la commune, les gardes nationales, les troupes de ligne de la garnison, de la ville et de la citadelle, qui tous individuellement levèrent la main et dirent de concert : *Je le jure*. Les professeurs et écoliers du Collège s'y trouvaient aussi, et, après la prestation du serment, le principal du Collège s'approcha de l'autel et prononça « un discours analogue à la cérémonie ». L'un des écoliers fit de même (1).

Mais, six mois après, le 16 janvier 1791, quand il fallut prêter le serment civique « conforme à la loi »,

(1) *Documents pour servir...*, t. III (1790), p. 223-226.

l'accord fut loin d'être unanime. Trois professeurs, seulement, Prévost, Penot et Denamps, le premier prêtre et les deux autres laïcs, y consentirent, et les autres annoncèrent par lettre qu'ils le prêteraient, mais « avec restriction ». Ils firent ensuite demander s'ils pourraient néanmoins continuer leurs fonctions. Il leur fut répondu, le 17, qu'ils devaient s'adresser au Directoire du département. — Il n'est peut-être pas inutile de noter ici qu'à ce moment trois corps se partageaient la direction des affaires de la ville : le Conseil général de la commune en réfère constamment au Directoire du département, qui paraît avoir une autorité supérieure, et celui-ci consulte souvent le Directoire du district d'Amiens. — Il est immédiatement « notifié au principal que le Collège sera fermé pendant trois jours ». S'il le fut réellement, et c'est possible, puisque, le 21, le Directoire pria M. le Maire de convoquer le Conseil pour délibérer sur l'ouverture des classes, les anciens professeurs reprirent cependant leurs fonctions, bien que le Directoire eût autorisé, le 17, le Conseil à « nommer provisoirement des professeurs en place de ceux qui avoient refusé de prêter serment ». Mais, le 22, il avait décidé de surseoir à l'exécution de cette délibération, et les nouveaux professeurs, (1) nommés le 19, ne furent en réalité installés que le 4 février, malgré la réclamation des

(1) Furent nommés : principal, Bellegueule, prêtre, ci-devant capucin ; sous-principal, Le Roi, prêtre ; professeur de théologie, Mézurole, prêtre, ci-devant cordelier ; deuxième professeur de théologie, Huchette, prêtre ; professeur de physique, Delanarre ; professeur de logique, Bourgeois, maître de pension ; professeur

maîtres dépossédés (1). Ceux-ci d'ailleurs n'avaient pas quitté le Collège (2) et furent accusés d'y avoir provoqué ou tout au moins toléré du désordre, même avant d'être remplacés. Les trois professeurs qui avaient prêté serment, Denamps, Prévost et Penot, écrivirent en effet au Directoire du département, le 17 janvier :

« Messieurs,

« Les professeurs, du Collège d'Amiens soussignés ont prêté le serment voulu par la loi, et cet acte de patriotisme est un crime aux yeux de leurs confrères et de la plupart des écoliers d'iceux.

« Sans doute, Messieurs, vous êtes instruits et de la révolte de ces écoliers, et de l'inaction de M. le principal et autres professeurs, lors assemblés chez lui, et qui auroient dû paraître pour ramener l'ordre.

« Le Conseil général de la Commune est prévenu de cette anarchie par une requête où la substance des faits est consignée.

« Il vous reste, Messieurs, à surveiller pour que la police, si essentielle dans la crise où se trouve la cité, ne souffre aucun retard. » (3)

Les passions étaient encore plus excitées qu'au

de rhétorique, Norbert Laurent, maître de pension ; professeur de troisième, Joseph Joron. — Il ne faut pas confondre ce Bellegueule avec son homonyme, autrefois professeur de philosophie, mort le 23 octobre 1788.

(1) Ces maîtres étaient : Gorin, principal, Poullain, Magnier, Dauphin, Scneschal, Godin, Bazain et Brandicourt.

(2) *Documents pour servir...* t. IV, (1791), p. 17-44, du 16 janvier au 3 février.

(3) *Arch. Dép. LT. (Liasse).*

moment où les Jésuites avaient laissé la place aux maîtres séculiers. Cette plainte n'était pas propre à les calmer. Aussi, le 24 du même mois, quelques écoliers s'insurgèrent et commirent des dégradations au Collège (1), et, le 25, Denamps, prévenu par le sieur Gorin, principal, d'aller faire sa classe, avertit MM. les officiers municipaux et notables de la commune d'Amiens qu'il ne pouvait se déterminer à reprendre ses fonctions sans être « suffisamment assuré d'y être à l'abri de nouveaux outrages, lui et ses écoliers ». (2)

A la suite de ces fâcheux événements, la nécessité se fit bientôt sentir de former un Bureau pour le Collège, laissé pour ainsi dire à l'abandon depuis que l'ancien avait démissionné le 17 décembre 1790. Il fut nommé le 24 mai et composé de deux officiers municipaux, Lefebvre-Langlet et Baudelocque, deux notables, Ogier et Brandicourt, quatre citoyens, Bultel, Desbois, évêque, Sevault, Bellegueule, principal. Le nouveau Bureau comprenait donc, comme l'ancien, deux membres de la municipalité, deux notables, l'évêque et le principal du Collège, qualifiés de « citoyens », mais on avait remplacé tout naturellement le lieutenant-général et le procureur général du Roi au bailliage par deux autres « citoyens ». Le jour même, Bellegueule fut, parce qu'il était principal, remplacé par Laurendeau, député à l'Assemblée nationale, et l'évêque Desbois par Leroux père, également député, sans qu'aucune raison fût

(1) *Documents pour servir...* t. IV (1791), 26 janvier.

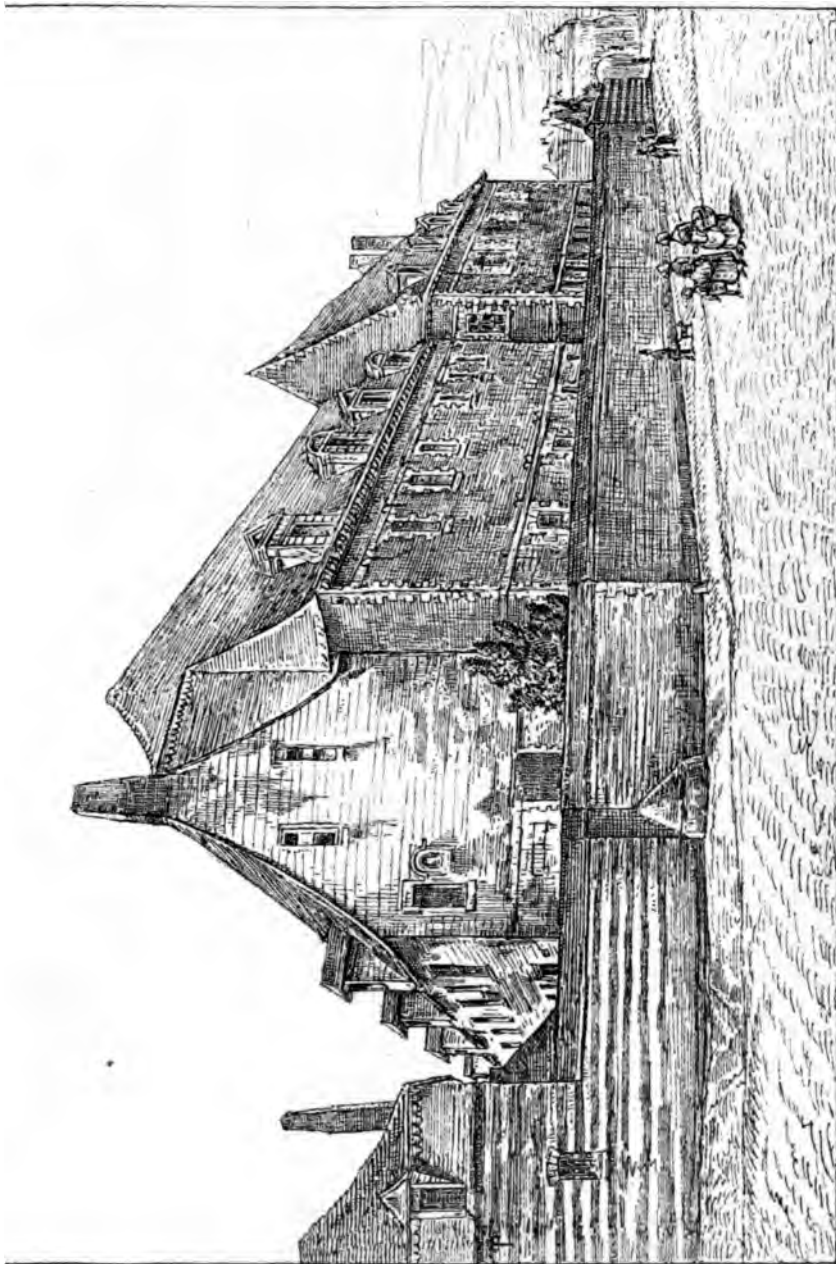
(2) *Arch. Dép. LT.* (Liasse).

donnée à ce sujet. (1) Sa qualité d'évêque suffit sans doute pour le faire exclure. Du reste, sa disparition et celle du principal, qui avait pourtant donné des gages de son civisme 2), mettaient complètement le Bureau entre les mains de la ville.

Les nouveaux élus se réunirent seulement le 1^{er} octobre, mais, dès le 4 novembre, ils constatèrent une diminution considérable dans le revenu du Collège, due soit à la suppression des dîmes, soit aux nouvelles impositions. Bientôt après, comme les finances avaient perdu plus de 12000 livres, ils décident de supprimer les deux chaires de théologie et le sous-principal, réduisent le traitement du principal, des professeurs et régents, aux sommes fixées par les lettres patentes du 28 novembre 1767, se réservent de leur accorder les gratifications qu'ils jugeront à propos, abaissent provisoirement à 1500 livres les honoraires du receveur, en un mot, proposent des

(1) *Documents pour servir...* t. IV (1791), p. 162-164. Cf. *Arch. Dép. I.T.* (Liasse) f. 1, 18 octobre 1791. — On trouve aux *Documents, ibid.*, p. 382, 1^{er} décembre, les modifications de personnes apportées au Bureau, pour remplacer les administrateurs sortis de charge ou nommés à des places municipales.

(2) *Documents pour servir...* t. III (1790), p. 365-366, 28 octobre : « M. Bellegueule (capucin), qui a prononcé l'oraison funèbre des frères d'armes périssés à Nancy, est venu faire des remerciements à la municipalité de la résolution qu'elle a prise, le 22 de ce mois, de faire imprimer par ses ordres son discours. » — « Sur le réquisitoire du procureur de la commune, il a été unanimement arrêté qu'il serait expédié à M. Bellegueule des lettres de citoyen de la ville, en considération des sentiments patriotiques et des talents distingués qu'il a montrés dans son discours, et de ce qu'il a fixé son domicile en cette ville. »



Vue de l'ancien Collège, prise de la rue des Jacobins.



économies sérieuses. Ils ont dû, dans ce but, « s'occuper des moyens de ramener la dépense au niveau de la recette, par des réductions possibles dans les charges, n'étant pas en leur pouvoir d'augmenter les revenus ».

Ils ont soin de justifier les mesures proposées. Il n'y a pas un seul écolier dans les deux classes de théologie. D'ailleurs, « l'intention manifestée par l'Assemblée nationale étant que la théologie dégagée de toutes les subtilités et difficultés dont on l'avait chargée, ne soit plus enseignée que dans les séminaires, les professeurs de théologie du Collège n'auront pas plus de fonctions par la suite ». Quant au sous-principal, « sa fonction la plus essentielle, celle de répéter les écoliers dits capets, n'existant plus..., la place ne devoit plus subsister ». Les Capettes avaient en effet disparu, « par le défaut de nomination aux bourses », répondirent bientôt le principal et les professeurs. Quoi qu'on puisse penser de ce détail, peu important en des circonstances aussi graves, le Bureau remplissait son devoir en cherchant à équilibrer le budget du Collège, où la municipalité avait puisé sans mesure, bien loin que l'on pût attendre d'elle aucun secours.

Le principal et les professeurs avaient pour ainsi dire senti venir le coup, puisque, dès le mois d'avril, ils avaient présenté au Directoire du département une requête « tendant à être payés de leurs honoraires sur le pied actuel », (1) c'est-à-dire avec l'augmentation qui leur avait été accordée le 13 fé-

(1) *Documents pour servir...* t. IV (1791), p. 109, 7 avril.

vrier 1789, vu la cherté de la vie. Assurément leur situation n'était pas meilleure, mais celle du Collège avait singulièrement empiré depuis cette époque. Aussi, à cette réclamation antérieure, qui avait été renvoyée par le Bureau lui-même à l'examen du Directoire, les administrateurs répondent que « les lois nouvelles citées dans le mémoire des principal, professeurs et régents ne condamnent pas les arrangements qu'ils proposent, mais les autorisent au contraire, puisqu'en ordonnant que tous les établissements d'instruction publique subsisteront provisoirement avec les mêmes règles par lesquelles ils ont été régis jusqu'à ce jour, elles ont confirmé aux Bureaux d'administration tous les droits qu'ils tiennent des lois anciennes ».

Les administrateurs s'imaginaient à tort qu'ils avaient encore les pouvoirs qu'avaient exercés leurs prédécesseurs. La tutelle du Directoire du département fut au contraire plus gênante et plus lourde que celle des commissaires du Parlement ne l'avait été autrefois. Les principal, professeurs et régents ripostèrent par un long mémoire présenté au Directoire, le 3 février 1792, où ils discutèrent les raisons données par le Bureau et finirent par conclure :

« 1° Que le Bureau n'a pas pu faire l'opération contre laquelle ils réclament ;

« 2° Que quand il l'aurait pu, il ne l'aurait pas dû, au moins quant à présent ;

« 3° Que l'équilibre entre la recette et la dépense peut être rétabli sans toucher à leur traitement, et conséquemment que la délibération du Directoire du 28 mai dernier peut et doit avoir son exécution,

sauf à suspendre la nomination d'une chaire de théologie et d'un sous-principal. » (1)

Le 5 juillet, le Directoire adopta leur manière de voir. Il décida donc qu'il serait sursis aux nominations d'un professeur de théologie et du sous-principal. Mais les revenus du Collège étant suffisants pour pourvoir au paiement des traitements des professeurs, il « arrêta que la délibération prise par le Bureau d'administration du Collège seroit regardé comme nulle et non avenue ». Les traitements de 1789 seraient maintenus « provisoirement et jusqu'à l'organisation prochaine de l'éducation publique ». (2)

Le Bureau fut renouvelé le 8 mars 1793 et composé de la même manière : deux officiers municipaux, deux notables, quatre citoyens. Il eut à s'occuper presque tout de suite d'une nouvelle requête du personnel du Collège. Le principal et les professeurs déclarèrent en effet, le 6 mai, que les subsistances étant plus que doublées et les charges et impositions augmentées considérablement, leurs honoraires « ne leur suffisoient point pour leur procurer une subsistance honnête », et l'assemblée décida qu'ils seraient portés à 2000 livres, sauf approbation du Conseil général de la commune, du District et du Département ; mais, vu les besoins urgents des demandeurs, on les paierait dès à présent, à partir du 1^{er} janvier, sur le pied de 2000 livres.

Le 27 septembre, le Bureau accepta la démission

(1) *Arch. Dép. LT. (Liasse).*

(2) *Arch. Dép. LT. Registre aux Délibérations*, du n^o 1, 4 novembre 1791, au n^o 11, 13 juillet 1792. — C'est là que se trouvent, sauf les autres sources indiquées, tous les renseignements sur cette affaire.

du citoyen Penot, professeur de grammaire, pour cause d'infirmité. Quant à sa retraite, après douze ans de zélés services, on lui accorda provisoirement 500 l. de pension annuelle, conformément à l'article IX de l'ancien règlement. Mais, vu « la médiocrité de sa fortune et l'extrême cherté des denrées », il parut « de toute justice de fixer laditte pension à la somme de 800 livres ». Alors le citoyen Huchette, instituteur de théologie, qui n'avait plus d'écoliers à cause de la réquisition pour les armées, et qui désirait être utile à ses concitoyens, offrit de faire la classe rendue vacante, ce qui fut accepté (1). Mais il occupa bien peu de temps sa chaire, dont le chassa, en même temps que plusieurs de ses collègues, la Commission révolutionnaire du département, par décision du 28 octobre suivant (2).

« La Commission mettant au nombre de ses principaux devoirs le soin de l'Education publique, s'est fait remettre l'état des Citoyens composant le Collège d'Amiens. Examen fait de cet état, considérant que c'est de l'instruction que reçoivent les enfants de la patrie que dépend leur attachement à cette mère bienfaisante, que des instituteurs qui ne brûleraient pas du feu sacré du patriotisme, ne formeroient que des âmes faibles, des esprits sans caractères, des cœurs sans énergie, des Citoyens sans utilité pour le salut commun ;

(1) *Arch. Dép. LT. Registre aux Délibérations*, f° 12 v° et 14 v°.

(2) *Arch. Dép. Registres des Délibérations de la Commission provisoire du département de la Somme*, — c'est elle-même qui s'appelle dans les procès-verbaux « révolutionnaire », — du 4 septembre 1793 au 8 mai 1799, p. 48-49, le 7^e jour de la 1^{re} décade du 2^e mois de la République une et indivisible.

« Considérant que dans un moment où la Convention nationale s'occupe de la régénération des mœurs en formant des âmes républicaines, dans un moment où elle a anéanti tous les préjugés qui rétrécissoient l'imagination de l'homme, qui le concentroient dans le cercle étroit que de prétendus philosophes avoient circonscrit dans la sphère bornée de leurs faibles lumières, il devient essentiel de seconder un projet aussi sublime en choisissant des instituteurs capables de coopérer à ce grand œuvre ;

« Considérant qu'il ne suffit pas, pour remplir cet objet, que des professeurs aient seulement de grandes connoissances, qu'il faut encore que par leur état ancien, leur activité présente, ils n'aient pas dégénérés des principes et ne privent pas leurs élèves par des délaissemens trop fréquents d'un travail d'autant plus utile pour eux qu'il est plus exactement dirigé ;

« Considérant que plusieurs des professeurs actuels, soit par leur ancien état qui les appelle à d'autres fonctions, soit par leur âge, leurs infirmités ou leur inexactitude, ne peuvent pas continuer d'être chargés de l'enseignement public ; qu'il est par suite extrêmement urgent de s'occuper d'une nouvelle organisation du Collège d'Amiens ;

« Vu le décret de la Convention Nationale du 3 octobre 1793, vieux style, relatif au remplacement provisoire des instituteurs publics ;

« La Commission révolutionnaire a arrêté et arrête ce qui suit :

« Article 1^{er}. Les Citoyens Bourgeois, Norbert Laurent, Joiron et Duflos, professeurs, continueront

l'exercice de leurs places. Ils seront tenus de justifier dans la huitaine à la Commission révolutionnaire d'un certificat de civisme...

« Art. 2. Les Citoyens Bellegueule, ex-capucin, Huchette, ex-augustin, Prévost, prêtre, et Delamarre, cesseront leurs fonctions à la notification du présent.

« Art. 3. Les Citoyens Denamps et Penot cesseront également les leurs, à raison l'un de son âge et l'autre de ses infirmités. Le premier jouira d'une pension de quinze cent livres en égard à ses longs services et le second d'une de sept cent livres.

« Art. 4. La Société populaire de la ville d'Amiens est invitée à donner à la Commission, dans le plus bref délai, une liste de noms de ceux des Citoyens qu'elle croira les plus propres au remplacement des sujets désignés dans les articles 2 et 3... »

Le citoyen Delamarre trouva cependant grâce devant la Commission deux mois après, pour des raisons assez curieuses : (1).

« L'Administration considérant que l'état de célibataire du Citoyen Delamarre a pu être la cause de son peu d'exactitude à remplir les devoirs de sa place : que cet état a cessé par le mariage qu'il a récemment contracté ; considérant que les témoignages du Comité central de la Société populaire ne permettent pas de douter et du civisme et des talents du Citoyen Delamarre, a arrêté que ce Citoyen sera renvoyé provisoirement à l'exercice des fonctions de professeur de physique au Collège d'Amiens. »

Quant aux citoyens Bellegueule, Huchette et Pré-

(1) *Arch. Dép. Registre des Délibérations de la Commission...*
p. 97, 25 nivôse an II (14 janvier 1794).

vost, que leur caractère indélébile d'ecclésiastiques rendait sans doute plus que suspects, ils demeurèrent exclus, et, sans doute faute d'argent et d'écoliers, ne furent pas remplacés non plus que Denamps et Penot, mis à la retraite. En 1795 il n'y avait plus au Collège (1) que trois professeurs sur les quatre qui y avaient été maintenus en octobre 1793, et Delamarre, réintégré dans ses fonctions en janvier 1794. On est en droit de supposer que les élèves furent cette année-là de moins en moins nombreux. Le Collège n'existait plus d'ailleurs que parce qu'on n'était pas en mesure de mettre autre chose à sa place.

La dernière délibération du Bureau, qui n'avait pas osé protester contre les décisions de la Commission révolutionnaire, est du 14 frimaire an II (4 décembre 1793). Le receveur y présenta ses comptes qui furent approuvés : la recette n'excédait la dépense que de 2909 livres, 7 sols, 4 deniers. Le 26 pluviose an II (17 février 1794), il fut procédé au récolement des meubles et effets provenant de l'église du Collège, déjà déposés dans la salle du Conseil. Le citoyen Née, administrateur du district, relate dans son procès-verbal la déclaration du citoyen Jérôme, administrateur dudit Collège : « Leur administration n'existant plus, tous les effets, papiers et titres concernant icelle, devoient rentrer dans le nombre des effets appartenant à la nation, et nous devons aussi recevoir les papiers, titres et registres qui concernoient ladite administration ». En conséquence, le citoyen Née fit « transporter au dépôt des archives du district tous les papiers » : quant aux

(1) V. plus bas l'*Extrait du Registre aux Délibérations du Directoire du District d'Amiens*.

effets de la salle du Conseil, il en prit l'état, ne voulant pas les faire enlever, « sans en être autorisé par l'Administration ». (1) Bientôt après, les professeurs et les écoliers durent quitter le Collège, qui fut, y compris la maison des Capettes, transformé en prison pour les suspects. (2) Quant aux biens du Collège, qui, on le sait, étaient des plus importants et consistaient surtout en terres, prés et maisons situés à Amiens et dans le département, ils furent vendus révolutionnairement, en vertu d'un décret du 8 mars 1793, (3) à partir du 25 pluviôse an II (13 février 1794) jusqu'au 8 brumaire an IV (30 octobre 1795). (4)

Pendant que le Collège d'Amiens mourait ainsi lentement, on s'occupait, à Paris, de la situation pécuniaire de ces établissements, et surtout de faire observer les principes qui devaient présider à l'instruction de la jeunesse, et, le 25 germinal an II (24 avril 1794), le chargé provisoire des fonctions du Ministère de l'Intérieur adressa une circulaire imprimée aux administrateurs du District. Le Comité de Salut Public demande à être renseigné sur le paiement des professeurs des collèges qui sont dans

(1) Procès-verbal constatant le récolement des meubles et effets au Collège d'Amiens, 26 pluviôse an II, (17 février 1794), en exécution de l'arrêté de la veille du Directoire du District d'Amiens. — Nous n'avons pas vu l'original de ce document, dont nous avons trouvé la copie dans les papiers de M. Pinsard, t. XIV, p. 161.

(2) *Annonces. Affiches et Avis divers de Picardie*, 20 germinal an II (9 avril 1794). Cf. Darsy, *Les Doléances du peuple et les vicissitudes, Souvenirs de la Révolution en Picardie* (passim).

(3) *Arch. Dép. LT.* (Liasse). Lettre du 1^{er} mai 1793 : demande par les administrateurs du Collège de l'état de ces biens.

(4) *Arch. Dép.* Répertoire de ventes de biens nationaux.

l'inaction, et qui ne doivent pas toucher d'honnaires. Il réclame aussi un tableau de l'instruction donnée dans les collèges du ressort, « en observant surtout d'indiquer si les Droits de l'Homme et la Constitution républicaine y ont été principalement enseignés ; en un mot, si le cours des études, provisoirement conservées en attendant l'organisation des Ecoles primaires et secondaires, a été dirigé vers le but de ces nouvelles institutions ». (1)

Ce qui nous semble plus intéressant pour cette étude, c'est de savoir quel était l'état réel du Collège d'Amiens, au moment même où il allait disparaître pour faire place à l'Ecole Centrale. Un document officiel, et, chose rare en pareil cas, empreint de la plus grande sincérité, nous permet heureusement de le constater.

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS

DU DIRECTOIRE DU DISTRICT D'AMIENS

—

Séance du 13 floréal de l'an III (2 mai 1795).

Les commissaires chargés de faire la visite de l'Ecole Nationale ont fait le rapport suivant :

« Le Collège d'Amiens, où une jeunesse nombreuse recevoit autrefois l'Instruction, est depuis deux ans absolument désorganisé. Nous n'entrerons pas dans le détail des causes qui ont amené successivement sa décadence.

« La dernière époque est celle de la réquisition qui a enlevé les jeunes gens de l'âge de dix-huit ans et au-dessus pour la défense nécessaire de la patrie.

(1) *Arch. Dép. LT. (Liasse).*

« Alors les professeurs devenus inutiles par la désertion presque totale des classes n'ont plus été remplacés.

« Un ordre nouveau a été substitué à l'ancien plan des collèges de plein exercice.

« Le citoyen Lamarre enseigne les mathématiques et la physique, le nombre de ses élèves est de vingt.

« Les citoyens Bourgeois, Duflos et Joron enseignent les éléments des humanités, le nombre actuel de leurs élèves est de vingt-cinq.

« Il n'y a dans le Collège aucune leçon d'éloquence ni de logique ni de morale.

« Parmi les vingt élèves du citoyen Delamarre, qui paroît instruit et réunit avec plus de succès la confiance publique, un seul apprend les élémens de la langue latine.

« En le joignant aux vingt-cinq élèves des autres professeurs, on trouve à peine vingt-six jeunes gens qui, dans une grande commune, centre d'un district étendu, étudient la langue sans laquelle il ne peut y avoir de vraie ni de solide éducation.

« Heureux si quelques instituteurs particuliers et qui sont en petit nombre peuvent suppléer en partie à ce défaut presque absolu de l'Instruction Publique.

« Plus heureux si l'organisation des Ecoles Centrales, objet des désirs de tout bon Citoyen, peut se réaliser assez promptement pour réparer nos maux et faciliter enfin à la Jeunesse des moyens féconds d'une utile Instruction.

« Le moment de la régénération ne pouvant être éloigné, les Collèges actuellement subsistans étant supprimés, et les instituteurs actuels ne continuant

que provisoirement leurs leçons, nous ne vous proposons aucun moyen d'amélioration.

« Néanmoins comme l'ignorance est le plus grand fléau des Etats et de la liberté, nous croyons qu'il est du devoir de l'administration de ne plus — noter ce mot — négliger la surveillance qu'elle doit à un établissement qui tient d'aussi près aux mœurs publiques, au bonheur et à la gloire de la patrie.

« Les instituteurs provisoirement conservés (1) doivent servir d'intermédiaire et préparer le plan d'éducation perfectionnée que nous attendons de la sagesse de la Convention... » (2).

Il nous paraît inutile de commenter un rapport si clair et si précis. On connaît du reste les causes de la décadence du Collège.

Nous ajouterons seulement que le Collège, appelé ici Ecole Nationale, portait un an plus tard le nom de Collège de l'Egalité, et qu'on y avait rétabli les bourses, supprimées avec les Capettes. Scellier, représentant du peuple, écrit en effet de Paris, le 15 thermidor an IV (2 août 1796), aux administrateurs du département de la Somme : « Je suis informé qu'il existe au collège de l'Egalité des bourses vacantes auxquelles les citoyens de votre département ont droits. » Il leur recommande ensuite un neveu « du célèbre Gresset ».

En l'an V le Collège moribond fit place à l'Ecole Centrale. « Le citoyen Champagne, Directeur de l'Institut National des Boursiers du ci-devant Collège

(1) Aucun de ces maîtres ne figure parmi les professeurs de l'Ecole Centrale en 1797. V. *Arch. Dép. LT. (Liasse)*.

(2) *Arch. Dép. LT. (Liasse)*.

de l'Egalité », prononça le 25 floréal (4 mai 1797) un grand discours à la Distribution des Prix de Moralité, les seuls qui furent donnés ce jour-là aux élèves de la nouvelle Ecole. (1)

(1) *Arch. Dép.* LT. (Liasse).

APPENDICE

I

L'Écolâtre et les Petites Écoles

Nous avons dit, à la fin du chapitre III, que l'écolâtre avait renoncé à exercer ses droits de direction et de surveillance sur le Collège, quand les Jésuites y entrèrent en 1607. Mais les Petites Ecoles demeuraient, en principe, soumises à sa juridiction. Cependant son autorité, même sur ce point, semble avoir été, en fait, bien diminuée. En effet, non seulement l'évêque et le chapitre, mais les échevins et les officiers du Roi, s'arrogent le droit d'intervenir sans lui, ou avec son assentiment, dans des affaires qui jadis auraient relevé de lui seul. Il est vrai qu'en certains cas leur intervention paraît s'imposer, car il ne pourrait avoir la prétention de trancher des questions où la politique même du royaume est intéressée.

Le 24 novembre 1611, les échevins Jacques Cornet et M^e François Séneschal déposent en chambre du conseil un rapport sur « l'assemblée qui s'est faite en l'hostel épiscopal de cette ville, où estoient Mgr l'évesque d'Amyens, les depputez du chappitre, MM. les président, lieutenant criminel et procureur du Roy », au sujet de ce que les Réformés de la province « demandent des petites escoles pour instruire la jœunesse jusques au commencement de grammaire ». Une députation sera envoyée en cour, pour empêcher lesdits Réformés

d'obtenir ce qu'ils demandent, « qui est contre l'édicte et de très grande conséquence ». Il est évident que l'écolâtre n'avait pas qualité pour s'occuper de la province tout entière. Mais il ne semble pas avoir été consulté sur une autre affaire qui concernait uniquement la ville d'Amiens. Le 20 février 1614, les damoiselles Marie Danyval, veuve du sieur Vetus, et Marguerite et Françoise Moucquet, filles à marier, déjà autorisées à former une congrégation, sous le titre de Filles de la Vierge, pour « servir à Dieu et vacquer à quelque œuvre de piété, spécialement pour l'instruction des jeunes filles », demandèrent aux échevins de « vouloir autoriser leur intention », ce qui leur fut accordé (1).

La ville, quand il s'agit de son domaine, paraît avoir voulu se substituer peu à peu à l'écolâtre pour tout ce qui avait trait à l'enseignement, en dehors du Collège des Jésuites. Elle prétend bientôt faire passer son autorité avant toute autre, comme le prouvent les défenses faites « à toutes personnes de s'immitter à l'instruction de la jeunesse, que premièrement ilz n'aient obtenu la permission de Messieurs, et qu'ilz ne soient registrez et immatricullés au greffe de la ville (2) ». Aussi c'est elle qui permet à M^e Antoine Desjardins, prêtre habitué en l'église Saint-Remy, et à Nicolas Bernard, natif d'Amiens, « d'enseigner la jeunesse à lire et à escrire, et à ceste fin tenir escolles publiques ». Elle autorise de même Antoine Visière, maître saiteur, ainsi que Nicolas de Sincte, du village de Saleux, pourvu du certificat de M^e Etienne Leduc, curé dudit Saleux.

(1) *Arch. Com.* BB. 59. f^o 69 v^o, 24 novembre 1611; f^o 162, 20 février 1614.

(2) *Arch. Com.* BB. 60. f^o 122 v^o, 5 mai 1618.

Quant à Martin Forestier, on lui permet, « sur sa requête présentée en langue latine », d'ajouter à la lecture et l'écriture les principes de cette langue (1).

En revanche elle supprime la pension accordée à Nicolas Poisson, écrivain, pour instruire la jeunesse, attendu le mauvais état des finances de la ville, et que, « depuis la dicte année 1655, ledit Poisson tient boutique ouverte de marchandise de thoilles, et qu'il y a à présent quantité d'escrivains en ceste ville, très capables pour instruire la jeunesse » (2). A ce moment précis la ville, ne craignant pas de manquer de maîtres pour les écoles, prend une décision grave qui pouvait achever de détruire l'ancien privilège de l'écolâtre, déjà fort entamé depuis cinquante ans environ. Elle veut en effet constituer officiellement un corps ou communauté d'écrivains, qui serait sous son entière dépendance.

Le 22 février 1658, en présence du lieutenant général au bailliage, sur la requête présentée par Jacques Leclercq, syndic, Nicolas Poisson, Léonard Digeon, Jean Pelé, Alexandre Larcher, Antoine Binet, Denis Boullenger, Jean Desseau, tous écrivains jurés de la ville, il est ordonné que lesdits écrivains se retireront devers le Roi pour obtenir lettres patentes, et en attendant, par provision, « que tous ceux qui font profession de tenir escole publique pour enseigner les enfans à lire, escrire, jetter et calculer, seront tenus se transporter au corps de ville, pour y faire le serment ainsi que les autres maîtres écrivains, et seront registrés au registre à ce destiné, pour à quoy parvenir, présenteront

(1) *Arch. Com.* BB. 63. f° 58 v°, 1^{er} mars 1636; BB. 64. f° 36 v° et 43 v°, 16 février et 12 juillet 1639; BB. 66. f° 63, 20 août 1654.

(2) *Arch. Com.* BB. 67. f° 62, 2 août 1657.

requeste ; que dorénavant nul ne sera receu à tenir escolles publiques en ceste dicte ville, qu'il ne soit de bonne vie et mœurs et religion catholicque et deubment expérimenté, tant en l'art d'escriture que del'orthographe, jetter, compter, et à cette fin, sera examiné par le scindicq des maistres escrivains, lequel fera son rapport par devant lesdicts eschevins audict hostel-de-ville, le procureur du Roy présent, pour estre procédé à sa réception, s'il est trouvé capable ; que le scindicq sera choisy et esleu tous les ans et fera la charge de maistre de confrairie, lequel en prestera le serment par-devant lesdicts sieurs premier et eschevins ». (1)

Que fit l'écolâtre d'alors pour défendre ce qui lui restait d'autorité ? Toutes les écoles allaient lui échapper, si tous les maîtres étaient forcés de faire partie de cette communauté. Les écoles tenues jusque-là par les maîtres écrivains, sous la protection de la ville, faisaient en réalité concurrence aux Petites Ecoles proprement dites, mais ne les avaient pas fait disparaître. De plus, malgré le désir des échevins, la nouvelle corporation n'obtint pas, de longtemps du moins, si jamais elle lui furent accordées, les lettres patentes qui lui étaient nécessaires pour avoir une existence légale.

Aussi voyons-nous, pendant que les deux catégories d'écoles subsistaient côte à côte, l'écolâtre revendiquer ses droits sur l'une comme sur l'autre. Sur les Petites Ecoles il exerce encore directement son autorité, par exemple, en faisant défense, en 1675, « aux maistres et régens de recevoir des filles en leurs écoles, et aux maistresses d'y recevoir des garçons ». C'est un point qui lui tient fort à cœur, car cette défense reparait

(1) *Arch. Com.* BB. 67. f. 82, 22 février 1658.

souvent. Le même J.-B. Picard se plaint en 1674 que certains maîtres tiennent « écoles buissonnières, sans avoir esté par luy examinés et obtenu ses lettres, suivant la coustume ». (1) Il s'agit sans doute des maîtres écrivains, dont il a été question plus haut.

Le conflit plus ou moins ouvert entre l'écolâtre et la ville, qui avait déjà motivé une sentence de la Cour, de 1678, et un arrêt du Parlement, de 1680, en faveur du plaignant, éclata plus aigu en 1723. Il est probable que l'écolâtre, maintenu en droit dans son privilège, ne parvenait pas à l'exercer comme il l'aurait voulu, la ville continuant à défendre de tout son pouvoir les maîtres écrivains.

Le 5 novembre 1723, elle protesta en effet avec énergie contre la prétention de l'écolâtre de « faire faire deffences » à Sevret, maître écrivain, de « tenir école publique et de le faire condamner... pour l'avoir fait sans permission ». Il est bon de noter ce mot, « école publique », car c'est là le point important. Si les maîtres écrivains se contentaient de tenir des écoles privées, l'écolâtre, semble-t-il, renoncerait à les poursuivre. Quoi qu'il en soit, la ville ne veut pas céder. Vu la délibération du 22 février 1658, qui a accordé des statuts aux maîtres écrivains, « il est aisé, dit-elle, de sentir de quelle conséquence il est de maintenir les maîtres écrivains de cette ville pour l'utilité qu'en tire la jeunesse et le publicq..., et que si la prétention dudit Ecolâtre avoit lieu, la jeunesse seroit dans la dure nécessité d'apprendre à lire de maîtres ou pour la plupart igno-

(1) *Arch. Dép. G.* 906. (Liasse). On y trouve aussi plusieurs permissions de tenir école, délivrées par le même écolâtre, de 1682 à 1694.

rants ou infiniment moins capables d'en enseigner les bonnes règles ». Cet argument, s'il est justifié, prouverait que la ville avait en vue, non pas une vaine satisfaction d'amour-propre, mais le véritable intérêt des familles. En conséquence, le maire, M. de Sourdon, croit nécessaire d'intervenir et de prendre fait et cause pour les maîtres écrivains. Il est donc décidé de faire débouter ledit écolâtre de sa demande, et de « faire ordonner que les maîtres écrivains d'Amiens seront maintenus et gardés dans le droit et possession où ils sont de tenir école publique pour y enseigner à lire, écrire, l'orthographe, compter et calculer conformément à leurs statuts ». (1)

La lutte était engagée : nous n'en connaissons pas l'issue, mais il n'est pas sans intérêt de voir comment l'écolâtre répondit à ses adversaires. Dans un *Mémoire*, du mois d'août 1725, M^e Charles Moreau, prêtre et docteur en théologie, exposa ses raisons et revendiqua le droit d'établir des maîtres pour les enfants jusqu'à l'âge de 11 ou 12 ans, c'est-à-dire jusqu'au moment où ils étaient en état d'aller au Collège, après avoir même quelquefois commencé à l'école le latin et le grec. Ce *Mémoire* (2) est dirigé contre J.-B. Ferret, se disant Maître écrivain à Amiens, défenseur, la prétendue Communauté des Maîtres écrivains d'Amiens, intervenante et demanderesse, et les Maire et échevins d'Amiens, aussi intervenants et demandeurs.

(1) *Arch. Com.* BB. 79. f. 77 v^o, 5 novembre 1723.

(2) *Mémoire* pour M^e Charles Moreau, Prêtre et Docteur en théologie de l'Eglise d'Amiens, écolâtre. (Bibliothèque d'Amiens, 34.686). — Le maître écrivain est ici appelé J.-B. Ferret, et non Sevet ; c'est pourtant le même personnage, car l'écolâtre a visité son école le 4 mai 1723.

La question est exposée avec beaucoup de clarté :

« Les Maire et les échevins qui ont toujours prétendu que la police des écoles leur appartenait, se sont ingérés d'instituer de leur autorité privée des Maîtres d'école, sous le titre de Maîtres écrivains Jurés, quoy qu'il n'y ait point à Amiens de Maîtrise et Jurande d'Ecrivains qui soit érigée par lettres patentes enregistrées au Parlement, et ces prétendus Maîtres écrivains jurez exercent non seulement toutes les fonctions des Maîtres d'école institués par l'Ecolâtre, mais encore ils ont quelque fois eu la hardiesse de vouloir empêcher ces derniers de montrer à écrire et l'arithmétique à leurs écoliers, et ils les ont fait assigner par devant les Maire et échevins qui les ont pour raison de ce condamnés à l'amende. »

Les Maîtres écrivains sont utiles, dit la ville, « pour apprendre à la jeunesse à bien écrire et toutes les parties de l'arithmétique ». Mais, parmi les Maîtres d'école institués par le sieur Moreau, « il y en a qui sçavent aussi bien écrire et l'arithmétique que beaucoup des prétendus Maîtres écrivains jurés ». Tant que ceux-ci « ne s'ingéreront pas de tenir école publique, il ne s'ingérera pas non plus de les assujétir à sa juridiction » ; mais, s'ils le font, il a le droit de les en empêcher et même de les punir. « Il est indubitable que la juridiction sur les écoles lui appartient, la sentence de la Cour du 23 mai 1678 et l'arrêt du Parlement du 28 janvier 1680 l'y maintiennent, et font des défenses expresses aux Maire et échevins de s'en mêler ». Or, en 1723, J.-B. Ferret « tenoit école publique et y assembloit des enfans de tout âge et de tout sexe, auxquels il enseignoit jusqu'à l'alphabet ».

Ce qui résulte des faits eux-mêmes, dans ce cas parti-

culier, c'est que l'écolâtre a contre Ferret trois griefs : il tient école publique, ce qui n'appartient qu'aux maîtres institués par lui, reçoit des enfants de tout sexe, ce qu'il n'admet pas davantage, et de tout âge, ce qui est aussi illicite. Le pouvoir de l'écolâtre s'étend en effet sur la ville et les faubourgs, et les maîtres des Petites Ecoles ne doivent pas enseigner seulement les enfants de 5 à 8 ou 9 ans, mais jusqu'à 11 ou 12 ans. On peut conclure de cette dernière revendication que les maîtres écrivains avaient surtout enlevé aux maîtres des Petites Ecoles les enfants de 8 à 12 ans environ, et servaient en quelque sorte d'intermédiaires entre ces écoles et le Collège, pour ceux qui continuaient leurs études

II

Personnel du Collège séculier

1762-1795

On a vu, aux chapitres I et II de ce travail, apparaître de loin en loin les noms de quelques régents du Collège séculier antérieur aux Jésuites ; mais il est impossible d'en dresser la liste complète. Nous savons encore moins quels furent les noms des maîtres pendant les cent cinquante années où le Collège fut aux mains des Pères ; nous sommes cependant renseignés sur l'état de leur personnel, au moment de leur départ : on le trouvera ci-après. Les principal, sous-principal, professeurs et régents, qui succédèrent aux Jésuites, en l'espace de trente ans, nous sont beaucoup mieux connus, et nous en donnons la liste aussi exacte que possible, en prenant pour base le tableau de M. Darsy (*op. cit.*, p. 346-350), que nous avons complété et rectifié à l'aide des Archives Communales et des deux Registres aux délibérations du Bureau d'administration du Collège.

PRINCIPAUX

PRÉVOST, Adrien-Alexis, prêtre, licencié en théologie de l'Université de Paris, du 29 janvier 1763 au novembre 1763, démissionnaire.

MONIN (l'abbé), Jean-Louis, du 1^{er} décembre 1763 à sa mort, en août ou septembre 1789.

GORIN (l'abbé), Louis-Charles, du 11 septembre 1789 au 4 février 1791.

BELLEGLUEULE, ci-devant capucin, du 4 février 1791 au 20 octobre 1793.

SOUS-PRINCIPAUX

DECOISY, Michel-Victor, du au 19 juillet 1763.

DESSAYE, prêtre, du 18 février 1774 au 15 octobre 1779.

BRANDICOURT, prêtre, du 15 octobre 1779 au 4 février 1791.

LEROI, prêtre, du 4 février 1791 à (il ne figure pas parmi les membres du personnel exclus, comme il l'eût été à coup sûr, le 28 octobre 1793.

RÉGENTS DE SIXIÈME

DECOISY, du 19 juillet 1763 (chaire nouvelle) au 20 février 1767.

GORIN Louis-Charles, diacre, du 20 février au 11 décembre 1767.

PRÉVOST, Jean-Baptiste, diacre, du 11 décembre 1767 au 15 octobre 1773.

LIGNIÈRES, prêtre et chapelain du Collège, du 25 octobre 1773 au 3 août 1781.

PENOT, maître ès arts de l'Université de Paris, laïc, du 1^{er} octobre 1781 au 12 juillet 1791.

DUFLOS, laïc, du 12 juillet 1791 à 1795, et peut-être 1796 (d'abord en sixième, puis en humanités).

RÉGENTS DE CINQUIÈME

CABOCHE, Firmin, prêtre, maître ès arts et bachelier en théologie de l'Université de Paris, du 10 avril 1762 au 20 février 1767. — Faisait aussi la sixième jusqu'au 19 juillet 1763.

DECOISY, du 20 février au 11 décembre 1767.
GORIN, du 11 décembre 1767 au 1^{er} octobre 1773.
DAUPHIN, prêtre, du 1^{er} au 15 octobre 1773.
PRÉVOST, Jean-Baptiste, du 15 octobre 1773 au 3 août 1781.
LIGNIÈRES, du 3 août 1781 au 12 juillet 1791.
PENOT, du 12 juillet 1791 au 27 septembre 1793.

RÉGENTS DE QUATRIÈME

BAYARD, prêtre, maître ès arts de l'Université de Paris, du
10 avril 1792 au 20 février 1767.
CABOCHE, du 20 février au 27 novembre 1767, démissionnaire.
DECOISY, du 11 décembre 1767 au 1^{er} octobre 1773.
GORIN, du 1^{er} au 15 octobre 1773
DAUPHIN, du 15 octobre 1773 au 3 août 1781.
PRÉVOST, Jean-Baptiste, du 3 août 1781 au 28 octobre 1793.

RÉGENTS DE TROISIÈME

SÉLIS, Nicolas-Joseph, maître ès arts de l'Université de Paris,
du 10 avril 1762 au 20 février 1767.
BAYARD, du 20 février 1767 au 3 août 1781, démissionnaire.
DAUPHIN, du 3 août 1781 au 4 février 1791.
JOIRON, Joseph, laïc, du 4 février 1791 à 1795, et peut-être
1796 (d'abord en troisième, puis en humanités).

RÉGENTS DE SECONDE

DELISLE, Jacques, maître ès arts de l'Université de Paris, du
10 avril 1762 au 20 février 1767, démissionnaire.
SÉLIS, du 20 février 1767 au 3 novembre 1769.
DELIGNIÈRES, préfet de la maison de Retraite, fait l'intérim.
DENAMPS, Jean-Baptiste, maître ès arts de l'Université de
Paris, maître de pension, laïc, du 30 mai 1770 au 28
octobre 1793.

PROFESSEURS DE RHÉTORIQUE

GOSSART, maître ès arts de l'Université de Paris, du 10 avril
1762 au 29 juillet 1768, démissionnaire.

VASSEUR, prêtre, du 29 juillet 1768 au 3 novembre 1769, démissionnaire.

SÉLIS, du 3 novembre 1769 au 15 octobre 1773, démissionnaire.

GORIN, du 15 octobre 1773 au 11 septembre 1789, nommé principal.

GODIN, prêtre, agrégé en l'Université de Paris, du 26 septembre 1789 au 4 février 1791.

LAURENT, Norbert, laïc, du 4 février 1791 à 1793 ou 1794 (il ne figure plus parmi les quatre professeurs exerçant encore le 2 mai 1795).

PROFESSEURS DE PHILOSOPHIE

(*Logique et Physique alternativement jusqu'en 1783*)

DE VIRLOY, Roland, maître ès arts et licencié en droit de l'Université de Paris, du 10 avril 1762 au 20 décembre 1765, destitué.

LANGÉ, prêtre, licencié en théologie de l'Université de Paris, du 17 janvier au 11 avril 1766, démissionnaire.

BELLEGUEULE, Jean-François, prêtre, maître ès arts de l'Université de Paris, du 10 avril 1762 au 23 septembre 1788, démissionnaire.

REYNARD, Antoine-Joseph, prêtre, bachelier en Sorbonne, du 9 mai 1766 au 26 novembre 1787, démissionnaire.

MANIER, prêtre, bachelier en théologie, du 12 décembre 1787 au 4 février 1791.

SÉNÉCHAL, prêtre, du 23 septembre 1788 au 4 février 1791.

DELAMARRE, laïc, du 4 février 1791 à 1795, et peut-être 1796 (en physique).

BOURGEAIS, Jacques-Pascal, laïc, du 4 février 1791 à 1795, et peut-être 1796 (d'abord en logique, puis en humanités).

PROFESSEURS DE THÉOLOGIE (deux)

LEFÉBURE, . . . du 25 janvier 1768 au 16 mai 1788.

POULAIN, Jean-Baptiste, prêtre, du 16 mai 1788 au 4 février 1791.

MÉZUROLLE, prêtre, ci-devant cordelier, du 4 février 1791
à (il ne figure pas parmi les professeurs exclus,
comme il l'eût été à coup sûr, le 28 octobre 1793).

FOURNIER, du 25 janvier 1768 au 17 octobre 1788.

BAZAIN, Pierre-Antoine-Gabriel, docteur en Sorbonne, du
17 octobre 1788 au 4 février 1791.

HUCHETTE, Maurice-Elie, prêtre, ci-devant augustin, du 4
février 1791 au 28 octobre 1793.

III

Personnel du Collège des Jésuites en 1762

D'après le procès-verbal dressé du 30 avril au 11 juin 1762

DUVEY DESCARREAU, Jean-Baptiste, profès des quatre vœux,
recteur.

CHEMENDY, Pierre, profès, etc., chargé des retraites et de la
congrégation de Messieurs.

PATOUILLET, Louis, profès, etc., bibliothécaire de la maison.

DE CARDEVACQUES, Louis-François, profès, etc., ministre.

MUTEL, Gilbert-Paul, profès, etc., professeur de théologie.

GUIMONNEAU, Guillaume-Jacques, profès, etc., père spirituel.

CAHIÈRES, Jacques, profès, etc., procureur de la maison.

FROUARD, Pierre, profès, etc., prédicateur de la dominicale.

MARCHAND, Jean, profès, etc., régent de théologie.

HERPIN-DELACROIX, Jacques, profès, etc., professeur de phi-
losophie.

CHÉREIL DE KERGATTÉ, Mathurin, écolier approuvé par l'é-
mission des trois vœux simples et professeur de phi-
sique.

SEREL, Jean-Baptiste, écolier approuvé, etc., préfet des
classes et directeur de la congrégation des artisans.

Les susdits dénommés tous prêtres.

GUÉRIN, Placide-Paul, écolier approuvé, etc., et professeur
de rhétorique.

LEJAY, François-Charles, écolier approuvé, etc., et professeur de seconde.

PRALLET, Raimond, écolier approuvé etc., et professeur de troisième.

AUFREY, Gervais-Louis, écolier approuvé, etc., et professeur de quatrième.

BAIGNOUX, Claude-Félix, écolier approuvé, etc., et professeur de cinquième.

Tous lesquels Professeurs susnommés ont reçu les quatre moindres

COADJUTEURS TEMPORELS

MÉZIÈRES, François, formé par l'émission publique des trois vœux, acheteur.

VAZEILLE, Pierre, formé par l'émission publique des trois vœux, sacristain.

BALLEUX, François, formé par l'émission publique des trois vœux, cuisinier.

« Et quant aux coadjuteurs spirituels et aux affiliés en laditte société, le Père Recteur nous a déclaré qu'il n'y en a aucun dans laditte maison d'Amiens. »

C'est par erreur que, pour la même époque, dans notre chapitre II, le Compte rendu aux Chambres assemblées par M. de l'Averdy, concernant le Collège que les ci-devant soi-disans Jésuites occupoient dans la ville d'Amiens, du 15 mai 1763, a été désigné comme faisant partie des *Pièces* (imprimées) *pour l'histoire d'Amiens*. Il faut lire, comme au chapitre V, *Recueil de Pièces pour l'histoire des Jésuites*.

IV

**Scellier et son Ecole
de Mathématiques, Arts, Manufacture et Commerce
Ses idées sur l'enseignement**

Nous n'avons pas l'intention de parler en détail de Jacques Scellier (1) qui, malgré son mérite, fut surtout, semble-t-il, un homme à projets, un personnage actif, si l'on veut, mais trop plein de lui-même et un peu encombrant. (2) Nous voulons seulement indiquer ici ce qui concerne l'organisation de son Ecole et quelques-unes de ses idées sur l'enseignement, qui nous ont paru curieuses.

Après avoir essayé à plusieurs reprises, depuis 1752, de donner, dans une des salles des Pères Cordeliers d'Amiens, des leçons sur la théorie et la pratique des arts, des manufactures et du commerce dans toute leur étendue, Scellier demanda en 1758 la permission de le faire à l'hôtel-de-ville, et exposa son plan dans une requête en forme de mémoire : « Il se propose de donner les leçons sur la théorie tous les jeudys, depuis huit heures du matin jusqu'à midy, et depuis deux heures de relevée jusqu'à cinq heures, en quatre partitions, savoir : depuis huit heures jusqu'à dix heures du matin, il enseignera la géométrie et toutes les sciences qu'elle em-

(1) Ses lettres sont souvent signées Sellier.

(2) Sur l'homme lui-même, son école et plusieurs de ses projets, on peut, outre son *Eloge*, naturellement exagéré, auquel nous avons renvoyé au chapitre VIII, consulter les *Archives Communales*, BB. 85. f. 134, 28 mars 1750 ; BB. 91. f. 62, 24 juillet 1767, f. 123 v°, 4 septembre 1768 ; BB. 94. f. 69, 9 septembre 1777 ; BB. 95. f. 14, 30 mars 1780, f. 153 v°, 20 juillet, f. 174 v°, 9 novembre, f. 179 v°, 12 décembre 1782 ; f° 185, 23 janvier 1753 ; BB. 126, 127, 128, 129, 130, 131 (Liasses).

brasse, chacun en leur ordre naturel, et depuis dix heures du matin jusqu'à midy, l'architecture et toutes ses dépendances. La première heure de la leçon de l'après diner sera employée à enseigner l'arithmétique, et depuis trois heures jusqu'à cinq heures de relevée, l'on s'occupera uniquement de la théorie des manufactures et du commerce. Les leçons pour la simple pratique de tous les arts et sciences cy-dessus énoncée se donneront tous les jours de dimanche et de fête non solemnel, depuis sept heures et demy jusqu'à neuf heures du matin, et l'après diner, depuis trois heures jusqu'à cinq heures de relevées. » (1)

Bien que Scellier offrit de « faire des leçons publiques et gratuites », la ville lui accorda une gratification annuelle de 300 l., qu'elle refusa ensuite d'augmenter, malgré sa demande. Il est vrai qu'elle le choisit plus tard pour architecte. Nous ne sommes pas exactement renseignés sur le succès de l'Ecole fondée par un homme aussi universel. Mais nous savons quel en était le programme, vingt-six ans plus tard, en 1784, à un moment où, si elle avait jamais prospéré, elle semblait plutôt périr : elle n'avait en effet que 48 élèves.

« Il y aura, écrit Scellier, tous les jours cinq courts :

« 1^o Court de mathématique et surtout d'arithmétique, science la plus propre à assouplir les nerfs du cerveau et à donner l'esprit de combinaison si nécessaire dans les affaires et surtout dans le commerce.

« 2^o La géographie mercantille avec des explications sur la science du commerce général et particulier, etc.

« 3^o La belle architecture si nécessaire à l'éducation des gens destinés à remplir des places dans la société,

(1) *Arch. Com. BB.* 85. f. 134, 28 mars 1758.

et dont le bon goût n'est pas encore assez connu dans cette ville, quoique nous l'enseignions depuis 34 ans.

« 4° La pratique de tous les arts du bâtiment, si nécessaire pour la perfection des ouvriers.

« 5° Le dessein en tous genres, figures, ornements, fleurs pour les manufactures. Il seroit bien nécessaire de donner en cette ville du goût aux fabriquant pour fleurir certaines étoffes. Nous avons déjà introduit du goût autrefois ; mais, faute d'encouragement, il est retombé. Nous désirerions que M. l'intendant, la chambre de commerce, l'hôtel de ville, la chambre consulaire, voulussent jeter un coup d'œil favorable sur cette branche de l'éducation publique.

« On ira aux champs deux fois par semaine, le matin, pour lever, arpenter et dessiner des objets naturels. » (1)

Ce programme sent un peu la réclame, et donne lieu de supposer que Scellier n'avait pas réussi, autant que l'espéraient les échevins en 1758, à être utile par son enseignement aux habitants de la ville et des environs, et notamment aux artisans et apprentis. Nous en trouvons la preuve évidente dans une lettre adressée par les officiers municipaux, le 11 janvier 1785, à M. le comte de Périgord, gouverneur général :

« La ville d'Amiens, disent-ils, entretient par ses manufactures et ses arts plus de 30000 ouvriers — sur 50000 habitants — dans l'enceinte de ses murs. Il manque à ces ouvriers, pour la plupart l'intelligence et le goût, qu'on n'acquiert que par l'instruction ; ils trouveroient ces secours dans une Ecole gratuite de dessin. Il en existe déjà une dans notre ville, — entendez l'école Scellier, — mais les leçons n'y sont pas assez à

(1) *Arch. Comm.* BB. 128. (Liasse). 7 octobre 1784.

la portée de cette classe de citoyens. Nous désirerions qu'il s'y en établît une pour les ouvriers seulement. Les frères des écoles chrétiennes établis à Amiens proposent de former cet établissement utile ; il seroit bien analogue à l'école qu'ils tiennent déjà, et dans laquelle ils se bornent à montrer à lire, à écrire et à calculer. Ils se contenteroient d'appointements très modiques pour le frère qui tiendrait la classe de dessin. Mais la plus grande difficulté est de leur trouver un endroit pour y établir cette classe. Il y en a cependant un qui seroit bien convenable ; c'est un terrain vague attenant à leur maison. Ce terrain fait partie du Logis du Roi. Nous en joignons ici le plan. »

Ils supplient ensuite le gouverneur de leur concéder ce terrain, pour qu'ils puissent traiter avec les frères, qui, comme autrefois les Jésuites au Collège, ne devaient pas être fâchés de s'agrandir. « Cet acte de bienfaisance, ajoutent-ils, procurera la perfection de nos arts et de nos manufactures. » (1)

Même avant que lui fût suscitée cette concurrence, Scellier n'avait pas très bonne opinion des frères, si estimés au contraire des échevins. Il dit en effet, dans une lettre de 1783 :

« Les petites écoles pour le peuple n'ont toujours eu pour but que la religion, et apprendre à lire et à écrire aux enfans : mais toutes ces écoles, coûteuses pour les pauvres, étoient devenues si mauvaises que les enfans, à 14 et 15 ans, en sortoient sans avoir rien appris, si ce n'est du libertinage. . . . L'on a reçu avec une sorte d'avidité les frères ignorantins, quand ils se sont présenté aux évêques et aux magistrats des villes, parce

(1) *Arch. Com. AA. 30. t. 153.*

qu'on espéroit mieux d'une société d'espèces de religieux, que des maîtres particuliers, faisant leur état en mercenaires. » Ces vues étaient d'ailleurs bonnes, mais chaque école a fait ce qu'elle a voulu, sans plan déterminé. « Après la religion qu'ils enseignent bien, ce qu'ils cultivent le plus, c'est à bien peindre l'écriture, parce qu'ils savent que cet espèce de talens plaît au peuple : mais pas d'orthographe, pas d'expédicé, presque pas de lecture. » L'on s'est plaint de leur défaut d'orthographe, qu'ils « font apprendre par cœur et à copier la grammaire françoise, eux qui ne l'entendoient sûrement pas ». Il a vu à son école des écoliers sortant de là, « à qui deux ans n'ont pas suffit pour leur apprendre leur table de multiplication ». Depuis plus de trente ans il se consacre à l'éducation publique, mais, après avoir formé de bons élèves en dessin, il n'en trouve presque plus, car « ils ne font cela que par amusement ». La faute en est à la « multitude d'école et de maîtres charlatans, qui promettent aux enfans beaucoup de sciences en peu de tems et sans peines. . . . Voilà l'état des enfans du peuple ».

Toutes ces critiques, venant d'un homme que l'âge et les déboires ont peut-être rendu chagrin, sont-elles pleinement justifiées ? Nous n'oserions l'affirmer. Ce témoignage nous a paru néanmoins bon à recueillir, en raison même de sa sincérité. Scellier aime l'instruction, celle surtout qui s'adresse à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie, il l'a pratiquée lui-même dans ses cours et connaît ce dont il parle. Du reste, il sait au besoin distribuer des éloges : c'est ce qu'il fait, sans parti pris, nous aimons du moins à le croire, pour l'école de filature instituée par M. Houzé, son confrère à l'Académie.

dont il parle dans la même lettre : « On y instruit 37 petites filles dans la religion, à lire, écrire et filer de la laine, elles y sont vêtues, on leur fait gagner de l'argent à proportion de leur travail. » Un établissement de ce genre devait plaire au fondateur de l'Ecole de Mathématiques, Arts, Manufacture et Commerce, dont le titre pompeux n'était pas d'ailleurs tout à fait exact.

Scellier reconnaît en effet, dans une lettre à l'intendant, du 6 décembre 1783, qu'ayant voulu fonder une classe pour le commerce, il eut quelques élèves, mais en réalité peu de succès, malgré le bon accueil de la chambre de commerce. Il invitera donc l'année suivante l'intendant, le commandant de la ville, les maire et échevins, toutes les compagnies de la ville, les gens en places et les gens titrés à « présider quelquefois » à son école. Il laisse trop voir ici qu'il a besoin d'appui, et l'on peut en conclure que les choses ne marchaient pas à son gré.

Ce qu'il nous apprend des écoles qu'il a vu ou fait fonctionner n'est certes pas sans intérêt. On retrouve encore ses tendances utilitaires dans ce qu'il dit, sans être aussi bien renseigné, des diverses écoles auxquelles son esprit curieux s'intéressait. Dans une lettre non datée il s'exprime ainsi :

« Je ne connois pas une seule bonne institution pour l'éducation de la jeunesse militaire. Jusqu'à présent elle n'a pas été différente de celle des bourgeois : des humanités dans les maisons, par des précepteurs, dans les collèges, par des professeurs classiques. Toujours du latin, et pas de françois, ni d'allemand, etc. L'on finit les classes par des principes superficiels de mathématique et de physique que les maîtres n'entendent

souvent pas eux-mêmes. C'est aujourd'huy la mode de leur donner des cours encore plus supperficiels de chimie, de botanique, d'anatomie, sans applications. » Quant à l'Ecole militaire, elle a été réformée, mais « le Roy l'a mise entre les mains des Bénédictins... incapables par leur ministère et par deffaut d'expérience de donner aux jeunes gens l'esprit martial ». Scellier admet enfin que les Ecoles d'artillerie, du génie et de la marine sont plus savantes (1).

(1) *Arch. Dép. C. 1547. (Liasse).*

COMPTE RENDU
DES
TRAVAUX DE L'ANNÉE

Par le Secrétaire perpétuel

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Académie a eu le regret de perdre cette année deux de ses membres associés correspondants, M. Ferrand et M. l'abbé Gosselin.

M. Ferrand, préfet de l'Aisne en 1870, avait, au moment de l'explosion de la citadelle de Laon, gagné par sa belle conduite l'estime de tous les bons Français, et, par le noble courage avec lequel il supporta sa captivité en Allemagne, conquis le respect de nos adversaires. Mais c'est de M. Ferrand, notre confrère, que je dois surtout parler ici. S'il n'a jamais pris une part directe à nos travaux, sa présence à nos séances nous honorait grandement. M. Ferrand était en effet depuis 1888 correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques. Partisan convaincu de la décentralisation, il répandit ses idées par « des brochures, des articles de revue, des conférences et surtout par ses deux principaux ouvrages : les *Institutions administratives en France et à l'étranger*, les *Pays libres* (1). »

(1) *Notice sur la vie et les œuvres de M. Joseph Ferrand, correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques*, par M. Cheysson, membre de l'Académie, lue dans la séance du 1^{er} août 1903.

L'Institut a consacré une notice spéciale à la vie et aux œuvres de M. Ferrand, et je laisse à l'auteur de cette étude le soin de le louer dignement : « C'est un devoir pour l'Académie, dit-il, de conserver dans ses *Annales* le souvenir de cet excellent collègue et de cet homme de bien, en retraçant à grands traits l'histoire de cette vie si honorablement remplie par le devoir, la science et l'amour du pays. » Cette tâche accomplie, M. Cheysson conclut en ces termes : « Il était assidu à nos séances, chaque fois qu'il pouvait quitter Amiens, et nous avions tous grand plaisir à voir parmi nous sa figure grave et un peu doctrinaire de fonctionnaire d'ancien régime, mais dont l'austérité professionnelle était tempérée et adoucie par une grande expression de bonté. « Ses obsèques ont eu lieu à Amiens, dans cette ville dont il a été pendant les vingt dernières années de sa vie l'un des citoyens les plus utiles et les plus respectés, et où sa mort a laissé, comme au sein de notre Compagnie, d'unanimes regrets. »

M. l'abbé Gosselin, malgré le rôle effacé qu'il a joué sur la scène du monde, ne sera pas non plus oublié de nous. De ses manières, de son langage, se dégageait le charme particulier qui est le propre de la véritable humilité. Elevé à la dignité de chanoine, c'était bien la « discrète personne » à laquelle fait songer le mot. Mais il avait d'autres titres à notre estime. Erudit patient et sagace, à peine reçu parmi nous, il paya son tribut à l'Académie en nous lisant une étude sur *Catherine Levesque, poète mystique et historien péronnais*, dont j'ai eu le plaisir de parler ici même l'an dernier. Nous pouvions espérer

de lui d'autres travaux du même genre. Peu de temps avant sa mort, il nous offrait un ouvrage sur *les Saints de Picardie à Notre-Dame de Brebières*, fruit de ces loisirs studieux que savent si bien goûter et mettre à profit les âmes de bénédictins, ecclésiastiques ou laïques.

Nous avons reçu également de M. Camerlynck, caché sous le pseudonyme de Snoeckje, *la Nation armée*, de M. Edouard David, *Marie-Chrétienne*, de M. le Dr Fournier, la 2^e édition de son *P.écis de gynécologie pratique*.

Je pourrais joindre à ces travaux un ouvrage de M. Chevaldin, professeur au lycée de Rouen, sur les *Jargons de la farce de Pathelin*, ouvrage offert par M. Thorel. L'auteur n'est pas des nôtres, mais, dussé-je blesser la modestie de notre confrère M. Thorel, je ne puis dissimuler qu'il a été le collaborateur efficace de M. Chevaldin pour mener à bien cette étude toute farcie de linguistique savante et ardue. M. Thorel a aussi fait hommage à l'Académie des *Rébus de Picardie*. C'est encore du jargon, si l'on veut, mais qui nous intéresse davantage à un double titre, parce que l'ouvrage est de lui seul et qu'il concerne notre ancienne province. Ce curieux travail nous révèle l'esprit singulier de nos pères. Ces *Rébus* sont en effet de la fin du xv^e et du commencement du xvi^e siècle. M. Thorel a su les comprendre, les expliquer, leur assigner une date certaine, et ses recherches éclairent plusieurs points de notre histoire nationale.

L'érudition historique joue aussi son rôle dans les *Origines du Collège d'Amiens*. Mais le Secrétaire de

l'Académie aurait mauvaise grâce à se juger lui-même. Il lui est plus facile et plus agréable de parler des travaux de ses confrères.

L'un d'eux au moins n'a rien de savant ni d'aride ; c'est un conte en vers libres, de M. Tattegrain : *En Première Classe*.

Tout le monde se rappelle l'amusante *Catarina* de M. Tattegrain : cette rusée Gênoise dupait à plaisir le curé de sa paroisse en faisant célébrer, de son vivant, son service funèbre en grande pompe. Nous sommes maintenant en France, et l'on sait que, des fabliaux à la Fontaine, nos conteurs n'ont pas tari sur les moines et les prêtres. M. Tattegrain est bien de leur lignée. Mais on doit le louer d'avoir évité leur licence et risqué seulement quelques traits un peu gaillards. Je n'entreprendrai pas d'analyser ce récit : il y perdrait trop. Je dirai seulement que, si dans *Catarina* le bon *padre* se voyait forcé d'enterrer au rabais l'héroïne du conte, ici Maître Claude, brave curé de village, marie *en première classe* Gros-Jean et Margot. Mais, quand il s'agit de payer les vingt écus réclamés, les nouveaux époux regimbent ; ils n'ont pas, disent-ils, demandé tant de cérémonies : les cloches, soit, mais non le chœur, le poêle, le serpent, le tapis, les quarante cierges ! On discute, on se sépare, sans pouvoir s'entendre. Bref, au bout de six ans, le pasteur, pour « rattraper un morceau de son dû », prie Gros-Jean de lui charrier son bois. A cet effet le mari, la femme, leurs enfants vont, en costume de fête, chercher les sapins du curé ; les chevaux, la voiture, tout est paré de bouquets, de verdure ; le bois bien sec est recouvert

soigneusement des draps de nocce des époux. Maître Claude s'étonne : il n'a pas demandé tant d'apparat. Gros-Jean réplique :

Pour finir, votre charriage
C'est comme notre mariage,
Par réciproque honnête, et pour être civil,
Je l'ai fait en première classe.

— J'en tiens, dit le curé, va, quitte ! Ainsi soit-il !
Mais là, voyons, Margot, dis-le de bonne grâce,
Il est de toi ce coup subtil ?

C'est toi qui m'as tendu la nasse ;
Car Gros-Jean n'aurait pas, seul, inventé ce tour ;
Pour toi, gros malin, prends un conseil en retour.

J'aurai fait en une seconde :
« Porte bretelle et tiens tes chausses, mon garçon,
Ou bien, serviteur à ta blonde ! »
Car ceci prouve à sa façon
Qu'il n'est que deux êtres au monde,
(Retenez tous cette leçon),

La femme et les curés pour porter la culotte !
C'est l'éternelle vérité !
Il était bon d'en prendre note
En guise de moralité.

Le conte gaulois et foncièrement satirique raille impitoyablement nos vices, nos défauts, nos travers, nos ridicules. La parodie met à son tour en lumière les faiblesses des œuvres littéraires, même les meilleures : elle s'attaque peu au roman, qui ne se prête guère à ce genre de critique parfois très subtile et très piquante, mais elle s'en donne à cœur joie, quand elle travestit les épopées, les tragédies, les drames les plus sombres et les plus émouvants. M. Blanchard a lu autrefois à l'Académie un travail

tout nouveau sur le théâtre de *Victor Hugo parodié*. Ce travail, il l'a revu, notablement augmenté, en a fait une œuvre définitive, dont je regrette de ne pouvoir vous donner le moindre aperçu. Il nous a d'ailleurs lu récemment une *Esquisse biographique et littéraire* sur *Victor Hugo*, du plus rare mérite. Cette étude, à la fois complète et succincte, tient beaucoup plus que ne promet son titre. Notre confrère est assurément l'un des hommes de France qui connaissent le mieux le grand poète. Son admiration ne va pas cependant jusqu'à l'enthousiasme aveugle et irréfléchi qui prête aisément à la raillerie : convertir les hommes illustres en idoles, n'est-ce pas en effet les diminuer et leur rendre un mauvais service ? M. Blanchard n'a pas commis cette faute. Son analyse pénétrante examine avec sang-froid les actes et les œuvres, et ses jugements rapides, mais d'une précision rigoureuse, éclairent en même temps la vie de l'homme et le génie de l'écrivain. On ne les sépare plus aujourd'hui, et l'on a bien raison. Si l'on peut en effet étudier en elle-même la littérature si impersonnelle du xvii^e siècle, on a dû renoncer, pour arriver à comprendre le xviii^e et le xix^e, à apprécier les œuvres sans connaître leurs auteurs. Et cela est vrai surtout du poète lyrique, dont l'âme vibre à toutes les émotions.

Or Victor Hugo est le lyrique par excellence, le maître, comme on l'a dit justement. Il domine tous ses contemporains, non seulement par la hauteur de son génie, mais parce qu'il échappe plus qu'aucun d'eux à l'influence du milieu : il ne voit pas en effet les hommes et les choses comme on le fait d'ordi-

naire. Ses erreurs mêmes, et elles sont nombreuses et de toute nature, contribuent pour une large part à le rendre unique et original.

C'est l'impression qui se dégage de l'étude de M. Blanchard, si nourrie de faits et d'idées, si condensée, sans être obscure cependant, qu'il faut renoncer à en extraire la substance. J'aurais regret néanmoins à ne pas indiquer quelques-uns des jugements de notre confrère. *Cromwel* n'est, dit-il, qu'un panorama historique, où, malgré les promesses et les paradoxes de la fameuse *Préface*, Victor Hugo est encore manifestement l'élève de nos classiques, tragiques et comiques. Il n'eut jamais du reste le don des habiles combinaisons dramatiques, et son théâtre est purement épique et oratoire.

Mais, à partir de 1830, en dehors du drame, quelle abondance de productions magnifiques, quelles ressources inépuisables de style et de versification, quelle inspiration toujours noble et courageuse ! Les *Contemplations* marquent l'apogée de ce génie lyrique. Qui pourrait oublier la virulente énergie des *Châtiments* ? D'autre part, les *Misérables* contiennent à eux seuls toute notre langue, y compris l'argot. Enfin Victor Hugo n'a-t-il pas aimé l'humanité d'un amour sans égal ? N'a-t-il pas souhaité ardemment que son sort s'améliore ? N'a-t-il pas, pour ne citer qu'un exemple, prédit, dans une sorte de vision sublime, les progrès que l'audace de l'homme commence à réaliser dans la conquête de l'air ?

M. Maxime Lecomte nous a renseignés fort exactement sur ce point. Le titre même de son travail :

A propos des ballons dirigeables, indique que notre confrère n'a pas voulu **seulement** parler des résultats obtenus en ces derniers temps. Il nous a lu en effet un exposé des efforts successifs faits par l'homme pour naviguer dans les airs, depuis les premiers essais des frères Montgolfier jusqu'aux tentatives les plus récentes. Ce résumé très clair et très méthodique nous met sous les yeux toutes les phases du problème, sans prétendre nous en donner la solution définitive.

Notre confrère, amené à s'occuper de cette question comme président d'honneur de l'Emulation aérostatique de Lille, n'a garde de choisir entre les divers systèmes proposés ou même expérimentés depuis plus d'un siècle, mais il espère cependant le succès final. Il souhaite ardemment que l'honneur en revienne à la France, et c'est par patriotisme qu'il porte surtout son attention sur l'aérostation militaire. Il n'oublie pas les services rendus à notre pays par l'*Armand Barbès*, qui emporta loin de Paris Gambetta, l'organisateur de la défense nationale. Il se souvient avec émotion, comme tous ceux qui ont vécu ces heures douloureuses, des ballons-poste qui apportaient à la province des milliers de lettres écrites sur papier pelure en caractères microscopiques, que l'on déchiffrait en pleurant.

Les ballons feront mieux désormais. Qui triomphera cependant, de l'aérostation ou de l'aviation, du plus léger ou du plus lourd que l'air ? ou encore du « troisième système, qui est proprement de la navigation aérienne, et qui consiste à louvoyer, à s'abaisser ou à monter de façon à profiter de la densité des

courants ?.... Qui arrivera le plus vite, du ballon gonflé de gaz ou de l'aéroplane ou du sur-marin ? Arrivera-t-on ? Et quand ? Ou bien n'arrivera-t-on qu'avec une idée et un système que nous ne connaissons pas encore ? »

Ainsi conclut M. M. Lecomte, qui aime trop la science pour la compromettre en lui prédisant le succès à brève échéance. M. le Dr Peugniez, au contraire, a confiance en la réussite du nageur *Holbein*, dont il nous a raconté la *deuxième tentative pour traverser la Manche*. Il est vrai que l'énergie de l'homme est plus en cause ici que son intelligence, et que la mer est un élément mieux connu et plus abordable que l'air. Ayant assisté à toutes les péripéties de cette lutte héroïque contre la marée et les vents, notre confrère en a fait un tableau où le charme de la description le dispute à l'exactitude des observations scientifiques. Il en a noté tous les détails, qui pourraient paraître monotones, s'ils ne donnaient au récit une impression de vie des plus intenses.

Holbein partit de Douvres au milieu des applaudissements, se dirigeant vers Calais. Madame Holbein l'accompagnait et n'eut pas un moment de défaillance pendant les vingt heures que passa dans l'eau l'athlète intrépide et obstiné. Le nageur portait un masque spécial destiné à garantir son visage et surtout ses yeux du contact irritant de l'eau salée. Tout son corps était enduit de graisse de marsouin pour le protéger contre le froid. On avait pris les précautions nécessaires pour le surveiller et aussi pour le ravitailler d'heure en heure. Il nageait tantôt sur un

côté, tantôt sur l'autre, parfois aussi sur le dos. Mais dans cette position il était plus exposé aux vomissements, comme l'avait prouvé sa première tentative. Il était constamment soutenu par la présence de ceux qui l'accompagnaient sur un bateau, et qui se relayaient pour nager près de lui. Ayant quitté Douvres vers cinq heures, il fut d'abord rejeté par la marée à huit milles au nord-est de cette ville, et sur les vingt-et-un milles qui le séparaient de Calais, il n'en avait, au bout de quatre heures, parcouru que quatre. A six heures du matin il avait nagé l'espace de vingt-cinq milles, à huit heures il était à quatre milles de Calais et croyait arriver au but. Mais alors la fatigue se manifesta, Holbein se dirigea moins bien, les brassées se firent moins amples. A dix heures l'énergie reparut, et la direction devint immuable. Cependant vers midi les progrès étaient très lents. La marée était décidément la plus forte. Holbein, au lieu d'avancer, avait reculé de quatre milles. Son ami Sorland l'engagea alors à remonter sur le bateau. Il le fit sans se plaindre à midi vingt.

M. le D^r Peugniez constata que la température du corps était normale, et qu'il n'existait aucune lésion organique ni fonctionnelle. Holbein, vainqueur de l'eau, était vaincu par les courants : ce fut une glorieuse défaite. Ce qui décida ses amis à ne pas pousser l'expérience plus loin, c'est qu'il donnait des signes manifestes d'épuisement physique et moral. Il pouvait néanmoins se maintenir encore plusieurs heures sur l'eau, mais que serait-il arrivé, la marée changeant de direction, quand il aurait été rejeté sur la côte ? On calcula qu'il lui fallait encore sept heures

et demie d'efforts pour réussir. En était-il capable ? M. le D^r Peugniez l'affirme, d'après l'examen physiologique auquel il s'est livré sur Holbein. Ses amis, dit-il, fatigués eux-mêmes, épuisés par l'effort musculaire et cérébral qu'ils avaient fait pour le guider et l'entraîner, ayant dépensé trop vite leur énergie, manquèrent du sang-froid nécessaire au moment décisif. Ne peut-on penser aussi qu'ils n'ont pas voulu, par affection pour Holbein et sa femme, affronter la responsabilité redoutable d'une catastrophe possible ? Celui-ci d'ailleurs, soit par confiance en eux, comme le pense notre confrère, soit par conscience de l'inutilité de ses efforts, accepta sans protester leur décision. Mais il renouvellera sa tentative, deux fois stérile. Ce ne sont pas là cependant, dit M. le D^r Peugniez, des dépenses inutiles d'énergie, comme le croient les gens qui ne voient que le résultat, sans comprendre que l'effort physique et moral est par lui-même un progrès.

Si nous admettons sans peine que l'effort, même excessif, peut être utile à l'homme et prouve en sa faveur, nous crierons volontiers au paradoxe, en entendant M. le D^r Fournier traiter de l'*Utilité de la douleur physique*. Rien de plus vrai pourtant que la thèse qu'il a soutenue devant nous, avec la conviction raisonnée qu'il doit à la pratique de la médecine et de la chirurgie. Il nous a en effet présenté, en un langage clair et précis, le résultat de ses connaissances acquises, et, ce qui vaut mieux encore, de ses observations personnelles. Il n'a pas la prétention respectable, si l'on veut, mais un peu choquante néanmoins pour le simple bon sens, de sou-

tenir, comme le stoïcien Posidonius, que la douleur physique n'est pas un mal. Mais, si elle est un mal, elle est utile à la fois au malade et à celui qui le soigne : voilà toute la question.

Après avoir dit, d'après Littré, que la douleur physique est « une impression anormale et pénible reçue par une partie vivante et perçue par le cerveau », M. le D^r Fournier déclare, et nous le croyons volontiers, que les cliniciens lui paraissent supérieurs aux théoriciens pour l'exacte appréciation de ce phénomène. Puis, il divise son travail en deux parties essentielles : valeur technique et valeur clinique de la douleur. Sans entrer dans des détails forcément un peu arides pour les profanes, on peut dire que la douleur est une augmentation ou perversion de la sensation : c'est donc un symptôme fonctionnel précieux pour le malade et pour le médecin. En effet, certaines maladies indolores sont des plus dangereuses, parce que rien n'avertit le sujet atteint, qui ne se croit réellement malade que s'il souffre. Il est vrai que la sensation de la douleur varie suivant l'âge du patient, sa situation sociale, le climat même du pays. Mais la douleur, plus ou moins vivement ressentie, est toujours un symptôme utile. Néanmoins, poussée à son paroxysme, elle a parfois de graves inconvénients. Il y a par exemple des névralgies terribles, incurables, où l'on ne peut employer que les calmants. En dehors de ces cas exceptionnels, la douleur-symptôme permet seule de s'attaquer à la maladie, et, surtout en chirurgie, de découvrir la lésion et de supprimer à la fois le mal et la souffrance. En résumé, il faut chez les incu-

rables calmer la douleur, et chez les malades ordinaires la supprimer en s'attaquant à sa cause ; chez tout le monde enfin le traitement préventif est le travail corporel, qui constitue la meilleure méthode d'aguerrissement contre la douleur.

C'est contre une critique assez vive que l'Académie d'Amiens aurait aujourd'hui à se défendre, si nous ne tenions compte des excellentes intentions de notre très actif confrère M. Camerlynck. Après avoir mis de l'ordre dans notre Bibliothèque et nos Archives, ce dont nous ne saurions trop le remercier, il nous a exposé les réflexions très personnelles que lui a inspirées une *Excursion*, ou plutôt un voyage autour de la salle où dorment, d'un sommeil trop rarement troublé, les livres et les documents manuscrits que nous possédons en assez grand nombre. Sa franchise un peu rude nous réveillerait, s'il en était besoin, en nous rappelant nos devoirs. Il m'est impossible de signaler toutes les observations accumulées dans ce travail. Qu'il me suffise de dire que M. Leleu, notre plus ancien membre, nous avait déjà, en s'occupant de l'histoire de la Société littéraire qui précéda l'Académie, fait comprendre que nos prédécesseurs travaillaient plus que nous, ou tout au moins autrement. Ce serait répéter une vérité rebattue que de rappeler que les Académies de province ont moins de vitalité qu'autrefois. Mais il est permis de penser qu'elles produisent peut-être des travaux d'une érudition plus sûre, d'une science plus approfondie et d'un goût à la fois plus large et plus fin. Deux *Éloges d'anciens membres de l'Académie*, morts dans les premières années du XIX^e siècle, MM. Scellier et

Laurendeau, éloges revus et abrégés par M. Leleu, pourraient par leur optimisme un peu naïf nous faire supposer que nos prédécesseurs étaient non seulement des hommes de bonne volonté, ce qui est hors de doute, mais des esprits vraiment supérieurs. Permettez-moi donc, Mesdames et Messieurs, de vous présenter en raccourci le tableau d'une séance de l'Académie en 1783, tableau tracé, il est vrai, par un témoin hostile plutôt qu'impartial, mais qui n'a certainement pas inventé ce qu'il raconte et s'est contenté d'y joindre un commentaire malicieux : c'est de Madame Roland que je veux parler.

Personne n'ignore, surtout à Amiens, que Madame Roland, alors qu'elle n'était encore que Mademoiselle Phlipon, a connu, dans un couvent de Paris, les demoiselles Cannet, originaires de notre ville, qui devinrent ses amies. Après leur retour à Amiens, Mademoiselle Phlipon entretenait avec elles une correspondance que publia en 1841 M. Auguste Breuil, avocat à la cour royale, et membre de notre Société. Mais, si l'on connaissait aussi une partie des lettres de Madame Roland, écrites après son mariage, c'étaient surtout celles qui ont trait à son rôle historique. Une lacune très fâcheuse existait dans la partie de sa correspondance qu'on pourrait plutôt appeler intime.

M. Perroud, recteur de l'Académie de Toulouse, l'a comblée, en publiant, dans la *Collection des documents inédits relatifs à l'histoire de France*, toutes les lettres actuellement connues écrites par M^{me} Roland après son mariage, qui eut lieu le 4 février 1780. Plus de la moitié, 323 sur 563, sont

entièrement inédites, et une centaine environ ont été envoyées de notre ville, de 1780 à 1784. On devine quel intérêt elles peuvent présenter pour nous, d'autant plus que M. Perroud a, dans des notes très instructives et de consciencieux appendices, signalé, avec le scrupule d'un éditeur des mieux documentés, tout ce qui concerne les personnes dont parle M^{me} Roland. Il a vraiment ressuscité la société d'Amiens à cette époque. Aussi ne saurions-nous trop le remercier d'avoir bien voulu nous faire adresser, pour notre bibliothèque, les *Lettres de M^{me} Roland*, qui complètent si heureusement les *Lettres de M^{lle} Phlipon*.

L'espace me manquant, je suis, à mon grand regret, privé du plaisir d'esquisser, si brièvement que ce soit, la peinture du milieu où vécut M^{me} Roland à Amiens. J'en reviens donc à l'Académie. Mais, pour comprendre le peu de bienveillance que témoigne M^{me} Roland à notre Compagnie, il est bon de savoir que son mari, inspecteur des manufactures en résidence à Amiens, vivait en assez mauvais termes avec la classe de gros marchands, de fonctionnaires, de bourgeois et de nobles, où elle se recrutait, et ne put jamais réussir à en faire partie.

Je laisse maintenant la parole à M^{me} Roland, en abrégeant son récit, parce qu'il est trop long et qu'elle ne recule jamais devant le mot propre. Je me vois même obligé de jeter un voile sur certains passages des harangues de nos honorables prédécesseurs.

M^{me} Roland écrit à son mari le soir même du 25 août, date traditionnelle de la séance publique, à

laquelle elle avait assisté avec M^{lle} Henriette Cannel :

« Nous sommes, dit-elle, parties triomphantes, mais modestes, et sans hommes, pour nous rendre à l'Académie ; l'assemblée était formée, — il était en effet plus de trois heures et demie, — les discours commencés, pas une place pour d'honnêtes femmes : il fallait être debout derrière je ne sais qui. » Elles parvinrent cependant à se faufiler à la tête de l'assemblée. On recevait ce jour-là le chirurgien Ancelin. « Le nouvel associé parlait alors ; chapeau sur tête, ou plutôt sur perruque, papier en main, se donnant un air agréable, l'air enfin que tu connais à mon insouciant accoucheur. Le S^r Ancelin débitait des phrases sur les avantages de l'émulation pour les progrès des connaissances, les ressources que fournissait l'Académie à cet égard, ce qu'il en espérait pour lui *indigne*... Je ne serais pas embarrassée de caractériser son style, mais je me contenterai de remarquer qu'il a comparé chacun des membres à *autant de conducteurs électriques par lesquels il se sentait tout vivifié* ; qu'il a, de plus, fort judicieusement regretté de n'avoir pas l'éloquence académique, mais qu'il s'en est consolé en observant qu'elle n'était pas nécessaire à un *chirurgien*... Un coup d'encensoir par le nez de l'Intendant, et un autre au *sexe aimable* pour le prier de s'intéresser aux observations qu'il allait faire ont terminé son discours. Puis, tirant de sa poche un instrument qui, par ma foi, avait bien les quatre pouces, bonne mesure, il nous a dit qu'il l'avait inventé pour soulager certaine maladie qui consiste dans le rétrécissement de je ne sais quoi, au-dessus de l'os

sacrum ; à cet *os sacrum*, toutes les femmes ont fait une petite grimace, il s'est élevé un *bisbiglio* dans toute l'assemblée. » Ajoutons, pour ne pas citer le texte, que, le silence une fois rétabli, le chirurgien continua sans broncher sa démonstration. « Après avoir servi ce petit plat de son métier, fort gracieusement, maître Ancelin s'est tu. Le lourd Baron, le digne secrétaire, a répliqué chapeau bas, par des encensements d'usage en l'honneur du défunt et du récipiendaire dont il a vanté l'*éloquence poétique* ;... son petit discours n'était pas trop mal écrit pour une rapsodie de mensonges... On a fort applaudi ; j'aurais fait comme un autre, s'il y avait eu quelque vérité, mais je n'ai pas décroisé mes pattes. »

C'est ensuite le tour de M. l'abbé Villin, qui lit un *Discours sur les manufactures d'étoffe*. Sujet local, et qui intéressait particulièrement aussi la femme de l'inspecteur Roland. Elle eut le droit d'être déçue. L'orateur en effet remonta jusqu'aux Egyptiens pour prouver l'importance des manufactures, et commit des erreurs peu excusables chez un homme d'Eglise et de nature à choquer M^{me} Roland qui était fort instruite et savait même le latin. « On pouvait, dit l'abbé Villin, augurer du silence de Moïse que, de son temps, les vêtements étaient fort simples et encore après lui, etc. » A quoi j'ai dit : « l'ignorant ! » Il n'a pas même lu son Ecriture, il ne sait pas comment était vêtu le grand prêtre, il a oublié la déclamation d'Isaïe contre les riches vêtements des femmes, etc. Mon exclamation d'« ignorant » a été entendue de trois personnes qui m'ont beaucoup regardée. Cependant l'abbé Villin continuait, observant que

cet *art*... avait dû ne s'avancer que très lentement ; que le premier homme, d'abord couvert de feuilles, les avait bien vite abandonnées, *parce que cela n'était ni solide, ni commode* ; que la laine des brebis arrachée par les buissons, flottant au gré des vents et formant de petits flocons, que la toile de l'araignée, etc., avaient sans doute donné l'idée de l'emploi des toisons et du tissu régulier. » Enfin « l'orateur est revenu sur l'importance des manufactures qui fournissent des vêtements variés, *des ornements aux autels et aux ministres du Seigneur (vestes gratis-simæ, ai-je dit)* ».

L'ironie mordante de M^{me} Roland n'est-elle pas un peu justifiée ? Cependant elle sera, après avoir quitté Amiens, beaucoup plus indulgente pour l'académie de Villefranche. Rendant compte de la séance publique, elle la trouve « bien remplie et très agréable ». Mais son mari y lut un discours fort applaudi, auquel elle avait collaboré. Mais le secrétaire débita « une épître en jolis vers », en l'honneur de Roland, revenu dans sa patrie, et... de M^{me} Roland. Il faut pardonner, même aux esprits les plus élevés, ces faiblesses d'amour-propre. Aussi, sans nous flatter d'être supérieurs à nos devanciers, nous essayons de faire mieux, s'il se peut. La nouvelle que vous allez entendre vous prouvera, je l'espère, que nous sommes au moins leurs égaux et que le goût littéraire est plus délicat aujourd'hui dans notre Compagnie que dans l'Académie appelée méchamment « béotienne » par M^{me} Roland.

RÉSUMÉ

DES

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

ANNÉE 1903

27 FÉVRIER

Présidence de M. Thorel, Directeur. — Discussion des titres de M. Pierre Dubois, présenté comme membre titulaire, — Lecture par M. Michel : **Compte rendu** d'un ouvrage de M. Duchaussoy, **Observations météorologiques de Victor et Camille Chandon de Montdidier.** — Lecture par M. Lenel : **Eloges d'anciens membres de l'Académie, Scellier et Laurendeau,** revus et abrégés par M. Leleu. — Renouvellement du Bureau : *Directeur*, M. l'abbé Boucher ; *Chancelier*, M. Percheval ; *Secrétaire-adjoint*, M. David.

27 MARS

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Lecture par M. Tattegrain : **En Première Classe.** — Nomination comme membre titulaire de M. Pierre Dubois.

24 AVRIL

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Lecture par M. Percheval : **La Morte Eau.**

22 MAI

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Lecture par M. Camerlynck : **Excursion à travers nos archives.**

26 JUIN

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Lecture par M. Lenel : **Origines du Collège d'Amiens.** — Présentation comme membre titulaire de M. Maurice Garet.

17 JUILLET

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Lecture par M. Maxime Lecomte : **A propos des Ballons dirigeables.** — Nomination de M. Blanchard comme Archiviste-Trésorier. — Discussion des titres de M. Maurice Garet.

16 OCTOBRE

Présidence de M. Percheval, Chancelier. — Lecture par M. le Dr Fournier : **Utilité de la douleur physique.**

30 OCTOBRE

Présidence de M. Percheval, Chancelier. — Lecture par M. le Dr Peugniez : **Traversée de la Manche tentée pour la seconde fois par Holbein.** — Nomination comme membre titulaire de M. Maurice Garet.

13 NOVEMBRE

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Lecture par M. Blanchard : **Victor Hugo, Esquisse biographique et littéraire.**

27 NOVEMBRE

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Lecture par M. le Directeur : **Robert de Luzarches.**

11 DÉCEMBRE

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Lecture par le Secrétaire perpétuel : **Compte rendu des Travaux de l'année.**

20 DÉCEMBRE

(Séance publique annuelle)

Présidence de M. l'abbé Boucher, Directeur. — Discours du Directeur : **Robert de Luzarches.** — **Compte rendu des Travaux de l'année**, par le Secrétaire perpétuel. — Lecture par M. Percheval : **La Morte Eau.**

OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE

Pendant l'Année 1903

I. — Envois du Ministère de l'Instruction Publique.

Missions archéologiques Françaises en Orient aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, t. IV.

Expéditions scientifiques du Travailleur et du Talisman (1880-1883).

Testaments de l'officialité de Besançon, t. I.

Recueils d'arts de seconde rhétorique.

Les médailleurs Français du ^{xv}^e siècle au milieu du ^{xvii}^e, t. I et II.

Comité des travaux historiques et scientifiques. Congrès des Sociétés savantes, 1902. — Sciences.

Dictionnaire topographique du département de la Haute-Marne.

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques.

II. Don de la Ville.

Documents pour servir à l'histoire de la Révolution Française dans la Ville d'Amiens, t. V

III. — Dons des Auteurs

E. Prarond. — Les Comtes de Ponthieu, Gui I^{er}. — Nicolas et François Rumet, De Abbavilla, etc. — Pierre-Marie. — Au jardin, Propos d'oncle.

A. Piedagnel. — En route.

H. Lachiche. — Un seul champignon sur le globe.

Snoeckje. — La Nation armée.

Gosselin (l'Abbé). — Les Saints de Picardie à Notre-Dame de Brebières.

D^r Fournier. — Précis de Gynécologie pratique.

Ed. David. — Marie-Chrétienne.

Cl. Perroud. — Lettres de Madame Rolland, t. II.

E. Boulanger. — Germination de l'Ascopore de la Truffe

Thévenot. — Notice sur Danton et sa famille.

IV. — Publications des Sociétés Correspondantes.

1^o Sociétés Françaises.

Alsne. — Société académique des Sciences, Arts, Belles-Lettres, Agriculture et Industrie, de Saint-Quentin.

Société archéologique de Vervins.

Allier. — Société d'Émulation et des Beaux-Arts du Bourbonnais, à Moulins.

Alpes-Maritimes. — Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes, à Nice.

Aube. — Société académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Aube, à Troyes.

Aveyron. — Société des Lettres, Sciences et Arts, à Villefranche.

Basses-Pyrénées. — Société des Sciences, Lettres et Arts, de Pau.

Belfort. — Société Belfortaine d'Émulation.

Bouches-du-Rhône. — Académie des Sciences, Lettres et Beaux-Arts, de Marseille.

Société de Statistique de Marseille.

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres, d'Aix.

Calvados. — Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres, de Caen.

Société d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie, de Caen,

Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

Charente. — Société archéologique et historique de la Charente, à Angoulême.

Charente-Inférieure. — Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.

Côte-d'or. — Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, de Dijon.

Deux-Sèvres. — Société d'Agriculture des Deux-Sèvres, à Niort.

Doubs. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, de Besançon.

Drôme. — Société des Agriculteurs de la Drôme, à Valence.

Eure. — Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Eure, à Evreux.

Eure-et-Loir. — Société archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.

Finistère. — Société académique de Brest.

Gard. — Académie du Gard, à Nîmes.

Gironde. — Académie nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts, de Bordeaux.

Haute-Garonne. — Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres, de Toulouse.

Société d'histoire naturelle de Toulouse.

Société d'Agriculture de la Haute-Garonne, de l'Ariège et du Tarn, à Toulouse.

Académie des Jeux Floraux, à Toulouse.

Université de Toulouse (Bibliothèque de l').

Haute-Loire. — Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Commerce, du Puy.

Haute-Saône. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Haute-Saône, à Vesoul.

Haute-Vienne. — Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.

Société des Amis des Sciences et des Arts, de Rochechouart.

Hérault. — Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers.

Loire-Inférieure. — Société académique de Nantes.

Loiret. — Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts du Loiret, à Orléans.

Maine-et-Loire. — Société nationale d'Agriculture, Sciences et Arts, d'Angers.

Manche. — Société nationale académique de Cherbourg.

Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire naturelle de la Manche, à Saint-Lô.

Marne. — Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts de Châlons-sur-Marne.

Société des Sciences et des Arts, de Vitry-le-François.

Meurthe. — Académie de Stanislas, à Nancy.

Meuse. — Société des Sciences, Lettres et Arts, de Bar-le-Duc.

Morbihan. — Société Polymathique, à Vannes.

Nord. — Société d'Émulation de Cambrai.

Société centrale d'Agriculture, des Sciences et des Arts, à Douai.

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, de Valenciennes.

Université de Lille (Bibliothèque de l').

Oise. — Société académique d'Archéologie, Sciences et Arts de l'Oise, à Beauvais.

Société d'Agriculture de Compiègne.

Société historique de Compiègne.

Comité archéologique et historique de Noyon.

Pas-de-Calais. — Académie des Sciences, Lettres et Arts, d'Arras.

Société Académique de Boulogne-sur-Mer.

Puy-de-Dôme. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, de Clermont-Ferrand.

Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, à Clermont-Ferrand.

Pyrénées-Orientales. — Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales, à Perpignan.

Rhône. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, de Lyon.

Société d'Agriculture, Histoire naturelle et Arts utiles, de Lyon.

Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.

Société linnéenne de Lyon.

Saône-et-Loire. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Agriculture, de Mâcon.

Société d'Histoire naturelle, de Mâcon.

Sarthe. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, au Mans.

Seine. — Société nationale des Antiquaires de France, à Paris.

Société française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.

Société philotechnique, à Paris.

Société polymathique, à Paris.

Société de Médecine légale de France, à Paris.

Alliance française (Bulletin de l'), à Paris.

Commission du répertoire de bibliographie scientifique au Ministère de l'Instruction publique, à Paris.

Seine-et-Oise. — Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise, à Versailles.

Société d'Agriculture et des Arts de Seine-et-Oise, à Versailles.

Société des Sciences naturelles de Seine-et-Oise, à Versailles.

Seine-Inférieure. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, de Rouen.

Société libre d'Émulation, du Commerce et de l'Industrie de la Seine-Inférieure, à Rouen.

Société centrale d'Agriculture de la Seine-Inférieure, à Rouen.

Société havraise d'études diverses, au Havre.

Société industrielle d'Elbeuf.

Somme. — Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Société industrielle d'Amiens,

Société linnéenne du Nord de la France, à Amiens.

Conseil Général de la Somme, à Amiens.

Conseil d'hygiène publique et de salubrité de la Somme, à Amiens.

Société d'Émulation d'Abbeville

Comice agricole d'Abbeville.

Tarn-et-Garonne. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Tarn-et-Garonne, à Montauban.

Société archéologique de Montauban.

Var. — Académie du Var, à Toulon.

Société d'Agriculture, d'Horticulture et d'Acclimation du Var, à Toulon.

Société d'Études scientifiques et archéologiques de Draguignan.

Société d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie du Var, à Draguignan.

Vienne. — Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Vosges. — Société d'Émulation des Vosges, à Épinal.

Yonne. — Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne, à Auxerre.

2° Sociétés Étrangères.

Alsace-Lorraine. — Académie de Metz.

Société d'Histoire naturelle de Colmar.

États-Unis d'Amérique. — Academy of Natural Sciences of Philadelphia.

Academy of Sciences of Saint Louis.

Boston Society of Natural History.

Chicago Academy of Sciences.

Ohio States University, Columbus.

Smithsonian Institution, Washington.

United States Geological Survey, Washington.

Wisconsin Geological and Natural History Survey.

Republika Argentina. — Museo nacional de Buenos Aires.

Mexique. — Observatorio meteorológico central de México.

Sociedad científica « Antonio Alzate », México.

Instituto geológico de México.

Suède. — Nordiska Museet, Stockholm.

Société royale des Sciences, Upsala.

Université d'Upsala, Geological Institution.

Suisse. — Historische und Antiquarische Gesellschaft zu Basel.

Uruguay. — Museo nacional de Montevideo.

TAB**LEAU**
DES
MEMBRES DE L'ACADÉMIE
(31 DÉCEMBRE 1903)





BUREAU











MM. BOUCHER (l'abbé), Directeur.
PERCHEVAL, Chancelier.
LENEL, Secrétaire perpétuel.
BLANCHARD, Archiviste-Trésorier.
DAVID, Secrétaire-adjoint.

MEMBRES TITULAIRES



DANS L'ORDRE DE LEUR INSTALLATION

MM.

- 1 LELEU, *,  I, ancien Proviseur du Lycée d'Amiens, boulevard Faidherbe, 83.
- 2 VERNE (Jules), O. *,  I, Homme de lettres, boulevard Longueville, 44.
- 3 OBRY, *,  I, Président de Chambre honoraire à la Cour d'Amiens, rue des Jacobins, 67.
- 4 BARIL (GÉLÉON), Homme de lettres, rue Évrard de Fouilloy, 21.
- 5 GUÉRARD, *, Ingénieur au chemin de fer du Nord, en retraite, rue de Cottenchy, 5.
- 6 DEBAUGE,  *, Industriel, faubourg de Hem, 242.

- 7 FOURNIER (LUCIEN), *, Conseiller à la Cour, rue Frédéric Petit, 28.
- 8 LENEL, *,  I, Professeur de Rhétorique au Lycée, rue Laurendeau, 80.
- 9 LORGNIER, Avocat, rue des Écoles-Chrétiennes, 23.
- 10 THOREL (OCTAVE),  I, Ingénieur des arts et manufactures, Conseiller à la Cour d'Appel, rue de Cerizy, 3.
- 11 MACQUE, Greffier en chef de la Cour, rue Laurendeau, 148.
- 12 LECOMTE (MAXIME),  I, Avocat, Sénateur du Nord, rue Charles Dubois, 31, à Amiens, et 13, rue Bonaparte, à Paris.
- 13 BLANCHARD (ALEXANDRE),  I, Professeur de Troisième au Lycée, rue Cozette, 45.
- 14 GUILLAUMET,  I, Docteur en médecine, rue Porte-Paris, 4.
- 15 RICQUIER,  I, Architecte en chef du Département, rue Sire Firmin Leroux, 23.
- 16 MICHEL,  I, Conservateur de la Bibliothèque, rue Dhavernas, 20.
- 17 PEUGNIEZ,  I, Docteur en médecine, rue Lamartine, 7.
- 18 DURAND,  I, Archiviste du Département, rue Pierre l'Ermite, 22.
- 19 PINSON, Président du Tribunal civil, rue Saint-Geoffroy, 4.
- 20 CAMERLYNCK, *, Publiciste, rue Mazagran, 11.
- 21 TATTEGRAIN (GEORGES), rue St-Fuscien, 38.
- 22 BLOQUEL (EMILE), Avoué honoraire à la Cour, rue Charles Dubois, 18.
- 23 BOQUET (JULES), rue Porte-Paris, 24.
- 24 DAVID (EDOUARD), rue de Croy, 22.
- 25 PERCHEVAL (MAURICE), rue Lemerchier, 6.
- 26 BOUCHER (l'Abbé), Curé de St-Roch, rue Blin-de-Bourdon, 1.
- 27 MOULONGUET,  I, Directeur de l'Ecole de Médecine, rue de la République, 53.
- 28 FOURNIER, Dr en Médecine, rue Jules Lardière, 22.
- 29 RANDON, rue Lemerchier, 8.

ÉLUS ET NON INSTALLÉS

- 30 ROZE, , Sculpteur, rue Boucher de Perthes, 10.
 - 31 MOYNIER DE VILLEPOIX,  I, Directeur du Laboratoire de Bactériologie, rue Fernel, 18.
 - 32 MILVOY, Architecte, rue Digeon, 1.
 - 33 HERVIEU, Percepteur, rue des Augustins, 13.
 - 34 BLANDIN (l'abbé), aumônier de l'Asile Départemental de Dury.
 - 35 DUBOIS (PIERRE), rue Pierre l'Ermite, 26.
 - 36 GARET (MAURICE), Avoué, rue Victor Hugo, 30.
-

MEMBRES HONORAIRES

DE DROIT







- 1 M. le Général commandant le 2^e Corps.
 - 2 M. le Premier Président de la Cour d'appel.
 - 3 M. le Préfet de la Somme.
 - 4 M^{re} l'Évêque d'Amiens.
 - 5 M. le Procureur général près la Cour d'Amiens.
 - 6 M. le Maire d'Amiens.
 - 7 M. l'Inspecteur d'Académie.
-

MEMBRES HONORAIRES

ÉLUS

MM.

- 1 KOLB, *, Directeur des Usines Kulmann, à Lille.
- 2 PRAROND, *, Homme de lettres, à Abbeville, et rue de Tournon, 14, Paris.

- 3 TIVIER, *,  I, Doyen honoraire de la Faculté des Lettres de Besançon, 9, rue Dhavernas, à Amiens,
- 4 LANIER, *,  I, Professeur d'histoire au Lycée Janson de Sully, 59, rue Boissière, à Paris.
- 5 DE PUYRAIMOND, *, Ancien officier de marine, rue Debray, 36, à Amiens.
- 6 DECHARME, *,  I, Professeur honoraire de l'Université, rue Saint-Louis, 8, à Amiens.
- 7 PICARD, Professeur de rhétorique au Collège Rollin, 22, rue Saint-Petersbourg, à Paris.
- 8 VINQUE, Professeur de Tissage à l'Ecole Nationale des Arts Industriels, 120, rue du Coq français, à Roubaix.
- 9 DE BRACQUEMONT (LÉOPOLD), Propriétaire-Agriculteur à la Folie-Guérard, annexe de Grivesne (Somme).
- 10 GOBLET, Ancien Président du Conseil, 4, rue Guichard, Paris.
- 11 CORENTIN-GUYHO, Conseiller à la Cour de Paris, 166, rue du Faubourg St-Honoré.
- 12 DUBOIS (GUSTAVE), Avocat, ancien bâtonnier, rue de l'Amiral Courbet, 19, à Amiens.
- 13 LENOEL (Louis), , Docteur en médecine.
- 14 BADOUREAU, *,  I, Ingénieur en chef des Mines, à Chambéry, 18, rue de la Banque.
- 15 GRENIER, *, Conseiller à la Cour de Paris, Boulevard St-Michel, 53.
- 16 Mgr FRANQUEVILLE, Evêque de Rodez, (Aveyron).
- 17 FRANQUEVILLE, *,  I, Conseiller à la Cour d'Appel de Paris, à Amiens, rue St-Fuscien, 20 bis.
- 18 QUIÉVREUX (l'abbé), vicaire général à La Guadeloupe.

MEMBRES ASSOCIÉS CORRESPONDANTS

MM.

- 1 MILLIEN (Achille), Homme de lettres, à Beaumont-la-Ferrière (Nièvre).

- 2 BERNARD, Avocat général, à Dijon.
- 3 PIEDAGNEL, *, Homme de lettres, rue Perronnet, 83,
Parc de Neuilly, à Neuilly-sur-Seine, près Paris.
- 4 CARTAULT, *, Professeur à la Sorbonne, à Paris.
- 5 LE TELLIER, Professeur, à Lisieux,
- 6 DE VORGES, O. *, 46, rue du Général Foy, à Paris.
- 7 CAHON, Docteur en médecine, à Paris.
- 8 BOULENGER (Gustave), Percepteur en retraite, à Albert.
- 9 RANSSON, ~~et~~ I, Juge suppléant au Tribunal civil, à Paris.
- 10 DE LA BALLE, Membre de la Société française d'Archéologie, curé de La Croix St-Leutroy (Eure).
- 11 LAMY, à Cambrai, 9, rue Belmas.
- 12 DELIGNIÈRES (Emile), Avocat, Président honoraire de la Société d'Emulation, à Abbeville, 3, rue des Grandes Ecoles.
- 13 DA CUNHA (Xavier), conservateur de la Bibliothèque nationale de Lisbonne (Portugal), rua de St-Bartholomeu, 12-2°.
- 14 TATTEGRAIN (Francis), Artiste-peintre, Berck-sur-Mer.

COMMISSION DES FINANCES

MM. CAMERLYNCK, LELEU, BLOQUEL.

COMMISSION DE PUBLICATION

MM. BLANCHARD, DEBAUGE, Lucien FOURNIER, PINSON et
Octave THOREL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>A propos des Ballons dirigeables</i> , par M. M. LECOMTE.	1
<i>Robert de Luzarches</i> , par M. l'Abbé BOUCHER, Directeur.	23
<i>La Morte Eau</i> par M. M. PERCHEVAL.	51
<i>Victor Hugo, Esquisse biographique et littéraire.</i> par M. A. BLANCHARD	69
<i>Le Théâtre de Victor Hugo et la Parodie</i> , par M. A. BLANCHARD	99
<i>En Première Classe</i> , par M. G. TATTEGRAIN	164
<i>Utilité de la Douleur physique</i> , par M. le Dr FOURNIER. . .	181
<i>Traversée de la Manche à la nage : la dernière tentative d'Holbein</i> , par M. le Dr PEUGNIEZ.	203
<i>Histoire du Collège d'Amiens</i> , par M. S. LENEL.	231
<i>Compte rendu des Travaux de l'Année.</i> par le Secrétaire perpétuel	529
<i>Résumé des Procès-verbaux des séances.</i>	547
<i>Ouvrages reçus par l'Académie</i>	550
<i>Tableau des Membres de l'Académie</i>	556

TABLE DES PLANCHES

	Pages
I. — Plan du Collège au xviii ^e siècle	248
II. — Le Collège avant les Jésuites, au xvi ^e siècle.	288
III. — L'Église du Collège sous les Jésuites, au xvii ^e siècle. .	336
IV. — Le Collège sous les Jésuites, au xviii ^e siècle	368
V. — Vue de l'ancien Collège (rue des Jacobins et rue du Collège).	400
VI. — Vue de l'ancien Collège, prise de la rue des Jacobins.	496



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 04889 6511

Filed by Preservation GIC  11-55

